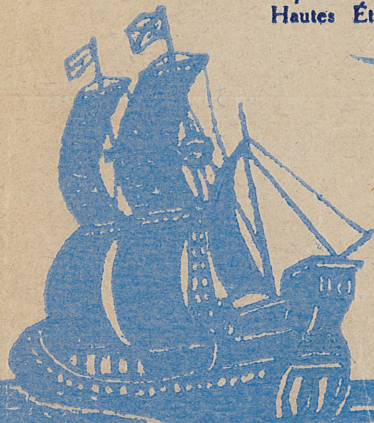


HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA RÉUNION

NAISSANCE D'UNE CHRÉTIENTÉ

BOURBON
DES ORIGINES JUSQU'EN 1714

PAR
Jean BARASSIN
Diplômé de l'École des
Hautes Études de Paris



IMPRIMERIE CAZAL
42, rue Alexis de Villeneuve
Saint-Denis
RÉUNION

MAISON PROVINCIALE
des P.P. du Saint-Esprit
393, Rue des Pyrénées
PARIS

B.U. AIX LETTRES



D 050 252734 5

1953

NIHIL OBSTAT
Parisiis, die nona julii 1952
J. BOUCHAUD
Censor deputatus.

IMPRIMI POTEST.
Parisiis, die decima julii 1952
L. CROMER
Superior provincialis

IMPRIMATUR
Parisiis, die X^a julii 1952
MICHAEL POTEVIN
Vic. Gen.

122.683

INTRODUCTION

CE VOLUME est le premier d'une série qui sera peut être longue. « L'Histoire religieuse de la Réunion » porte, en effet, sur trois siècles, alors que la « Naissance d'une Chrétienté » n'englobe que cinquante ans d'histoire ; encore s'agit-il d'une époque reculée d'où les pièces d'Archives nous sont parvenues avec parcimonie. La moisson de documents que fera l'historien des XVII^e et XVIII^e siècles risque d'être beaucoup plus abondante, à moins que d'ici là quelque bon cyclone ait dispersé ce que les « carrias » n'auront pas mangé et ce que la main des hommes n'aura pas détruit.

« L'Histoire religieuse de la Réunion » se divise tout naturellement en trois grandes parties, suivant les divers statuts canoniques que connut l'île :

- I — L'Ere des Aumôniers d'occasion —
— des origines jusqu'en 1714 —
- II — La Préfecture Apostolique de Bourbon — 1714-1850 —
 - 1) les Pères Lazaristes — 1714-1818 —
 - 2) les Prêtres du Séminaire du Saint Esprit — 1816-1851 —
- III — L'Evêché de Saint Denis de la Réunion — 1850-1950 —

Le présent volume, intitulé « Naissance d'une Chrétienté. Bourbon, des Origines jusqu'en 1714 », a pour but essentiel de mettre sous les yeux du lecteur les principaux épisodes religieux dont l'île Bourbon fut le théâtre ou l'occasion aux premières années de son histoire et de préserver de l'oubli, non seulement les faits, mais aussi les pièces qui en témoignent. C'est pourquoi le plus souvent qu'il a été possible, nous nous sommes astreint à reproduire les textes mêmes des Archives que nous avons utilisées, afin de les protéger contre le danger d'une disparition irrémédiable. Ce procédé avait un grave inconvénient qui ne nous a pas échappé et dont nous avons accepté de courir le risque : celui de masquer la suite logique des événements, de par l'abondance des détails accumulés. Ce volume pourra ne paraître qu'un amas de matériaux assemblés pour construire une histoire, plutôt que cette histoire elle-même ; cependant une lecture attentive et réfléchie permettra de constater que nous avons suivi l'ordre chronologique aussi rigoureusement qu'il était possible.

Le premier soin de l'auteur, dans cette reconstitution des faits religieux qui se passèrent à Mascarin, fut évidemment de retrouver les traces des messagers de l'Evangile. Moins heureuse en cela que Maurice et Madagascar, l'Ile Bourbon semble n'avoir connu qu'assez tard le bienfait d'une Messe célébrée sur son sol. Nos patientes recherches à ce sujet ne nous ont rien fait trouver de certain avant 1665 : à notre connaissance, ce furent les aumôniers de la flotte de de Beausse qui, les premiers, exercèrent dans notre Ile. Les prêtres qui, dans la suite, au hasard de la navigation, séjournèrent à Mascareigne, ont été divers tant par leurs origines et les circonstances de leur venue que par leurs talents et leurs vertus. Comme partout, quelques sujets d'élite et quelques médiocres se détachent sur un ensemble de gens dignes et honnêtes.

Pour aborder dans cette Ile de l'Océan Indien, les prêtres comme les autres français qui vinrent s'y établir, durent avoir recours aux services des rares vaisseaux qui doubleraient le Cap de Bonne Espérance et assureraient la liaison entre la France et les Indes ; ce qui nous conduisit à une étude, jamais sérieusement entreprise jusqu'à nos jours, — pas même par P. Kaepelin dans sa thèse complémentaire sur les « Escales françaises sur la route de l'Inde » — sur les échanges maritimes entre la Métropole et Bourbon au XVII^e siècle. Les diverses compagnies de navigation, « Société de l'Orient », « Compagnie française des Indes Orientales », Sociétés malouines, qui armèrent les flottes, y eurent une part prépondérante qu'on ne pouvait pas non plus laisser dans l'ombre. D'où, une sorte d'Histoire de la Marine avec Bourbon pour centre se juxtapose nécessairement à l'Histoire religieuse proprement dite, l'encadre et l'explique.

Quant à Madagascar, pendant vingt cinq ans (1648-1674), c'est le centre, d'abord incontesté, puis de plus en plus délaissé, de la colonisation dans la Mer des Indes ; Mascareigne n'en est, à l'origine, qu'un satellite, ou, comme l'on disait, l'une de ses « Isles adjacentes ». Tout ce qui se passe alors dans la grande Ile a sa répercussion à Mascarin ; tout ce que Bourbon reçoit, tant au religieux qu'au civil, prêtres, population, lui vient du Fort-Dauphin ou en fonction de cet Etablissement. C'est pourquoi il nous a paru nécessaire d'en parler longuement au début de notre étude. Bourbon ne connaît une existence vraiment autonome qu'à partir du jour où les quelques Français rescapés du massacre de 1674, abandonnent définitivement Madagascar sous la conduite de leur Gouverneur pour se réfugier, qui à Mozambique, qui aux Indes, qui à Bourbon.

En ces temps lointains, où les colons de Mascarin n'étaient qu'une poignée, où l'arrivée d'un navire en rade de Saint-Denis ou de Saint-Paul constituait un événement considérable, où la présence d'un prêtre dans l'Ile, qui pût baptiser les enfants et régulariser les unions matrimoniales, était une grâce vivement ressentie, le Curé, par sa science, son ascendant moral était souvent, de fait sinon le droit, le principal personnage du lieu, et tout acte important de la vie civile, de par la volonté du Roi, s'accompagnait d'un rite religieux. Dans ces conditions, il devenait impossible d'écrire l'histoire religieuse, sous peine de la déformer, sans l'inscrire dans l'ensemble des faits de l'Histoire générale dont elle est partie intégrante.

« Cette Histoire générale de Bourbon, dira-t-on, a déjà été écrite ! »
Oui, certes. Malheureusement, les auteurs que l'on cite, Azéma, Crestien,

Pajot, Lacaze, ont travaillé avec trop peu de rigueur scientifique pour qu'on puisse s'appuyer sur leurs œuvres en toute sécurité. Le mieux outillé de tous, et quant aux dons de l'esprit et quant aux documents qu'il eut entre les mains, Jules Hermann, s'est laissé aller à défigurer l'histoire. Autre lacune : aucun des anciens historiens de Bourbon, pas même Guët, n'indique ses sources. Quant aux modernes, bien que leurs ouvrages soient un pas en avant vers l'histoire impartiale et sereine, ils n'ont guère pu, dans leur brièveté, que démarquer les anciens.

Cette Histoire générale des premières années de Bourbon eût été incomplète sans une étude des divers apports ethniques et de la formation progressive de la population de base. Il faut reconnaître que la première génération des habitants de Mascarin se ressentit de ses médiocres origines. J. Hermann lui-même en parle comme d'un « ramassis où les aventuriers dominaient » (p. 60). On verra qu'il est difficile de ne pas souscrire à ce jugement sévère. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'un apport nouveau et plus sain viendra donner à la race son aspect définitif.

Cet essai d'Histoire à la fois religieuse, maritime, politique, humaine, de Bourbon au XVII^e siècle, demeure bien imparfait, et l'on y décèlera certainement des erreurs. Sa première rédaction vit le jour à la Réunion et fut composée grâce aux seules Archives locales, dans le but de paraître pour les fêtes du Centenaire de Diocèse de Saint Denis (1850-1950). Des difficultés techniques de typographie s'opposèrent à la réalisation de ce dessein, ce qui nous permit, au cours de l'année 1951, de compléter notre information par d'enrichissantes incursions dans les Archives de la Métropole. Malgré ses imperfections ou à cause d'elles, nous voudrions que cet ouvrage servît de point de départ à d'autres recherches sur l'Histoire de Bourbon. C'est dans ce but que nous avons multiplié notes et références, dans une proportion que d'aucuns trouveront excessive. Puissent elles susciter l'une ou l'autre vocation de chercheur, ou tout au moins aider à quelque recherche fructueuse !

Nous avons constitué une bibliographie complète des ouvrages qui nous ont fourni quelque lumière sur notre sujet. Elle se révéla si copieuse que, pour des raisons économiques, nous avons dû renoncer à la publier dans son intégrité. La bibliographie que nous produisons se limite aux seules sources originales et aux ouvrages principaux. Dans cet ordre d'idée, nous avons le devoir de rendre un spécial hommage aux publications de Monsieur A. Lougnon, qui souvent nous ont servi de fil conducteur dans le labyrinthe des pièces d'Archives.

Il nous est matériellement impossible de citer ici tous ceux qui, à Bourbon ou en France, nous ont aidé à rassembler la documentation, à réaliser les illustrations et l'impression de ce volume. Cependant, nous ne saurions, sans être taxé d'ingratitude, ne pas louer, d'abord, l'extrême amabilité et complaisance de Monsieur Massinot, Conservateur des Archives de la Réunion. Madame et Monsieur M. Sanner, Président de Chambre, ont mis à notre disposition leurs relations et une collaboration quotidienne pour le dépouillement des pièces, la copie des manuscrits, la dactylographie du texte, la correction des épreuves, Monsieur Larocque, Archiviste du Ministère de la France d'Outre-Mer, nous a largement ouvert l'accès des

X

NAISSANCE D'UNE CHRÉTIENNE

Archives de son Ministère et nous a obtenu communication des cartons réservés de la Marine et des Colonies déposés aux Archives Nationales.

Maintenant, Ami Lecteur, votre tâche commence. Soyez pour cet ouvrage un juge impartial et volontiers débonnaire !

Saint-Denis de la Réunion,

en la fête de Saint-Denis, 9 octobre 1950
9 octobre 1952.

J. B.

BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES DE LA REUNION.

- Dossier 47 — *Arrêts du Conseil du Roi*, 1708-1777. (Code Noir = «Ordonnances du Roi concernant les esclaves nègres des Iles de Bourbon et de France» 1723).
- Dossier 50 — *Actes et délibérations divers du Pouvoir local*, 1706-1767.
- Dossier 54 — *Registre d'insinuation* tenu au Greffe du Conseil de l'île Dauphine, novembre 1665-novembre 1670.
- Dossier 58 — *Concessions*. Expéditions Originales. Partie du Vent. 1690-1747.
- Dossier 59 — *Concessions*. Expéditions Originales. Partie-sous-le-Vent. 1688-1747.
- Dossier 60 — *Concessions*. Copies et extraits. Partie du Vent. 1690-1742.
- Dossier 61 — *Concessions*. Copies et extraits. Partie-sous-le-Vent. 1690-1775.
- Dossier 62 — *Recensements*. 1708-1732.
- Dossier 90 — *Mesurages et abornements*. 1700-1766.
- Dossier 93 — *Mesurages et abornements*. 1705-1736.
- Dossier 95 — *Actes de Vente*, 1677-1734, Saint-Paul.
- Dossier 106 — *Actes de Vente*, Partie-du-vent, 1677-1768.
- Dossier 108 — *Actes de donation*, 1687-1769.
- Dossier 118 — *Contrats de mariage*, 1666-1743.
- Dossier 123 — *Baux*, 1690-1767.
- Dossier 125 — *Dépôts, Conventions diverses*, 1687-1767.
- Dossier 128 — *Successions, Inventaires et Partages*, Saint-Denis 1697-1763.
- Dossier 139 — *Successions, Inventaires, Partages*, Saint-Paul 1688-1729.
- Dossier 157 — *Code de l'île Bourbon*, 1674-1767. Copies effectuées dans la deuxième moitié du siècle dernier des Ordonnances des Gouverneurs, des délibérations et des Arrêts de règlement du Conseil Provincial et du Conseil Supérieur.
- Dossier 158 — *Copies modernes de documents anciens et notes diverses*.
- Registres A1 — *Conseil Provincial*, 1674-1724.
- G1 — *Jugements rendus par le Gouverneur* portant répression des crimes et délits commis par «les nègres seulement». Des sentences définitives contre les habitants. Des actes, contrats de mariage, donations etc... 1704-1710.
- G2 — Idem. 22 octobre 1709-7 août 1716.

- Pièces d'Etat-Civil — 1^{re}) Mairie de St-Paul.
Registres de Baptêmes, Mariages, Sépultures depuis 1667 : copies d'anciens registres de catholicité de l'Ile Bourbon effectuées «conformément à l'arrêté de M. le Gouverneur en date du 30 octobre 1860».
- 2^{re}) Mairie de Sainte-Suzanne, «*Répertoire des actes de Naissance, Mariages et Décès* de 1704 à 1766, Extrait des Registres déposés à la Mairie du quartier de Sainte-Suzanne, Ile Bourbon, 1er novembre 1823».

ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

- Etat-Civil — *Ile Bourbon, Saint-Denis*, 1704-1748.
Ile Bourbon, Saint-Paul, 1704-1746.
Inde Pondichéry. Baptêmes 1676-1718. G1 125.
 » » Sépultures 1687-1748. G1 126.
- Recensements — *Dépôts des papiers publics des Colonies*, Recensements Bourbon 1687-1719.

ARCHIVES NATIONALES.

- AN. T^{re}. 1169. *Mémoires* de François Martin.
 — AN. *Fonds de Saint-Lazare* M. 214.
 — AN. *Ordonnances de Louis XIV*, X 1A 8694.
 — AN. K 1230 *Mission*.
 — AN. Carton S. 6717.

ARCHIVES COLONIALES.

- Série C. AC. C1 Extrême-Orient.
 AC. C2 Correspondance générale, Inde
 AC. C3 Correspondance générale, Ile Bourbon.
 AC. C5A Correspondance générale, Madagascar.
- Série F. AC. F1 A, F2 A, F2 B, F2 C, *Fonds des Colonies*, Comptes, Etats de dépense, Ordres de paiement, Mémoires et Traités sur le commerce des Indes occidentales et orientales, commerce aux Colonies.
- AC. F3, *Collection Moreau de Saint-Méry*; Registre 1 : Description historique de l'Ile Bourbon 1506-1806; les autres registres, notamment les registres 48, 67, 68 et 69, concernent les Indes Orientales, les Iles d'Afrique... l'Histoire des Colonies, les Instructions aux administrateurs, de 1665 à 1747.
- AC. F5 A, *Culte*. Les Registres 8, 9 et 10 concernent particulièrement les Iles de France, de Bourbon et de Madagascar.

ARCHIVES DE LA MARINE (antérieures à la Révolution).

- AM. A. Actes du Pouvoir Central.
 — AM. B. Service général.
 B1 Décisions.
 B2 à B5 Marine des Vaisseaux B2 Correspondance envoyée.
 B3 Correspondance reçue,
 B4 Campagnes,
 B5 Armements.
- B6 Galères.
 B7 Pays étrangers, commerce et consulats.
 B8 Archives.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE (Département des manuscrits).

- *Collection Margry*, Manuscrits Français, Nouvelles Acquisitions.
 ms. 9340, *Iles de France et de Bourbon*. Copie des registres de l'Etat-civil de St-Paul dans l'Ile Bourbon 1667-1704 (fol. 217) et de Saint-Denis dans la même Ile 1691-1718 (fol. 258).
 ms. 9342, 9343, 9345 : divers.
 ms. 9348-9351 : Copie manuscrite des *Mémoires de François Martin*.
 ms. 9353 : divers.
- *Mélanges Colbert*, volume 119 (manuscrits).
 — *Mémoires sur la Compagnie des Indes Orientales*, ms. fr. 6231
 — *Relation du Père Tachard*, ms. fr. 19.030.
 — *Etat par année du commerce fait aux Indes orientales* de 1685 à 1706, dans ms. fr. 16.737.
 — *Voyages de Marco Polo* ms. 7367.
 — *Livre des Merveilles* ms. 8363.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE (département des Cartes et Plans).

- *Portefeuilles* 213 divisions 1, 2 et 3.
 218 » 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 16.
 — *Ile de Bourbon en ses détails* : 8414, 8415, 8420, 8421, 8422, 8423.
 — *Cartes anciennes originales* : Ge. AA. 626, Ge. AA. 582, Ge. DD. 2987, Ge. FF. 14.410 et 14.411.
 — *Reproductions photographiques* : Ge. AA. 2061, Ge. DD. 3622, Ge. DD. 3628.
 — *Atlas de Miller*, connu sous le nom d'Atlas de Reinel G.2. DD. 683 et Ge. DD. 6322.
 — *Atlas Jomard* Ge^e 1232.
 — *Atlas Lelewel* C2. L 7.
 — *Atlas Santarem*.

ARCHIVES DIVERSES.

- Archives d'Ille-et-Vilaine C. 2619-2620 et série B, Parlement, Registre d'érou.
 — Archives du Morbihan.
 — Archives du Finistère 23 H. 16.
 — Archives du Ministère des Affaires Etrangères Rome Vol. 451.
 — Archives de la Propagande, année 1711, vol. 81.
 — Archives des Lazaristes, Registre 1504.
 — Archives manuscrites de la paroisse de Saint-Gilles-les-Hauts (Réunion), manuscrit de Meersmann, curé (fin du XIX^e s.).

SOURCES IMPRIMEES.

A) Voyageurs anciens de l'Océan Indien.

- Bellanger (Louis Auguste) sieur de Lespinay : *Mémoires de L. A. Bellanger de Lespinay, vendômois, sur son voyage aux Indes Orientales*. Vendôme, typographie Charles Huet, 1895.
 — Bontekoë : *Relation ou Journal de Bontekoë aux Indes Orientales*, Paris 1663 et 1696.
 — Boyer (François) auteur présumé du *Journal du voyage des Grandes Indes...* Paris 1698.
 — Camoëns : *Les Lusiades*, écrites en 1572, Paris, Didot 1819.
 — Carpeau du Saussay : *Voyage de Madagascar...* Paris 1722.
 — Carré (Abbé) : *Voyage des Indes Orientales...* Paris 1699.

- Cauche (François) : *Relation du Voyage que François Cauche, de Rouen, a fait à Madagascar, isles adjacentes...* Paris 1651.
- Challes : *Journal d'un voyage aux Indes Orientales...* La Haye 1721 et reproduit par Sottas.
- Crignon (Pierre) : *Discours de la Navigation de Jean et Raoul Parmen-tier* Edition ch. Schefer, 1883.
- Dellon : *Relation d'un voyage des Indes Orientales*, Amsterdam 1699 et Cologne 1771.
- Dubois : *Les voyages faits par le sieur D. B. aux Isles Dauphine ou Madagascar, et Bourbon ou Mascareenne...* Paris 1674.
- Duquesne (Henri) : *Recueil de quelques mémoires servans d'instruction pour l'établissement de l'isle d'Eden*, Amsterdam 1679 et Paris 1887.
- Durot : *Journal de Voyage*, Bibliothèque Carnegie (Curepipe); édité partiellement dans «Voyages Anciens...» de A. Lounnon et dans un «Recueil Trimestriel».
- Edrisi : *Edrisi, description de l'Espagne et l'Afrique* (avec traduction française) Leyde 1866.
- Estrada (d') : *Relation d'un voyage fait aux Indes Orientales* Paris 1677.
- Flacourt : *Histoire de la Grande Isle de Madagascar*, Paris 1658; la seconde édition de 1661 contient en plus : Relation de ce qui s'est passé en l'Isle de Madagascar depuis le 12 février 1655 jusqu'au 18 janvier 1656; et : Mémoire du sieur Anthoine Thureau; un Petit Catéchisme écrit en français et en malgache a également été rédigé par Flacourt et édité.
- François Martin de Vitre : *Description du premier voyage que les Marchands français de Saint-Malo, de Vitre et de Laval ont fait aux Indes Orientales*, édité en 1619, reproduit par Grandidier dans sa «Collection des ouvrages anciens...»
- Jean-Alphonse Saintongeais : *Voyages aventureux du Capitaine Jean-Alphonse Saintongeais*, Rouen, Mallard 1578.
- Herbert (Thomas) : *Relation du voyage de Perse et des Indes Orientales...* Paris 1663.
- La Roque : *Voyage de l'Arabie Heureuse...* Paris 1716.
- Leguat (François) : *Voyages et aventures de François Leguat...* Amsterdam 1708.
- Linshot : *Histoire de la Navigation de Jean-Hugues de Linshot*, hollandais... Amsterdam 1610 et 1638.
- Luillier : *Voyage du Sr. Luillier aux Grandes Indes*, Paris 1705.
- Marin (François) : *Mémoires sur l'établissement des colonies françaises aux Indes Orientales...* Edition Martineau Paris 1931.
- Massoudi : *Prairies d'or et Mines de Pierres précieuses*, Paris 1861-1864.
- Pyrrard (François) : *Le discours du voyage des Français aux Indes Orientales...* 1611 puis 1615.
- Souchu de Rennefort : *Mémoires pour servir à l'Histoire des Indes Orientales...* Paris 1688.
- du Tremblay : *Journal*, Archives de la Marine, Campagnes, vol. IV, p. 80 et s. ; Margry, ms. 9345, f. 48 et s. ; édité partiellement dans «Voyages Anciens...» de A. Lounnon.
- Valentyn (François) : *Description de l'Inde orientale, ancienne et moderne*, Amsterdam 1724-1726.

B) Documents publiés.

- Charpentier (François) : *Relation de l'Etablissement de la Compagnie Française pour le Commerce des Indes Orientales*, Paris 1666.

- Clément (Pierre) : *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, Paris 1864-1882.
- Darnis : *Recueil et collection des lettres concernant la Compagnie des Indes Orientales* établie au mois d'août 1664, Paris 1755-1756.
- Grandidier : *Collection des Ouvrages Anciens concernant Madagascar* sous la direction de MM. Grandidier, Charles-Roux, Ch. Delhorde, H. Froideveaux et G. Grandidier, Paris 1903-1920.
- Lounnon (Albert) : *Recueil Trimestriel de Documents et Travaux Inédits*, pour servir à l'Histoire des Mascareignes Françaises, Saint-Denis (Réunion) 1933-1949.
- Richelieu : *Recueil des Testaments politiques* du Cardinal de Richelieu (du duc de Lorraine, de M. Colbert et de M. de Louvois) Amsterdam 1749.
- *Mémoires de la Congrégation de la Mission*, 1866.
- Code Noir : «Lettres patentes de décembre 1723 concernant le régime des esclaves à l'Isle Bourbon ensemble le Code Noir de mars 1685 dans les Colonies» dans Ordonnances 83, Paris. Imprimerie Royale — 1830-1845.
- Isle de Bourbon (Réunion) *Documents* 1701-1710, printed from the original manuscripts in the New-York public Library, New-York 1909.

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS.

A) Sur la Réunion.

- Azéma (G.) : *Histoire de l'Isle Bourbon* depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848, Paris 1859.
- Azéma (Dr. H.) : *Histoire de la ville de Saint-Denis* de la Réunion, Paris 1859.
- Barquisseau, H. Fouque, H. Jacob de Cordemoy : *Isle de la Réunion* Paris 1926.
- Brunet (A.) : *Trois cents ans de colonisation à Bourbon*, Paris 1948.
- Crespin (P.) : *Etude sur les Iles de France et de Bourbon* dans «Histoire des Colonies Françaises...» de Froideveaux, Paris 1933.
- Crestien (G. F.) : *Causeries historiques*, Paris 1881.
- Engelvin (R. P.) : *Histoire anecdotique de Bourbon*, Tananarive 1940.
- Farchi (J.) : *Petite histoire de la Réunion*, Paris 1937.
- Guët (M. I.) : *Les origines de l'Isle Bourbon* et de la colonisation française à Madagascar, Paris 1888.
- Hermann (J.) : *Colonisation de l'Isle Bourbon* et fondation du quartier Saint-Pierre, La Bourdonnais, Paris 1898.
- Hiéronymo (Fr.) : *Notice historique, géographique et religieuse* sur l'Isle Bourbon ou de la Réunion, Versailles 1863.
- Lacaze (Dr. H.) : *L'Isle Bourbon, l'Isle de France, Madagascar*, Paris 1880.
- Lounnon (A.) : *Voyages anciens à l'Isle Bourbon*, Paris 1935.
- Pajot (E.) : *Simple renseignements sur l'Isle Bourbon*, Paris 1887.
- Thomas (P. L. U.) : *Essai de statistique de l'Isle Bourbon...* Paris 1828.
- Professeur d'histoire (anonyme) : *Histoire abrégée de l'Isle Bourbon ou de la Réunion* depuis sa découverte jusqu'en 1880, St-Denis Réunion 1883.
- Videlou-Guimbeau (G. de) : *La découverte des Mascareignes*, Port-Louis, Ile Maurice 1948.

B) Sur Madagascar.

- Gravier (G.) : *Madagascar*, Paris Delagrave, 1904.
- Froideveaux (H.) : *Histoire des Colonies Françaises* et de l'Expansion de la France dans le Monde, Paris 1933.
- Froideveaux (H.) : *Les Lazaristes à Madagascar au XVII^e siècle*, Paris s. d.

XVI NAISSANCE D'UNE CHRÉTIENTÉ

- La Vaissière (R. P.) : *Histoire de Madagascar*, ses habitants, ses missionnaires, Paris 1884.
- Anonyme : *Histoire de la mission fondée à Madagascar par Saint Vincent de Paul*, Paris s. d.

C) Sur l'Ile Maurice.

- d'Epinay (Adrien) : *Renseignements pour servir à l'Histoire de l'Ile de France* jusqu'à l'année 1810 inclusivement, Ile Maurice 1890.
- Pitot : *T'Eylandt Mauritius* (1810-1823), Port-Louis, Ile Maurice 1936.
- Toussaint : *Port-Louis, deux siècles d'histoire* 1735-1935, Port-Louis, Ile Maurice 1936.

D) Sur l'Océan Indien et la Compagnie des Indes Orientales de 1664.

- Charton : *Voyages anciens et modernes*, Paris 1869.
- Codine (J.) : *Mémoire géographique de la Mer des Indes*, Paris 1868.
- Guida delle Missioni Cattoliche, Rome 1934.
- Guillaum : *Documents sur l'Afrique Orientale*, Arthus Bertrand, Paris 1856.
- Jégou : *Histoire de la fondation de Lorient*, Lorient 1870;
et *Histoire de Lorient*, port de guerre (1690-1720), Vannes 1887.
- Kaepelin (P.) : *Les escales françaises sur la route de l'Inde*, Paris 1908.
- » *La Compagnie des Indes Orientales et François Martin*, Paris 1908.
- Madrolle : *Les premiers voyages à la Chine*. La Compagnie de Chine (1698-1719), Paris 1901.
- Pauliat (L.) : *Louis XIV et la Compagnie des Indes Orientales* (1664), Paris 1886.
- Prévost (abbé) : *Histoire générale des voyages*, Paris 1746-1789.
- Roncière (Ch. de la) : *Histoire de la Marine française*, Paris 1934.
- Sottas : *Histoire de la Compagnie royale des Indes Orientales*, Paris 1905.
- Weber (H.) : *La Compagnie française des Indes* 1604-1875, Paris 1904.

REVUES.

- Revue d'Histoire des Colonies françaises.
- Revue de Madagascar.
- Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne.
- Revue des Deux Mondes.
- Mémoires de la Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise, Versailles.
- Revue Maritime et Coloniale.
- Almanach religieux de l'Ile Bourbon ou de la Réunion.

ABREVIATIONS

- Ar. Co. Ré. = Archives Coloniales de la Réunion.
- Ar. Min. F. O. M. = Archives du Ministère de la France d'Outre-Mer.
- A N. = Archives Nationales.
- A C. = Archives Coloniales.
- A M. = Archives de la Marine.
- B N. = Bibliothèque Nationale.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

des GOUVERNEURS de Bourbon

des CURES de l'Ile	et des PRÊTRES de PASSAGE à Mascarin
	4 Jésuites missionnaires passent au large 1616.

— ETIENNE REGNAULT, Juillet 1665 — 14 Juin 1671.

- Louis de Lanonino de Matos, cord. 22 Février 1667 — Septembre (?) 1668.	- Montmasson, laz. («Taureau»), 10 Juillet - 10 Août 1665.
	- Bourrot, laz. («Aigle-Blanc»), 20 Juillet - 8 Août 1666.
	- Cuveron, laz. («Taureau»), 15 jours en Mai 1666.
- Jean Jourdié, laz. fin Novembre 1667 — 14 Juin 1671.	- Abbé Carré, séc. («St. Jean-Baptiste ou «St. Louis» fin Novembre 1667.
- Michel Montmasson, laz. 1668-1669.	- Vacher et Langlois («St. Pauls ?) 31 Août - 24 Septembre 1669.
	- Navarette, O. F. (?) 17 Mars 1671.

— JACQUES DE LA HURE, Mai 1671 — 1er Décembre 1674.

- François Bonnet, cord. 19 Novembre 1674 — mi 1675.	- Denis de Quimper, cap. («Jules») Novembre 1672.
- François Malart, dit Phalandre, séc. mi 1675 — Juillet 1676.	- de Molac, trin. («Velse»), 19 Novembre - 2 Décembre 1674.

— HENRI HESSE D'ORGERET, 1er Décembre 1674 — 17 Juin 1678

- Bernardin de Quimper, cap. Mai 1676 — 30 Novembre 1686.
--

— GERMAIN DE FLEURIMOND, 17 Juin 1678 — Janvier 1680.

- Bernardin de Quimper, cap.	- Bonaventure de Parthenay, cap. (?) 1679.
------------------------------	---

— BERNARDIN DE QUIMPER CAP. 1680 — 23 Novembre 1686.

- Bernardin de Quimper, cap.	- Emmanuel, cord. 1682.
	- Yves de Mille, séc. («St. François d'Assise»), Novembre 1686.

— JEAN-BAPTISTE DROUILLARD, 23 Novembre 1686 — 1689.

- Georges Camenhen, séc. 12 Mars 1687 — 14 Septembre 1690.	- Jacques d'Angoulême, cap. («Ori- flamme»), Mars 1687.
- Aumônier Portugais, cord. 1er Avril 1687 — 1690.	- P. des Martyrs, carme («Saint-Fran- çois-Xavier», houce portugais), 1687.
	- P. Emerique, carme »
	- P. Barthelemy »
	- « Moine Blanc » »
	- P. Domingue de la Conception »

— HENRY HABERT DE VAUBOULON, 5 Décembre 1689 — 26 Novembre 1690,
mort en prison le 18 Août 1692.

— MICHEL FIRELIN, 4 Mars 1691 — 29 Avril 1694.

— DIRECTOIRE DE SAINT-PAUL, 1694 - 1696.

Hyacinthe de Quimper, cap. 5 Décembre 1689 — 4 Septembre 1696. Frère Antoine de Lannion, cap. 5 Décembre 1689 — Décembre 1694.	- Laurent Fromentin, séc. («St. Jean- Baptiste»), 5 Décembre - 31 Décembre (+) 1689.
	- Martial Kergoff («Les Jeux»), 25 Juin - 14 Septembre 1690.

— JOSEPH BASTIDE, 15 Août 1696 — Septembre 1698.

- Jean d'Etchemendy, séc. 10 Août 1696 — Septembre 1698.	- Abel («Faucon»), 2 Juillet - 4 Septembre 1696.
	- Gallot («Zélande»), 2 Juillet - 4 Septembre 1696.
	- Louis de Sicé, M.E.P. («Postillon»), Mai - Septembre 1697.

— JACQUES DE LA COUR DE LA SAULAIE, Septembre 1698 — Juillet 1701.

- Henri Roulon de la Vante, M.E.P. et Goulven Calvarin, M.E.P. Septembre 1698 — Juillet 1701.	- P. Tachard, s. j. («Zélande»), 8 - 28 Novembre 1699.
	- Vincent Robin de St-Germain, séc. («Toison d'Or» ?) Août 1700.

— JEAN-BAPTISTE DE VILLERS, Juin 1701 — Avril 1709.

- Jean Auffray, séc. Juillet 1701 — Mars 1702.	- Mgr. Thomas Maillard de Tournon et 12 Religieux («Maurepas»), 3 - 8 Août 1703.
- Pierre Marquer, séc. Avril 1702 — Avril 1709.	- Bénard M.E.P. («Chancelier de France»), Mars 1704.
- Vincent Robin de St-Germain, séc. Mai 1704 — Août 1711.	- P. Eusèbe, cap. («Saint-Louis»), Avril 1705.

— MICHEL FRANÇOIS DESBORDES DE CHARANVILLE, Avril 1709 — Mars 1710.

- Jean Senet, O. P.

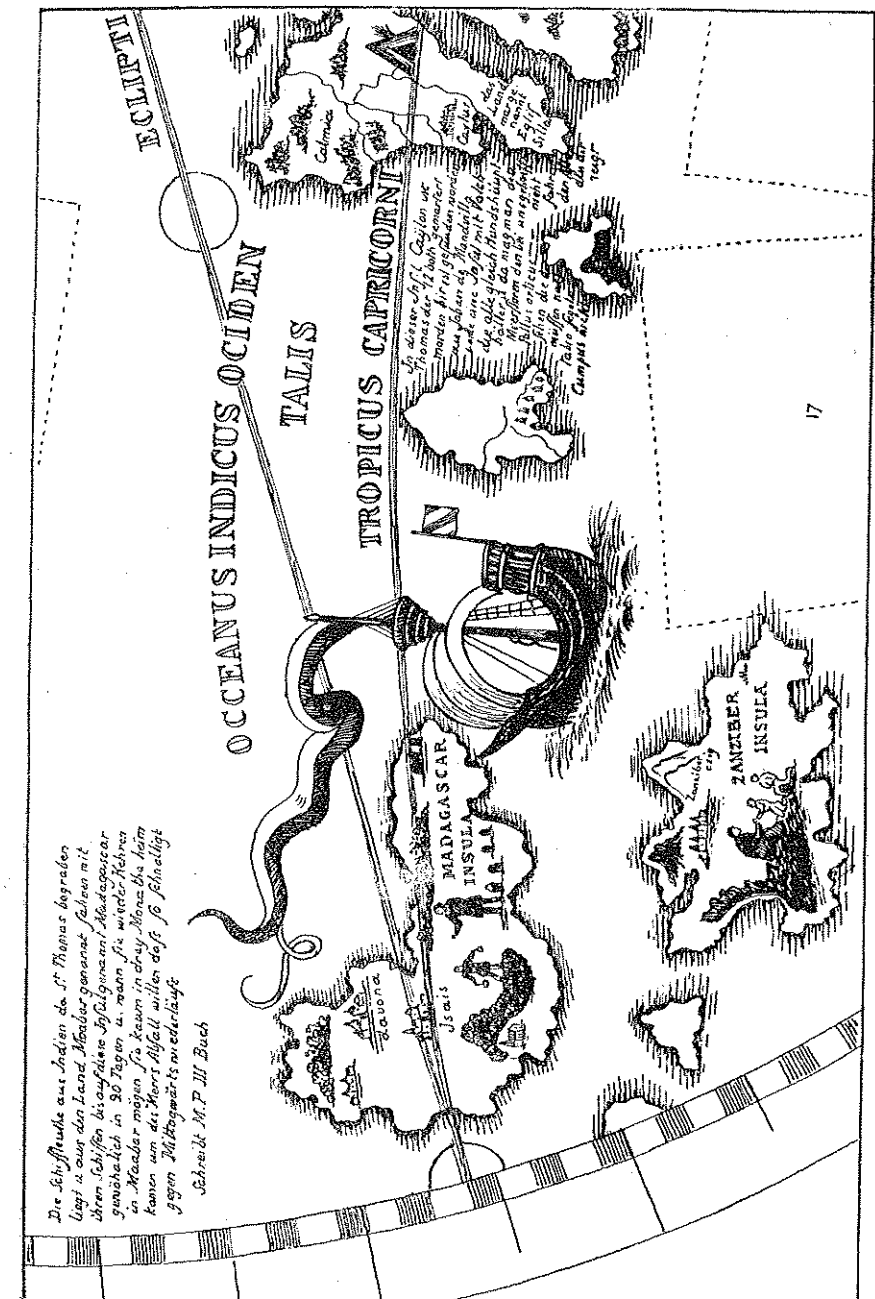
Avril 1709 — 18 Août 1712 (+)

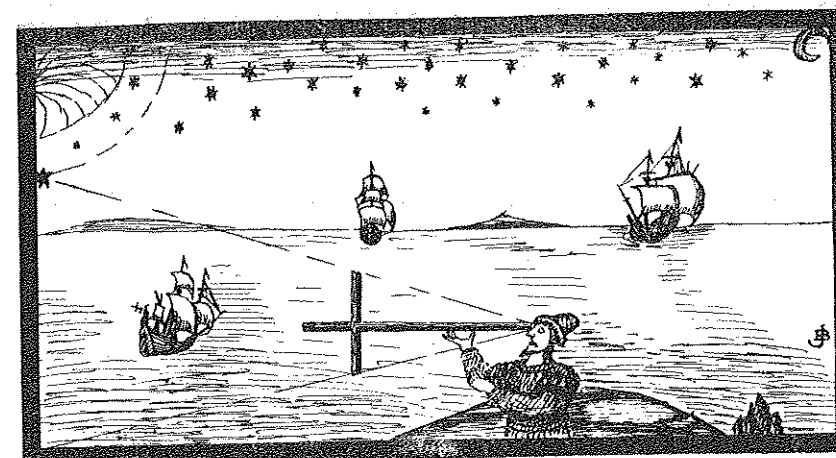
- Pierre Marquer, séc. («St-Louis»
Avril - Septembre 1709.- Jean-Baptiste de Marsbodin (?),
Octobre 1709.- De la Motte, s. j. (?),
Novembre 1709.- 2 aumôniers du «Curieux» et du
«Diligent»,
18 - 28 décembre 1709.

— PIERRE ANTOINE PARAT, Mars 1710.

- Le Tondou, séc.
Mai — Août 1711.- Nicolas Laurent Duval, augustin
Août 1711 — Décembre 1714.- Blaise de la Mère de Dieu, aug. esp.
Avril 1713 — Mars 1714.- Matthias de Saint Michel, aug. esp.
Avril — Septembre 1714.- 2 Capucins du «St. Malo» et du «St.
Jean»,
12 jours en mars 1710.- P. Dolu, s. j. (Flotte de Raoul)
Avril - Septembre 1711.- Le Tondou, séc. («Auguste»)
Août — Septembre 1711.
- Gongony (flotte de
René Gauden Roquemador)

Juin - Septembre 1712.

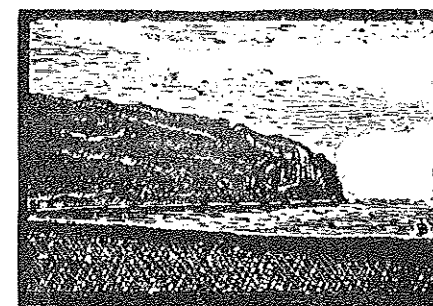
- Jacques Even («Auguste»)
Juillet 1713.Thomas, aug. («Cloche»),
Mai - Septembre 1714.Les Lazaristes
Décembre 1714.



CHAPITRE PREMIER

DES ORIGINES JUSQU'A 1640

PREHISTOIRE



D'AUTRES l'ont appelée l'île d'Eden, et c'est ce dernier (nom) qu'on a retenu comme lui convenant le mieux parce que sa bonté et sa beauté la peuvent faire passer pour un paradis terrestre, et c'est ainsi en effet qu'elle est qualifiée par plusieurs auteurs qui en ont parlé» (1).

Il s'agit de la Réunion. C'est en ces termes, et par ce nom : «l'île d'Eden» qu'Henri Duquesne, en 1689, désignait l'île Bourbon dans un prospectus destiné à y attirer des émigrants; et tout n'était pas dû, dans cette appellation flatteuse, au simple désir de faire de la réclame, car elle avait déjà été employée par des voyageurs, dans leur description de Mascareigne; tel l'abbé Carré en 1667 et Carpeau du Saussay

* La navigation au XVII^e siècle — Enluminure d'un manuscrit de 1583 : Un homme calcule, à l'aide d'une «arbalète», la hauteur du soleil au-dessus de l'horizon pour «faire le point».

** Le Cap Saint-Bernard vu des Galets de Saint-Denis (Réunion).

en 1666. «Elle peut, dit l'un, avoir soixante lieues de circuit, plus semblable à ce que les Saintes Lettres nous apprennent du Paradis Terrestre qu'à nul autre des pays que nous connaissons» (2); «je n'ai point, dit l'autre, de nom à donner à l'île de Mascareigne qui lui convienne mieux que celui d'un Paradis Terrestre» (3).

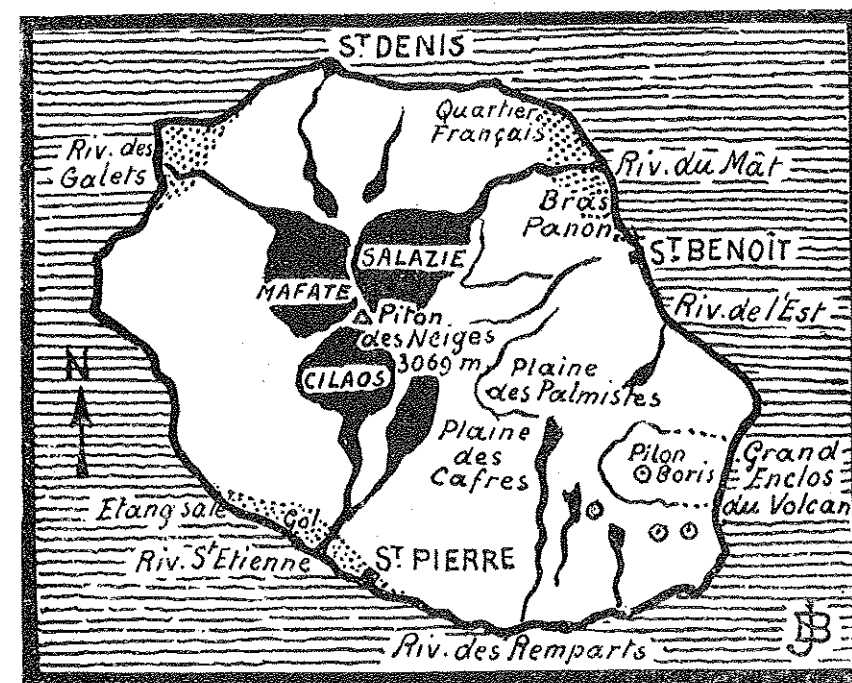
Depuis que nos premiers parents eurent été chassés du Paradis Terrestre et qu'un Chérubin brandissant un glaive de feu eut été mis par Dieu à son entrée, pour en interdire l'accès aux humains, c'est en vain que ceux-ci se sont penchés sur le sol et les Livres afin de retrouver les vestiges du Jardin de délices qui fut le berceau de l'humanité et les exégètes ont pâli sans jamais découvrir l'année bénie qui vit éclore sur notre globe l'Eden originel... L'île Bourbon participe à ce privilège du Paradis Terrestre d'avoir une origine mystérieuse. Certes, nous savons où elle se trouve : 20°50' de latitude Sud et 50°40' de longitude Est (Greenwich), telles sont ses coordonnées géographiques; comme un vaisseau de haut bord, l'île de la Réunion navigue sur l'Océan Indien à 700 kilomètres à l'est de Madagascar, et forme avec Maurice et Rodrigue l'archipel des Mascareignes; mais qui dira jamais à l'aube de quel matin elle émergea ruisselante de l'abîme des eaux?

FORMATION GEOLOGIQUE

Les géologues admettent qu'en sa première phase, l'île «a débuté par l'apparition, au-dessus du niveau de la mer, d'une sorte de protubérance arrondie en dôme, qui fut l'ébauche primitive de l'île» (4). Cette protubérance, issue, à l'état de «masses pâteuses» de quelque fracture du sol sous-marin, se solidifia et s'accrut peu à peu : ce devait être la base de ce qu'on peut appeler le «massif ancien», «noyau composé de masses de roches éruptives, cristallines, grenues, à travers lesquelles se sont infiltrés des basaltes pour s'épancher en nappes ou en couches de recouvrement plus ou moins épaisses» (5).

A cette période prévolcanique a succédé «l'ère des volcans à cratères». «Les premiers cratères apparus se trouvaient sans doute au sommet de cette haute pyramide centrale qu'on appelle encore le mont des Salazes et qui comprend le Piton des Neiges avec le Gros Morne qui lui est adossé. Trois cratères... s'ouvraient probablement à ce niveau. Les laves épanchées s'étalèrent en nappes à la surface des basaltes de la période précédente et recouvrirent peu-à-peu comme d'un manteau continu tout le massif ancien. Sur celui-ci, les pluies diluviennes de l'hivernage commencèrent alors leur travail de ravinement habituel. Et, peut-être sous l'action de ces eaux infiltrées dans le sol et venues au contact des matières incandescentes, et sous la tension d'énormes quantités de vapeur d'eau ainsi formée, des phénomènes d'une très grande violence se manifestèrent : trois énormes effondre-

ments se produisirent au niveau des trois cheminées volcaniques et de leurs cratères qui, de ce fait, s'obstruèrent. Ainsi se sont creusées ces trois grandes vallées d'effondrement : celles de Cilaos, de Salazie et de Mafate. Dès lors, les laves du grand foyer volcanique primitif, désormais éteint, cherchèrent une issue du côté du Sud-Est et constituèrent le «massif moderne» : «de nouvelles cheminées volcaniques et de nouveaux cratères se formèrent successivement dans cette direction.



De là, toute cette série de cônes d'éruption ou de cratères, aujourd'hui éteints, qui s'échelonnent depuis le Piton des Neiges jusqu'au Cratère Brûlant actuel : ceux de la Plaine des Cafres, de la Plaine des Palmistes, de la Plaine des Sables jusqu'à l'Enclos au fond duquel se dressent le Piton Bory, assez récemment éteint, et le Piton toujours actif de la Fournaise» (6).

La troisième période géologique de l'île aurait été «essentiellement caractérisée par l'action érosive des eaux pluviales et torrentielles». Elles auraient d'abord modelé l'intérieur des cirques en colmatant d'alluvions fertiles le fond des zones d'effondrement, peut-être en les

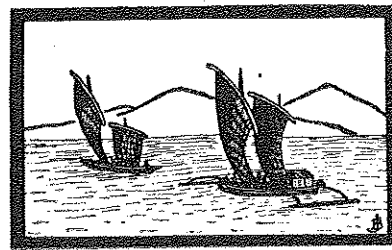
* Carte de Bourbon — Zones d'effondrement.

changeant, pour de longs siècles, en vastes lacs intérieurs dont les limons, mis à secs, seront plus tard découpés en « îlets » féconds; puis, lorsque la poussée gigantesque de ces eaux se sera taillé un chemin tumultueux par des défilés étroits, les rivières ainsi formées, Rivière du Mât, Rivière des Galets, Rivière St-Etienne, entre autres, iront constituer, de la masse énorme de matériaux qu'elles charrient à chaque hivernage depuis des siècles, « limons, sables, graviers, galets et blocs roulés », « des cônes de déjection, des deltas, des terrains alluvionnaires qui s'étendent parfois sur plusieurs kilomètres le long des côtes... en formant de vastes plaines » (7) : telles celle de Bras-Panon, du Champ-Borne, du Bois-Rouge et du Quartier-Français, la Plaine des Galets, celle de l'Étang-Salé et du Gol qui se prolonge jusqu'à St-Pierre.

Tandis que le massif ancien se paraît ainsi, en certains lieux de son pourtour, d'une zone littorale alluvionnaire allant de trois à dix kilomètres, le massif moderne dont les laves, encore de nos jours, tombent directement dans la mer, se contentait de se fissurer par des effondrements identiques, quoique plus modestes, à ceux qui avaient produit les grands cirques : ainsi se formèrent la Plaine des Palmistes et les profonds encaissements des Rivières de l'Est et des Remparts.

C'est de cette façon que l'île de la Réunion acquit la forme qu'elle a aujourd'hui; c'est une ellipse dont le grand axe est orienté du Nord-Ouest au Sud-Est. Assez petite puisqu'elle n'a que 207 kilomètres de tour et 71 kilomètres dans son plus grand diamètre, elle s'élève comme une double pyramide dont les pointes seraient le Piton des Neiges (3.069 mètres) pour le massif ancien, et le Piton Bory (2.625 mètres) pour le massif récent. Entre les deux une dépression, en forme de selle, porte le nom de Plaine des Cafres, et l'unique route transversale de l'île qui emprunte ce col a ceci de particulier que, pour unir St-Pierre à St-Benoît par 65 kilomètres de lacets, elle part du niveau de la mer pour y aboutir, en s'élevant entre deux à l'altitude de 1.600 mètres.

MALAIS, CHINOIS, ARABES OU PERSANS ?



que de courants s'amorcent au large du Cap de Bonne Espérance, qui

* Pirogues malaises.

MALGRÉ sa stature imposante, qui la fait repérer de fort loin sur la nappe océane, — ou, à cause d'elle — la première découverte de l'île Bourbon est, elle aussi, un mystère : il est impossible qu'elle n'ait pas été aperçue dès la plus haute antiquité, d'autant

mènent droit sur elle avant de s'infléchir sur Madagascar, et que la route directe des Indes au Cap, sous la poussée des vents généraux, passe par l'Archipel des Mascareignes.

On admet généralement que Madagascar aurait été peuplée de migrations successives : Persans et Arabes au VII^e siècle; Africains, Chinois (8) et Malais au IX^e, grossis d'un apport européen aux XIV^e et XV^e siècles (9). Est-il téméraire de penser que quelque barque se soit avancée délibérément jusqu'aux Mascareignes? ou qu'un ouragan ait contraint un vaisseau en péril d'y chercher un refuge ou des vivres? Bien qu'en ces temps reculés la coutume générale ait été — comme elle le sera longtemps encore — de naviguer en suivant les côtes, comment ne pas être tenté d'imaginer quelque esquif malais, entraîné par la mousson, gagnant la haute mer, et cinglant directement vers Madagascar et l'Afrique du Sud en passant par Bourbon? Les auteurs sont muets à ce sujet, et pour cause, mais il n'est pas indifférent de constater d'autre part, que, sous leur plume, Madagascar et toutes les îles environnantes se confondent et portent une dénomination commune : « Zaledj », ce qui laisse la place à toutes les hypothèses.

LES ARABES

IL reste vrai qu'entre tous, les Arabes furent de fameux navigateurs. Les premiers, semble-t-il, ils ont su exploiter l'invention de l'aiguille aimantée et de « l'arbalète » pour se diriger sur les océans; les premiers, ils ont dressé des cartes marines.

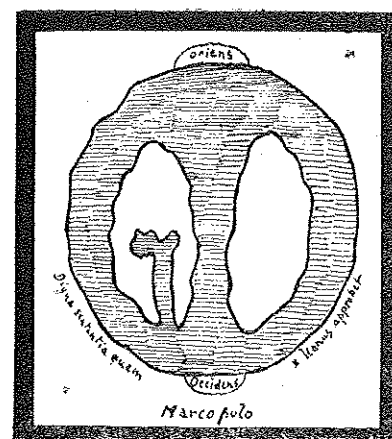
Dès le VII^e siècle, partis du Golfe Élanitique, ils ont sillonné « la mer des Zendj » (Océan Indien?), et le VIII^e siècle les voit s'installer à Madagascar et sur les côtes africaines, sans toutefois qu'ils aient osé dépasser le redoutable Cap de Bonne Espérance. L'un de ces aventuriers, apôtre du croissant, naviguant sous les plis de l'étendard vert, Massoudi, aurait, selon Dulaurier dans son « Journal asiatique » (1846), parcouru au X^e siècle, « une partie de la mer des Indes, visité Madagascar, l'Inde Continentale, etc. » (10); il pouvait écrire en l'an 304 de l'hégire (926), « je n'en connais pas de plus périlleuse que cette mer des Zendj » (11). Lui ou quelqu'autre de ses semblables, aurait abordé aux Mascareignes que cela n'aurait rien d'étonnant.

EDRISI

QUOI qu'il en soit, un descendant de Mahomet, Edrisi (12), met dans sa « Géographie » au nombre des îles Zanedj, une terre dont la description pourrait fort bien se rapporter à notre Réunion; elle est, dit-il, « peu considérable, dominée par une haute montagne, dont le sommet et les flancs sont inaccessibles, parce qu'elle brûle tout ce qui s'en approche; durant le jour, il s'en élève une épaisse fumée, et durant la nuit, un feu ardent; de sa base coulent des

sources, les unes d'eau froide et douce, les autres, chaudes et salées». Malheureusement, les cartes d'Edrisi font montre d'une telle confusion qu'elles ne peuvent aucunement servir à identifier cette île où les Arabes — les détails l'indiquent clairement — ont certainement débarqué.

MARCO POLO



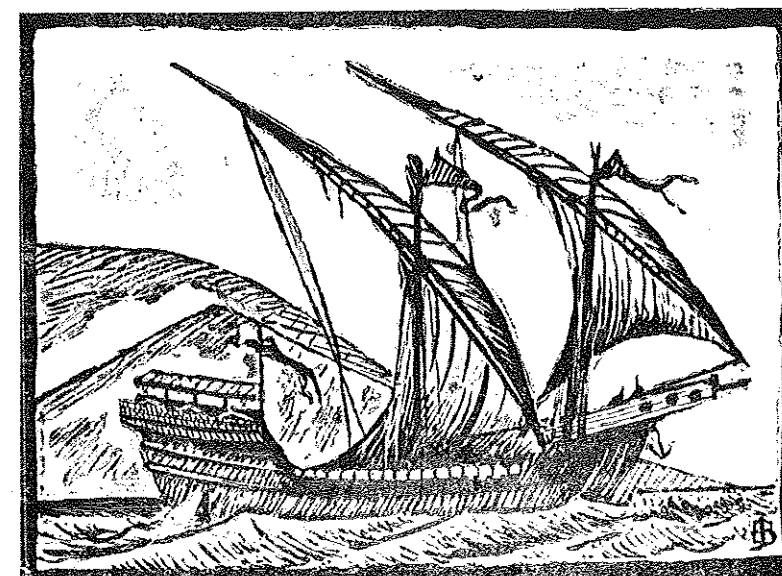
PLUS tard, au XIII^e siècle, Marco Polo (13) signalera à l'Europe l'existence de Madagascar et d'un trafic direct entre l'Extrême-Orient et cette île.

«Les vaisseaux qui vont de Mabar à Madeigascar, écrit-il, mettent vingt et un jours pour arriver en cette île, et ils sont trois mois pour s'en retourner, tant le courant les pousse vers le Sud; et jamais il n'a d'autre direction.» C'est dire que les nefes mongoles, malaises ou chinoises, cinglaient droit à travers l'Océan par la route des îles.

De toutes ces considérations conjecturales, il résulte qu'avant l'apparition de la Croix sur les rivages baignés par l'Océan Indien, il a fort bien pu se faire que d'autres cultes se soient exercés sur la terre de Bourbon par les tenants de diverses religions, au hasard de courses aventureuses : musulmans, hindous, persans, malais, bouddhistes. La fin des croisades ibériques, par la reconquête de leur pays sur les Maures, devait précipiter Portugais et Espagnols sur les routes marines et vers la découverte des terres nouvelles, afin de fournir un aliment à leur activité guerrière et religieuse. D'autre part, le commerce des épices qui constituait un véritable monopole entre les mains des Arabes, alliés aux Génois et aux Vénitiens, n'était pas sans exciter une ardente convoitise. Habilement exploitée, elle servit puissamment la cause de ceux qui voulaient trouver la nouvelle «route des épices» (14) et permit de surmonter les difficultés, dont on se fait à peine une idée de nos jours, inhérentes à toute navigation lointaine à cette époque. Des terreurs superstitieuses entravent le recrutement des équipages (au point qu'on dut parfois les compléter par des condamnés à mort), on craint, par

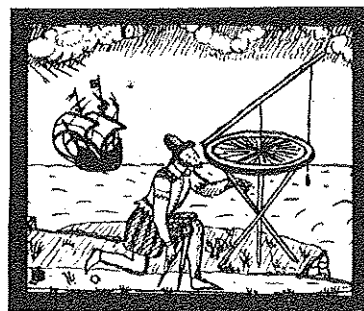
* Mappemonde de Marco Polo — Manuscrit de Stockholm d'après l'Atlas de Santarom.

exemple, de rencontrer les Portes de l'Enfer, de trouver à l'Equateur les mers d'eaux bouillantes, de devenir nègres sous l'action des rayons tropicaux, que des montagnes d'aimant disloquent les navires en attirant à elles leurs clous et leurs ferrures. L'ignorance du sextant, inventé seulement par Tycho, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, (alors que les Arabes utilisaient l'astrolabe, pour faire le point, depuis le X^e siècle environ), l'inexistence des cartes marines, et la méfiance qui continue d'envelopper le système de Ptolémée dont l'œuvre n'est retrouvée qu'en 1409, imposent le cabotage. L'état rudimentaire de la technique navale, dû principalement à l'usage antique du gouvernail à rame, limite le tonnage et la vitesse des bâtiments.



* Navire du XIII^e siècle muni d'un gouvernail à rames — la «Monjoie», grand Nef de Saint-Louis.

L'EPOPEE PORTUGAISE



ve définitive : Barthélémy Diaz prend la pleine mer, parvient en 1487 à franchir la redoutable pointe méridionale de l'Afrique, le Cap des Tempêtes qui devient le Cap de Bonne Espérance (15).

A partir de 1492, les Espagnols, à leur tour, entrent en lice, et c'est afin d'éviter tout conflit possible entre les conquérants chrétiens que la Bulle « Inter Cætera » d'Alexandre VI (1493) leur partage le monde à découvrir : une ligne idéale, tracée d'un pôle à l'autre et passant à cent lieues à l'Ouest des Açores et des Iles du Cap Vert, délimitait les zones d'influence. L'Occident étant dévolu aux Espagnols, un vaste champ d'exploration s'ouvrait vers l'Orient aux carraques portugaises (16). Les rois des deux nations, d'un commun accord et par un traité en date du 7 mai 1494 reculent la ligne de démarcation à 370 lieues à l'Ouest des Iles du Cap Vert.

C'est alors que Vasco de Gama s'élançant à son tour, écrit sur le globe l'Odyssée des « Lusíades » (17). Parti de Lisbonne (Restillo), le 8 juillet 1497, avec une flotille de quatre vaisseaux (18) et cent soixante aventuriers, il abordait le 12 avril 1498 à Mélinde, au nord de Zanzibar; poussées par la mousson, les nefes crucifères atteignaient l'Hindoustan le 20 mai 1498 à Calicut, puis à Goa (19).

Une coalition des Arabes, des Vénitiens et du Soudan d'Egypte tenta en vain d'empêcher l'expansion portugaise et de sauver le marché des épices : la victoire d'Almeida à Diu, sur les côtes de l'Inde en 1509 ouvrit l'Extrême-Orient aux Lusitaniens. De 1509 à 1515, Albuquerque occupe Aden, Socotora, Ormuz, qui sont les clefs de la Mer Rouge et du Golfe Persique. Il s'installe à Goa, dans l'Inde, s'empare de Malacca. Les Portugais poussent jusqu'à Sumatra et Java, ils atteignent les Moluques enfin, qui sont les îles des épices, en attendant de joindre la Chine et le Japon. Ce qui permettra à Crignon, navigateur français de l'époque (cf. note 34) de leur décocher ce brocard : « Quoique les Portugais soient le peuple le plus petit du monde, le monde ne leur semble pas assez grand pour satisfaire leur cupidité ». Et Lisbonne, pour affermir sa puissance

* Détermination du point pendant la nuit.

Sous l'impulsion initiale du prince dom Henri le Navigateur (1394-1463), qui fut un savant doublé d'un apôtre, les Portugais se lancent à l'assaut de la route maritime des Indes. En 1433, ils passent le Cap Bojador; en 1441, ils arrivent au Cap Vert; vers 1471 seulement, ils passent l'Equateur et abordent au Congo en 1481. Le roi Jean II se résolut à faire une tentati-

sur ces glorieuses conquêtes, précipite les départs successifs de ses « blanches caravelles ».

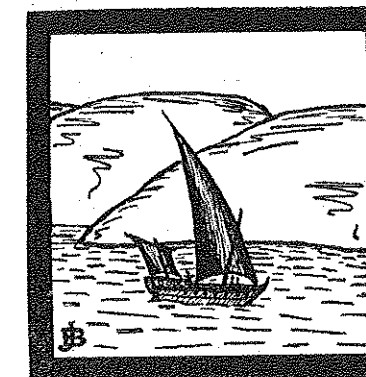
LES ILES

La découverte de Madagascar a été jusqu'à nos jours un sujet de controverses. Pierre Covilham, qui recueillit à Sofala (vers 1487) des renseignements sur l'île en avait dans sa correspondance, entretenu la cour de Portugal. Il avait été « acertainé par des Arabes qu'il y avait, tout près, une île fort riche et spacieuse contenant plus de 900 milles de côtes, laquelle ils nommaient la Lune ». Ainsi Vasco de Gama n'avait pu ignorer l'existence des rivages madécasses, mais il serra à dessein la côte africaine dans le but de reconnaître des contrées dont la richesse était déjà signalée à l'ambition portugaise.

Lequel de ses successeurs, Soarez, da Cunha, Albuquerque, Pereira, aperçut le premier la Grande Ile? et en quelle année? Henri Froideveaux tranche la question en ces termes : « C'est à un Portugais qu'il faut laisser la gloire d'avoir le premier découvert Madagascar... Diogo Dias... le 10 août de l'année 1500. Ce navigateur commença d'en longer la côte orientale, et du saint dont on célébrait la fête le jour de la découverte, lui donna le nom d'île de St Laurent » (20).

Le doute subsiste pour les Mascareignes. Diego Fernandez Pereira aurait vu Bourbon en 1507, le 9 février, jour de Ste Apolline, précise J. Codine (21), en se référant au nom que l'île aurait un moment porté; en 1508, Jacques Lopez de Siqueira aurait aperçu Rodrigue en passant de Madagascar à Cochon (22). D'aucuns préfèrent s'en tenir à la date de 1513 avec le Cardinal Saraiva (23) ou à celle de 1523 avec Güet, et l'auteur de la découverte serait alors un Mascarenhas, comme l'ont affirmé Thomas Herbert et Cauche; d'autres suivent François Leguat et veulent que la découverte par les Portugais ne soit pas antérieure à 1545.

PILOTES ET CARTES ARABES



* Boute arabe, appelé Bar' Alla, jaugeant environ 50 tonneaux.

L'HYPOTHÈSE d'une reconnaissance tardive des Mascareignes par les Portugais est bien singulière si l'on considère que ces navigateurs prirent à leur solde les pilotes arabes pour circuler dans l'Océan Indien (24) et que ceux-ci connaissaient depuis longtemps notre archipel. D'ailleurs, les plus anciennes cartes européennes que nous possédions sur cette partie du globe (25) mentionnent à l'est de Madagascar trois petites îles qui portent des noms ara-

bes : Diva Morgabin, Diva Arobi et Diva Moraze et dont la position correspond à celle de Bourbon, Maurice et Rodrigue. Faut-il voir là, une simple copie de cartes saisies sur les boutres barbaresques? ou une indication recueillie de vive voix de la bouche des pilotes arabes? Ce fait semble bien prouver que nos îles auraient été connues des Portugais et mentionnées sur leurs cartes avant qu'ils ne les aient redécouvertes pour leur compte et rebaptisées.

CARTES LATINES

UNE carte dressée par les frères Reinel en 1517 (d'après Grandier) porte à l'est de Madagascar, deux îles. L'une est de forme ronde comme la Réunion et se nomme «Santa Apelonya»; l'autre, au nord-est de la précédente rappelle Maurice par les îles dont elle est parée au nord et porte l'inscription : «Ylhas que achou Domingos frs piloto».

Sur une autre carte, anonyme celle-là, et qui serait d'environ 1520, figurent trois îles toujours à l'est de Madagascar, avec cette mention : «Ilhas masca ramhas». C'est probablement cette expression qui fit naître et accréditer l'opinion que l'Archipel aurait été découvert par l'un des membres de l'illustre famille portugaise des Mascarenhas, don Pedro notamment, en 1513 ou en 1528, et la Réunion lui aurait emprunté le nom de « Mascareignas », « Grande Mascareigne », ou « Mascarin », qu'elle a porté concurremment avec celui qui lui viendrait du jour de sa découverte, 9 février, fête de Ste Apolline : «Santa Apolonia».

Parmi les cartes les plus suggestives du XVI^e siècle, il convient encore de mentionner :

- la mappemonde de Diego Ribero (1529);
- la carte de Sébastien Cabot (1544);
- un portulan portugais de 1546;
- la mappemonde publiée par ordre du roi de France, Henri II (1547 - 1559); toutes citent une «Ste-Apolline», et une «Ile de Mascarenhas» entre autres; ce qui donne à penser que c'est la première moitié du XVI^e siècle qui vit le premier passage des Portugais aux Mascareignes, et que le 9 février est une date mémorable dans l'histoire de l'Archipel, sans qu'il soit possible de préciser davantage (26).

Ce qu'il y a de certain dans tout cela, c'est qu'on ne sait rien; le mystère demeure entier; il nous échappe, ainsi d'ailleurs que la raison qui voulut que la Réunion restât déserte aussi tardivement malgré les charmes tant vantés plus tard de ce «Paradis». Le climat, les bois, les sources, sont autant d'éléments stables qui ne sont pas venus d'un seul coup; l'absence de gibier ne saurait s'invoquer : passe encore pour les cabris, les porcs, les tortues de terre que l'on dut importer, mais les oiseaux, les poissons fabuleux des étangs, les tortues de mer avaient depuis longtemps fait, de l'île, leur séjour d'élection. Peut-être faut-il incriminer l'absence de port naturel, l'escarpement des montagnes, les

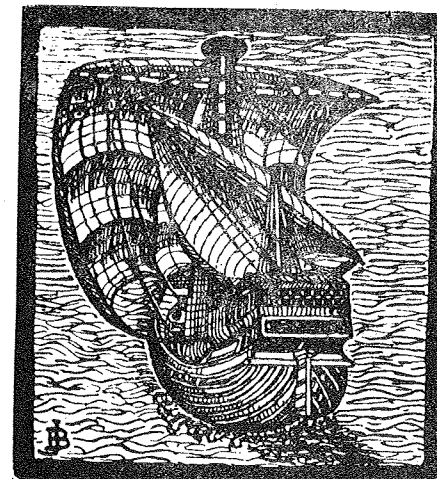
cyclones, ou plus simplement la peur superstitieuse provoquée par la montagne où «il y a toujours du feu» (27).

Toujours est-il que notre île demeure privée d'habitants jusqu'en l'année 1646 et qu'auparavant elle ne connut d'humains que les navigateurs qui venaient faire «aiguade» à ses fontaines merveilleuses visibles du large.

L'ÎLE DELAISSEE

LE chroniqueur portugais Gaspar Correa (28) rapporte qu'en 1528, Nuno da Cunha, fils de Tristan, tenta d'aborder à Santa Apolonia, mais qu'il en fût empêché par la tempête. François d'Andrade (29), autre chroniqueur, attribue le fait au frère de Nuno, Pero Vaz da Cunha. Son texte «précise qu'à Ste-Apolline l'eau douce est abondante, qu'il y a beaucoup de bois, d'oiseaux et de poissons» (30). C'est la preuve qu'on y descendit. S'il ne s'y fonda aucun établissement, c'est que l'île étant déserte n'offrait aucun intérêt, ni mercantile ni religieux. Ailleurs, quand la chose en valait la peine à Mozambique, Kiloua, Mélinde, Sofala, Mombase, Goa... les Portugais créaient des comptoirs, élevaient des forteresses; ils amenaient ensuite des missionnaires : en 1542, François-Xavier gagne les Indes, évangélise Malacca, les Moluques et le Japon; puis les fils de St-Dominique s'installent à Mozambique et les Augustins à Mombase; enfin la Compagnie de Jésus établit plusieurs missions «à Mozambique et sur les bords du fleuve Couama (Zambèze)» (31); mais que faire en cette île déserte perdue au milieu de l'Océan?

PROLIFERATION DES ÎLES



Il se pourrait que les Portugais aient pris soin de «brouiller les cartes», afin de protéger leurs découvertes maritimes d'incursions étrangères (32). Voudraient-ils se réserver les possibilités futures des îles de l'Océan Indien et en interdire l'accès aux autres nations? Il se trouve que les cartes les plus claires sont les plus anciennes et que les plus récentes sont les plus fantaisistes. Celles du début du XVII^e siècle sont extrêmement confuses: des îles imaginaires y figurent, telles Joan de Lisboa et Romeiros; d'autres sont mentionnées plusieurs fois : Îles Mascarenhas, entre autres.

* Navire portugais (XIV^e siècle) d'après J. H. Linshoten : «Itinerario».

(On pourra s'en convaincre en se reportant aux mappemondes que nous reproduisons, empruntées à des éditions des œuvres de Linshot, 1610 et 1638 (33). Il peut s'agir d'une juxtaposition de documents, chaque navigateur ajoutant, sur la carte qu'il possède, les terres qu'il rencontre, celles aussi qui lui sont signalées, au hasard des escales, par des pilotes de fortune.

LES ETRANGERS

Si des précautions ont été prises par les premiers conquérants latins pour ne pas divulguer le secret de leurs voyages, elles n'empêchèrent pourtant pas les concurrents de se lancer sur la route des Indes.

Grandidier cite deux expéditions dieppoises affrétées par la célèbre famille d'armateurs, les Ango. La première expédition normande partit en 1526, aborda en 1527 à Madagascar et perdit ses vaisseaux, l'un à Sumatra, l'autre, la «*Marie de Bon-Secours*», de Rouen, dans le golfe de Cambaye, à Diu. Partis de Dieppe le 28 mars 1529, «*la Pensée*» et «*le Sacre*» explorent, en juillet 1529, la côte ouest de la Grande Ile (34). Vers 1539, Jean Fonteneau, alias Jean-Alphonse Saintongeais, aborde à Madagascar et visite «*au Sud-Est et à l'Est-Sud-Est, force isles peuplées de gens blancs...*» (35).

Les Anglais (36), un moment retenus par le traité de neutralité conclu entre Edouard IV d'Angleterre (1463-1483) et Jean II de Portugal (1481-1495) (37), ne se hasardèrent à violer leur contrat qu'en fin du XVI^e siècle avec : Stephens (38) (1579) qui signale vers les Indes «*l'autre route qui est derrière l'Isle St-Laurent*», Francis Drake (39) (1577-1580), Cavendish (40) (1586-1588), Lancaster (41) (1591), Davis (42) (1599) qui «*traverse les Isles Mascarenhas*» (43).

Les Hollandais enfin, après avoir en vain cherché une route par le Nord de l'Europe (44), s'en rapportent à Corneille Houtman qui s'est procuré, au prix de sa liberté, à Lisbonne, «*toutes lumières sur le commerce et les routes des Indes*» et les livre aux Marchands d'Amsterdam. Lui-même s'embarque en 1595 et revient en 1597 après avoir touché Madagascar (45). L'expédition Van Nek, partie en 1598, passe à Bourbon, découvre l'île appelée Cirné par les Portugais et en prend possession sous le nom de Maurice, avant de poursuivre sa route vers Bantam (46).

La seule année 1599 voit quatre expéditions bataves mettre à la voile pour les Iles de la Sonde.

LES « COMPAGNIES » NORDIQUES

TOUT ce mouvement maritime eut sa conclusion dans l'éclosion simultanée de compagnies de navigation en France, en Angleterre, en Hollande, au Danemark (47).

Les Anglais protestants, refusent de reconnaître l'autorité du Pape et de ses Bulles. A la fin de 1599 sous le règne d'Elisabeth, ils tentent de former à Londres, la première «*Compagnie des Indes*» (48). La charte de fondation, datée du 31 décembre 1600, lui confère pour quinze années, le privilège de trafiquer dans les contrées situées au delà du Cap de Bonne Espérance et du Détroit de Magellan. Elle devait subsister jusqu'après 1858 (49).

En Hollande, autre pays protestant, plusieurs petites compagnies s'étaient constituées. En 1594, les Marchands d'Amsterdam lancent la «*Compagnie des Pays Lointains*» ; leur exemple est bientôt suivi par les Marchands de Zélande et les habitants de Rotterdam (1598) ; à leur tour les Brabançons d'Amsterdam s'organisent en société pour exploiter les richesses de l'Extrême-Orient. En six ans, plus de soixante vaisseaux quittent les rives des Pays-Bas et y rapportent des cargaisons fabuleuses. Une lutte victorieuse contre les nefs ibériques (50), en 1601, puis en 1605, donne aux Hollandais la prépondérance définitive sur les Iles de la Sonde. Le 20 mars 1602, les Etats Généraux de La Haye réunissent les multiples compagnies en une seule : «*la Compagnie Hollandaise des Grandes Indes*» pour une durée de vingt et une années renouvelables (51). Elle devait connaître un succès étonnant jusqu'à compter 15.000 hommes de troupe pour défendre les places fortes dans les Indes, 80.000 employés et matelots (52) et servir de modèle à la future Compagnie française.

LES « COMPAGNIES » FRANÇAISES

LA Fille aînée de l'Eglise, la France, hésite davantage à contester les privilèges commerciaux accordés par les Bulles Pontificales. En 1601 pourtant, apparaissent les Compagnies de St-Malo, de Laval et de Vitré, fondées dans le but «*d'enrichir le public des singularités de l'Orient*» (53) et, le 18 mai, le «*Croissant*» (400 tonneaux) et le «*Corbin*» (200 tonneaux) appareillent de St-



* Navire dieppois d'après un vitrail du XVI^e, Neuville-lès-Dieppe.

Malo sous le commandement respectif de Frottet de la Bardelière et de Grout du Clos-Neuf (54), connétable de Saint-Malo.

Les Normands de leur côté ne restaient pas inactifs. Un arrêt d'Henri IV, du 1er juin 1604, accordait au sieur Gérard-le-Roi et à ses associés le privilège exclusif de commercer aux Indes pendant quinze ans (55). Ce projet n'eut pas de suites immédiates mais, en 1615 - 1616, armateurs et « capitalistes » de Rouen et de Paris créèrent une nouvelle Compagnie, qui, celle-là, réussit à armer une expédition vers Java sous les ordres de Charles de Neuf (1617). Deux ans plus tard, en 1619, la flotte dite « de Montmorency » appareillait à son tour pour Bantam avec à sa tête, le Rouennais Augustin de Beaulieu (56).

A la même époque, les vaisseaux malouins avaient maille à partir avec les compagnies Hollandaises, et les Etats de Bretagne durent, plusieurs fois, présenter des doléances à la Cour, au sujet des difficultés ainsi rencontrées dans le commerce avec Madagascar. La « Compagnie particulière de Navigation », formée en 1630 pour exploiter les Iles à l'est de Madagascar (57), se transformera en 1642 en « Société de l'Orient », elle-même prototype de la « Compagnie des Indes Orientales » de 1664.

VISITEURS OCCASIONNELS

QUAND on a doublé le Cap de Bonne Espérance, avait écrit le voyageur Stephens, il se présente deux routes pour aller aux Indes; l'une en deçà de l'Isle de St-Laurent (par Mozambique), et c'est celle qu'on prend le plus volontiers... L'autre route, qui est derrière l'Isle St-Laurent, ne se prend que lorsqu'il est trop tard pour suivre la première...

De nombreuses flottes de tous pavillons, ne se firent pas faute d'utiliser le renseignement et emprunterent la route des Mascareignes pour se rendre dans les Indes. Au retour, surtout, elle offrait l'avantage appréciable pour des équipages fatigués, d'être plus courte, et rendue plus facile et rapide, grâce aux vents de la mousson. Ce fait valut à l'île Mascareigne l'honneur de quelques visites et même de quelques relations de voyage.

Le 27 décembre 1611, le navigateur hollandais, Pierre Guillaume Verhuff, qui rentrait de Java en Europe, passe, disent les frères de Bry, « auprès de Mascareigne » à bord du « *Middelburg* » mais ne s'y arrête pas (58).

L'Anglais Samuel Castleton, parti de Blackwall, en Angleterre, le 22 août 1612, relâche à Bourbon, après avoir croisé dans les eaux de Ceylan : du 24 mars au 1er avril 1614, l'équipage du « *Pearl* » s'y repose en s'adonnant aux plaisirs de la chasse et de la pêche (59).

En mars 1616, quatre missionnaires jésuites, dont le Père Manoël d'Almeida et le Père Luis Mariano, côtoient « l'île de Mascarenhas » en

se rendant de Goa à Madagascar sur des vaisseaux portugais, mais ils restent au large (60).

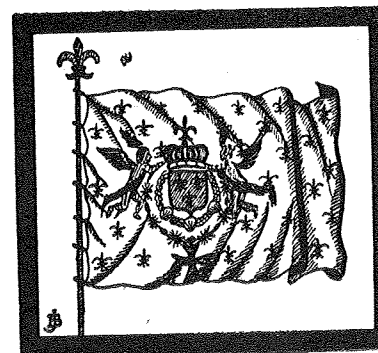
Au cours d'un long voyage qui devait durer presque sept ans (départ du Texel : 26 décembre 1618, retour en Zélande : 16 novembre 1625) et que des aventures exceptionnelles devaient agrémenter, l'illustre voyageur hollandais Willem Ysbrantz Bontekoë (61), alors maître d'équipage sur le « *Nieuw Hoorn* », relâche à Mascarin et y débarque ses hommes fort éprouvés après le passage du Cap de Bonne Espérance. Durant vingt-et-un jours, en juin 1619, « ils se saoulèrent de gibier et de poisson » (62). « Nous trouvâmes, dit le chroniqueur, une planche où on avait gravé des lettres qui marquaient que le Commandant Block avait été là avec une flotte de treize vaisseaux » (63).

En 1625, fin mars ou début d'avril, c'est le « *Middelburg* », rentrant de Batavia (Java) qui passe devant notre Ile, mais il ne trouve pas de mouillage propice et continue sur Antongil (Madagascar) (64).

C'est enfin Thomas Herbert, qui, parti de Surate en avril 1629 pour se rendre dans sa patrie la Grande-Bretagne, s'arrête dans nos rades (65).

Chacun de ces visiteurs traduit, à sa façon, son indifférence ou son enthousiaste admiration pour « cette île déserte ».

ENFIN PARAISSENT LES FRANÇAIS



DEPUIS 1630, des marins dieppois accomplissaient des voyages dans les parages des Mascareignes. La « Compagnie particulière de Navigation » formée à Rouen et à Paris par Berruyer, Desmartins et Rigault, arma en 1638 une expédition composée des vaisseaux : « *la Marguerite* », capitaine Grégoire Digart, et le « *St-Alexis* » (66), capitaine Alonse Goubert. Partie de Dieppe le 15 janvier 1638, la flûte « *St-Alexis* » avait à son bord un jeune homme de vingt-deux ans, François Cauche, originaire de Rouen et désireux de voyager. Celui-ci raconte comment le 25 juin 1638, Salomon Goubert, fils du Capitaine du « *St-Alexis* », avait « arboré les armes de France contre un tronc d'arbre » d'abord à Diego Rois (ou Rodrigue) puis « en l'île de Mascarahène » (67); pour Maurice on fut moins heureux : la place était déjà occupée par les Hollandais; ins-

* Pavillon royal de la Marine française (XVII^e siècle) : « Bleu semé de fleurs de lys d'or » — Musée de la Marine.

truite des intentions françaises, la Compagnie Néerlandaise des Indes y avait dépêché, un mois plus tôt, un chef de poste, Gooyer, et une trentaine d'hommes, sur la flûte «*Maën*» (68). Le «*St-Alexis*» s'en ira périr, rongé par les vers, sur la côte de Madagascar (69) où F. Cauche demeurera jusqu'en 1644 (70). Il revint vraisemblablement sur le «*Saint-Laurent*» qui partit de Madagascar le 17 janvier 1644 pour rejoindre Comaret en Bretagne le 18 juin 1644, si l'on en croit Flacourt.

CONCLUSION

B IEN que certains auteurs aient cru devoir émettre quelques réserves sur l'exactitude du récit de François Cauche (71), il n'en reste pas moins que les années aux alentours de 1640 sont d'une importance capitale pour l'histoire de Bourbon; c'est l'époque où la France y prend pied et commence à s'y intéresser. Jusqu'à cette date, au point de vue religieux, les événements sont plutôt minces. Les cultes idolâtriques qui s'y seraient exercés de façon transitoire sont du domaine de la conjecture, et depuis l'apparition des flottilles chrétiennes dans l'Océan Indien, l'histoire n'enregistre de façon certaine que le passage de quatre missionnaires jésuites au large des côtes de Mascarin, en 1616; St François Xavier, déclaré par l'Eglise Patron de toutes les Missions situées au delà du Cap de Bonne Espérance et Patron du Diocèse de Saint-Denis, emprunta pour se rendre en Extrême-Orient, en 1542, le Canal de Mozambique et n'a jamais vu notre Ile.

Nous ignorons, d'autre part, si les vaisseaux qui touchèrent nos rades avaient à leur bord, comme c'était déjà la coutume, un aumônier catholique, ou quelque ministre réformé. Du moins, les nefes portugaises y avaient déjà fait paraître le signe de la Rédemption.

Le Père Mariano, dont nous avons parlé plus haut, raconte dans le détail comment, débarqué à Maurice, en 1616, il y a célébré la toute première messe qui ait été dite en cette Ile (60). Bourbon n'a pas, hélas, pareille chance, et aucun chroniqueur du XVI^{ème} siècle ou du début du XVII^{ème} siècle ne nous rapporte semblable cérémonie sur la terre de Mascarin. Cependant, c'était alors la coutume pour les aumôniers de Marine, de sanctifier les plages nouvellement découvertes en y célébrant le Sacrifice de la Messe. C'est ainsi que procèdent — à Madagascar, le 29 juillet 1529, les aumôniers du «*Sacre*» et de la «*Pensée*» — aux Comores, les prêtres embarqués sur la flotte d'Augustin de Beaulieu en 1620 - 1622 — à Maurice, Luis Mariano en 1616. Il serait bien étrange, malgré le silence des textes, que semblable fait n'ait pas eu lieu à Mascareigne si souvent visitée, vers la même époque, par les navigateurs; et c'est pourquoi, il nous paraît possible d'affirmer que selon toute vrai-

semblance, la première moitié du XVII^{ème} siècle vit la terre de Bourbon sanctifiée par la célébration de la Sainte Messe en l'un ou l'autre point de sa côte (72).



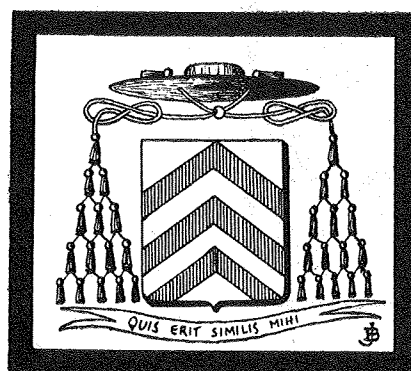
* Lion emblématique chinoy.



CHAPITRE SECOND

"MADAGASCAR ET ISLES ADJACENTES" 1640-1663

RICHELIEU



maître de la mer a un grand pouvoyr sur la terre» selon le mot d'Isaac de Razilly, Richelieu liquide amirautés et amiraux, et assisté d'un comité de six capitaines, réforme la Marine.

Débarrassé des Protestants insurgés, par la prise de la Rochelle (28 Octobre 1628), il porte ses regards vers les pays lointains. Déjà en 1627, il avait créé la «Compagnie des Cent Associés» en vue de peupler la Nouvelle France et porter secours à Champlain; à son instigation, en 1626, s'était fondée pour les Antilles, la «Compagnie de Saint Christophe» qui deviendra en 1635, la «Compagnie des Isles d'Amérique». De

* Tombeaux d'anciens rottelets hova (d'après une photographie).

** Armes de Richelieu.

P ARMI les titres de gloire les moins contestables du Cardinal de Richelieu, il faut compter celui d'avoir été le fondateur de l'Empire Colonial Français (73).

Une lettre patente du 26 Octobre 1626, l'avait nommé «grand Maître, Chef et Surintendant Général de la Navigation et Commerce de France».

Persuadé que «quiconque est

1633 à 1635, il partage l'Afrique Occidentale entre des compagnies à charte, notamment la «Compagnie malouine de Guinée» et la «Compagnie normande du Sénégal».

Il se montra plus hésitant à lancer les Français vers l'Extrême-Orient. Craignait-il de disperser les forces navales françaises encore peu nombreuses? Craignait-il plutôt de déplaire aux Hollandais (74), dont il devait ménager les susceptibilités s'il voulait voir réussir sa politique d'abaissement de la Maison d'Autriche? Toujours est-il que c'est seulement l'année même de sa mort (1642) qu'il consentit, poussé par Rigault, à approuver la formation de la «Compagnie Française de l'Orient».

RIGAUT

RIGAUT avait déjà été la cheville ouvrière de la «Compagnie particulière de Navigation» fondée en 1630. C'était un homme plein de ressources. Il avait acquis, dit Richelieu, «de grandes expériences... au fait de la Navigation» car depuis vingt années, il était «l'un des Capitaines entretenus pour le Service du Roy en la Marine». Il avait navigué dans les eaux américaines et dans l'Océan Indien. Depuis 1639, il consacrait son activité et ses ressources à l'étude de Madagascar, des îles avoisinantes et des côtes du Mozambique; il se rendit compte alors des «possibilités de ces pays et chercha des moyens d'y fonder des habitations de Français et de traiter et négocier avec les gens du pays, des marchandises qui s'en peuvent tirer, contre d'autres marchandises et manufactures de ce Royaume et autres lieux».

C'est lui qui entreprit les démarches nécessaires auprès des personnalités qu'il estimait capables de s'intéresser à la Société qu'il entrevoyait et qui décida Richelieu à l'approuver (75). Il avait eu la suprême habileté de gagner à sa cause deux hommes qu'il pratiquait de longue date et dont le crédit était considérable : les financiers Desmartins et Berruyer. Le prestige qui lui venait d'un voyage diplomatique accompli à Alger en 1632, en vue d'y faire ratifier un traité de paix conclu en 1628, ne fut pas sans doute étranger au succès qu'il connut. Il fallait, en tout cas, qu'il fût un homme quelque peu extraordinaire pour faire revenir le Cardinal Ministre sur le jugement sévère qu'il a porté dans son Testament Politique : «Ces voyages-là note-t-il, sont de trop longue haleine», car «l'humeur si prompte des Français veut la fin de ses désirs aussitôt qu'elle les a conçus».

«LA COMPAGNIE FRANÇOISE DE L'ORIENT»

DONC «l'an mil six cens quarante-deux, le sieur Rigault, Capitaine de la Marine, obtint de (feu) Monseigneur l'Eminentissime Cardinal Duc de Richelieu, Chef et Sur-Intendant Général de la Marine, Navigation et Commerce de France, pour luy et ses associez, la concesssion et privilège d'envoyer seuls en l'Isle de Madagascar et autres Isles adjacentes pour y ériger Colonies et

Commerce : ainsi qu'ils adviseroient bon estre pour leur traficq, et en prendre possession au nom de Sa Majesté Très Chrestienne, laquelle concession leur fut octroyée pour dix années, à l'exclusion de tous autres sans la permission des associez, qui pour cet effet formèrent une Compagnie, et la concession fut confirmée par sa Majesté Très Chrestienne, et fut enregistrée au Greffe de son Conseil d'Estat : et l'année suivante confirmée derechef par Sa Majesté à présent régnante» (76). C'est ainsi que Flacourt résume la fondation de la «Compagnie François de l'Orient» (77).

Il faut y ajouter que le 30 Avril 1642, les neuf associés prévus se réunissaient chez l'un d'eux (Fouquet ou d'Aligre) et signaient les différents articles des statuts de la Société (78). A sa tête se trouvaient quatre Directeurs : de Beausse, Desmartins, Fouquet et Rigault. Le capital nominal de la Compagnie était constitué par vingt-quatre parts de six mille livres chacune et deux des principaux actionnaires étaient le duc de la Meilleraye et Pierre de Beausse.

LE « SAINT-LOUIS » ET LE « SAINT-LAURENT »



«commencer à prendre possession desdits pays au désir de ladite conces-

* Femme d'un Grand de Madagascar d'après une illustration du livre de Flacourt «la Grande Isle de Madagascar».

U n navire était en partance, le « Saint-Louis » dont estoit capitaine, le sieur Cocquet, un huguenot, qui pour son compte particulier, et de quelques Marchands, alloit chercher de l'hébène en l'Isle de Madagascar» (79). Rigault, sans désespérer, profita du vaisseau dieppois pour faire «passer quelques hommes (douze selon Flacourt) et marchandises audit pays» sous la conduite de deux commis : « les sieurs Pronis et Fouquem- bourg ». Ils avaient pour instruction de

sion, et y habiter et travailler à la traite» (80). Fouquem- bourg et Pronis étaient protestants ainsi que neuf ou dix autres «que ce commandeur y avait amenés qui étaient de sa religion» (81).

Le «Saint-Louis» mit à la voile le 2 Mars 1642; en septembre, il était dans la mer des Indes et Pronis, au passage, prenait possession de Mascarin (82), de Diego-Rois, de l'Isle Sainte-Marie de Madagascar et de la baie d'Antongil, avant de s'établir à Sainte-Luce où il retrouva «six ou huit François de l'équipage du «Saint-Alexis» (83).

Un an plus tard le «Saint-Louis» se brisera sur une roche «aux Matatanes»; son capitaine-armateur en mourra de chagrin, tandis qu'officiers et matelots vendront la cargaison aux indigènes (84).

Pendant ce temps, la Compagnie tenait la promesse faite aux premiers partans et affrétait un vaisseau, le «Saint-Laurent»; en novembre 1642, il quittait Dieppe «conduit par Gilles Régimont, Capitaine bien expérimenté à la navigation», «avec soixante-et-dix François de renfort» et abordait à Sainte-Luce le 1er mai 1643 (85). «Un certain sous-diacre envoyé comme aumônier des Français» était à bord (86).

«Le Capitaine Régimont (sic) partit le dix-septiesme de janvier (1644) du Fort-Dauphin, et arriva en France heureusement au port de Comaret en Bretagne le dix-septiesme de juin, ayant été justement cinq mois à sa traversée; il estoit chargé d'hébène» (87), et ramenait François Cauche.

JACQUES PRONIS

J ACQUES Pronis prit la direction de la colonie naissante. C'était un rochelais (88) huguenot, fourbe et mesquin; la domination tyrannique qu'il se plut à exercer lui valut l'aversion de ses subordonnés et en définitive compromit l'avenir de l'établissement français. De Sainte-Luce ou Manghafia, il organisa quelques expéditions de reconnaissance. Mais tout de suite, les Indigènes profitèrent de la discorde qui déjà perçait dans le camp des Français pour conspirer contre eux. Pronis dut apaiser Dian Ramach, l'un des Chefs Malgaches, par des présents. Le bilan de la première année se chiffra par la perte de six Français «massacrez en passant une rivière» aux Matatanes où ils devaient fonder une «habitation», et du tiers des soixante-dix arrivants qu'amenait le «Saint-Laurent», victimes du climat, dès leur débarquement à Manghafia. Avec la soixantaine d'hommes qui lui restait, Pronis s'installe, avant la fin de 1643, à Tholangaren,

qu'il nomme Fort-Dauphin, dans l'ignorance où il se trouvait de l'accession de Louis XIV au trône de France.

Bientôt Pronis eut la fâcheuse idée d'épouser la fille de Dian Marval «grand du païs» et ce fut l'origine de ses malheurs. Malgré les continuelles expéditions de Foucquembourg pour obtenir des vivres, les Français se voyaient privés de riz et de viande au profit de la belle-famille de leur Commandant, grossie d'une nuée de parasites. En outre Pronis affectait, devant les indigènes, d'appeler ses compatriotes ses «esclaves» et prenait un malin plaisir, en bon huguenot qu'il était, à faire «le presche tout haut, pendant que les Français faisoient les prières dans la Chapelle».

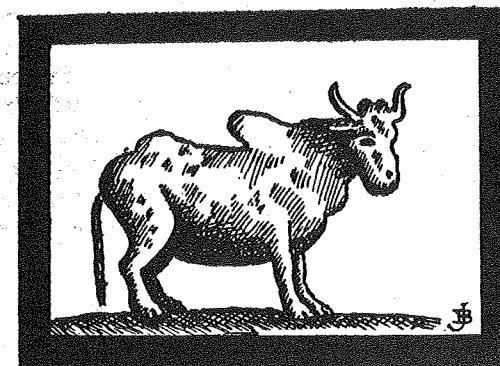
La situation se corsa par l'arrivée du «Royal» en septembre 1644, amenant à son bord quatre-vingt-dix passagers (89). Le Fort-Dauphin, toujours en nécessité de vivres malgré les efforts et les voyages de Foucquembourg, vit sa situation alimentaire devenir critique par l'augmentation de ses effectifs, «ce qui faisait murmurer les Français et encore plus les nouveaux venus qui trouvoient bien étrange de faire en ce pays la fonction de portefaix et d'esclaves alors qu'ils voyaient beaucoup de Nègres dans l'habitation que l'on ne faisoit point travailler».

Tant et si bien qu'après le départ du «Royal», «chargé d'hébène, de cuirs et de cire», en janvier 1646, les Français se liguèrent au Fort-Dauphin contre le sieur Pronis, et vers le 15 février, se saisirent de sa personne, le mirent aux fers dans sa chambre (90) et confièrent «tout par compte», «au sieur Claude Le Roy, commis des Seigneurs, sous le commandement du sieur Pronis, et le contreignirent à prendre le commandement et direction de l'habitation, en luy prometans de luy obéir».

JEAN FOUCQUEMBOURG

PENDANT ce temps le «Royal» emmenait vers la terre de France le sieur Foucquembourg qui avait pour mission de rendre compte aux directeurs de la Compagnie. Après avoir touché l'île de Ré, le vaisseau déchargea sa cargaison à Saint-Malo (mai 1646), ensuite de quoi Foucquembourg se mit en demeure de gagner Paris en compagnie d'un certain Lelièvre... qui le tua dans la forêt de Dreux. «Ainsi finit Foucquembourg et furent ainsi perdus tous ses papiers, comptes, lettres, et avis, dont les Seigneurs de la Compagnie furent bien fâchez» (91), non moins que les historiens à venir, privés, par ce fait, de documents qui leur font gravement défaut.

LES LIGUEURS



SUR les entrefaites, le «Saint-Laurent» avait repris la mer en mars 1646, sous la direction du Capitaine Roger Le Bourg, avec quarante-trois colons, un «Ecrivain» et un prêtre séculier, M. de Bellebarbe (92). Lorsque, le 26 juillet, le vaisseau arriva au Fort-Dauphin, les révoltés conduisirent Pronis à bord, en demandant au Capitaine de le rapatrier au plus tôt, mais Pronis eut vite fait d'acheter Roger Le Bourg. Celui-ci, aidé de Le Roy, dépêche une trentaine des «plus mutinez», sur la barque neuve, aux Antavares et rétablit Pronis dans son poste. Mais le vent intervient, jette la barque à la côte dans «l'ance des Gallions», et les mutins, apprenant la fourberie du capitaine, viennent mettre le siège devant le Fort-Dauphin. Le Bourg et Pronis les décidèrent pourtant à partir sous la direction de Le Roy chercher du bétail chez les Mahafales. Pronis mit à profit ce voyage pour disperser les insurgés : huit à Sainte-Marie, dix-neuf aux Antavares, et gagner le reste des Français. Mais à leur retour, en Octobre 1646, les «ligueurs» refusèrent de livrer à Pronis les cinq cents têtes de bétail qu'ils ramenaient. Sur le point d'être attaqués par deux groupes de Français, ils consentent à se soumettre à Pronis en considération des Malgaches sous les armes «qui n'attendoient que l'issue de ce combat, pour avoir l'occasion de tuer tous les François». Mais à peine sont-ils tous rentrés au Fort qu'en dépit de ses belles promesses, Pronis fait arrêter les douze principaux d'entre eux, leur fait «raser barbe et cheveux, faire amende honorable, nus en chemise, la torche au poing»; puis on les mit aux fers dans le navire «pour les dégrader en l'Isle de Mascareigne après leur avoir fait faire leur procez».

C'est de cette façon plutôt originale que Mascarin devait recevoir ses tout premiers habitants. Conduits aux Antavares (Mananzara) sur le «Saint-Laurent», on les mena de là en notre île dans «la barque neuve», cependant que Le Bourg repartait pour la France avec un plein chargement de produits de Madagascar «au commencement de 1647».

Tandis que nos mutins déportés s'installaient de leur mieux au Nord de l'île, sur les bords de la Rivière Saint-Jean (actuellement Quartier Français) et s'apprétaient à couler des jours paisibles en cet éden, la

* Bœuf de Madagascar vu par Flacourt, op. cit.

situation du Fort-Dauphin était loin de s'améliorer. Pronis, poussé par sa femme, Dian Ravel, se lançait dans une série d'assassinats qui avaient pour mobile la jalousie féminine et dont la tradition semble s'être perpétuée jusqu'à nos jours (93). Il commit en outre l'extrême maladresse de livrer au gouverneur de l'Île Maurice, des esclaves, prélevés sur la population malgache (94) de l'Île, ce qui acheva de lui aliéner les « Grands » du pays, qui désormais ne cesseront plus de comploter, plus ou moins ouvertement, contre les Français et leur Chef. Enfin, un beau matin, vingt-deux Français, conduits par Le Roy, avaient abandonné le Fort-Dauphin pour gagner la baie de Saint-Augustin. De là, ils espéraient rejoindre la France par la première occasion anglaise ou hollandaise, pour y rendre compte de la domination tyrannique du sieur Pronis.

FLACOURT EN VOYAGE

Le «*Saint-Laurent*» apportait en France «la nouvelle des désordres qui s'étoient passés à Madagascar». La «Compagnie Française de l'Orient» résolut d'y dépêcher un envoyé spécial «pour y aller gouverner en chef les Français et remédier à ces désordres en qualité de Commandant général dans ladite Isle et directeur de la Compagnie». On choisit pour ce poste un ...naturaliste, né à Orléans en 1607, Etienne de Flacourt, et on le promut gouverneur colonial.

Le «*Saint-Laurent*» reprit la mer le 19 mai 1648. Il partait cette fois de la Rochelle ayant à son bord quatre-vingts colons «entre lesquels il y avait deux Prestres de la Mission, nommez Messieurs Nacquard et Gondrée, envoyez par le Révérend Père Monsieur Vincent de Paul, Supérieur Général de la Maison de Saint-Lazare de Paris» (95). Cette fois, les Directeurs de la Compagnie, inquiets des dissensions survenues au Fort-Dauphin entre Français «défendirent qu'aucune personne de la Religion (Réformée) ne fût admise pour passer».

Une phrase de Flacourt montre bien quelle atmosphère religieuse prévalait aux voyages sur les Navires de ce temps-là. «Le jour de la Pentecôte, dit-il, Monsieur Nacquard, Prestre de la Mission, fit l'ouverture du Jubilé et nous fîmes nos dévotions, une partie des passagers et de l'équipage, après avoir entendu la Grande Messe, laquelle pendant le voyage s'est chantée haute les Dimanches et les Fêtes, et a esté dite tous les jours de beau temps. A l'issue des Vespres, Monsieur Gondrée fit le Catéchisme aux Soldats et aux Matelots.» Rien ne fit défaut pour sanctifier cette expédition : dévotions, prédications et même la communion de deux Malgaches qui rentraient dans leur pays (96).

Les plaisirs profanes n'étaient pas exclus. La pêche notamment qui permit au naturaliste, qui sommeillait dans le gouverneur Flacourt,

d'écrire quelques réflexions savoureuses sur les us et coutumes des poissons, et le passage de la Ligne qui se célébrait déjà par des réjouissances bruyantes dont la générosité n'était pas absente (97).

Après avoir subi une tempête, le vaisseau relâcha huit jours à la «Baye de Saldaigne» où Flacourt fit connaissance avec la faune africaine et les mœurs toutes particulières des sauvages (98) (13-22 Octobre 1648). Le Cap fut doublé le 24 Octobre et la rade du Fort-Dauphin atteinte le 3 Décembre 1648.

A peine eut-on jeté l'ancre que le «*Saint-Laurent*» fut accosté par un canot «où il y avait treize personnes, savoir Monsieur de Bellebarbe, Prestre et deux François avec dix Negres» (99).

Le lendemain, 4 Décembre, un billet du Capitaine Roger Le Bourg attira à bord Jacques Pronis qui fut tout surpris d'y trouver Flacourt, son chef hiérarchique.

L'après-midi du 5, Flacourt débarqua avec ses bagages et ses hommes. On le reçut avec les honneurs dus à son rang, mais il dut constater qu'une «grande confusion régnait dans le Fort» où les vivres manquaient, où la plupart des bâtiments étaient découverts; il lui fallut loger dans la case du sieur Pronis et les soldats durent chercher asile chez les habitants. Depuis cinq mois M. de Bellebarbe ne pouvait plus dire la messe «faute de matière de consécration» (100).

FLACOURT A MADAGASCAR



Il semble que les premières relations entre Flacourt et Pronis aient été empreintes de cordialité, malgré les plaintes des vingt-huit Français restés au Fort-Dauphin, malades pour la plupart. Cependant le nouveau chef de la colonie se crut bientôt obligé d'éloigner son prédécesseur et de l'envoyer en expédition, en dépit de ses protestations. Bien

plus, lorsque le Gouverneur aura fait la preuve, entre Pronis et les Malgaches, d'une connivence qui touchait à la trahison, il n'hésitera pas à le mettre huit jours aux fers, puis à le renvoyer en France (101) (février 1650). Son jugement définitif sur Pronis sera plutôt sévère.

D'autres préoccupations devaient bien vite l'assaillir. Tout d'abord il voulut regrouper les Français que la mauvaise gestion de Pronis avait transformés en mutins : Angeleau et quarante-cinq hommes revinrent ainsi des Erindranes (102). Le Roy quitta la baie de Saint-Augustin avec

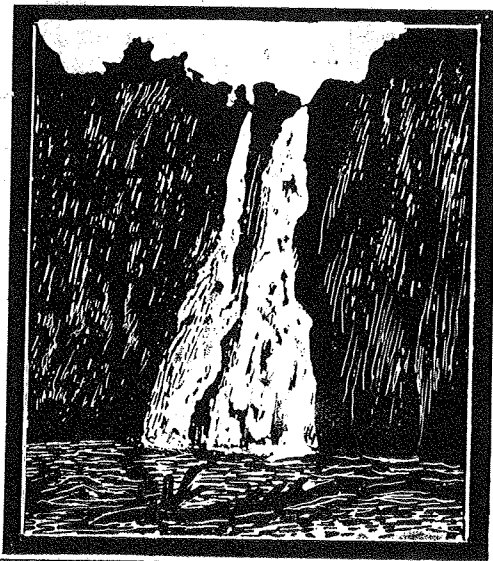
* Bananier et ananas vus par Flacourt, op. cit.

ses vingt-deux compagnons, et les ligueurs déportés à Bourbon accostèrent au Fort-Dauphin le 7 septembre 1649. Il lui fallut, en outre, construire des barques et assurer la subsistance de tous par des expéditions vivrières. C'est à la tête de l'une d'elles (19 septembre 1651) qu'il se rendit, par mer, à Ghaleboule et à Sainte-Marie (103) (12 novembre). Le 3 octobre il remarque : «Hauteur vingt et un degrez trente minutes; nous pouvions estre à environ quarante lieues de Mascareigne, au lieu où est marqué dans plusieurs cartes l'Isle de Sainte Apoline, qui est une Ile Imaginaire» (104). Il mena avec adresse le jeu diplomatique des alliances, prêtant, à certains Grands du pays, des Français, pour les aider contre leurs congénères rivaux.

Surtout, il dut être en garde perpétuelle contre les trahisons soit des Malgaches (105), soit d'étrangers hollandais ou anglais (106) et même d'un Français «dont je tais le nom», dit-il, et que les noirs appelaient Ranicaze (107).

L'état sanitaire de l'établissement français était loin d'être satisfaisant, et la mortalité effrayante. «Pendant l'absence du navire, nous dit Flacourt, il est mort au Fort-Dauphin, vingt-cinq François, et le sieur Gondrée, Prestre de la Mission, et tous les autres tellement malades, que je me suis veu seulement moy sixiesme de sain... Il estoit mort dix ou douze matelots et soldats à Ghaleboule, et dans le voyage du sieur des Cots et du sieur Le Roy, il en estoit mort autant» (108).

«BOURBON»



* Cascade de Sainte-Suzanne (Réunion).

Au premier voyage que le « *Saint-Laurent* » effectua du 12 janvier au 5 septembre 1649, prirent part Pronis et vingt Français. Le capitaine Le Bourg avait reçu l'ordre «de passer en l'Isle de Mascareigne quérir douze François qui estoient exilés. Mais, ou le vent ayant esté contraire, ou le Capitaine et le Sieur Pronis ayans eu aversion pour cela, le Navire n'y alla pas» (109). On se rendit à Ghaleboule et le Navire demeura huit mois à Sainte-Marie. Pendant ce temps, une barque vint à Mascareigne

chercher les Ligueurs déportés. On les y trouva «sains et gaillards. Là, au lieu d'y avoir eu disette, ils n'avaient pas eu le moindre accès de fièvre... et ont tous assuré que c'est l'île la plus saine qui soit au monde, où les vivres sont à foison, le cochon très savoureux; la tortue de terre, tortue de mer, toutes sortes d'oiseaux en si grande abondance qu'il ne faut qu'une houssine à la main pour trouver en quelque lieu que ce soit de quoi dîner, et avoir un fossaire que l'on nomme fuzil à allumer du feu» (110). Délivrés le 15 août, ils donnèrent le nom d'«habitation de l'Assomption» au lieu où ils avaient résidé pendant trois ans, au Nord de l'île. Sur la vie que menèrent à cette époque les douze ligueurs, nous possédons un document de toute première importance : c'est une carte de l'île due à Flacourt. Celui-ci la dessina, sur les indications des douze déportés eux-mêmes, en 1653 au Fort Dauphin, (111).

L'étude attentive de cette carte montre que nos mutins se sont appliqués à connaître leur île qu'ils ont parcourue entièrement sauf toutefois la partie centrale, c'est-à-dire les cirques et les plaines. Il n'est pas sans intérêt de faire état des dénominations qu'eux-mêmes donnèrent à différents endroits :

Gr. R. du Galet — + Possession du Roy — C. St-Bernard — + Habitation de l'Assomption — R. St-Jean — R. du Mast — R. des Roches — R. du Marsoin — R. de l'Est — la Montagne Rouge — PAIS BRVSLÉ — Roches — Islet — Pointe des Grands Bois — R. de St-Etienne — Estang du Golfe — Petit Estang Salé — trois grands Bassins — R. St-Gilles — S. PAUL Habitation des François —

Faut-il supposer qu'ils ont débarqué dans la Baie de St-Paul — qu'ils marquent d'une ancre — un jour consacré à l'Apôtre des Gentils : 25 janvier par exemple, où l'on fête la conversion de Saint-Paul, titulaire de l'église actuelle? et qu'ils firent, dans la suite, une exploration circulaire, lente et détaillée, jalonnée par quelques noms de Saints attribués çà et là : Cap St-Bernard, 30 août — Rivière St-Etienne, 3 août (de l'année suivante) — R. St-Gilles 1er septembre? S. PAUL est la seule localité qui porte un nom dans l'île, et une chapelle est figurée à l'emplacement du «vieux St-Paul», mais aucune habitation malgré l'inscription : «habitation des François». Au contraire, à l'«habitation de l'Assomption» trois maisons sont figurées en plus d'une croix qui marque peut-être un lieu de prière. Sont-ils venus s'installer à la Rivière St-Jean un 24 juin ou un 27 décembre? ou bien ce nom vient-il de leur chef probable : «Jean le Clerc, de Rouen, dit des Roquettes»? (112). C'est le domaine de l'hypothèse.

Pourtant un point d'importance est acquis pour la question qui nous occupe : en deux endroits de l'Île, dès cette époque des hommes ont prié ensemble devant l'emblème de notre Rédemption, au Quartier Français et à Saint-Paul. Dans cette dernière localité même, une chapelle, très modeste sans doute, a été élevée en hommage à la divinité!

Les déportés rentrèrent au Fort-Dauphin le 7 septembre 1649, deux jours après le «*Saint-Laurent*» et racontèrent merveilles sur leur séjour pénitentiaire : «*Pendant ces trois années, ils n'ont pas eu le moindre accés de fièvre, douleur de dent, ni de teste, quoy qu'ils fussent nuds, sans chemises, habits, chapeaux, ny souliers, y ayans esté portez, et laissez avec seulement chacun un meschant canneçon, un bonnet, et une chemise de grosse toille : et comme ils croyoient y rester toute leur vie, ils se résolurent d'aller ainsi nuds, afin d'espargner chacun ce canneçon et cette chemise pour s'en servir, estans ou malades ou blessez. Quelques-uns d'entre eux y allèrent malades, qui incontinent après recouvrèrent leur santé*» (113).

Intéressé par ces détails, Flacourt ordonna de nouveau, un mois après, au Capitaine Roger Le Bourg de se rendre à Mascareigne afin «*d'en prendre une seconde possession de (sa) part au nom de Sa Majesté, y poser les armés du Roy, et la nommer Isle Bourbon, ce qu'il a fait, et a attaché la prise de possession à un arbre dessous les armes du Roy*» (114).

Dans un autre passage de son ouvrage (115), Flacourt résume tous ces épisodes en ces termes qu'il n'est pas inutile de reproduire entièrement : «*Le Navire arriva au mois de Septembre chargé de ris, et je le fis partir aussitôt pour aller aux Antavares charger de l'Hébène, et ordonnay au Capitaine Le Bourg de passer en l'Isle Mascareigne où il n'avoit pas voulu aller en allant à Manghabé. Ce qu'il fit par malice, et fit fausse route pour s'en exempter. Sa barque me ramena en ce mois les douze exilés qui me dirent des merveilles de la bonté et fertilité de cette Isle jusques là que quelques-uns d'iceux furent fâchez d'en estre revenus. Le Bourg fut cinq semaines à chercher cette Isle et, y estant arrivé, il salla du cochon pour son retour, alla à Sainte Marie, revint aux Antavares, sans rien apporter du tout par sa malice.*»

De ce texte il ressort que cette seconde prise de possession — qui est la troisième si l'on compte celle de Goubert en 1638 — se fit au mois de Novembre 1649, au lieu dit la Possession, et que le séjour de Le Bourg dans l'Île dut être assez prolongé puisqu'il prit le temps de saller «*du cochon pour son retour*» en France. Désormais, l'Île s'appellera «*Bourbon*» jusqu'en 1793.

On a écrit que le «*Saint-Laurent*» repartit à vide pour la France (116), c'est là une affirmation erronée, si l'on en croit Flacourt : Le Navire «*estant de retour au Fort-Dauphin, dit-il, les Nègres qui apportoit du bois que j'avois fait couper pour la charge du Navire, se sauvèrent tous, disans que le Capitaine Le Bourg et le Sieur Pronis les vouloient enlever pour les aller vendre aux Hollandois, si bien que l'on ne put apporter le reste de ce bois, et ainsi le Navire manqua de quelque vingt tonneaux de sa charge. Et comme la saison estoit fort avancée, il fut contrainct de partir. Toutefois, le Navire estoit tellement embarrassé que l'on n'eust pas pu y mettre davantage de marchandise. Il estoit chargé de cuirs, de tabac, de bois, d'Aloës, de cire, gomme Tacamacha, d'exquise, de Santal Citrin, de diverses sortes de bois de couleurs, de Tamarins, et d'autres eschantillons et coquillages et curiositez. Le tout amassé par mon seul soin et diligence sans que Le Bourg ny Pronis y eussent contribué du leur. Pendant son séjour et ce dernier voyage de Manghabé, il estoit mort la moitié de son equipage de maladies, c'est pourquoy il me demanda cinquante de mes soldats pour aider a remmener le Navire et le défendre. Je lui donnai tous ceux qui avoient esté Ligueurs contre le Sieur Pronis, et le Sieur Pronis aussi. Et je garday 108 hommes avec moy, me sentant assez fort avec cela en attendant un autre secours pour resister aux Grands du pais d'Anossi*» (117).

Ce départ s'effectua le 19 février 1650, le Fort-Dauphin devait rester quatre ans sans voir un seul navire.

«*MESSIEURS NACQUARD ET GONDREE*»

C'EST le 16 mai 1649, cinq mois seulement après son arrivée dans l'Île Rouge, que disparut le Père Gondree dont la mort est mentionnée plus haut. Pendant les Rogations, il fit, en compagnie de Flacourt, une visite à quelque Grand du pays, à Fanshere. «*Gondree ne voulut pas s'appliquer la dispense qu'il donna à ses compagnons, et il se contenta d'un peu de riz cuit à l'eau. Ce jeûne excessif, la chaleur extrême, la fatigue d'un voyage à pied...*» lui firent contracter fièvre et dysenterie. Au bout de quelques jours, on put cependant le ramener au Fort-Dauphin, mais il y fut tout de suite à la dernière extrémité, il délira et mourut bientôt, non sans avoir reçu les derniers sacrements, avec la plus grande piété (118). Dans son délire il répétait : «*Oui-da, Messieurs, si j'ai quitté la France et fait six mille lieues sur mer, ce n'est que pour la conversion de ces pauvres gens*», les Malgaches.

Son compagon le Père Nacquard, qui nous rapporte ces détails dans son journal, devait le suivre dans la mort, l'année suivante, le 29 mai

1650. «Le vingt-neuvième May, raconte Flacourt, le sieur Nacquard, Prestre de la Mission, estant tombé malade d'une fièvre continue depuis six jours, est mort; et ainsi nous sommes demeurez sans Pasteur. C'estoit un homme de bon esprit, zélé pour la Religion, et qui vivoit exemplairement bien, qui avoit déjà de la connoissance de la langue à suffisance pour instruire les habitants du pais, à quoy il prenoit grand peine de s'employer continuellement, et a esté de nous tous fort regretté, d'autant, qu'à son imitation, beaucoup de François taschoient à bien vivre, qui depuis, faute d'instruction, se sont laissez aller au vice commun en ce pais, qui est celuy de la chair» (119).

C'est le Père Nacquard qui nous signale le passage dans l'Ile, trente ans auparavant, de deux Missionnaires Jésuites, venus à Madagascar vers 1616, et dont l'un, Jean Garlès ou Garcès, aurait été martyrisé, l'autre Luiz Mariano, contraint, par l'hostilité des habitants, de retourner au Mozambique (120). C'est encore le Père Nacquard qui nous apprend que «Messieurs de la Compagnie des Indes... ont... toujours tenu quelque prêtre de deçà, pour servir au spirituel des Français». Et il ajoute «Venu ici avec le même pouvoir que Mgr le Nonce d'à présent nous a donné, (M. de Bellebarbe) y a travaillé avec son talent, non pas avec beaucoup de progrès vu qu'il manquait d'appuis du côté du commandeur (Pronis)... ce qui était cause que les negres originaires du pays n'allaient ni aux prières des Catholiques, ni à celles du commandeur; mais ils s'étonnaient de voir deux sortes de religion en ceux d'un même pays».

Tout le travail des missionnaires qui précédèrent les Lazaristes se réduisait au baptême d'une petite fille trouvée dans les bois abandonnée, et un petit bâtard de Français, avec trois petites esclaves ramenées de la terre et retirées du massacre, qui étaient baptisées par un diacre qui est mort».

A l'arrivée des Pères Nacquard et Gondrée, M. de Bellebarbe se rendit dans l'île de Sainte-Marie avec quelques agents de la Compagnie. Il en revint en 1650 et offrit alors au Père Nacquard de le remplacer pendant que celui-ci irait quérir de l'aide en France. Mais devant l'insistance de ses ouailles pour le retenir, le Lazariste renonça au départ et il semble bien qu'alors M. de Bellebarbe s'embarqua sur le «Saint-Laurent».

Après la mort du Père Nacquard, l'île demeurera sans missionnaire catholique jusqu'à l'arrivée du premier vaisseau qui touchera le pays, soit quatre ans plus tard.

LE FORT-DAUPHIN AUX ABOIS



1652, on entreprit l'agrandissement de la Barque en vue d'une expédition «soit à l'île Maurice, soit à Mozambique, soit à Goa, soit en France en cas que l'année suivante il ne vint point de Navire».

Une année encore on attendit. Sous prétexte d'un voyage à Manghabé, décidé le 27 novembre 1653, Flacourt résolut — il le niera plus tard (123) — de rejoindre la France. Après avoir dressé une stèle dans le jardin du Fort (124), il mit à la voile sur la grande Barque avec quelques compagnons, le 20 décembre 1653, mais une tempête qui les assaillit «le jour des Innocents» (28 décembre) les fit renoncer à leur projet. Ayant en vain tenté de gagner Maurice, ils étaient de retour au Fort-Dauphin le 12 janvier 1654.

* Stèle érigée par Flacourt avant son départ manqué.

ES quatre années furent particulièrement pénibles.

Débarrassé de ses rivaux et des mauvaises têtes, Flacourt, bien secondé par Angelemaume et le Roy (121), eut à son actif quelques belles réalisations. Il obtint tout d'abord la soumission des chefs indigènes, les Grands du Pays. Autour du Fort-Dauphin, il fit planter du riz dans des marais, et retira de ces «hor-racs» (122) d'abondantes récoltes qui améliorèrent l'ordinaire de façon appréciable. Après avoir tenté de créer une habitation à Sainte-Marie, la mortalité le fit renoncer à son projet.

Un an après le départ du «Saint-Laurent» l'isolement commença à se faire cruellement sentir et l'on se mit à construire une grande barque; terminée le 22 août 1651, le 10 septembre suivant elle reçut le nom de «Sainte-Marie», «ne sachant pas de plus beau nom à lui donner». Le privilège de la Compagnie expirait en 1652; les vaisseaux n'apparaissant toujours pas, l'affolement commença à gagner les colons et le 1er novembre

La fureur des Français que l'on avait ainsi essayé de « lâcher » est facile à imaginer. Flacourt décida sur-le-champ d'organiser une autre expédition, mais qui, cette fois, serait confiée à Angeleume. La Barque se rendrait à Mozambique « pour demander des Prestres et secours des Portugais »; par eux, on ferait parvenir des lettres à la Compagnie et à Monsieur Vincent de Paul. La Barque partit le 31 janvier 1654 : on ne devait plus en entendre parler, non plus que de ses occupants (125).

Sur ces entrefaites, en décembre 1653, janvier et février 1654, les plantations de riz se trouvèrent dévastées par l'effet de causes naturelles et par la malice des indigènes (126).

« MAROVOULE » ALIAS ANTOINE COUILLARD

PENDANT sa courte absence et son essai de fuite, Flacourt avait nommé pour le remplacer à la tête des Français, un certain lieutenant Antoine Couillard appelé « Marovoule » par les Noirs c'est-à-dire le « cheveu ». Celui-ci, au retour de son chef, se voyant frustré du commandement, organisa une pétition en vue d'envoyer Flacourt à Mozambique sur la barque, plutôt qu'Angeleume, mais Flacourt eventa la machination. A la suite de plusieurs vols, et même de plusieurs complots (127) contre sa personne, le Gouverneur résolut de l'arrêter et de le mettre aux fers, deux jours avant la date que Marovoule avait fixée pour faire disparaître son chef : Pâques 1654. Il devait demeurer en prison jusqu'à son transfert à Bourbon, après une évasion audacieuse mais manquée (128).

LE « SAINT-GEORGES » ET L'« OURS » A MADAGASCAR

Le 3 juillet 1654, à bout de patience, Flacourt dépêcha à Saint-Augustin, par des allies malgaches, un paquet de correspondance pour la France. Il contenait notamment une lettre adressée à de Loyues (129), Secrétaire Général de la Marine. « J'adjoustay, dit-il, deux lettres, l'une en latin, l'autre en François, que j'adressois au premier Capitaine, soit François, Anglois, ou Hollandois, qui viendrait mouiller à Saint-Augustin, lequel je priois de faire tenir par la première occasion mes lettres à Paris » (130).

Huit jours plus tard, le bruit commença à circuler, « prêté par les Nègres, avant que l'on en peust sçavoir des nouvelles » que « deux navires étaient venus à Manghafia (Sainte-Luce), que le sieur Pronis était dans le plus petit » avec « deux François qui estoient déjà venus icy autres-fois », mais on n'en voulut rien croire jusqu'à ce que, le 11 août, un coup de canon et l'arrivée au Fort, par voie de terre, de deux hommes aux « chapeaux à larges bords » aient convaincu tout le monde de la réalité du fait.

Ces vaisseaux, commandés par M. de la Forest des Royers, avaient quitté St-Nazaire le 8 mars 1654 et se rendaient en mer Rouge, mais ils avaient reçu ordre de prendre des nouvelles de Flacourt; ils offraient

secours et assistance au Fort-Dauphin et amenaient à Madagascar deux « Prestres de la Mission de Saint-Lazare » et le Frère René Forêt.

Le 15 août arrivèrent M. de la Forest capitaine et M. Bourdaise, « Prestre de la Mission », et M. de Flacourt fut informé que les deux vaisseaux appartenaient à M. de la Meilleraye, qu'il n'y avait pour lui aucune lettre de la Compagnie, dont le privilège d'ailleurs était expiré depuis deux ans; aucun homme à bord n'était destiné au Fort-Dauphin, hormis les deux prêtres; Pronis commandait le second vaisseau, mais il n'était pas venu pour demeurer, et il n'y avait personne pour relever Flacourt; si celui-ci voulait commercer avec les navires, c'était tant mieux, d'autant que des lettres de M. de la Meilleraye lui offraient de passer à son service (Lettres du 13 janvier).

La perplexité du Chef de l'Etablissement français était grande. Le 20 août il se décida à négocier, car ses hommes avaient des velléités de l'abandonner et les marchandises accumulées risquaient de se gâter. Le 1er septembre un traité fut signé à ce sujet : Flacourt ferait la traite pour les deux vaisseaux.

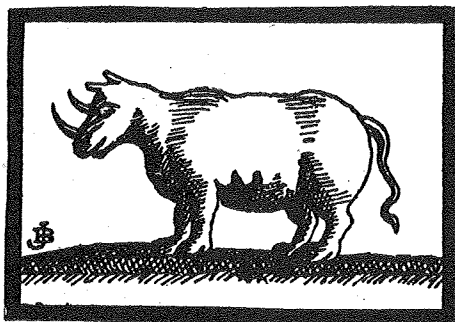
Ceux-ci ne se montraient toujours pas et leur comportement était pour le moins étrange. Arrivés tous deux à Manghafia le 15 juillet, le « Saint-Georges » vint le 12 août à Itapere où l'« Ours » le suivit le 20 août. C'est de là qu'il partit le 20 septembre, emmenant à Bourbon « par l'ordre de M. de Flacourt » Antoine Couillard avec pour compagnons sept Français (131) et six Nègres. Commandé par Pronis, l'« Ours » parvint le 2 octobre 1654 à Mascareigne et y débarqua ses gens à Saint-Paul. Huit jours plus tard, 10 octobre, il mettait le cap sur Manghabé et Ghalem-boule pour y faire la traite du riz, gommes et cristaux. Pendant ce temps, le « Saint-Georges » toujours ancré à Itapere recevait le 29 septembre la visite de Flacourt et gagnait enfin le 12 novembre, la rade du Fort-Dauphin, cinq mois seulement après son arrivée dans le pays. Il y fut rejoint le 12 janvier 1655 par l'« Ours ».

L'inquiétude des colons ne faisait que croître. Le silence de la Compagnie était alarmant; une lettre de Fouquet ne traitait que de choses accessoires; les engagés, fatigués par un long séjour colonial et réduits au nombre de soixante-six, étaient dans le dénuement, contraints de vivre nus (132), et les vaisseaux n'avaient apporté pour eux ni chaussures, ni vêtements; certains pensaient à désertir; les offres contenues dans la lettre de M. de la Meilleraye étaient sans précision et ne concernaient pas les hommes de Flacourt; de la Forest et Pronis achevèrent de jeter le trouble dans les esprits en insinuant que les « Intéressez » de la Compagnie les « avoient abandonnez » et que la Meilleraye, sans doute, avait « obtenu du Roy la continuation et concession » du privilège.

A la fin, excédé, et poussé d'ailleurs par ses soldats, Flacourt résolut de rentrer en France voir de quoi il retournait. Le 10 février, il supplia Pronis de rester à sa place. Ayant achevé rapidement le chargement du

vaisseau, et obtenu de ses hommes qu'ils fissent serment de fidélité à la Compagnie, il s'embarquait le 12 février et quittait Madagascar le 4 mars 1655, sur l'*Ours*, commandé par le lieutenant de Pronis, Goazcaer (133).

« MESSIEURS BOURDAISE ET MOUNIER »



daient qu'on les reçût « le plus favorablement qu'il se pourra » et qu'on leur laissât la liberté de « débiter dans le pays » « quelque Rassade de la valeur de trois ou quatre cents livres » pour attirer les Grands à la religion et subsister eux-mêmes en acquérant, par échange, ce qui leur était nécessaire.

Reçus avec beaucoup d'honneur et de cordialité, les missionnaires furent conduits en cortège jusqu'à la Chapelle où ils eurent le bonheur de retrouver intactes les Saintes Espèces laissées par Nacquard quatre ans auparavant. La Mission connut le plus franc succès : les chrétiens baptisés par leurs prédécesseurs revinrent tout joyeux vers les nouveaux Pères, amenant derrière eux une multitude de néophytes, si bien qu'il fallut construire une case spécialement affectée aux catéchismes. Un incendie vint tout détruire, Chapelle et cases, mais le pire fut que le Père Mounier, au retour d'une expédition qu'il avait accompagnée comme aumônier, succomba brusquement (1655). Le Père Bourdaise demeura seul chargé du ministère des âmes.

Lorsque Pronis mourut le 23 mai 1655, bien qu'il fût huguenot, Bourdaise l'assista à ses derniers moments (135). Il mourut d'ailleurs, en recommandant son enfant (136) au missionnaire, mais « sans donner aucun signe de conversion ».

Un an après, « la veille de la Fête-Dieu », le 29 mai 1656, le Père Bourdaise eut la joie de voir arriver le « *Grand-Armand* », vaisseau de la Meilleraye, qui avait à son bord le Père Dufour. La flottille avait embarqué trois autres prêtres répartis sur la « *Duchesse* » et la « *Maréchale* ». Mais deux d'entre eux étaient morts : M. Coderon, prêtre séculier, « très excellent mathématicien », quelques jours avant le départ, et M. Mathurin

* « *Rhinocéros dit gabah* » vu par Flacourt,

MESSIEURS Bourdaise et Mounier « Prestres de la Mission de Saint-Lazare » restaient au Fort-Dauphin. Bourdaise avait dû avouer à Flacourt, qu'il avait égaré la lettre de recommandation que lui avait confiée Monsieur Vincent, mais celles de Fouquet (134) deman-

de Belleville pendant la traversée. M. Prévost était allé, avec la « *Duchesse* » directement à Sainte-Marie. Malgré les sages conseils du Père Bourdaise son confrère, M. Dufour « qui avait le mal de terre... les jambes enflées et toutes noires » voulut entreprendre le voyage de Sainte-Marie par l'intérieur. Il réussit bien à rejoindre M. Prévost, mais mourut le 18 août 1656, tôt suivi dans la mort par son confrère, trop zélé lui aussi, et qui ne sut pas mesurer ses forces (137).

Dans une lettre, le Père Estienne affirmera plus tard que « le sieur Bourdaise seul, durant les trois ans qu'il a été (à Madagascar) avait déjà converti cinq ou six cents familles » (138).

Epuisé de fatigue, Bourdaise rendit l'âme, à son tour, le 25 juin 1657, regretté de tous, Français et Malgaches. Le pays devait rester privé de prêtres jusqu'en 1663.

« Pour témoigner de l'amitié que je porte à M. Duperrier, notre gouverneur, écrivait Bourdaise dans son testament, je le supplie d'agréer que je lui laisse un quart de vin d'Espagne, un caleçon et une camisole de chamois neuve, le suppliant de contribuer toujours, autant qu'il pourra, au service de Dieu... ».

Ces humbles présents, faits par un prêtre mourant au gouverneur du Fort-Dauphin, Duperrier, successeur de Pronis, montre que la situation de l'établissement était encore bien précaire. Le passage, en 1656, des quatre vaisseaux hors service, armés par le duc de la Meilleraye à destination de Sainte-Marie, commandés par M. de la Roche Saint-André, à bord de la « *Duchesse* », n'y avait rien pu changer, malgré l'arrivée de Champmargou et de Le Vacher dit la Case, puisque cinq cents hommes étaient morts du scorbut et des fatigues d'un trop long voyage (139).

ANTOINE COUILLARD A BOURBON

LE « *Saint-Georges* » qui, lui, se trouvait toujours dans les eaux de Madagascar, fit un séjour à Bourbon en 1655 au retour d'une croisière en mer Rouge (140). La plupart de ces détails sur le « *Saint-Georges* » nous sont connus par le récit que fit Antoine Couillard de son séjour à Bourbon (141). Arrivé dans l'Ile sur l'*Ours* avec ses treize compagnons le 2 octobre 1654 il amenait un supplément de troupeau : « L'on a débarqué cinq vaches pleines, dit-il, et un petit taureau qui se sont mêlés avec vingt-cinq ou trente autres taureaux et vaches qui y étaient fort belles, grasses et provenant de celles que monsieur de Flacourt y avait envoyées il y avait cinq ans ».

Couillard était un déporté, bien qu'il ait écrit qu'il s'embarqua « par ordre de Monsieur de Flacourt... de mon consentement et par la prière que je lui en avais faite ». Les autres, volontaires, suivirent Couillard, qui semble avoir joui d'un ascendant réel sur les hommes. Flacourt paraît bien avoir eu une arrière-pensée de colonisation : « j'envoyai, dit-il, Marovoule à bord du Navire l'*Ours* pour le passer à Mascareigne, pour y cultiver du tabac et y faire recherche de ce qu'il y a de bon et propre

pour envoyer en France. En outre Sept François me demandèrent permission d'y aller faire culture de tabac pour leur compte» (142).

Ils s'établirent à Saint-Paul, «sur le bord d'un étang», «où sont posées les armes de France par le commandement de Monsieur de Flacourt...», dans des cases rapidement bâties, et ils se mirent à desherber «pour faire (des) jardinages de tabac et pour planter des melons et autres sortes de légumes». L'«Ours» partit le 10 octobre, laissant six «nègres» pour aider les Français, mais un premier cyclone réduisit leurs efforts à néant. Couillard entreprit, avec un Français, de faire le tour de l'île par le Nord. Ce voyage dura onze jours.

Lorsque revint le «Saint-Georges», le 24 octobre 1655, les colons étaient en mesure de lui fournir «bon rafraîchissement et quelque peu de tabac». Le vaisseau leva l'ancre le 2 novembre, mais ces huit jours de repos à Bourbon, avaient suffi pour rétablir les malades de l'équipage.

Deux autres cyclones, l'un le 1er janvier 1657, l'autre en avril 1658, ajoutés à l'absence de vaisseaux, jetèrent le découragement dans la petite troupe et disposèrent les Français à accueillir favorablement les propositions du Capitaine Gosselin, commandant le navire «Thomas-Guillaume» qui aborda dans l'île, le 28 mai 1658, attiré par les reux des habitants. A l'entendre, le Fort-Dauphin n'existait plus et le «Saint-Georges» avait été capturé en mer Rouge. Tous s'embarquèrent, «le cinquième juin», y compris les six nègres qui n'avaient pas voulu rester à Bourbon, à destination de Madraspatam, où l'on découvrit la perfidie de ce capitaine : les marchandises, tabac et aloès, prises en fret par lui pour payer les provisions de route qu'il avait empruntées aux Français, étaient invendables aux Indes où elles abondaient. Gosselin eut même l'audace de faire cadeau des nègres au Président du lieu. Les Français en furent réduits à s'engager en qualité de soldats, en attendant un vaisseau qui les ramena en France où Couillard retrouva Flacourt.

RETOUR DE FLACOURT



* Armes de «Messire Charles de la Porte, Duc de la Meilleraye, Pair, Mareschal et Grand Maître de l'Artillerie de France» d'après une illustration du livre de Flacourt, «Histoire de la Grande Île...» (1658).

FLACOURT après son départ de Madagascar, le 12 février, avait effectué un retour rapide, quatre mois seulement — février-juin 1655 — agrémenté de deux escales, à la Baye de Saldaigne, où il vit des animaux étonnants (143), et à l'île Sain-

te-Hélène, où il laissa un message original gravé sur une calabasse (144). Après avoir touché Belle-Isle, l'«Ours» mouilla à Saint-Nazaire, d'où Flacourt, en barque, rejoignit Nantes, le 28 juin. Une fois débarqué, il se trouva en butte à mille difficultés auxquelles il eut grand peine à faire face. La Compagnie, fortement diminuée du fait de la mort de Rigault en 1652 et de Berruyer plus récemment, végétait et ne répondait qu'évasivement à ses demandes de subsides. Pendant son absence, les engagés rapatriés par le «Saint-Laurent», en 1650, lui avaient intenté un procès parce que la Compagnie avait refusé d'honorer les Bons qu'il leur avait délivrés pour leurs gages et marchandises fournies; les sept qu'il ramenait avec lui menaçaient d'utiliser le même procédé s'ils n'étaient pas payés sur l'heure : il dut emprunter six mille livres pour ce faire, et se rembourser en liquidant le fret du vaisseau. D'autre part, le duc de la Meilleraye (145), voulant s'approprier les bénéfices de la société, offrait de s'y intéresser par moitié, sinon il menaçait, aidé par Fouquet, d'organiser, pour son compte personnel, des expéditions concurrentes. En vain, Flacourt chercha à s'interposer pour qu'un accord se fit : il fut toujours précaire (146); pendant plusieurs années, c'est-à-dire pratiquement jusqu'à l'emprisonnement de Fouquet (1661) et la mort de la Meilleraye (1664), on assistera à une triple action parallèle et rivale, celle de la Société dont le privilège a été renouvelé pour vingt ans en 1652, et où Caset remplace Rigault, celle du Maréchal, duc de la Meilleraye, celle de Fouquet.

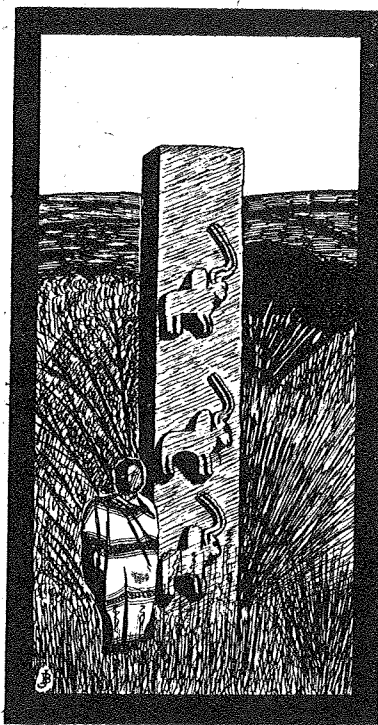
EXPÉDITIONS CONCURRENTES

ON sait qu'une flotte de quatre bâtiments, appartenant au duc de la Meilleraye, appareillait de Nantes le 29 octobre 1655 et qu'elle se trouvait à Madagascar en mai-juin 1656; qu'en novembre 1656, un navire armé conjointement par la Compagnie et le Maréchal, le «Saint-Jacques», se perd dans la «Rivière de Nantes» (147). En mars 1658, le Maréchal organise un nouveau départ, mais l'expédition est interceptée par les Espagnols. En décembre 1659, la «Maréchale» quittait Port-Louis pour la Rochelle, en prévision d'un départ imminent; surprise par la tempête, elle put à grand peine gagner la Rochelle, tandis que la barque qui devait lui amener ses passagers de Saint-Nazaire, désarmée par l'ouragan, vogue pendant plus d'une semaine, sans mâts ni voiles, et finit par aborder à Saint-Jean-de-Luz (148).

Le 18 janvier 1660, la «Maréchale» appareillait de nouveau; assaillie par la tempête au Cap de Bonne-Espérance, le 20 mai, elle réussit cependant à atteindre la Baie de la Table où son capitaine avait pour mission, nous dit Souchu de Rennefort, «d'attendre et couler bas» les navires «de la Compagnie»; le 20 mai 1660, la «Vierge», équipée par la Compagnie, partait de Dieppe, avec à son bord, Flacourt et deux cents personnes dont six religieux Récollets, mais, attaqué par trois corsaires turcs, le vaisseau prit feu et sauta au large de Lisbonne le 10 juin 1660

(149). La «*Maréchale*» que Véron, son capitaine, avait au Cap «rajustée avec beaucoup de peine», reprit la mer, établit aisément la domination de la Meilleraye au Fort-Dauphin, et revint avec un plein chargement, cependant que «M. Fouquet, après la mort du sieur de Flacourt, envoya pour son intérêt particulier, courir la Mer Rouge à une frégate nommée «*l'Aigle-Noir*», et chargea le sieur Hugo (150), hollandais, qu'il en avait fait capitaine, de s'emparer de Madagascar s'il le pouvait sur ceux qui le tenaient pour M. de la Meilleraye» (151) : l'arrestation de Fouquet en 1661 mit fin à ces espoirs, et le corsaire laissa son nom d'emprunt «*l'Aigle-Noir*» pour redevenir le «*Saint-Paul*». Enfin, le 29 mai 1663, le «*Saint-Charles*» quittera la Rivière de Nantes, commandé par Kergadiou.

LA MORT DE FLACOURT



des choses.

L'esprit d'observation du naturaliste lui fut d'un grand secours et lui donna le souci de tout décrire et d'amasser des documents; c'est ainsi que son livre sur la «Grande Isle» fourmille de renseignements précieux

* «*Vatolahy*» : pierre mâle avec sculptures (d'après une photographie).

COMME on le voit la lutte fut chaude et agrémentée parfois de procédés moins qu'honorables. L'une des conséquences indirectes fut qu'on y perdit un bon serviteur de la cause coloniale, le sieur Etienne de Flacourt. Ce naturaliste, promu chef de colonie sur le tard, à quarante et un ans, fit montre, dans ce nouveau poste, des qualités qui sont la marque des fondateurs d'empire : le courage, l'esprit d'observation, la ténacité.

Si l'on songe, que, trouvant à son arrivée à Madagascar une situation gravement compromise, il fut, pendant plusieurs années, «abandonné à la mercy des Insulaires, sans autre secours que celui que l'industrie et le désespoir de toute assistance humaine, et la seule confiance en Dieu» lui a pu fournir, on ne peut qu'admirer son courage invincible, sans cesse renaissant, malgré les déboires de toutes sortes et l'hostilité des gens et

sur la flore, la faune, la minéralogie, les mœurs et la langue des habitants; il contient des cartes, des relations, des dessins et son auteur s'intéresse au trafic anglais, hollandais et portugais. Flacourt ne se contenta pas d'exploiter le pays où il se trouvait : il y fit des essais concluants de plantations. Ses vues sur les développements de la Colonie sont généralement justes et c'est parce que ses successeurs n'ont pas su les utiliser que la domination française à Madagascar a subi un retard de deux siècles. Il eut enfin le mérite et l'habileté d'apprendre la langue de ses administrés : le malgache, et d'écrire un catéchisme, marquant ainsi qu'à son avis, aucune civilisation vraie ne serait apportée aux indigènes sans l'appui du christianisme.

Ces brillantes qualités n'auraient servi de rien sans une ténacité vraiment remarquable et un esprit de suite peu commun. Nous avons déjà exposé son action féconde à Madagascar. Revenu en France en 1655, c'est pour s'y trouver en butte à la malveillance et combattre les dissensions qui risquent de compromettre l'œuvre. Trois procès lui sont intentés successivement sans l'abattre. Il a deviné en la Meilleraye un personnage d'envergure dont l'aide peut être précieuse et il s'entremet pour obtenir un accord entre le Maréchal et les Messieurs de la Compagnie; il vint à peu près à bout des susceptibilités de tous, et bien que ses négociations n'aient obtenu qu'un succès relatif, il réussit pleinement à faire armer des vaisseaux à destination de Madagascar, et c'était l'essentiel. Pour éclairer l'opinion publique il édita et réédita son ouvrage «*La Grande Isle de Madagascar*»; il composa des libelles (152) explicatifs et justificatifs pour rallier les gens d'affaire et la noblesse; en vue d'intéresser à sa cause les gens d'Eglise, il publia son «*Catéchisme*» (153) malgache et sut faire intervenir l'incomparable «*Monsieur Vincent*» (154).

Enfin, pensant avoir aplani tous les obstacles, il s'embarqua à Dieppe le 20 mai 1660 sur la «*Vierge*» en vue de rejoindre son poste périlleux; c'était aller au-devant d'une mort digne de sa vie; son vaisseau fut attaqué au large de Lisbonne par trois pirates barbaresques mais il «aima mieux sauter avec son navire que d'être fait prisonnier» (155). Il disparut, le 10 juin 1660, avec une partie de l'équipage et des passagers parmi lesquels se trouvaient six missionnaires Récollets qu'il avait recrutés pour évangéliser Madagascar et les Iles. Son portrait par Corneille illustre puissamment ce que l'histoire nous apprend de son caractère et de ses activités : visage intelligent et réfléchi, fin malgré l'empâtement de l'âge, tête énergiquement posée sur un robuste corps de lutteur. Rien de plus juste que les vers latins à lui consacrés par P. du Vergier :

«Par tous les moyens, il poursuivit son Idéal;
Il atteignit le But en passant par le feu!» (156).

LE « SAINT-CHARLES »

DE toutes les expéditions organisées sous l'impulsion plus ou moins directe de Flacourt, fort peu de vaisseaux arrivèrent à destination. La situation de la Grande Ile ne s'était pas améliorée. Les successeurs de Pronis : Duperrier, Gueston, Rivau, Champmargou, avaient accumulé les maladresses. De barbares représailles exercées par les Français succédant aux meurtres isolés ou aux massacres en masse (157). La Case, le seul Français capable d'exercer quelque influence et qui était en passe de se rendre maître de l'Ile entière, tant par son mariage avec une princesse malgache que par son courage et sa diplomatie, était jaloué et tenu à l'écart (158). Champmargou, après avoir décliné l'offre alléchante du capitaine de l'« Aigle-Noir » de le prendre à son bord (159) était excédé et sur le point de fuir par la Baie de Saint-Augustin, quand arriva le « Saint-Charles » (160) commandé par Kergadiou.

Venant de Hollande (161), ce vaisseau était parti de la Rivière de Nantes le 29 mai 1663. A bord « le sieur Kergadiou n'avait pouvoir que sur l'équipage » (162) car « un Chef de Colonie commandait quatre-vingts passagers, et le sieur Estienne, missionnaire, vingt hommes qu'il tenoit à ses gages » (163). Carpeau du Saussay, jeune homme de quinze ans, qui laissera plus tard une relation de son voyage, s'était embarqué à Paimbœuf avec une quinzaine d'autres jeunes gens « dont la plupart avoient été pages » (164).

Le « Saint-Charles » toucha Madagascar à l'Anse des Gallions le 29 septembre 1663 (165) puis se rendit à Sainte-Luce pour débarquer son monde. Kergadiou s'entremet immédiatement auprès de Champmargou et « moyenna le rappel de la Case qu'il connaissait, avec promesse d'entière seureté pour luy et pour ceux qui l'avoient suivi » (166).

LE PÈRE ESTIENNE ET SES COMPAGNONS



docteur en théologie. Cet Ecclésiastique avait été autrefois embarqué

* Pirogue malgache creusée dans un tronc d'arbre (d'après une photographie).

par les soins de Mme la Duchesse d'Esguillon pour aller en Cochinchine » (167) mais son bateau s'était échoué au Cap de Bonne-Espérance, et c'est là que le « Saint-Charles » l'avait recueilli. De France, le « Saint-Charles » ramenait aussi le malgache Nicolas et deux françaises laïques pour s'occuper des femmes malgaches et leur apprendre « leur créance et la manière de vivre en bonnes chrétiennes ». Leur concours, écrira le Père Estienne, « nous soulage beaucoup ».

Les odyssées missionnaires de ce temps-là étaient agrémentées d'imprévu et valaient d'être vécues. S'embarquer pour la Cochinchine comme M. Flachier, échapper au naufrage au Cap, et en définitive, grâce à un navire d'occasion, longtemps attendu, passer à Madagascar et y demeurer plusieurs années, ne manque pas d'un certain piquant. D'ailleurs, le Père Estienne rendait des points sur ce sujet à son compagnon de fortune, puisqu'il avait mis quatre années à se rendre à son poste et subi deux naufrages (168). En effet, se rendant de Saint-Nazaire à la Rochelle en décembre 1659, la barque où il se trouvait, fut prise par la tempête; après quinze jours passés dans la détresse et les angoisses, l'embarcation, sans mâts ni voiles, avait pu être remorquée jusqu'à Saint-Jean-de-Luz. Le missionnaire rejoint alors la Rochelle par voie de terre. Il s'embarque derechef sur la « Maréchale » mais ce navire brise sa quille le 20 mai 1660, en arrivant au Cap. Le Père Estienne, rapatrié en 1661 par Amsterdam, dut attendre 1663, pour prendre place sur le « Saint-Charles » et gagner enfin sa mission.

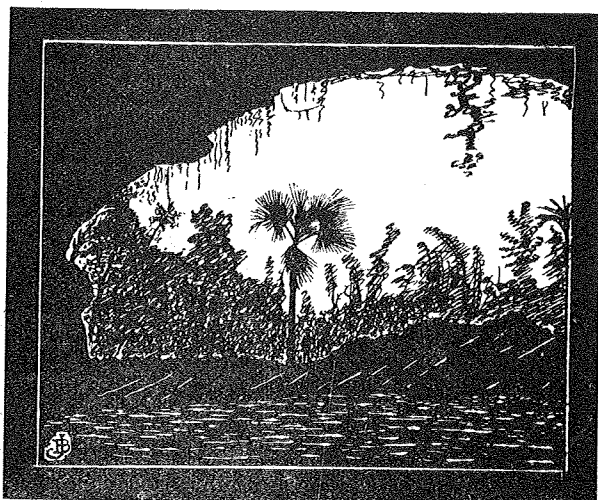
Une lettre du Père Estienne nous décrit l'arrivée des missionnaires : « Dès lors que nous fusmes entrez dans le Fort-Dauphin, dit-il, nous allâmes à la Chapelle faire nos prières, et après avoir pris un surplis, j'ouvris le Tabernacle, et trouvay dans un Ciboire quatre Hosties, qui y estoient depuis près de sept ans, et qui sembloient n'y avoir esté mises que le jour précédent; ce qui me causa une grande joye, et me donna sujet de dire aux assistants, que je ne m'estonnois pas s'ils avoient esté préservez jusqu'à présent de tous les accidens qui leur pouvoient estre arrivez dans cette Terre, puisqu'ils avoient eu le Saint Sacrement avec eux, et qu'ils l'avoient toujours honoré comme ils devoient. Et de fait, continue-t-il, pendant les six ans et demi que les François n'ont pas eu de Prestres, la plupart d'entre eux n'ont pas laissé de faire leurs prières du soir et matin devant ce Tabernacle où estoit le Saint Sacrement, et ont eu soin d'y entretenir jour et nuit des cierges allumez ». Il semble que le Père Estienne se soit montré un très ardent missionnaire, qu'il ait visé surtout à convertir les Grands du Pays; mais son zèle quelque peu intempestif (169), joint au mécontentement profond créé par la conduite des Français, amenèrent les Indigènes à le massacrer, à peine cinq mois après son arrivée (fin février 1664) ainsi que le frère Patte (170) et un jeune malgache, leur domestique, l'un des indigènes conduits en France

autrefois par M. de Flacourt, confiés par lui à Saint Vincent de Paul et élevés à Saint-Lazare (Paris). Ce meurtre ne fit qu'attiser les haines. Le Père Manié résolut avec Champmargou de venger ses compagnons et partit en expédition de représailles. La fin piteuse de cette aventure (171) eut pour résultat de mettre le missionnaire en fâcheuse posture devant les Français du Fort qui ne se gênaient pas pour rendre le Père Estienne responsable de leur situation précaire (172).

On ignore l'usage que le Père Manié fit des «vingt hommes qu'il tenait à ses gages». On sait seulement de lui qu'il partit aux Matatanes mais que, faute de savoir la langue, il n'y administra que trois baptêmes (173).

Pendant ce temps, M. Flachier, qui demeurera jusqu'en 1667, faisait office d'aumônier du Fort-Dauphin où un embryon de Séminaire (174) indigène utilisait ses connaissances théologiques.

PAYEN A BOURBON



me bien fait et de bonne compagnie ». Il était à Madagascar depuis 1656. L'autre Français, dont on ignore le nom, était aux ordres de Payen. Le 15 novembre, le « Saint-Charles » remit à la voile vers la Baie d'Antongil « afin d'y charger du riz à destination du Fort-Dauphin » (175) où le 21 Décembre (jour de Saint Thomas apôtre) il débarqua quarante-cinq tonneaux de riz pour le Fort, et dix pour les missionnaires (176). De là, il partit pour la France. Le 18 mai 1664, il arrivait au Port-Louis de Bretagne chargé de cuirs, de cire, de bois d'ébène, de pierreries.

* « La Caverne » à Saint-Paul (Réunion), d'après une photographie prise de l'intérieur à contre-jour.

LE « Saint-Charles » ne resta pas inactif. Entre le 10 et le 14 novembre 1663, il touchait l'Ile Bourbon et y déposait deux Français volontaires et dix Malgaches, trois femmes et sept hommes. « Un de ces deux Français se nommoit Louis Payen, natif de Vitry-le-François, homme

CONCLUSION

C'EN est fait; en 1663 l'Ile Mascarin est désormais habitée et habitée par des Chrétiens. A deux reprises, elle avait déjà reçu des habitants, mais ces séjours furent éphémères; cette fois, lorsque Payen s'en ira, il sera relevé par d'autres colons venus pour y demeurer.

On nous reprochera peut-être de nous être attardé sur une période d'où l'Ile Bourbon est presque totalement absente et de nous être appesanti longuement sur Madagascar. Ce n'est pas sans un dessein très précis. C'est en effet qu'à cette époque « Madagascar et les Isles adjacentes » font un seul tout; c'est ensuite que le développement de Bourbon, d'abord comme annexe de la Grande Ile, puis comme base française en vue d'établissements futurs, a été pendant tout le XVII^e siècle fonction de Madagascar; c'est surtout que les idées colonisatrices émises à cette époque, spécialement par Flacourt, et notamment sur l'influence de l'élément religieux, auront leur répercussion à Bourbon; c'est encore que les erreurs commises sur la Grande Terre se retrouveront semblables à Mascarin, comme si les Français étaient radicalement incapables de s'en exempter.

L'erreur capitale, commise dès les débuts et trop souvent renouvelée par la suite, fut d'accepter, pour aller peupler nos terres d'outre-mer, des gens qui étaient loin de constituer une élite.

Le Père Nacquard parle des colons du Fort-Dauphin en termes dont la sévérité se trouve aggravée par ce que l'on sait de son caractère conciliant et de l'estime générale qu'il avait su gagner : « Ce sont gens, dit-il, ramassés çà et là, libertins qui sont envoyés pour la plupart en ce pays par leurs parents qui n'en savent que faire, ou y sont venus d'eux-mêmes, par débauche ou curiosité... Se voyant ainsi trompés de leurs espérances de voir un bon pays, (ils) ne font que maudire l'heure d'y être venus; et encore quand leur temps est achevé, il faut demeurer encore autant, faute qu'il ne vient pas de navire les retirer, comme on (le) leur avait promis. Je vous laisse à penser quelle vie en ce désespoir, en un pays où il y a si grande facilité de se laisser aller à la corruption de nature. »

Faut-il s'étonner si les relations du temps nous les montrent « brouillons et inconsiderés, libertins », « la plupart ivrognes et crapuleux ». querelleurs, parfois même « voleurs » et meurtriers?

Flacourt signale ce point faible et indique le seul remède efficace, mais sa voix ne fut pas entendue : « Le malheur n'est venu, dit-il, que des volontaires que l'on avait envoyés par le passé...; en quoy il faut remarquer qu'il ne faut embarquer que de bons artisans maçons, charpentiers, scieurs de long, laboureurs, jardiniers et paysans, conduits par

des gens d'honneur, discrets et avisez, point esventez, d'aage assez avancé» (177). C'étaient d'excellents conseils que l'on aurait eu avantage à suivre scrupuleusement.

Au point de vue strictement religieux, un événement capital s'est produit pour notre Ile, c'est qu'elle est devenue objet de juridiction ecclésiastique. Voici les différentes phases qui ont marqué cet événement :

Nous avons signalé tout d'abord, le passage d'un diacre (ou sous-diacre) en 1643; il est bien évident qu'il n'avait aucun pouvoir pour administrer les sacrements. Puis celui de M. de Bellebarbe, prêtre séculier, en 1646, qui était «venu ici (à Madagascar) avec le même pouvoir, écrira le Père Nacquard, que Mgr le Nonce d'à présent nous a donné». Mais au premier retour du «*Saint-Laurent*», en 1647, Messieurs de la Compagnie ayant estimé que ce prêtre séculier ne s'était «pas bien comporté», consultèrent Mgr le Cardinal Jacques Bagni, archevêque d'Athènes, nonce apostolique auprès de la Cour de France, puis se rendirent, sur ses conseils, auprès de M. Vincent. Leurs instances, jointes à celles de Mgr le Nonce, déterminèrent le fondateur des Lazaristes à promettre le concours spirituel de ses disciples pour les colonisateurs de la Grande Ile.

Le 22 mars 1648, il adressait par lettre ses instructions à MM. Nacquard et Gondrée. Ils étaient aumôniers du navire sur lequel ils s'embarquaient et devaient, au terme de leur voyage «faire toutes les fonctions curiales à l'égard des François et des idolâtres convertis». Ils portaient ainsi nantis d'une obédience de leur supérieur général, d'un plein pouvoir de Mgr le Nonce et d'une «chapelle complète».

Ce pouvoir émanant du Nonce n'était que provisoire. De Rome, la Congrégation de la Propagande devait donner juridiction définitive. Mais la mission venait d'être confiée officiellement, pour Madagascar, aux Carmes déchaussés, lorsque Mgr Bagni s'interposa pour un accord oral entre la Compagnie des Indes Orientales et Saint Vincent de Paul. Il faudra attendre 1653 pour que des pouvoirs complets et réguliers fussent remis aux Lazaristes. C'est seulement à cette date que les Carmes renoncèrent, volontairement, à leurs prérogatives. C'est pourquoi, en novembre 1650, alors qu'on espérait le départ de nouveaux navires, Saint Vincent engage des négociations pour que soit poursuivie l'œuvre du Père Nacquard. Il manquait toujours la ratification de la Cour de Rome. Le 22 décembre de la même année, nouvelles sollicitations de Monsieur Vincent, qui obtint du Pape Innocent X les facultés nécessaires pour MM. Dupont, Dufour, Billain, Deschamps, Mounier, Maillard, David. Le départ est encore remis. Et le 20 février 1653, puis en septembre 1655, la juridiction est renouvelée au Père Dufour. Les Pères Bourdaise et

Mounier s'étaient expatriés dans les mêmes conditions que les Pères Nacquard et Gondrée. Enfin, quelques années plus tard, en 1663, Monsieur Estienne sera, à son départ pour Madagascar, nommé pour sept ans, Préfet Apostolique de Madagascar et des Iles adjacentes. Les Lazaristes de la Grande Ile feront profiter Bourbon de leur présence : non seulement, Saint Vincent de Paul, sollicité en 1658 d'envoyer «un Père et un Frère» en l'Ile Mascareigne, avait répondu qu'il le ferait «très volontiers» (178), mais ses fils seront parmi les premiers pasteurs occasionnels de l'Ile (1667), où ils reviendront se fixer en 1714.

Il est bon de noter ici quelques textes de l'époque qui expriment bien l'importance que l'on prêtait alors aux établissements religieux dans les colonies en formation. Dans son libelle intitulé «Cause pour laquelle les Intéressez de la Compagnie n'ont pas fait de grands profits à Madagascar», Flacourt ne se gêne pas pour affirmer que «toutes les Compagnies qui se sont formées jusques à présent pour les établissements de Colonies en païs nouvellement découverts et parmi les Nations barbares sans Religion et sans Loy, ont été fondées sur l'espérance du profit et du gain, quoy que l'on aye coloré les desseins du beau prétexte de Religion, du zèle de charité envers les pauvres peuples qui y habitent, et de la Propagation de la Foy. Et bien que ce dernier sujet estoit celui par lequel elle devoit commencer, et auquel elles se devoient attacher premièrement, en y fondant d'abord quelques maisons avec de bons hommes d'Eglise qui travaillassent à l'instruction des peuples desvoyez de la vérité de la Religion Chrestienne, elles l'ont plutôt laissé en arrière, pour mettre tout leur soin à retirer prématurément les fruits et gains qu'ils s'estoient projectez dès le commencement...»

«Il en est de même arrivé à la Compagnie François de l'Orient, continue-t-il, de laquelle (sic) les Intéressez ayant obtenu la concession du Roy dès l'année mil six cens quarante-deux, d'envoyer seuls des Navires et établir des Colonies en l'Isle de Madagascar, à condition qu'ils y feroient passer des gens d'Eglise, pour non seulement administrer les Saints Sacrements aux François qu'ils y envoyeroient, mais aussi qu'ils y instruiroient les originaires aux mystères de notre véritable Religion, afin de les rendre capables de recevoir le Saint Sacrement de Baptême». Nous savons que cette Compagnie tint d'abord très peu compte de cette obligation contractée et attendit 1648 pour faire passer, sur ses vaisseaux, des Missionnaires pour Madagascar.

Dans un second libelle, le gouverneur s'étend longuement sur les possibilités et facilités de Madagascar pour la conversion des Indigènes, et même «la ruine de la fausse Religion de Mahomet, et de l'Empire de ses Sectateurs».

Flacourt ne fut pas le seul à affirmer la nécessité de la Propagation de la Foi dans les pays colonisés. Fouquet, en 1654, confie au Père Bourdaise, une lettre de recommandation : «Monsieur, écrivait-il au gouverneur du Fort-Dauphin, le dessein que l'on a pris d'envoyer en vos quartiers, par la première occasion favorable, des Pères de la Mission, pour assister tant les Chrétiens, qu'infidèles qui y sont, m'oblige de vous faire ces lignes et de vous prier de les recevoir et traiter le plus favorablement qu'il se pourra; j'espère que comme il y va de la gloire de Dieu vous ne vous y épargnerez pas...» (134).

Sur le témoignage d'une lettre du Père Estienne on peut affirmer que la Meilleraye partageait les mêmes sentiments. Il ne manqua pas d'embarquer des Lazaristes sur la flottille qui partit de France en 1655; et chaque fois qu'une expédition était prévue, le Maréchal s'assurait du concours de Saint Vincent «pour envoyer (à Saint-Laurent) des prêtres et des frères». Il protesta, une fois, parce qu'un seul prêtre lui était fourni qui ne pourrait suffire «pour les douze [cent] mille âmes [qui] attendaient à Madagascar»; les exigences de la Meilleraye soulevèrent même un cas de conscience pour le Supérieur des Lazaristes. Comptant sur le départ de vaisseaux de la Compagnie, Monsieur Vincent avait promis des prêtres à M. Caset, son directeur. La Meilleraye en prit ombrage et Saint Vincent de s'excuser en écrivant : «...selon cela, Monseigneur, vous pouvez voir que nous n'hésitons point à prendre votre parti et à rompre avec ces Messieurs» (179). C'est à la suite de ces pourparlers que le Père Estienne, avec son personnel, prit place à bord de la «*Maréchale*» (1659-1660) puis du «*Saint-Charles*» (1663).

Les principes qu'exprimaient les «Seigneurs» responsables de la première Compagnie et même les formules qui les traduisent se retrouveront transposées dans les statuts de la Compagnie des Indes Orientales de 1664; ces principes étaient excellents, mais ils se heurtèrent, de la part des gens et des choses, à de telles difficultés de réalisation, que l'Évangélisation de Madagascar s'en trouva, durant de longues années, entravée.

La première erreur commise, si l'on voulait sincèrement la conversion de la Grande Ile à la Foi Catholique, fut d'y mettre des Protestants. Le premier contingent de colons envoyés par la Compagnie, en 1642, fut de religion réformée. Plusieurs d'entre eux revinrent au catholicisme; les missionnaires s'employaient à leur conversion et le Père se réjouissait parce que «trois jeunes hommes hérétiques» avaient fait «abjuration de l'hérésie» et qu'un autre était «mort dans le dessein et le désir

[de le faire]... la parole lui manqua lorsque nous allions commencer» ajoute-t-il, mais «il en reste encore deux...». Un nouveau groupe de huguenots débarqua du «*Grand-Armand*» en 1656. Malgré plusieurs conversions, une quinzaine de protestants gênaient encore, par leurs agissements, le Père Bourdaise.

Cette difficulté n'était malheureusement pas la seule à laquelle se heurtaient les missionnaires. Outre la fatigue du climat, les privations de tous genres qu'ils partageaient avec leurs compatriotes, des épreuves venaient s'ajouter du fait de la mauvaise volonté que témoignaient les employés de la Compagnie à leur égard.

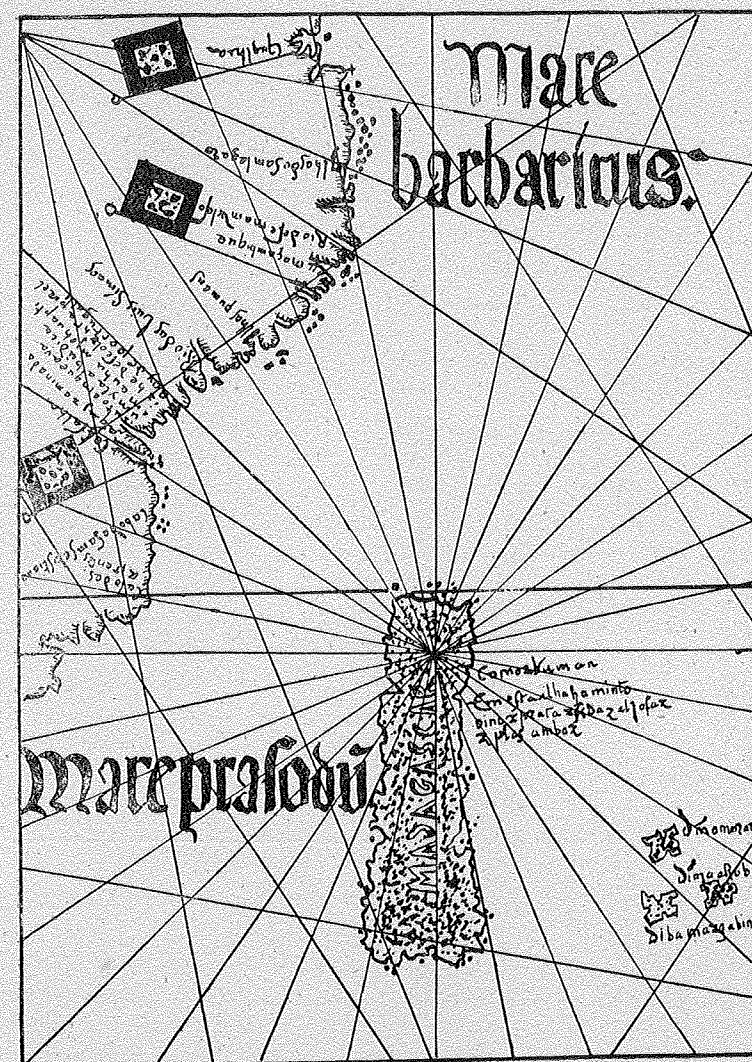
M. Vincent s'était engagé à fournir à ses prêtres ce qu'il fallait pour la célébration du culte et l'évangélisation des infidèles. Les «Seigneurs de la Compagnie» transporteraient gratuitement les ecclésiastiques et leur «donneraient les choses nécessaires non seulement ad victum, mais encore ad vestitum». Mais ces conventions n'étaient pas écrites. Comment les faire respecter par des gens qui ne pensent qu'à faire «un tintamarre d'ivrognerie et de chansons» et qui sont prêts à toujours susciter des «brouilleries» (180)? Flacourt lui-même, tout au moins au début de leur commun séjour, s'opposa au débonnaire Père Nacquard qui eut à souffrir de multiples tracasseries. On lui refusait le vêtement, les ouvriers n'étaient pas dispensés du travail du dimanche, à la table du gouverneur de la viande était servie «presque toujours et le carême aussi...» pourtant «pour se procurer du poisson» il ne fallait «qu'en faire pêcher». Et Flacourt prétendit même retarder la messe quand «il n'avait pas encore fait faire son poil le dimanche». Le dévouement infatigable du Lazariste, sa bienveillance eurent pourtant raison de l'hostilité administrative. Et lorsqu'il fut question pour lui de regagner la France, et que déjà son «paquet était au navire» les prières des Français et des Nègres lui mirent «les fers aux pieds» et il demeura. Les relations du prêtre et du gouverneur devinrent cordiales. Le 9 février 1650, le Père Nacquard écrivit aux Supérieurs de la Compagnie : «Vous ne pouviez pas choisir un si sage conducteur et gouverneur... un plus porté à maintenir vos intérêts... M. de Flacourt n'a rien négligé pour chercher l'utilité temporelle». De son côté, Flacourt, outre l'éloge funèbre qu'il décerna au Père Nacquard, le célébra dans la préface du «*Petit Catéchisme*». A cet ouvrage, paru sous le nom du gouverneur, le missionnaire n'était certainement pas étranger.

Le Père Nacquard, comme le Père Gondrée, mourut à la tâche. Leur dévouement valut, aux fils de M. Vincent, la confiance des gouverneurs successifs et ils demeureront à Madagascar aussi longtemps que la

Colonie subsist'era (1674). Eux, du moins, avaient rempli le rôle qu'on attendait d'eux, et répondu au but, hautement proclamé, de la Compagnie : répandre la Religion Catholique, Apostolique et Romaine. De plus, leur généreux sacrifice n'était pas inutile. Ces deux Lazaristes ouvraient le champ aux vingt-cinq de leurs confrères qui devaient immédiatement les suivre, et en particulier aux Pères Jourdié et Montmasson que l'on comptera parmi les premiers apôtres de Bourbon. Surtout ils préludaient aux travaux apostoliques des Lazaristes à Bourbon et à l'Île de France dont ils seront exclusivement chargés, durant tout le XVIII^e siècle. Et, juste retour des choses, les Prêtres de la Mission, disciples de Saint Vincent-de-Paul, sont revenus, depuis l'année 1896, à Fort-Dauphin, et ce sont eux qui, de nos jours encore, évangélisent tout le Sud de la Grande Ile.



* Médaille de Louis XIII : «ABSQUE TUIS STARET INANIS AQUIS».



CARTE DE CANTINO — 1502
(Bibliothèque d'Este, à Modène).



CHAPITRE TROISIÈME

LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES INDES ORIENTALES SA PREMIÈRE EXPÉDITION 1663-1666

PRELIMINAIRES



COMME nous l'avons dit, le «*Saint-Charles*» aborda au Port-Louis de Bretagne le 18 mai 1664, après cinq mois d'un heureux voyage où l'on n'avait perdu qu'un seul homme. Ce vaisseau apportait une pleine cargaison de denrées précieuses. Son capitaine, Kergadiou, à peine débarqué, fut convoqué d'urgence à Paris.

C'est qu'un grand projet avait été élaboré entre temps par Colbert et le Roi Louis XIV, et qu'on était en passe de le réaliser (181). Renseignés par divers Mémoires — notamment celui de «*plusieurs notables marchands de Tours, Nantes, la Rochelle et autres lieux*», celui de Jant, ancien envoyé de Mazarin à la Cour de Lisbonne, celui du Hollandais Hubert Hugo (182), ex-capitaine du corsaire l'«*Aigle-Noir*», dont nous avons mentionné le voyage à Madagascar — le Roi et surtout son ministre (183), voulaient fonder une Compagnie Française des Indes Orientales, à l'imitation de la Compagnie Hollandaise similaire.

* Tête de chapitre empruntée à la «*Relation de l'Établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes Orientales*» de Charpentier.
** Armes de Jean-Baptiste Colbert, baron de Seignelay.

PROPAGANDE

Dès le début de 1664, Colbert s'était mis en peine de recruter des adhérents, comme en fait foi une lettre au Ministre, de l'intendant de Rochefort, Colbert du Terron, en date du 12 février (184). Simultanément, il lançait comme propagandiste dans les ports de l'ouest, l'un de ses agents, Fermanel : celui-ci est à Rouen en mars; puis, en avril, à Dieppe; en mai, à Saint-Malo et Nantes, où il commence à distribuer l'opuscule intitulé «Discours d'un fidèle sujet du Roi, touchant l'établissement d'une compagnie française pour le commerce des Indes Orientales, adressé à tous les François». Ce discours, paru le 1er avril, sans nom d'auteur, était dû à la plume d'un Académicien, Charpentier, sollicité par Colbert de mettre son talent au service des intérêts commerciaux et coloniaux de la France (185). On y trouvait l'historique des diverses Compagnies étrangères, l'exposé de leur florissante carrière, l'éloge de Madagascar et de ses richesses, et le lecteur était habilement amené à conclure qu'il fallait de toute nécessité imiter au plus vite ces heureux précurseurs...

L'ambassadeur de France en Hollande, le Comte d'Estrade, fut lui-même mis à contribution pour cette campagne de propagande (186), mais il va de soi que l'effort principal porta sur les négociants parisiens.

ELABORATION DES STATUTS

LES 21, 24 et 25 mai 1664, les «Marchands Négotians» furent donc réunis, et de ces assemblées sortit un projet de statuts en quarante articles (187). Incontinent, neuf délégués (188) furent désignés et dépêchés à Fontainebleau : le 28, au soir, ils y étaient reçus par Colbert, puis le 29 par Louis XIV, qui se montra d'une parfaite cordialité : «pour leur témoigner combien il affectionnait cette affaire, leur dit-il, il allait faire examiner leurs Articles en son Conseil... et «ils sauraient sa volonté le jour même!». De fait, «l'après-dînée», ils revirent «Monsieur Colbert... qui était chargé de leur cahier, répondu de la propre main de Sa Majesté, article par article» (189). Le soir même, ils obtinrent du Roi une audience de remerciement, où le Prince les reçut, nous dit Charpentier, «avec cette douceur Auguste, et cette gravité charmante, qui le rendent Maître absolu des cœurs de tous ceux qui ont le bonheur de l'approcher», et «le lendemain ils partirent de Fontainebleau et arrivèrent à Paris le jour même» (30 mai) (190).

Le 5 juin, on réunit une Assemblée de trois cents membres pour les mettre au courant de la bienveillance royale : les signatures affluèrent et douze syndics, pris dans le corps des Marchands, furent élus (191). Ils dirigeaient la Compagnie en attendant l'élection des vingt-et-un Directeurs prévus par les «Articles».

Dès le lendemain 6 juin, les Syndics se mirent en devoir d'alerter «Maires et Eschevins des principales Villes du Royaume» qui devaient s'efforcer de convaincre «Marchands et Négocians de leurs quartiers». Cent dix-neuf Lettres de Cachet datées du 13 juin 1664, se dispersèrent bientôt «par toute la France», accompagnée chacune d'une copie des Articles, d'un exemplaire du «Discours d'un fidèle sujet du Roy» et d'une lettre des Syndics.

ACQUISITION D'UNE FLOTTE



Il s'agissait en premier lieu, d'acquérir une flotte. «En peu de temps, la Compagnie acheta trois vaisseaux du port de trois ou quatre cents tonneaux chacun, qui se trouvèrent à vendre en trois différentes villes de France : un à Saint-Malo, appelé *la Vierge de Bon Port*; un autre à la Rochelle, nommé le *Taureau*; le troisième au Havre-de-Grâce, nommé le *Saint-Paul* — c'était l'ancien *Aigle-Noir* de Fouquet — et cela sans compter une petite Galiote de soixante-dix à quatre-vingt tonneaux, nommée l'*Aigle-Blanc*, qui se trouva aussi à vendre à la Rochelle». «...La Frégate nommée le *Saint-Paul* devait estre l'Amiral de cette petite flotte.»

C'est alors que Kergadiou se rendit à Paris à la prière des Syndics, et leur donna tous renseignements utiles sur Madagascar et vraisemblablement sur Bourbon; sur leur demande, il accepta de passer au service de la nouvelle Compagnie et de prendre le commandement du *Taureau*, «qui devait estre le Vice-Amiral» (192).

RECRUTEMENT DU PERSONNEL

LORSQU'ON eut établi un Règlement intérieur fixant les attributions de chacun des Syndics, et l'ordre à suivre dans les séances, qu'on eut fait «faire des sceaux et des cachets» aux armes de la Compagnie (193), qu'on eut engagé les employés subalternes, on se mit en quête d'ouvriers... «pour faire passer dans l'Isle»; dans le but d'en recruter, des affiches furent apposées «dans toutes les

* Le port du Havre en 1588, d'après «Les premières œuvres de Jacques Devaulx» — Bibliothèque Nationale — mss. français.

rues de Paris» (194). Les conditions faites étaient si avantageuses qu'elles «attirèrent un si grand nombre d'Ouvriers et d'Artisans de toutes sortes, qu'ils (les syndics) n'eurent que la peine de choisir». «La Compagnie engagea aussi plusieurs Officiers, tant pour commander sur les Vaisseaux que pour commander les troupes dans l'Isle.»

CONSTITUTION DU CAPITAL

LES réponses des villes commencèrent d'affluer, enthousiastes d'après Charpentier. Cependant une grave question restait à régler : la Compagnie de Lorient avait des droits acquis et son Privilège n'était pas expiré; de son côté, le duc de Mazarin avait des prétentions sur l'Isle, comme héritier des droits de son père, le duc de la Meilleraye. Tous furent désintéressés, les premiers à raison de vingt mille livres, le second à raison de cent mille livres qu'il devait investir dans la nouvelle Compagnie (195).

Les engagements étaient reçus en «grand nombre», «de toutes sortes de personnes et pour toutes sortes de sommes»; «tellement que la Cour seule entre dans la Compagnie pour deux millions au moins... Les cours souveraines fournissent plus de douze cens mille livres (1.200.000); les Corps des Marchands ne font pas moins de six cens cinquante mille livres... les Officiers des Finances y entrent pour deux millions... Quant aux intéressez des Provinces... on sçait en général que la ville de Lyon prend intérêt dans la Compagnie pour un million. Rouen pour cinq cens cinquante mille livres. Bordeaux pour quatre cens mille livres.

Nantes, pour deux cens mille livres

S. Malo, pour cent mille livres

Rennes, pour cent mille livres

Thoulouze, pour six vingt mille livres (120.000)

Grenoble, pour cent treize mille livres

Dijon, pour cent mille livres.

Outre Moulins, Bourges, le Havre, Marseille, Dunkerque, Mets, Amiens, Langres, Chaalons, et plusieurs autres villes qui y entrent encore chacune pour de grosses parties, la plupart au-dessus de cinquante mille livres» (196).

Malheureusement ce n'étaient là que des engagements : ces sommes devaient être versées «en trois payemens : le premier dans la première année; le second dans la suivante; et le troisieme de mesme. Mais si quelqu'un manquait à acquitter le second ou le troisieme payement, après avoir fourni le premier, il perdrait ce qu'il y aurait mis, à moins qu'il ne vendist son intérêt à une autre personne qui continueroit les payemens» (197).

Le capital avait été fixé à la somme considérable de quinze millions de livres, mais l'argent ne rentrait que lentement dans la caisse, aussi

le Roi décida d'y envoyer la première somme considérable»; «au bruit des tambours et des trompettes» (198) nous dit Souchu de Rennefort, il fit un premier versement de 100.000 écus soit 300.000 livres sur les 3 millions qu'il s'était engagé à «avancer et prester pour dix ans sans intérêt...» (199).

APPROBATION ROYALE



A FONTAINEBLEAU, la Compagnie n'avait reçu qu'une autorisation provisoire. Une «Déclaration du Roy, portant établissement d'une Compagnie pour le Commerce des Indes Orientales» fut donnée «à Vincennes au mois d'Aoust, l'An de grâce mil six cens soixante quatre» «pour servir aux Lettres patentes», lesquelles furent «registrées par le Parlement le 1er septembre (200). Simultanément paraissait une autre «Déclaration du Roy, en faveur des Officiers de son Conseil, et de ses Cours Souveraines, intéressées es Compagnies des Indes Orientales et Occidentales, du 27 Aoust 1664», également enregistrée au Parlement le 1er septembre. Tous ces textes furent aussi enregistrés en la Chambre des Comptes le 11 septembre, et en la Cour des Aydes, le 22 du même mois (201).

Ces déclarations stipulaient que tout français, sans déroger, pouvait faire partie de la Compagnie (art. 1); les étrangers de même, et ceux qui paieraient vingt mille livres seraient «réputés Regnicoles, sans qu'il soit besoin de Lettres de Naturalité (art. 3); douze directeurs et quinze syndics, formeront la Chambre de direction générale (art. 9 - 10); les Directeurs seront élus pour les trois quarts parmi les marchands et négociants en exercice (art. 12), par les «actionnaires d'au moins six mille livres» (art. 13); l'Assemblée Générale se tiendra le 2 mai, chaque année (art. 18); la Compagnie aurait pour cinquante ans le Monopole de la Navigation et du commerce «depuis le Cap de Bonne-Espérance, jusque dans toutes les Indes et Mers Orientales, mesmes depuis le destroit de Magellan et le Maire, dans toutes les mers du Sud...» (art. 27); «Terres, Places et Isles qu'elle pourra conquérir» lui appartiendront «en toute propriété, Justice et Seigneuries» (art. 28), «ainsi que l'Isle de Madagascar ou de Saint-Laurent, avec les Isles circonvoisines» (art. 29) à charge pour elle d'y propager la Religion Catholique (art. 30); elle devra y établir la Justice, et les juges y suivront la coutume de Paris (art. 21 à 24); elle nommera un lieutenant général, «pour le commandement des armes» (art. 35) et enverra des Ambassadeurs «vers les Roys des Indes»

* Les armes du Roi de France et de Navarre d'après l'«Histoire des Indes Orientales» de Souchu de Rennefort.

(art. 36). La Compagnie pourra armer des vaisseaux, arborer le pavillon royal, établir des garnisons, fondre des « canons et autres Armes », nommer des officiers (art. 37); des privilèges sont accordés à tous les ressortissants de la Compagnie (art. 38); elle jouira du droit de prise (art. 39) et de diverses exemptions (art. 43). Le Roi promettait en outre de protéger la Compagnie, d'escorter ses vaisseaux, lui concédait des armes et un sceau, lui confirmait son prêt de trois millions pour dix ans sans intérêts, promettait une prime de cinquante livres par tonneau de marchandises exportées et soixante-quinze livres par tonneau importé.

Ainsi pourvue d'une existence légale, la Compagnie constitua au Havre-de-Grâce des stocks « de toutes sortes d'Ustensiles, Agrez et autres choses nécessaires pour les armements de ses vaisseaux » (202) et bien qu'elle « eust beaucoup de soins à prendre pour son premier armement, elle ne laissa pas encore de songer au bastiment et à l'achapt des vaisseaux qui devaient estre employez dans le second ». Elle mit au point ses différents Livres où « d'un coup d'œil, on apprend tout ce qui se peut désirer, touchant les Choses, et touchant les Personnes » (203).

L'ensemble des dispositions prises pour donner à la Compagnie son organisation constitue un véritable chef-d'œuvre de sagesse psychologique et de prudence commerciale. Quand on l'étudie en détail, on s'étonne qu'un si merveilleux mécanisme n'ait pas produit tous les fruits, peut-être un peu spectaculaires, qu'on en escomptait. A leur défaut, il faut lui attribuer un résultat qui n'est pas mince : le rayonnement français dans l'Océan Indien (204) et l'acquisition de quelques points stratégiques qui devaient servir à l'expansion coloniale française future.

LE PREMIER ARMEMENT

IL fut résolu, tout d'abord, que le départ s'effectuerait de Brest, et que « le Capitaine de chaque vaisseau aurait tout pouvoir dans son bord, tant sur les gens de l'Equipage, que sur tous les Passagers, de quelque condition qu'ils fussent et quelque employ qu'ils pussent avoir de la Compagnie ». C'était afin d'éviter les inconvénients qu'avait connus Kergadiou dans son précédent voyage sur le « *Saint-Charles* ».

En outre, on engagea six prêtres de la Mission en plus des Aumôniers du bord; « la Compagnie arresta aussi trois Apoticaire et huit Chirurgiens, outre ceux qui sont d'ordinaire pour le service des Vaisseaux, afin de laisser ceux-là dans l'Isle pour y demeurer »; de plus, environ deux cents artisans de tout métier furent retenus (205).

On acheta également « toutes choses nécessaires pour la commodité de la colonie » : ustensiles, outils, vaisselle, batteries de cuisine, linges, étoffes, armes, drogues et médicaments, victuailles. « La Compagnie dé-

puta le sieur Cadeau, l'un des Syndics, pour se rendre à Brest, afin de faire en sa présence les répartimens dans les Vaisseaux tant des Hommes, que des Marchandises et Victuailles » (206).

Pour commander dans l'Ile on nomma un « Conseil particulier » dont la présidence fut confiée au sieur de Beausse (207); « on lui donna pour assesseurs six personnes, à sçavoir : celui qui doit commander les Armes », le sieur Champmargou (208) toujours à Madagascar; « le sieur de Montaubon, conseiller au Siège Présidial d'Angers » (209) qui exercerait aussi la charge de Juge Civil et criminel (210); et quatre marchands : Houdry, Chérut, Baudry et Rousselet, chacun ayant des attributions particulières.

Les autres officiers furent nommés par la Compagnie, mais on prit la précaution d'enfermer toutes ces nominations dans des boîtes en fer blanc, scellées, qui ne devaient être ouvertes qu'après le passage du Cap de Bonne Espérance; cela, afin d'éviter sur les vaisseaux toutes discussions de préséances, rivalités et jalousies.

Des « Statuts, Ordonnances et Règlements » furent aussi rédigés en treize articles, en date du 26 octobre 1664 pour servir de Loi dans « l'Isle de Madagascar et Isles adjacentes, et dans tous les autres lieux concédés par Sa Majesté » (211) à la Compagnie.

SOUÇIS D'ORDRE RELIGIEUX ET HUMANITAIRE



IL nous paraît nécessaire d'indiquer ici que les soucis des organisateurs de la Compagnie n'étaient pas seulement d'ordre commercial.

Une lettre de Colbert du 20 novembre 1664 nous apprend que « le principal dessein d'un si grand établissement » était « de porter la lumière de l'Evangile en ces pays éloignés » (212) et Charpentier ne craint pas de terminer son « Epistre au Roy » par cette phrase : « Fasse le Ciel, Sire, que Votre Majesté qui s'est principalement proposée dans cette rencontre, la gloire du Nom de Dieu, et la conversion des Barbares, voye bien tost l'accomplissement de ces Saintes Pensées, et qu'en adjoustant à sa Couronne de vastes Provinces et plusieurs différentes Nations, elle

* « *Navigatio instaurata* », médaille commémorative de la résurrection de la Marine, 1665.

donne en mesme temps de nouveaux enfans à l'Eglise, et de nouveaux Domestiques à la Foy» (213).

Ces pieux desseins se traduisirent par l'envoi de prêtres missionnaires et par des dispositions législatives. Comme nous l'avons déjà dit, la Compagnie «engagea six Prestres de la Mission, et on résolut d'en mettre deux sur chaque Vaisseau, avec un Frère servant. Ce fut encore un des principaux soucis de la Compagnie que les exercices de Piété durant le Voyage; et elle recommanda aux Capitaines des Vaisseaux, que les prières fussent faites publiquement tous les jours dans chaque Navire; que la Sainte Messe y fust célébrée le plus souvent possible; que les Juremens et blasphèmes en fussent bannis par de sévères punitions; que l'on portast du respect à tous les Ecclésiastiques, et qu'on ne les laissast manquer de rien» (214).

A ces missionnaires du premier départ on fournit tout ce dont ils avaient besoin pour leur ministère : «plusieurs ornemens d'Eglise, Chasubles, Croix, Calices, Ciboires, Encensoirs, Nappes d'Autel, Tabernacles, Tableaux, et de plus toutes sortes de meubles nécessaires pour l'usage des Prestres» (215).

La Compagnie s'engageait aussi à faire «passer à tous les armeniens des Missionnaires et Ecclésiastiques et des Frères de la Charité» (216).

Aux membres du Conseil, la Compagnie recommanda «d'avoir un soin particulier des Missionnaires qui vont dans l'Isle, voulant qu'ils fussent logez le plus commodément qu'il serait possible, qu'on leur donnast tout ce qui leur serait nécessaire pour leurs personnes, et pour la décoration de l'Eglise; en sorte qu'ils n'eussent qu'à penser à la Gloire et au Service de Dieu, à maintenir les François dans l'observance de ses Saints Commandemens et à procurer la conversion des Habitans de l'Isle...» (217).

L'article XXX de la «Déclaration du Roy» du mois d'août 1664 fait obligation à la Compagnie «d'établir des Ecclésiastiques esdites Isles de Madagascar et autres lieux qu'elle aura conquis, en tel nombre et de telle qualité qu'elle trouvera à propos, pour instruire les peuples en la Religion Catholique, Apostolique et Romaine; bastir des Eglises pour y habiter lesdits Ecclésiastiques, avec la qualité de Curez, ou autres Dignitez, pour faire le Service divin, et administrer les Sacremens, et pour cet effet, de prendre les Institutions nécessaires; et seront à la nomination de ladite Compagnie, lesdits Curez et autres Dignitez, lesquels elle entretiendra honnestement et décentement en attendant qu'elle puisse leur destiner des revenus pour les faire subsister» (218).

Une autre Déclaration du Roy du 1er Juillet 1665, établira plus tard que, «pour l'entretien (des Curez des Paroisses) et des Prélats et Ecclé-

siastiques de ladite Isle», les Directeurs de la Compagnie «chargeront lesdites terres de la redevance du centième de tous les fruits qui se percevront et qui seront sujet à dixième...» (219).

Les «Statuts, Ordonnances et Réglemens» se faisaient l'écho des mêmes préoccupations :

I

«Que le Saint Nom de Dieu soit honoré de tous les habitans, tant soldats qu'autres, le Culte divin exercé avec tout Respect et Humilité, et l'Honneur rendu aux Prestres, Ecclésiastiques et supérieurs, à chacun selon sa vacation et institution.»

II

«Celuy qui jurera et blasphèmera le Saint Nom de Dieu, sera puni pour la première fois par répréhension et avertissement public, et s'il récidive sera mis au Carcan six heures durant, et s'il continue, sera puni plus rigoureusement et exemplairement, après avoir esté jugé par le Conseil suivant la rigueur des Ordonnances du Royaume de France.»

D'ailleurs, il est prévu que l'appartenance à la religion catholique ouvrira aux Indigènes la porte du privilège de la nationalité française. «Que ceux qui naistront... des habitans desdits pays, dit l'article XXXVIII, convertis à la Foy Catholique, Apostolique et Romaine, soient censez et réputez Régnicolles et naturels François... sans estre obligez d'obtenir aucunes Lettres de Naturalité.»

Cependant les femmes indigènes ne seront admises à épouser des français que si elles sont converties à la Religion Chrétienne : «Nul François ne se pourra marier à une Originaire de l'Isle, disent les «Statuts, Ordonnances et Réglemens», si auparavant elle n'est instruite de la Religion Chrestienne, Catholique, Apostolique et Romaine, et qu'elle n'ait reçu le S. Sacrement du Baptême, et la Sainte Communion...» (art. IV) (220).

Une fois remplie cette obligation préliminaire, le même texte établit que les femmes indigènes auront les mêmes droits matrimoniaux que les françaises. «Un François estant marié à une Fille ou Femme Originaire de l'Isle, ne pourra quitter ou délaisser sa Femme, sous quelque prétexte que ce soit, sinon aux cas de Séparation qui se pratiquent dans le Royaume de France, et la Séparation ayant esté jugée, le Mari pourra laisser sa Femme, sans que pendant sa vie il puisse convoler à de secondes Noces.»

Ce souci d'égalité entre Français et Malgaches se retrouve fréquemment dans les textes et c'est tout à l'honneur des institutions d'ancien régime. Les Instructions données par la Compagnie aux membres de son Conseil disent formellement que «la Justice sera rendue aux Habitans

Naturels du Pays, ainsi qu'aux François mesmes, sans aucune distinction» (221). Les «Statuts, Ordonnances et Réglemens» entrent dans le détail :

«Celuy qui prendra par force une Femme ou une Fille, sera puny selon la rigueur des Ordonnances» (art. III).

Défense «de faire aucun tort aux Indigènes, de prendre ou emporter aucune chose leur appartenant» (art. VII).

Défense de «commettre aucun Meurtre ou Assassinat, soit en la personne d'un François, soit en celle d'un Originaire du pays...» (art. IX). Défense «de faire aucuns Partis séparez, ni de s'attrouper pour aller à la guerre contre les Originaires du pays, ni d'exiger d'eux aucune chose sous prétexte d'assistance ou autrement...» (art. XI) (222).

Les Instructions de la Compagnie imposaient aussi aux membres du Conseil «d'empescher autant qu'il leur serait possible, la Superstition des Naturels de l'Isle qui laissent mourir leurs Enfants sans nourriture, quand ils naissent à certains... jours malheureux... dont le nombre... excède la moitié de l'année» (223).

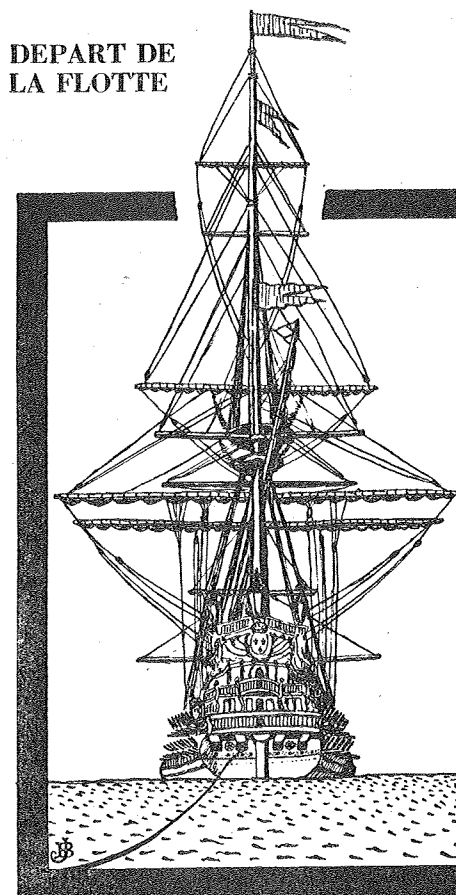
Quant à la question de l'Esclavage, elle est réglée de façon radicale dès l'année 1664, et l'on n'eût dû jamais en entendre parler dans les possessions françaises de l'Océan Indien si l'on eût observé les ordres reçus à l'origine :

«Il est expressément défendu, stipule le paragraphe XII des «Statuts, Ordonnances et Réglemens», de vendre aucuns Habitans Originaires du pays comme Esclaves, ni d'en faire trafic, SUR PEINE DE LA VIE; et il est enjoint à tous les François qui les loueront ou retiendront à leur service de les traiter humainement, sans les molester ni les outrager, à peine de punition corporelle s'il y eschet» (224).

Les vues colonisatrices de la Compagnie sont bien résumées par cette phrase de Charpentier : «Comme la Compagnie a résolu de faire un grand établissement dans l'Isle de Madagascar, elle s'est proposée (sic) en mesme temps de l'y faire subsister non par la Force ouverte, ni par la Crainte; mais par le bon ordre et par l'Affection des Originaires qu'elle prétend gagner, en les traitant avec Humanité et avec Tendresse; en leur rendant la Justice sans acception de personne; en leur enseignant les beaux Arts; en leur apprenant à cultiver leur Terre qui est si féconde, et à jouir des commoditez que la Nature leur offre et dont leur Ignorance les prive; enfin, en les faisant instruire de la Religion Chrestienne qui est le plus grand bien qu'ils puissent recevoir» (225).

Quel dommage qu'un si beau programme ait été si médiocrement réalisé!

DEPART DE LA FLOTTE



LES quatre vaisseaux qui devaient participer à la première expédition rallièrent Brest au début de 1665, venant de Saint-Malo, la Rochelle et le Havre. Gênée par le mauvais temps, la flotte ne fut au complet qu'en février. Depuis plusieurs mois déjà, les engagés de la Compagnie menaient à Brest une vie exempte de monotonie. Quand il fallut s'embarquer, beaucoup se refusèrent et leur nombre se trouva réduit du tiers, «la crainte du péril que l'agitation continuelle de la Mer avait inspirée à quelques uns, et l'habitude qu'ils s'étoient faite du plaisir et d'oisiveté pendant quatre mois de séjour à Brest, fut cause de cette diminution» (226). Cadeau, le syndic de la Compagnie, répartit au mieux les deux cent quatre vingt huit passagers restant, ainsi que les

marchandises amassées à Brest. Le 6 mars 1665, les quatre vaisseaux sortirent du port et le 7, au signal de l'Amiral, ils levèrent l'ancre et quittèrent la rade, après les coups de canon d'adieu.

Le «Saint-Paul» (ex «Aigle-Noir»), vaisseau amiral, frégate de 250 tonneaux, 32 pièces de canon, 80 matelots, était commandé par Véron d'Oléron (227) et avait à son bord Messieurs Pierre de Beausse, Président du Conseil provisoire de Madagascar; Souchu de Rennefort (228), Secrétaire du Conseil; Cuveron, missionnaire de Saint-Lazare; Budée, lieutenant; Rousselet, père et fils, marchand et sous-marchand; des commis, soldats et ouvriers, au total quatre-vingt-trois passagers.

Le «Taureau», vice-amiral, flûte de 250 tonneaux, 22 canons, 64 hommes d'équipage, sous la conduite de Kergadiou (229), emmenait quatre-vingt-quinze passagers, parmi lesquels M. de Montaubon (230),

* Poupe d'un vaisseau de ligne de l'époque de Louis XIV, d'après un atlas de Colbert — Bibliothèque du Service Hydrographique — Paris.

lieutenant civil de Madagascar, et ses deux jeunes fils; Montmasson et Boussardet (231), missionnaires; Houdry, marchand et Marchais, sous-marchand.

La «*Vierge-de-Bon-Port*» vaisseau (232) de 300 tonneaux, 20 canons, 60 marinière, commandée par Truchot de la Chesnaye (233), portait quatre-vingt-dix passagers, entre autres les marchands Chérui et Baudry.

L'«*Aigle-Blanc*» était une galiote (234) de 120 tonneaux (235), 8 canons et 26 hommes d'équipage, commandée par Girardin (236). Au nombre de ses vingt passagers, elle comptait MM. Bourrot, missionnaire; François Martin, sous-marchand, et Blanchard, garde-magasin.

L'expédition comprenait, en outre, plusieurs frères dont : MM. Pierre Pomadé, Lohyer et Parisot.

Le voyage de la flotte dura quatre mois; il faut signaler, au Cap Vert, l'accident d'une chaloupe renversée où périrent douze Français dont deux prêtres (237); sur l'«*Aigle Blanc*» après Rusfrique, un commencement de bataille rangée entre l'équipage huguenot et des passagers catholiques (238); le 3 juin, à hauteur du Cap de Bonne-Espérance, on ouvrit les boîtes scellées qui contenaient les Ordres du Roi et de la Compagnie (239); ce devait être le début des discordes.

A partir du 11 juin, le vaisseau Amiral fit route à part et se dirigea tout droit sur Madagascar, laissant le reste de la flotte cingler vers l'île Bourbon. «De Beausse, nous explique Souchu de Rennefort, fâché de voir les Marchands, nommés pour Conseillers, qui faisaient déjà leur cabale, forma le dessein de quitter les autres vaisseaux : comme il était dans le meilleur des quatre, il s'imagina d'arriver le premier à Madagascar, et afin de n'être pas prévenu, il résolut de ne point reconnaître l'île de Mascareigne qu'on avait reçu ordre d'aborder auparavant.» Pour décider le Capitaine Véron à changer de route, le médecin, complaisant, certifia «que le Président avait besoin de quitter promptement la mer pour recouvrer la santé» (240).

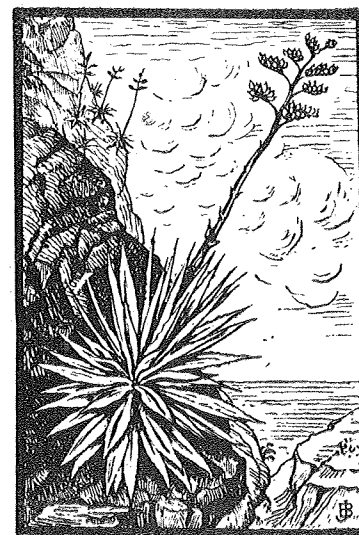
DE BEAUSSE AU FORT DAUPHIN

LE 10 juillet, le «*Saint-Paul*» arrivait au Fort-Dauphin. De Beausse y apprit le massacre du Père Estienne, et fit savoir la mort du Maréchal de la Meilleraye; le 13, un service eut lieu pour le repos de son âme, et M. Flachier prononça l'oraison funèbre de l'illustre défunt devant tous les Français rassemblés. Le lendemain 14, Champmargou remit le Fort-Dauphin à de Beausse, et reçut en retour, le 17, la commission de Commandant militaire, sous les ordres du Président. L'établissement de Madagascar comptait alors environ cent Français sur les cent-soixante-dix qu'y avait laissés Kergadiou «sçavoir : deux à Galemboulle, huit à Manambarre, deux dans la petite île de Sainte-Marie le reste au Fort-Dauphin» (231), soit quatre-vingt-huit personnes (242).

Voici la description détaillée que donne Souchu de Rennefort de ce qu'était le Fort-Dauphin en ce temps-là :

«Dans ce fort, estoit une Chapelle élevée de planches, laquelle pouvoit contenir quatre cens personnes, et servie par M. Flachier, pour lors, seul prêtre, le sieur Manié, Missionnaire de la Maison de Saint-Lazare de Paris estant depuis quelques mois passé aux Matatanes à cinquante lieues plus au Nord, pour y prescher la Foy (243); la Maison du Gouvernement, que les Nègres appellent «Donac», ce qui veut dire Palais, comme les Maisons de leurs Grands, estoit aussi de planches. Il y avoit un Magazin et une cuisine construits des plus gros morceaux de pierre qu'on avoit pû ramasser; autour, des roches; un Corps de garde, et douze Cases de pieux et de jongs; tous ces bâtiments estoient couverts de feuilles. Le Gouverneur avoit élevé les fondemens d'une maison qui devoit estre de pierres de taille : il y avoit dans son jardin qui estoit à la principale porte du Fort, des melons d'eau, d'autres melons, des concombres, de la chicorée, des laituees, des choux et des poix; de l'autre côté, cinquante cases avec leurs jardins, et, au milieu, la maison des Missionnaires, une Chapelle, et un Séminaire de jeunes Nègres pris à la guerre et de ceux que les Parens avoient bien voulu donner pour estre instruits» (244).

RELACHE A BOURBON



quantité de cochons et de cabris».

* Aloès : *Agave americana* (Lin.), d'après Apassamy Francine — Album IV Roussin.

Cette plante s'appelle vulgairement «choca» à la Réunion. Le mât de choca, qui peut atteindre 6 à 8 mètres, sert à construire les «cases».

TANDIS que le «*Saint-Paul*» abordait au Fort-Dauphin, le reste de la Flotte arrivait à Bourbon; le 10 juillet le «*Taureau*» est à Saint-Paul, où «la *Vierge-de-Bon-Port*» accoste à son tour le 16; le 20 l'«*Aigle-Blanc*» touchait l'île à la Rivière Saint-Gilles et gagnait Saint-Paul le 23 juillet 1665 (245).

Les arrivants y trouvèrent Payen et son compagnon installés à proximité de la Caverne de St-Paul, «Leur case estoit bastie proche la chute d'une Fontaine qui tombait en nappe d'eau du milieu d'un grand rocher, entourée de tabac, de racines et d'herbes potagères, dont ils avaient porté des graines. Ils tenaient dans un enclos

Un an plus tôt, un grand navire anglais le «*Charles*» commandé par Jacques Barquer avait fait escale à Bourbon pour y renouveler sa provision d'eau. Payen et son compagnon avaient troqué des animaux contre «de l'huile, de l'eau-de-vie, du vinaigre, des poix et des habits, dont ils avaient besoin» (246).

Quant aux Malgaches qu'ils avaient amenés avec eux en 1663, François Martin nous apprend qu'ils avaient fui à la Montagne après avoir manqué une conjuration qu'ils avaient faite d'assassiner les deux Français. Le sujet de leur conjuration était pour avoir à leur dévotion des négresses que les deux Français avaient amenées avec eux du Fort-Dauphin, dont une était très bien faite; car il faut aux noirs des femmes. On leur envoya six soldats sous un officier pour tâcher à les rencontrer, qui perdirent leur temps et retournèrent à l'Ance Saint-Paul après avoir ruiné des plantages qu'ils avaient trouvé que les Nègres avaient fait. Les Noirs revinrent depuis, sur la parole qu'on leur donna qu'ils ne seraient pas punis» (247). Ils devaient constituer les premières familles noires de Bourbon.

François Martin décrit combien l'île était giboyeuse. Lorsqu'avec quelques compagnons il débarqua à Saint-Gilles «plusieurs cochons et cabris, dit-il, se présentèrent devant nous; nous en tuâmes au tant que nous voulûmes. Diverses sortes d'oiseaux s'approchèrent de nous, mais si familiers que quelques-uns venaient même se poser sur nos épaules. Le bas de la Rivière était couvert d'oies et de poules d'eau, et le fond rempli de poissons. Nous eûmes abondamment de tout et à notre choix, puisqu'une houssine (baguette) suffisait pour abattre les perroquets et autres oiseaux; que l'on pouvait arrêter les cochons et cabris à la course, et que les oies et les poules d'eau se laissaient aborder presque à les prendre à la main» (248).

Il faut remarquer que ce récit n'a rien de légendaire et qu'il fut écrit par un témoin particulièrement sérieux, le futur fondateur de Pondichéry. La description de Souchu de Rennefort n'est pas moins enthousiaste (249).

Les malades qui se trouvaient à bord des trois navires, descendus à terre, «guérissent en peu de temps par la bonté de son air et l'excellence de ses rafraîchissements» (250).

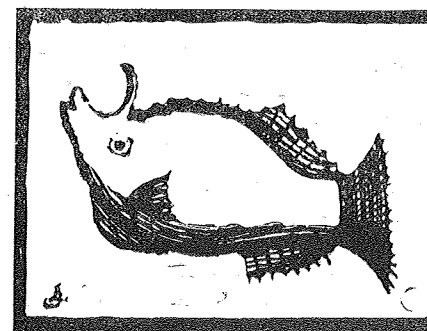
Tout comme leurs compagnons de bord, les missionnaires, fatigués d'un voyage de quatre mois sur mer, reprirent avec un certain plaisir contact avec la terre ferme; c'était les Pères Montmasson et Bourrot. Nous ignorons s'il y avait en outre des aumôniers de marine (251). Assurément, pendant ce mois d'escale, l'un ou l'autre a bien dû dire la messe sur le sol de Bourbon, ne serait-ce que pour la consolation des malades et convalescents.

C'est en vain que l'on attendit le «*Saint-Paul*» et M. de Beausse. «Les marchands, ne voyant point arriver l'Amiral, se doutèrent du dessein du Président, et craignant qu'il ne voulût les priver de l'entrée du Conseil, ils firent ligue avec le sieur de Montaubon, jurèrent de s'entretenir dans la part qu'ils prétendaient au Gouvernement, et promirent faveur aux Officiers de milice» (252).

Au début d'août, la flotte reprit la mer; d'abord l'«*Aigle-Blanc*» à destination de Galemboile; puis quelques jours plus tard le «*Taureau*» et la «*Vierge-de-Bon-Port*» sur le Fort-Dauphin (23). Restaient dans l'île «dix-huit ou vingt personnes de divers emplois» sous les ordres du parisien Etienne Regnault, commis de la Compagnie, nommé par le Conseil «Commandant» de Bourbon, ainsi que «le sieur Baudry» «presque à l'extrémité», «un des membres du Conseil qui était malade depuis longtemps» (254).

Quant à Louis Payen et son compagnon anonyme, «à l'abord des Français, cédant aux Ordres du Roy la souveraineté du pays, ils ne perdirent point ce qu'ils avaient économisé et vendirent assez bien leurs soins. Après quoi, le premier résolut de repasser en France, et l'autre s'engagea au service de la Compagnie». Effectivement, un acte de donation nous signale que «Louis Payen, sieur de Champagne», est au Fort-Dauphin «le seizième jour de février mil six cent soixante six». Quelques jours plus tard, le 20 février, il s'y embarqua sur la «*Vierge-de-bon-Port*» à destination de la France. Dans la Manche, ce navire fut coulé. Payen, «pris par les Anglais, perdit tout ce qu'il emportait. Après être sorti de prison, il s'est fait hermite en son pays», à Vitry-le-François. De son compagnon on ne sait encore rien, sinon qu'il «s'engagea depuis à la Compagnie». Est-il alors resté à Bourbon? ou bien est-il passé à Madagascar ou aux Indes? Mystère! (255).

RIVALITÉS ET DÉBOIRES A MADAGASCAR



LE 20 août 1665, le «*Taureau*» et la «*Vierge-de-Bon-Port*», entraînés par le vent et les courants s'en allaient aborder à l'Anse aux Gallions avant de gagner le Fort-Dauphin. Les sieurs Montaubon, Houdry, Chérut, trouvèrent une situation bien confuse. A peine installé, de Beausse qui voulait pratiquer le pouvoir personnel, s'était brouillé avec

* Poisson vu par Flacourt et qu'il appelle «*Bourse*».

le commandant Champmargou et avec Rennefort le Secrétaire Général du Conseil; ceux-ci, pour sauvegarder, à les en croire, les intérêts de la Compagnie, s'étaient ligués avec Véron, capitaine du «*Saint-Paul*» avec qui le Président n'avait jamais pu s'entendre. Se voyant seul contre trois, de Beausse avait alors tout mis en œuvre pour gagner le Commandant de l'Île et il y était parvenu en partageant avec lui le pouvoir; Rennefort, mis en position délicate, ne dut qu'à l'amitié de Véron et de la Case de n'être pas évincé définitivement. Les nouveaux arrivés du 20 août, entourés de prévenances par le Président, entrèrent dans son jeu, et pratiquement, supprimèrent le Conseil, d'autant plus aisément que de Beausse, chez qui on devait se réunir, était sans cesse indisposé. Rennefort prétend qu'en tout et pour tout, on ne lui donna à signer que les ordres de départ du «*Saint-Paul*».

De Beausse ne tarda pas à succomber au Fort-Dauphin, le 14 décembre 1665 (256), assisté de Monsieur Flachier; il laissait la présidence au sieur de Montaubon, malgré les prétentions de Souchu de Rennefort. Celui-ci, mécontent, résolut de rentrer en France et s'embarqua sur la «*Vierge-de-Bon-Port*», le 20 février suivant. Dans l'intervalle, Kergadiou, capitaine du «*Taureau*», venait expirer le 2 février au Fort-Dauphin au retour d'un voyage à Mascareigne et à Sainte-Marie; et, le 12 février, le «*Saint-Louis*», houcre de 120 tonneaux, parti du Havre le 24 juillet 1665, en compagnie du houcre «*Saint-Jacques*» qu'il laissa au Brésil, arrivait au Fort-Dauphin, après avoir touché Bourbon aux premiers jours de janvier 1666 : il annonçait l'arrivée prochaine du second armement de la Compagnie. Malheureusement cette flotte devait tellement s'attarder en cours de route que le Président de Montaubon eut le temps de mourir à son tour en septembre 1666 avant qu'on ne l'ait vue au Fort-Dauphin.

MOUVEMENT DES VAISSEAUX

De leur côté, les vaisseaux de la première flotte semblaient jouer de malheur.

De la «*Vierge-de-Bon-Port*», on ne sait rien de son séjour dans les eaux malgaches (217); elle repartit du Fort-Dauphin le 20 février 1666 sous la conduite de la Chesnaye; elle ramenait en France : Souchu de Rennefort, Payen, et le cœur du Président de Beausse (258). Dans la Manche, surpris par une frégate anglaise, ce «*Navire chargé de six-vingts hommes vivans, blessez et mourans, de cuirs, de tabac, de bois d'Ebène, avec du Benjoin, de l'or, de l'ambre gris, du poivre et de l'aloès, disparut de mats, de voiles et de cordages, en un clin d'œil*» (259), le 9 juillet 1666. Ce fut «*un véritable malheur, parce que toute la charge de ce*

navire n'était qu'une montre et un échantillon de toutes les marchandises et les richesses qu'on peut apporter de l'Île Dauphine» (260).

Nous avons laissé l'«*Aigle-Blanc*» au moment où il quittait Bourbon pour Galemboulle au début d'août 1665. Il y arrive le 12 (261) et fait la navette : Sainte-Marie, Galemboulle (262), Sainte-Marie. Ayant pris la mer pour porter sa cargaison de riz au Fort-Dauphin, il est rejeté à Sainte-Marie par le mauvais temps et y trouve le «*Saint-Paul*». L'«*Aigle-Blanc*» réussit enfin à gagner le large et accoste au Fort-Dauphin le 3 novembre. On le retrouve au début de 1666 à Sainte Marie et à Galemboulle, toujours pour y faire la traite du riz. Il dut continuer pendant toute l'année ce rôle de caboteur ravitailleur. Souchu de Rennefort nous apprend, qu'en mars 1667, il se trouvait au Fort-Dauphin «*sans officiers et sans agrez*» (263) avant d'aller périr ensablé à Galemboulle (264).

L'odyssée du «*Taureau*» fut non moins agitée et tragique. Arrivé au Fort-Dauphin, comme nous l'avons dit, le 20 août, il en repart le 23 octobre, à la recherche de l'«*Aigle-Blanc*», mais il passe à Mascareigne «*pour sçavoir s'il n'avoit paru aucun Navire, ayant été assuré en France que tous les Officiers des Bâtimens de la Compagnie seroient chargez de reconnaître cette Isle*» (265). Il reste à Bourbon du 1er au 5 novembre; le 14, il est à Sainte-Marie, en compagnie du «*Saint-Paul*» et le retrouve à Antongil en décembre. Revenu à Sainte-Marie en janvier 1666, il y rencontre l'«*Aigle-Blanc*» (266). Le 23 janvier, il quitte Sainte-Marie pour Galemboulle où son capitaine Kergadiou se trouve indisposé. Il fait mettre à la voile le 25 janvier pour arriver au Fort-Dauphin le 1er février. A peine débarqué, le Capitaine est porté chez les Missionnaires, où il expire le 2 février 1666 (267).

Une seconde fois le «*Taureau*» revint toucher Bourbon, vraisemblablement en mai 1666, ayant à son bord, Carpeau du Saussay (268), le Père Cuveron, et Champmargou qui allait au devant de la seconde flotte, dont il savait l'arrivée prochaine, par le «*Saint-Louis*» venu en éclaireur. Après une vaine attente de plus de quinze jours, le «*Taureau*» repartit sur Galemboulle où il ancre dix jours plus tard. En juin, il aborde successivement à Sainte-Marie, puis à Antongil, pour enfin aller se perdre «*dans le Nord*», probablement à Vohémar, le 11 juillet 1666 (269). Les rescapés regagnèrent Antongil, puis Sainte-Marie, après maintes aventures. Ils y furent recueillis par le «*Saint-Louis*» (270).

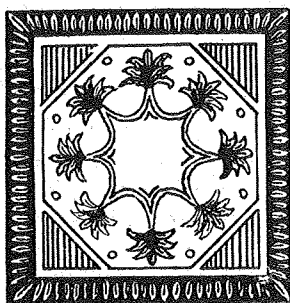
Le «*Saint-Paul*» reçut son ordre de route le 10 septembre 1665. Parti du Fort-Dauphin, il arriva sans encombres à Sainte-Marie où il se trouvait encore en fin octobre, avec l'«*Aigle-Blanc*» et le 14 novembre avec le «*Taureau*». En décembre (?) le «*Saint-Paul*» passe à Antongil où de

nouveau il rencontre le «*Taureau*»; la discorde régnait à bord du «*Saint-Paul*» entre le capitaine Véron et le marchand Houdry.

En 1666, l'état-major du navire essaie de mettre enfin à exécution les ordres qu'Houdry, embarqué avec vingt commis, avait reçus de «Messieurs de la Compagnie». Il s'agissait de «reconnaître les lieux où il seroit le plus à propos d'établir des Comptoirs et des correspondances». Il était «chargé d'aller en l'Isle de Sacator, dans la Mer Rouge, et, tant qu'il seroit possible, prendre information sure de la Côte d'Asie jusques au sein (golfe) Persique...» (271).

Par Sainte-Marie, où il rencontra le «*Taureau*», il atteignit le second degré de la Ligne, puis par les «Isles de Saint Francisque» et Antongil il revint au Fort-Dauphin (272), empêché d'accomplir totalement sa mission par des disputes intestines, des avaries et la mauvaise saison (273). Véron, dégoûté, abandonna son bâtiment à Cornuel.

LA COLONIE NAISSANTE DE BOURBON



Au début d'août 1665, l'«*Aigle-Blanc*» puis le «*Taureau*» et la «*Vierge-de-Bon-Port*», en quittant l'Isle de Mascareigne y laissaient une vingtaine d'hommes sous l'autorité d'un Commandant.

Celui qui fut choisi pour ce poste était un parisien, le commis Etienne Regnault (274). Il avait été employé dans les Bureaux de Colbert et l'on trouve son écriture dans les premiers papiers de la Compagnie (275). Il paraît avoir été très avisé et énergique. «Durant son séjour à Brest, avant de s'embarquer, le brave Regnault à qui la Compagnie avait laissé entrevoir ses projets (de le nommer commandant de Bourbon) s'était occupé, auprès de ses amis, de réunir des «plantages» afin d'en doter la colonie, aussitôt son arrivée à Bourbon» (276). On lui prête d'avoir planté «la vigne sur les plateaux du Bernica» (277).

En tant que commandant il devait organiser le travail. D'après J. Hermann il se serait installé avec ses hommes à Saint-Paul «contre la Montagne, et derrière l'Etang, aux abords de la Fontaine Salée» (278) au lieu dit «Vieux Saint-Paul» (279), près de Savanna (280). Ces hommes étaient des «ouvriers» ou «personnes de divers emplois».

* Lettrine extraite de l'«*Histoire des Indes Orientales*» de Souchu de Rennefort.

Thomas, dans sa «Statistique» (281) prétend que : «Leurs noms se retrouvent en bas d'une réclamation qu'ils adressaient deux mois après leur arrivée à la Compagnie». Cette pièce a disparu, et avec elle, les noms des vingt colons, ainsi que l'objet de leurs griefs. Cette réclamation dut être confiée au capitaine du «*Taureau*», Kergadiou, lors de sa visite à l'Isle du 1er au 5 novembre 1665. «Il trouva Regnault qui se plaignit de manquer de tout» (282). Plus tard, dans son mémoire, il redira qu'on lui avait donné pour l'aider «peu de gens sans métier» et qu'ils manquaient d'ailleurs «de tous outils et choses nécessaires».

Le «*Taureau*» reprit le large à la recherche de l'«*Aigle-Blanc*», après un court séjour dans l'Isle. Deux mois plus tard, au début de janvier 1666, le houcra «*Saint-Louis*» abordait à son tour à Saint-Paul, venant de France. Son capitaine, M. de la Vigne annonça l'envoi prochain d'une nouvelle flotte, et prit à son bord le marchand Baudry, suffisamment rétabli pour gagner Madagascar.

Enfin, en mai 1666, le «*Taureau*» apparut de nouveau à l'horizon. Son capitaine Kergadiou était mort au Fort-Dauphin et nous ne savons pas qui le commandait depuis. Mais il avait à son bord, le Commandant de Madagascar, Champmargou, venu au-devant de la flotte de Montdevergue, car il était entendu que toutes les expéditions toucheraient Bourbon avant Madagascar (283). Avec lui se trouvaient, le Père Cuveron, missionnaire de Saint-Lazare, Dépinay, et le sieur Carpeau du Saussay (284). Celui-ci, dans son ouvrage intitulé «Voyage de Madagascar» fait de l'Isle Bourbon et de ses ressources une description des plus flatteuses : «Un grand étang en forme de croissant» — celui de Saint-Paul — contenait «une quantité prodigieuse de poissons, entr'autres des anguilles qui ont plus de sept pieds de long et un et demi de tour; une seule est suffisante pour rassasier plus de vingt-cinq personnes». Les poissons se prenaient «facilement à la main». Les tortues de terre assaillaient les dormeurs, leur passaient sur le corps et troublaient leur sommeil; les tortues de mer étaient d'une «grandeur étonnante», une seule pouvant «rassasier cinquante personnes»; sans s'écarter de son chemin, on pouvait prendre «à la main, autant de gibier» qu'on en voulait, flamant rose, perdrix, chauve-souris «grosses comme une poule...»; les cochons sauvages et les cabris se prennent «à la course sans beaucoup de peine parce que la graisse les empêche de courir» : un seul homme en put attraper trente-huit en deux heures. Les vaches sauvages, en «quantité prodigieuse» se tuaient au fusil et à la sagaye. Les arbres répandaient «une merveilleuse odeur» et «un ombrage agréable»; l'air «salutaire» et le climat «sain» rétablissaient promptement les malades. Aucune bête venimeuse, mais «toute sorte de légumes», «en abondance, comme citrouilles, me-

lons, concombres, choux», «tabac», «riz». «Et toutes ces choses y sont d'un merveilleux goût.» Un véritable «Paradis Terrestre» ! (285).

Carpeau relate encore qu'une exploration circulaire de l'île fut faite «en dix-huit jours» (286) par un groupe de Français. Ce voyage se fit au cours de l'année 1666, sans qu'il nous soit possible de préciser en quel mois (287). «On visita cette dernière Isle par ses dehors; on en connut les Caps, les Bayes, les ances, les batures (?) et les rivières; on en leva le plan qu'on a envoyé en France» (288). On ne sait ce qu'il advint de cette carte. Il est vraisemblable que ce soit celle publiée par Leguat, car cette carte manuscrite, de toute évidence, si l'on en juge par la forme donnée à l'île, a été dressée avec des moyens rudimentaires, alors que l'intérieur de l'île n'avait pas encore été exploré, et que seuls Saint-Paul et Sainte-Suzanne avaient des habitations (289).

Comme tous ses devanciers Carpeau explique que le principal fléau de l'île, c'est le cyclone. «Il arrive souvent de si furieux ouragans, dit-il, que les navires s'y perdent quelquefois : alors on est obligé de gagner la pleine mer, de peur d'échouer; les maisons se renversent, les arbres se déracinent, la mer inonde tout le pays, ce qui contraint les habitants de gagner les montagnes. Tant que ces tempêtes durent, ils se mettent la tête contre terre et ils restent en cette posture trente ou trente-deux heures qui est l'espace de la durée du mauvais temps. Ces ouragans arrivent trois ou quatre fois l'année.»

Ce fut «la crainte d'être surpris d'un mauvais temps» qui contraignit le «*Toureau*» à gagner le large. Regnault «commandant dans l'île pour le service de Messieurs de la Compagnie» avait reçu les voyageurs avec la plus franche cordialité dans «l'Habitation» de Saint-Paul. Après quinze jours de repos, passés à chasser et pêcher (290), il fallut préparer le départ : tortues de terre et de mer, cochons et cabris, «rafraichissements», furent embarqués, et l'on mit à la voile pour Callemboule.

Ce vaisseau courait à sa perte ! Le 11 juillet, alors «qu'il cherchait un lieu d'escale convenable», il fut jeté par le vent sur un banc rocheux (291). Champmargou, Carpeau du Saussay, huit soldats et seize malgaches étaient à terre. Les autres passèrent la nuit à attendre la mort et s'y préparer grâce au ministère de M. Cuveron; au matin, un pilote réussit à joindre la terre à la nage et établir un va-et-vient qui fonctionna jusqu'au soir. Malheureusement, la corde vint à se rompre, et ceux qui n'avaient pu quitter le bord disparurent la seconde nuit du naufrage, en cherchant, dans l'eau, un passage pour gagner la terre, c'étaient : Monsieur Cuveron, Baillot, «Ecrivain du Navire», Veau, Henry, Bataille, dix autres soldats et matelots, et trois noirs malades. Les rescapés, après

maintes aventures extraordinaires, purent rejoindre Sainte-Marie en pirogue et, de là, le Fort-Dauphin sur le «*Saint-Louis*».

Le corps de M. Cuveron, prêtre de la Mission, demeura introuvable, ainsi que plusieurs autres, «nonobstant toutes les perquisitions». L'attitude de ce missionnaire lors du naufrage, fut tout simplement magnifique. La première nuit «il tâchait de consoler tout le monde; il en confessa le plus qu'il put; il promit aux autres de ne les point abandonner; qu'il voulait demeurer le dernier dans le Navire; il encouragea ceux qui faisaient retentir l'air de leurs gémissements, dans l'attente où ils étaient de voir leur Vaisseau à tout moment sur le point d'être réduit en pièces, les assurant, contre son sentiment, qu'il était assez fort pour subsister toute la nuit. Il donnait, dans le peu d'assurance qu'il avait que la chose fut telle qu'il la disait, la bénédiction et l'absolution, le Crucifix en main, et les larmes aux yeux, à tous ceux qui étaient dans le bord.»

La seconde nuit, c'est lui qui exhorta ses compagnons restés avec lui sur le banc rocheux à chercher une issue, et pour ce faire, «il se mit à leur tête».

Ainsi disparut héroïquement, englouti dans les eaux, l'un des tout premiers prêtres qui aient exercé le ministère à Bourbon. Il venait en effet d'y passer deux à trois semaines, deux mois avant sa mort tragique (292).

A Madagascar, des différents buts assignés par la Compagnie aux navires de la première expédition, aucun ne sera atteint. Le «*Saint-Paul*» dut renoncer à son voyage d'exploration vers les Indes; le Conseil à établir dans la Grande Ile se dissocia dans la discorde; le ravitaillement du Fort-Dauphin demeura aléatoire; les produits exotiques se perdirent en arrivant sur les côtes de France; les vaisseaux furent tous engloutis ou endommagés, leurs équipages décimés.

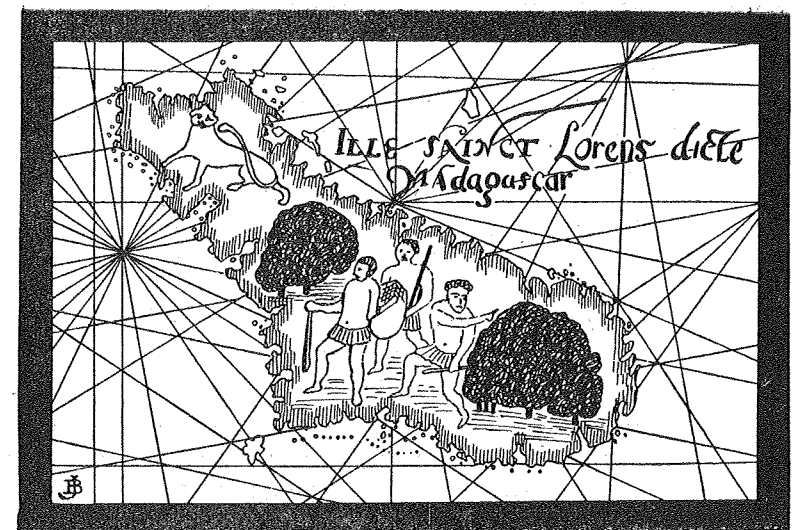
A Bourbon, la colonie naissante comptait en 1666, de façon certaine, un commandant et environ vingt Français, plus dix Malgaches dont trois femmes.

D'autres Français, de ceux qui s'étaient embarqués en juillet 1665 sur le «*Saint-Louis*» (293), ont pu s'établir dans l'île, venant directement de France, en janvier 1666; d'autres encore, précédemment à Madagascar, ont pu rejoindre Mascareigne, lors des deux voyages du «*Toureau*» en novembre 1665 et mai 1666; par la même occasion d'autres Malgaches ont pu rallier Bourbon. Cette population était groupée exclusivement à Saint-Paul (294). En fait de service religieux, elle avait pro-

fité durant un mois — juillet - août 1665 — du séjour des Lazaristes Montmasson, et Bourrot; de l'escale de l'aumônier éventuel du «*Tau-reau*» en novembre 1665, puis du «*Saint-Louis*» en janvier 1666; enfin, en mai de la même année, du passage de M. Cuveron : deux à trois semaines.



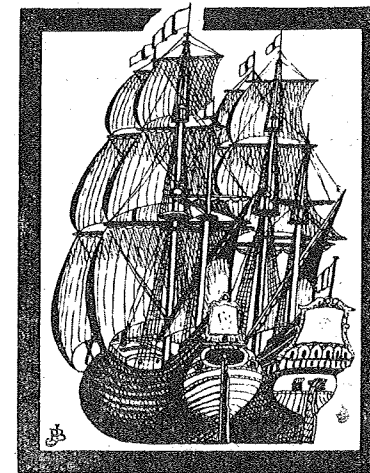
* *Dronte*, d'après Bontekoë.



CHAPITRE QUATRIÈME

LA FLOTTE DE MONTDEVERGUE
1666-1670

SECONDE EXPÉDITION



EN France, à peine partie (le 7 mars 1665) la première expédition qui devait connaître une destinée si malheureuse (295), on continua activement l'organisation de la Compagnie des Indes. L'Assemblée des actionnaires ayant voix délibérative fut convoquée au Louvre pour le 20 mars. Là, le Roi désigna Colbert comme Directeur pour lui et la cour, et les onze autres Directeurs furent élus par les intéressés (296). Puis des Chambres particulières furent établies à Lyon, Rouen, le Havre, Nantes et Bordeaux.

* Carte de Madagascar d'après Guillaume Le Testu (1655) — En mettant la carte debout, on se rendra compte de son dessin relativement exact.

** Flûte et pinasse, d'après une gravure de l'ouvrage «*Desseins et différentes manières de Vaisseaux que l'on voit dans les havres, Ports et Rivières depuis Nantes jusqu'à Bayonne*» (1679) — Album exécuté pour Colbert, Bibliothèque du Service Hydrographique.

En vue d'entreprendre le commerce des Indes, les Directeurs se divisèrent en trois commissions : 1°/ administration et personnel, 2°/ achat et armement des navires, 3°/ marchandises; et la Compagnie se mit à recruter du personnel commercial notamment chez les Hollandais naturalisés : en août 1665, des lettres de naturalité furent ainsi accordées à vingt-deux Hollandais, parmi lesquels se trouvait le fameux Caron (297). Tous, sauf deux, étaient protestants; treize étaient des pilotes, les neuf autres des marchands (298).

Six mois plus tôt, étaient partis pour les Indes, afin d'y amorcer des relations commerciales, trois agents de la Compagnie (299) sous la direction de deux envoyés du Roi, de Lalain et de la Boullaye le Gout (300).

Une nouvelle affiche (301), qui disait les louanges de l'Ile Dauphine et promettait monts et merveilles, fut placardée à Paris dans le but de recruter des engagés; quatre compagnies d'infanterie furent levées.

Enfin une grande expédition était organisée pour partir en 1666. Pour l'annoncer à de Beausse, les Directeurs firent appareiller du Havre, le 24 juillet 1665, les houcres « *Saint-Louis* » et « *Saint-Jacques* » (302). Nous avons vu qu'un seul de ces petits vaisseaux (120 tonneaux), le « *Saint-Louis* », devait parvenir à destination en janvier 1666, le « *Saint-Jacques* » étant demeuré au Brésil.

A la demande de la Compagnie, c'est le Roi qui choisit le chef de la seconde expédition; François de Lopis (303), marquis de Montdevergue, gouverneur de Château-Renault et de Clinchamps, désigné par Louis XIV, fut agréé par les directeurs comme « Vice-Roy des Indes et Admiral des Mers par delà l'Equateur » (304). De Faye (305) et Caron devaient accompagner l'escadre comme Directeurs Généraux du Commerce.

Malheureusement, la Compagnie, déjà, manquait d'argent. Les actions ne se plaçaient pas et, perdant toute confiance, les actionnaires omettaient de faire leur second versement : en décembre 1665, au lieu des 2 millions et demi attendus, les caisses ne reçurent que 626.000 livres (306).

LA FLOTTE DE MONTDEVERGUE

Il fallait forcer la chance, et les réticences des actionnaires méfiants ne devaient pas arrêter une expédition à demi-prête déjà. Grâce à l'argent avancé par le Roi, la Grande Flotte partait de la Rochelle le 14 mars 1666. Elle comprenait deux gros vaisseaux de 5 à 600 tonneaux et 36 canons : le « *Saint-Jean-Baptiste* », qui serait l'amiral, et la « *Marie* »; deux autres vaisseaux de 300 tonneaux et 24 canons, le « *Terron* » et le « *Saint-Charles* »; la « *Mazarine* » frégate de 250 tonneaux et 24 canons; la « *Duchesse* » de 100 tonneaux et 24 canons, enfin quatre houcres de 60 à 80 tonneaux, le « *Saint-Denis* », le « *Saint-Luc* », le

« *Saint-Jean* » et le « *Saint-Robert* » (307). Jusqu'aux Açores, par crainte d'une attaque des Anglais et des Hollandais, pour lors en guerre avec la France, elle fut escortée par quatre navires du Roi : le « *Rubis* », portant le sieur de la Roche, chef d'escadre, le « *Beaufort* », le « *Mercur* » et l'« *Infante* » (308); le 21 mars ils regagnèrent la France, laissant la flotte cingler vers les Canaries.

« Le « *Saint-Jean* », Amiral de ces dix Bâtiments, et qui le devait estre des Mers du Midy, estoit à la conduite de deux Lieutenants expérimentez sous les ordres de Monsieur de Montdevergue, et les autres, des Capitaines de Favet, de Boispéan, la Garenne, Gournay, la Buche, Chanlatte, Louvel, Firlin et la Moesse (309). Le sieur de la Giraudière, capitaine entretenu à la Marine, à qui la Compagnie se rapportait particulièrement de la route de sa Flotte, en estoit le premier Officier, qui, pour n'estre pas commandé par Monsieur de Montdevergue, s'estoit mis sur le « *Terron* » (310). »

Cette imposante flotte de dix voiles emportait 1.688 personnes, dont « 421 officiers de Navire, gens d'équipage et matelots », « 212 officiers et soldats formant quatre compagnies » (311), et « 956 tant marchands, commis, facteurs, que colons, artisans de toutes sortes de métiers, particulièrement grand nombre d'ouvriers pour travailler à la soye, au sucre, à l'indigo et à la culture des autres marchandises que les dits lieux fournissent en abondance » (312).

En outre, il y avait le sieur de Faye sur la « *Marie* », Caron sur le « *Saint-Charles* » (313), le sieur d'Epinay, procureur général du Conseil des Indes, (plusieurs membres du Conseil Souverain), huit premiers marchands dont quatre Hollandais, dix chefs de colonie, et — remarque très importante — trente-deux femmes, plusieurs enfants (314) et dix prêtres (315).

Un tel armement coûtait la somme considérable de 2.108.619 livres 15 sous, dont plus d'un million en marchandises, barres d'argent et réaux d'Espagne, destinés aux échanges (316).

« IL ENTREPRIT UN LONG VOYAGE... »

CET important convoi devait mettre un an à parvenir à destination. Aux Canaries on fit escale, car Montdevergue avait reçu l'ordre d'y acheter un petit navire, et de le faire charger en vin du pays « lequel était d'une très belle défaite (vente) aux Indes » (317).

Arrivée le 29 mars devant Ténériffe, la flotte y fut retenue six semaines « pour faire rajuster le « *Terron* » (318); ce que l'on en tira fut mis sur une petite Frégate nommée « *la Paix* » que les François achep-

tèrent des Espagnols». La Flotte reprit la mer le 14 mai, grossie d'une unité, mais amputée du houcra «*Saint-Denis*», disparu après Ténériffe (319). Le 25 juin parut le Cap des Palmes (côte de Guinée), et le 4 juillet «la Ligne fut passée»; le mauvais état des vaisseaux et des hommes — «plus de la moitié des équipages et des passagers» était malade — amena Monsieur de Montdevergue à supprimer «la cérémonie du baptême et quelque réjouissance». Il «fit arborer le Pavillon carré (320) au grand mast du Vaisseau «*S. Jean*» et tirer onze coups de canon»; «tous les autres le saluèrent et le reconnurent Amiral de France par delà l'Equateur» (321). Bientôt le «*Terron*» et la «*Paix*» se mirent à faire eau; «Directeurs et Officiers assemblez par Monsieur l'Amiral» décidèrent, le 13 juillet, sur l'avis de Caron et malgré l'opposition énergique de M. de Montdevergue, de faire relâcher toute la flotte au Brésil. Elle devait rester à Fernambouc (322) du 25 juillet au 2 novembre. Cette longue escale agrémentée de réjouissances fastueuses, eut l'inconvénient d'épuiser les provisions du bord. Quand le «*Terron*», la «*Duchesse*» et la «*Paix*» eurent été radoubés, la flotte remit à la voile, elle comptait deux unités de plus, le houcra «*Saint-Jacques*» qui avait été trouvé au Brésil (323) et un petit vaisseau nommé «*Saumaque*» que les Directeurs avaient eu des Portugais. «Le rendez-vous général fut donné à Table-Baye au Cap de Bonne Espérance» (324). La flotte s'y trouva le 17 décembre (325).

Après avoir fait explorer par la «*Saumaque*» la Baye de Saldaigne «en vue d'un établissement français futur» (326), la flotte reprend la mer le 7 janvier 1667, mais elle continue de jouer de malheur. Dès la sortie du port, la tempête disperse les vaisseaux, et la «*Saumaque*», «son estable s'étant entr'ouverte», doit rentrer se faire radoubier.

Le «*Saint-Charles*», le «*Terron*», et la frégate la «*Paix*» restent seuls avec l'Amiral et l'accompagnent jusqu'au 40° degré Sud (327); mais, le 15, le «*Saint-Charles*», puis le 27, la «*Paix*», perdent contact. Le «*Saint-Jean-Baptiste*» et le «*Terron*» continuent de cingler vers l'Est et, le 30, ils mettent «le Cap au Nord-Est et au Nord pour trouver la latitude de l'Ile Bourbon qui est à 21 degrés Sud». Quand ils y furent, les deux vaisseaux se dirigèrent vers l'Ouest, mais se fut en vain qu'ils cherchèrent pendant dix jours à discerner les Iles Mascareignes. Les Officiers pensaient qu'ils les avaient doublées, et croyaient aborder à Madagascar, quand, le 17 février, «au soleil levant», une terre apparut qui n'était autre que Maurice! Les pilotes s'étaient tout simplement trompés en longitude de dix degrés «pour le moins» trop à l'est. «Les calmes nous ayant arrêté deux ou trois jours, continue Montdevergue, nous ne découvrîmes... Bourbon que le 20, et n'y pûmes mouiller que le vingt-deuxième à la baie de Saint-Paul, n'y ayant encore aucun de nos vaisseaux arrivés» (328).

ESCALE A BOURBON

Pere Louis de Lanonino de matos

ARTANT de France, M. de Montdevergue avait emporté les «dix-sept pages d'écriture serrée» que

constituaient les Instructions de «Monseigneur Colbert» en date du 17 novembre 1665. Il y était longuement question de l'Ile Bourbon, qu'il fallait occuper si ce n'était déjà fait; les malades y seraient débarqués et soignés; «un ecclésiastique et un frère, avec des ornemens, pour y célébrer la sainte Messe et pourvoir au spirituel» seront mis à terre; «une carte et une description exacte de ladite isle» seront faites afin d'y organiser «quelque bon port», car il s'agissait de faire de Bourbon «un lieu considérable pour y prendre des rafraîchissements» (329).

C'est pour répondre à ces desseins de la Compagnie que la Flotte avait reçu l'ordre de toucher Bourbon avant de gagner Madagascar.

«Le sieur Regnault, commandant de l'Ile Bourbon, raconte encore M. de Montdevergue, vint à bord de l'Amiral et nous informa de ce qui concernait ladite île et de ce qu'il avait appris du Fort-Dauphin qu'il nous dit être en très mauvais état par la mort des principaux, le manque des vivres et la guerre qui y était allumée entre les Français et les naturels du pays» (330).

D'après Souchu de Rennefort (331) «on trouva sur cette Isle», (Bourbon), «douze François sous la conduite du sieur Renault qui avait été laissé commandant par la première Flotte. Il passa dans l'Amiral où il rendit des lettres des Officiers de Madagascar à Monsieur de Montdevergues et aux Directeurs...»

L'éloge que fera de Bourbon M. de Montdevergue et la brève description qu'il en donnera valent d'être cités : «L'Ile Bourbon, dit-il, quoique très sauvage en apparence et pleine de montagnes et de bois impénétrables, a des endroits si agréables à voir, un air et des eaux si excellentes (sic), une si grande quantité de gibier, de poissons et de tortues de mer et de terre, de bœufs sauvages, de cabris et de cochons, qu'il n'y a personne qui ne soit excité d'y demeurer, et c'est une si grande différence du climat et des douceurs de cette terre à ceux de celle-ci (Madagascar) qu'il ne se peut exprimer» (février 1668) (332).

Le «*Saint-Jean-Baptiste*» et le «*Terron*» s'apprêtaient à lever l'ancre lorsque la «*Marie*» et le «*Saint-Charles*» avec de Faye et Caron vinrent mouiller près d'eux, le 26, dans la Baie de Saint-Paul, suivis de près par les houcres «*Saint-Luc*» et «*Saint-Jacques*» (333).

* Signature du Révérend Père de Matos — Ar. Co. Ré, dossier 75, 2 octobre 1667.

Il était grand temps pour tous d'arriver, car il y avait «une disette extrême sur la Flotte, qui pendant sa navigation de presque un an, avait tellement consommé des vivres, que depuis quinze jours on les distribuait avec une économie qui marquait la dernière nécessité».

L'état sanitaire était, lui aussi, catastrophique; on s'empessa de débarquer à Bourbon, «dont il fut jugé à propos de faire l'infirmier de Madagascar, à cause de la bonté de son air et de ses commoditez», les «plus malades».

«Un cordelier», le Père de Matos, «qui avait été embarqué au Brésil» comme aumônier sur le vaisseau amiral, «fut prié de vouloir rester pour leur administrer les Sacrements et les consolations spirituelles» (334).

ARRIVÉE A MADAGASCAR

LE 2 mars, un violent coup de vent «s'éleva subitement à midi» qui brisa le câble du «*Saint-Jean-Baptiste*», et le contraignit de prendre le large vers l'Ile Dauphine, en abandonnant à terre la chaloupe du bord «et plus de soixante» personnes. Poussé par l'ouragan, l'Amiral fut en vue de Madagascar «le six du mois de mars au soleil levant» et le 8, il entra dans la Baie du Fort-Dauphin, où il trouva ancrés la «*Mazarine*», la frégate la «*Paix*», la «*Duchesse*», et le houcra (de) la «*Moësse*» — c'est-à-dire le «*Saint-Robert*» — «arrivés depuis sept ou huit jours, n'ayant pas passé à l'Ile Bourbon et ayant coupé par le plus court» (335).

Le «*Saint-Charles*» qui avait, lui aussi, laissé à Bourbon ses ancres et ses amarres, arriva le lendemain 9 mars, puis le «*Terron*» le 11, et la «*Marie*» le 15, tandis que les houcres «*Saint-Luc*» et «*Saint-Jacques*» étaient dépêchés directement de Bourbon sur Galemboulle et Antongil pour y quérir du riz.

Le désappointement des nouveaux arrivés fut immense «de voir ce fameux Fort-Dauphin, gardé par les François depuis près de vingt-cinq ans, en si mauvais estat, qu'à peine y avait-il quelques huttes pour mettre les principaux à couvert. Il ne paroissoit que deux petits Bastions de cailloux, ruinez du côté de la mer, et quelques pieux qui ne marquaient aucune régularité, avec neuf pièces de canon de fer sans afust et sans aucune élévation» (336).

Il se trouvait que les renseignements fournis au passage par le Commandant de Bourbon à M. de Montdevergue étaient exacts : «Il n'y avait lors d'officiers à Madagascar que le sieur de Chamargou qui en avait esté Gouverneur pour Monsieur de la Meilleraye, et y estoit Commandant les Armes pour la Compagnie des Indes Orientales; les Sieurs de la Case et Budée lieutenans; et, de marchand, que le sieur Chérut contre qui tous les engagez demandaient justice, et crioient qu'il les faisoit pé-

rir de cette nécessité» (337). Le mauvais esprit des colons n'avait fait que s'aggraver. Le nouveau Supérieur de la Mission du Fort-Dauphin, M. Roguet, ne tardera pas à faire connaître, en France, sa déception : «Les Ordonnances que Messieurs de la Compagnie ont tant prônées dans leur relation imprimée à Paris, écrira-t-il le 15 octobre 1667, sont à l'état de lettre morte, et c'est en vain que ces bons Messieurs ont mis la gloire de Dieu pour fondement et base de cette grande entreprise, puisque le saint nom de Dieu y est tellement déshonoré qu'il suffit d'être engagé à la Compagnie des Indes Orientales pour avoir la liberté de tout oser et de tout entreprendre contre Dieu.»

La Grande Ile avait fait une étonnante consommation des hommes et des vaisseaux de la première flotte : de Beausse, Montaubon, Soucau de Rennefort, les marchands Rousselet, Houdry, Baudry, les Capitaines de Marine Véron, Kergadiou, le Tourneur, et Girardin, avaient quitté la scène madécasse (368); des cinq vaisseaux arrivés en 1665 et 1666, «il ne restait que l'«*Aigle Blanc*» et le houcra «*Saint-Louis*», qui estoient au Port sans Officiers et sans agrez» car le «*Saint-Paul*», nous l'avons vu, avait appareillé pour Brest, un mois plus tôt, le 17 février, sous la conduite de Cornuel, son ancien pilote.

De plus la disette régnait dans le pays, et l'arrivée des mille hommes de Montdevergue n'était pas pour améliorer la situation. Les Français du Fort-Dauphin ne voulaient céder leurs vivres qu'à des prix exorbitants, si bien que le Gouverneur et les Directeurs furent contraints, non seulement de prendre au service de la Compagnie des colons qu'ils avaient amenés, et de leur payer une solde ainsi qu'aux hommes de troupe, mais aussi de donner un cours forcé à l'argent (339), et de revendre à perte les marchandises qu'ils faisaient acheter sur place (340). Dans la suite, les houcres «*Saint-Luc*» et «*Saint-Jacques*» revinrent à vide d'Antongil et de Galemboulle (341), et la «*Paix*», envoyée d'urgence au ravitaillement dans la région des Matatanes, en revint le 15 avril, avec seulement une semaine de vivres (342).

Monsieur de Montdevergue fut néanmoins solennellement proclamé Gouverneur Général de la France Orientale (343), mais la division ne tarda pas à se glisser parmi les notables. La troupe «campait dans une petite plaine où les Officiers firent bâtir des huttes et des cases pour les soldats». Le Gouverneur, dont le pouvoir était incontesté sur la Milice et sur la Flotte, s'y retira, tandis que «le Fort estoit habité des Marchands, Commis et Chefs de Colonie, qui avoient tous les égards pour les Directeurs» de Faye et Caron. Ceux-ci affectaient habituellement d'être au-dessus du Gouverneur pour ce qui concernait le Commerce, la Subsistance, la Colonie, «ce qui portait souvent les affaires à la division» (344).

LE CLERGÉ DE MADAGASCAR

SOUCHU de Rennefort fait remarquer qu'à la cérémonie d'installation de Montdevergue comme Gouverneur et Vice-Roi, deux bancs avaient été préparés «à ses côtes, couverts de tapis fleurdelisez; l'un pour le Conseil, l'autre pour les Ecclésiastiques», mais que «ceux-ci — les ecclésiastiques — ne s'y trouvèrent pas» (345). A quel mobile faut-il attribuer cette abstention massive du clergé lors de cette assise solennelle? vraisemblablement au mauvais état des santes. En effet le contingent des prêtres, qui comptait dix unités au départ de la deuxième expédition, s'était singulièrement amoindri en cours de route par quatre décès. Les autres devaient se trouver quelque peu mal en point lorsqu'ils mirent le pied sur le sol de Madagascar. C'étaient deux pères Lazaristes, MM. Roguet et Jourdié (346), deux prêtres séculiers, dont le fameux Abbé Carré (347) et deux Pères Récollets, sans doute destinés aux Indes; avec eux avaient passé les mers, quatre frères Lazaristes pour le Fort-Dauphin et un frère Récollet (348).

Des précédentes expéditions, nous trouvons, au début de 1667, M. Bourrot, supérieur, qui venait d'être «travaillé de la fièvre et d'un grand mal de tête»; M. Montmasson, malade lui aussi, se rétablissait à peine, M. Frachey, «attaqué d'une fièvre tierce» était très affaibli; les Frères ne se portaient pas mieux. M. Cuveron avait disparu dans le naufrage du «*Taureau*» à Vohémar, en septembre 1666; M. Manié était mort miné par la fièvre, en février 1667; M. de Bellebarbe était rentré en France; aucun texte, à notre connaissance ne parle plus de l'abbé Flachier.

Il existait encore un «séminaire de femmes et de filles», tenu depuis 1666, par une malgache à qui M. Manié avait donné «l'habit des Sœurs de Charité». Il subsistera jusqu'en 1671.

Les missionnaires dont il vient d'être question s'étaient heurtés aux mêmes difficultés que leurs prédécesseurs. Eux aussi avaient à se plaindre des employés de la Compagnie qui «les traitaient moins bien que des esclaves», qui allaient jusqu'à menacer «de les frapper». M. Chérut, marchand, leur infligeait sans cesse de nouvelles vexations et M. Bourrot constatait avec tristesse : «Ces gens-là font moins d'état des prêtres que de leurs laquais». Outre les mésententes quotidiennes, il surgissait des démêlés plus sérieux entre le Clergé et la Compagnie. La lettre du Père Roguet du 15 octobre 1667 et un rapport de de Faye et de Caron, daté du 24 octobre de la même année, les exposent de façon similaire. Voici le résumé officiel des explications fournies, à Paris, par les Directeurs : «Ils disent qu'ils ont eu une petite contestation avec MM. les Ecclésiastiques de la Mission, à cause qu'ils prennent de l'argent pour les enterrements et [les] messes, et [à cause] des legs testamentaires; de ce qu'ils ont des possessions et nombre de bêtes, dont la Compagnie leur en doit cent qu'ils ont fournies; et que jusqu'à présent, quoique ces choses ne soient pas de grande conséquence, qu'elles peuvent le devenir

[en] augment[ant], étant certain que des gens qui ne dépensent rien, étant nourris, et défrayés honnêtement aux dépens de la Compagnie, et qui reçoivent de l'argent et des bêtes par testament, qui en prennent pour les messes, enterrements et services, ne sauraient manquer qu'ils n'aient, avec le temps, tout le bien et l'argent de l'île. Sur quoi la Compagnie fera telle réflexion qu'il lui plaira pour régler les choses avec M. Alméras», le successeur de M. Vincent (349).

En fin 1667, M. Frachey manifesta l'intention de gagner la Chine, nous ne savons s'il put réaliser ses projets. Au mois d'octobre 1667, les Pères Récollets étaient encore à Madagascar et l'un d'eux résidait à Matatane (350).

DE FAYE ET CARON



ES Instructions de Colbert portaient qu'après avoir touché Bourbon la Flotte devait rallier Madagascar, mais sans s'attacher au Fort-Dauphin s'il était reconnu que ce lieu était malsain et dépourvu de ressources alimentaires. Montdevergue devrait au plus tôt procéder à la fondation d'un établissement, dès qu'il en aurait découvert l'emplacement favorable.

Les Instructions données à Caron lui enjoignaient de se diriger immédiatement vers les Indes; quant à de Faye, après avoir reconnu l'île Bourbon, il s'en irait sur-le-champ, sans même aborder au Fort-Dauphin, fonder un centre de colonisation à Galemboulle avec la «*Mazarine*», la «*Duchesse*», les houcres «*Saint-Jean*» et «*Saint-Luc*»; puis il rejoindrait Caron aux Indes, le remplacerait à la tête des comptoirs déjà établis, afin de lui permettre d'effectuer d'autres fondations jusqu'en Chine...

L'état dans lequel se trouvait le Fort-Dauphin empêcha la réalisation de ces beaux projets. A peine arrivés, Montdevergue, de Faye et Caron se trouvent accaparés par des difficultés sans nombre. Les envois de F. Martin, installé à Galemboulle, et les razzias de Champmargou et la Case fournissent à grand peine le riz et la viande, tandis que se perdent dans les magasins les marchandises venues de la métropole. En août 1667 seulement, lorsqu'arriva de France la «*Couronne*» (351), Caron put songer à préparer son départ pour les Indes; il quittait le Fort-Dauphin le 27 octobre 1667 (352) avec le «*Saint-Jean-Baptiste*» et le houcre «*Saint-Louis*». Il emmenait avec lui l'abbé Carré chargé de mission aux Indes par Colbert, et le Père Jourdié qu'il déposa à Bourbon, en novembre, afin qu'il y refit sa santé.

* Lettrine empruntée à la «*Relation de l'Établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes Orientales*» de Charpentier.

En janvier 1668, une expédition malheureuse de F. Martin à Amboet lui interdit pendant quelque temps d'envoyer des vivres au Fort-Dauphin, où la défection des Malgaches acheva de semer le découragement dans les cœurs : le houcre «*Saint-Robert*» fut dépêché en mars pour apprendre à Paris l'échec de la colonisation. Lorsque le «*Saint-Jean-Baptiste*» revint de Surate en juin, faisant voile vers la France (353), Montdevergue lui confia des lettres où il demandait l'autorisation d'abandonner Madagascar, ou d'y faire tout au plus, un simple établissement de relâche à la baie d'Antongil ou à Saint-Augustin. De Faye, par la même occasion annonçait son départ imminent pour Surate, ce qu'il réalisa le 16 octobre 1668 en compagnie de François Martin (354), avec la «*Force*» et l'«*Aigle-d'Or*», deux vaisseaux nouvellement arrivés du Port-Louis de Bretagne (355), et la «*Marie*».

VICISSITUDES D'UN VICE-ROY

MONTDEVERGUE, seul désormais dans l'île malgache, continua son œuvre d'organisation et de pacification. Il y réussit en partie mais les difficultés de ravitaillement contraignirent peu-à-peu les Français à se cantonner au seul Fort-Dauphin (356). En octobre 1669, arriva le «*Saint-Paul*» avec des lettres de Louis XIV et de Colbert, plutôt sévères pour Montdevergue. Bien qu'il n'eût été ni révoqué, ni rappelé, le Vice-Roi décida de venir se justifier en France des accusations portées contre lui et de la méfiance qu'il sentait à son endroit. Profitant du passage au Fort-Dauphin en avril 1670 de la «*Marie*» et de la «*Force*», qui se rendaient de Surate en France, il s'embarqua; mais, assaillis par la tempête, les deux vaisseaux furent séparés, et la «*Marie*», incapable de doubler le Cap de Bonne-Espérance, ramena Montdevergue au Fort-Dauphin tandis que la «*Force*», plus robuste, arrivait en France en novembre 1670 (357).

A la même époque, de la Haye abordera au Fort-Dauphin (23 novembre 1670) et y relèvera Montdevergue.

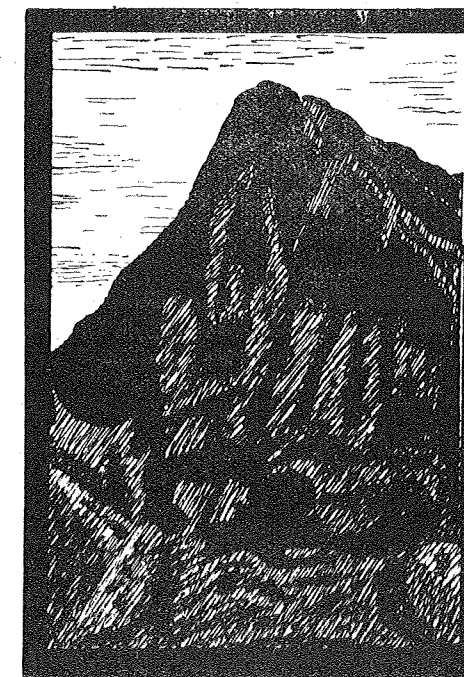
LES COMPAGNONS DE REGNAULT

PENDANT ce temps, sous l'habile et ferme direction d'Estienne Regnault, Bourbon s'organisait lentement. Nous avons vu comment, en février 1667, une partie de la flotte de Montdevergue, six bâtiments, y avait fait escale. La colonie comptait alors douze Français sur les dix-huit ou vingt confiés au Commandant de l'île en 1665 (358). Les noms de ces tout premiers pionniers de l'île sont désormais perdus. Les auteurs en citent habituellement douze comme «*connus sans conteste*» (359). Ce seraient : François Ricquebourg, René Hoareau, Jean Bellon, Hervé Dennemont (ou Danemond), Gilles Launay, Pierre Hibon, Jacques Fontaine, François Vallée, Athanase Touchard, François Mussard, Claude Mollet, Pierre Collin. Des recherches minutieuses permettent d'en éliminer à coup sûr trois (360); il n'en reste

donc que neuf comme simplement possibles, desquels, si l'on en croit un recensement de 1711, il en faut encore retrancher trois (361), les six autres n'ont pour eux que le silence des documents, ce qui est plutôt mince (362).

S'il est exact qu'en 1667, Montdevergue ne trouva que douze Français avec Regnault, il est peu vraisemblable que le houcre «*Saint-Louis*» ait amené des colons à Bourbon en 1666. Mais quel fut l'apport de la seconde flotte ? On sait que voyageurs et matelots furent très éprouvés durant la traversée : quatre cents morts, nous dit-on, et deux cents malades à l'arrivée. Tous ces malades ne furent pas débarqués à Bourbon, pour la bonne raison qu'une partie des vaisseaux rallia directement le Fort-Dauphin. Il faut donc évaluer à une centaine le nombre des malades laissés aux bons soins de Regnault et du Père de Matos. S'il est vrai qu'un sixième seulement survécut, l'accroissement de la population fut d'une vingtaine de personnes auxquelles s'ajoutèrent, transitoirement, les soixante que le coup de vent contraignit d'abandonner, lorsque le «*Saint-Jean-Baptiste*» et le «*Terron*» brisèrent leurs amarres. Ces derniers n'y séjournèrent que peu de temps; avant novembre 1667 «*on les y envoya prendre*» (363).

« CINQ JEUNES FILLES SUR UN ROCHER »



* Le Piton d'Anchin à la Réunion, d'après une photographie.

ON admet généralement (364) que, parmi les malades débarqués en février 1667 et qui recouvrèrent la santé, se trouvaient cinq jeunes filles; on ajoute même que «*sur trente-deux femmes, ces cinq jeunes filles survécurent seules au voyage*» et que dès l'année 1667, elles se sont mariées à Bourbon. La vérité est tout autre. Non seulement plusieurs de ces prétendues «*filles*» étaient déjà mariées lors de leur arrivée, mais d'autres femmes et jeunes filles débarquèrent de la flotte à Saint-Paul et au Fort-Dauphin.

Lorsqu'elle parvint à Bourbon en février 1667,

ANTOINETTE ARNAUD
(RENAUD), née à Vigneray,

diocèse de Lyon, était mariée à Jean Bellon, de Lyon, dont elle eut un premier enfant Estienne Bellon qui naquit le 12 octobre 1667 (365).

JEANNE DE LA CROIX, « de la paroisse de Beinquelin en Boulonnais, Evesché de Boulogne », avait épousé « Claude Mollet ((366), natif de Roissy en Brexe, Evesché de Paris », le 15 janvier 1666, « au Bourg de Saint-Denis, en Oléron » (367), avant de s'embarquer pour Mascarin.

Un troisième couple est vraisemblablement venu à Bourbon sur la flotte de Montdevergue : « Pierre Pau, jardinier, de Lyon », et Anne Billard, « de Moulins en Bourbonnais » (368).

MARIE BAUDRY (BAUDRÉE — BAUDRIE) « de Calais », se maria plus tard à René Hoareau (369); son premier enfant Estienne Hoareau, naîtra le 19 septembre 1670 (370).

Une autre jeune fille débarqua à Bourbon, dont le nom était resté inconnu jusqu'à présent. C'est *LEONARDE* ou *LEONARDIE PILLÉ* de Granville, diocèse de Coutances (371). Mariée plus tard à Hervé Denne-mont (ou Danemond), elle en aura un premier enfant, Gilles, baptisé le 23 septembre 1669, à « l'âge d'environ cinquante jours » (372).

MARGUERITE COMPIÈGNE ne semble pas s'être arrêtée à Bourbon; sa sœur, Marie, s'unit à « Laurans Louis le Jeune », le 1er avril 1667 au Fort-Dauphin, où elle vient d'arriver, toute jeune, avec ses parents « Jacques Compiègne, laboureur » et « Marguerite Monteny » (cf. note n° 369).

Marguerite Compiègne, encore mineure, ne se mariera, au Fort-Dauphin toujours, que le 27 novembre 1668, avec François Mussard (373), maître menuisier. Son père était mort sur les entrefaites (374).

Au Fort-Dauphin, par le même convoi, étaient arrivées quelques femmes. En plus de la famille Compiègne (Marguerite Monteny et ses deux filles) les archives nous font connaître une douzaine de françaises dont la plupart n'apparaissent dans les actes qu'après mars 1667 (375).

VISITES A MASCARIN

QUELQUES mois après le passage à Bourbon d'une partie de la Flotte de Montdevergue, le houcra « *Saint-Jean* », monté par François Martin qui se rendait à Galemboulle, s'était accidentellement (376) arrêté à Saint-Paul du 27 octobre au 5 novembre 1667. F. Martin note : « Le sieur Regnault, que le Conseil y avait confirmé pour Commandant, me donna quatre hommes à la place de quatre autres que je lui laissai, et il remplaça aussi trois matelots que nous avions perdus par mort dans la route, par trois autres de la même profession, qu'il nous donna. » Il ajoute : « nous y primes aussi trois officiers des troupes du Fort-Dauphin qui y avaient été envoyés pour s'y remettre de diffé-

rentes maladies qu'ils avaient eues et qui me demandèrent de passer à Galemboulle pour retourner de là au Fort » (377). Le même F. Martin, quelques lignes plus bas nous apprend qu'on avait aussi « envoyé prendre depuis » quantité de gens restés à terre lors du départ précipité de la Flotte. Si, comme un texte d'archives l'affirme, Estienne Regnault lui-même, commandant en l'Isle de Bourbon se trouvait au Fort-Dauphin le 31 mars 1667 pour le mariage de Daniel de Candolle avec Marguerite Pottereau (378), il faut bien admettre que les échanges furent alors assez fréquents entre Bourbon et le Fort-Dauphin.

Quelques jours après le départ du petit « *Saint-Jean* » qui mit à la voile le 5 novembre pour Galemboulle (379), le « *Saint-Jean-Baptiste* » et le houcra « *Saint-Louis* » ancrèrent à leur tour en baie de Saint-Paul (380). Ils emmenaient à Surate, Caron directeur général de la Compagnie, l'abbé Carré, chargé de mission aux Indes par Colbert, et Marcara, arménien au service de la Compagnie, récemment arrivé de France par la « *Couronne* » (août 1667) et dont les procès devaient défrayer la chronique pendant vingt ans (381). Les mêmes bâtiments déposèrent à Bourbon le Père Jourdié, lazariste, dont la santé était dangereusement atteinte, et peut-être quelques autres malades anonymes.

Les actes d'état-civil (382) ne nous permettent d'ajouter aucun nom à ceux déjà connus, puisqu'ils ne mentionnent entre mars et novembre 1667 qu'un seul acte : c'est le baptême d'Estienne Pau, fils de Pierre Pau et d'Anne Billard. Il fut célébré à Saint-Paul par le Père de Matos, le 7 août 1667 : Estienne Regnault fut parrain, avec, comme marraine, Antoinette Arnaud, femme de Jean Beslon (sic) de Lyon (383).

Le 4 septembre 1668, la « *Force* » (384), mouillait à son tour dans la baie de Saint-Paul. Avant son arrivée, un acte de baptême du 4 juillet 1668 (385) mentionne comme présents dans l'île Jean Mirebeaud, de Blois, et sa femme Anne Randranar, de Madagascar, du pays des Matatanes (386), dont la fille Jeanne eut pour parrain Jean La Mare, « chirurgien de Saint-Lô en Normandie » (387). De même, un acte de cession se rapportant à la propriété de « Grâce » signale, en date du 5 septembre 1668 (388), la présence de Eustache Yard dit des Loriers (389); de Gilles de Launay (390) de la paroisse d'Urville diocèse de Coutances (391); de René Hérault, escuyer, sieur de la Brosse (392); de Claude de Bierne, commis de la Compagnie. L'acte, dressé par un notaire du Fort-Dauphin, Pilavoine, fut, par ses soins, emporté et enregistré à Madagascar le 18 octobre 1668, par Edme Jacob. Il dut, pour ce faire, s'embarquer sur la « *Force* » qui mit à la voile le 22 septembre pour le Fort-Dauphin (393).

Avant le passage du « *Saint-Paul* » (394), 31 août - 24 septembre 1669, deux noms nouveaux apparaissent : René Seneau (ou Le Veau) chi-

rurgien de la Compagnie des Indes Orientales, natif de Bayonne (395) et Magdeleine Delorme, d'Orléans (396).

Le «*Saint-Paul*» séjourna d'abord «quinze jours à la rade de Saint-Denis» du 1^{er} au 15 septembre 1669, puis «à l'habitation nommée Saint-Paul» jusqu'au 24. Firent escale avec lui, les Pères Vacher et Langlois qui se rendaient en Chine (397), et le sieur Dubois, qui devait devenir secrétaire et intendant de Champmargou à Madagascar. Vacher et Dubois ont laissé chacun une relation de leur passage à Bourbon.

Le «*Saint-Paul*» avait quitté la France le 10 avril 1669. Il avait à son bord le sieur Préaux-Mercey «capitaine du Roi en la marine, et envoyé de Sa Majesté pour porter ses ordres dans les pays Orientaux».

Dès l'arrivée du navire à Saint-Denis «où était le Sieur Regnault» Monsieur de Préaux-Mercey «s'embarqua dans notre petite chaloupe, écrit Dubois, avec plusieurs autres personnes et s'en fut à terre; où étant il donna au dit sieur Regnault les ordres du Roi et de la Compagnie qu'il avait pour lui». Aucune trace de ces pièces ne nous est malheureusement parvenue, mais il est plusieurs fois fait allusion, dans les Archives, aux «Ordonnances du Roy de 1667» (398).

Bourbon, toujours considérée comme un excellent lieu de convalescence, recevait en même temps les malades du «*Saint-Paul*»; Dubois ajoute en effet : «L'on mit aussi notre grande chaloupe en mer pour porter les malades à terre; l'on en embarqua quarante à diverses fois; il en mourut deux en abordant à terre, et le lendemain deux autres qui ne purent souffrir l'air subtil de cette île.» Quinze jours d'escale à Saint-Denis suffirent : les «malades reprirent leur santé» (399). Quelques-uns demeurèrent-ils dans l'île? c'est probable.

Entre l'escale du «*Saint-Paul*» et l'arrivée de l'escadre de Perse (avril 1671), les actes de baptême mentionnent quelques noms nouveaux :

- 23 septembre 1669 — Hervé Dennemont, mari de Léonarde Pillé.
- 11 mai 1670 — Louis de Saint-? — de Berneuil-en-Picardie, diocèse de Beauvais (400).
- 25 mai 1670 — Pierre Véron, de Moulins-Engilbert (401).
- 25 mai 1670 — Anthoine Royer, chirurgien, de Bransion, diocèse de Châlons-sur-Saône (402).
- 25 mai 1670 — Michel Esparon de « Saint-Laurent-de-(Saint) Chamond » diocèse de Lyon (403).
- 25 mai 1670 — François Mussard, de la paroisse d'Argenteuil, diocèse de Paris (404), époux de Marguerite Compiègne.
- 30 juin 1670 — Henry Mangroles d'Orléans et sa femme Elisabeth Houarau (405).
- 20 juillet 1670 — Jacques Le Lièvre de Rouen (406).

- 20 juillet 1670 — Gabriel Mouron, de Villars, diocèse de Beauvais (407).
- 18 janvier 1671 — Robert Vigoureux, de Veneuille (sic) (Verneuil-sur-Seine?), diocèse de Rouen (408).

Nous savons par ailleurs, que Jacques Barrère, de Limoges était dans l'île depuis 1670.

LA POPULATION DE BOURBON AVANT 1671



LES actes des baptêmes administrés entre le 7 août 1667 et avril 1671, permettent de composer un recensement assez exact de la population de Bourbon avant 1671. Nous disons «assez exact», car il pêche à la fois par excès et par défaut : il comprend, en effet, des gens qui sont peut-être morts ou ont quitté la colonie avant la fin de la période envisagée, des enfants qui n'ont peut-être pas vécu; mais aussi, en contrepartie, il ne fait pas état des gens qui ne sont pas cités, c'est-à-dire ceux qui n'ont été ni père ou mère, ni parrain ou marraine. Malgré ces inexactitudes, ce tableau constitue un document intéressant qui doit serrer d'assez près la réalité.

Ont donc certainement vécu à Bourbon, entre le 7 août 1667 et avril 1671 :

1/ Français et Françaises	6 couples	= 12 personnes
d'où sont nés	8 enfants	= 8 »
2/ Français et Malgaches	2 couples (409)	= 4 »
d'où sont nés	3 enfants	= 3 »
3/ Malgaches mariés	4 couples	= 8 »
d'où sont nés	4 enfants	= 4 »
4/ Français célibataires (11 hommes + 1 femme)	(410)	= 12 »
5/ Malgaches célibataires (dont 3 femmes et 1 enfant)		= 23 »
6/ Le Gouverneur et 1 prêtre		= 2 »

Total 76 personnes
dont 36 blancs, 37 malgaches et 3 enfants métis.

* Tête de jeune malgache.

Conformément aux instructions de la Compagnie qui défendaient de faire des esclaves, pas un seul des malgaches mentionnés dans les actes à cette époque n'est appelé «esclave»; on les désigne par l'expression «tous noirs du pays de ...» ou «négresse demeurant en l'habitation de M. X.» (411). Il faudra attendre l'année 1690 pour voir apparaître dans les actes d'Etat-Civil l'épithète d'«esclaves».

Ces malgaches ont été importés presque tous — 22 sur 37 — en 1669 ou au début de 1670, on ne sait sur quels navires (412); ils sont baptisés en groupes : 12 le 25 mai, 4 le 15 juin, 4 le 20 juillet 1670.

BOURBON S'ORGANISE

Sous l'habile direction de son premier Commandant, le parisien Estienne Regnault, la jeune colonie continuait à s'organiser. Nous possédons sept relations ou descriptions de l'Ile à cette époque (413), en plus d'un Mémoire de Regnault. C'est plus qu'il n'en faut pour se faire une idée à peu près exacte de ce qu'était Bourbon en ce temps-là.

La plus grosse partie de la population se trouvait encore groupée à Saint-Paul. «L'ance de Saint-Paul, écrit Regnault, est un bon mouillage pour plusieurs navires : L'abordage à terre y est souvente fois rude : c'est le lieu où terrissent les tortues de mer. [L']étang est fort poissonneux. L'on ne peut faire aux environs que peu de jardinages; sur les hautes montagnes la terre y est très bonne, mais les chemins pour y monter, fâcheux.»

Ces diverses incommodités poussèrent le commandant de Mascarin à faire «passer en 1667 quelques gens du costé de l'Est, sur le bord de la Rivière de Sainte-Suzanne, pour défricher et commencer à travailler cette terre qui est très bonne...». J. Hermann produit une liste de ceux que Regnault installa à Sainte-Suzanne, mais elle est trop fantaisiste pour qu'on en fasse état (414).

Le commandant lui-même, finit par abandonner sa première résidence. «En 1669, dit-il, je quittai ledit lieu de Saint-Paul et vins m'établir au Nord de l'Isle, sur le bord de la Rivière de Saint-Denis, en conséquence de quoi, je nommai cette habitation «Saint-Denis», qui est celle où il est nécessaire de continuer, commencer la première demeure du Gouverneur que l'on enverra, et y faire magasins jusques à ce que on soit en état et suffisamment fort pour faire d'autres grandes entreprises.» C'est en somme la charte de fondation de la future capitale de l'Ile. Au dire du Commandant Regnault c'était une position clé, tant du côté de la terre, que du côté de la mer. «Vis-à-vis, dit-il, est le mouillage où il se peut rader plusieurs vaisseaux... meilleur ancrage qu'à Saint-Paul. Il y a un assez doux abordage pour les chaloupes et qu'on peut rendre plus commode. L'on y fait fort facilement l'eau pour les navires. Ce lieu est

la clef du beau pays qui a 15 à 20 lieues de long, où il faut continuer de mettre les habitans, et ensuite on les logera dans les montagnes.»

La tradition attribue cette dénomination de «Saint-Denis» donnée à la rivière, puis à la localité, au passage rapide dans cette baie, en 1668, du houcre «*Saint-Denis*», dont le capitaine était le sieur Chanlatte un ami de Regnault (415).

C'est la fertilité du sol et l'accès relativement facile de la plaine côtière qui s'étend au nord de l'Ile, du Cap Saint-Bernard jusqu'à la Rivière du Marsouin qui détermina ce premier mouvement de la population; Saint-Paul paraissait alors trop étroit et sans possibilités d'extension : les hauts de Saint-Paul étaient presque inaccessibles, et vers le Sud on se heurtait, dans les bas, à la région désolée de Saint-Leu.

Au contraire, ce qu'on appelait communément «le beau pays», promettait des récoltes magnifiques, car «on avait l'expérience que les légumes et les graines que nous avons en Europe y venaient des mieux» (416). C'était au point que Regnault envisageait la culture intensive et l'exportation des produits agricoles de l'Ile :

«*Le riz*, disait-il, qui y vient très beau et savoureux, l'envoyer à Aden dans la mer Rouge, à l'Isle de Socotora, à Gamaron, ou Bandar-Abassy, en Perse.

«*Le blé*, dont j'en ai recueilli deux fois en un an, sera propre pour Batavia, Bantam et autres lieux.

«*Le tabac* qui s'y fait est bon; si l'on luy peut faire porter la fatigue du voyage de France, il y sera de bon débit.

«Si le vin qu'on fera du plant de la vigne que j'y ai fait venir, dont, à mon départ, il y avait 2.000 pieds, se trouve bon, la vente en sera avantageuse en plusieurs endroits...»

Il préconisait en outre, l'introduction du «plant de Chivas en Perse», «des raisins muscat de Languedoc ou Provence», du poivrier, du coton, du chanvre; l'exploitation scientifique de l'aloès, de la canne à sucre, de l'indigo. Lui-même introduisit encore le citronnier et l'oranger; cinq fois il fit le tour de l'Ile, et organisa vers l'intérieur des expéditions qui permirent de reconnaître les Plaines des Palmistes et des Cafres, de constater l'aspect chaotique des cirques alors quasi inaccessibles et l'absence des lacs intérieurs. La vue, dans l'Ile «des bois qui y sont admirables et propres à faire quantité d'ouvrages, notamment pour les navires», lui fit songer au commerce des bois avec l'Inde (417).

Simultanément le cheptel continuait à se développer. Malgré certaines hécatombes inconsidérées effectuées par des équipages et des pas-

sagers notamment en 1667, les cochons et cabris, «mis à terre» autrefois par les Anglais et les Portugais», et les «bêtes à cornes», importées de Madagascar par les Français, s'étaient multipliés. Chèvres et porcs se rencontraient partout et se prenaient «à la course»; quant aux bœufs, on les y voyait «par troupeaux de quarante à cinquante pièces» et l'on craignait d'en être prochainement incommodé si l'on ne leur faisait pas la chasse.

Le gibier n'était pas moins abondant. Les tortues de terre, de l'espèce éléphantine, se trouvaient jusque «sur des montagnes où les hommes ne peuvent arriver qu'avec beaucoup de peine et avec grand risque». La tortue de mer terrissait «particulièrement à l'Anse Saint-Paul» où le sable l'attirait pour y pondre ses œufs. «Quand on les veut prendre, nous dit-on, il faut observer le temps qu'elles sortent de l'eau; et lorsqu'elles en sont un peu éloignées, on les renverse en leur passant un bâton sous le ventre» (418). Leur taille devait être également appréciable puisqu'un récit de l'époque nous apprend que «cent hommes de bon appétit peuvent rassasier leur faim en un repas d'une seule tortue de mer» (419).

En plus de ce gibier lourd il faut encore mentionner les poules, pigeons, tourterelles, perdrix, perroquets, poules d'eau, oies et canard, chauve-souris, solitaires, menu gibier qui «se prend aisément à la main, ou tout au plus avec un bâton»; seule la chasse au «flamant — il est gros comme un dindon, son col et ses jambes ont quatre ou cinq pieds de long», — demandait un fusil.

A part cela, «il n'y avait ni rats, ni souris, ni serpents, ni couleuvres, ni crapauds», «ni scorpions», «ni aucun autre animal venimeux, ni incommodé» (420) : «La bonté de l'air les tue!» disait-on. Au contraire «les rivières et les étangs sont remplis de poissons de diverses sortes; l'on y trouve des anguilles d'une extraordinaire grosseur» (421); «cette île est arrosée par plusieurs petites rivières si fertiles en poissons que pour les traverser à pied, ce qui se peut faire aisément, on est obligé de s'appuyer sur un bâton pour ne pas chanceler par le nombre et la rapidité des poissons, que l'on prend à la main sans avoir besoin de lignes ni de filets» (422).

Si l'on ajoute que «la terre est toute couverte des fruits les plus beaux que l'on saurait voir, si bons du reste et si sains que l'on en mange impunément dans les grandes maladies» (423), surtout melons d'eau, bananes et ananas, on ne peut qu'applaudir aux descriptions enthousiastes des voyageurs qui nous décrivent cette île comme un «Paradis terrestre», à moins de les taxer d'illusion collective.

LE CLERGÉ DE BOURBON

*Jean Jourdié prestre indigné
De la Congregation De La mission*

NOUS avons signalé au passage les différents prêtres qui touchèrent Bourbon au cours des escales : aumôniers de la flotte de Montdevergue du 22 février au 2 mars 1667, l'abbé Carré en novembre

de la même année, les Père Vacher et Langlois du 1er au 24 septembre 1669. Ce n'était là qu'un clergé d'occasion et de surcroît. De 1667 à 1671, trois prêtres se partagent l'honneur d'avoir été véritablement les pasteurs de l'île : les Pères de Matos, Jourdié et Montmasson.

Louis de Lanonino de Matos (424) était un cordelier; son nom et le lieu — le Brésil — d'où il s'embarqua comme aumônier sur le vaisseau amiral de Montdevergue, donnent à penser qu'il était portugais. On ne sait en vue de quelle destination il quittait l'Amérique; peut-être était-ce pour les Indes où son ordre possédait plusieurs couvents (425). Lorsque l'escadre déposa ses malades à Bourbon, ce prêtre fut prié de rester avec eux «pour leur administrer les sacrements et les consolations spirituelles». Dès le 1er mai suivant, il bénissait solennellement «une grande case surmontée d'une croix, construite par les soins de Monsieur Regnault sur les Bords de l'Etang» (426), «au vieux Saint-Paul» (427). Cette chapelle fut dédiée à Saint-Philippe et Saint-Jacques ou peut-être seulement à St-Jacques (428); le Père de Matos se désigne lui-même comme «Curé de l'Eglise et Paroisse Saint-Jacques et Saint-Paul de cette île de Bourbon» (429). Le 7 août 1667, il ouvrit le premier registre curial — et d'Etat-civil — de l'île en y inscrivant le premier baptême célébré : celui d'Estienne Pau dont nous avons déjà parlé. Deux autres baptêmes ont été faits par lui : celui d'Estienne Bellon, fils de Jean Bellon et d'Antoinette Arnaud, le 12 octobre 1667 — les parrain et marraine furent M. Regnault et Anne Billard (430); celui de Jeanne Mirebeaud, fille de Jean Mirebeaud, de Blois, et de Anne Randranar, de Madagascar, le 4 juillet 1668 — les parrain et marraine furent Jean la Mare, chirurgien de Saint-Lô en Normandie, et Anne Billard (431).

C'est tout ce que nous possédons en fait d'actes religieux portant la signature du «Frère Louis de Lanonino de Matos». En particulier, aucun

* Signature du Révérend Père J. Jourdié — Ar. Co. Ré. dossier 75, 8 octobre 1668.

acte de mariage ne nous est parvenu de ce temps-là. On en a déduit soit que «la règle de son ordre interdisait au Père de Matos de célébrer les mariages» (432), soit que «les lois canoniques l'en empêchaient» (433), et que les pauvres soupirants durent attendre jusqu'à la fin de l'année qu'une défaillance de santé contraignît le Père Jourdié à venir se reposer à Bourbon et y célébrer les mariages. La vérité est tout autre puisque, nous l'avons vu, des sept couples signalés entre 1667 et 1671, trois étaient déjà mariés avant d'aborder (434), un autre vint sans doute de Madagascar (435), le cinquième se constitua au Fort-Dauphin en 1668 (436), et les deux derniers n'apparaissent dans les actes qu'en 1670. Si donc le premier prêtre qui ait porté le titre de «Curé» de l'Île Bourbon n'y bénit aucun mariage, c'est qu'il n'y en avait pas à célébrer pour lors. Il avait en effet la juridiction nécessaire pour y procéder, soit qu'il l'ait reçue du Supérieur des Lazaristes chargés d'exercer les fonctions curiales à «Madagascar et Isles adjacentes» (437) — ce que laisserait entendre son titre de «curé»; soit qu'il ait assisté comme témoin non qualifié à de simples mariages dits «clandestins», comme le permettait le droit ecclésiastique de l'époque pour les lieux où les canons réformateurs du concile de Trente n'avaient pas encore été promulgués (438).

D'ailleurs, cette question de juridiction du premier prêtre résidant à Bourbon se pose de façon plus aiguë encore pour les confessions; il est bien évident, en effet, que le prêtre laissé pour le soulagement de tant de malades dont un grand nombre devait mourir, avait pouvoir, à quelque titre que ce soit, d'administrer le sacrement de pénitence.

Le Père Jean Jourdié, de Narbonne, missionnaire de la Congrégation de Saint-Lazare, était arrivé au Fort-Dauphin en même temps que Monsieur de Montdevergue. Sans doute sa santé devait-elle être assez médiocre, puisque sept mois de séjour à Madagascar n'avaient pas pu le remettre des fatigues de son long voyage maritime. Il fallut l'embarquer sur le «*Saint-Jean-Baptiste*» le 27 octobre 1667 et prier Caron de le déposer en passant à «l'infirmierie de Madagascar». Il semble qu'un an entier ait été nécessaire pour refaire sa santé : le premier acte de baptême qu'il signe est du 14 octobre 1668 (439). Le père de Matos qui l'avait soigné, voyant qu'il s'était rétabli, profita vraisemblablement du passage de la «*Force*» (4-22 septembre 1668) pour quitter l'Île à destination de Surate, par Madagascar et Sacator (440).

Le Père Jourdié assumait dès lors l'administration spirituelle de l'Île, mais ce ne fut pas sans une certaine hésitation si l'on en croit la formule assez embarrassée qu'il emploie dans les premiers actes; il se dit en effet, «faisant la fonction de la cure de l'Isle de Bourbon au fort Saint-Paul» (441). On prétend «qu'il tint registres de baptêmes, mariages, sépultures» (442) : seuls les actes de baptêmes nous sont parvenus; il

célébra évidemment mariages et sépultures selon les nécessités de ses ouailles.

Il est intéressant de constater que dans les trente-cinq actes de baptême qu'il a signés, du 14 octobre 1668 au 1er juin 1671 (443), il indique toujours si «l'enfant mâle» ou l'enfant femelle» dont il est question — selon les pittoresques expressions de l'époque — est «né du mariage» ou du «légitime mariage» de X et Y «ses père et mère» ou bien s'il est né tout simplement de X et Y. Ainsi les Français sont tous mentionnés comme mariés, tandis que les couples malgaches cités se répartissent en trois groupes : les uns sont dits «tous noirs du pays de...», les autres sont même désignés comme «infidèles ou idolâtres du pays de...» — et ce sont des couples demeurés à Madagascar —; au contraire, lorsque le mariage des parents est indiqué — et à cette époque seul le mariage religieux avait force de loi — il est expressément noté que ces parents appartiennent au culte «catholique, apostolique et romain» : ce sont ceux qui ont adopté la religion catholique en s'installant à Bourbon.

Cette constatation nous permet de donner un état approximatif de la jeune chrétienté entre 1667 et 1671. Les 76 personnes dont nous avons relevé plus haut l'existence, sont tous catholiques et constituent 12 foyers chrétiens. Ce qui s'explique par le fait que tous les malgaches introduits dans l'Île, même nés «de parents idolâtres» sont — on ne sait sous quelle pression administrative — baptisés et incorporés à l'Eglise Catholique, comme cela deviendra plus tard la règle générale (Code Noir).

Il n'y avait alors comme édifice de culte, que la chapelle de Saint-Paul, appelée couramment «la chapelle de Mascarin» dans les actes de baptême. C'est là que se font ordinairement les cérémonies. Pourtant, il arrive que le Père Jourdié soit contraint de s'absenter afin de s'occuper des intérêts spirituels des habitants de l'Île installés à Sainte-Suzanne et à Saint-Denis. C'est ainsi que le 21 avril 1669, il se trouve «faisant les fonctions de la Paroisse de Bourbon au fort Saint-Denis», et supplée les cérémonies du baptême à Anne Bellon qui avait été ondoyée en danger de mort (444). Cette absence dura assez longtemps puisqu'en avril, juin et septembre c'est le Père Montmasson qui administra les baptêmes «en la chapelle de Mascarin».

Michel Montmasson, «prêtre missionnaire» était lazarusiste comme le Père Jourdié. Passager du «*Taureau*», il avait déjà fait escale à Bourbon du 9 juillet au 6 août 1665; depuis lors il était demeuré à Madagascar. Les auteurs ne sont pas d'accord sur la date de son retour à Saint-Paul (445). Il a très bien pu arriver sur la «*Force*» le 4 septembre 1668 et

déterminer ainsi le départ du Père de Matos. L'almanach religieux de la Réunion affirme qu'il n'est venu qu'en mars 1669 (446), peut-être sur le «*Salomon*» vaisseau de la Compagnie qui se rendit en mars 1669 du Fort-Dauphin aux Indes (447). Tout ce qu'il y a de certain, c'est que le Père Montmasson était à Bourbon avant le 26 avril 1669, jour où il administra, à Saint-Paul, son premier baptême; il en fit un second le 29 juin et un troisième et dernier le 23 septembre (448). Son départ est aussi mystérieux que son arrivée. On s'accorde pour dire qu'il partit en fin 1669. Peut-être profita-t-il du passage à Bourbon du «*Saint-Paul*» (1er-24 septembre 1669) : quittant Mascarin le 24 septembre, il aurait été de retour au Fort-Dauphin le 2 octobre pour y poursuivre son odyssée tragique (449).

Le Père Jourdié sera seul prêtre à Bourbon jusqu'au passage de l'Escadre de Perse, qui lui permettra de rejoindre à son tour ses confrères Lazaristes à Madagascar. A la fin de son séjour, il faut noter qu'il eut à faire les honneurs de son Ile au Révérend Père Navarette, dominicain, missionnaire en Chine, qui se rendait à Rome, et qui fit escale à Saint-Paul, le 17 mars 1671 (450).

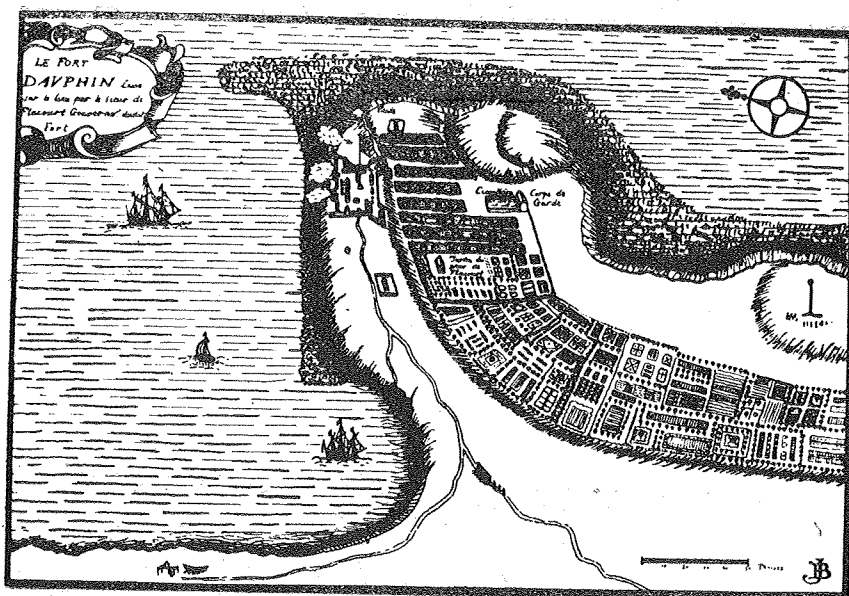
Sous un chef jeune, actif et compétent, la colonie de Bourbon en quatre années a fait des progrès considérables tant par l'organisation qui se précise que par l'accroissement rapide de sa population. Au point de vue religieux, une chrétienté est fondée, avec sa chapelle, ses prêtres résidents ou «*curés*», ses registres paroissiaux; des foyers chrétiens sont établis.

Afin d'illustrer l'influence profonde qu'avait prise la Religion catholique sur les habitants de l'Ile et leur comportement, qu'il nous soit permis de rapporter — sous toutes réserves cependant — un récit traditionnel qui relate la naissance du premier pèlerinage à la Vierge Marie dans l'Ile Bourbon : «*En 1667, un corsaire, chassé par la Flotte du Marquis de Montdevergue, préféra se jeter à la côte plutôt que de tomber entre les mains des vainqueurs. Au moment d'échouer, l'équipage fit vœu, s'il était sauvé, d'élever un sanctuaire à la Vierge Marie : personne ne périt. Les Matelots, fidèles à leur engagement, transformèrent les débris du navire en une modeste chapelle non loin de l'endroit où est située l'église actuelle (de Sainte-Marie). Ce pieux devoir accompli, les pirates allèrent demander aux habitants de Saint-Paul les moyens d'existence que leur vie d'aventure ne pouvait plus leur offrir : toutefois ils n'oublièrent point le sanctuaire de Sainte-Marie. Quelques mois après, plusieurs habi-*

tants de Saint-Paul les accompagnèrent dans un premier pèlerinage; ceux de Sainte-Suzanne les imitèrent l'année suivante; en 1669, les trois premiers quartiers de la Colonie s'y trouvaient réunis» (451).



* Case-Chapelle de Madagascar. Les cases de la Réunion sont, encore de nos jours, souvent construites dans le même style.



CHAPITRE CINQUIÈME

L'ESCADRE DE PERSE

1670-1674

INEXTRICABLES DIFFICULTÉS



Brésil, ce fut la débandade complète des actionnaires : le troisième versement ne produisit, en décembre, que 24.000 livres sur les 2 millions et demi qu'il aurait dû fournir.

* Fort-Dauphin, extrait de l'« Histoire de la Grande Ile... » de Flacourt.

** Louis XIV, d'après une pièce de 1670, commémorant l'œuvre de Colbert sur la Marine (Hôtel de la Monnaie).

TANDIS qu'à Bourbon une société naissait et qu'à Madagascar les comptoirs français périllicitaient, en France la Compagnie des Indes était en proie à d'inextricables difficultés. La fondation du port de Lorient en 1665 et sa cession à la Compagnie en mai 1666 (452), n'avaient pu pallier à l'effet désastreux produit par la perte de la « Vierge-de-Bon-Port » le 9 juillet 1666 (453). Quand on sut que la flotte de Montdevergue relâchait indéfiniment au

Pourtant la Compagnie réussit à armer un nouveau navire, la « Couronne » (454) qui mit à la voile le 23 décembre afin d'annoncer à Madagascar, la venue d'une autre grande flotte. Aussitôt après, les Directeurs adressèrent au Roi, une requête (19 février 1667), à Colbert un mémoire (1er mars) (455) où ils exposaient la situation critique de l'entreprise : au bas mot, 1 million 140.000 livres étaient immédiatement nécessaires pour la renflouer. Malgré l'entrevue de Saint-Germain-en-Laye, ménagée par le premier ministre, le 7 mars, Louis XIV fit la sourde oreille aux demandes de subsides. Les Directeurs, pris de panique, convoquèrent l'Assemblée Générale pour le 2 mai 1667, mais le 26 avril, le Roi interdit de la tenir. Pour se mettre à couvert, les Directeurs firent examiner leurs comptes qui s'avérèrent justes (7 mai) (456). Le 7 juin, le « Saint-Paul » arrivait à Brest avec des nouvelles désastreuses; il avait quitté Madagascar le 16 février : à cette date, la colonie avait perdu beaucoup de monde, se trouvait dans un extrême besoin et la flotte de Montdevergue n'y était pas encore arrivée; la cargaison du « Saint-Paul » fut jugée de médiocre valeur (457). Un second mémoire, le 9 juillet 1667, puis un troisième, le 9 août, furent envoyés à Colbert pour attirer son attention sur la situation désespérée de la Compagnie (458), appelée à disparaître s'il ne lui prêtait pas le plus prompt secours. Colbert dut promettre son concours, car le 10 août les Directeurs décidèrent d'envoyer en octobre deux vaisseaux à Madagascar et aux Indes, mais les corsaires biscayens mirent obstacle à leur départ (459).

IL FAUT ABANDONNER MADAGASCAR

LE 13 octobre, les Délégués de la Compagnie dévoilèrent à Colbert leur véritable pensée : il fallait « aller droit aux Indes » et abandonner Madagascar dont la colonisation n'était pas le fait d'une Compagnie essentiellement commerciale et grevait lourdement son budget. L'attitude évasive du ministre nécessita une nouvelle démarche le 13 décembre. Cette fois Colbert s'émut; il vint, le 31 décembre présider l'Assemblée des Directeurs et fit des propositions concrètes : il achèterait et paierait comptant les navires inutiles à la Compagnie; le Roi avancerait une nouvelle somme; des bâtiments de guerre escorteraient désormais les navires prêts à appareiller et les mettraient ainsi à l'abri des attaques espagnoles; avant d'abandonner Madagascar, il fallait attendre de connaître l'avis de Montdevergue, de Faye et Caron. En conséquence, les deux frégates l'« Aigle-d'Or » et la « Force » appareillèrent du Port-Louis le 20 mars 1668 (460). En contrepartie de l'aide apportée, l'emprise du Roi et de son ministre sur la Compagnie se fit plus pressante : Colbert présida les réunions du bureau et dicta ses volontés; le 16 avril, Louis XIV, dans l'espoir de meilleures nouvelles, interdit encore l'Assemblée Générale du 2 mai 1668. Hélas! en août, le houcra le « Saint-Robert » revenait de Madagascar avec des lettres de Montdevergue (février-mars 1668) où le Gouverneur se

plaignait amèrement de la stérilité et de l'insalubrité de l'Île Dauphine; il suppliait de n'y plus envoyer personne car la colonisation y était manifestement impossible (461). Louis-Henry Giron, sieur de la Martinette (462), secrétaire du Conseil Souverain de Madagascar, messenger de Montdevergue, devait compléter de vive voix ces décourageantes nouvelles (463), parmi lesquelles pourtant perçait un rayon d'espoir : en octobre 1667, Caron avait quitté le Fort-Dauphin pour Surate avec deux vaisseaux (464).

Les Directeurs en profitèrent pour raidir leur position et tentèrent encore d'obtenir l'abandon de Madagascar : un entrepôt à la baie de Saint-Augustin ou à Bourbon suffirait amplement aux nécessités du commerce avec les Indes (30 août). Le 13 septembre, à Saint-Germain-en-Laye, ils reviennent à la charge, mais c'est en vain, car le Roi et son ministre ne voulant pas renoncer à leur essai de colonisation, risquèrent un dernier effort : le Roi verserait deux nouveaux millions; les actionnaires seraient contraints de payer leurs second et troisième versements, sauf abandon notarié de leurs droits; l'Assemblée Générale serait prochainement réunie.

Le 13 novembre, Louis XIV fit porter à la Compagnie une première tranche de 500.000 livres; le 28, il convoquait enfin l'Assemblée Générale pour le 15 décembre.

L'ÎLE DAUPHINE PASSE AU DOMAINE ROYAL

C fut une réunion solennelle, présidée par le Roi lui-même, entouré des Princes, des grands Seigneurs de la Cour, des Maréchaux de France, de tous les Conseillers d'Etat, des Officiers du Parlement... Colbert lut un rapport sur la situation de la Compagnie, énuméra les armements faits depuis 1665, exposa le bilan, reconnut qu'on avait commis une faute en envoyant les flottes à l'Île Dauphine, mais il ajouta que Caron avait instauré le commerce dans les Indes où de Faye allait le rejoindre, que le «*Saint-Paul*» repartirait prochainement porter des vivres à Madagascar. Il conclut qu'il fallait espérer maintenant un plein succès pour cette entreprise que le Roi favorisait de plus de quatre millions.

Louis XIV, contrairement à l'usage, prit lui-même la parole pour affirmer l'intérêt qu'il portait à la Compagnie, et engager les souscripteurs à s'acquitter promptement de leurs redevances.

Puis le Roi nomma d'autorité trois nouveaux Directeurs : Gueston, Piques, Desmartins, ainsi que les Commissaires aux comptes (465) : la «*nationalisation*» de la Compagnie était chose faite.

A la fin de janvier 1669, le «*Saint-Jean-Baptiste*», venant de Surate, arrivait au Port-Louis, avec une lettre de Caron du 21 avril 1668 (466). La cargaison était plutôt maigre, et les directeurs le firent savoir à

Caron, mais le «*Saint-Jean-Baptiste*», premier navire qui revenait des Indes, fit sensation. Louis XIV appela à Versailles, son commandant, le sieur de Lopis, neveu de Montdevergue et lui prouva sa satisfaction (467). L'envoi d'une escadre aux Indes fut décidé peu après.

Le 10 avril 1669, le «*Saint-Paul*» reprit la mer avec les lettres pour Montdevergue qu'on avait, un moment, pensé destituer (468). Un envoyé du Roi, le sieur de Préaux-Mercey, était chargé de lui signifier son maintien en fonctions en même temps qu'un arrêt du Conseil d'Etat du 1er avril qui cassait un jugement du Conseil Souverain de l'Île Dauphine; il portait aussi à Surate, des lettres pour de Faye et Caron (469).

Un second vaisseau le «*Saint-François*» (600 tonneaux) quittait à son tour, le Port-Louis pour Surate, le 7 juillet.

Mais d'autres lettres de Caron, fort désobligeantes pour Madagascar et son Gouverneur, arrivèrent par voie de terre dans le courant de 1669 (470) et changèrent brusquement les dispositions de Louis XIV et de Colbert; en septembre ou octobre, l'Île Dauphine fut transférée au domaine royal, contre la somme d'un million; l'année suivante, son Conseil Souverain fut supprimé (471), Montdevergue rappelé; Bourbon devenait l'unique escale de la mer des Indes.

L'ESCADRE DE PERSE



comme chef; il était nommé «*Lieutenant Général pour le Roi dans l'Isle*

* Ornement de proue d'un vaisseau de 50 canons. Tête de hibou surmontée d'un groupe de deux hommes interrogeant l'espace : la Vieillesse pensive et la Jeunesse ardente.

Un mémoire dû à la plume de la Boullaye le Gout, concluait déjà en 1666, à la nécessité d'une démonstration des forces françaises dans les Indes (472). Malgré l'avis contraire de F. Bernier, Caron, dans ses lettres et mémoires de 1668, émettait les mêmes idées. L'envoi d'une escadre militaire fut décidée dès janvier 1669; Colbert en parle à de Faye dans ses lettres du 31 mars; le 11 mai, il charge Colbert du Terron, intendant de Rochefort de préparer l'expédition. Le 3 décembre, Jacob Blanquet de la Haye, gouverneur de Saint-Venant et colonel du Régiment de la Fère, lui fut donné

Dauphine et dans toutes les Indes»; le 3 janvier 1670, il recevait le titre de Vice-Roi des Indes. Ses instructions portaient qu'il ne devait s'arrêter, en route, qu'à la baie de Saldaigne, pour en faire le relevé, puis à l'île Dauphine. Là, son séjour ne devait pas excéder six semaines: il établirait son autorité, enquêterait et laisserait Champmargou comme gouverneur (473).

Il avait fallu dix mois pour réaliser en France, les ordres de Colbert. Enfin, l'«Escadre de Perse» appareilla de Rochefort, le 29 mars 1670, et mouilla à Belle-Ile, le 1er avril, pour y attendre trois vaisseaux de la Compagnie: le «*Dauphin Couronné*» de 800 tonneaux, le «*Phoenix*» de 500 tonneaux, et le «*Vautour*» de 600 tonneaux sur lesquels s'embarquèrent six Pères Capucins (474). Elle-même comptait neuf bâtiments choisis parmi les unités les plus remarquables de la flotte royale:

Le «*Navarre*» — 56 canons — 1.000 tonneaux — battant pavillon amiral

Le «*Triomphe*» — 38 canons — 900 tonneaux

Le «*Jules*» — 36 canons — 500 tonneaux

Le «*Bayonnais*» — 34 canons — 500 tonneaux

Le «*Flamand*» — 34 canons — 700 tonneaux

Une frégate:

La «*Diligente*» — 15 canons — 300 tonneaux

Deux flûtes:

La «*Sultane*» — 12 canons — 300 tonneaux

L'«*Indienne*» — 12 canons — 300 tonneaux

Une flûte-magasin:

L'«*Europe*» — 12 canons — 300 tonneaux

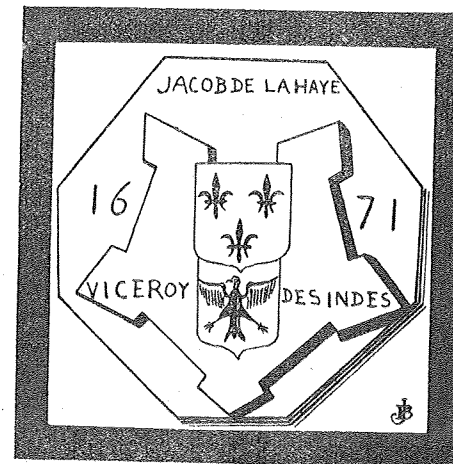
Monsieur de la Haye, «Amiral des Mers du Midy» montait le «*Navarre*» mais le commandement techn. que de l'Escadre était assuré par un Chef d'Escadre, le sieur de Turelles-Thiballier (475).

HEUREUX QUI, COMME ULYSSE...

Le 11 avril, la flotte mit à la voile, mais il fallut relâcher à Lisbonne pour y réparer les avaries de trois vaisseaux (476). L'exploration de la baie de Saldaigne ne se fit pas sans quelques démêlés avec les Hollandais (477). L'escadre parvint au Fort-Dauphin le 23 novembre 1670 après plus de sept mois de navigation. De la Haye prit possession de Madagascar au nom du Roi le 4 décembre, commença l'enquête prescrite, installa Champmargou lieutenant général et la Case major de l'île (478); mais son inexpérience eut tôt fait de détruire la lente action pacificatrice de Montdevergue qu'il avait destitué et qui rejoignit la France sur la «*Marie*» (479). La guerre rallumée dans l'île, les équipages décimés par la maladie, atteint lui-même de fièvre, le Vice-Roi, dégoûté, résolut de passer à Bourbon.

A cette fin il quitta le Fort-Dauphin, le 11 avril, avec le «*Navarre*», le «*Flamand*», le «*Saint-Jean-de-Bayonne*» (ou «*Bayonnais*»), l'«*Indienne*», l'«*Europe*», et le houer «*Saint-Jacques*», récemment rentré des Indes; il laissait au Fort-Dauphin le «*Triomphe*», le «*Phoenix*» (480) et la «*Sultane*» cependant que le «*Jules*» et la «*Diligente*» se rendaient à la Baie de Saint-Augustin (481).

VILLEGIATURE A L'ÎLE D'EDEN



Quelques Français de Madagascar, anciens soldats pour la plupart, obtinrent de Mr de la Haye de passer à Bourbon. Avec le Vice-Roi, débarquèrent donc à Saint-Denis, le 27 avril 1671 (482), quelques nouveaux colons. Un recensement de 1711 désigne formellement comme venus «dans l'île du temps de Mr de la Haye»:

Antoine Cadet, de Sézanne-en-Brie, «chandelier»;

Louis Caron, dit la Pie, de Caudan, en Bretagne;

et Guy Roger, dit l'Eveillé, de Paris.

Pour Jullien Dailleau, dit la Rose, un des «anciens de Madagascar, très bon arqubusier de sa profession», comme le décrira Antoine Boucher en 1710, le doute subsiste, car le même recensement de 1711 le mentionne deux fois et le désigne d'abord comme étant «du Mans, depuis trente ans dans l'Isle», soit depuis 1681; puis, comme originaire «de Sablé, pais du Maine, depuis 1671 dans l'Isle».

Quant à Jacques Lauret, dit Saint-Honoré, maître-tailleur, de Nevers, il est également désigné comme arrivé «dans l'Isle du tems de Mr de la Haye», mais Antoine Boucher nous apprend qu'«il a mesme esté au siège de San Thomé (juillet 1672) où il servait en qualité de soldat», ce qui reporterait la venue de Jacques Lauret dans l'île à fin 1672 ou même 1674.

Nous pensons, en nous appuyant sur les registres d'Etat-Civil et sur les divers recensements, pouvoir affirmer que

Pierre Nativel, de Veaugirard, tailleur de pierre, et

Jacques Fontaine, «menuisier, natif de la rue neuve St-Martin, paroisse de St Nicolas des Champs, à Paris», vinrent eux aussi s'installer à Bourbon, en 1671, avec leur famille (483).

* Pierre gravée portant les armes de de la Haye, inscrites dans le plan d'une fortification (Vestibule de la Préfecture de Saint-Denis).

L'escadre mouilla «devant l'habitation de Saint-Denis». Aussitôt, raconte François Boyer qui faisait partie de la suite du Vice-Roy, le Sr. Regnault, gouverneur pour Mrs de la Compagnie audit lieu de Bourbon, envoya à bord son bateau, et, une heure après-midi, M. l'Amiral est descendu à terre avec partie de sa maison. Les soldats et les malades — au nombre desquels se trouvait Dubois, secrétaire et intendant de Champmargou et «perclus de tous ses membres» — ont été mis à terre pour s'y rafraîchir, l'air y étant très bon et les vivres en abondance.»

Le 29, deux ou trois vaisseaux (484) partirent sur Antongil pour y chercher du riz.

Après diverses activités, notamment une visite en chaloupe à Saint-Paul, le «6 (mai), nous dit F. Boyer, M. l'amiral a pris, pour le Roi, possession de l'île de Bourbon, en présence de tous les habitants qui sont cinquante français, qui prêtèrent tous serment de fidélité».

Le récit que fit de cette journée mémorable, M. du Tremblay, Commissaire de l'Escadre, mérite d'être reproduit : «Le mardi 5 mai 1671, dit-il, l'amiral accompagné de ses officiers et de messieurs de la marine, ayant ordonné que tous les habitants eussent à s'assembler, parut comme dans un trosne qui avoit été dressé à la porte de son logement, ou estant assis au milieu, Monsieur de Thurelle (chef d'escadre) à sa droite, et son capitaine des gardes à sa gauche, le sieur Regnault, gouverneur, à sa droite en dehors, il se fit reconnoistre vice-roy, amiral et lieutenant général pour Sa Majesté en tous les pays des Indes.

«Il parla longtemps aux habitants touchant l'agriculture du pays et du soing qu'ils devoient prendre pour ensemençer les terres.

«Il leur défendit la chasse, afin de mieux vaquer au labourage et semences, pour fuir l'oisiveté.

«Il leur déclara la taxe qu'il avoit mis sur toutes choses affin que le profit leur en revint.

«Il leur recommanda l'union; leur donna une amnistie générale de tous leurs crimes et fautes passés, et leur dit cent belles choses sur cette matière.

«Il escouta leurs raisons, reçut leurs plaintes, approuva quelques-unes de leurs demandes, refusa celles qui estoient absurdes; bref il leur fit tomber des larmes de joie.

«Il fit venir le sieur Regnault, pour lors gouverneur de ladite île, luy fit prêter le serment de fidélité au Roy et sur la sainte Evangile et à un habitant qui estoit à sa gauche, et représentoit tous les autres; tous deux à genouil, tant pour le passé que pour le présent, leur fit lever la main et à tous les habitants.

«Pareillement, pour le mesme sujet, l'on fit lecture tout haut des commissions du Roy, qu'il en avoit comme vice-roy et lieutenant général de Sa Majesté.

«Bref, toutes ces choses finies, il escouta chaque habitant en particulier et luy fit justice sur tout.

«Après avoir crié trois fois : Vive le Roy! et tous les officiers de marine s'estant retirés, chacun à leur bord, le Te Deum fut chanté à terre.

«Sur l'entrée de la nuit les vaisseaux saluèrent de coups de canon et la mousqueterie ensuite fit trois descharges.»

DÉJÀ L'INDISCIPLINE

DE ce texte il ressort que tout n'allait pas très bien dans l'île. Les habitants négligeaient «l'agriculture», et lui préféraient «la chasse», voire même, poussés sans doute par la douceur du climat, «l'oisiveté»; il s'ensuivait des rixes, des ressentiments, des «crimes». Ce petit peuple paraissait déjà fort turbulent et indiscipliné, et bien que l'algare du Vice-Roi se soit terminée par une amnistie générale et «des larmes de joie», il faut croire que les difficultés passées ne furent pas étrangères au déplacement de Regnault : le 5 (ou le 6) mai, celui-ci prête serment de fidélité, mais le 9 (ou le 11) on lui substitue la Hure, capitaine réformé d'infanterie. On a avancé que de la Haye avait besoin d'un officier d'administration, instruit et intelligent, pour un de ses vaisseaux, que Regnault, roturier, ne pouvait pas exercer un commandement; ces raisons ont pu intervenir partiellement, mais il paraît assez judicieux de penser que sa volonté d'instaurer l'ordre et le travail lui suscita de tenaces inimitiés qui le dégoûtèrent (485).

Donc, entre deux voyages du Vice-Roi à Sainte-Suzanne, le «lundi 11 (mai 1671) le sieur de la Hure, toutes troupes assemblées au port Saint-Denys, fut reconnu gouverneur de Bourbon»; il avait pour mission d'y rétablir la discipline.

M. de la Haye donna lui-même avant de partir, l'exemple de la plus extrême rigueur; il «tint si sévèrement la main aux défenses de la chasse, écrit Souchu de Rennefort, que trois français y ayant esté pris, il les fit tirer au billet; un Gentilhomme sur qui le sort tomba, fut attaché à un arbre, et les fuzeliers sur l'ordre de M. de la Haye, ayant tiré leurs coups en l'air pour luy donner seulement la peur, il fut trouvé fort malade quand on le détacha sans avoir esté frappé, et mourut peu de temps après» (486).

«Mardi 2 juin, écrit encore du Tremblay, après disner, l'amiral se rendit au lieu choisi pour faire quelque fortification. Il fit abattre tous les arbres qui pouvaient empêcher les alignements de la place, par trente matelots, avec des haches.

«Mercredi 3 juin, il continua à faire abattre des arbres dans le circuit de la place et acheva d'y tracer un pentagone parfait, mit des piquets à tous les angles, fit tracer le plan sur une pierre, la mit au centre de la place bien orientée; fit tout reconnaître au sieur de la Hure en lui donnant un plan pour l'exécuter, quand il en recevrait les ordres.» (487)

C'est l'origine de la fameuse pierre qui se trouve encastrée dans un mur au bas de l'escalier intérieur de l'hôtel du Gouverneur — aujourd'hui la Préfecture. Cette fortification n'a jamais été réalisée (488).

Le 14 juin «l'escadre mit à la voile pour aller à Saint-Paul. Les vaisseaux ne pouvant gagner la rade, il en fut détaché des chaloupes pour aller aux rafraîchissements. Elles en revinrent à minuit, toutes chargées.

Le 17 on a fait servir les voiles et fait route pour Madagascar» (489). De la Haye emmenait avec lui Regnault, et, ce qui était aussi grave, le Père Jean Jourdié. Celui-ci, avant de partir, le 12 juin 1671, avait conféré un dernier baptême, celui de Jacques Nativel...» enfant mâle, né du légitime mariage de Pierre Nativel de Veaugirard, diocèse de Paris, et de Marie de Fargin...» Le parrain fut «Jacques de la Heure, gouverneur de l'Île, de Paris», et la marraine : «Marie Baudrie, de Calais» (490).

L'Île devait rester plus de trois ans sans prêtre résidant (491).

Lorsque, le 26 juin, la flotte arriva au Fort-Dauphin, de la Haye y apprit que le Major La Case venait d'être tué (23 juin). Il le remplaça, le 17 juillet, par un lieutenant de l'une des compagnies d'infanterie de l'escadre, la Bretesche, qu'il maria le 20, à la fille aînée de La Case. Le 1er août le Vice-Roi rédigea un rapide mémoire sur Bourbon; puis, selon les ordres reçus de ne pas s'attarder à Madagascar, où ses troupes étaient décimées par la maladie, et la population indigène et française montée contre lui, il s'empessa de partir pour les Indes. Il prenait avec lui tous les vaisseaux, et ne laissait à Champmargou et la Bretesche (492) que quarante soldats — dont «plus de la moitié hors d'état de rendre aucun service» — sans vivres ni munitions (493). Le Père Jourdié restait au Fort-Dauphin où il ne retrouvait que MM. Roguet et Montmasson et quelques frères.

Déjà M. Alméras, successeur de Saint-Vincent, envisageait le rappel des Lazaristes et il avait écrit à leur Supérieur du Fort-Dauphin : «Les vaisseaux n'iront plus guère à Madagascar; on les envoie droit aux Indes, ces Messieurs ayant presque abandonné cette île; et je ne sais si le Roi ne l'abandonnera pas aussi. Mais quand il y enverrait des vaisseaux de temps en temps, comme de deux ou de trois en trois ans, il s'en passera quatre ou cinq sans recevoir de réponses aux lettres, et encore plus, avant qu'on puisse remédier aux besoins de votre mission qui malheureusement ne peut subsister que par le changement des personnes infirmes.»

Les missionnaires de la Grande Île eurent, «Dieu merci, de bons rapports avec M. l'Amiral», mais alors que chacun comptait sur lui pour faire de la base «un établissement solide», il fallut bien constater qu'«au lieu de fournir des rafraîchissements et des choses nécessaires à la vie», il refusa «d'y laisser un baril de poudre...». Le Père Roguet ajoutait : «Nous en sommes à nos dernières soutanes, à nos derniers chapeaux; nous n'avons ni bas, ni souliers; enfin tout nous manque, excepté les

manteaux qui ne s'usent pas aussi vite que les autres habits... sous un ciel tropical.

Parti le 12 août, de la Haye relâcha le 27 à l'Île d'Anjouan «pour se procurer quelques rafraîchissements»; le 27 septembre 1671 (494), il touchait les Indes où d'autres aventures l'attendaient (495).

BOURBON, ESCALE DE LA MER DES INDES



SUR Bourbon, dans sa lettre du 1er août, de la Haye avait écrit des pages élogieuses; il avait aussi fait des projets ingénieux dont a pu dire qu'ils étaient la meilleure solution «au problème des relâches» (496) à cette époque. Il voulait créer des ports de mouillage à Sainte-Marie et Antongil, mais faire de Bourbon une colonie de peuplement, «où l'on ne saurait mettre trop de monde, disait-il; ce se-

rait une pépinière où les hommes se conserveraient, pour de là fournir les lieux qui en auraient absolument besoin et bon pour y rétablir nos malades de toutes les Indes : cela empêcherait la consommation d'hommes qui se fait partout ailleurs, et l'on en tirerait des vins, grains et vivres avec peu de labeur...» (497).

Sous la férule de la Hure, Bourbon va commencer de jouer son rôle d'escale. A la suite des six vaisseaux de de la Haye qui avaient touché l'Île entre le 27 avril et le 17 juin, l'année 1671 vit encore mouiller dans la Baie de Saint-Paul, le «Breton» — navire du «roi, du port de 1.000 à 1.100 tonneaux, armé en guerre, ayant environ 400 hommes sur son bord, tant officiers, soldats que matelots, et 50 ou 55 pièces de canon, commandé par le sieur [Régner] - Duclos, capitaine» (498) — Arrivé le 22 septembre, ce vaisseau fut rejoint à Saint-Paul le 24 par «une hourque, ou petit vaisseau, appartenant à Messieurs de la Compagnie Orientale. Il était commandé par le sieur Chanlatte, dit Bonne-Lame».

«Le 21 octobre suivant (1671), ces deux vaisseaux levèrent l'ancre de devant l'Île Bourbon et partirent pour les Indes» (499).

Des quelque dix navires connus qui ont quitté la France et atteint les Indes, et qui auraient pu faire escale à Bourbon à cette époque (500), ces deux vaisseaux sont les seuls dont les textes aient mentionné l'apparition dans les eaux de Mascarin. Il est assez probable que d'autres y ont abordé puisqu'un seul de ces navires est cité pour avoir atteint Surate sans relâche (501) et que les Instructions de Colbert sur ce point étaient formelles : tous les vaisseaux devaient toucher Bourbon (502). Pourtant

* Monstre marin d'après une carte de 1579.

Dubois qui résida dans l'Ile jusqu'au 4 septembre 1672, ne signale que ces deux vaisseaux pendant tout son séjour; les actes d'Etat-civil sont également muets sur le passage éventuel d'aumôniers de marine à Bourbon.

Dans le sens opposé, c'est-à-dire entre les Indes et la France, trois escales seulement sont relevées. Du 17 au 25 août 1672, le «Barbault» mouille à Saint-Denis; puis à Saint-Paul jusqu'au 4 septembre. Il apporte les ordres de de la Haye à la Hure, et emmène en France le courrier du Vice-Roy des Indes; Dubois s'embarque à son bord. Puis, c'est le «Jules» qui passe en novembre 1672 avec Caron, rappelé en France, et le Frère Denis de Quimper, Capucin (503).

Enfin, venant aussi de l'Inde, à peu près en même temps que le «Jules», le «Robin» s'arrête à Bourbon (504). Cinq autres vaisseaux sont parvenus en France en provenance des Indes, mais aucun indice ne nous permet d'affirmer qu'ils aient touché notre Ile (505).

JACQUES DE LA HURE OU LES MÉFAITS DU «COUP DE BAMBOU»

PENDANT toute cette période, c'est Jacques de la Hure, capitaine réformé d'infanterie, qui préside aux destinées de Mascarin. Son gouvernement qui semble avoir été vraiment fantaisiste et brutal, a excité la verve des auteurs. Crestien, s'appuyant sur un texte d'archives (506), le décrit comme un «scélérat impie, ne craignant ni Dieu, ni les hommes, un forcené jouant la folie furieuse que les grandes chaleurs tropicales contribuaient à mettre hors de lui; il marchait toujours son nousqueton chargé à ses côtés. Il lui arrivait de s'en prendre au Ciel, au soleil, de ses souffrances provoquées par la chaleur. Il faisait supporter aux habitants toutes sortes de vexations...» (507).

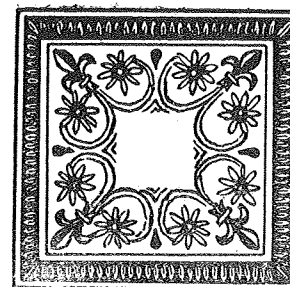
Le résultat le plus clair d'une semblable politique fut la fuite des colons malmenés et spoliés, le mécontentement de la population, le marasme économique. Dès avant octobre 1671, raconte le «Journal» du «Breton», «Huit Français ne pouvant souffrir cette tyrannie ont fui dans les montagnes avec des noirs que l'on appelle Madagaches. Ces pauvres habitants sont obligés de donner leurs denrées à fort bon marché. Le tabac qu'ils remettent au sieur de la Hure à 3 ou 4 sous la livre, celui-ci le fait revendre 10 ou 12 sous aux matelots, et tout va pareillement. Les habitants assurent que si le sieur de la Hure ne leur donne meilleure part de l'argent qu'il tire de leurs marchandises, ils sont résolus à lui faire un méchant parti» (508).

Dubois note également que de la Hure «avait fait désertir le monde capable de cultiver la terre, et avait fait faire des travaux peu utiles» Ces travaux, non entretenus, seront complètement ruinés en 1688 (509).

Entre autres forfaits, on attribue à la Hure l'exécution sommaire d'un de ses porteurs au lieu même où ceux-ci avaient comploté de le faire disparaître. Ce serait l'origine de l'appellation de «Ravine à Malheur» donnée depuis à un gouffre qui se trouve sur l'ancien chemin qui reliait la Possession à Saint-Denis. Le sieur Véron, garde-magasin de la Compagnie, premier personnage de l'Ile après le gouverneur — cette fonction avait été instituée par de la Haye, en 1671 — ne trouva pas grâce devant lui, il voulut lui tenir tête et lui interdire les exactions dont il était coutumier : de la Hure «le fit fusiller, et après sa mort, son corps fut écartelé et exposé dans un endroit qui a gardé le nom de «quartier Véron» (510).

Bellanger, en 1674, reprendra les mêmes griefs : «Nous vîmes ici, écrivait-il, beaucoup de sédition, la plupart des habitants s'étant retirés dans les montagnes, craignant d'avoir la tête coupée à l'exemple de cinq ou six autres, entr'autres le sr. Véron, qui était même officier : son corps avait été mis en quatre morceaux» (511).

L'ORDRE RÉTABLI



UN rapport sur ces désordres avait déjà dû parvenir en France puisque trois lettres furent écrites par le Roi le 27 février 1673 dans le but de déposer le sieur de la Hure et de rétablir Regnault : l'une était destinée à de la Haye, la seconde à Beauregard, capitaine de la «Dunkerquoise», la troisième adressée à de la Hure lui-même. Peut-être ces ordres ne parvinrent-ils pas à destination (512). Cependant, lorsque Jacob de la Haye, après le désastre de San Thomé, revint à Bourbon le 19 novembre 1674, il ne tarda pas à se rendre compte de la situation. M. de Ricous, lieutenant de vaisseau, qui faisait partie de la suite du Vice-Roi, résumera plus tard ce qu'il vit en ces termes : «La dernière fois que nous y allâmes, revenant en France en 74, la plupart des habitants étaient vagabonds dans les montagnes et avaient abandonné leurs habitations. Mr. de la Haye leur donna une amnistie générale... Il exhorta ces habitants d'être plus fidèles au Roi et leur promit que Sa Majesté ne les abandonnerait pas. Il leur distribua des étoffes des Indes pour se couvrir car ils étaient tout nus. Ces misérables demandaient des femmes, la plupart ayant été contraints d'épouser des négresses, leurs esclaves, et disaient qu'ils étaient obligés de relâcher les bestiaux dans les montagnes par la grande quantité qu'ils en avaient et le peu de débit qu'ils en faisaient.

* Lettrine extraite de l'«Histoire des Indes Orientales» de Souchu de Rennefort.

Cette île, pour la rendre utile à Sa Majesté, a besoin d'être habitée de gens de métier et particulièrement de bons laboureurs. Les gens de métier qu'il faut sont des charpentiers, des forgerons, des scieurs de long et autres artistes semblables» (513).

M. de la Haye fit une rapide enquête, entendit le 20 novembre les doléances de «tous ceux qui s'étaient retirés dans les montagnes», le 21, [les habitants] dressèrent leurs plaintes qu'ils donnèrent à M. l'Amiral» et «le premier décembre, le sieur d'Orgeret fut reçu gouverneur de Mascareigne au village de Saint-Paul, à 9 heures du matin, et le sieur de la Hure repassa... en France» (514) pour y être jugé, condamné, écartelé (515).

Le même jour, «premier décembre mil six cent soixante quatorze», «Jacob de la Haye, Lieutenant général des armées du Roy, amiral, gouverneur et son lieutenant général dans toute l'étendue des mers et pays orientaux de son obéissance» donnait «de par le Roy» une «ordonnance pour l'isle Bourbon» dont le texte nous a été conservé et qui ne faisait sans doute que reproduire les prescriptions orales laissées en 1671 par le même vice-roy. Cette ordonnance contient des détails et des allusions qui en font comme un miroir fidèle de ce qu'était la vie de l'île sous le gouvernement de la Hure. Les mêmes désordres s'y retrouvent qui avaient attristé Regnault, les débordements y sont décrits qui affligeront les futurs gouverneurs, les obligeront à la sévérité, et les feront taxer de cruauté.

Les premiers articles (1 à 6) repellent le devoir d'obéissance de chacun à tous les degrés de la hiérarchie, ainsi que le respect du nom de Dieu (art. 3), et du bien d'autrui (art. 7). Quatre articles (8 à 11) sont consacrés à protéger les droits commerciaux de la Compagnie des Indes : les colons, en effet, n'étaient que des employés de la Compagnie, ils pouvaient commercer entre eux, mais le commerce avec l'extérieur leur était refusé. La chasse faisait ensuite l'objet d'une sévère réglementation (art. 12), elle était purement et simplement interdite «attendu que nous avons observé que la liberté de la chasse rend les habitants paresseux et fainéants, ne se soucians de cultiver les terres, ni d'avoir des bestiaux pour leur nourriture, et détruisent le pays au lieu de l'établir». «Vingt écus d'amende» : telle sera la sanction d'une première contravention; «en cas de récidive, à peine de la vie».

Chaque habitant devra avoir deux bœufs, pour le labour et pour le transport des denrées (art. 13), mais les chiens sont proscrits à moins d'une permission écrite du gouverneur (art. 14). L'élevage des abeilles est recommandé (art. 15) et la destruction des essaims sanctionné. Les tortues de terre sont protégées, elles aussi, de l'extermination qui les menace : «personne ne tuera, ni ne prendra de tortue de terre, soit pour sa nourriture ou de ses porcs, ou pour quelqu'autre raison que ce soit,

sans permission par écrit du gouverneur, de la quantité qu'il permettra, et les prendront en présence de monde» (art. 16) : l'étrange abus s'était en effet déjà installé de ne manger des tortues que le foie, le reste servant de pâture pour les porcs.

La répression des «déserteurs de la montagne» était organisée et rétribuée (art. 17, 18, 21) mais les anciens déserteurs qui s'étaient soumis à de la Haye étaient totalement amnistiés (art. 22). Chaque habitant «était tenu» d'avoir, au moins, par tête, deux cents volailles, douze porcs et six milliers de riz, trois milliers de légumes et grains; et des bleds, ce qu'ils pourront, au plus,...» (art. 19). C'était vouloir un développement économique progressif de l'île afin d'en faire une escale florissante d'approvisionnement.

Les mariages entre blancs et noirs devaient avoir montré quelques inconvénients car on les interdit : «Deffense aux François d'épouser des négresses, cela dégoûterait les noirs du service; et deffense aux noirs d'épouser des blanches : c'est une confusion à éviter» (art. 20). Des assemblées de «notables» responsables sont instituées «pour condamner les criminels» et «avertir des caballes, pratiques et malversations contre le service du Roy, et mauvais desseins dont ils auront eu connaissance» (art. 24). Des chasseurs assermentés fourniront les magasins de «viandes et gibiers qui seront nécessaires pour la nourriture des habitants et étrangers, suivant les ordres qui leur seront donnés». Si ces chasseurs portent du gibier ailleurs qu'aux magasins, ils seront frappés «la première fois, de 100 livres d'amende»; en cas de récidive, ils s'exposaient à «être pendus et étranglés» (art. 25).

Cette ordonnance qui est le premier texte législatif de Bourbon, contient des prescriptions qui n'ont rien, comme on le voit, que de très raisonnable, et tendaient à faire de l'île, une colonie bien policée (516).

Le lendemain, 2 décembre, le «Velse» et le «Ramequin» — vaisseaux hollandais qui ramenaient en France les débris vaincus de l'Escadre de Perse — levèrent l'ancre pour Madagascar. Monsieur de la Haye laissait à Bourbon «au sieur Orgeret, 17 personnes, avec le sieur Fleurimon pour son lieutenant, et le Révérend Père Bonnet, cordelier, pour administrer les sacrements» (517).

C'était là une nouvelle augmentation de la population de Bourbon à laquelle il convient d'ajouter les «quinze prisonniers noirs de Saint-Thomé» (518), débarqués du «Jules» lors de son passage en novembre 1672 : ce fut le premier apport connu et important d'Indiens dans notre île (519).

Si nous reprenons les chiffres donnés au chapitre précédent pour l'année 1671, et la même méthode de calcul, nous trouvons, pour l'année 1674, une population approximative de 128 habitants, dont 62 blancs (enfants et adultes), 43 malgaches (enfants et adultes), 15 indiens et 8 enfants métis; et parmi les Français

Denis Arnou,
Nicolas Prou, tous les deux d'origine inconnue,
Julien Robert, dit «la Roche», de Chandeniers en Poitou,
Jean Perrot, du Croisic,
manifestent leur présence dans l'Île entre 1672 et 1674 (520).

AUMONIER D'OCCASION

ABORD du «*Jules*» se trouvait, nous l'avons dit, un aumônier, le «F. Denys de Quimper, Prédicateur capucin et missionnaire apostolique». Il profita de sa courte escale pour administrer les sacrements aux habitants de Saint-Denis, autant que l'humeur maussade du gouverneur la Hure le lui permit : il nous a laissé quatre actes de baptême, tous datés du 20 novembre 1672 et se rapportant uniquement à des habitants de la Région du Vent : Butor, Ravine des Chèvres, Saint-Denis, Sainte-Suzanne (521).

L'aumônier du «*Velse*» procéda pareillement lorsqu'il fut à Saint-Paul. C'était «le très Révérend Père de Molac, très digne religieux de de l'Ordre de la Trinité» aumônier de «Monsieur de la Haye, vice-Roi dans toute l'étendue des terres de l'obéissance de sa majesté très chrétienne dans les Indes Orientales». Deux actes de notoriété, dressés en 1684 par le Père Camenhen, relatent que le Père de Molac administra deux baptêmes à Saint-Paul le 26 novembre 1674 (522). Deux autres actes de notoriété, signés Bernardin de Quimper (523) — il sera dans l'Île de 1676 à 1686 — signalent trois autres baptêmes : deux le 25 novembre et un le 26, mais sans indication du ministre du sacrement. La date des deux séries d'actes, et le nom des personnages qui participent aux cérémonies et figurent dans ces pièces : Mr. de la Haye, Claude Mollet, Marie Baudry, donnent à penser que les cinq baptêmes ont été faits par le même ministre.

Il est possible et très vraisemblable que d'autres baptêmes ont été conférés, qui n'ont pas été transcrits dans les registres et qu'on ne s'est pas soucié de faire attester plus tard : c'est ainsi que les archives ne nous transmettent aucun baptême pour l'année 1673, alors qu'il y en avait 4 ou 5 chaque année à cette époque (524).

Le père «François Bonnet, cordelier», ne signera les actes qu'à partir du 3 février 1675 (525).

RETOUR DE M. L'AMIRAL

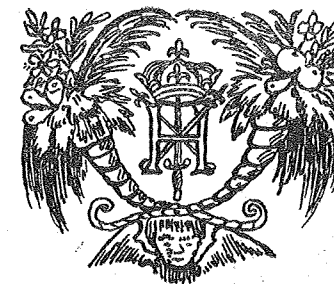
CEPENDANT, M. de la Haye était parvenu, le 8 décembre 1674, en vue du Fort-Dauphin. Intrigué par le silence insolite qui régnait sur la baie, il décida d'aller reconnaître les lieux. Une chaloupe fut équipée... Le fort fut trouvé totalement désert; pas un être humain n'y subsistait; à terre, gisaient «52 pièces de canon, sans affûts, marquées aux armes de France». Les indigènes d'alentour interrogés affirmèrent que les Hollandais avaient tout détruit et que les Fran-

çais qui n'avaient pas pu se réfugier à Bourbon avaient été emmenés prisonniers aux Moluques (526).

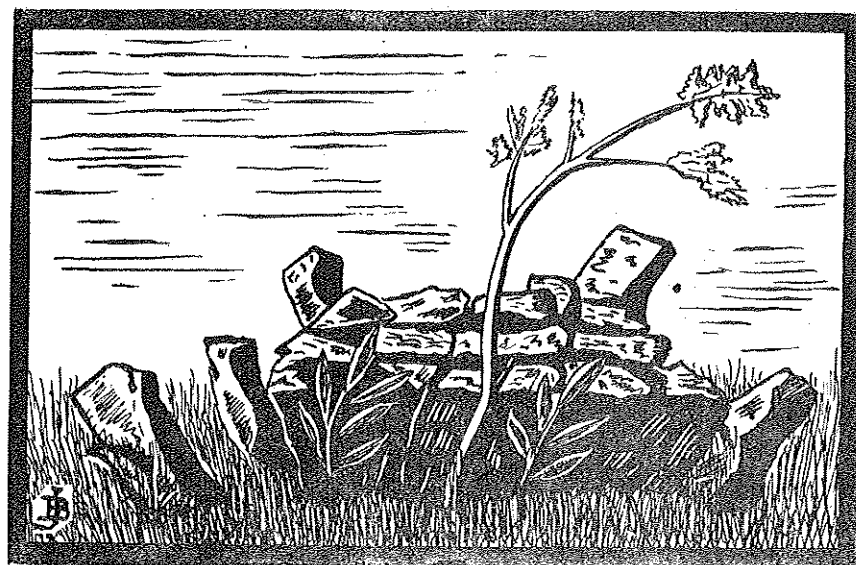
La vérité était tout autre, nous le verrons. L'amiral, la mort dans l'âme de voir ainsi, de toutes parts, s'effondrer l'Empire qu'il avait eu mission d'édifier, remit à la voile pour la France où il arriva le 6 mars 1675 au Port-Louis.

«M. de la Haye qui avait résisté à toutes les fatigues de la mer, tomba malade à son arrivée à terre et fut à l'extrémité. Les ordres de la Cour vinrent pendant ce temps-là; on donna de l'argent à tous ceux qui étaient retournés et l'on paya la dépense qu'ils avaient faite au Port-Louis.

Pour se remettre, M. de la Haye fut ensuite à Paris et de là en Flandre, à la tête des officiers des Indes; ils rencontrèrent le Roi... M. de la Haye eut l'honneur de lui faire la révérence, et il en fut très bien reçu; il présenta ensuite à Sa Majesté les officiers qui l'avaient suivi, qui furent regardés d'un œil favorable... M. de la Haye servit, l'année d'après, dans sa qualité de lieutenant général, il fut nommé commandant de Thionville. Il fut blessé d'un coup de mousquet [mai 1677], après avoir heureusement défait un convoi des confédérés qui venaient dans l'armée du prince Charles de Lorraine, dont il mourut deux ou trois jours après». (527).



* Cul-de-lampe emprunté à la «Relation de l'établissement de la Compagnie française...» de Charpentier.



CHAPITRE SIXIÈME

UNE ÉTRANGE AVENTURE 1674-1680

ACTIVITÉS MARITIMES DE 1670 A 1674



remplacement du Conseil Souverain de l'Île Dauphine supprimé par arrêt du Conseil d'État du 12 novembre 1670 (530). Ce Conseil devait servir

* Tombeau de Vazimba d'après Dubois, « Monographie des Betsiléos ».
** Vaisseau d'après un dessin signé Joannès a Doetecomins junior, représentant le port de Mozambique dans l'« Histoire de la Navigation » de Jean Hugues de Linshot — Amsterdam 1638.

APRÈS que l'Escadre de Perse eut pris la mer (mars-avril 1670), Colbert continua d'organiser la Compagnie. Apprenant la mort de de Faye et le désaccord qui s'était mis aux Indes entre Caron et Goujon, il fit décider, le 18 octobre 1670, d'établir à Surate quatre directeurs dans l'ordre suivant : Gueston, Caron, Blot et Baron (528). Un peu plus tard, par lettres patentes du 21 janvier 1671, il fit créer un Conseil Souverain pour les Indes (529), en

de Cour d'Appel pour rendre la justice, et assister les directeurs généraux pour l'administration et le commerce.

En mars 1671, le « *Soleil d'Orient* » où s'était embarqué Gueston, le « *Saint-Jean-Baptiste* » avec Blot, et le houcra « *Saint-Louis* » appareillèrent du Port-Louis, mais le « *Soleil d'Orient* », à peine en mer, perdait tous ses mâts et devait se réfugier à la Rochelle laissant les autres navires poursuivre seuls leur chemin (531). Le Roi venait d'envoyer à de la Haye un renfort de trois bâtiments : le « *Breton* », le « *Barbault* » et le « *Guillot* », partis pour l'Inde le 13 mars 1671 (532). Bientôt après, la Compagnie envoyait trois autres navires : en avril, le houcra « *Saint-Denis* », de Nantes; en juillet, les vaisseaux l'« *Espérance* », du Port-Louis, et le « *Saint-Esprit* » de la Rochelle (533).

On préparait alors, en France, la guerre contre la Hollande, et Colbert put un moment caresser l'espoir d'une annexion pure et simple, par voie diplomatique, de la Compagnie hollandaise (534). Il lui fallut déchanter lorsqu'il apprit l'avènement du Stathouder Guillaume d'Orange. La guerre devenait inévitable qui rendait difficiles les départs pour les Indes. Quelques jours avant la déclaration de guerre (29 mars), le « *Soleil d'Orient* » et le houcra « *Saint-Robert* » purent encore quitter la Rochelle, le 12 mars 1672 (535). Mais l'« *Heureuse* », la « *Satisfaction* » et le « *Blanc-Pignon* » armés pour partir en 1673, se trouvèrent bloqués dans nos ports, par l'apparition sur nos côtes des corsaires néerlandais (536); seule, durant l'année 1673, la « *Dunkerquoise* » put prendre la mer au mois de mai (537) : nous aurons à en reparler, ainsi d'ailleurs que du « *Blanc-Pignon* » qui appareilla du Port-Louis le 13 février 1674 (538). L'« *Heureuse* » ne quittera la France qu'un an plus tard, le 13 février 1675 (539).

Si les bâtiments avaient été relativement nombreux à partir, les retours, hélas ! étaient plus rares : ni le « *Saint-Paul* », ni le « *Saint-François* », armés en 1669, pour les Indes, n'avaient revu la France (540); en 1669, 1670 et 1671, la Compagnie n'avait reçu qu'un seul navire par an : le « *Saint-Jean-Baptiste* » (1669) (541), la « *Force* » (novembre 1670) et la « *Marie* » (22 juillet 1671) (542).

Ce dernier vaisseau avait ramené le gouverneur Montdevergue destitué; la vente de sa cargaison ne produisit qu'un résultat peu avantageux.

L'année 1672 vit revenir trois navires : la « *Couronne* », le « *Dauphin Couronné* » (juin), l'« *Aigle-d'Or* » (août). La vente des produits qu'ils apportaient fut si fructueuse qu'il fut question de servir aux actionnaires un dividende de 5 % (543).

Le retour du « *Vautour* », qui aborda au Port-Louis le 26 mai 1673 (544), ne produisit à peu près rien, au grand désappointement des Directeurs. Mais le « *Soleil d'Orient* » fut plus heureux l'année suivante :

le 12 juillet 1674, il abordait à la Rochelle avec un chargement considérable de toiles, poivre et autres marchandises (545). La Compagnie, malgré ses premiers déboires financiers, faisait ses frais, grâce à la faveur soutenue de Louis XIV et de Colbert. Il faut dire que l'Escadre de Perse qui fut tout entière perdue aux Indes, n'avait absolument rien coûté à la Compagnie : c'était une flotte de guerre entièrement équipée aux frais du Roi.

LA « DUNKERQUOISE »

Le début de 1673 avait vu revenir un bâtiment royal, le « *Barbault* » (546), qui annonça l'occupation de Trinquemalé à Ceylan par de la Haye; cette nouvelle provoqua une vive satisfaction, car elle faisait entrevoir la participation au commerce de la cannelle et des autres épices. Le sieur de Beauregard, capitaine des gardes du vice-roi de la Haye, venu sur le « *Barbault* », fut nommé incontinent Gouverneur du nouvel établissement français de l'Île du Soleil, avec ordre de repartir immédiatement sur le « *Barbault* », devenu la « *Dunkerquoise* », afin d'occuper son nouveau poste et de le fortifier (547).

La « *Dunkerquoise* » reprit la mer le 29 mai 1673 (548), au moment où l'on apprenait en France, le naufrage du « *Jules* » et la mort de Caron dans la Rivière de Lisbonne. Bientôt on sut aussi, à Paris, la perte de Trinquemalé et l'occupation de San Thomé par de la Haye (549).

Si l'on en croit les Instructions à Beauregard, du 27 février 1673 (550) cet officier avait à remplir une quadruple mission : D'abord porter à de la Haye les ordres du Roi et notamment son accord pour une prise éventuelle du Cap : « Sa majesté veut qu'il dresse sa navigation sur les lieux où il sait que le sieur de Lahaye doit toucher ». On pensait alors que l'Amiral était sur le chemin du retour et que la « *Dunkerquoise* » le croiserait entre le Cap et Bourbon. Beauregard devait ensuite déposer à l'Île Mascareigne des jeunes filles, en vue de « peupler » cette île « pour servir à tout événement » : « Sa majesté veut qu'il s'en aille en toute diligence prendre seize filles qui sont envoyées par le directeur de l'Hospital général de Paris, et un prestre missionnaire, pour estre portez en l'Isle Bourbon ». Des seize filles qui passèrent la mer, trois seulement sont connues par leur nom : Mademoiselle de Laferrière, dite Sœur Saint-Joseph, de Paris, qui était le chef du contingent féminin, Nicole Coulon et Françoise Châtelain de Cressy, qui devaient seules atteindre le but, Bourbon, et contribuer puissamment à peupler cette île. A Mascarin, Beauregard devait encore relever de ses fonctions de gouverneur, le sieur de la Hure, et établir à sa place Regnault ou quelqu'autre : « En cas qu'il ne puisse joindre le sieur de La-

haye, Sa Majesté veut qu'il s'en aille droit à l'Isle de Bourbon où estant arrivé, il rendra l'ordre au nommé Lahure qui y a esté laissé par M. de Lahaye pour y commander, y débarquer les seize filles et le prestre missionnaire, et le sieur Regnault, qui doit commander, en cas qu'il se soit embarqué avec lui (551); sinon il choisira celui de tous les François qui sont dans ladite isle, qu'il estimera le plus propre pour commander aux autres, auquel il délivrera l'ordre de Sa Majesté, et le fera lire en présence de tous les habitants, et leur ordonnera de le reconnoître, en cas toutefois que ledit sieur de Lahaye, n'y ait établi un autre commandant que ledit sieur Lahure, et en ce cas, il délivrera l'ordre de Sa Majesté audit Commandant. »

Le chef de l'expédition devait enfin gagner son poste de gouverneur de Trinquemalé et y mener trente hommes de troupe pour le défendre : au moment du départ on ignorait encore la chute de la base française de l'Île du Soleil.

Comme on le voit, le Roi Louis XIV était plein de sollicitude pour l'Île Bourbon qu'il pensait à peupler, et à qui il voulait procurer un pasteur, et un gouverneur plus sociable.

PRÉOCCUPATIONS MERCANTILES

MALGRÉ les missions multiples dont il était chargé, Beauregard n'entendait pas négliger ses affaires personnelles; il prit soin d'ajouter à la cargaison « des eaux-de-vie dont il crut qu'il se déferait à haut prix à Madagascar. » C'est pourquoi n'ayant pas rencontré de la Haye au Cap, au lieu de piquer sur « Mascareigne, où il avait ordre d'aller en droite route, il voulut... aborder [à l'Île Dauphine] auparavant » (552).

La « *Dunkerquoise* » ancrà en rade du Fort-Dauphin le 14 janvier 1674 (553). La colonie française y était en assez triste état, réduite à 127 hommes sur les 4.000 environ qui y étaient passés depuis 1638, sans nouvelles de France depuis quarante-et-un mois. « La moitié » des malheureux survivants se trouvait « hors d'état de pouvoir rendre service, et l'autre moitié composée de gens mutins et incorrigibles » (554). Depuis le passage de l'escadre de de la Haye, seul le « *Robin* » (555) venant des Indes avait touché Madagascar le 1er février 1673, deux mois après la mort du Gouverneur Champmargou, tué dans une embuscade le 6 décembre 1672. Ce succès n'avait fait qu'exciter l'hostilité des indigènes. De leur côté, les soldats, non payés, avaient protesté auprès de la Bretesche, l'ancien Major faisant fonction de gouverneur; celui-ci, après avoir en vain tenté de les calmer, les avait malmenés, au point qu'il avait fallu l'intervention du Supérieur de la Mission, le Père Roguet, pour les ramener momentanément au devoir.

C'est dans cette lourde atmosphère que Beauregard fit débarquer sa triple cargaison de filles, de soldats et d'alcool. «Pour faire promptement et avantageusement son commerce, raconte Souchu de Rennefort, il publia qu'il n'y viendrait plus de Vaisseau du Roy, non plus que de la Compagnie. Il vendait son eau-de-vie ce qu'il lui plaisait, aucun n'ayant de commodité qu'il ne convertît volontiers en une chose si nécessaire et qui alloit devenir si rare» (556). Cet odieux chantage n'eut cependant qu'un succès restreint; furieux, le Capitaine, après une quinzaine de jours, ordonna à tous de se rembarquer. Mais les demoiselles s'étaient fait des amis et répugnaient à reprendre la mer : six d'entre elles s'échappèrent, que la Bretesche prit sous sa protection avec leur gouvernante (M^{lle} de Laferrière), et leur aumônier.

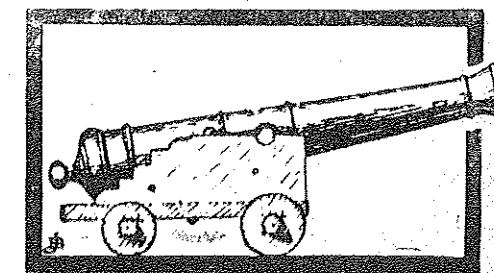
Le chantage continua. Chaque jour Beauregard menaçait de lever l'ancre, chaque aurore revoyait la «*Dunkerquoise*» dans la Baie. Le Capitaine signifia même aux colons l'ordre du Roi d'aller s'établir à Bourbon. Il ajoutait que, s'ils refusaient, on les y porterait d'office (557). «Cependant les Missionnaires faisoient secrètement leurs paquets pour s'embarquer... [car] le Capitaine avait promis de les recevoir» (558) et l'ordre leur était venu de Paris, par la «*Dunkerquoise*», du Supérieur de la Congrégation de la Mission, successeur de Saint Vincent de Paul, d'avoir à abandonner Madagascar et de réintégrer la métropole. Il ne restait plus alors que six Lazaristes au Fort-Dauphin : deux prêtres, MM. Roguet et Montmasson, et quatre frères, Pierre Filiers, Guillaume Gallet, Jean Bourgoïn et Gérard Minser (559). Le 5 mars, ils s'embarquèrent sur le navire, juste à point pour voir le temps grossir et dégénérer en tempête. Supplié de s'éloigner des côtes, le capitaine s'obstinait à rester pour faire ses propositions mercantiles. Une ancre fut emportée; puis une seconde; le 7 mars, la tourmente devenue terrible enlevait la troisième ancre et jetait la «*Dunkerquoise*» à la côte. Beauregard se hâta de quitter honteusement son navire, tandis que quelques français courageux, menés par le chevalier de Forges, sauvaient matelots et passagers; des filles, «il n'en périt aucune dans ce naufrage, où il demeura quelques matelots» (560). Trois d'entre elles pourtant devaient bientôt mourir de maladie dans le courant de juin 1674 (561). Les autres ne tardèrent pas à être un sujet de souci pour le chef de la colonie : faute d'aller à Bourbon, elles voulaient se marier au Fort-Dauphin, où elles trouvaient, semble-t-il, des prétendants empressés. Pourtant les ordres du Roi, et partant le devoir, leur imposaient d'aspirer à d'autres amours et le gouverneur hésitait à se prononcer contre les desseins royaux. Problème cornélien !

LE «BLANC-PIGNON»

Un grand vaisseau parut bientôt après, le 9 août. C'était le «*Blanc-Pignon*», navire de la Compagnie, du port de 500 tonneaux, employé par le Roi pour porter de l'argent aux Indes (200.000 livres) (562), ayant à son bord un double effectif de matelots — 250 hommes — car il devait secourir le «*Soleil d'Orient*» dont on savait, en France, qu'il était resté en détresse à la côte de Mozambique pour avoir perdu son équipage (563). Le «*Blanc-Pignon*» «estoit commandé par le Sieur B. (Baron) qui alloit à Surate, et qui eut facilité d'embarquer les Missionnaires et plusieurs autres qui voulurent se retirer de l'Isle. Le Gouverneur mesme, nommé le S. de la Bretesche, gendre du Sieur de la Case qui estoit mort, y mit sa femme, ses belles-sœurs, et le reste de sa famille» (564).

Ce gouverneur, harcelé par les filles qui désiraient convoler en justes noces, finit par accorder son consentement. Il s'en expliqua dans une lettre du 22 août 1674 (565). Il était lassé de leurs instances : «ce qui m'obligea, dit-il, de dire à Messieurs de la Mission de les marier et que je croyais que il y alloit de la gloire de Dieu et de l'intérêt du Roy; que, à la vérité, son intention estoit que elles fussent pour l'Isle de Bourbon, mais que le navire qui les devoit porter estant perdu, et dans l'incertitude quand il en viendrait d'autres, il estoit du tout impossible d'en pouvoir jouir; et que si on ne les marioit, c'estoient des filles abandonnées; et, de plus, quoique mariées en cette isle [de Madagascar], elles pourraient aller à Bourbon avec leur mary, au premier commandement de sa Majesté. Ils tesmoignèrent estre fort aises et approuvèrent mon consentement, si bien que le lendemain on publia les bans de cinq, et huit jours après, ils s'espousèrent. Il y en a heu encor une de mariée depuis, et d'une autre que l'on avoit publié les trois bans, mais on n'a [pas] passé outre.»

MASSACRE DU FORT-DAUPHIN



fondément ulcérées et soudoyèrent ceux de leur race qui étaient au

* «*Ajust marin pour un canon marin de 48*», d'après un document des Archives Nationales.

Ces mariages précipitèrent le dénouement de la tragédie qui se préparait depuis longtemps dans l'ombre. Certains auteurs insinuent que les «ramatoas» délaissées au profit des jeunes Françaises, furent profondément ulcérées et soudoyèrent ceux de leur race qui étaient au

service des colons. «Les Marmittes (on appelloit ainsi les Nègres de service) que les Grands avoient fait suborner, égorgèrent les François qui estoient dans leurs habitations. D'autres furent surpris, accablés et sa-guayez dans le mesme temps» (566). C'est le 27 août 1674, que la Bre-tesche, alors à la campagne, apprend que par une horrible trahison les domestiques noirs ont massacré 75 français disséminés aux environs du Fort. Et c'est tout ce qu'on en peut dire car aucun détail précis ne nous est parvenu : ni le Gouverneur, ni les missionnaires, qui pourtant y perdirent deux des leurs, les Frères Guillaume Gallet et Pierre Pilliers, n'ont vu ni su comment le drame a eu lieu (567).

Par bonheur, le «*Blanc-Pignon*» croisait encore devant la baie du Fort-Dauphin; «averty par un signal que firent ceux qui estoient res-tez», il «envoya sa chaloupe au pied du Fort-Dauphin prendre les mi-sérables reliques de ce fameux établissement» (568). La Bretesche ra-contera plus tard les détails de ce malheureux exode : «Le 9^e de sep-tembre 1674, sur les onze heures du soir, après avoir fait mettre le feu aux magasins et encloué les canons, par l'avis d'un chacun, je m'ambar-quai avec le peu de Français qui étaient au nombre de 63 et dont il y en avait la moitié et plus hors de service, comme il s'est vu le jour après le massacre» (569).

LES RESCAPÉS

UNE nouvelle aventure commençait pour les rescapés, dont il est impossible de donner le détail avec précision, vu le peu de clarté du texte de la Bretesche. Des 63 colons embarqués avec lui au Fort-Dauphin sur le «*Blanc-Pignon*» (570), un tiers à peine devait parvenir au terme du voyage. Ils abordèrent d'abord à la côte d'Afrique, au lieu dit «Rivière de Licongue», après une navigation pénible au cours de laquelle treize cadavres furent jetés à la mer (571). De Licongue à Mozambique, une partie des survivants em-prunta la voie de terre : ils y perdirent douze des leurs. A Mozambique même, ils eurent à déplorer encore onze décès, «et deux, qui, étant allés à Madagascar dans une barque... furent tués par les Noirs» (572).

«Quant aux filles qui étaient destinées pour l'Isle de Bourbon, con-tinue la Bretesche, il y en a trois qui se marièrent quelques temps après que nous fûmes arrivés [à Mozambique] avec des Portugais. Trois étaient mortes de maladie peu après le naufrage de la «*Dunkerquoise*», et deux autres avaient été massacrées au Fort-Dauphin avec leurs maris, le 27 août. Parmi les jeunes couples, deux seulement, Nicole Coulon et Pierre Martin, Françoise Chatelain et Jacques Le Lièvre (573), réussirent à passer aux comptoirs des Indes, ainsi que la gouvernante Mademoiselle de la Ferrière. Les autres femmes libres, trois filles et deux veuves, furent confisquées par le Gouverneur de Mozambique qui voulait les marier «avec des soldats de la forteresse».

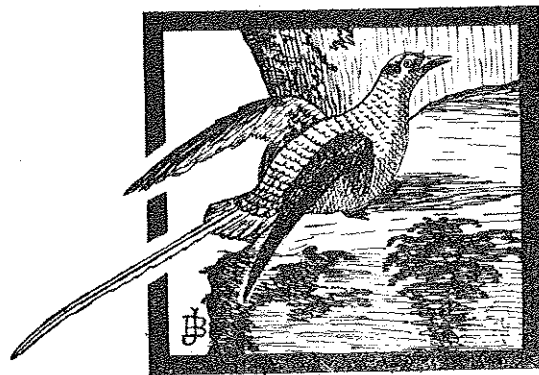
Le «*Blanc-Pignon*», n'ayant pas trouvé à Mozambique, lorsqu'il y parvint, en mai, le «*Soleil d'Orient*» rentré en France par ses propres moyens (12 juillet 1674), reprit la mer le 30 juillet 1675 (574), peu après le «*Rubis*», navire du Roi qui venait de la métropole (575). En octobre, les deux bâtiments débarquèrent à Surate les derniers survi-vants de l'établissement français du Fort-Dauphin.

La Bretesche se mit aussitôt en sûreté, avec sa famille, en territoire portugais. Son attitude fut jugée sévèrement ainsi que celle du sieur de Beauregard. Baron, directeur de Surate, écrivait à Colbert le 23 décembre 1675 : «Le mauvais succez du voya-ge du sieur de Beauregard et le blâme que le monde donne au sieur de la Bretesche d'avoir abandonné si mal à propos l'isle de Madagascar, sont des sujets de déplaisir bien sensibles pour les véri-tables serviteurs du Roy, qui sont en ces pays. Je n'entretiens pas Votre Grandeur de ces deux affaires, parce que je ne les ai sceu appren-dre jusques à cette heure à fond. Je prends seulement la liberté de représenter à Monseigneur qu'un peu d'exemple feroit les gens plus sa-ges. Comme le sieur de Beauregard s'est embarqué sur l'«*Heureuse*», il peut rendre compte de ses actions. Quant au sieur de la Brestèche il s'est retiré sur les terres des Portugais, et a achepté, dit-on, une terre entre Daman et Bassains, marque qu'il n'a pas envie de retourner si-tôt en France» (576).

De son côté, la Bretesche s'excusait de son mieux, mais ses raisons paraissent bien faibles, et ses protestations de fidélité bien platoniques puisqu'il était passé à l'étranger : «Je suis obligé de rester ici [à Da-man] avec ma famille sans pouvoir partir à cause de la dépense qu'il me faudrait faire sur un bâtiment anglais. Je suis un pauvre cadet sans fortune. Ce n'est pas, Monseigneur, que je me détache de l'obéissance que je dois au Roi, mon Maître, et que je ne sois toujours prêt de sacrifier ma vie pour son service et le vôtre, et de lui rendre compte à toutes et quantes fois que vous le demanderez» (577). Le dernier Gou-verneur du Fort-Dauphin mourra «dans les terres des Portugais. C'est quelque chose d'étonnant, dit Fr. Martin, que d'un bien considérable qu'il avait emporté avec lui, l'on n'ait rien trouvé du tout après sa mort» (578).

Les deux lettres de Baron et la Bretesche durent partir ensemble de Surate sur l'un des trois navires qui, le 31 décembre 1675, quittèrent les Indes (579), : l'«*Heureuse*» et le «*Blanc-Pignon*» escortés du «*Rubis*». En février 1676, ils firent escale à Bourbon sans y séjourner. Beauregard, qui était sur l'«*Heureuse*», eut cependant le temps de remettre au sieur d'Orgeret, la commission dont il était porteur, destinée au Gouverneur établi ou à établir dans l'Isle en remplacement de la Hure.

LE «DÉBRIS DE MADAGASCAR» A BOURBON



verait pas de Commandant légitime; il devait encore conduire à Mascarin le Père Bernardin, capucin de Quimper, nommé à la cure de Bourbon, à défaut du prêtre envoyé de France par la «Dunkerquoise» et qui était mort durant la traversée. Le «Saint-Robert», parti de Surate le 5 avril, atteignit Saint-Denis en mai 1676 (581).

Le Capitaine Auger trouva M. d'Orgeret, dûment installé gouverneur par M. de la Haye, et pourvu d'un titre authentique signé de Louis XIV. «Et par ainsy, écrit un témoin, ayant trouvé toutes choses bien établies, nous ne fîmes semblant de rien touchant le gouvernement. L'on déchargea seulement les commodités que le capitaine avait eu ordre d'y laisser, tant pour les habitants que pour le soulagement de ceux que l'on y menoit actuellement sur ce vaisseau et qui s'estoient sauvez du massacre de Fort-Dauphin» (582).

LA FIN D'UNE ODYSSEE TRAGIQUE

Si l'on s'en tient aux termes d'un recensement de 1711, sont formellement désignés comme venus à Bourbon en 1676 :

Georges DAMOUR, de Pantin, (583)

Pierre HIBON, de Calais, paroisse Notre-Dame, (584)

Samson LEBEAU, dit «la Fleur», de Tours, (585)

Jacques MAILLOT, dit «la Brière», de Normandie, (586)

Pierre MARTIN, de Gascogne, couturier,
et sa femme, Nicole COULON, de Paris, (587)

François RICQUEBOURG, d'Amiens, paroisse Saint-Germain, (588)

Lezin ROUILLARD, du Pont-de-Claix, près de Lyon, (589)

Noël TESSIER, de Vannes ou d'Elven, (590)

Athanase TOUCHARD, d'Issy près de Paris (591).

* Le Paille-en-queue (Phaëton othereus, Linné).

TROIS mois plus tard, un petit bâtiment, le houle «Saint-Robert», venait à son tour faire escale à Bourbon. Son capitaine, le sieur Auger, avait été chargé, par Baron, de conduire à Mascareigne les colons du Fort-Dauphin, arrivés à Surate par divers navires (580); il devait en outre se faire reconnaître Gouverneur de Bourbon, dans le cas où il n'y trou-

A ces noms, on peut ajouter en toute certitude ceux de :
Pierre COLLIN, (592)

François CAUZAN,

François GRONDIN. Ces deux derniers, nés à Madagascar vers 1672, n'ont pu aborder à Bourbon qu'avec les rescapés du Fort-Dauphin, mais leurs pères, Paul Cauzan et Estienne Grondin, mor's entre 1672 et 1678, ont très bien pu ne jamais voir nos rivages (593).

D'autres colons ne sont signalés qu'en 1677 et 1678, qui vraisemblablement ont fait partie du convoi de 1676, au moins depuis les Indes. Ainsi,

François DUHAMEL, dit «la Vannée», de Normandie près Coutances,
Antoine PAYET, dit «la Roche»,

tous les deux «anciens de Madagascar»,

François RIVIÈRE, dit «champagne»,

François VALLÉE, de Normandie, (594),

Claude LAVALLIÈRE,

Antoine PITOU, (595)

et même Jacques CARRE, dit «Talhoët», d'Hennebont, ci-devant employé de la Compagnie à Surate (596). Malgré le silence des textes, il convient de mentionner enfin

Françoise CHATELAIN, et peut-être aussi son premier mari

Jacques LE LIEVRE (597).

C'était pour Françoise Chatelain et Nicole Coulon, — les seules des seize passagères de la «Dunkerquoise» qui aient atteint le but du voyage — la fin d'une odyssée dramatique qui avait duré plus de trois ans, au milieu de dangers multiples et divers.

A cette vingtaine de nouveaux habitants, s'était joint le Père Bernardin, capucin de Surate. «Monsieur Baron, raconte-t-il dans son Mémoire, directeur général de la Royale Compagnie de France, l'an 1675, après son retour à Surate de la coste de Coromandel... m'ayant bien voulu prier d'aller à l'isle Bourbon pour faire la Mission...» (598). Le Père Bernardin revenait de San Thomé où il avait accompagné Baron. C'est là qu'il avait «veu et connu» le Sieur Orgeret «en qualité de Capitaine des Lasquarins (qui sont les soldats du pays)» (599).

A Bourbon, il retrouvait d'Orgeret comme gouverneur, mais le cordonnier François Bonnet, que de la Haye avait laissé pour faire «les fonctions de la Cure de Mascarin» (600), ne s'y trouvait plus. Celui-ci, pendant son séjour, n'avait fait que quatre baptêmes, du 3 février au

15 mai 1675 (601). Il avait été remplacé par un séculier : «François Malart dit Phalandre» (602) qui signe «prêtre et à présent curé de l'île de Bourbon» (603). Celui-ci était arrivé vers le milieu de l'année 1675, par la flûte l'«Heureuse» qui devait reconduire aux Indes le Père Bonnet (604).

Le bref séjour que fit à Bourbon l'abbé François Malart ne semble pas l'avoir enchanté, car il ne voulait rien entendre pour y séjourner plus longtemps. Il est vrai que sa santé paraît avoir été médiocre puisqu'il ne tardera pas à succomber aux Indes. C'était, nous dit le Père Bernardin dans son Mémoire, «un prestre séculier qui y estoit [à Bourbon] depuis un an, et quy ne vouloit plus absolument y rester d'avantage, pas même célébrer la Ste-Messe, quelque instante prière que je luy fisse pour continuer son ministère; ce qui fut en vain, car il fallut souffrir qu'il s'embarquast pour les Indes où il mourut tost après». Quatre actes de baptême portent sa signature et un cinquième est sûrement de lui (605). Au mois de juillet 1676, il s'embarqua sur le «Saint-Robert», à destination de Suratte, via Mozambique, où le capitaine pensait recueillir «quelques filles et quelques hommes, que M. Baron, capitaine du «Blanc-Pignon» y avait laissés du débris de Madagascar» (606). Le «Saint-Robert» quittait Saint-Paul, quand arrivèrent de France le «Vautour» et le «Rossignol» (607). La description que l'on trouve dans le Journal du «Vautour», tenu par André Boureau-Deslandes, nous apporte des détails intéressants : «La colonie de toute l'isle, écrit-il, est d'environ 200 ou 250 personnes, tant François que noirs — chiffre évidemment exagéré (608) — Tous les Français qui y sont, sont très résolus, et c'est dommage qu'il n'y ait point de moyens pour peupler cette isle. Car à tant d'hommes il n'y a que 7 ou 8 femmes blanches, quoiqu'il n'y en ait pas un qui ne souhaitât estre marié. Les enfants y viennent fort bien, beaux, bien faits, forts et fort blonds. Il ne manque rien aux habitants quant à la vie.

«Ils sont gouvernés, quant au spirituel, par un bon père capucin, qui est venu cette année de Suratte, et, quant au temporel, par un gentilhomme de Saintonge, nommé d'Orgeret, qui est un très galant homme, dont les habitants se louent fort. Il fut laissé par M. de Lahaye à son retour de San Thomé, où il commandait les dehors de la place, et y a donné des preuves remarquables de son courage.

«Il y a trois principaux endroits dans l'isle. Saint-Denis où loge le gouverneur. Sa maison, que j'ai appelée le Fort, est assez bien bâtie de pierre, et assez spacieuse. Elle est revestue, par dehors, de trois rangées de palissades fort hautes et fort épaisses, avec 6 pièces de canon. Il y a dans cet endroit 15 ou 20 maisons assez bien bâties. Tout le rivage est de galet» (609).

HENRI ESSE D'ORGERET



HENRI Esse d'Orgeret, qui gouvernait alors la colonie depuis 1674, était un gentilhomme du Poitou ou de Saintonge. Venu aux Indes sur l'Escadre de Perse il s'était distingué à San Thomé par sa

bravoure et aussi, nous dit le Père Bernardin, par des «hardiesses», d'ordre religieux sans doute, puisqu'il en devra faire «abjuration». Laisse à Bourbon en 1674 par le Vice-Roi de la Haye, il semble avoir pris le contrepied des méthodes de gouvernement de son prédécesseur de la Hure et même avoir franchement laissé de côté la plupart des articles de l'Ordonnance de 1674.

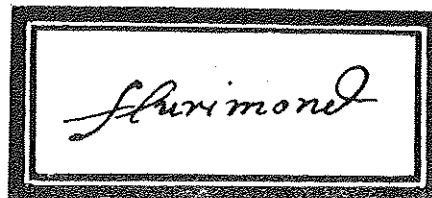
Il eut à faire face à une révolte des Noirs. Ceux-ci, au début de 1676, avaient appris, par le passage du «Blanc-Pignon», de l'«Heureuse» et du «Rubis», le massacre du Fort-Dauphin; «quoiqu'en assez petit nombre», ils en avaient conçu le dessein «par trois ou quatre fois différentes» de faire subir le même sort aux Français de Mascarine «avec cette exception qu'ils voulaient se réserver les femmes, et le chirurgien pour les médicaments» et le Père Bernardin — car ils se piquaient d'être bons chrétiens — «pour leur administrer les sacrements». La conspiration fut découverte, plusieurs meneurs furent arrêtés et d'Orgeret les fit pendre, tandis que les autres gagnaient la forêt.

Le Gouverneur, dont le curé de Bourbon loue le courage et l'énergie, eut encore à parer au fléau des rats qui dévorèrent les plantations et provoquèrent la famine. De son gouvernement, deux pièces d'archives seulement ont été conservées; c'est d'abord l'acte de vente «à François Mussard, habitant demeurant en son habitation à Saint-Denis», d'une «habitation size et scituée à Saint-Paul, joignant du côté du ouest à la chapelle et, du côté de l'est, bornée de la rivière qui la sépare de l'habitation où demeure Bernica, appartenant au Roy». Cet acte est du «premier jour de juin 1677» (610). C'est ensuite, en date du 23 décembre 1677, l'acte de vente d'une habitation située au Bustor» passé «devant nous Escuier hanry Esse sieur d'orgeret» entre «Claude Mollet d'une part, François Rivière et Claude La Vallier de l'autre part» (611).

* Signatures de d'Orgeret — Ar. Co. Ré. dossier 106 (23 décembre 1677)

Hélas! la sage et ferme administration du sieur d'Orgeret ne dura que quarante deux mois et demi : le 17 juin 1678, le gouverneur de Bourbon mourait «au grand regret de tous» et «tost après» l'exécution des noirs rebelles. Le Père Bernardin écrit de lui : «la consolation que je ressentis estoit qu'il avoit donné tous les tesmoignages d'un bon chrétien et que Dieu s'estoit servy de moy pour luy faire faire abjuration de ses hardiesses dans la ville de St. Thomé du temps que nous y demeurions.»

GERMAIN DE FLEURIMOND



nant»; de la Haye l'avait laissé comme second à d'Orgeret en 1674.

Germain de «Fleurimond-Mulinier, du diocèse de Bayeux» (612), s'empresse de faire connaître à Colbert la nouvelle situation de l'île. Sa lettre (613), écrite de «Saint-Paul de l'île Bourbon, le 20 novembre 1678» — car il préféra résider à Saint-Paul — raconte tout d'abord comment il succéda à d'Orgeret :

«Monseigneur, écrit-il, je prend la liberté de vous donner avis de l'estat de l'île de Bourbon, qui est que le gouverneur que M. de la Haye y avoit établis, et depuis confirmé d'une commission de Sa Majesté, à luy rendue par M. de Beauregard, est décédé le 17^e juin dernier, et, ce voyant fort mal, a voulu pourvoir aux affaires du Roy, consernant l'île; pour set effet, il a fait assembler les habitants et autres et leurs a ordonné de me reconnoître et obéir an calité de commandant, comme ayant estay lessé pour son lieutenant par mon dit sieur de la Haye. Sest pourquoi, Monseigneur, je vous supplie très humblement de me confier l'élection qu'il a faite de moi.»

Le nouveau gouverneur expose ensuite l'état critique de l'île où aucun bateau français n'avait touché depuis plus de deux ans. Il demande de l'outillage, des colons plus courageux, et parle des nouveaux méfaits des rats : «Pour alessgard de l'île, Votre Grandeur saura que les gens sont dans une grande dizette de toutes commodités, comme de toille forte pour faire des habits; de linge, de poterie de terre ou de cuivre pareillement; des fermants [ferrements] et outils de toute faccons

* Signature de Fleurimond — Ar. Co. Ré. dossier 95 (1er juin 1677).

pour travailler aux bois et à la terre. A l'égard des gens nécessaire icy ce seroit des gens de travail, des familles qui y feront mieux leur compte que non pas les jeunes [gens] (= hommes non mariés) desquels il y en a bien quarante (614), et ceroit mieus à rendre servisse à Sa Majesté. Monseigneur, vous saurez pareillement que depuis 3 ans qu'il sest getté une sy grandes cantité de rats dans la terre, que l'on ne puis rien faire que ses miserable animaux ne gastte et perd tout, même jusque dans les lieux le plus inhabité. Mais, par une grâce toute particulière de Dieu, ils ne fon pas tant de dégast présatement (= présentement) qu'ils ont fai par le passé».

Puis Fleurimond raconte une nouvelle révolte des Noirs qu'il a dû réprimer : «Monseigneur, je vous diras semblablement que dant cet isle il y a quelques noirs de la terre de Madagascar, qui ayant appris le désastre arivey aux François du fort-Dauphin, lesquelles onts voulu imiter leurs compatriottes et navoient pas résolu moing que de ce rendre maître de la terre et de tuer tous les François, ce que Dieu na permis, par la bonne recherche que nous avons faitte des principaux auteurs, qui onts estay chatiez de mort, et d'autres qui se sont sauvez dans les montagnes et fonts tous les jours quelques brigandages; même, ces jours derniers, sont venus à l'impourveu à la bittation du Roy à Sainte-Suzanne, onts surpris le commis, l'onts mis à mort et un autre François qui estoit malade et ont tout enlevé ce qu'ils ont rencontré; ce qui moblige de me mettre à leurs poursuite incessamment afin d'empêcher ce désordre.»

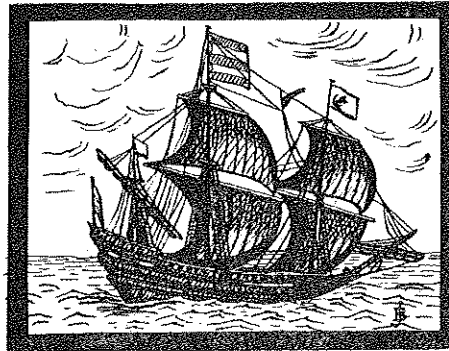
Le Gouverneur expose aussi la détresse morale de ses ouailles qui risquent d'être privées de prêtre. «Monseigneur, nous implorons tous vostre secour. Qu'il vous plaize nous envoyer quelque esclesiastique pour nous consoler et nous départir les sacrements. Il y a bien un père capucin. Mais sest un homme fort incommodé qui ne puis pas vaquer partout; et puis, il ne veut point demeurer et natant que ocazion pour se restirer.»

Fleurimond termine sa lettre par les politesses coutumières à l'époque : «Monseigneur, je vous escrirois bien plus au long. Mais le respec et la crainte de vous estre importun impose le cilence, en espérant tout de vostre Bonté, et suis obligé de prier Dieu éternellement pour la continuation de vostre santé et bonne prospérité, comme estant en tout et à jamais vostre très humble et très obéissant et très fidelle serviteur

Fleurimond.»

Quel dommage que le commandant de Bourbon n'ait pas écrit «bien plus au long» ! Faut-il vraiment incriminer «le respec et la crainte... [d'] estre importun» ? ou bien plutôt l'inhabileté de l'écrivain qui se trahit à chaque ligne et dénote chez les nobles officiers de l'époque un certain dédain de l'art d'écrire ? Toujours est-il que cette lettre, dans

PETITION DES DIX NEUF HABITANTS



CETTE missive, qui fut portée en France par le houcra «*Rosignol*» (615), était accompagnée d'une autre, écrite à Colbert par dix-neuf habitants de l'Ile. Ils commencent par se plaindre du «mauvais traitement» de leurs gouverneurs «qui se saisissent de la plus grande part du meilleur et du plus beau des petits secours qu'on y envoie, soit pour eux, soit pour leurs valets», et qui empeschent entièrement le commerce... avec les navires qui passent dans ces quartiers, ce qui n'arrive que très rarement»; ils protestent aussi contre la «quantité de personnes que les navires ont laissées comme malades, et qui sont plutôt tous soldats que dans le dessein de s'arrêter dans ces quartiers» et qui «maudissent tous les jours le moment qu'ils ont mis pied à terre». Ils demandent qu'on les en débarrasse, ainsi d'ailleurs que des «Madagascarins» ou noirs marrons, «qui sont des gens traîtres et turbulents. Car, disent-ils, pendant qu'il y en aura, au lieu de cultiver nos terres, il faut que nous leurs allions faire la guerre pour les éloigner de nos habitations.» Comme Fleurimond, les colons avouent que l'Ile est dans un état de «nécessité» extrême, «étant dépourvue de toute commodité nécessaire, tant pour l'entretien des familles que pour le cultivement des terres»; aussi réquièrent-ils vivement qu'on leur envoie «fer, acier, meule, avec un bon taillandier (616); quelque toile bien forte pour le travail, avec des marmites et poisles» (617).

Cette lettre, datée «de St. Paul, isle Bourbon, 16^e jour de Novembre mil six cent septante huit» et portant dix neuf signatures ou «marques» (618), rend au fond le même son que celle du gouverneur. A Bourbon, il faut le dire, c'était la misère totale, engendrée certes par les rats, l'approvisionnement défectueux, les révoltes des noirs, mais surtout par la paresse et l'indiscipline de certains habitants. Quant à Fleurimond, on ne lui reproche guère, en somme, que d'appliquer l'Ordonnance de 1674, ce qui ne nous paraît pas suffisant pour légitimer le renom de cruauté qu'on lui a fait, au point qu'une légende lui attribue l'introduction dans l'Ile, d'une plante aux piquants acérés, la «pagode» (619), dans le but mercantile de forcer les gens à acheter les souliers d'un lot sur lequel

* Navire dessiné d'après l'estampe jointe à l'ouvrage intitulé : «*Descriptio ac delineatio geographica detectionis freti...*» — Amsterdam 1612.

le gouverneur avait des intérêts. Il en aurait fait venir les graines de l'Inde pour les semer dans les sables de Saint-Paul....

Ce qui est certain c'est qu'il exerça contre les noirs marrons «qui tuoient tout autant de François qu'ils pouvaient trouver à l'esquart, jusqu'à brûler leurs maisons», une énergique répression qui procura à l'Ile la tranquillité «3 ou 4 ans» (620).

Germain de Fleurimond fut trouvé mort, en janvier 1680, dans une ravine qui porte son nom (Ravine à Fleurimond — entre le Bernica et la Ravine Saint-Gilles). Fut-il vraiment assassiné pour ses exactions, ou bien mourut-il d'apoplexie alors qu'il était à la chasse ? nul ne le sait.

LE PERE BONAVENTURE DE PARTHENAY

C'EST sous le gouvernement de Fleurimond qu'un second capucin, le «Père Bonaventure de Parthenay» vint tenir compagnie au Père Bernardin. Ce ne fut, hélas ! qu'une courte visite, car ce prêtre s'en alla comme il était venu. Le Père Bernardin s'en explique dans son Mémoire. J'avais espérance, écrit-il «qu'il viendrait dans peu quelque secours de France, ou bien qu'en écrivant au R.P. Custode de Surat, il tacherait de m'envoyer relever par quelque Religieux de sa province, qui est celle de Touraine, à quoi il ne manqua de sa part, quatre ans après environ. Mais... le Religieux qu'il y envoya trouva plus à propos de retourner par le même Navire que d'y rester davantage, à cause de la débilité de ses yeux...» Nous n'avons pas pu démêler si le Père Bonaventure venait de France ou de Surat, ni sur quel vaisseau il se trouvait, mais les archives indiquent qu'il était à Bourbon le 14 mai 1679, où il administra deux baptêmes, puis le 1er juin, jour où il en conféra un autre. François Martin, dans ses Mémoires, nous apprend qu'ensuite le Père Bonaventure quitta Surat sur le «*Vautour*» «pour rester à Pondichéry» où il arriva le 31 mai 1680; mais qu'il en repartit en janvier 1681, en vue de «repasser en France» pour des raisons qui touchaient l'Ordre des Capucins (621).

JURIDICTION DES CAPUCINS

LA présence des Pères Capucins à Bourbon pose de nouveau la question de juridiction de ses pasteurs. Lorsque de la Haye repassa au Fort-Dauphin en juin 1671, il aurait proposé au supérieur des Lazaristes de transférer à Mascarin quelques uns de ses confrères. Le Père Roguet répondit négativement parce que, disait-il, la mission des lazaristes «ne s'étendait pas jusque là», et que d'ailleurs, le Roi aurait à se passer prochainement de leurs services même à l'Ile Dauphine (622). Il était en effet question de rappeler les fils de Saint Vincent, et Louis XIV s'était adressé, dès le 2 juin 1669, au Supérieur des Capucins de Bretagne en vue d'obtenir que deux reli-

gieux du couvent de Hennebont fussent consacrés «au salut de ses sujets» dans l'île Dauphine et dans les Indes orientales (623).

Lorsque trois vaisseaux de la Compagnie furent armés en 1669, afin de gagner les Indes en même temps que l'Escadre de Perse, c'est encore au Supérieur des Capucins que le Roi s'adresse, le 11 janvier 1670, pour en obtenir six aumôniers, «pour le bien de mon service, dit-il, et le salut de mes sujets que la Compagnie des Indes orientales fait passer en l'île Dauphine et dans lesdites Indes» (624). Il semble donc que le ministère paroissial dans les possessions françaises de la mer des Indes ait été dévolu par le Roi aux Capucins.

A quel titre Louis XIV intervenait-il dans cette question de juridiction en terre infidèle qui ressortissait exclusivement au Souverain Pontife ? Sans doute en vertu des droits régaliens de Sa Majesté très-chrétienne qui nommait aux Evêchés et Abbayes. Il faut remarquer d'ailleurs, que le Roi requiert seulement du Supérieur des Capucins qu'il donne «obédience» aux religieux qu'il enverra. Peut-être faut-il voir la solution de ce problème de juridiction dans une formule employée plus tard par un autre Capucin, le Père Jacques d'Angoulême; appelé à célébrer, au passage, quelques mariages à Bourbon, c'est, affirme-t-il, «un lieu dépendant de nos missions des Indes» (625) : c'est dire en d'autres termes, que les Capucins ayant juridiction dans les Indes, ils avaient aussi juridiction à Macarin, terre dépendant de ces missions.

Mais alors, comment admettre qu'un «cordelier», le Père Bonnet, un «séculier» le Père Malart, aient pu exercer le ministère à Bourbon ? Peut-être par délégation des Capucins, à moins qu'il faille faire intervenir plus simplement, un droit de patronage et de nomination conféré à la Compagnie des Indes, comme les statuts primitifs le donnent à entendre (626).

PREMIERE CHAPELLE A SAINT-DENIS

Il nous paraît probable qu'une première Chapelle ait été édiflée à cette époque à Saint-Denis, peut-être par les soins du Père Bernardin. Une tradition veut qu'elle ait tout d'abord reçu le vocable de Saint-Louis et que plus tard elle ait pris celui de l'agglomération où elle se trouvait, Saint-Denis. Elle était placée derrière l'actuel Hôtel du Gouvernement (aujourd'hui Préfecture), au bord du «Rempart» qui surplombe la Rivière, à l'extrémité de la voie qui s'est longtemps appelée «rue Saint-Louis», comme le montre clairement le «Plan de Saint-Denis» que dressera Paradis en 1735; plusieurs dessins anciens font figurer la Chapelle à son emplacement traditionnel, notamment un «Plan de Saint-Denis», anonyme et sans date, un autre «Plan de la Rade de Saint-Denis», attribué au Gouverneur Pa-

rat (1710-1715), et une «Vue du XVIII^e siècle de la Rade de Saint-Denis» par le Père Gaubil (1721) (627). Une autre tradition veut que ce soit Regnault lui-même qui ait fait édifier cette Chapelle (628). Jusqu'à présent nous n'avons trouvé aucune pièce nous permettant d'adopter cette position. Les vieux registres de Baptêmes insinuent même le contraire. En effet, le Père Jourdié donnant un supplément de cérémonies à Saint-Denis le 21 avril 1669, déclare seulement, à cette occasion, qu'il fait «les fonctions de la cure de Bourbon, au fort Saint-Denis» sans mentionner s'il y a un édifice cultuel (629). Il est vrai que, précédemment, il s'était présenté comme faisant «les fonctions de la Cure de Bourbon au fort Saint-Paul» (630) sans mentionner davantage la chapelle qui existait certainement à Saint-Paul depuis 1667. Mais, dans la suite, les baptêmes administrés à Saint-Paul, tant par le Père Montmasson que par le Père Jourdié, sont dits faits dans «la chapelle de Mascarin» (631). Lorsque, le 20 novembre 1672, le Père Denys de Quimper confèrera quatre baptêmes à des enfants du nord de l'île (632) («Rivière des Butors», «Ravine des Chèvres», «habitation du Roy à Saint-Denis», «Sainte-Sczanne») il n'y signale aucun lieu de culte. Le Père François Bonnet «faisant les fonctions de la Cure de Mascareigne» (633) cite aussi «la chapelle de Mascarin» en 1675, comme si elle était unique. Il faut attendre le 6 mars 1678 pour qu'un texte laisse entrevoir un commencement d'organisation paroissiale à Saint-Denis : «il faudra, y lit-on, l'écrire [l'acte en question] dans le cahier de Saint-Denis», encore est-il impossible de savoir si cette phrase est bien du signataire de l'acte (634), le Père Bernardin. Enfin, celui-ci, le 3 mars 1680, donne le baptême «dans l'église paroissiale de la susdite île au fort Saint-Denis» (635), et le 10 mars «dans la chapelle de Saint-Denis» (636) : ce sont les premières mentions formelles que nous ayons d'une église ou chapelle à Saint-Denis.

NOUVELLE CHAPELLE A SAINT-PAUL

Quant à Saint-Paul, l'acte de concession à François Mussard, cité plus haut, nous permet d'affirmer qu'il existait, en plus de l'église paroissiale du Vieux Saint-Paul, une «chapelle» et de la situer avec d'assez d'exactitude. D'après ce texte, antérieurement au 1^{er} juin 1677, date de l'acquisition de François Mussard, une chapelle se dressait en bordure de mer, sur les sables, à l'ouest de l'habitation du Roy, l'actuelle poudrière, où demeurait Bernica; c'est dire qu'elle se trouvait approximativement sur l'emplacement de l'ancienne caserne de l'Infanterie de Marine.

Peut-être faut-il admettre que «la chapelle» dont parle l'acte de concession soit «la chapelle de Mascarin», dont il est si souvent question dans les registres de Baptêmes (637), par opposition avec l'église du «Fort Saint-Paul» ou «Vieux Saint-Paul» (638). Cette chapelle fut cer-

Né sur les rives de l'Odé en Bretagne, le Père Bernardin — d'origine demeurée inconnue — avait pris l'habit de Saint-François le 1er mars 1656 (642) et s'était consacré au service de la Mission des Indes. Un ordre de Baron l'avait envoyé à Bourbon, en 1676, «pour faire la Mission, comme aussy pour faire reconnoître l'autorité du Roy en la personne du Sieur Auger» (641), capitaine du «*Saint-Robert*», chargé, nous l'avons vu, d'exercer les fonctions de gouverneur, au cas où l'île en aurait été dépourvue. Le Père Bernardin, ses lettres et ses rapports en font foi, était instruit; la Bibliothèque Nationale conserve de lui les plans qu'il a dressés de Madère et de San Thomé (643). C'était, de plus, un esprit pratique qui avait introduit à Mascarin, en 1676, le cotonnier de Surate (644). Malheureusement, sa santé, médiocre déjà lors de son arrivée, s'était encore altérée, ce qui faisait écrire à Fleurimond en 1678 : «C'était un homme fort incommodé qui ne peut vaquer partout; et puis il ne veut point demeurer, et n'attend qu'une occasion pour se retirer» (645).

C'était un peu malgré lui et par dévouement, ayant «prévenu la misère dans laquelle [les habitants de Bourbon] se trouveraient infailliblement par la sorde» (646) de l'abbé Malart, que le Père Bernardin avait occupé, en 1676, la cure de Saint-Paul. Loin de pouvoir songer à s'en aller en France, pour y rétablir sa santé, l'infortuné Capucin se vit imposer en 1680, la charge de commandant de l'île. L'autorité du pseudo-gouverneur était assez illusoire, car il n'avait à sa disposition aucune force armée, sinon celle toute bienveillante, que les colons voulaient bien constituer. Usant de diplomatie, le Père Bernardin étouffa pourtant dans l'œuf une nouvelle insurrection des noirs : ayant fait saisir «ces nouveaux rebelles qui se voulaient joindre à ceux de la Montagne», il convoqua les habitants et leur enjoignit de faire le procès des coupables «selon les instructions que M. Delahaye avait laissées dans l'Isle de la part de Sa Majesté : C'est ce qu'ils firent et opinèrent tous de couper le pied aux uns et le poigne aux autres». Cette démonstration d'expéditive justice valut à l'Isle quelques années de paix car, dit le Père, «du depuis, [les Noirs] n'ont plus remuez».

L'action du Père Bernardin se fit sentir aussi au point de vue social. L'inconvénient le plus notable de l'île était l'absence de plantes textiles : «il n'y manque, écrit le Capucin, que de quoi se couvrir». Et lorsque la métropole négligeait par trop d'envoyer des étoffes en sa lointaine possession, ses habitants en venaient vite au plus extrême dénuement, jusqu'à vivre «tout nus comme des nègres» (647). Aussi quelle aubaine quand un vaisseau étranger consentait à payer les rafraîchissements qu'il prenait, de quelques pièces de tissu ! C'est ainsi qu'on obtint une fois d'un navire anglais, «160 chemises de toile bleue, qui ont servy

l'espace de deux ans à ceux du service» (648). Le Père Bernardin fit mieux. «Le coton que j'ai fait semer dans ce pays, explique-t-il, y vient fort bien et est plus fort et plus luisant que celui des Indes au dire des Portugaises qui y sont; ce qui est cause que je déclaray aux femmes et filles qui y sont que je ne marierois plus ny veuve ny fille qui ne sçeut filer et coudre; d'où elles ont pris occasion de sy bien instruire l'une l'autre, que présentement, elles sçavent ce qui est de ces exercices pour subvenir aux nécessitez de leur mesnage» (649).

Au demeurant, le Père Bernardin ne paraît pas avoir eu de difficultés sérieuses avec les colons; peut-être les laissa-t-il tout simplement faire ce qu'ils voulaient et violer impunément les Règlements du Roi et de la Compagnie. Il semble avoir surtout compati à la réelle misère de ses administrés qu'il tâchera d'excuser plus tard en alléguant l'abandon où ils sont laissés : «Dans l'espérance de quelque navire français, écrira-t-il, les habitants ne manquent pas, tous les ans, de préparer leurs petites denrées et rafraîchissements. Mais comme cela est rare, et qu'il n'en aborde que fort peu, ils se dégoûtent du travail et croient que l'on ne fait plus aucun état de l'île, comme les passants le leur ont persuadé. De là, ils prennent occasion de faire quelquefois comme ils l'entendent...» (650).

En fait, de 1678 à 1686, Bourbon ne reçut la visite que de trois vaisseaux de la Compagnie des Indes :

Un premier navire, dont le nom nous est demeuré inconnu, et qui faisait le trafic «d'Inde en Inde», y aurait «apporté du riz des Indes» en 1680 ou au début de 1681. Il en aurait «retiré des habitants qui avaient demandé d'en sortir» (651).

Apparut ensuite le «*Soleil d'Orient*» venant des Indes qui séjournera à Bourbon du 1er octobre au 1er novembre 1681. Il portait au Roi de France les présents du Roi de Siam, et disparut corps et biens avec l'«ambassadeur du Roy de Siam», sans qu'on ne sût jamais rien des circonstances de sa disparition, qui fut peut-être l'effet d'une action criminelle (652).

Le «*Président*», capitaine Senault, revint à Bourbon, de Pondichéry en 1683; «pour s'informer de quelques nouvelles du navire le «*Soleil d'Orient*», sur l'avis qu'on avait eu aux Indes par un Anglais qu'il avait péri à l'Est de Madagascar».

Dans le même temps, trois navires anglais accostèrent à Mascarin. «Comme l'on avoit fait grand accueil au premier, appelé «*Mercador de Bengale*», raconte le Père Bernardin, dans son Mémoire et qui avoit fait récit aux autres anglais de la bonne réception qu'on lui avoit faite, cela donna envie aux autres d'y venir ensuite, qui tesmoignèrent à leur sortie estre satisfaits; l'un des navires s'appelle le «*César*» du port de 800 tonneaux, et l'autre la «*Couronne*». Je leur fis donner quelque peu de tabac, qu'ils trouvèrent fort bon, et des rafraîchissements tant qu'ils en

souhaitèrent. Ils donnèrent de leur part 160 chemises de toile bleue..., et deux douzaines de bouteilles de vin qu'ils donnèrent aussy pour la Ste Messe. Et ne se pouvoient contenir d'admirer la bonté du lieu et la beauté des plantages». Comme on le voit, la galanterie française, même à cinq mille lieues de France et appliquée par un capucin, ne manquait pas d'imposer sa loi aux étrangers de passage à Bourbon.

A cette époque, sont déjà installés à Mascarin en 1679 :

Gaspard LAUTRET,

Guillaume BOYER,

Jean BRUN, dit «Joli-Cœur», de Bourgogne.

D'autres abordent à l'Ile,

en 1679, Jean JULLIEN, dit «Loustant», du Dauphiné, «ancien de Madagascar,

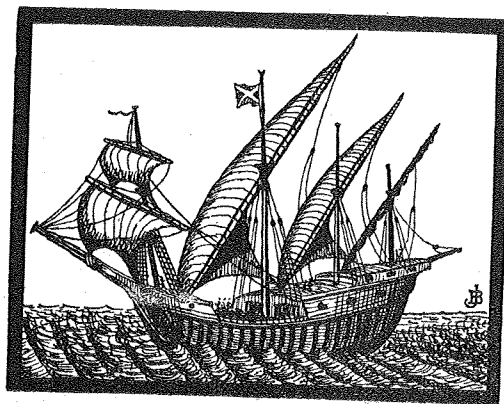
Joseph Dango, enfant de neuf ans, créole de Surate, et sa mère Suzanne RAGOLIN;

en 1681, Emmanuel TEXER DE MOTTE, portugais des Indes;

en 1682, François VINCENDO, dit «Discret», et

Marc VIDOT, de Rovgino dans les Etats de Venise (653).

LA COMPAGNIE EN DIFFICULTÉ



approvisionner.

Le mercredi 8 mai 1675, à trois heures de relevée, s'était tenue aux Tuileries, sur l'ordre du Roi, une assemblée générale de la Compagnie des Indes. En l'absence de Louis XIV et Colbert, ce fut le Prévost des Marchands qui fit l'exposé de la situation et l'historique des comptoirs des Indes et de la tentative de Madagascar. Le Bilan truqué que l'on présenta quelques jours plus tard ne trompa personne, pas plus d'ailleurs que les 10 % de dividende que l'on décida de verser aux actionnaires : les pertes dépassaient bel et bien les 4 millions donnés par le Roi. Jusqu'à sa

* Navire à voile du XV^eme siècle (carravelle).

On peut s'étonner, à juste titre, de l'abandon trop réel où se trouvaient les colons de l'Ile Mascareigne. Il faut incriminer d'abord la situation financière de plus en plus précaire de la Compagnie qui réduisait ses envois; puis la paix de Nimègue (1678) avec les Hollandais, qui permit aux navires de toucher le Cap et de s'y

réorganisation en 1685, la Compagnie des Indes Orientales, privée de fonds et de matériel, allait vivre d'expédients.

L'année 1675 se passa sans que l'on vit un seul bateau rentrer des Indes; seule l'«Heureuse», partant du Port-Louis le 13 février, put quitter les côtes de France. L'année suivante fut meilleure : le «Vautour» (capitaine Le Rond) appareillait le 10 février 1676 accompagné du «Rossignol» houcre de 90 tonneaux, et, quatre mois plus tard, le 21 juin, deux navires, le «Blanc-Pignon» et l'«Heureuse» entraient au Port-Louis, avec un plein chargement, escortés du «Rubis». Mais les années 1677 et 1678 furent désastreuses : pas un seul bâtiment ne réussit à forcer le blocus espagnol et hollandais pour gagner Surate; pas un seul n'en revint. La paix de Nimègue (10 août 1678) vint heureusement rétablir la liberté des mers : le 1er février 1679 le «Soleil d'Orient», superbe vaisseau de 1.000 tonneaux, prenait la mer; c'était pour ne jamais plus revenir! A son tour, le 7 mars, le «Président» quittait Saint-Malo, et quelques jours après, le 25, le «Rossignol» arrivait au Port-Louis. En 1680, un seul départ à signaler l'«Heureuse», le 17 mars, au Port-Louis; un seul retour, le «Président», en juillet, de Surate.

Cependant les ressources de la Compagnie s'épuisaient; sa flotte, faute d'entretien et de renouvellement, fondait peu à peu. Les directeurs aux abois supplièrent Colbert, à plusieurs reprises, de leur venir en aide en faisant payer par le Roi les 354.243 livres qu'il devait (654). Ils ne reçurent que 150.000 livres, ce qui permit pourtant d'équiper le «Blanc-Pignon» et le «Président» pour mars 1681; mais cet effort avait épuisé la Compagnie, sans que le retour de l'«Heureuse» avariée, en août, ait pu compenser les pertes subies; il fallut en venir aux expédients.

Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en date du 6 janvier 1682, permit aux particuliers, pour cinq ans seulement, de faire le commerce des Indes à condition de se servir des vaisseaux de la Compagnie et de payer le frêt. C'était une brèche au principe du monopole, mais qui devait permettre de subsister encore quelques années. En 1682, la Compagnie envoya deux navires à Surate : la flûte l'«Heureuse», radoubée, partit du Port-Louis le 27 mars; la flûte la «Royale» (800 tonneaux), après être restée dix ans en chantier, quittait le Havre le 6 avril (655); le 16 juillet, le «Blanc-Pignon» rentrait des Indes au Port-Louis avec une cargaison qui fut assez fructueuse.

Mais les bâtiments commençaient vraiment à manquer. En 1683, la Compagnie dut louer aux Malouins le «Saint-François d'Assise», qui partit de Saint-Malo le 17 janvier, à destination de Pondichéry; et le «Blanc-Pignon» dut reprendre la mer pour Surate dès le 20 mars.

Les 18 juillet et 19 août 1683 rentraient respectivement des Indes, au Port-Louis, la «Royale» et l'«Heureuse», expédiées l'année précédente. En 1684, des trois navires envoyés, aucun n'appartenait à la Compagnie. Ils partirent du Port-Louis, le 2 avril, pour Surate;

c'étaient le «*Coche*» (656), le «*Saint-Antoine*» et la «*Vierge-sans-maqule*» (657). La même année, quatre navires entraient au Port-Louis : le «*Blanc-Pignon*», le «*Vautour*», le «*Président*», le «*Saint-François d'Assise*», dont les cargaisons produisirent 1.900.000 livres.

Cet appoint précieux fut pourtant impuissant à enrayer le courant de décadence qui entraînait irrémédiablement la Compagnie. Obligée de recourir aux fonds des particuliers pour subsister, grevée de dettes en France et aux Indes, elle voyait maintenant les navires lui faire défaut : de ses superbes flottes, trois bâtiments restaient qui fussent en état de prendre la mer. La mort de Colbert, survenue le 6 septembre 1683, paraissait devoir précipiter la liquidation, mais le marquis de Seignelay, fils de Colbert, qui lui succéda comme Secrétaire d'Etat à la Marine, en décida autrement. Il était, en effet, de l'intérêt de la France de posséder une puissante association maritime et commerciale qui se puisse opposer à celles des Anglais et des Hollandais. Nommé le 29 septembre 1683, «*Chef perpétuel, président et directeur pour Sa Majesté de la dite Compagnie de Commerce pour les Indes Orientales*» (658), il s'intéressa immédiatement aux affaires de la Compagnie et décida bientôt de sa réorganisation : Une lettre de cachet du Roi, datée du 27 avril 1684, prescrivit une assemblée générale des actionnaires pour le mois de mai.

CAUSES D'ABANDON DE BOURBON

Si, de tous les vaisseaux mentionnés, à peu près aucun ne toucha Bourbon après 1678, c'est assurément que la paix de Nimègue, autorisant de nouveau l'escale du Cap, permettait aux bâtiments un voyage moins fatigant et plus rapide, encore que plus coûteux, car les Hollandais ne vendaient pas aisément leurs denrées. C'est encore que l'on préférait passer par le Canal de Mozambique et faire escale aux Comores. C'est surtout que l'île Bourbon, dépourvue de port, paraissait à Colbert dénuée d'intérêt.

C'est ce qui explique pourquoi, quand la nouvelle de la mort du gouverneur d'Orgeret parvint en France par le «*Rosignol*» le 25 mars 1679, on ne se soucia pas de lui donner un successeur authentique, malgré la floraison subite de mémoires sur Bourbon que l'on constate au cours de l'année 1681 : trois candidats au poste de gouverneur se trouvaient ainsi, plus ou moins ouvertement, mis sur les rangs. C'étaient Estienne Regnault, le sieur de Lestrille, le chevalier de Ricous.

Le rapport d'Estienne Regnault (659), qui avait été Commandant de Mascareigne de 1665 à 1671, montre que son séjour aux Indes ne lui avait rien fait perdre de sa clairvoyance et qu'il était toujours rempli de bienveillance pour cette île de Mascarin où il avait donné la preuve de ses qualités de chef.

M. de la Clide de Lestrille, capitaine de vaisseau, ancien commandant de l'«*Indienne*» et du «*Rubis*», était passé à Bourbon en 1671 et en 1676 (660).

M. Charles Daniel de Ricous de Bonville, lieutenant de vaisseau, officier sur l'Escadre de Perse, était venu trois fois à Mascareigne ; il avait «*fait le tour de l'île pour en faire le plan*». Du 17 décembre 1680 au 8 septembre 1681, il adressa à Colbert et Seignelay force rapports et projets sur la colonisation de l'île, où perceait assez clairement son désir d'y exercer le commandement. En décembre 1686 il revint à la charge (661). Mais ce fut peine perdue, aucun gouverneur ne fut désigné.

ACTIVITÉS APOSTOLIQUES

PENDANT ce temps, perdu au milieu de l'Océan Indien, le Père Brnardin, tout en dirigeant son petit troupeau, commençait à s'inquiéter fort du silence de la mère patrie. Accaparé par ses fonctions de gouverneur, miné sans doute aussi par la maladie, obligé à des déplacements continuels entre Saint-Paul, Saint-Denis et Sainte-Suzanne, «*les trois endroits où, dit-il demeurent les habitants*», il semble qu'il ait passablement négligé de tenir les registres de catholicité. Son successeur, l'abbé Camenhén, se donnera le malin plaisir, en relevant les baptêmes conférés par le Capucin, de souligner les inexactitudes et les omissions de celui qu'il désignera avec une emphase quelque peu ironique et envieuse «*le Très Révérend Père Bernardin de Quimper, Prédicateur Capucin, missionnaire apostolique, Pasteur ou gouverneur spirituel et même temporel dans l'île Bourbon, anciennement Mascareigne, pour Sa Majesté très chrétienne, dessous les ordres et bon plaisir de Messieurs les Directeurs des Travaux de sa Royale Compagnie de France*» (662).

Ailleurs, il fait remarquer que le «*Révérend Père n'y étoit point scrupuleux*» (663), et ailleurs encore : «*Cette date montre le peu d'exactitude de notre vénérable prédécesseur, et le peu d'estime qu'il faisoit [de son] emploi vraiment apostolique*» (664). Mise à part l'exagération de ces appréciations, manifeste, nous le verrons, sous la plume de l'abbé Camenhén, il faut avouer que le Père Bernardin, pour une raison ou pour une autre n'a guère tenu son registre de baptême que pendant les années 1680 et 1681.

Nous devons signaler que c'est en 1680 — le 18 février — qu'apparaît, dans les actes, la première mention d'une organisation paroissiale à Sainte-Suzanne : — «*Rapporter dans les registres de Sainte-Suzanne*» (665) dit le texte — sans qu'il soit encore jamais question, à cette époque, d'une église en ce quartier.

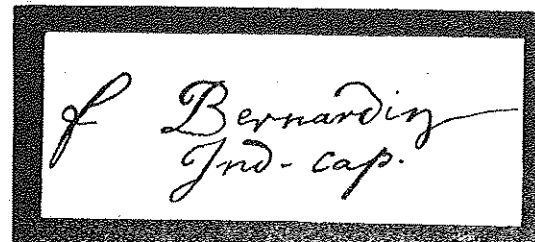
C'est aussi au Père Bernardin que la colonie est redevable de la fondation des tout premiers établissements hospitaliers de l'île. En

effet, lorsque, plus tard en 1690, le gouverneur Vauboulon se vantera d'avoir fait «don... des hospices», le Père Hyacinthe répliquera : «Il ne nous a pas fait don de nos hospices, ni de ce qui en dépend, puisque le Père Bernardin les avait eus et bâtis du temps de MM. d'Orgeret et Fleurimond» (666).

Nous pensons aussi devoir attribuer à cette période le bref passage dans l'île d'un prêtre dont le nom est cité, de façon d'ailleurs assez curieuse, dans un acte collationné par Camenhen en 1689, le «Révérend Père Emmanuel, Cordelier et Religieux» (667), sans qu'il soit possible d'en dire davantage sur ses activités apostoliques à Bourbon.

Enfin, des textes de l'époque viennent ajouter quelque clarté à la question de la juridiction exercée par les premiers curés de Bourbon. Le Père Bernardin, en effet, y est qualifié de «Missionnaire Apostolique» ce qui donnerait à penser qu'il avait reçu de la Cour de Rome les pouvoirs nécessaires pour exercer le saint ministère dans les territoires de mission quels qu'ils soient.

RETOUR EN FRANCE DU CAPUCIN



DANS l'âme du Père Bernardin croissait, de jour en jour, l'intense désir de quitter Mascarin; il en donna trois raisons; c'était, dit-il, dans son Mé-

moire, 1° «tant pour chercher remède à mon mal, 2° qu'à celui de ce pauvre peuple que j'y ai laissé; 3° comme aussy par crainte qu'en voulant perfectionner les autres je ne devinsse moy-mesme réprouvé en y restant plus longtemps tout seul».

Cependant aucun vaisseau français n'était venu dans l'île depuis le «Président» en 1683. Aussi, lorsque le «Saint-François d'Assise» parut à l'horizon, en novembre 1686, le Capucin décida de profiter de l'occasion; il obtint facilement l'accord du Capitaine Jonché des Ormas, de Saint-Malo (668). A bord se trouvait un pilote de la Compagnie, qui rentrait en France, le sieur Drouillard. On le fit élire par les habitants le 23 novembre, et, le 30, on mit à la voile. Il semble que

Robert DUHAL, de Pleudihen, ait passé dans l'île par ce navire (669).

* Signature du Révérend Père Bernardin — Ar. Co. Ré. dossier 75 (12 septembre 1680).

Jusqu'au jour même de son départ, le Père Bernardin s'acquitta des obligations de sa charge pastorale : le 29 novembre 1686, il fait encore, à Saint-Denis, le baptême d'une enfant née à Saint-Paul, An'oinette Cadet, et le lendemain il enterre la même enfant, avant de s'embarquer (670). Epuisé et débordé, le Curé de Bourbon se fit aider, pendant la durée de l'escale, par «Monsieur Yves de Mille, prêtre du diocèse de Vannes, et Aumônier du Vaisseau «Saint-François d'Assise» (671).

Durant son voyage de retour, le Capucin semble bien avoir ressenti quelque remords de son départ précipité : «J'avoue, dit-il, que cette sortie n'est guère louable, puisque j'ai laissé ce pauvre peuple dénué particulièrement de tout secours spirituel». L'île, en effet, se trouvait de nouveau sans prêtre. Il se console par la pensée qu'il a fait tout ce qu'il pouvait «pour obvier à ce mal», mais que, devant l'inutilité de ses démarches, il a cru bon de rentrer en Bretagne et d'aviser «le Roy, dont la piété et la charité... si grandes et si exemplaires» sauront bien pourvoir «au plus tot» aux besoins de la population. «Je n'en eusse nullement sorti, dit-il encore, si j'eusse été assez heureux de me voir secondé de quelqu'un pour ma consolation spirituelle.» Voguant au gré des flots, il eut le temps de songer au rapport qu'il voulait présenter tant au gouvernement royal qu'à la Compagnie des Indes. De mémoire, il fit de l'île et de ses habitants un recensement sommaire que nous reproduisons :

«Le peuple de l'Isle est composé présentement de différentes nations : en premier, de François et de Françaises, dont il y a dix familles qui montent avec leurs enfants, au nombre de 53 personnes; ensuite de François et Portugaises des Indes, dont il y a douze familles qui sont 66 personnes; en troisième lieu, de François et de Nègresses de Madagascar dont il y a 14 familles qui sont 78 personnes; quatrièmement, de Nègres et de Nègresses de Madagascar dont il y a 8 familles avec leurs enfants. Il y a deux Hollandois, dont l'un a épousé une Française et l'autre une Nègresse. Il y a aussy seize noirs de Madagascar et 12 noirs indiens» (672).

Ce recensement est évidemment incomplet puisque le nombre des enfants malgaches n'est pas indiqué, non plus que celui des Français célibataires; d'autres omissions ont bien pu s'y glisser. Le total de 269 habitants de l'île que l'on trouve habituellement en mettant le nombre 40 pour les Malgaches et leurs enfants est donc erroné; il faut, au moins, y ajouter une vingtaine de Français célibataires que nous avons décelés dans les archives ce qui porte la population de l'île en 1686, à environ 290 personnes toutes catholiques, «excepté 3 ou 4 gentils, Indiens de la Coste de Coromandel», car, dit le Père Bernardin, «dans l'Isle Bourbon... la Religion, par la grâce de Dieu n'y est qu'une et toute Romaine».

MEMOIRE SUR BOURBON

Le Père Bernardin continue son rapport par des considérations d'ordre économique : bois, tabac, aloès, coton, cannes à sucre sont de qualité supérieure à Bourbon, les fruits et le bétail en abondance; le sel est rare; la torue de mer «assez commune, comme le poisson tant d'eau douce que de mer»; les requins quoiqu' «en très grand nombre» n'ont fait «aucun tort dans l'Isle à qui que ce soit jusques ici»; les volailles sont «en grande abondance»; «le froment, l'orge, le ris, le mille, le raisin y viennent fort bien» et les légumes «sans grand'peine». L'Isle était donc demeurée opulente, et douce la vie qu'on y menait. Les dernières considérations du Capucin sont plutôt d'ordre social. «Il faudrait dans l'Isle, dit-il d'abord, deux ou trois prestres pour le moins, tant pour la consolation de l'un et de l'autre que pour secourir le peuple dans les occasions.» C'est que, désormais, il y avait trois paroisses dans l'Isle : Saint-Paul, Saint-Denis, Sainte-Suzanne échelonnées sur «12 lieus», et l'on comprend aisément que la solitude ait pu peser au curé de Mascarin. «Il faut aussy un gouverneur autorisé de Sa Majesté» — c'est-à-dire ayant pouvoir réel venant du Roi et non pas élu par les colons — «craignant Dieu et zélé pour le service du Roy». Vient ensuite une remarque, frappée au coin de la plus perspicace psychologie, et qui garde encore sa valeur aujourd'hui pour quiconque pense vivre aux colonies... Le gouverneur, dit le Père Bernardin, doit être «marié sy faire se peut, affin qu'il puisse facilement y porter ses inclinations et se consoler dans cette grande privation qui s'y trouve de toute société humaine, qui est le plus grand supplice que l'on puisse ressentir, à moins que d'avoir du sçavoir, de par ailleurs, auquel on s'occupe.» C'est dire que pour séjourner utilement dans les pays tropicaux et y surmonter le manque toujours pénible de relations sociales de son choix, il y faut vivre au sein d'une famille régulière et solidement constituée, ou savoir s'occuper constamment le corps et l'esprit en s'adonnant à quelque passionnante recherche.

Suit un avertissement qui ne manque pas de saveur, sur les méfaits du «coup de sec» : «Il est nécessaire d'un chirurgien, dit le moine, pour servir au besoin les malades et les estropiez; car depuis que les habitants se sont adonnez au vin de miel et de Cannes de sucre, dont ils expriment le jus qu'ils laissent bouillir comme tout autre vin dans des Gourdes ou Barils pour ensuite en faire leur Buvettes... [cette] boisson fort flateuse au goût, est fort préjudiciable dans la suite quand elle est prise par excès. La plupart de tous ceux que j'y ay veu mourir m'ont avoué qu'il n'y avoit que cette liqueur qui précipitoit sistot leurs jours.» Il eût été avantageux pour Mascarin et ses habitants de ne pas laisser tomber dans l'oubli la remarque désintéressée et avisée d'un homme de bien.

Il manque aussi, dit le Père, «un taillandier» et des matériaux pour faire des outils, «un armurier» (673) pour «mettre en estat» les «armes à feu»; il faudrait importer des «pierres à fusil», et surtout des «ustensiles de cuisine».

Les «Eaux» de Bourbon sont les meilleures qui soient «dans tout le monde, et qui se conser[vent le] mieux sur la mer, et faciles à faire aux navires qui y passent, comme aussy le bois quand ils en ont besoin, avec les autres commoditez que l'on va chercher aux terres estrangères et qui y coûtent beaucoup». Le Père Capucin en prend motif pour vanter l'escale de Mascarin sur la Route des Indes. Passer par Bourbon, c'est, à l'aller, éviter Anjouan et ses indigènes méfiants, et toucher aux Indes avant le temps du «houragan de la coste de Malabar, dans lequel il n'est pas bon de s'y trouver», de juillet à octobre. Au retour, cela permet de négliger l'escale du Cap «où les Hollandois vendent extrêmement cher tout ce qu'ils donnent aux nations Estrangères».

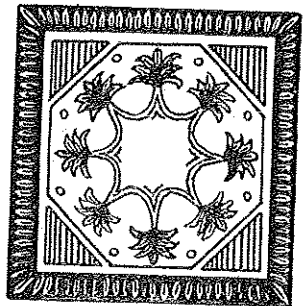
D'ailleurs, «il n'y a rien à craindre au Nord de l'Isle — c'est-à-dire au mouillage de Saint-Denis — immédiatement après la lune de février, qui, pour l'ordinaire, est la plus à craindre, quoique le houragan — [ou cyclone] — se rencontre aussy quelquefois dans les deux mois précédents... la tourmente ne dure pas pour l'ordinaire plus de deux fois vingt-quatre heures.» Quant à Saint-Paul, c'est «le meilleur endroit pour la seureté des Navires... L'Ance de Saint-Paul, tant à terre qu'au large, n'est que sable; la tenue y est fort bonne».

Le Père Bernardin propose, en outre, de faire un petit port à la «Rivière d'Abord» (674) et d'y avoir «quelques barques de 50 tonneaux» ce qui permettrait aux habitants de Bourbon «de transporter leurs denrées aux terres circonvoisines». Il termine son mémoire en faisant ressortir le danger que constituerait pour l'Isle — et c'était encore un avertissement prophétique — le fait d'y admettre des étrangers, notamment des hollandais, dont il avait appris, depuis son départ, l'arrivée d'un contingent «par un navire anglois corsaire qui y avoit relasché pour se rafraîchir».

Ce dernier paragraphe de son mémoire, a certainement été ajouté après coup par le Père Bernardin. Non seulement il rapporte un trait qui n'a aucun lien logique avec ce qui précède, mais encore il suppose que le Capucin avait déjà reçu des nouvelles de Bourbon. Ces considérations permettent de dater le mémoire : composé soit en mer, durant le voyage, soit à terre, après l'arrivée du «*Saint-François d'Assise*» au Port-Louis le 19 mai 1687, il était rédigé avant le 26 juillet 1687; à cette date, en effet, l'arrivée de l'«*Oriflamme*» devait seule permettre au moine d'ajouter à son rapport ce qui concernait l'intrusion des Hollandais. De Brest, le

Père Bernardin signa et data son factum qu'il envoya d'urgence à Seignelay.

SEIGNELAY, «CHEF PERPÉTUEL...» DE LA COMPAGNIE



CELUI-CI, nous l'avons vu, avait décidé dès sa nomination, en 1683, «aux lieu et place dudit feu sr. Colbert», la réorganisation de la Compagnie française des Indes Orientales. L'Assemblée Générale des actionnaires tenue le 29 mai 1684 (675), n'avait qu'insuffisamment fait connaître la situation réelle de la Compagnie, et un envoyé de François Martin, Pilavoine, était arrivé sur le «*Vautour*», afin d'exposer en France l'état calamiteux de nos comptoirs des Indes. Seignelay, jugeant qu'il était ruineux de prolonger plus longtemps le système imaginé par son père et qui ne profitait qu'aux particuliers, fit révoquer par les Directeurs, le 22 août, l'autorisation du commerce privé sur les navires de la Compagnie, et convoquer une nouvelle Assemblée Générale qui se tint le 11 septembre 1684 (676). Cette Assemblée accusa un déficit de plus de deux millions, et Seignelay fit décider par les Commissaires que tout actionnaire serait obligé d'augmenter sa part d'un quart, sous peine de se voir déchu de ses actions dont le quart seulement lui serait remboursé. Comme on l'escomptait bien, la plupart des anciens actionnaires se refusèrent à tout versement, ce qui permit de liquider la Compagnie par actions fondée par Colbert, et de la reconstituer sur d'autres principes.

Une Déclaration du Roi de février 1685 (677) transférait à la nouvelle Compagnie tous les privilèges et droit accordés à la première en 1664 et déterminait la constitution d'un nouveau capital et les modalités d'une nouvelle direction. Cette Déclaration supprimait les Chambres Particulières et confiait l'entière administration de la Compagnie à douze Directeurs choisis par le Roi. Ceux-ci devaient en outre fournir les quatre cinquièmes des fonds; ainsi douze capitalistes remplaçaient les nombreux actionnaires de mille livres prévus par les statuts primitifs; chacun des participants toucherait chaque année 10 % d'intérêts de mer, et les Directeurs, devenus employés royaux, recevraient par an, trois mille livres de droits de présence. Le 3 mars 1685, la nouvelle Compagnie fut inaugurée : Seignelay, au nom du Roi, installa les nouveaux Directeurs et leur répartit les charges (678).

* Lettrine empruntée à la Relation de l'«Etablissement de la Compagnie française...» de Charpentier.

Ces transformations internes n'avaient pas ralenti les préparatifs d'expéditions lointaines. Bien au contraire, l'année 1685 fut une période d'envois considérables. Le 13 février, le «*Vautour*» et le «*Président*» étaient partis pour Pondichéry (679); le 3 mars (680), deux vaisseaux du Roi, l'«*Oiseau*» et la «*Maligne*» quittaient Brest à destination du Siam, avec les ambassadeurs français et des mandarins siamois; le 14 et le 22 avril, le «*Saint-François d'Assise*» et la «*Royale*» appareillaient respectivement de Saint-Malo et du Port-Louis pour Surate (681).

Les retours furent également nombreux : le «*Coche*», la «*Vierge-sans-macule*» et le «*Saint-Antoine*», venant de Surate, abordèrent en France le 25 juillet et le 7 août 1685, mais leur cargaison fut de peu de profit (682). C'est qu'en effet, la majeure partie des chargements venus des Indes était constituée d'étoffes, et que leur vente commençait à se trouver entravée par les tendances protectionnistes instaurées par Louvois.

Le «*Coche*» repartit de Brest pour Pondichéry le 19 février 1686, bientôt suivi de l'«*Oriflamme*» le 14 avril pour Surate (683). Ils avaient ordre de délaisser les toiles peintes, de mauvais débit, au profit des «*étoffes de soie et autres marchandises plus fines*». Lorsque revinrent la «*Royale*» de Surate en juillet, et le «*Président*» en octobre, leurs cargaisons se trouvèrent frappées de droits prohibitifs établis par un arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril précédent. Malgré une exemption obtenue, l'adjudication des marchandises fut désavantageuse (684), et de nouveaux arrêts vinrent, en octobre, interdire le commerce des toiles peintes et des étoffes de soie venant des Indes ou de la Chine. C'étaient des mesures mortellement funestes à la Compagnie.

Heureusement, l'«*Oiseau*» et la «*Maligne*» étaient rentrés du Siam en juin 1686, avec trois nouveaux mandarins envoyés à Louis XIV et un traité assurant à la Compagnie la liberté de commerce avec le Siam (685). Après avoir solennellement reçu les ambassadeurs, le Roi et Seignelay décidèrent d'envoyer une véritable expédition militaire et d'occuper les ports qu'on leur avait concédés : Bangkok et Merguy. La Compagnie eut une part notable dans la préparation de cette flotte royale qui devait s'entremettre pour assurer les progrès du commerce : l'Escadre de Siam, forte de six vaisseaux, quitta Brest le 1er mars 1687 (686).

Cependant, la Compagnie essayait de continuer ses échanges traditionnels. Le 2 mars, elle envoyait le «*Président*» du Port-Louis pour Pondichéry, et les «*Jeu*», le 15 avril pour Surate (687). Quatre retours s'effectuèrent la même année : le «*Vautour*», de Pondichéry le 16 février (688); le «*Saint-François d'Assise*», de Pondichéry, le 19 mai; l'«*Ori-*

flamme», de Surate, le 26 juillet; et le *«Coche»*, de Pondichéry, le 22 août (689). Une première vente avait eu lieu à Rouen en avril, mais elle avait été peu avantageuse; la seconde, à Rouen toujours, le 20 octobre, produisit 1.713.000 livres et renfloua un peu les finances de la Compagnie. Seignelay décida d'une augmentation de capital (690).

Le *«Saint-Nicolas»* avait mis à la voile du Port-Louis pour Pondichéry, le 13 octobre 1687 (691).

En février 1688, la Compagnie chargea, sur l'*«Oriflamme»* (692) quelques marchandises à destination du Siam, puis elle envoya le *«Coche»* à Pondichéry le 12 mars (693) et le *«Florissant»* à Surate le 19 avril (694). Simultanément diverses démarches obtenaient, pour la Compagnie, la prorogation de ses privilèges concernant la vente des indiennes et l'impression des toiles blanches (695). En juillet 1688, abordèrent à Brest les deux vaisseaux du Roi, l'*«Oiseau»* et le *«Gaillard»* (696) apportant la nouvelle que la France était établie au Siam et que les garnisons françaises étaient restées à Bangkok et à Merguy. Le 27 juillet, les *«Jeux»* revenaient de Surate, et le 26 août, le *«Président»* de Pondichéry. La vente de leurs produits se fit à Rouen pour 1.700.000 livres, ce qui permit d'envoyer immédiatement le *«Lonray»* (26 octobre) pour Pondichéry (697), et de payer pour la première fois l'intérêt maritime de 10 % aux actionnaires, en décembre. La Compagnie paraissait vraiment avoir trouvé la formule qui devait assurer sa prospérité...

Hélas ! la guerre de la ligue d'Ausbourg, allait tout remettre en question. Une seconde escadre de Siam avait été soigneusement préparée pour partir au début de 1689; elle devait comporter l'*«Oiseau»*, vaisseau du Roi, les *«Jeux»*, le *«Gaillard»* et l'*«Ecueil»*, appartenant à la Compagnie; mais le 15 avril, l'expédition fut remise, par ordre du Roi, au mois de septembre et il était enjoint à l'*«Oiseau»*, au *«Gaillard»* et à l'*«Ecueil»* de rejoindre au plus tôt l'escadre destinée à l'Irlande où Jacques II venait de débarquer. La Compagnie ne put expédier cette année-là le 5 mai 1689, que les *«Jeux»* pour Surate, et le *«Saint-Jean-Baptiste»* (150 tonneaux) pour Bourbon et Pondichéry, avec de très faibles cargaisons (698). La guerre fut encore plus funeste aux retours : seul, le *«Florissant»* revint de Surate, cette année-là, au tiers vide; sa cargaison produisit pourtant 800.000 livres à Nantes (699). Cependant, tout espoir n'était pas perdu, car on attendait deux navires abondamment chargés, le *«Coche»* et la *«Normande»*, et la seconde escadre de Siam se préparait activement, forte cette fois de six unités : l'*«Ecueil»* et le *«Gaillard»* rappelés au Port-Louis, y furent armés en même temps que le *«Florissant»*; Seignelay y joignait trois vaisseaux du Roi : l'*«Oiseau»*, le *«Lion»* et le *«Dragon»* avec 250 soldats (700); le capitaine de vaisseau Duquesne-Guiton était désigné pour commander l'Escadre. Celle-ci allait appareiller, quand, le 6 novembre 1689, une lettre

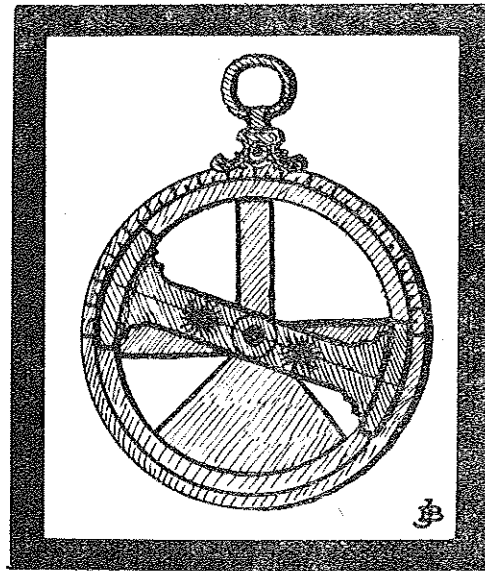
d'un officier français, ancien major de Bangkok et prisonnier des Hollandais à Middelbourg, révélait qu'une révolution, dans le courant de 1688, avait mis fin à nos établissements du Siam, et que la *«Normande»* et le *«Coche»* avaient été capturés au Cap en avril et mai. La vente de leur cargaison devait rapporter, — mais à la Hollande — 2.400.000 livres (701). Cette double catastrophe ébranla considérablement le crédit de la Compagnie, et il fallut une seconde fois surseoir à l'expédition de Siam.

Cependant tout espoir n'était pas perdu et l'escadre ne fut pas désarmée : il fut décidé qu'elle partirait en 1690 pour secourir les postes français d'Extrême-Orient, faire la guerre contre les ennemis de la France, et assurer à la Compagnie la continuation de son commerce. L'escadre, tout entière armée en guerre et portant deux cents soldats, partit le 24 février 1690 (702), avec ordre de toucher Anjouan, Pondichéry et Merguy. Cet envoi épuisait définitivement les ressources de la Compagnie des Indes qui ne pouvait compter, pour se refaire, que sur le retour des Vaisseaux partis en 1687, 1688 et 1689 : le *«Saint-Nicolas»*, le *«Lonray»*, l'*«Oriflamme»*, les *«Jeux»* et le *«Saint-Jean-Baptiste»*, mais l'année entière s'écoula sans qu'aucun navire ne parût. Pour comble de malheur, la mort du marquis de Seignelay survint le 3 novembre 1690.

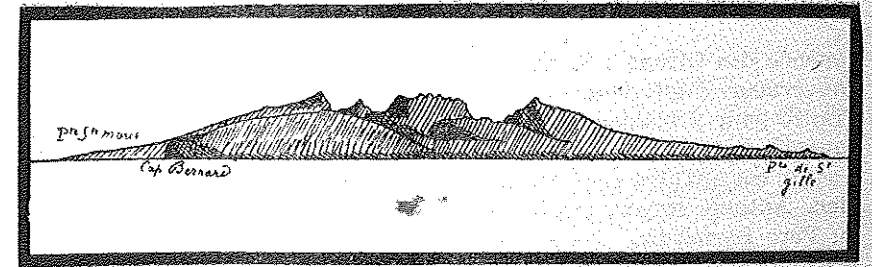
LA FIN DU PÈRE BERNARDIN

C'EST dans ce cadre général de l'histoire de la Compagnie française des Indes Orientales, entre 1683 et 1690, que se placent divers épisodes qui ont trait à l'histoire de Bourbon, sur lesquels il nous faudra revenir fragmentairement dans la suite de notre récit; c'est pourquoi il nous a paru nécessaire d'exposer ici, d'une seule venue, cette histoire. Quant au Père Bernardin, disons dès maintenant, par anticipation, quelle fut sa fin. Son Mémoire à Seignelay avait produit assez rapidement l'effet que le Capucin souhaitait : après avoir obtenu, le 8 mars 1689, le titre officiel de «Curé de Bourbon», le missionnaire s'embarqua le 5 mai suivant, sur le *«Saint-Jean-Baptiste»*, pour rejoindre son poste; il emmenait avec lui deux autres capucins, le Père Hyacinthe de Quimper et le Frère Antoine de Lannion. Le même navire portait aussi un authentique gouverneur nommé par le Roi, le Sieur de Vauboulon, et une poignée de nouveaux colons. Hélas ! la maladie, les fatigues du voyage, et peut-être aussi l'appréhension des malheurs que faisait prévoir le caractère fantasque du nouveau gouverneur, eurent raison de l'énergie du moine : il mourut, jeune encore — il n'avait pas cinquante-cinq ans — avant l'escale du *«Saint-Jean-Baptiste»* à la Baie-de-Tous-les-Saints au Brésil, et fut immergé.

On ne peut que souscrire au jugement porté par Guët sur le Père Bernardin : «Ce qui domine... en lui comme dans son rapport... c'est l'esprit de dévouement» (703). Deux fois, en effet, il s'était sacrifié pour le bien des habitants de Bourbon, en acceptant d'y demeurer comme prêtre en 1676 et en succédant à Fleurimond en 1680; sa mort fut digne de sa vie : par l'île dans le but de porter secours à son peuple, il réalisa son dessein «au prix de sa vie», en véritable Bon Pasteur.



* Astrolabe : instrument très lourd qu'on accrochait au centre du navire, au grand mât généralement. On visait l'étoile polaire par les fentes de deux pinules de cuivre adaptées à l'alidade; celle-ci marquait sur le limbe l'angle formé par le pôle avec la verticale du lieu. De la même façon, on avait la hauteur du soleil au dessus de l'horizon à midi : on obtenait ainsi la latitude. « Histoire de la marine », A. Sebille. Illustration, Paris 1934.



CHAPITRE HUITIÈME

UN CURÉ CBALEUR

1686-1689

JEAN-BAPTISTE DROUILLARD



JEAN-BAPTISTE Drouillard, que nous avons laissé « commandant l'île Bourbon par le choix qu'en firent les habitants » (704), était originaire de Saint-Malo (705) ou des environs de Lorient ou de Quimper. Au service de la Compagnie des Indes depuis plusieurs années, en qualité de pilote, il avait épousé à Pondichéry, en 1677, une portugaise, Marie Diès dont il avait eu deux filles nées en 1678 et en 1680. En 1686, fatigué d'avoir «roulé toute l'étendue des Indes Orientales» (706), dégoûté et malade, il s'était embarqué à Pondichéry pour passer en France, afin d'y mettre ordre à ses affaires et revoir ses vieux parents (707). Lorsque le «Saint-François d'Assise» appareilla des Indes le 2 octobre 1686, le chef pilote chevronné qu'était Drouillard était loin de songer aux aventures quelque peu rocambolesques qui devaient couronner sa carrière...

A peine eut-il mis pied à terre à Saint-Denis (708) de Bourbon qu'il se vit circonvenir à la fois par le Père Bernardin et par le capitaine

* Bourbon, telle qu'elle apparaît lorsqu'on arrive par le N. O., d'après le dessin d'un voyageur du début du XVIIIe siècle (Ar. Co. Ré. — album P.).

** Signature de Drouillard — Ar. Co. Ré., dossier 109 (23 décembre 1677).

Jonchée des Ormas : le capucin malade, qui exerçait les fonctions de gouverneur, était dans la nécessité de quitter l'Ile et de rentrer en France pour y plaider la cause de ses administrés; d'autre part, on ne pouvait pas laisser la colonie sans chef, et personne à Mascarin n'avait les qualités requises pour cet emploi, hormis un maître-chirurgien, Antoine Royer, originaire de Brancion en Bourgogne, conseiller du Père Bernardin, mais qui ne voulait absolument pas exercer le pouvoir (709). Seul, Drouillard, homme d'expérience, habitué à commander, pouvait sauvegarder, dans l'Ile, les intérêts de la Compagnie... Le pilote finit par se laisser convaincre, et la population, avertie, l'acclama d'enthousiasme : le 23 novembre 1686, il débarqua du «*Saint-François d'Assise*», et les habitants réunis le nommèrent gouverneur et lui promirent solennellement obéissance. Huit jours plus tard, le 30 novembre, — le temps pour le Père Capucin de faire ses bagages et transmettre ses pouvoirs — le navire appareillait de Saint-Denis, laissant Jean-Baptiste Drouillard à son destin.

PREMIERE ORDONNANCE

LE nouveau gouverneur n'avait pas la patience de son prédécesseur. Il voulut mettre de l'ordre dans la colonie et forcer les habitants à prendre quelques habitudes de travail; il prétendit faire exécuter les vieilles ordonnances de Regnault et de la Haye qui limitaient la chasse. S'étant transporté à Saint-Paul, il s'y installa; puis le 15 janvier 1687, il afficha «sur la porte de la Chapelle» une ordonnance dont voici le texte :

« DE PAR LE ROY

«Il est ordonné à tous les habitants du cartier de Saint-Paul, et autres, d'aller deux fois la semaine à la chasse au cabrit et une fois à la tortue de terre.

«Deffenses leurs sont faites de ne point passer la rivière de Saint-Gilles, sous peine de se voir corporellement chastiez.

«Que tous les dits habitants pourront faire de laloy (= aloès) où ils pourront, excepté dans les caz (= cases) qui ont tousiours esté sy devant réserver pour le roy, sous peine de confiscat (= confiscation), y estant atrapé, et de vingt escus demandé payable dans la huitaine pour la première fois, et en [cas] de residive, seront rigoureusement chastiez, et serviront le roy six mois sans aucun salaire, et se, pour vouloir anticiper sur les droits de son prince.

«Mais ouy bien pourront les dits habitants emplanter un chaicun dans leurs habitassions auant quil pourront, pour en recueillir en la saison,

«Qu'il pourront aussy faire du miel et de la cire sans détruire les mouches à miel et en apporteront le huitième au magasin, sous peine de confiscat, et de dix escus demandé et servir le roy quatre mois sans aucun salaire.

«Que le tabac quil feront sera bon et bien conditionné pour le débiter au vaisseaux qui aborderont dans l'isle soit françois ou estrangier et sera visité pour voir sil est bon, et, ne lestant pas, sera brulé pour celui a qui il sera et payera vingt livres demandé, et ce, pour ne point dasacréder l'isle comme estant la marchandises de l'isle où il en veut sortir le plus en quantité.

«Quis pourront entreux commercer et négossier de toutes leurs danrees sans se faire aucun tort les uns aux autres soupeine de cinquante livres demandé, et, en cas de residive, seront corporellement chastiez et serviront le roy trois mois sans aucun salaire.

«Deffances leur sont faites absolument de ne point aller abord d'aucun vaisseau qui abordera dans l'isle, soit françois ou estrangier pour y commercer, sans la permission du chef ou commandant, sous peine de cent livres demandé et es. re corporellement chastiez en cas de residive.

«Donné à nostre hautel, au cartier de Saint-Paul, le 15e janvier 1687, le jour et an que dessus.»

DROUILLARD (710)

PREMIERE CABALE

BOURBON était alors privé de prêtre, mais il était d'usage de réciter chaque jour la prière à la Chapelle en présence des habitants. L'Ordonnance fut, ainsi, vite connue; elle ne tarda pas à produire son effet. Drouillard étant tombé malade, on ôta et déchira son édit, puis, lorsque le gouverneur, rétabli, reparut, on l'attendit de pied ferme. Le «25e jour du mois de janvier mil six cent quatre vingt sept, raconte Drouillard dans son journal (711), au sortir de l'Eglise, François Mussard et Jacques Fontaine, ayant fait une cabale avec tous les habitants, m'ont insolamment attaqué à la porte de l'Eglise, au sortir de la prière, en me demandant l'explication des ordres que j'avois fait afficher par le sieur Anthoine Royer... pour le bien et utilité de tout le commun peuple... et me dire qu'ils vouloyent avoir la chasse générale qui est dan (= d'en) aller chercher là où ils en pourroyent atraper.»

«Voyant leur cédission et audasse, qui ne se peut faire que par des rebelles de cette sorte, de collère je leur my la bride sur le col [?] et m'en fu pour me reposer à la maison de Renaud Hoaraud, qui estoit proche; où les dits Mussard et Jacques Fontaine, chefs de la cabale, avec Gille Launay, et tous les autres habitants s'en vinrent derechef me poursuivre et me demander compte des effets du Roy et de la compagnie, en attaquant ledit sieur Royer et lui metant les points au

nep, en ma présence, le traitant de parricide et meurtrier avec beaucoup d'autres paroles infâmes.»

Drouillard réussit pourtant à calmer la sédition, et, quand chacun fut rentré chez soi, il fit arrêter François Mussard pour avoir déchiré son Ordonnance, mais il fut «obligé de tirer l'épée pour l'obliger» à se laisser mettre aux fers. Alors qu'il attendait le moment propice pour arrêter aussi Jacques Fontaine, coupable du même délit, voici qu'intervient «la femme du dit Mussard» — Marguerite Compiègne — qui, relate le journal, «nous vaunit beaucoup de paroles déshonnêtes à moy et au Sr. Royer, et par de là, s'en fut avvertir Gilles Launay... qui, aussitôt qu'elle lui eut parlé, envoya par un de ses amis avvertir la caballe...»

Bientôt, Fontaine fut là, «marchant à la teste de la troupe... Champagne Descocombres (712), Jacques Lauret dit Saint-Honoré, Julien Dalliot dit la Rose, Pierre Hibon et Gille Launay», auxquels vint se joindre «François Vallée, habitant de Sainte-Suzanne, arrivé le dit jour à Saint-Paul».

Malgré les protestations de l'infortuné gouverneur, on profita de ce qu'il était seul, et on libéra le prisonnier. Sur quoi, Drouillard offrit sa démission «pour vivre en repos comme estant homme incommodé et incapable d'occuper un aussi digne employé». Mais on ne l'écouta pas; il se retira à Saint-Denis et la chasse reprit sans frein, de plus belle, chaque maison envoyant chaque semaine deux ou trois chasseurs qui revenaient «chargés à fléchir sous le faix». Le 12 février par «force et contrainte», le gouverneur dut encore accorder que l'on aille deux fois par semaine «à la tortue de terre», car Jacques Fontaine «et ceux de sa caballe», lui dirent «qu'ils voulaient faire le caresme». Beau carême en vérité !

Sur ces entrefaites, en janvier (713), un corsaire anglais avait fait escale à Saint-Paul (714) et y avait débarqué vingt-deux flibustiers Hollandais (715) et quelques Anglais, parmi lesquels Georges Patsavan et Daniel Honabisohe. Les premiers vraisemblablement avaient été capturés, et le corsaire s'en défaisait en les laissant à Mascarin; six d'entre eux,

Jacques BEDA,
Jean Pitre SEKELING,
Jean Macaste SELIN,
Jean BLOQUEMAN,
Henry BROCUS, et

Gilbert WILLMAN, se marieront dans l'île et s'y fixeront; les seconds devaient être malades : ils quitteront Bourbon quand ils seront rétablis, en juillet 1688. (716).

PASSAGE DE L'«ORIFLAMME».



IENTOT après, le 12 mars (717), un navire français l'«Oriflamme», capitaine l'Ingénieur du Chesnay, jetait l'ancre à Saint-Paul, ayant quitté Surate le 27 janvier précédent. Drouillard qui ne vivait plus, et avait toujours «six pistolets chargés sur lui», voulut profiter de l'occasion et quitter sa «galère». Publiquement, il interpella le commandant du navire et le pria de le ramener en France, exhibant l'acte par lequel les colons s'étaient formellement engagés à le laisser partir dès qu'il ne lui conviendrait plus de les gouverner. M. du Chesnay, faute d'avoir quelqu'un à mettre à sa place, refusa de se prêter à ce dessein. Déçu, le gouverneur malchanceux demanda qu'on lui vint en aide en faisant prêter aux habitants un nouveau serment d'obéissance. Au jour dit, 15 mars 1687, les colons furent réunis sur la place de l'Eglise de Saint-Paul. Du Chesnay mit Drouillard à sa droite et, accompagné de son Etat-Major, entouré de son équipage en armes, il fit lire, par un de ses officiers, une formule de fidélité au Roi et au Gouverneur de l'île. Après quoi, sur l'ordre du Commandant, chaque habitant passa devant le Gouverneur, et, la main levée, proclama : «Je le jure !»

Deux prêtres se trouvaient alors sur l'«Oriflamme». L'un le «Frère Jacques d'Angoulême, Prédicateur Capucin et Missionnaire Apostolique, de la Province de Touraine», regagnait la France après avoir travaillé dans les «Missions des Indes». «Ayant relâché, dit-il, dans la rade et port du quartier de Saint-Paul, dans l'île de Bourbon, qu'on nomme ordinairement Mascareing, qui est un lieu dépendant de nos Missions des Indes», il y exerça, au passage, le saint Ministère. Les archives conservent de lui la trace de quatre mariages qu'il célébra et d'une abjuration de protestant qu'il reçut, le tout à Saint-Paul, le 14 mars 1687 (718). L'autre prêtre était l'abbé Georges Camenhen, aumônier du bord. Lui aussi avait déjà exercé le ministère à Saint-Paul au cours de l'escale comme en fait foi un acte de mariage du 12 mars 1687 (719). Etait-ce vraiment pour rendre service au pauvre Drouillard,

* Neptune et sa monture, d'après un manuscrit enluminé : « Les premières œuvres de Jacques Devaulx. Au Havre de Grâce l'an 1583 ».

lard ? N'était-ce pas plutôt pour se débarrasser d'un personnage gênant ? Toujours est-il que le capitaine de l'«*Oriflamme*» offrit au gouverneur malgré lui de lui céder son aumônier, ce que l'ancien pilote s'empressa d'accepter... ce fut pour son malheur ! Le 15 mars, fut votée par la population, une taxe en faveur de son nouveau curé : six livres par tête et par an.

En même temps que son aumônier, l'«*Oriflamme*» laissait à terre un de ses matelots.

Gilles DUGAIN, maçon, de Saint-Malo, et aussi, semble-t-il, Nicolas PETIT (720).

«LE DIT SIEUR HOMONIER» CAMENHEN

LORSQUE l'«*Oriflamme*» reprit la mer, vers le 1er avril, l'abbé Camenhen était installé au presbytère de Saint-Paul. Le moins qu'on en puisse dire c'est que le personnage était original ! Lui-même s'intitule : «prêtre du diocèse de Vannes en Bretagne, théologien de l'Université de Paris». Dans le Registre des Baptêmes de Bourbon, il a cru bon d'exposer tout au long son histoire. «Je soussigné, prêtre du diocèse de Vannes en Bretagne, ci-devant aumônier du Vaisseau Royal l'«*Oriflamme*» venant du voyage de Surate aux Indes Orientales, commandé par Monsieur l'Angineur du Chesnaye, sous les ordres de Messieurs les directeurs généraux de la royale Compagnie de France, établie sous le règne de Louis le Grand, quatorzième du nom, pour le commerce des Indes Orientales, lequel leur avait fait prêter ce vaisseau, pour remplir la qualité d'aumosnier, Monsieur du Chesnay, à qui j'étais présenté par Bellavoine, Auditeur des Comptes, qui demeure dans un beau repaire sous l'hôtel Coislin, paroisse St-Sauveur à Paris, me recommanda à Messieurs Poulet et Febvre, directeurs généraux, qui me firent la gracieuseté de me recevoir de la main d'un si agréable homme...» (721).

Le Commandant de l'«*Oriflamme*» s'était vite rendu compte que l'abbé Camenhen ne déparerait pas la série des Aumôniers de l'ancienne marine «qui n'engendraient pas la mélancolie à bord des vaisseaux» (722). Les Relations du temps montrent que le recrutement de ces prêtres laissait beaucoup à désirer, et le genre de vie que l'on menait à bord n'était pas fait pour développer les vertus sacerdotales (723). «Celui-là, bon prêtre à jeun, mauvaise tête à la fin des repas, main lesté, coude léger, langue affilée, aimait par dessus tout à ce qu'on s'occupât beaucoup de lui» (722).

A peine arrivé à Bourbon, M. du Chesnay, qui pensait à se défaire de lui, flaira l'occasion favorable. Drouillard, dépité qu'on lui eût refusé place à bord, l'accepterait avec empressement, et l'abbé Camenhen n'était pas incapable de bon sentiment : on fit donc jouer la corde sensible, et il

accepta de rester à Bourbon «ayant en cela, écrit-il, suivi le mouvement de notre cœur» (724). Il s'en explique ailleurs en se donnant le beau rôle : «Monsieur du Chesnaye, dit-il, qui m'a laissé pour curé dans l'Ile Bourbon, sur la requête que lui en firent les habitants de considérer le besoin qu'ils avaient d'un pasteur... il consentit *facilement* sur le conseil et même la prière que je lui fis, de me laisser pour secours à un peuple dont l'abandon spirituel me faisait de la peine...» (725) : Et c'est ainsi qu'il se trouva, un beau jour, par la grâce de M. du Chesnay, «établi Curé et Missionnaire apostolique au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne dans toute son île de Bourbon» (726) !

UN CURÉ «CABALISTE»

Au début, tout alla très bien. Le nouveau pasteur se montrait plein de sollicitude pour ses ouailles et toujours prêt à seconder le gouverneur. L'«*Oriflamme*» venait de partir lorsqu'un hougre portugais, le «*Saint-François Xavier*» vint s'échouer à Saint-Denis le 1er avril 1687. Son capitaine, Domingo Luis de Olliveira, demanda, par lettre, assistance à Drouillard qui s'empressa de quitter Saint-Paul pour Saint-Denis dès le 2 avril. Les quelque quatre-vingts ou cent matelots naufragés (727) furent courtoisement logés chez les habitants aisés de l'Ile; mais un tel accroissement subit de population masculine n'allait pas sans inconvénients. Drouillard crut bon de résider continuellement à Saint-Denis, et de déléguer une partie de ses pouvoirs au Père Camenhen pour Saint-Paul. Celui-ci le 13 avril, le remercie par une lettre où il l'assure de son entier dévouement, et l'avertit de prendre garde aux Portugais : ils auraient l'idée de s'emparer de Mascareigne sous prétexte que l'Ile aurait été découverte par un navigateur de leur nation (728).

La seconde lettre — du 28 avril — change un peu de ton : Le prêtre se plaint de ne pas se trouver logé et servi, comme un personnage de son rang et de son caractère devait l'être ! La guerre n'allait pas tarder à éclater.

Le fait qui déclencha les hostilités fut la mort d'un hollandais qu'hébergeait Gilles Launay. Celui-ci s'empare du magot laissé par le corsaire, mais Drouillard prétend que la succession appartient au Roi. Camenhen prend fait et cause pour Launay; Carré dit Talhoit, garde-magasin à Saint-Paul (729), soutient naturellement le Gouverneur. L'abbé s'en irrite, insulte le fonctionnaire et lui conseille de s'occuper de ce qui le regarde... Drouillard, saisi d'une plainte de son collaborateur, envoie, le 8 mai 1687, à Camenhen l'ordre de faire arrêter Launay par les habitants de Saint-Paul et de le mener à Saint-Denis. Le 9 mai les saint-paulois, qui se sont rendus auprès du Gouverneur, lui remet-

tent une lettre insolente du Curé de Bourbon adressée à « Monsieur Drouillard, Gouverneur pour Messieurs les Etats Généraux de Hollande et pour le Roi de Portugal dans l'Ile de Bourbon » : « Monsieur, lui disait-il, vous pouvez sans aucun scrupule de conscience — que vous n'êtes guère capable d'avoir dans l'endurcissement où je vous vois avec tant de déplaisir que ma santé en est intéressée — vous dépouiller de la qualité de Gouverneur pour Sa Majesté très chrétienne; vous arborerez quand il vous plaira, tantôt le pavillon de leurs hauts et puissants seigneurs [des Etats de Hollande], tantôt celui de Portugal : vous y avez mis toutes vos confiances... Vous me traitez en sergent; vous me faites de jour à autre tant de lettres et de sottises, comme si j'étais un bureau d'adresse; cherchez vos clercs et gagez-les-moi; je n'en suis point contre votre peuple que vous devez aimer... » La lecture publique de cette philippique fit sensation et enferra les rebelles dans leur position. Ils déclarèrent sans ambages qu'ils n'étaient « ni sergents, ni archers, pour prendre personne ». Bientôt, une autre épître plus virulente encore, écrite le 9 mai par le Curé de Saint-Paul, parvenait au Gouverneur : « Monsieur, disait le prêtre, je crois que vous êtes possédé de tous les diables et que Dieu n'a plus de part en vous; j'ai reçu la lettre d'un sot fieffé; avez-vous jamais eu aucune commission du Roi pour créer des prêtres sergents et recors, crocheteur de Gouverneur que vous êtes; allez commander à ceux qui vous doivent reconnaître, car, pour moi, je ne vous reconnais que pour un sot, indigne de la place que vous tenez; cessez de piller, de vexer, de dérober... Tout vous appartient jusqu'à la femme de votre prochain; vous en faites aller chercher quand elles ne viennent pas... fi, fi, du vilain... halte à vos injustices et créations d'officiers que nous ne reconnaitrons pas plus que vous... Le peu de cas que vous faites du peuple [du Roi]... mériterait bien qu'on vous renvoyât à votre goudronnage ou à garder les cochons... Holà! bourreau!... si... [par] emportement de diable endiablé, vous mettez aucun aux fers, je vous y ferai mettre les plus pesants jusqu'au col et aux mains, et vous y ferai tenir jusqu'à ce qu'il vienne un navire de France, au capitaine duquel je dirai toutes les choses comme vous les faites et entre autres les ordonnances du Roi... Vous avez montré six pistolets chargés sur votre table et [vous avez dit] que vous tueriez le premier de Saint-Paul qui vous parlerait. Je vous défie bien de tuer une poule, car ce serait, ma foi, à ce coup que vous auriez mis le feu à l'étaupe. Je vous ferai parler français et vous n'en savez guère... » Après pareille mercuriale, qui soulignait le caractère illusoire de son pouvoir, le pauvre Gouverneur n'avait plus qu'à s'avouer vaincu et céder à la force. L'abbé semblait avoir gagné la première manche.

OU LA LUTTE EST CHAUDE



La présence d'étrangers dans l'Ile devait envenimer la querelle. Drouillard avait choisi ses gardes du corps parmi les Hollandais. Il comptait aussi des amis parmi les Portugais hébergés à Saint-Denis. Pourtant, Carré-Talhoit ayant signalé que les Portugais de Saint-Paul abusaient de la chasse, un ordre rédigé en portugais — Drouillard connaissait parfaitement cette langue — avait été affiché à Saint-Paul et à Saint-Denis, qui interdisait la chasse aux étrangers (début mai 1687). Camenhen s'était déjà emparé du fait : « Portugais de cœur et d'inclination! écrivait-il le 8 mai à Drouillard, vous l'avez fait paraître par une Ordonnance que vous nous envoyez en portugais, qui est nulle par conséquent, car vous savez que le Roi prétend que ses Gouverneurs gouvernent son peuple qui est Français en français et non en portugais; vous savez qu'en France on publie tous les édits, les Ordonnances et les défenses en français et qui le ferait autrement serait cassé de sa charge... »

Les naufragés, eux-aussi, entrèrent bientôt en effervescence. Un certain Manoël Pereira se permit de protester grossièrement et même d'arracher l'édit prétendu persécuteur. Ce que voyant, l'aumônier du navire naufragé, un « vieux père cordelier portugais » (730), comme dit Camenhen, adressa des remontrances au matelot, qui, pour toute réponse, souffleta brutalement le vieillard. Drouillard, qui assistait à la scène, fait enfermer sur-le-champ l'énergumène, mais celui-ci descelle aussitôt un barreau et s'échappe. La garde crie « aux armes ! » et le Gouverneur accourant se trouve nez-à-nez avec Pereira qui brandit une barre de fer, prêt à tuer. Un coup de feu du milicien de garde — c'était un hollandais du nom de Jean Blo-

* Le solitaire : « Le dernier spécimen, dont on connait l'existence avec certitude à la Réunion, est celui qui fut envoyé vivant en France par le Gouverneur M. de la Bourdonnais, entre 1736 et 1716. Les descriptions anciennes représentent cet oiseau comme « très massif, lourd à la course, et doté d'un plumage au moins en grande partie blanc ou varié de jaunâtre; on le rencontrait le plus souvent isolément, d'où son nom. » (*Raphus solitarius*) « Faune de l'Empire Français, IV, Oiseaux de la Réunion » par Jacques Berthoz — Librairie Larose, 11 rue Victor Cousin, Paris.

queman — abat le portugais. Mais il n'est que blessé et sa fureur est à son comble. Il se relève et se jette sur Drouillard qui n'a que le temps de l'achever au pistolet.

Quand le Curé de Saint-Paul apprit la chose, il se constitua encore redresseur de torts. Au prône de la grand'messe du dimanche 25 mai, le gouverneur et son garde-magasin furent solennellement excommuniés, et Talhoët qui habitait «l'habitation du Roi» à Saint-Paul se vit à plusieurs reprises, et jusque chez lui, menacé par le prêtre, de coups et d'expulsion. Averti, Drouillard envoya en exprès Robert Duhal, avec une lettre datée du 28 mai, enjoignant aux colons de Saint-Paul de prêter main-forte au représentant de l'autorité. Ce fait déclina l'humeur belliqueuse du «dit Sieur Homonier» qui, du haut de la chaire, proclama «en pleine église, devant tout le peuple» — sans doute le 29 mai, jour de la Fête-Dieu — que si Talhoët «ne sortait [de l'habitation du Roi] en l'espace de 24 heures, qu'il lui casserait les bras et les jambes».

Le commis de la Compagnie, averti par ses amis, et «n'étant point en état de pouvoir résister... étant lui-même incommodé de son corps», craignant «de recevoir quelques coups», s'empressa d'obtempérer, le 30 mai, laissant sur place femme et enfants (731). Mais le 3 juin, Madame Carré-Talhoët — c'était la fameuse Françoise Châtelain, rescapée du Fort-Dauphin, dont le second mari, Michel Esparon était mort assassiné par les noirs — fut contrainte, elle aussi, de quitter les lieux, «après avoir reçu plusieurs coups de bâton dudit [Sieur Homonier] qui lui meurtrit les bras pour ne lui avoir pas donné la clef du magasin». Battue et chassée, elle rejoignit à Saint-Denis son mari, et vint exhiber à Drouillard, ses bras tuméfiés.

Pendant ce temps, Camenhen et sa bande s'installaient dans l'habitation du Roi, à Saint-Paul. Les magasins, enfoncés, furent livrés au pillage, et, pour célébrer la victoire, des orgies s'organisèrent tandis que les cases des Noirs de la propriété étaient incendiées. Mussard, Launay, Riquebourg et Fontaine concurent alors le projet de faire proclamer Camenhen «gouverneur et chef», Drouillard, «excommunié, étant déjà une personne à qui on ne pouvait plus parler pour aucune chose».

Une estafette, Jean Courtoreille, fut envoyée d'urgence à Saint-Denis par Guy Royer dit l'Eveillé, afin d'aviser Drouillard de ce qui se tramait (11 juin). L'après-midi du même jour, Jacques Fontaine «armé d'un mousqueton chargé à balle», et son fils «qui avait un pistolet d'arçon chargé aussi à balle», s'en vinrent menaçants jusqu'à Saint-Denis : tous deux heureusement furent pris par les hommes du Gouverneur et mis au cachot non sans résistance.

Le lendemain, 12 juin, Drouillard réunit les habitants de Saint-Denis et de Sainte-Suzanne, qui lui étaient restés généralement fidèles. Soumis à la question en leur présence, le jeune Fontaine chargea son père, le Curé de Saint-Paul et Mussard. Jacques Fontaine, lui, se refusa à «souffrir la gêne», en contestant les pouvoirs de Drouillard qui n'avait «point de commission du Roy». Sur ce, l'assemblée proposa au Gouverneur d'aller lui-même conduire à Saint-Paul une expédition «afin de se saisir dudit sieur aumônier». La crainte d'un mouvement séditieux chez les étrangers fit différer cette opération et l'on se contenta de convoquer à Saint-Denis les saint-paulois afin de «voir par là ceux qui seraient obéissants aux ordres du Roy [et ceux qui seraient] tout-à-fait rebelles». Le 15 juin, «une lettre de la part des habitants du quartier de Saint-Paul» fit connaître leur refus d'obtempérer; aussi, le 22, quelques partisans résolus, soigneusement choisis et bien armés, accompagnés de plusieurs Portugais, quittaient Saint-Denis «pour aller à Saint-Paul pour se saisir dudit Sr Camenhen et de ceux de sa troupe». L'opération se fit sans trop de peine, et, le 26, les rebelles se trouvèrent sous les verrous du fort Saint-Denis. Sans désespérer, Drouillard qui sentait qu'il avait la partie belle, réunit les notables pour instruire l'affaire et juger les coupables. En vertu de l'article 23 de l'Ordonnance de M. de la Haye (1674), chacun fut condamné à payer 15 livres d'amende, et l'abbé Camenhen fut maintenu en prison (29 juin 1687) (732).

Tandis que le Curé de Bourbon méditait sur la fragilité des succès humains, le Gouverneur avait recours aux bons soins de l'aumônier portugais pour l'administration des sacrements. Camenhen racontera plus tard, avec une certaine amertume, comment «le sixième dimanche après la Pentecôte, le vingt-neuvième jour de juin. [1687], ont été célébrés, dans l'Eglise paroissiale de Saint-Denis dans la dite île, par un père cordeier, Aumônier du vaisseau «*Saint-François-Xavier*», appartenant au Roi de Portugal, échoué au port de Saint-Denis, commandé par Monsieur Prière (?), les noces de Gilles Dugain, français de nation, matelot déposé du navire l'«*Oriflamme*», et cela sans permission de Monsieur du Chesnay, et sans avoir eu ni ma permission, soit de vive-voix, soit par écrit, ni avoir fait aucun banc» (733).

Le silence et l'ombre du cachot inspirèrent sans doute au Curé de Saint-Paul quelques pensées salutaires. Déjà, le 23 juin, se voyant irrémédiablement pris, Camenhen avait écrit une plate missive par laquelle il adressait à Drouillard ses vœux de bonne fête, et ses excuses à la fois au Gouverneur, au capitaine portugais et «aux révérends pères». De sa prison, le 3 juillet, l'abbé fait humblement appel à l'amitié dont l'honorait jadis Drouillard et l'assure qu'il est résolu à ne s'attacher désormais qu'à Dieu, au Gouverneur et au service de l'Île; le 12, il revient à la charge : «Ne reste-t-il pas encore quelque filet pour renouer notre

ancienne union?» dit-il, et il promet fidélité. Le 25 juillet seulement, le Gouverneur fit droit à sa requête et le rétablit dans ses fonctions curiales : le 27 juillet, Georges Camenhen, Curé de Bourbon, recommença de célébrer la Messe à Saint-Paul. Drouillard avait gagné la seconde manche!

AUTRES ESCARMOUCHES

La paix fut de courte durée, car, à peine rentré à Saint-Paul, Camenhen se remit à vivre «à sa manière ordinaire» et reprit le cours de ses exploits. Le 7 octobre 1687, Talhoit se vit encore victime d'une bastonnade, cependant que d'autres soucis accablaient le Gouverneur : le 1er novembre, c'est Jacques Barrière qui veut l'abattre au pistolet; le 11 du même mois, c'est Antoine Royer qui lui tend une embuscade; le 8 décembre, il lui faut constater les dévastations des Portugais dans les réserves de gibier : «lesdits Portugais, pour détruire l'Isle, coupaient les mamelles aux cabrittes (= chèvres) et la teste aux tortues», affirmeront plus tard les mate-lots des «Jeux» dans leur déposition; à la même époque, Jacques Fontaine complotait de nouveau contre Drouillard.

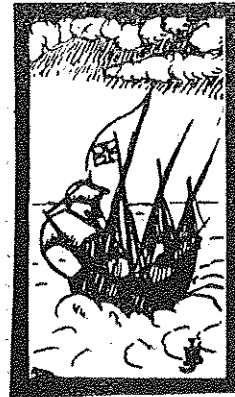
Le 19 janvier 1688, le Gouverneur est à Saint-Paul, chez Pierre Nativel; en présence de plusieurs habitants, l'abbé Camenhen y vient redire «tout hautement, avec ses extravagances ordinaires», ce qui est devenu le thème de ses prédications à l'église : vantardises et menaces grossières. Il inaugure alors une guerre d'escarmouches qui ne devait cesser qu'avec la fuite de Drouillard. On en trouve la trace jusque dans les actes de baptêmes; le 24 février, Camenhen refuse à Drouillard l'honneur d'être parrain et s'en explique en ces termes : un enfant a été baptisé «qui a été nommé Jean-Baptiste, du nom de Jean-Baptiste Drouillard — autrefois pauvre Commandant dans l'Isle (l'abbé n'a rédigé l'acte qu'en 1689, après le départ de Drouillard), où il a été le père et le créateur des misérables — par René Hoarau qu'il nous fit [mettre à sa place], sur ce que nous l'avions refusé pour son impiété envers l'Eglise, Dieu, le Roy, et son inhumanité envers nous, et sa cruauté envers son peuple...» (734).

A Saint-Denis, les Portugais, sous l'œil vigilant de leur aumônier de bord, s'étaient montrés suffisamment corrects. A Saint-Paul, n'ayant rien d'autre à faire qu'à dépenser l'argent qu'ils avaient amassé dans leurs croisières et livrés à eux-mêmes, ils ne tardèrent pas à mener une vie tapageuse. Tout naturellement, ils en vinrent à fréquenter l'abbé Camenhen dont les joyeux propos après boire les amusèrent; ils ne se firent pas faute d'exploiter, comme les français du quartier, son

penchant pour les boissons fortes. Ce fut bientôt un scandale perpétuel. Drouillard est contraint d'avouer avec tristesse que le Curé de Saint-Paul est sans cesse «saoûl comme une bête», et, lorsqu'il avait bu le «frangorin», l'abbé ne se possédait plus. Un jour, reprochant à Antoine Payet, dit la Roche, de ne pas aller à confesse, il le menace de le faire pendre «pour avoir défait un mariage, le fusil sur l'épaule»; il s'amusait à semer la terreur et «menaçait les femmes enceintes de leur faire enfanter des monstres». Cependant, il se montrait d'une rare négligence dans son service, et on lui reprochait de laisser «le Saint Sacrement de l'autel exposé à tout moment, en danger d'être mangé par les fourmis et quaquarats». Malgré son respect pour le prêtre, Drouillard, qui l'appelle «bouteille bretonne, bonne à casser», se vit obligé, pour parer au scandale, de publier, le 30 mai 1688, une Ordonnance interdisant à quiconque de donner «aucun vin de miel ni de cannes ni autre boisson capable de faire varier l'esprit de l'homme, au Sieur Camenhen, prêtre aumônier de cette île, sous peine de vingt livres d'amende payable comptant pour la première fois seulement, et quarante écus en cas de récidive, et soixante écus en cas de contravention.»

Ce texte loin de calmer la soif du Curé, provoqua une recrudescence des hostilités. En juin, septembre, octobre, novembre, les rapports se multiplient sur les débordements bachiques de l'abbé. Drouillard crut que sa présence à Saint-Paul calmerait quelque peu les esprits : le 17 octobre 1688, Camenhen signale à la suite d'un acte que, «ce jour, Monsieur Drouillard prit son épée pour donner à dîner en la maison de Monsieur Talhoit» (735). En novembre, le canot du Gouverneur fut jeté à la côte et ses bagages perdus; «lorsque le sieur homonier l'eut appris avec ses paroissiens, estant pour lors à vespres, [il] commença avec eux d'en faire des risées et des moqueries, faisant mesme un prône là-dessus, et témoignant la joie qu'ils en avoient et la tristesse de ce que» le Gouverneur ne fût pas «au fond de la mer avec [son] butin». Drouillard quitta le quartier au milieu de l'hostilité générale, et une lettre du sieur Talhoit, écrite le 26 novembre, l'avertit «que l'on a fait complot» pour le «prendre et le mettre aux fers et au cachot», et même, «en cas de résistance», le tuer; il lui conseille vivement de ne sortir qu'armé et entouré de «quelques fusilliers». Dès lors, les lettres d'alarme de Talhoit se succéderont à une cadence accélérée jusqu'à la mi-décembre. Des Portugais font un nouveau complot avec Camenhen, mais ils sont dénoncés par quelques-uns des leurs. Le 15 décembre, Ricquebourg est commis par le Gouverneur pour ouvrir une information au sujet des «hostilités et attentats du sieur Camenhen». Vers la même époque, les saint-paulois, tout prêts à renverser Drouillard, déplorent qu'il soit encore soutenu par les gens de Sainte-Suzanne et de Saint-Denis.

VAINS ESPOIRS DE DÉPART



Le gouverneur malgré lui ne vivait plus que dans l'espoir de quitter cette île de malheur. Déjà un vaisseau anglais était passé «au mois de juillet 1688» (736) qui avait repris à son bord quelques matelots laissés là l'année précédente. En fin novembre, «aux avents de la présente année» (1688), un autre vaisseau anglais s'approcha des côtes, cherchant un guide pour mouiller. Drouillard, qui revenait de Sainte-Suzanne à Saint-Denis, s'offrit, comptant rentrer chez lui par voie de mer. Malheureusement, durant la nuit, le navire dérive à l'est, et se trouve, au matin, en face de la «Rivière du Mât (737), par delà la pointe de l'estang de l'Assomption». Le Gouverneur s'empresse alors de regagner la terre, et, par le bord de mer, «grâce à une paire de gros souliers, pour marcher sur le gallet», don du capitaine anglais, il parvint à Sainte-Suzanne «sur les quatre heures du soir». C'est là, écrit-il, «la désertion que Monsieur le curé de Mascarin, avec son confrère Fontaine et bien d'autres, de leur partialité, disent que j'ai voulu faire».

Cependant, malgré ses dénégations, Drouillard s'apprêtait bel et bien à partir. Le 30 novembre 1688, il écrit une longue lettre où il narre ses déboires à Bourbon. Cette lettre est sans destinataire précis; elle est adressée au capitaine, inconnu mais ardemment souhaité, qui le voudra prendre à bord. Au dos du document, on lit l'inscription suivante : «Monsieur, en cas d'ouverture et de tromperies, cette lettre, avec le paquet des mémoires que j'ay laissé dans l'isle, sont cachetés de cire rouge, avec mon cachet qui est gravé de sept estoilles»; et en post-scriptum : «Je vous diray, Monsieur, que le sieur Camenhen, prestre haumonier de cette ditte isle, a voulu atanter sur ma vie, par plusieurs fois, ayant fait caballe avec quelques habitants et quelques portugays qu'il avoit voulu engagé de faire le coup dans ce lieu de Saint-Denis...» Ce qui donne la température exacte des ultimes relations entre le Gouverneur et ses administrés.

La même lettre contient un véritable réquisitoire contre les principaux travers des colons; elle souligne «leur ivrognerie qui ne fait en tout et partout que les rendre paresseux comme des chiens»; ils sont, écrit Drouillard, «plus remplis de toute sorte de brutalités que le pape n'a de science», ils «ne se plaisent qu'à faire des conférences les uns avec les autres et former des cabales, désirant se vouloir manger le cœur par une ambition tout à fait déréglée qui ne tend à autre chose qu'à la destruction de l'île»; ils ne font «que se déchirer dans l'honneur».

* Caravelle tirée d'une enluminure d'un manuscrit de 1593.

dans la vie et dans les biens»; ils sont «faussaires et tout ce qu'il vous plaira généralement». Drouillard va jusqu'à contester la sincérité de leur comportement religieux; «ne portant que le nom de chrétiens, dit-il, la vie qu'ils mènent est comme si elle était païenne, sans foi et sans loi... Les barbares païens ont du respect pour leurs mosquées lorsqu'ils en sortent, mais eux n'ont pas un plus grand plaisir que lorsqu'ils prennent la porte de l'église à leur servir de parquet après qu'ils en sont dehors; c'est là qu'ils se mangent et se dévorent, et ce, avec une zizanie qui règne de tout temps entre eux, qui jamais ne les laissera qu'à la mort...» Ce jugement d'un malade, aigri par les circonstances, n'est pas à prendre, c'est évident, au pied de la lettre, pour tous et chacun des habitants de Bourbon en l'année 1688...

La situation économique elle-même n'est pas sans avoir préoccupé le Gouverneur. «Ne voyant de vaisseau que par hasard», explique-t-il, la population se trouvait sur le point «de n'avoir aucun pot ni marmite pour faire cuire le manger, ni même d'ouvrier qui les sache raccommoder». Elle était aussi «en danger de mourir comme [chien] enragé, sans avoir de chirurgien, non plus que de médicaments».

L'hostilité croissante du Curé avait obligé le Gouverneur à solliciter le concours de l'aumônier portugais pour administrer les sacrements aux habitants du Nord de l'île, comme il avait déjà procédé en 1687 et plusieurs fois depuis. Le «Journal de Drouillard» indique clairement que ce prêtre portugais assurait régulièrement le service religieux à Saint-Denis et à Sainte-Suzanne, et que Camenhen se cantonnait exclusivement à Saint-Paul. Le 17 juin 1689, l'abbé signalera encore dans le registre des baptêmes que, «dans l'église et paroisse de Sainte-Suzanne», «le 1er janvier de l'année 1689», fut conféré un baptême «sans les cérémonies ordinaires de l'Eglise», «par ce vieux prêtre Cordelier Portugais qui est demeuré dans cette île, à la requête de quelques habitants de la paroisse sus-dite, que le Gouverneur qu'ils avaient élu, avait sollicité de prendre pour secouer le joug de l'obéissance qu'ils doivent à l'ordre de l'Eglise» et que «ce baptême avait été fait sans [sa] permission, et, qui pire est, dans l'église sans y garder les cérémonies et solennités prescrites par le St-Esprit» (738).

DERNIERS MALHEURS DE DROUILLARD.

Le départ de Drouillard et celui des encombrants Portugais étaient demeurés mystérieux jusqu'à nos jours. Nos recherches nous ont permis d'éclaircir à peu près complètement cette question. Le «Journal de Drouillard» ne va pas au-delà du 15 décembre 1688, et nous sommes en mesure d'affirmer, en nous appuyant sur les registres de catholicité, que le pilote de la Compagnie s'évada de Bourbon dans les trois premiers mois de 1689 (739). Nous pensons qu'il ne s'est pas embarqué sur un bateau français, parce que aucun capitaine de la Compagnie ou du Roi n'aurait pu, sans penser

faillir, l'enlever sans lui donner un remplaçant au commandement de l'Ile, comme le montre la conduite de Desormas-Jonchée en 1686 et celle de du Chesnay en 1687.

Le capitaine Guillaume Houssaye notera, le 24 septembre 1689, dans le journal de bord des *«Jeu»* et sur le dire des habitants de Bourbon, «qu'il y avait environ neuf mois» que Drouillard «s'était embarqué dessus un navire portugais pour aller en Europe» (740). Drouillard lui-même, dans sa lettre du 14 mai 1690, spécifiera qu'il est demeuré à Bourbon «l'espace de deux ans et trois mois», ce qui situerait l'évasion du Gouverneur au mois de janvier ou février 1689. Les relations que ce dernier avait entretenues dans l'Inde avec les Portugais et la connaissance qu'il avait de leur langue ont dû faciliter son admission à bord d'un vaisseau portugais. «Ce vaisseau portugais, écrit formellement Fr. Martin, avait été envoyé de Goa [à Bourbon] pour prendre l'équipage et les débris d'un navire de la même nation qui s'y était perdu il y avait deux ans, et dont l'équipage avait fait de grands désordres dans l'Ile» (740). Le dernier mauvais coup, tramé par les Portugais contre l'Ile qui les avait charitablement recueillis, fut de mettre le feu «à une trainée de poudre à dessein de faire sauter la maison du Roy, ce qu'ils auraient effectivement fait, si lesdits habitants n'y avaient remédié à temps (742).

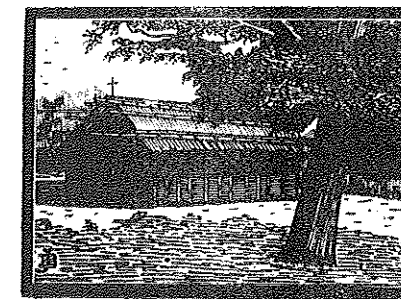
Après avoir fait escale au Brésil, on aborda à Lisbonne. Drouillard y pensa profiter de l'occasion pour se faire rembourser par les matelots les quelques trois mille livres qu'il leur avait prêtées à Mascarin pour les aider à subsister. Ce fut en vain, raconte-t-il, «puisque, au lieu d'argent, ils me payèrent de plaintes et cherchèrent les occasions de m'assassiner, ce qui m'obligea de m'en revenir en France sans avoir reçu mon argent». En désespoir de cause, il prit place sur un «vaisseau de St-Malo», de Lisbonne à Camaret. A peine rentré, l'ancien Gouverneur de Bourbon se vit enfermer à la prison du Château de Brest, où il devait rester plus d'un an (avril 1690 — mai 1691). Il était accusé du meurtre du Portugais Manoël Pereira et d'avoir «ruiné les magasins» de l'Ile Bourbon, dont il avait, disait-on, vendu «plusieurs effets... tant au Brésil qu'à Lisbonne. C'est en vain qu'il écrivit plusieurs lettres pour se disculper, notamment le 14 mai 1690 à M. de Seignelay, le 24 février 1691 à Mgr, le 27 février 1691 à M. de Lagny (743).

Heureusement pour Drouillard, le navire les *«Jeu»* arriva à Brest le 6 février 1691; il était passé deux fois à Bourbon depuis le départ de son Gouverneur (744) et il avait à son bord quelques colons rapatriés, dont Pierre Perrot, ainsi que les survivants du *«Saint-Jean-Baptiste»*, jetés à la côte sur les sables de Saint-Paul, le 31 décembre 1689. Tous, aumônier, officiers et passagers, donnèrent à Drouillard un témoignage unanimement favorable dans leur déposition du 2 mars. L'abbé Camenhen, lui aussi passager des *«Jeu»*, s'était hâté de disparaître. Le pri-

sonnier, fort de ce document, écrivit encore lettre sur lettre, le 23 mars à M. de Lagny, le 9 avril à Mgr de Pontchartrain et à M. de Lagny, et obtint enfin son élargissement, en mai 1691, et peut-être même le remboursement des 866 livres qui lui restaient «pour tout bien» au moment de son arrestation (745).

Il ne fut guère permis à l'ancien pilote de goûter le repos qu'il cherchait; dès l'année suivante, il s'embarquait au Port-Louis sur la flotte de Dandennes. Une lettre du Commissaire de l'escadre, Le Mayer, nous apprend que «quelque temps après [le 16 février 1693], mourut le Sr. Drouillard, lieutenant sur le *«Fendant»* (746). Un ordre des Directeurs de Paris, du 12 mars 1695, fera aux Directeurs d'Ougly l'obligation de verser à sa veuve, demeurée aux Indes, ce qui lui revenait «du testament et dernières volontés de son mary» (747).

PACIFIQUES ACTIVITÉS.



A BOURBON, la fuite du gouverneur avait jeté la consternation. La majorité des habitants avait reconnu la fonderie honnêteté de Drouillard, et le bien fondé de ses ordonnances. Quant aux «cabaleurs», la crainte de voir leurs agissements révélés en France les fit, momentanément rentrer dans l'ombre, et le Père Camenhen s'attela à diverses réali-

sations qui lui tenaient à cœur, semble-t-il.

La première de ses marottes fut qu'il devait établir des cimetières canoniques. Il signale en 1689 — toujours dans le registre des Baptêmes — qu'en 1687, il n'y avait «pas encore de cimetière pour les petits, distingué des grands, selon les rubriques; non plus que pour les grands, qui fût ni ceint ni entouré, ni distingué des autres lieux profanes, comme nous en avons fait faire depuis» (746). En réalité, il devait bien y avoir à Bourbon, dès l'origine, des lieux destinés aux sépultures, mais ces cimetières placés, en général, auprès des chapelles, n'avaient pas de limites déterminées. C'est à clore ces cimetières que s'employa Camenhen, comme il le laisse entendre lui-même, ainsi qu'à séparer «grands» et «petits» pour les sépultures. Dans la suite, le Curé de Saint-Paul parle de «cimetières» sans spécifier s'ils sont ou non réguliers (747), sauf une fois, le 16 janvier 1689, où il mentionne formellement un «cimetière fait pour les enfants pendant notre mission» (748) et situé à Saint-Paul.

* Cagge — chapelle.

La seconde idée fixe de l'abbé fut la réforme des registres de catholicité. Lui-même s'ouvre de son dessein dans une note explicative. « Nous soussigné, écrit-il, Prêtre du diocèse de Vannes, Aumônier du vaisseau royal l' « *Oriflamme* »... étant demeuré dans l'île Bourbon, à la requête de Messieurs les [habitants], et ayant facilement condescendu à leurs prières, et ayant en cela suivi le mouvement de notre [cœur], nous sommes proposé, comme le premier but de notre fonction, et de notre emploi, de distribuer les registres des paroisses de cette Isle, et d'en doner [des] états particuliers, afin de trouver tout dans [l'ordre], suivant en cela les Ordres très sages, très [pruden's] et pleins de piété et de sainteté, du plus pieux, du plus juste, du plus intègre, du plus zélé pour la religion, et justement du plus grand de tous les Rois... (749).

« Nous avons cru qu'il était de notre devoir de tenir [registres, n'en] n'ayant point trouvé qui fût conforme aux Ordonnances de Sa Majesté très chrétienne, [si fermement] appuyées, et si chrétiennement établies [par les] Constitutions apostoliques et règles du [droit] particulier pour chaque paroisse; nous en avons voulu faire de tous les baptêmes faits par le passé, collationnant celui [le registre] qui s'y est trouvé dans l'Eglise et paroisse de la Conception au fort Saint-Paul, lequel étant [bien] examiné, n'était point juste, y manquant beaucoup de baptêmes, et les autres étant peu conformes à la vérité après avoir été plusieurs fois copiés... » (750). Ce qui donnerait à penser, comme nous l'avons signalé, qu'il y avait des registres paroissiaux à Saint-Paul, Saint-Denis, Sainte-Suzanne, mais que, pour diverses raisons, parmi lesquelles la principale est peut-être la fréquence des cyclones, ils avaient dû être plusieurs fois recopiés. Le plus juste et le plus complet de tous était celui de Saint-Paul; ailleurs, Camenhen nous donne l'analyse détaillée de ce « Registre de Baptêmes, écrit et fait par le T.R.P. Bernardin de Quimper, Capucin, très digne religieux et Missionnaire apostolique, cy-devant dans cette île où j'ai trouvé des baptêmes enregistrés depuis le sept août mil six cent soixante sept, audit jour » (751). Suit l'analyse qui montre que la copie que nous possédons est bien conforme à l'original.

L'abbé Camenhen explique encore comment il s'y est pris pour contrôler et réformer le registre : « Sur ce que quelques uns nous avaient fait en endre que ce baptistaire (il appelle ainsi le registre des baptêmes) était irrégulier, et l'ayant expérimenté par la lecture que nous en avons faite, après avoir donné les registres de baptême de leurs enfants à tous les habitants, allant de maison en maison avec assez de peine par rapport au lieu, nous avons tout réformé celui-ci sur leur témoignage, qui reprenant quelquefois l'irrégularité du vieil, en ce qu'il rapportait le baptême d'un enfant quelquefois un an plus tôt qu'il n'y

était venu au monde; le baptême d'un enfant fait en un tel jour, et celui d'un autre baptisé en même jour n'y étant point; nous avons fait celui-ci avec assez de marge pour y faciliter le moyen d'en tenir des extraits » (752).

GAI, GAI, MARIONS-NOUS !

Si les desseins du Curé de Bourbon étaient parfaitement louables, leur réalisation laissa fort à désirer. C'est que l'abbé Camenhen, peut-être accaparé par les luttes politiques, avait complètement négligé d'annoter les actes religieux de son pastoral. Lorsqu'en 1689, le départ de Drouillard et la crainte des sanctions, lui eurent rendu quelque sagesse, il se consacra avec une maladroite ardeur à la réforme des registres. Il s'ensuit que les actes des baptêmes conférés entre 1680 et 1689 sont dans un désordre ahurissant. En effet, l'ex-aumônier de l'« *Oriflamme* », partant de cette idée que son prédécesseur, le Père Bernardin — qu'il accable d'ailleurs de ses sarcasmes — n'avait rien fait de bon, voulut tout contrôler et tout refaire, famille par famille. Malheureusement, il ne se mit à l'œuvre qu'en 1689, et précipitamment. Peut-être un copiste postérieur en est-il cause, mais les actes collationnés nous sont parvenus dans l'ordre chronologique inverse et groupés, à peu près tous, aux dates suivantes : 19 juin, 14 juin, 10 juin, 6 juin, 25 et 24 mai, 23 mars 1689 (753). De Camenhen nous n'avons d'actes que ceux de quelques-uns des baptêmes qu'il conféra lui-même : il en mentionne huit pour 1688 (754), sept pour 1689 (755), un de date inconnue (756), mais aucun pour 1687, ce qui est invraisemblable. Il faut signaler d'ailleurs, pour les années 1688 et 1689, une très forte mortalité infantile : huit enfants sur seize, ce qui fait 50 % en supposant que tous les décès aient été signalés. Quant aux mariages, l'abbé Camenhen en rapporte quatre célébrés par le Père Jacques d'Angoulême le 14 mars 1687; un autre, béni par lui-même le 12 mars de la même année; celui que nous avons rapporté contracté le 29 juin 1687, en présence du Père Cordelier portugais, et un dernier célébré par lui-même à une date inconnue. C'est vraiment trop peu pour trois années du ministère, exercé sur une population en majorité masculine, et qui, privée de femmes, ne laissait pas vieillir les filles. Ainsi Jeanne Bellon est mariée à 11 ans, en 1687, avec Isaac Béda (757); la même année se marient encore, Suzanne Dennemont, à 13 ans (758); Thérèse Mollet à 14 ans (759); Antoinette Nativel (760), Cécile Caze (761), à 12 ans; Hélène Prou, à 13 ans (762). C'étaient toutes des filles nées à Mascarin. Nous pensons que le registre des mariages est incomplet, car il ne comporte aucun acte pour les années 1688 et 1689, alors que les archives coloniales nous ont conservé au moins le contrat matrimonial passé en 1688 entre Antoine Bellon et la jeune veuve d'André Bernardo, Suzanne Dennemont, qui se remaria ainsi à 14 ans (763).

Afin de donner un exemple de la façon à la fois prolixe et facétieuse de l'abbé Camenhen, nous transcrivons un des actes du registre baptismal.

«Le 29^e jour du mois de juin de l'année 1689 sur les 9 heures du matin, étant sur le point de commencer la messe solennelle de la feste des glorieux apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul, un noir que l'on nomme Joannès qui demeure chez Anthoine Cadet, vient nous avertir que Louise Nativel, la femme dudit Cadet, était très dangereusement malade et en travail d'enfant. Nous nous y transportâmes avec le T.S. Sacrement pour la communier si elle était en état; mais le Bon Dieu y alla devant nous, où y étant et y allant sous les espèces du pain des Anges... nous osons espérer que sa Sainte Mère, dont elle portait le St. Scapulaire de sa Congrégation du Mont-Carmel... sollicita son aimable Fils de la délivrer de la peine où elle était; y étant arrivé, et la trouvant hors de danger, nous ne jugeâmes pas à propos de la communier, de peur qu'étant émue beaucoup, elle ne fit quelque chose contre la dignité d'un si auguste sacrement, dont nous nous contentâmes de lui donner la bénédiction; et ayant baptisé une fille, qui était parvenue du légitime mariage entre le susdit Anthoine Cadet et elle, nous nous retournâmes pour célébrer notre grande messe, que nous dîmes avec beaucoup de peine. Nous avons suppléé les cérémonies du baptême de la dite fille qui a été tenue sur les fonts et nommée Louise par François Nativel et Louise Siaram, tous deux habitants du dit lieu. Fait devant des témoins, le dimanche dans l'octave de la feste de St. Pierre et St. Paul, le [5^{ème}] après la Pentecôte, et le 3^e jour du mois de juillet de la susdite année en présence des témoins qui ont signé. Elle mourut (l'enfant) et fut inhumée au cimetière de la dite église, le même jour au soir, en présence des mêmes témoins. Signé : Antoine Cadet — Touchard, prieur de la Congrégation du Carmel.

G. Camenhen, prêtre, missionnaire apostolique, F. Mussard, Jacques Fontaine, congréganiste du Carmel» (764).

LA CONGRÉGATION DU MONT-CARMEL

LES signatures précédentes nous obligent à parler de la Congrégation du Mont-Carmel qui fut érigée à Saint-Paul, sous l'impulsion du Père Camenhen, sans doute le 18 juillet 1688 (765). Elle comprenait un prieur, qui fut un temps Athanase Touchard, plusieurs assistants discrets ou conseillers — tel «Monsieur Talhoët Carré» — et de simples congréganistes. Georges Camenhen en était, comme il le dit, «Directeur gratis», ou encore «Directeur général et préfei» (766). Cette Congrégation fut établie, dit-il, «à Saint-Paul, pendant notre mission et même à notre requête, par le Très Révérend Père des Martyrs, Carme déchaussé de la province du Brésil» (767). Une cérémonie solennelle, avec procession du Saint-Sacrement eut lieu «le jour que le nommé Athanase Touchard fut reçu prieur de la

confrérie» : les Portugais y furent à l'honneur (768). Une lettre écrite par le Père Hyacinthe en 1690 vient confirmer que cette congrégation fut fondée au temps où Camenhen était Curé de Bourbon : «Il y a une confrérie du Mont-Carmel établie en cette isle depuis trois ans, écrit-il. Elle a un pavillon, large d'un pied et demi, et long de deux environ, qu'on met à une perche aux festes de la Vierge, à dix pas de la porte de l'église...» (769). La fête de Sainte Thérèse, réformatrice du Carmel, était de ce fait, célébrée à Saint-Paul en grande pompe (770).

Les Archives montrent que, pendant le séjour des Portugais, il y eut dans l'île plusieurs «religieux ou missionnaires étrangers» : en plus de l'aumônier du «Saint-François Xavier» et du Père des Martyrs, déjà cités, il nous faut mentionner, «le père Carme, Emerique», «le père Barthelemy», à qui Camenhen avait donné la permission de confesser, un certain «moine blanc», à qui il interdit de dire la messe dans l'église de Saint-Denis, et «le très Révérend Père Domingue de la Conception»; sans doute étaient-ils passagers à bord du houcra portugais. Le Curé de Bourbon ne vit pas d'un bon œil cette intrusion d'un clergé étranger à sa juridiction; souvent il fut en lutte avec les moines, prétextant les «ordres de Monseigneur l'Archevêque de Paris» et «l'intention du Roy, qui veulent que, dans la France, aucun prêtre ne célèbre ni exerce aucune fonction... sans la permission de l'ordinaire du lieu où il se trouve, et, nonobstant tout privilège, veulent qu'ils produisent leurs lettres de permission, soit de leurs gouverneurs ou autres supérieurs.» (771).

LA PAROISSE DE LA CONCEPTION A SAINT-PAUL.



PLUSIEURS reprises nous avons produit des textes qui mentionnent «l'Eglise de la Conception» à Saint-Paul. Nous avons trouvé près de trente pièces de Camenhen où il est question de ce

«... sous une forme ou sous une autre : «Notre-Dame conçue sans péché» (771), «église et paroisse de la Conception» (772), «paroisse de la Vierge conçue sans péché» (773), «Maison pastorale de la Conception» (774). Cependant il nous faut observer qu'aucun de ces actes n'a été écrit avant l'année 1689. Le 2 juin 1688, le Curé de Saint-Paul ne parle encore que «d'église paroissiale» sans plus, ce qui nous porterait à dater le nouveau vocable donné à l'Eglise de Saint-Paul — il s'agit de la chapelle des Sables — à la seconde moitié de l'année 1688, soit le 28 juillet, date probable de fondation de la Congrégation du Mont-Carmel, soit le 8 décembre, fête de l'Immaculée Conception. Pourtant une pièce

* Signature de l'abbé Camenhen — Ar. Co. Ré. dossier 118 (3 juin 1689)

originale d'archives du 20 février 1688 — c'est le contrat de mariage conclu entre Antoine Bellon et Suzanne Dennemont — parle déjà de «la paroisse de la Conception», sans que nous ayons pu établir s'il s'agit d'un «lapsus» du tabellion ou d'un contrat vraiment établi en 1688 (775). Plus tard, le gouverneur Vauboulon reprochera au Père Hyacinthe ce vocable qui sentait la nouveauté; le Père Capucin répondra qu'il était dû, à un moine portugais. Nous pensons que l'Eglise de Saint-Paul devint l'Eglise de l'Immaculée Conception sur l'intervention du «Très Révérend Père Domingue de la Conception» dont nous savons — par l'acte de vente «à Gaspard Lautret d'un esclave âgé de 12 ans, du nom de François» — qu'il se trouvait à Bourbon le 27 mai 1687 (776).

PAROISSE SAINT-ETIENNE A SAINTE-SUZANNE.

C'EST encore sous la plume de l'abbé Camenhen qu'apparaissent, pour la première fois, en 1689, les expressions «église et paroisse de Sainte-Suzanne», «église paroissiale de Sainte-Suzanne», ce qui permet de penser que c'est vers cette époque que l'église de Sainte-Suzanne fut construite. Ailleurs, il fait remarquer que la paroisse «dite de nos jours Sainte-Suzanne» est en réalité la «Paroisse de Saint-Etienne» (777), vocable apparemment emprunté au souvenir d'Estienne Regnault, fondateur du quartier, et que «l'habitation de Ste-Marie», toujours dépourvue de véritable église, ressortit à la «paroisse de Ste-Suzanne» (778).

Enfin signalons à l'actif de l'abbé Camenhen l'abjuration qu'il reçut de deux anglais de passage dans l'Ile, Georges Patsavan et Daniel Honabisohe (779), qu'il admit à l'honneur de tenir deux enfants sur les fonts baptismaux.

Il est assez piquant de retrouver, cinquante ans après, sous la plume du premier «historien» de Bourbon, Pierre Cadet, un jugement d'ensemble sur l'étrange curé de Mascarin que fut le sieur Camenhen; cette appréciation confirme en tout point l'opinion que suggère l'étude des textes, et témoigne du retentissement qu'avaient eu, dans l'Ile, les rodomontades du fantaisiste pasteur. Après avoir rappelé que «M. Georges Camenhen passait pour faire des miracles» tels que changer des moineaux en rats, le chroniqueur conclut avec bonhomie : «s'il fut saint en miracle, il fut un plaisant saint. Ses registres sont d'un bout à l'autre un certificat de folie et même d'impiété, quoique, en certaines occurrences, il affectât beaucoup de zèle et même de religion». (780).

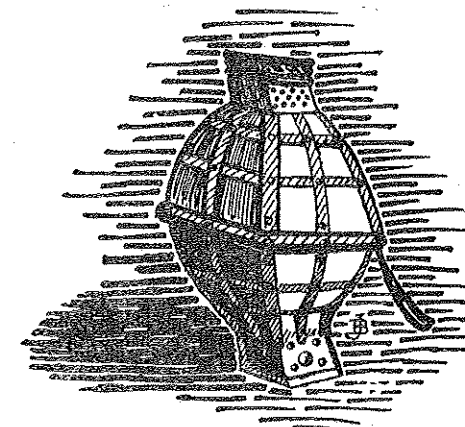
Depuis le départ de son gouverneur, la Colonie vivait dans l'inquiétude. Décontenancés par la fuite de Drouillard, les habitants attendaient dans la crainte les sanctions qu'on ne manquerait pas de leur infliger, et personne ne brigait le pouvoir. Le Curé lui-même, revenu à des occupations plus sacerdotales, se souciait peu de jouer désormais un rôle trop représentatif. Lorsque le «Lonray», qui avait quit-

té le Port-Louis le 16 octobre 1688, relâcha à Bourbon du 12 mars au 5 avril 1689, ses officiers purent constater, et le rapporter ensuite à Fr. Martin, aux Indes, qu'à l'Ile Bourbon «on était en désordre et sans commandant».

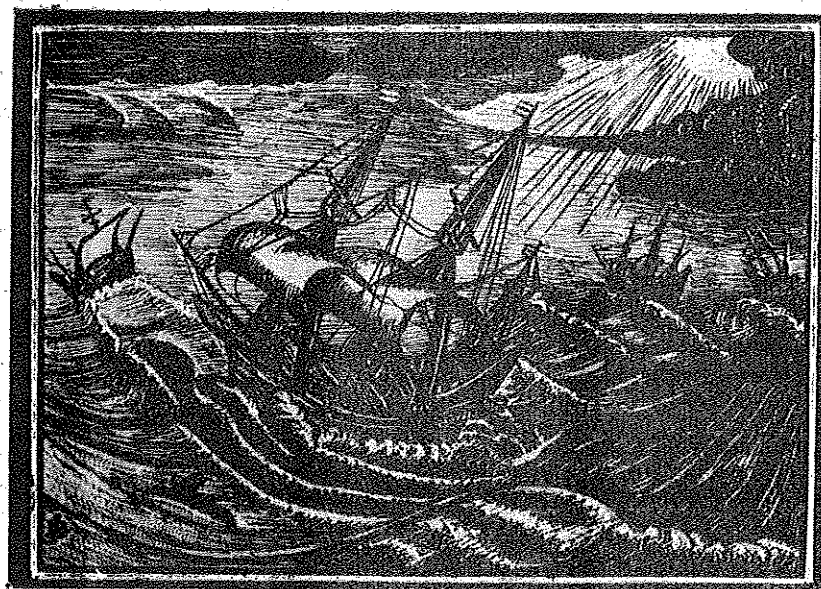
Michel FREMONT, dit «le Brodeur», et

Arzul GUICHARD, du Port-Louis, semblent avoir été laissés alors dans l'Ile, par le «Lonray» (781).

L'apparition d'une voile devant Saint-Denis, le 24 septembre 1689 «à huit heures du matin», vint réveiller les craintes de ceux qui n'avaient pas la conscience très tranquille. Le navire les «Jeux», se rendant à Surate, était parti du Port-Louis au mois de mai, en même temps que le «Saint-Jean-Baptiste» qui portait le nouveau Gouverneur de l'Ile, mais il l'avait de loin devancé en cours de route. Le passage à Mascarin ne lui avait pas été imposé, et les officiers du bord auraient préféré emprunter le Canal de Mozambique (délibération du 18 août 1689), mais les vents contraires, l'équipage atteint du scorbut, imposèrent une relâche à Bourbon (délibération du 31 août 1689). A peine débarqué, le capitaine Guillaume Houssaye, du Havre, se vit adresser une étonnante requête : les colons le sollicitaient de vouloir bien les gouverner jusqu'à l'arrivée du «Saint-Jean-Baptiste». Les habitants conservèrent un excellent souvenir de ce court intérim, qui, d'ailleurs, ne dura que trois semaines. Bien souvent, dans la suite, Houssaye reviendra relâcher à Mascarin; les excellentes relations qu'il eut avec les habitants de l'Ile feront que l'une des pointes de la rade de Saint-Paul portera, et porte encore de nos jours, le nom de «Cap La Houssaye» (782).



* Fanal de poupe d'un vaisseau de haut-bord.



CHAPITRE NEUVIÈME

LE SIRE DE VAUBOULON

1689-1690

HENRY HABERT, CHEVALIER, SEIGNEUR DE VAUBOULON



Vu et paraphé de nostre main par premier et dernier, depuis un jusqu'à douze feuillets, par nous Henry Habert, Chevalier, Seigneur de Vauboulon, Conseiller du Roy en ses Conseils, Gouverneur pour Sa Majesté et Juge en dernier ressort et en toutes matières de l'Isle de Bourbon, depuis le XI^e décembre 1689 jour de nostre installation.»
de Vauboulon.

Ce texte qui se trouve répété en tête de chacun des registres de catholicité (783), ouverts dans l'Isle par le nouveau gouverneur, établit de façon péremptoire que le règne du Sieur de Vauboulon commença effectivement le 11 décembre 1689.

* Une flotte en difficulté d'après une gravure du XVII^e siècle.
** Le Sceau des armes de Vauboulon d'après un cachet de cire relevé par M. Massinot — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 1^{er} mars 1690.

Arrivé à Saint-Paul le lundi 5 décembre, M. de Vauboulon attendit quelques jours, jusqu'au dimanche suivant, 11 décembre 1689, pour rendre son installation plus solennelle. Le 14 décembre, il est encore à Saint-Paul où il remplit les fonctions de parrain (784). Le 5, aussitôt débarqué, il avait publié un acte d'amnistie générale, qui annonçait en même temps aux gens de l'Isle sa prochaine visite (785). Entre le 15 et le 18 décembre, il s'installa définitivement à Saint-Denis, d'où il date sa première Ordonnance et désormais tous ses actes administratifs (786).

Henry Habert de Vauboulon s'était embarqué le 5 mai 1689, sur le «*Saint-Jean-Baptiste*», au Port-Louis. Lui-même nous fait savoir qu'il était de Paris (787). Il se vantait d'être «parent des ducs de Coislin et de Sully», et de compter, parmi ses ancêtres, «des Chanceliers de France» (788). Guët avance que c'était «un intendant de grande maison, dont le maître, en relation avec M. de Lagny [directeur général de la Compagnie], avait voulu se débarrasser»... (789). Le fait est qu'il se montrera plus tard d'un caractère assez difficile, comme nous le verrons, mais nous pensons qu'il appartenait plutôt à l'importante classe des intendants du Royaume de France. Il fallait en tout cas, qu'il fût d'une famille honorable et puissamment patroné pour être nommé ainsi, directement, gouverneur de Bourbon; d'ailleurs, il se dit lui-même «conseiller du Roy en ses Conseils», et nous savons, par son sceau, que son blason était d'argent à l'aigle éployée, et sommé d'une couronne comtale (790). Ses écrits dénotent qu'il possédait une certaine instruction et des éléments de droit. Ses origines parisiennes et sa soudaine fortune nous font penser qu'il appartenait à l'importante famille parlementaire des Habert de Paris, originaires d'Artois, Seigneurs de Montmort, alliés aux Phélypeaux et aux La Reynie (791) : un La Reynie, pour lors Intendant général de la Police, et Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain, en passe de devenir Secrétaire d'Etat à la Marine, et Chef Perpétuel, Président et Directeur de la Compagnie des Indes, l'auraient puissamment poussé au poste de gouverneur de Bourbon.

Présenté par la Compagnie, le Roi l'avait agréé de confiance, de préférence à tout autre. Ses lettres de nomination sont du 20 mars 1689. Le même jour, un autre ordre l'avait fait grand juge de l'Isle; un troisième contenait des instructions détaillées concernant son emploi; Louis XIV y avait joint un mot invitant Drouillard à remettre le commandement à Vauboulon, et une gracieuse missive aux habitants de Mascarin (792).

PASSAGERS DU «SAINT-JEAN-BAPTISTE»

EN même temps que le nouveau gouverneur, s'étaient embarqués :

— son secrétaire, Joseph Gilbert de Blot, écuyer, sieur de Chauvigny (793);

— son chirurgien particulier, Nicolas-Armand Leroy, de Paris, «fils de Pierre Leroy, chirurgien de la ville de Paris, et de Marie Donnée» (794);

— son valet de chambre, jeune homme de Rethel, Simon-Louis de la Citerne (795);

— Michel Firelin, 22 ans, «fils de Clément Firelin, et de Catherine Colas, de la ville de Montivilliers en l'archevêché de Rouen», où il était né, et qui avait été nommé garde-magasin de la Compagnie à Bourbon par une commission du 7 mars 1689 (796).

— Trois Capucins faisaient encore partie des passagers : le Père Bernardin qui s'était vu confirmé à la cure de Bourbon, et deux compagnons qu'il avait choisis, le Père Hyacinthe de Quimper, et le Frère Antoine de Lannion.

Une vingtaine de colons complétaient l'expédition, dont nous avons pu retrouver les noms qui suivent :

— Jacques Auber, dit «l'Almanach», 24 ans, «Angevin, fils de Noël Auber et de Jacqueline Duport, de la ville d'Angers» (797);

— Jean Gruchet, «normand de Lisieux, 18 ans, fils de Robert Gruchet et de Marie Vernier, tous deux de Normandie» (798);

— Elie Lebreton, 19 ans, «de Locminé en Bretagne, fils de Julien Lebreton et de Louise Maurice» (799);

— Pierre Gonneau, «serrurier», de Nevers, 25 ans, fils de «Nicolas Gonneau et de Jacqueline Archambault, français, habitants de la ville de Nevers, de la paroisse de St-Pierre» (800);

— Augustin Panon, dit «l'Europe», âgé de 24 ans, «compagnon menuisier et charpentier de maison», «fils de Jean-Jacques Panon et d'Anne Tantas, de la ville de Toulon en Provence», engagé pour trois ans (801);

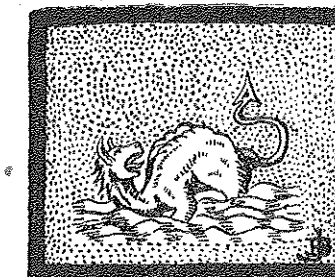
— Julien Lespinay, 18 ans, «fils de Julien Lespinay et de Jeanne Dechesnay, de la ville de Nantes et de la paroisse de Ste Croix» (802);

— Pierre Lesueur, taillandier, 34 ans (?), «fils de Jacques Lesueur et de Bastienne Guvitay, de Nantes en Bretagne» (803);

— Antoine Gueneville, «de la ville de Rouen en Normandie, fils d'Antoine Gueneville et de Catherine Legendre» (804);

— Jean-Baptiste Bidon, «fils de François Bidon et de Françoise Ruché, de la paroisse de Liré en l'Evêché de Nantes en Bretagne». (805).

LA TRAVERSÉE



LE «Saint-Jean-Baptiste», petit navire de 150 tonneaux, appartenait à la Compagnie et comprenait comme état-major : un capitaine, Guillaume Dubois des Sablons; un lieutenant, Jean-Baptiste Robert Constantin, bachelier de Bouillon; un chirurgien-major : François Jouault, assisté des premier et second chirurgiens Fleurville et Mesureur; un écrivain, Jean Pradau; un premier pilote : Fin; un premier canonier : Lamanière (806).

La traversée fut longue — sept mois — et surtout mouvementée, non pas tant par l'agitation de la mer que par celle des esprits. Malgré les réelles qualités qu'il faut lui reconnaître, Vauboulon se distinguait par «une excessive taquinerie», «une hâblerie continuelle», un caractère ombrageux et jaloux de son autorité; peut-être aussi était-il avide d'argent. On ne sait pourquoi, il s'en prit dès l'abord aux Capucins, les menaçant «en diverses rencontres» de les «ranger lorsqu'il serait en son île» et prétendant que tout ce qu'ils avaient «fût à lui». Le Père Bernardin heureusement, en imposait au Gouverneur par son expérience et son calme; mais gravement malade, il ne tarda pas à succomber et sa mort fut l'occasion du déchaînement des passions. A peine le cadavre du moine était-il immergé que Vauboulon prétendit, comme gouverneur, héritier du défunt, ce «qui le porta à ouvrir le coffre de ce defunct père, à faire sonner la cloche pour faire assembler tout le monde, en présence desquels il fit faire l'inventaire et la vente [des effets]». Quant aux cent écus donnés en aumône par le Roi au Capucin, il ne les trouva pas et essaya de plusieurs artifices odieux pour se les faire livrer par ceux en faveur de qui le Père Bernardin en avait disposé avant de mourir. A force de tracasseries, le père Hyacinthe fut «obligé de porter l'aumosne du Roy...» et accusé, en outre, de contrebande, le Père offrit d'ouvrir ses coffres devant tous (807).

* *Monstre marin d'après une carte de 1879.*

Libre désormais de toute contrainte, le Gouverneur va s'en prendre maintenant, sans aucune retenue au nouveau chef spirituel de l'expédition; c'était d'ailleurs un adversaire digne de lui. Le Père Hyacinthe de Quimper, dont le frère avait «épousé la fille du baron de Hainaut, cousin germain de Mme de Bienassis, gouvernante de Quimper» (808), était le fils de «M. de Kerguelin de Kerbiquet, conseiller au Présidial de Quimper, mort en 1674» et appartenait à l'une des plus honorables familles de Cornouaille. Agé d'environ cinquante ans, il avait pris l'habit de Saint-François le 25 juillet 1656 (809), et avait fait profession à dix-huit ans (810), dans l'ordre des Capucins. Missionnaire pendant de longues années dans les pays musulmans, il y avait conféré, disait-il, plus de dix mille baptêmes et il parlait couramment l'arabe. Vauboulon l'entendait, disant que l'arabe lui avait fait oublier le français (811). «Il nous dit, raconte le Capucin, que nous étions ses sujets, et luy ayant répondu que nous étions, comme luy, sujets du Roy, il s'emporta là-dessus, et tout en colère, nous menaça de nous ranger quand il serait dans son isle. Oui, répétait-il, vous êtes mes sujets, vous me devez obéissance, je vous empêcherai d'aller où il vous plaira. Je prétends que vous ne puissiez aller à aucun endroit sans ma permission... Je défendrai à mes sujets de vous faire l'aumosne... Si vous m'obéissez, j'auray pour vous des égards, sinon je scay comment m'y prendre...» Chaque jour amenait de nouvelles querelles, de nouvelles menaces, de nouvelles prétentions, tant et si bien qu'en arrivant en vue des côtes brésiliennes, le Père Hyacinthe prit son parti de retourner en France. Quand j'eus «connu, écrira-t-il plus tard, que c'était un esprit brouillon, malfaisant, maling, fourbe, capricieux, menteur, qu'il se ressentait plus d'un cuistre que d'un homme d'honneur, malhonnête en tout... et mal intentionné pour nous, ayant un mépris et une aversion très grande pour les religieux, ne les traitant dans ses entretiens, nous présents, que de coquins, fripons et quenailles... — de cela nous pouvons penser qu'il ne nous traitait pas autrement en notre absence — nous avons toujours gardé le silence, mais quand je fus à la Baye de tous les Saints, je résolus de m'en retourner en France pour éviter les mauvais traitements dont il m'avait menacé et les troubles que je prévoiois qu'il nous causerait en son gouvernement...» Mais les Capucins de la Baie-de-tous-les-Saints et le Capitaine du «*Saint-Jean-Baptiste*» s'interposèrent et le firent revenir sur sa décision en obtenant de M. de Vauboulon la promesse qu'il «en agirait autrement» désormais (812).

Mais à peine le navire eut-il repris la mer, que les chicanes reprirent de plus belle; cette fois, les missionnaires n'étaient plus l'unique cible des traits du Gouverneur. A part le capitaine Dubois sur qui il avait pris «grand empire» dès le début de la navigation, et l'aumônier du bord, Laurent Fromentin qu'il attira à son parti dans la suite, il réussit à

s'aliéner tout l'état-major du «*Saint-Jean-Baptiste*» au point qu'il prétendait «qu'il y avait un party dans ce bord entre les officiers pour une révolte contre le capitaine et luy...». C'est ainsi que le 2 octobre il «fut cause que l'aumônier et un autre se battirent»; lui-même, un autre jour, frappa le lieutenant au visage, «menaçant de le battre et qu'ailleurs il lui ferait connaître ce qu'il était et le respect qu'il lui devait, sans que, de bonne foy, ce lieutenant luy ait rien fait, étant un très honnête homme...»; souvent, à cause de Vauboulon, l'Ecrivain fut contraint de quitter la table, et parfois durant huit jours; il s'en prit également au premier chirurgien, M. de Fleurville. Quant à l'aumônier «qui se vendait pour un verre de vin ou d'eau-de-vie» et qu'on «avait trouvé 3 ou 4 fois si espris de vin et d'eau-de-vie estendu entre les deux ponts, qu'on estoit obligé de le porter à quatre dans sa cabane», «il s'en servait pour sçavoir ce que l'on disait»; en récompense, il «luy promit de le retenir auprès de luy en son gouvernement, qu'il lui donnerait autorité [sur les Capucins] et qu'il le ferait évêque de son Ile, ce qui lui estoit facile puisqu'il s'en [disait] Pape!».

L'arrivée à Bourbon ne changea rien aux dispositions du Gouverneur mais, au contraire, fut occasion pour lui de multiplier les vexations à l'égard des Capucins. «Il voulut que M. le Chauvigny... fût présent pour voir décharger» leurs bagages; «il voulut aussi que ce prestre, son futur évêque, eut dit la grand-messe et fait la harangue pour son installation» — le 11 décembre 1689 — quoique cela revint de droit au Père Hyacinthe, comme «envoyé du Roy et de MM. de la Compagnie». A tous ces affronts, rapporte le Père, «nous avons toujours gardé le silence, croyant par notre passiance, gagner et apprivoiser cet esprit farouche.» Il ira, par complaisance, sachant que le gouverneur «se repaissait beaucoup de vanité», jusqu'à lui donner habituellement le titre de «Monseigneur» ! (813).

INSTALLATION DE M. DE VAUBOULON

L'INSTALLATION de M. de Vauboulon comme gouverneur de Bourbon se fit le dimanche 11 décembre 1689, à Saint-Paul, à l'issue de la grand-messe où il y eut sermon solennel. Le nouveau chef de la colonie lut alors la lettre par laquelle Louis XIV répondait à la supplique envoyée, en 1678, par les dix-neuf habitants. Le Roi s'y montrait plein de sollicitude pour les colons et leur annonçait l'envoi non seulement des «ouvriers», «ustenciles» et «denrées» réclamées, mais encore de trois capucins et d'un gouverneur pour les régenter tant au spirituel qu'au temporel. Les habitants touchés par le langage bienveillant du monarque exprimèrent le désir de témoigner immédiatement leur reconnaissance à Sa Majesté, mais Vauboulon passant outre, leur fit savoir quelle était l'étendue de ses pouvoirs qui, de fait, étaient exceptionnels. On lut alors l'ordre royal du 20 mars 1689 qui

l'instituait Gouverneur de Bourbon; puis un second ordre de la même date, par lequel Louis XIV le commettait «pour, en ladite qualité de juge, connoître en dernier ressort au dit païs de toutes matières, tant civiles et criminelles, que de police, commerce et navigation, suivant les us et coutumes et ordonnances de son Royaume et de la prévauté et vicomté de Paris, et jouir et user des honneurs et prérogatives, fruits, profits, revenus et émoluments appartenant à la dite charge tant qu'il plaira à Sa Majesté» (814).

Vauboulon lut-il aussi, tout ou partie des instructions détaillées qu'il avait reçues en vue de son emploi? nous ne le savons pas, mais il dut au moins s'en inspirer dans la harangue qui mit un terme à la cérémonie. Ces instructions s'étendaient sur six grandes pages, et commençaient ainsi : «Le Roy prenant une entière confiance en la sagesse, valeur et expérience de M. Habert de Vauboulon, Sa Majesté espère que les habitants de ladite Isle ressentiront les effets du soin particulier qu'elle a résolu de prendre d'eux, particulièrement pour les faire vivre chrestienement et pour les entretenir en paix et union, les discipliner, les engager à cultiver les fruits et denrées de la dite isle, rechercher les choses qui y croissent, et qui s'y trouvent, dont ils peuvent faire le commerce et en fournir à la Compagnie des Indes, afin de se mettre en estat d'augmenter leurs commodités, et de se pouvoir défendre contre les entreprises des ennemis.» La question religieuse qui semblait au Roi de si grande importance, était réglée comme il suit : «Sa Majesté espère, sur l'assurance qu'on lui a donnée, de leur piété et de la doctrine des dits pères Bernardin et Hyacinthe, qu'ils rempliront leurs devoirs de bons ecclésiastiques et de bons religieux, tant pour leur application et assiduité au service divin, l'administration des sacrements, que par l'instruction de tous les habitants, et particulièrement des enfants dans la religion, et pour tout ce qui peut servir à leur édification. Il [Vauboulon] exortera ces religieux, de la part de Sa Majesté, à employer et augmenter leur zèle pour leurs fonctions, et il rendra compte à Sa Majesté de leur conduite.

«Et comme il n'y a que des catholiques dans ladite isle, il ne souffrira point qu'il en demeure d'autres.

«Il fera convenir les dits habitants de ce qu'ils auront à fournir raisonnablement aux dits capucins pour leur subsistance et besoins, au-delà de la somme de 300 livres que Sa Majesté leur fera payer annuellement...»

Le Gouverneur devait «prévenir tous les sujets de contestations entre les habitants», juger les différends «suivant l'usage de la prévosté et vicomté de Paris, et le règlement de M. Lahaye», «choisir parmy les habitants les personnes les plus convenables pour faire les

fonctions de procureur du Roy, de greffier et de sergent» (815); lui-même était en outre «notaire royal de la Compagnie» (816).

Après avoir pris possession de la Maison du Roi à Bourbon, il devait faire l'inventaire de tout ce qui appartenait au Roi, s'efforcer de faire construire un réduit fortifié, constituer une milice, empêcher les séditions de noirs de Madagascar, embarquer les vingt-deux Hollandais hébergés dans l'île. Il devait enfin exhorter les habitants à cultiver la terre, à construire des embarcations pour commercer dans la mer des Indes, à cultiver et filer le coton, à élever les vers à soie... faire «un recensement exact de tous les habitants, distingués par familles, par tête, sexe et âge, ensemble leurs bestiaux, esclaves et armes, pour l'envoyer après son arrivée». Ce recensement, il devrait le «continuer d'année en année», car l'administration centrale portait grand intérêt au développement de la Colonie et de sa population.

PREMIÈRES ORDONNANCES DE M. DE VAUBOULON



FORT de ses pouvoirs considérables, M. Habert de Vauboulon commence immédiatement son action législative, qui, il faut l'avouer, est remarquable.

A peine débarqué, chacun lui porta ses doléances, et, prenant les devants crainte de représailles, vint lui narrer, à sa façon, ce qui s'était passé dans l'île. Les «cabaleurs», inquiets, ne furent pas les derniers à comparaître; Mussard, Fontaine, Lauret dit St. Honoré, l'abbé Camenhen, s'empressèrent; le vieux père cordelier portugais, demeuré dans l'île après le départ de ses compatriotes, prit son tour.

Il était bien difficile au nouveau gouverneur de démêler, en tout cela, la vérité; aussi dès le 5 décembre, il fit paraître et afficher une habile proclamation d'«amnistie et pardon général» qui mérite d'être rapportée en entier; il y exhorte les habitants à suivre «les bons avis du Père Hyacinthe», à demander «pardon au sieur Camenhen», à mettre fin aux «haines et inimitiés».

* «Cabrit marron» ou chèvre sauvage.

«Aux habitants de Bourbon»

«Messieurs,

«Quoique les ordonnances du Roy très-chrétien, notre maître, et le devoir de notre charge nous obligent indispensablement à faire le procès et à punir tous les sujets qui se trouvent atteints et convaincus de crime, toutefois ayant reconnu que vous êtes presque tous coupables, et nous, par un penchant naturel que nous avons à vous faire grâce, et nous servant du pouvoir que le Roy nous a mis entre les mains d'absoudre aussi bien que condamner selon que nous jugerons à propos; en actions de grâces, que nous devons à Dieu, pour notre heureuse arrivée en cette Isle, et dans l'espérance que, par les bons avis du Père Hyacinthe, vous vous repentirez de vos fautes passées, que vous les confesserez de bonne foi, et que vous n'y retournerez plus à l'avenir, nous vous accordons une amnistie et pardon général de tous vos crimes, nous réservant seulement de punir ceux que nous découvrirons, qui, contre leur conscience, retiendront nos droits, et autre chose à nous appartenant.

Nous vous exhortons à honorer ledit Père Hyacinthe, suivant que son caractère et sa profession l'exigent de tous les bons chrétiens.

Nous voulons aussi que vous demandiez pardon au sieur Camenhen d'avoir perdu si souvent le respect que vous lui devez, et vous exhortons tous à oublier les haines et inimitiés qui durent depuis si longtemps entre vous.

Nous voulons que vous viviez, à l'avenir, en paix et union, et qu'il règne entre vous une parfaite intelligence, tant pour l'intérêt commun de toute l'Isle, que pour votre intérêt particulier, autrement nous aurons recours aux peines portées par les lois du Royaume que nous observons dans toute leur rigueur.

En attendant que j'aie vous voir, priez Dieu pour moi, et me croyez, messieurs, votre très affectonné serviteur.

Vauboulon» (817).

Le dimanche matin, 18 décembre, une première Ordonnance parut pour «estre lue dans l'Eglise, le peuple assemblé, et estre affichée aux lieux ordinaires». Il y était interdit aux habitants de l'île, «sur peine de la vie», de s'absenter de leur demeure ordinaire, plus de quinze jours «sans une permission expresse et par écrit». Ceux qui sachant leur fuite, n'en auront rien dit du Gouverneur dans la quinzaine, seront passibles de la même peine, comme complices. Quant aux noirs, s'ils s'absentent «de chez leur maître, plus d'un jour, sans leur congé ou permission» ils seront condamnés «pour la première fois au fouet et à la fleur de lys, et en cas de récidive, à estre pendus et étranglez jusqu'à ce que mort s'ensuive». La date de cette terrible pièce, motivée sans doute par des abus antérieurs et le désir d'empêcher le «marronnage»,

montre que Vauboulon était déjà installé à Saint-Denis, d'où il écrira désormais tous les actes de son gouvernement.

La seconde Ordonnance sortit le 23 décembre. Elle enjoignait aux habitants, sous peine de trente livres d'amende, d'envoyer leurs enfants comme apprentis aux ouvriers arrivés de France.

Le lendemain, 24 décembre, Vauboulon nommait Michel Firelin, procureur du Roy, et Jean-Baptiste Bidon, greffier de son Tribunal.

A peine les fêtes de Noël étaient-elles passées, qu'une troisième ordonnance paraissait, le 28 décembre, afin d'exciter les habitants — conformément aux Instructions du Roi — à s'adonner à «la culture des fruits et denrées» susceptibles d'être exportés en France ou aux Indes.

La fin de l'année 1689 fut endeuillée par un cyclone; le «*Saint-Jean-Baptiste*» fut jeté à la côte et broyé sur le rivage «en l'anse de Saint-Paul, le 31 de décembre 1689, sur les 9 ou 10 heures du matin, proche de la Rivière du Gallet», sans qu'il nous soit possible d'affirmer, comme on le fait parfois, que ce fut par la faute du Gouverneur, qui se serait opposé à l'appareillage en temps opportun. La seule accusation valable est celle du capitaine du «*Saint-Jean-Baptiste*», dans la lettre qu'il adressa, lors de son retour en France, à M. de Lagny : «Monsieur de Vauboulon, dira-t-il, est la seule cause de ma perte» (818).

Onze cadavres s'alignèrent bientôt sur les sables, dont les noms, parmi lesquels figure celui de Laurent Fromentin, aumônier du bord, furent les premiers couchés dans le registre des décès du Père Hyacinthe. L'acte, daté du 31 décembre 1689, est signé :

«Firelin, garde-magasin de MM. de la Compagnie en ladite Ile;

Bidon, greffier du Gouverneur;

Dubois, capitaine dudit navire.»

AUTRES ORDONNANCES

L'INHUMATION se fit le 1er janvier 1690 dans la consternation générale, mais cette catastrophe ne tarit pas l'ardeur légiférante du Gouverneur. Le 9 janvier paraissait une nouvelle Ordonnance qui réglait la rétribution du Clergé, en se référant à l'accord établi entre le sieur Camenhen et les habitants, le 15 mars 1687. Nous rapportons ce texte en entier, parce que, inattaquable en soi, il devait pourtant devenir source de querelle, du fait que Vauboulon y stipulait que la taxe due au Clergé devait être versée au gouverneur ou à son représentant à Saint-Paul.

«De par le Roy

Et M. le Gouverneur

«L'intention du Roy étant que les habitants de cette Isle, vivent en vrais chrétiens et bons catholiques, nous sommes obligé, pour seconder

le zèle de Sa Majesté, de veiller que ceux qui sont dans l'isle pour y administrer les sacrements, y trouvent aussi leur subsistance et leur entretien nécessaire; pour cet effet, nous nous sommes fait représenter la transaction que tous les habitants de l'Isle ont passée avec le Sr Camenhen, prêtre, le 15 mars 1687, et nous avons appris qu'en conséquence d'icelle tous les habitants de l'isle s'étaient taxés à 6 livres par tête pour payer les cent escus dont on était convenu par la dite transaction; de manière que, pour ne rien innover et pour faire connaître que nous ne voulons pas vous surcharger, quoi qu'il vous soit arrivé un nouveau secours spirituel en la personne du Père Hyacinthe qu'il a plu au Roy vous envoyer, nous nous contentons de vous ordonner que vous ayez à exécuter ponctuellement la dite transaction, et que vous payiez ladite somme par tête soit en argent, soit en denrées, au moyen de quoi nous ferons si bien que lesdits sieur Camenhen et Père Hyacinthe seront satisfaits, et ne vous demanderont rien; et afin que ledit paiement ne soit point retardé, nous voulons que les habitants de St Denis, de Ste Marie et de Ste Suzanne, nous apportent leur part; et que ceux de St Paul paient la leur au Capitaine de quartier qui nous en rendra bon compte. Et afin que le Père Hyacinthe et le Père Camenhen n'attendent pas, nous ordonnons que tous les habitants paieront incessamment les premiers six mois qui courent depuis le 15 mars 1689, et les autres mois à Pâques prochain.

En cas de refus, nous condamnons les contrevenants au quadruple. Et en cas qu'ils persistent dans leur désobéissance, nous les déclarons rebelles, à quoi nous pourvoirons par une peine afflictive.

Donné à St Denis, le 9 janvier 1690.»

Bientôt furent affichés, à Saint-Paul le 16 janvier, à Saint-Denis et à Sainte-Suzanne le 20, deux Ordonnances qui réglementaient la chasse et l'usage des chiens. «La mollesse des gens, y disait-on, et le peu de réflexion qu'il paroît qu'ils ont fait que les commoditez des vivres qu'ils avoient à leurs portes se consommeroient, viendroient à manquer, et qu'ils seroient contraints de les aller chercher bien loin quand ils seroient avancés en âge et chargés de famille, toutes ces raisons nous obligent, quoy qu'au tard, pour tascher de réparer le tord que lesd. habitans se sont faits et à leurs enfants, de leur deffendre la chasse, si ce n'est une fois la semaine à la viande ou à la tortue de [terre], qui sera le samedi seulement, et aux conditions ordinaires qui sont que pas un des chasseurs quel qu'il soit, ne pourra coucher dehors ny rien prendre, soit en allant, soit en revenant, dans l'étendue qu'on appelle la Possession du Roy» qui constituait une réserve. Aux gens de Saint-Paul, il était spécialement interdit de «passer la Ravine à Marquet», et de pousser le gibier à plus de «quatre lieues dud. Quartier», le tout «à peine de 20 L.

d'amende pour la première fois, et, en cas de récidive, de peine corporelle.»

Quant aux chiens et aux chiennes, il fallait les «tuer ou noyer incessamment», chaque habitant ne pouvant en conserver que deux mâles pour la chasse; pour toute l'île, cinq femelles seulement, «qui seront choisies et connues les meilleures», étaient autorisées : deux à Saint-Paul, une à Saint-Denis, une à Sainte-Suzanne et une à Sainte-Marie. «Quant aux tortues de mer, ajoutait-on pour Saint-Paul, faisons deffence de tuer ny prendre plus de deux par semaines aux mesures prises cy-dessus.»

M. de Vauboulon en avait terminé avec son œuvre législative. Pourtant, devant l'inertie des colons, il dut revenir le 27 mars 1690, sur ses prescriptions concernant l'éducation de la Jeunesse. On verra, à la lecture de cette ordonnance qui est l'une des premières chartes de l'Enseignement à l'île Bourbon, que ce n'est pas d'aujourd'hui que les habitants de Mascarin se montrent négligents quand il s'agit de faire donner à leurs enfants l'enseignement scolaire ou professionnel!

«De par le Roy

Et M. le Gouverneur

«Ayant fait la réflexion sur le peu de cas que les habitants ont fait de l'ancienne que nous avons fait punir le 25 décembre dernier et que suivant la volonté du Roy et notre avis, ils n'ont point donné d'apprentis aux ouvriers qu'il a plu à Sa Majesté [à] envoyer dans cette île, et ayant connu que les peres, préférant leurs intérêts particuliers à l'éducation de leurs enfants, aiment mieux les garder près d'eux pour les envoyer à la chasse et à la pêche [plutôt] que de leur faire apprendre un métier, à lire, écrire, et ce qui est de plus cruel, non pas même les principaux mystères de notre religion, ni l'usage des sacrements indispensablement nécessaires au salut; nous désirons, en ce, comme en toutes autres choses, obéir aux ordres que nous avons reçus du Roy et tenir la main [à] ce que les habitants s'acquittent envers leurs enfants du devoir que la Nature et l'Honneur exigent d'eux, leur enjoignons, dans six semaines pour tout délai, [de] prendre des mesures pour l'exécution en ladite affiche; de s'adresser au père Hyacinthe pour faire instruire leurs enfants de nos principaux mystères et [de] l'usage des sacrements; et de prendre le temps et la méthode qu'il voudra leur donner pour cet effet, à peine de 30 L. d'amende contre les contrevenants.

Et afin que la jeunesse se porte d'elle-même à apprendre ce qui lui est nécessaire au salut, et à travailler, nous déclarons à ladite jeunesse, de l'un et l'autre sexe, que nous empêcherons, de tout notre pouvoir,

qu'on ne leur administre le sacrement de mariage, qu'auparavant ils ne répondent, pendant huit jours et sur les points principaux de notre foi; et que les garçons n'aient appris un métier et à lire et écrire, et que les filles, pareillement, ne sachent le devoir de chrétien, lire ou écrire, travailler, et faire tout ce qui est nécessaire dans leur ménage; que même les uns et les autres n'aient de leurs parents ou gagné de quoi se nourrir et entretenir pendant trois ans, qui est le temps nécessaire pour mettre une habitation en état de fournir des vivres.

Et en cas que les personnes qui ont des enfants, persistent dans leur opiniâtreté et négligent le présent avis, nous leur déclarons que nous prendrons leurs enfants, près de nous, pour les faire élever et apprendre à travailler à leurs dépens.

Donné à St. Denis ce 27 mars 1690, et sera, la présente, affichée au lieu ordinaire à ce que personne n'en ignore.

de Vauboulon.»

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE A BOURBON



LORSQUE le Gouverneur put penser qu'il avait suffisamment fait et promu la loi à Bourbon, afin que nul n'en ignore, il résolut de mettre un peu d'ordre dans la propriété privée de ses administrés. L'île, en effet, appartenant à «Messieurs les directeurs généraux de la Compagnie royale des Indes Orientales», qui en étaient «seigneurs à perpétuité, en toute propriété, justice et seigneurie» (819), de par la Déclaration du Roy de 1664. Les hommes que l'on avait appelés à Bourbon étaient, pour la plupart, des artisans qui y venaient exercer leur métier à la solde de la Compagnie. Nous en avons pour preuve l'article XXXVIIIème de la Déclaration, qui confère le titre de «Maîtres de Chef-d'œuvres» aux Artisans «qui auront exercé leurs Arts et Métiers auxdits pays pendant huit années consécutives», et pour exemple, le contrat passé le 11 février 1689 entre «Augustin Panon, âgé de 24 ans, menuisier et charpentier de maisons» et «Messieurs les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales». Aux termes de cette convention, ce jeune homme s'engageait à passer «où ladite Compagnie le voudra employer, et auxdits lieux servir fidèlement au mieux son possible lad. Compagnie, à faire ses ouvrages et autres choses concernant sadite profession, qui lui seront commandés par les commis préposés de ladite Compagnie... et ce, le temps de trois ans consécutifs».

* Signature de Vauboulon — Ar. Co. Ré. dossier 59.

non compris le temps des voyages aller et retour. «Lad. Compagnie lui fournira d'outils, matières et toutes autres choses nécessaires à l'exercice de lad. profession, mesme de nourriture, lits et logement, et sera traité humainement pendant tout led. temps.» Il touchera «vingt livres tournois pour chaque mois de tout le temps qu'il sera au service de la Compagnie», tant sur terre «que sur mer»... «parce que, aussi, il rendra dans lesd. vaisseaux le service dont il sera capable pendant les trajets de l'aller et retour...» (820).

Malheureusement, la Compagnie, par suite des circonstances spéciales où se trouvait Bourbon, ne pouvait pas toujours faire honneur à ses engagements. Deux actes de concession nous font saisir sur le vif cette situation précaire des artisans de Mascarin. Le 20 janvier 1690, Julien Dailleau remonte à Vauboulon «qu'après avoir longtemps travaillé dans cette Isle pour la Compagnie royale des Indes Orientales de France, sans rien toucher des appointements qui luy avoient esté promis par son engagement en qualité d'armurier, il avoit esté obligé de s'adonner à la culture de la terre pour se sustenter...» (821); le 17 février suivant, c'est «Jacques Fontaine, menuisier, sans presque rien toucher de ses appointements», qui se présente comme ayant été «obligé de quitter son mestier et s'adonner à la culture...» (822).

Quant à ceux qui étaient passés «pour estre établis en Colonies», il leur devait être «distribué des terres pour leur demeurer en propre à perpétuité, et à leurs hoirs et ayans cause, moyennant une légère redevance annuelle par arpent et sans aucune autre charge» (823). Il avait été stipulé que «la redevance à l'égard des Terres données en fief, sera de dix sols par arpent, et de six poulles et six chapons sur cent arpens». Et que, «à l'égard de ceux à qui il sera accordé des Terres en roture, la redevance annuelle sera de neuf sols pour arpent, et une poule sur dix arpens, et les lots et ventes à l'égard des dites rotures seront payées suivant la coutume de Paris» (824).

Pour bien comprendre ces textes, il faut se souvenir qu'ils se rattachent à un système de propriété qui n'est plus le nôtre depuis la Révolution : le système féodal propre à l'ancien régime, où la propriété était quasi inaliénable. «En prenant possession de Mascareigne, alors deserte, écrit monsieur René Legras, le Roi s'est trouvé *de plano* investi de tous les droits de propriété, seigneurie et justice, et il ne s'en est dessaisi que lorsqu'il a fait cession de l'île à la Compagnie des Indes Orientales par l'Edit d'août 1664» (825).

Cependant, le Roi conservait le «haut domaine», il demeurait le Suzerain de la Compagnie, et c'est pourquoi il exigeait d'elle «Foy et Hommage-lige, que ladite Compagnie sera tenue de nous rendre et à nos suc-

cesseurs Roys, avec la redevance à chaque mutation de Roy, d'une Couronne et d'un Sceptre d'Or, du poids de cent mares» (826).

La Compagnie, de son côté, en véritable seigneur féodal, n'en agissait pas autrement; elle accordait des concessions — «en fief» ou «en roture» — mais selon le droit de l'époque, elle n'aliénait jamais le fonds dont la propriété lui avait été transmise par le Roi; elle n'accordait qu'un droit d'exploitation, transmissible d'ailleurs par succession, et aliénable par vente, mais un cens annuel venait rappeler périodiquement aux concessionnaires, le droit foncier du Seigneur Suzerain.

«L'on sait, dit encore monsieur René Legras, que des titres de concession furent délivrés aux habitants dès l'installation dans le pays des premiers gouverneurs... Les premières concessions accordées ont eu surtout pour but de régulariser des occupations de fait» (827).

AVANT M. DE VAUBOULON

EN réalité, avant M. de Vauboulon, il n'existe, à notre connaissance, aucune concession; avant lui, il n'y avait que des occupations de fait. Ainsi lorsque, par acte du 5 septembre 1668, le «sieur Estienne Regnault, commandant en ladite isle de Bourbon...» et «René Hérault, escuyer, sieur de la Brosse», cèdent leur propriété de Sainte-Suzanne, «nommée Grâce», à «Eustache Yard, dit des Loriers, et Gilles Launay», co-associés, il est formellement exprimé que «icelles parties espèrent avoir un contrat de concession de ladite Compagnie, pour en vertu d'iceluy, en jouir à l'advenir en titre de propriété» (828).

Un texte nous paraît capital à ce sujet bien que tardif; il est signé de F. Mussard, L. Rouillard, St. Honoré, Houchard, Julien Dalliaud, porte la marque de René Houarault, est daté du «vinte deuxième aoust mil six cens nonante six», et s'énonce ainsi : «Nous soussignée, Ensien abitant de Lille de Bourbon, certifions que Monsieur Lahay a ordonné à Mr. de dorgeray Gouverneur sy devans de cette isle, de donner de terre au personne qui estoit au service de la Compaigny pour défrécher et cultiver pour leur conte, et que laterre nommée Laplaine a Estée donné à Gorge piolan Et à françois Riquebour Laquelle Terre il on défréchy à Leur fray Et dépans» (829).

D'où il ressort que les terres ainsi «données» aux employés de la Compagnie ne l'étaient pas en propriété, mais qu'elles leur étaient confiées «pour défricher et cultiver pour leur compte». Ce qui explique la modicité des prix de vente, et peut-être aussi le terme, encore usité, d'«habitation» : on ne vendait pas le fonds, mais initialement le droit d'habiter, et dans la suite la maison d'habitation elle-même.

Ainsi le 1er juin 1677, le «sieur dorgeret» vend à F. Mussard pour «cinquante livres tournois» une «habitation size et située à St. Paul» (830); le 23 décembre de la même année, devant le même gouverneur, Claude Mollet vend à François Rivière et Claude La Valières, une «habitation située au Bustor» pour la «somme de soixante et quinze livres tournois» (831); le 30 décembre 1686, Drouillard confirme de sa présence la vente faite par Pierre Martin à Guy Royer d'une «habitation» sise à St-Paul pour «soixante livres tournois» (832).

Autre texte capital, le 20 mars 1687, Drouillard sanctionne la vente faite par François Rivière à Jacques Lauret d'un «morceau de terre de son habitation... à l'étang» de Saint-Paul, mais l'ancien possesseur prend soin d'indiquer qu'il cède «le tout pour prix et somme de cent-vingt livres tournois, toutefois ne vendant que sa peine et son travail, qu'il a fait sur ladite terre d'habitation...» (833). Voilà qui montre clairement qu'il ne se faisait guère illusion sur ses droits fonciers!

Le 7 juillet 1687, c'est «Enthoine royer» qui «sede à Robert duhal son habitation sise [à] La rabine des bitors» pour la «somme de nonante liv [res]» (824) par devant le même gouverneur, qui le 25 septembre 1687, vend à «Jean Néry, hollandois», un «[morceau] de terre» «sytué à Sainte-Suzanne, pour le prix et somme de dix-huit» livres qui, ajoute Drouillard, «sont pour Lantretien de ceux qui sont dans le service» (835).

Il nous faut relever une autre pièce qui met en lumière la façon de procéder en ce temps-là : c'est un acte qui autorise un colon à bâtir une maison, et rien de plus. «Jean-Baptiste Drouillard, Gouverneur, Commandant pour le service de Sa Majesté dans cette isle de Bourbon, certifie à tous qu'il appartiendra, avoir donné permission à Jacques Lauret dit St. Honoré de bastir une Maison sur les sables du cartier St. Paul au proche de labitation du Roy dont ledit J. Lauret demeurera tout le temps qu'il voudra et prions tous gouverneurs commandans qui gouvernerons sy après cette ditte isle de donner foy et crédit à ce présent, escrit de nostre hautel ce 17 février 1688. Drouillard» (836).

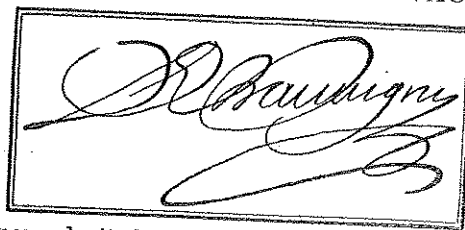
Enfin, dernier acte avant l'arrivée de M. de Vauboulon, le 14 janvier 1689, «Jean, Pitre Se'ingue vend à Gaspard Lautret, une habitation située sur le bord de l'estang à St. Paul...compris la case, le magasin et la Cour... pour prix et somme de trois cent livres tournois» (837).

C'est surtout à propos de ces occupations de fait, sanctionnées par l'autorité du gouverneur, que M. René Legras a raison d'écrire : «Ni les représentants de la Compagnie, ni les habitants ne considèrent les concessions ainsi faites... comme définitives et incommutables. Les uns

et les autres les regardent comme précaires, révocables et sujettes à révision. Les habitants, à l'arrivée d'un nouveau gouverneur, se font confirmer leurs titres antérieurs de propriété. Mieux, s'ils deviennent propriétaires d'un terrain, soit par achat, soit par héritage, ils sollicitent un nouvel acte de concession.»

C'est ainsi que la vente faite par d'Orgeret à Mussard — ci-dessus mentionnée — est confirmée par Drouillard le 2 décembre 1686 (838); ce qui n'empêche pas F. Mussard de solliciter et d'obtenir une concession de Vauboulon (839). La plupart des actes cités plus haut — et le plus grand nombre des actes de ce genre a disparu à jamais — donnent lieu également à des concessions en règle par M. de Vauboulon : ce sont les concessions de François Rivière, Guy Royer (840), Jacques Lauret (841), Gaspard Lautret (842).

LES CONCESSIONS DE M. DE VABOULON



Il semble que M. de Vauboulon ait voulu faire du définitif. Les concessions qu'il accorde sont en forme, mentionnent le cens annuel à verser en deux échéances à Pâques et à la Saint-Martin,

pour droit de vassalité. Malgré les troubles qui se produiront, la valeur de ces actes ne sera jamais contestée et leurs détenteurs ne feront plus confirmer leurs droits par aucun gouverneur survenant. Seul, Le Mayer, l'un des directeurs de la Compagnie des Indes, venu à Bourbon pour enquêter, contresignera quelques pièces en 1696.

Lorsqu'il s'agit d'un étranger, mention est faite, au cours de l'acte, de sa naturalisation.

Le Gouverneur se mit à l'œuvre à la mi-janvier et le dernier acte que nous ayons de lui en cette matière, porte la date du 12 mai 1690. Il nous a été possible de retrouver les traces de quarante-neuf pièces de ce genre; malheureusement les Archives de la Réunion n'en possèdent que quatorze (845); mais c'est assez et amplement pour confirmer ce que nous avançons précédemment sur la portée des concessions en régime féodal.

Le 16 janvier, une première concession fut accordée à Pierre Hibon (844).

Le 20 janvier, il y en eut quatre dont celle où Athanase Touchard «remontre que depuis vingt ans qu'il [est] dans cette Isle, il a tousjours

* Signature de Chauvigny — Ar. Co. Ré. dossier 59.

travaillé avec le chagrin de savoir que la terre qu'il cultivoit, n'estoit pas à luy et que, selon le caprice de ceux qui ont commandé jusques à présent, il fallut qu'il fût toujours prest à la quitter, avec l'inquiétude qu'après sa mort il ne pourroit rien laisser à sa femme et à ses enfants...». Satisfaction lui est donnée «à la montagne et à l'étang St-Paul» et lorsque sa succession sera réglée en 1723 — il était mort depuis 1715 — sa veuve Elisabeth Houve et ses enfants obtiennent confirmation de l'acte de concession qu'avaient signé de Vauboulon et de Chauvigny (845).

Le même jour, Jullien Dailleau, dont nous avons exposé plus haut les doléances, recevait un emplacement au Parc à Jacques, contre une redevance annuelle de «30 livres de ris blanc, et 12 volailles»; plus tard, le 21 août 1696, Le Mayer confirmera cette concession et y ajoutera celle d'une terre «entre la ravine de la plaine et la rivière du Gallet» (846). Louis Caron et Antoine Payet obtiennent ce qu'ils sollicitaient, le même jour, 20 janvier; Lezin Rouillard et René Hoarau le 24; Gaspard Lautret et Gilles Launay le 30 (847), tous à Saint-Paul.

Le 5 février, c'est Antoine Royer de Sainte-Suzanne qui comparaît; il reçoit concession, à sa demande, de la «propriété et fonds de l'habitation où il demeure, entre les habitations de Jean Brun et celle qui joint le cimetière», mais il paiera «deux cochons, cent livres de ris en paille, six poulets d'Inde par an» (848). Le 15 février, à Saint-Paul, Emmanuel Texere de Motte et Pierre Nativel font reconnaître leurs droits (849), et le 17, Jacques Fontaine reçoit une terre, «tendant à la plaine des pores» et à la «rivière du précipice» dite «la vieille habitation de Saint-Paul», contre 200 livres de ris en paille et six coqs d'Inde par an (850).

Le 27 février, le gouverneur opère à Sainte-Suzanne et concède à Marc Vidot l'«embouchure ou la pointe de la rivière Ste-Suzanne», contre «60 livres de ris et un cochon pesant environ trente livres» (851); à François Vallée, «l'habitation qui tend d'un côté à la Roche, et de l'autre à la Rivière, entre celles de Julien Robert et de François Vincendo», contre «soixante livres de ris, deux cochons de trente livres ou environ, par an, en deux termes... à nous ou à nos successeurs...» (852); à Jean Jullien «le fonds et propriété de l'habitation où il demeure, qu'on appelle le haut du Bel-Air, plus le fond du Grand Hazier» contre «deux cents livres de ris en paille, douze dindes et douze citrouilles par an...» (853). Puis à Sainte-Marie, le 28 février, Noël Texier conserve ses terres qui vont «de la Grande rivière de Sainte-Marie, jusqu'au côteau de l'autre rivière, plus la moitié de l'ilette du côté de la Rivière», contre une redevance de «cent livres de bled et douze poulets par an». Deux autres concessions, du 20 mai 1697, par Bastide, et du 18 mai 1702, par Villers et Boucher, lui permettront d'arrondir encore son domaine (854).

Le 1er mars 1690, M. de Vauboulon accorde par exception une concession gratuite «au vieux Cadet [Antoine], affligé de la perte d'un œil», et qui lui expose que «depuis longtemps il travaille un terrain à Saint-Paul, entre la fontaine salée et la concession Nativel» (855).

A Jean-Pierre, hollandais, est concédée, à Sainte-Suzanne, «l'Habitation appelée «de Grâce» qui tend d'un côté à l'habitation de Jacques Georges, et de l'autre à la Rivière et au ruisseau de la Vigne»; il est reconnu «pour vray et naturel sujet du Roy de France et Régnicole»: il paiera «par manière de cens... deux cens livres de ris et douze volailles en deux termes, moitié à Pâques, l'autre à la «St-Martin d'hyver» (856). A Guillaume Boyer dit la fleur, le même jour, est laissée une terre «bornée d'un côté par la Rivière, et l'autre par la Montagne» à Saint-Denis, entre «les habitations» de la Roche et de la fleur de Tours» (857), contre «deux cens livres de ris et douze citrouille par an» — cens qu'approuvera Le Mayer, le 12 août 1696 — et que Bastide remplacera par «cent livres de ris et un cochon» (858).

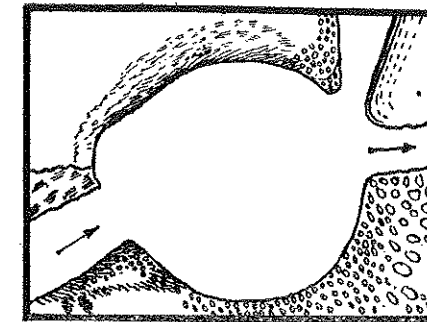
Le lendemain 2 mars, c'est Antoine Bellon qui reçoit une concession à Saint-Paul, signée de Vauboulon et de Chauvigny; ce qui n'empêchera pas Bastide, le 21 mars 1697, de lui accorder une terre «dans le cartier la Caze des flamans» (859). Quant à Izaac Béda, hollandais, «demeurant dans cette Isle depuis trois ans», concession lui est octroyée, le même jour, pour une habitation située sur les Sables à Saint-Paul; il est reconnu «pour vray et naturel sujet du Roy de France et Régnicole tout ainsy que sy ledit Expozant étoit originaire du Royaume...», «et pour redevances ne payera par an, à nous ou à nos successeurs, par manière de cens, que cinquante livres de bled batu et douze poulets en deux termes». Cette concession, signée de Vauboulon et de Chauvigny, approuvée par Le Mayer, sera suivie d'une autre, accordée le 9 septembre 1697, «à la montagne», par Bastide (860).

Le 16 avril 1690, le Gouverneur de Bourbon confirme par un «jugement» les partages fait à l'amiable entre les héritiers de Hervé Denemont, à Saint-Paul (861), et le 8 mai, c'est Henri Brocus, hollandais de Sainte-Suzanne, qui reçoit, en même temps que la nationalité française, une terre située «entre L'houston, et la Ravine du Bel-Air», contre une redevance de «soixante livres de bled et deux cochons de trente livres chacun» (864). Enfin, le 12 mai, une concession est accordée à Saint-Paul, à «Gilles d'hennemont» (865).

Divers documents nous apprennent, mais sans détails, que d'autres encore bénéficièrent des concessions accordées par M. de Vauboulon. ce sont : Jacques Lauret, François Mussard, François Ricquebourg, Georges Damour, Guy Royer, Jean Brun, Jacques Auber, Pierre Martin, Emmanuel Matte, Gilbert W[i]lman, Jacques Barrière, Talhoit, Sanson Lebeau (864), Jacques Maillot, François Rivière, J. Bidon et le Roy (865).

Nous verrons plus loin, que ces concessions, parfaitement régulières pour la forme et le fond, ne furent pas accordées par le Gouverneur de Bourbon, sans qu'il exigeât quelques pots-de-vin substantiels, ce qui lui valut maintes inimités. Elles ne furent jamais contestées en tant que concessions féodales, c'est-à-dire sous réserve des droits seigneuriaux de la Compagnie qui les céda au Roi en 1764; divers actes du Conseil Provincial, puis du Conseil Supérieur montrent la survivance du système féodal pendant tout le XVIII^e siècle; il en est de même des actes notariés d'aliénation de propriété qui n'omettent jamais de rappeler «la réserve des droits de seigneurie directe, banalité, coupe de bois, chasse et pesche générale, demeurant à la Compagnie, à la charge de payer à son domaine, par chaque année, un chapon de redevance, en outre d'y payer annuellement quatre onces de café par arpent de terre défrichable, à cause de sa propriété en toute justice et seigneurie...» (866).

AUTRES RÉALISATIONS DU SIEUR DE VAUBOULON



Il semble bien que M. de Vauboulon se soit acquitté de sa mission avec beaucoup de zèle, dans tous les domaines. Tout d'abord, comme les Directeurs le demanderont plus tard à M. Parat, il se fit «un devoir d'examiner par Luy-mesme toute l'Isle en tous sens par un détail bien exact... n'étant par là fort distingué et fait regretter, car il a fourny plusieurs éclaircissements et donné différentes veues que son successeur a négligé autant que la Compagnie qui y avoit plus d'intérêt» (867). Ce qui laisse à entendre que le Gouverneur s'astreignit à parcourir et connaître son Ile.

Il y constata, nous disent les Instructions à Feuilley, qu'elle était «abondante en vivres de terre et de mer, en grains et en légumes, en bois de toutes espèces, et qu'elle [pouvait] produire beaucoup de denrées et de fruits semblable à ceux qui croissent dans les Indes et au Brésil; de sorte que si on n'en [tirait pas ces produits] de l'Ile de Bourbon, [c'était] faute de plan et de graine et par la paresse des habitants». Il le fit savoir en haut lieu et alléguait que «dans cette même année [1689], cette Isle avoit fourny des rafraichissements aux vaisseaux le «*Lonray*», le «*Saint-Jean-Baptiste*» et... les «*Jeux*», quoyque 80 ou 100 Portugais qui s'y étoient retirés par naufrage y eussent détruit ce qu'ils avoient pu par leurs chasses» (868).

* Plan de l'embouchure de la Rivière du Marsouin d'après Vauboulon — Ar. Co. Ré. registre P.

Il encouragea les cultures, particulièrement le froment, l'orge, le riz, le mil. Il demanda en France «du bled noir». Il écrivit à Paris «qu'il croist dans l'Isle de l'Indigo, mais qu'il est sauvage», qu'il avait «semé de la graine de chanvre dans l'Isle», qu'elle y avait «réussi, mais qu'on ne s'y [était] pas appliqué». Il fit «faire du merais (869) et... fabriquer de bonnes futailles» pour l'usage des navires de passage. Il est vraisemblable qu'il ne s'en tint pas là et que toutes les cultures, ainsi que l'élevage furent l'objet de ses soins comme ses Ordonnances l'indiquent.

Préoccupé de la nécessité où était l'Isle d'avoir un port, il jeta son dévolu sur l'embouchure de la Rivière du Marsouin. Un plan qu'il dressa, et qui se trouve au dépôt des cartes et plans de la Marine montre qu'en ce temps-là il y avait «un bassin de 110 pieds de large sur 300 de longueur»; le rapport du Gouverneur ajoutait : «Le flux et le reflux monte jusqu'au haut du bassin dont le mouillage n'est pas mauvais... On y peut tenir des vaisseaux à l'ayde des corps morts qu'on mettra sur les bords du bassin, auxquels on peut attacher des chaînes de fer.» Le projet fut jugé irréalisable, et le bassin est aujourd'hui comblé (870).

M. de Vauboulon comprit aussi l'inconvénient qu'il y avait à ne pouvoir se rendre «de St-Denis à St-Paul qu'en bateau, se pouvant trouver de temps qui rendent cette navigation périlleuse et parfois impossible», et la Montagne étant trop escarpée et coupée de profondes ravines, il résolut de construire un chemin littoral «sur le gallet le long du Bort de la mer, depuis St-Denis jusqu'à la possession, non seulement pour y passer un homme à cheval, mais une charrette». Des équipes furent envoyées à la Montagne, qui devaient «jetter des pierres du haut». Sans doute le Gouverneur manquait-il de poudre, pour entreprendre, avec des moyens aussi rudimentaires, ce «long et pénible travail», car remarquera-t-on plus tard, «un seul coup de mine bien faite jetterait plus de pierres que 200 hommes ne pourraient faire en trois mois» (871), mais il faut laisser à M. de Vauboulon l'honneur d'avoir osé entreprendre, en 1690, une œuvre... que l'on attend encore!

LES EXACTIONS DU GOUVERNEUR

MALGRÉ toutes ces réalisations et entreprises qui visaient au bien général, et à leur occasion, le Gouverneur de Bourbon se fit de nombreux ennemis par son esprit taquin et suffisant, comme aussi par son désir inconsidéré d'accroître sa fortune.

Tout d'abord, c'est contre espèces «sonnantes et trébuchantes» qu'il avait distribué concessions et naturalisations. Renseigné par les anciens cabaleurs dont il avait fait ses conseillers, il savait que les habitants avaient tous un magot soigneusement caché, constitué aux dépens des naufragés qu'ils avaient précédemment hébergés, et qu'un commerce clandestin se faisait, la nuit, avec les navires étrangers, en contravention des règlements et au détriment de la Compagnie, qui ne payait jamais qu'en marchandises les denrées que l'on portait à ses ma-

gasins. Les agréments de toilette pour les dames, les bibelots exotiques, les bijoux d'or et d'argent que mentionnent les inventaires d'autrefois, le numéraire surtout, étaient donc d'importation frauduleuse. M. de Vauboulon résolut de s'approprier tout cela par le moyen des concessions, car, pour obtenir son contrat, le requérant devait auparavant «cracher au bassin» une somme variable qui ne figurait pas dans l'acte; et lorsque le contrat était passé, si l'on jugeait la redevance trop lourde et si l'on s'en plaignait, le Gouverneur offrait, «en sous-main», contre finance, de faire un accord moins onéreux «de sorte que plusieurs ont donné, qui 20 escus, qui plus, qui moins, et pour cette somme, on leur a fait de nouveaux contrats et deschiré les premiers, quoy que scellés du sceau du Roy et du sien; mais fort peu rabattu de leurs rentes, dont s'estant derechef plaints, on les a menacés du cachot» (872). Plusieurs d'ailleurs y furent jetés jusqu'à ce que rançon ait été versée par leur famille ou leurs amis. Un état constitué par la Compagnie des Indes, en 1717, démontre que pour 37 concessionnaires — sur plus de 50 concessions qu'il accorda — M. de Vauboulon perçut indument 2.408 livres. D'ailleurs, tout lui était bon à prendre : «une pièce de satin noir» à «Jean-Pitre Selim, dit Macaste», «deux matelas» à Jean Brun, un «cabinet des Indes» à Talhoit, «quatre aunes de damas blanc» à Julien Dailleau... (873).

Parlant de ses chefs, les «Messieurs de la Compagnie», «ce sont des gens de néant, disait-il; on y reçoit de toute sorte de quenailles; il ne leur a aucune obligation, ne les reconnaît en rien, il tient son gouvernement immédiatement du Roy...» et si l'on évoquait, devant lui, les bons procédés de Messieurs de la Haye et de Montdevergue, il répliquait : «Qu'on ne me parle point de ces gens-là! c'étoient des coquins et des quenailles qui n'ont jamais eu le pouvoir que j'ay... le Roy les avoit envoyés en ces pays comme gents dont il se vouloit défaire» (874).

Il n'est d'ailleurs aucune vexation qu'il n'ait imaginée pour exercer la patience de ses ressortissants. «Il invente tout cela, de guet-apens, disait-on, par un esprit maling qui lui est naturel. Il chicane ainsi tout le monde; personne n'est exempt de sa méchante humeur; et quand il a ainsi donné quelque lardon à quelqu'un, il en fait des gorges chaudes à d'autres qui le rapportent incontinent tant il s'est rendu odieux. Voilà à quoi il s'amuse!»

TRACASSERIES ANTICLÉRIQUES

ENTRE tous, les Capucins avaient le don d'exciter la verve du Gouverneur. «A l'égard du frère [Antoine de Lannion], écrivait-il, il a le plus d'esprit du monde; il est de tous les métiers, médecin et apothicaire, même il se mêle de panser les blessés. Il voit tout le monde, et, partout, il établit la besace. Il se tient assez couvert; je ne sais si cela durera. Le Père lui fait faire le catéchisme aux enfants, tant il s'en reconnaît incapable» (875). Le

Père Hyacinthe semble, en effet, avoir été sa principale cible, soit qu'il l'ait senti particulièrement sensible à ses traits, soit qu'il ait ressenti quelque ombrage des visites que le moine recevait de ceux qui venaient lui confier leurs souffrances. Le Curé de Bourbon résidait habituellement à Saint-Denis, près du Gouverneur, à qui il avait fait approuver, entre le 11 et le 14 décembre, le «registre des baptêmes des Eglises de St. Denis et de Ste Suzanne», puis, à une date inconnue, un «registre de mariage» (876). Ce n'est que le 27 décembre 1689 qu'il ouvrit, de façon privée semble-t-il, le «Registre des Morts que, écrivit-il, j'entereray en l'île de Bourbon pendant que j'y demeureray pour porter avec moy partout où je demeurerai et irai, pour me servir dans les occurrences qui pourraient arriver» (877). Le Père Hyacinthe paraît, en effet, avoir pris soin de bien noter les actes de son ministère.

Vauboulon, dès son arrivée, avait ouvert les hostilités en faisant tuer un bœuf qu'avait laissé le Père Bernardin, et en retenant «pour luy les nègres du deffunct». Puis lorsqu'il eut reçu, en espèces ou en nature, la taxe fixée pour l'entretien du clergé, le Gouverneur fit partager entre les Capucins et Camenhen, 28 volailles et conserva le reste pour lui. Il faisait savoir à la cantonade que ceux qui fréquentaient les prêtres ou leur feraient l'aumône, lui seraient suspects... Intrigués par les nombreuses visites que recevait le Père Hyacinthe, énervé par la régularité monastique du Capucin, peut-être aussi pour tenter un rapprochement, M. de Vauboulon invita le Curé de Saint-Denis à sa table, mais il se plaignit de son silence prudent; il se mit également à l'accompagner partout, à l'église, aux offices, aux mariages, aux baptêmes, mais son esprit sarcastique et dominateur prenant le dessus, il imposa au prêtre «un prosne pour faire tous les dimanches au peuple, avec défense de [se] servir d'autres»; il prétendait «avoir le pouvoir de dispenser dans les degrés de parenté» pour les mariages, et apprendre au Père comment administrer les baptêmes; que l'Eglise de Saint-Paul fût sous le vocable de l'Immaculée Conception lui déplaisait, ainsi que les ex-votos rappelant des miracles survenus peu de temps auparavant (878); quant au pavillon de la Confrérie du Mont-Carmel, que l'on mettait «à une perche aux festes de la Vierge, à dix pas de la porte de l'Eglise», il avait tout simplement ordonné «d'oster la perche, de couper ce pavillon, et d'en faire une girouette à la croix qui est sur l'Eglise...». A tous ces affronts, le Curé de Bourbon répondait par le silence, et, dit-il lui-même, il poussait la complaisance envers le Gouverneur — en vue d'apaisement — jusqu'à sortir de l'autel, après avoir lu l'évangile, pour [le] luy présenter à baiser...» (877), mais c'était en vain.

Etait-il aigri par cette lutte incessante qui durait depuis plus d'un an? Toujours est-il que le Père Hyacinthe semble avoir mal accepté certains

procédés de M. de Vauboulon. Lorsque celui-ci prétend qu'il a fait don aux capucins de leurs «hospices et de ce qui en dépend» le religieux relève aigrement que «le Père Bernardin les avait eus et bâtis du temps de MM. d'Orgeret et Fleurimond». Lorsque paraît l'Ordonnance sur l'éducation des enfants, le curé de Bourbon y voit une machine de guerre contre ses catéchismes, puisque désormais, les enfants devront, sous peine de 30 livres d'amende, se rendre «à l'eschole» plutôt qu'à l'Eglise.

PLAINTES



ES choses en étaient là quand apparut à l'horizon, le 24 juin 1690, le navire les «Jeu» qui avait quitté Surate le 17 mars précédent. Dès qu'il eut mis pied à terre à Saint-Denis, le capitaine Houssaye eut à entendre les doléances de tous et de chacun. Le jour même, le sieur de Chauvigny, après lui avoir donné «le détail de l'échouement du sieur Dubois» et de son bâtiment, le supplia de le passer lui-même en France afin qu'il «pût éclairer Messieurs de la Compagnie de tout ce qui se passait dans l'isle contre leurs intérêts». Le Commandant Houssaye s'empressa de composer un rapport rempli de faits pris sur le vif (880). Chauvigny «entra en matière, écrivit-il et me dit que la Compagnie estoit volée en ce que, par ordre du Gouverneur, le commis vandoit les marchandises beaucoup plus cher que le prix fixé; qu'il n'en couchoit sur son registre que le prix ordinaire et que le surplus, ils le partageoient ensemble. Par exemple, les chapeaux taxés à 3 livres, il les a tous vendus 5 livres; le pot d'eau-de-vie taxé à 2 livres, il l'a vendu 3 livres; le pot de vin taxé à 1 livre, 1 livre 5 sous; ainsi du fer et de toutes les autres marchandises. Cependant, sur son registre, il n'est couché que le prix taxé par Mess. de la Compagnie.

«Il me montra un pauvre habitant, nommé Gilles Dugain, qui maçonnoit pour le Gouverneur. Pour payement, il luy donna un billet pour prendre la valeur de 15 livres de marchandises au magasin, et le gouverneur luy en osta et retint la moitié pour luy.

«Il me dit de plus que tous les habitants estoient ruinés et qu'il les avoit fait venir les uns après les autres, et les avoit rangonnés et pillés

* Lettrine empruntée à la «Relation de l'establissement de la Compagnie françoise...» de Charpentier.

jusques au dernier sol, leur faisant payer leurs habitations et le fond de terre qu'ils cultivoient et de plus leurs avoit imposé de grosses rentes et beaucoup de cens, plus que leurs terres ne pouvoient rapporter.

«Il me fist voir comme il avoit fait payer le droit de naturalisation aux Hollandois qui estoient restez dans l'isle et en avoit tiré par de grandes violences, beaucoup d'argent, et tout cela formellement contre les ordres du Roy, et les privilèges et statuts concédés à Mess. de la royalle Compagnie en 1664.

«Il y avoit pour lors au cachot, quand j'arrivay, un nommé [Henri Abraham] Brocus Hollandois, pour ne l'avoir pas satisfait. Il le mit hors, moyennant 30 livres, huit dindons et six cochons, 200 livres de ris, et le chapelet de sa femme, qui estoit de cristal et qui valoit 6 livres.

«Un habitant de Sainte-Suzanne, nommé Jean Grand, estoit aussy au cachot faute de luy payer le prix d'une habitation qu'il avoit défrichée luy mesme à la sueur de son front, et vendu il y avoit trois ans. Le Gouverneur dit que cela luy appartenoit, et qu'il crèveroit au cachot, s'il ne vouloit rapporter l'argent.

«M. Calvé, — lieutenant des *«Joux»* — intercèda pour luy et le fist sortir du cachot; et ainsy généralement de tous les habitants les uns apres les autres. Il menace de leur casser la teste s'il sçait qu'ils se veuillent plaindre, sans vouloir jamais donner receu de tout ce qu'il exige d'eux.»

Malgré ces faits patents, Houssaye fit une enquête sur ce qu'on lui avoit rapporté afin de s'enformer de la verité du fait : «J'ai trouve tres veritable, écrit-il, tout ce que le sieur de Chauvigny m'avait avance» et il énumère les pieces à conviction qu'il a «veues» de ses yeux.

«Enfin, conclut-il dans son rapport à la Compagnie, led. Sieur de Chauvigny m'ayant fait voir le desespoir ou estoient tous les habitants, et sy grand qu'ils avoient pris résolution de tuer et garrotter led. gouverneur et de m'en charger avec leurs raisons pour le repasser en France, et restablir le sieur de Chauvigny pour leur gouverneur, et que la proposition luy en avoit esté faite, non seulement par les pauvres habitants, mais mesme par le Père Hyacinthe, je me suis trouve d'éclaircir et approfondir ce point, ce que j'ai trouvé très vray par l'adveu mesme du P. Hyacinthe, qui voulait aussy faire repasser le frère Anthoine de Lannion, son compagnon, pour vous confirmer tout ce que dessus et en solliciter les remèdes auprès de vous.

«De manière de conclusion, que j'ay jugé à propos, avec délibération de mes officiers majors, de donner passage aud. Sieur de Chauvigny en France, tant pour éviter la résolution qu'on avoit prise, en faveur de laquelle il n'a jamais voulu consentir, que pour donner une entière lumière de toutes les choses, ainsy que les lettres du Révérend Père Hyacinthe vous confirmeront toutes ces vérités.»

LETTRE DU PÈRE HYACINTHE

EFFECTIVEMENT, le 12 août, le Capucin se mit à composer une longue lettre adressée à M. Céberet, directeur de la Compagnie à Lorient. Cette missive, pieusement recommandée à Saint-Antoine de Padoue, comprenant dix-huit pages grand format (44 × 55), constitue un véritable réquisitoire contre Vauboulon. La première partie comprend quarante-et-un paragraphes où sont narrés les divers épisodes de la lutte passée. Après avoir signé, Hyacinthe de Quimper ajouta d'abord neuf alinéas complémentaires, où il offrait de demeurer à Bourbon jusqu'à la fin de ses jours, si l'on remplissait les neuf conditions qu'il énumère :

- 1 — Les gouverneurs ne se mêleront de rien, ni de nous, ni de nos écoles, ni de l'église.
- 2 — On effacera de leurs instructions qu'ils aient à nous surveiller, à rendre compte au Roy de notre conduite.
- 3 — On leur ôtera le titre de «juge en dernier ressort et en toute sorte de matière».
- 4 — Ils n'auront pas le droit d'empêcher les habitants de nous aider de quelques présents volontaires, en nature, pour notre subsistance.
- 5 — Le paiement de 300 livres en argent (100 écus) accordés par le Roy, sera régulièrement assuré.
- 6 — Deux religieux en plus seront envoyés dans la Colonie.
- 7 — Les nègres du Père Bernardin nous seront rendus.
- 8 — Les capitaines allant aux Indes, ou en revenant, seront tenus d'embarquer les prêtres de la Colonie, lorsque ceux-ci voudront quitter l'île. L'agrément des gouverneurs ne sera pas nécessaire pour cela. Les dits capitaines seront obligés de prendre nos lettres sans avoir à en référer aux gouverneurs.
- 9 — «Chaque vaisseau passant icy, nous donnera un barreau de 30 pots de bon vin de garde pour la messe, au compte de 10 pots pour chaque Eglise, et pareillement 40 pots d'eau-de-vie, qui feront 10 pots pour chacun de nous. Encore faut-il, dans ce lieu de bannissement, que nous

ayons quelque petite douceur, quand l'occasion s'en présente. Il nous sera envoyé copie bien garantie des ordres des gouverneurs, parce qu'ils nous font icy cent désordres en disant : J'ay cela dans mes ordres.»

Faute de satisfaire à ces neuf articles, concluait énergiquement le Capucin, il vaudrait mieux pour nous «estre esclaves en Barbarie» que d'exercer à Mascareigne. Tout ce long mémoire traduit la peine profonde et la lassitude extrême d'un homme que l'on sent profondément attaché à ses devoirs religieux et sacerdotaux. «Nous vous prions, ajoutait-il, pour notre consolation spirituelle, de vouloir, pour l'amour de Dieu, nous envoyer : trois réveils, ou trois petites horloges avec réveils pour régler nostre temps, pour nous éveiller la nuit, et faire nos prières en nos heures ordinaires et régler nos heures de messes; deux bons et amples casuistes (nous avons déjà Bonnacina); trois catéchismes de Turlot, la vie des saints, les œuvres de Cornelius a Lapide, sur le Nouveau et Ancien Testament...»

Après cette digression, le Père Hyacinthe revient à son sujet et poursuit : «J'ai bien vu du pays, fréquenté du monde de toutes sortes de qualité, d'estats et de mœurs; mais je n'ay jamais connu d'homme si brouillon, malin, fourbe, captieux [que Vauboulon] et je vous advise même, monsieur, qu'il seroit fort à propos de faire la plus grande diligence que l'on pourra pour y mettre ordre. Car, comme il ne gouverne qu'avec violence, qu'il ne menace que du cachot et de la potence, j'ai crains qu'on ne se trouve forcé, pour se mettre à couvert de ses injustices et de ses passions violentes, de le garotter pour l'envoyer à Sa Majesté (avec un procès-verbal de ses excès) par le premier vaisseau de France qui mouillera en cette rade; surtout à présent que M. de Chauvigny passe en France, qui sans doute l'avoit souvent détourné de beaucoup de violences qu'il auroit exercé. Il faudroit icy un gouverneur connu et reconnu pour la vie et les mœurs, qui eust sa femme avec luy, qui fust d'un esprit paisible, avec des ordres clairs, bien expliqués, sans aucune ambiguïté, et surtout absolus, de ne piller, ni maltraiter ces pauvres habitants qui sont les meilleures gens du monde».

Il s'offrait ensuite pour «gouverner un an ou deux», ce qui permettrait à la Compagnie, disait-il, de «chercher un gouverneur tel qu'il nous le faut en un pays si esloigné». «Toujours serez-vous assurés, ajoutait-il, que pendant que les capucins gouverneront, on ne pillera pas l'argent des habitants, ny caïolera leurs femmes, qui sont deux points délicats parmi les peuples.» Ce qui laisse supposer que M. de Vauboulon avait donné quelques inquiétudes aussi au point de vue des mœurs.

Avant de clore sa lettre, le 13 septembre, à Saint-Denis, le Père Hyacinthe y ajouta un dernier alinéa. Il y rapportait un propos tenu par le

gouverneur devant plusieurs témoins. «Je fais à présent la guerre aux habitants, avait-il dit, c'est-à-dire à leur bourse, mais je ne le feray pas toujours. Je feray ensuite la paix avec eux, et, au bout de trois ans, quand le Roy enverra un autre gouverneur, nous le prendrons et le noierons, et je demeureray icy tousjours avec mes habitants.»

«C'est une chose très assurée, continuait le prêtre — M. Firelin l'a dict, et M. le Gouverneur le publie luy-même — que dès que le vaisseau les «Jeux» sera parti, il va maltraiter les habitants de Saint-Paul, les piller, les emprisonner et leur défendre la pesche dans l'étang, et la tortue de mer, parce qu'on luy a dict qu'ils avaient écrit contre luy en France.

«... Il a pareillement dict à M. Houssaye, au R. P. Martial, — aumônier des «Jeux» — et à M. de Chauvigny qu'il me feroit pourrir en une prison. Je ne conçois pas de raison pour qu'il ait une si grande antipathie contre moy, que celle de me voir aussi aimé qu'il est haï de tous le monde.» (881).

JOURNAL DE FIRELIN



De son côté, Michel Firelin, commis de la Compagnie et garde-magasin, avait, durant l'escalade des «Jeux», commencé un journal (882) où l'on trouve quelques détails sur la manière du gouverneur et les événements survenus dans l'île entre le 20 août et le 14 septembre 1690. On y lit entre autres choses que :

Le 22 août, Chauvigny et l'abbé Camenhen s'embarquent à Saint-Denis, dans la chaloupe «avec leurs hardes», pour se rendre à Saint-Paul et que le gouverneur fait sortir le sieur Leroy, son chirurgien, du cachot où il était depuis huit jours, pour avoir découché.

Le 25 août, fête de Saint-Louis, les habitants de Sainte-Suzanne, unis à ceux de Saint-Denis, «firent une décharge de mousquetterie de grand matin, et M. le gouverneur fit tirer sept coups de canon. Le Père Hyacinthe dit la messe. Les habitants accompagnèrent le Gouverneur à l'église avec leurs armes, et, après la messe, ils l'accompagnèrent jusqu'au logis et firent une descharge». Après quoi, «en vue de leur inspirer le respect» qu'il sentait bien baisser de jour en jour, M. de Vauboulon fit relire aux colons «la lettre que le Roy leur avait écrite».

* Signature de Firelin — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 12 mai 1690.

Le 4 septembre, par ordre du Gouverneur, les matelots rescapés du «*Saint-Jean-Baptiste*» partirent pour Saint Paul en vue de s'y embarquer sur les «*Jeux*».

Le 13 septembre, «j'appris, écrit Firelin, qui s'était rendu à Saint-Paul, que M. le Gouverneur avait fait oster les armes de M. de Seignelay et celles de la Compagnie qui estoient dans l'église de St. Paul, aux deux costez des armes du Roy». «Tous les ouvriers arrivèrent icy venant de Saint-Denis, disant que M. le Gouverneur les avait voulu tuer et qu'il ne vouloit pas les nourrir.»

Enfin, le 14 septembre 1690, M. Houssaye vint à terre, au petit matin, faire ses adieux et prendre le courrier, puis tous s'embarquèrent : «M. Dubois, capitaine du navire le «*Saint-Jean-Baptiste*», le sieur Constantin son lieutenant, et tous les autres officiers et matelos, faisant en tout le nombre de 33 personnes. De plus, M. Georges Camenhen, prestre, et Monsieur Gilbert de Blot de Chauvigny» (883). Le vaisseau emportait de nombreuses pièces qui auraient bien dû inciter les Directeurs de la Compagnie à intervenir au plus tôt afin d'éviter le drame que chacun pressentait : c'étaient une «cassette» pleine de dépêches, confiée aux «*Jeux*» le 11 septembre par Vauboulon, la longue lettre du Père Hyacinthe, une lettre de M. de Chauvigny, le rapport du capitaine Guillaume Houssaye, plusieurs plaintes des colons contre leur Gouverneur, le journal de Firelin, enfin un recensement des habitants de l'Ile, dressé à l'insu du Gouverneur, par le garde-magasin de la Compagnie.

LE RECENSEMENT DE FIRELIN

CETTE dernière pièce est particulièrement précieuse : elle fait connaître avec assez de précision la situation ethnographique de l'Ile Bourbon en 1690. Il résulte de ce document que la population blanche (blancs et assimilés) se composait alors de 55 hommes, 35 femmes et 113 enfants; la population noire, de 63 hommes, 26 femmes et 24 enfants; au total 316 âmes (884), non compris les quelque 20 hommes récemment arrivés par le «*Saint-Jean-Baptiste*», qui ne comptaient pas encore comme habitants définitivement installés à Bourbon.

Avant de connaître ce recensement qui n'existe pas à la Réunion, nous avons pu reconstituer, à l'aide des registres d'Etat-Civil et des pièces d'Archives locales, un décompte de la population en 1689, dont le résultat était sensiblement celui que fournit l'étude du recensement de Firelin. En effet, si l'on enlève de notre total 216, les 14 femmes malgaches citées, on obtient 202 comme chiffre de la «population blanche», contre 203, chiffre fourni par le recensement.

Voici les tableaux comparés de la population en 1686 et 1689, d'après l'Etat-Civil et les Archives locales :

	1686	1689
Français — Françaises	7 familles = 48 personnes	7 familles = 48 personnes
Français (nés dans l'Ile) (885) — Françaises (nées dans l'Ile)		2 familles = 5 personnes
Français — Françaises (nées dans l'Ile)	2 familles = 5 personnes	3 familles = 9 personnes
Hollandais — Française (née dans l'Ile)	1 famille = 2 personnes	1 famille = 2 personnes
Portugais — Française (née dans l'Ile)	1 famille = 2 personnes	
	57 personnes	62 personnes
Français — Portugaises des Indes	12 familles = 56 personnes	12 familles = 58 personnes
Vénitien — Métisse franco-portugaise des Indes née à Bourbon		1 famille = 3 personnes
Hollandais — Métisse franco-portugaise des Indes née à Bourbon		1 famille = 3 personnes
	56 personnes	64 personnes

	1686	1689
Français —		
Malgaches	15 familles = 69 personnes	14 familles = 72 personnes
Hollandais —		
Métisse franco-malgache née à Madagascar	1 famille = 2 personnes	1 famille = 2 personnes
Hollandais		
Métisse franco-malgache née à Bourbon		1 famille = 2 personnes
Portugais des Indes —	71 personnes	76 personnes
Métisse franco-malgache née à Bourbon		1 famille = 2 personnes
Célibataires	25 personnes	12 personnes
TOTAL	209 personnes	216 personnes

Voici un extrait du recensement de Firelin qui témoigne de la façon vivante et pittoresque dont il est rédigé :

« Quartier de St-Denis Le Sieur Carré-Talhoit, cy devant commis de la Comp^e marié à une femme de France, a quatre Enfants, tant de luy que du premier mary de sa femme, un garçon et trois filles, avec deux Nègres, dont un marié qui a un Enfant, et une vieille femme des Indes négresse.

Quartier de St-Paul Guy Royer, marié à une femme blanche, créolle de cette Isle, a quatre Enfants, deux garçons et deux filles, avec un nègre.

Quartier de Ste-Suzanne François Duhamel, garçon françois, fait valloir l'habitation du Roy, avec un vieil bon homme aussi françois.

Cotton Il y a quelques cottonniers dans l'Isle mais fort peu, lesquels rapportent de fort beau cotton et il faudrait pour cela des gens pour le cultiver et pour le filler.

Cire On en peut faire, mais comme les mouches sont sauvages dans la montagne et qu'il faut abattre les arbres où elles sont pour les avoir, à peine en fait-on pour entretenir les Esglises de siérges.

Sucre On en peut faire y ayant de fort belles cannes» (886).

LA CHRÉTIENNE DE BOURBON EN 1690

La situation religieuse se résume comme suit : l'île Bourbon dispose de trois églises rudimentaires qui se trouvent à Sainte-Suzanne, Saint-Denis et Saint-Paul; deux registres officiels pour les baptêmes ont été paraphés par le Gouverneur : l'un sert pour Sainte-Suzanne et Saint-Denis, l'autre pour Saint-Paul; il en est vraisemblablement de même pour les mariages, bien que seul l'en-tête du registre de Saint-Paul nous soit parvenu; pour les inhumations, le Curé de Bourbon utilisait un registre privé qu'il promenait de paroisse en paroisse, et qui n'a pas été recopié par la suite.

Dès son arrivée, le Père Hyacinthe prit la direction spirituelle de l'île; il signe les actes : «F. Hyacinthe de Quimper, Capucin, Missionnaire apostolique et Curé de l'île Bourbon». Doublé du Frère Antoine de Lannion, qui n'était pas prêtre mais faisait le catéchisme et soignait les malades, il semble qu'il résida tout d'abord à Saint-Paul, durant environ trois mois. Pendant ce temps, c'est «messire Georges Camenhen, prêtre» qui baptise à Saint-Denis le 8 janvier 1690 (887), et à Sainte-Suzanne le 7 février (888), mais sur la «prière» du Père Hyacinthe. Les textes ne nous rapportent plus aucune excentricité de la part de ce prêtre et nous permettent de croire qu'il se tint parfaitement tranquille jusqu'à son départ. (14 sept. 1690). Quant au «vieil religieux resté du navire portugais qui eschoua icy», porté sur le recensement de Firelin en 1690 comme demeurant en l'habitation du Roy à Sainte-Suzanne avec François Duhamel, jamais plus on ne le trouve en exercice et nous ignorons la date de sa mort.

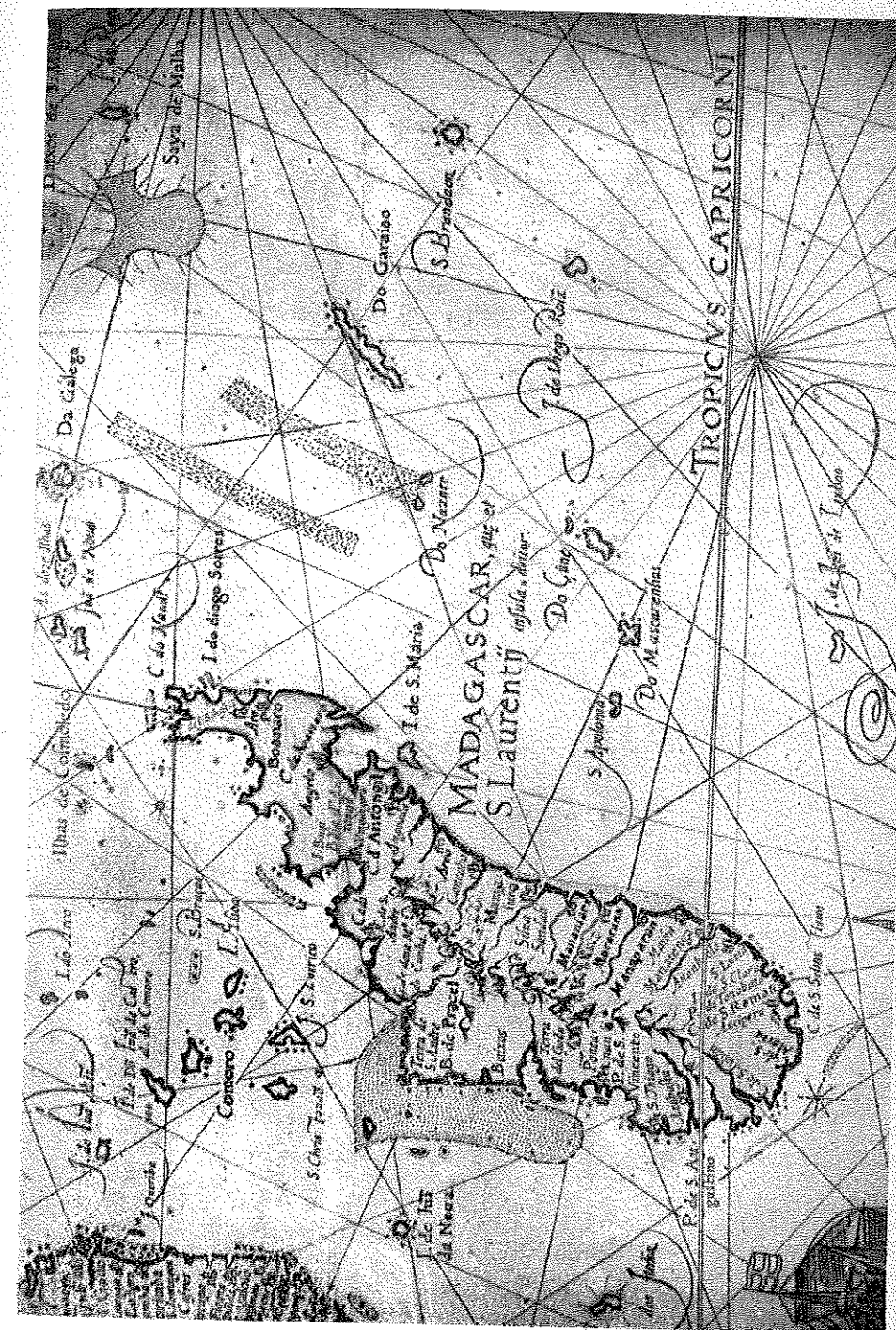
Dans la suite, le Père Hyacinthe, bien que résidant à St-Denis, fit la navette entre St-Paul et St-Denis : il est à Saint-Denis le 21 mai (889), à Saint-Paul les 15 — 16 et 28 juin (890), encore à Saint-Paul les 17 et 23 juillet (891), à Saint-Denis les 22 et 25 août, puis le 13 septembre (892). Le 9 juillet, il doit faire appel au Père Martial Kergoff, aumônier du navire les «Jeux» pour administrer un baptême à Saint-Denis, puis un peu plus tard à Sainte-Suzanne (893), tandis que le 20 août c'est l'abbé Camenhen qu'il délègue pour un mariage à Saint-Denis, (894). Celui-ci ayant rallié Saint-Paul le 22 août, y administre un dernier baptême le 5 septembre (895), avant de s'embarquer le 14 pour la France.

Le Père Hyacinthe, l'abbé Camenhen, le vieux Père portugais, le Frère Antoine, tels sont les quatre ecclésiastiques pour lesquels le curé de Saint-Denis réclamait quarante pots d'eau-de-vie, «10 pots pour chacun»; à moins que dans son calcul, il ait escompté la mort du prêtre portugais, le départ de l'ancien aumônier de l'«Oriflamme» et l'arrivée des deux nouveaux capucins qu'il réclamait.

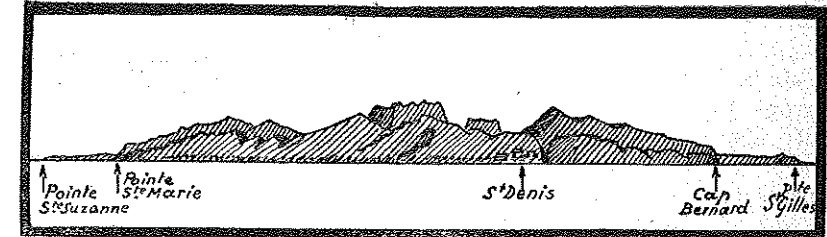
Il faut remarquer que c'est en l'année 1690 que l'on commence à utiliser le terme «esclave» (896) pour désigner le personnel noir des habitations. La minute de la concession accordée le 20 janvier 1690 à Athanase Touchard par Vauboulon, indique incidemment quelle était la condition de cette classe sociale, «celle des esclaves, dit le texte, qui n'ont rien en propre, et qui ne peuvent rien acquérir» (897). Au point de vue ecclésiastique, rien ne les différencie des autres habitants : leurs enfants sont baptisés comme les autres, et lorsqu'ils se marient, ils reçoivent «la bénédiction nuptiale en la messe» (898) comme quiconque. Nous pensons que cette nouvelle dénomination, donnée à Bourbon aux serviteurs noirs, est due à la parution en France, en l'année 1685, du Code Noir pour les Antilles et la Guyane (899). Connus des nouveaux arrivés, spécialement de Vauboulon, ceux-ci en auraient, à Bourbon, répandu l'esprit et les principaux articles. La culture du café nécessitera, plus tard, une abondante main-d'œuvre inexistante dans l'île. Pour se la procurer, la traite va s'établir sur une grande échelle. Une rédaction du Code Noir, particulière à Bourbon et à l'île de France, s'imposera. Elle se fera en 1723.

Couis.
Visa
Louis XV
Fleury
Phélypeaux

* Signatures de Louis XV, Fleury, Phélypeaux — Code noir autographe de 1723 — Ar. Co. Ré. dossier 47.



PORTION DE LA MAPPEMONDE
 INSÉRÉE DANS «HISTOIRE DE LA NAVIGATION DE LINSHOT (Édition 1638)».

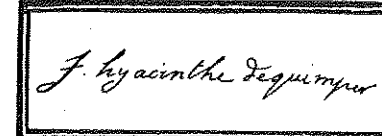


CHAPITRE DIXIÈME

LE DRAME

1690-1697

SIGNES AVANT-COUREURS



Dès que le navire les «*Joux*» eut mis à la voile, les faits se précipitèrent qui devaient amener, à bref délai, le plus sombre drame de l'histoire de Bourbon, sur lequel d'ailleurs la pleine lumière n'est pas encore faite. Le parti-pris, la passion partisane des auteurs ont tellement défiguré la réalité qu'il est totalement impossible de se faire une idée tant soit peu exacte des événements, sans retourner aux sources. La simple narration des divers épisodes, sans aucun commentaire subjectif, nous paraît être le meilleur procédé pour traiter ce sujet délicat. Grâce aux pièces du procès et des archives, il nous est permis de reconstituer avec précision l'emploi du temps des principaux antagonistes de cette affaire.

Le mois de septembre 1690 semble s'être terminé dans le calme. Le Père Hyacinthe vague à son ministère ; le dimanche 24, il est à Saint-Denis et y administre un baptême (900), le 29 il célèbre à Saint-Paul la Saint-Michel, fête autrefois chômée (901) ; au début d'octobre, on le retrouve à Saint-Denis (902), d'où il gagne Sainte-Suzanne.

Le 14 octobre, éclate à Saint-Denis le premier des incidents qui devaient dresser la population contre le gouverneur. Henri Brocus, hollandais d'origine, avait eu déjà maille à partir avec M. de Vauboulon : en juin il n'était sorti du cachot que « moyennant 30 livres, huit dindons

* *L'Ile Bourbon, telle qu'elle apparaît du large de St-Denis — d'après le dessin d'un journal de bord (1700?) — Ar. Co. Ré. Registre P pl. 13.*

* *Signature du R. Père Hyacinthe — Ar. Co. Ré. dossier 153 — 12 may 1692.*

et six cochons, 200 livres de ris, et le chapelet de sa femme» (903), nous l'avons dit. Cette fois, «pour avoir donné de l'oignon et de l'ail à quelques nègres des montagnes», le gouverneur «le condamna à faire l'amende honorable avec un écriteau sur le visage et sur le dos, portant : «protecteur des nègres «marrons», et à être ensuite attaché au carcan, ce qui fut exécuté dès la pointe du jour» (904). Ce procédé eut pour effet d'ameuter la colonie d'étrangers cantonnée surtout à Sainte-Suzanne.

Le mardi 17 octobre, le Gouverneur «alla au magasin — à Saint-Denis — et voulut obliger Firelin à changer l'ordre et la situation des marchandises. Celui-ci en fit refus, ne croyant pas que l'ordre de son magasin fut soumis aux lois du Gouverneur.» Emporté par la colère, Vauboulon jeta par terre les piles de marchandises, et, vivement interpellé par le garde-magasin, il alla jusqu'à le frapper de sa canne, en présence de plusieurs colons, qui témoignèrent plus tard que Firelin avait été traité «pis qu'un habitant» (905).

Ivre de colère, le commis de la Compagnie s'enfuit à Sainte-Suzanne où il rencontra le Père Hyacinthe, lui raconta sa mésaventure, et lui avoua qu'il voulait casser la tête [du Gouverneur] plutôt que de tomber entre ses mains.» Le Capucin apaisa Firelin et lui promit d'intervenir le dimanche suivant auprès de Vauboulon pour négocier la paix, mais le garde-magasin mit à profit les quelques jours de répit dont il disposait pour «soulever les particuliers et les engager en son parti, et les porter à arrêter leur gouverneur qu'il traitait de voleur et de tyran.»

Le dimanche 22 octobre, comme il l'avait promis, le Père Hyacinthe, «après la messe célébrée» à Sainte-Suzanne, prit la route de Saint-Denis, avec Firelin et s'entremet aussitôt auprès de Vauboulon en faveur du garde-magasin. Le Gouverneur, après quelque temps, parut apaisé et reçut Firelin : mais quand le moine eut pris congé et laissé Firelin seul avec son chef, Vauboulon, changeant soudain d'attitude, appela Bidon, son greffier, ferma la porte sur eux et «interrogea juridiquement ledit Firelin» sur une publication faite à l'issue de la messe de Sainte-Suzanne, sur le soulèvement qu'il avait fomenté auprès des ouvriers du magasin, et sur d'autres «faits qu'il lui reprocha aigrement jusqu'au point de le menacer du dernier supplice» (906).

Au sortir de cette entrevue, Firelin, fou de rage, chercha de plus belle à recruter des partisans, disant partout qu'il fallait se défaire du gouverneur. Celui-ci, devant l'agitation qui gagnait de toute part, décida d'appliquer l'article 9 de l'Ordonnance de M. de la Haye. Le 25 octobre, il obligea les habitants à faire «déclaration de ce qu'ils ont de hardes et marchandises [venant] du dehors, sous peine de confiscation et amende», et il envoya des shires saccager l'intérieur des habitations

et rompre les coffres pour savoir ce qu'ils contenaient. Une nouvelle vague de réprobation déferla contre Vauboulon.

Le Gouverneur aggrava encore la situation en produisant, le 3 novembre, une ordonnance de police qui contraignait les habitants à rentrer chez eux au plus tard à six heures du soir, sous peine d'amende et de prison. Le Père Hyacinthe était toujours à Saint-Denis, où il avait, le 31 octobre administré un baptême (907), et célébré les jours suivants, les fêtes de la Toussaint et des Morts. Appelé pour baptiser un enfant — Geneviève Damour — il est à Saint-Paul le 8 novembre (908) et y demeure une quinzaine de jours.

Pendant ce temps, les choses à Saint-Denis tournaient complètement à l'aigre. Firelin n'ayant pas couché une nuit dans sa maison, le gouverneur «fit un règlement par lequel il ordonna et fit publier que ledit Firelin paierait une pistole (= 10 livres), et chaque ouvrier un écu (= 3 livres) toutes les fois qu'ils seraient absents de leurs maisons après le coucher du soleil, et effectivement il envoya trois fois demander la pistole d'amende» (909).

La Présentation de la Vierge — 21 novembre — étant marquée comme fête au calendrier des Capucins, Firelin s'avisait de la faire célébrer par la population et fit sonner la cloche par Arzul Guichard pour assembler le peuple dans l'église, puis, en l'absence du prêtre, il commença la prière. «Le Gouverneur qui devait avoir défendu de solenniser la fête, envoya prendre Arzul et le fit mettre en prison. Firelin attroupa le peuple pour aller réclamer Arzul. Le Gouverneur les renvoya avec menaces et dit à Firelin qu'il était un séditionnaire, qu'il avait voulu soulever le peuple à Sainte-Suzanne, qu'il était allé à la tête des ouvriers pour lui faire insulte, et que, ce jour-là, il se trouvait à la tête des habitants pour faire la prière, contre son ordre, et qu'il y venait encore pour lui enlever Arzul; que son procès était fait, et qu'il serait pendu quand il y penserait le moins.»

Alerté par trois lettres successives de Firelin qui l'informait des faits et le suppliait de revenir à Saint-Denis pour mettre fin aux troubles, le Père Hyacinthe quitta Saint-Paul. «A son arrivée [à Saint-Denis] Firelin, du Hall et Barrière vinrent le trouver qui lui dirent d'un esprit ferme et résolu, qu'ils arrêteraient le gouverneur, que c'était une chose nécessaire, qu'ils avaient pris leurs mesures et tout disposé pour cela, que Royer, capitaine de Sainte-Suzanne, amènerait de nuit les habitants pour se saisir du gouverneur dans sa maison ou en allant à l'Eglise, et que c'était une résolution prise.. Firelin avait raison de tout craindre puisque le gouverneur l'avait assuré que son procès était fait et qu'il le ferait prendre quand il y penserait le moins» (910).

Le Curé de Bourbon envisagea un moment de s'en aller à Sainte-Suzanne afin de dégager sa responsabilité et de ne pas assister au forfait qui se tramait, mais à la réflexion, il résolut de demeurer à Saint-Denis pour empêcher les excès; il balança aussi à avertir le Gouverneur mais redoutant que son humeur irascible ne l'entraînât à des représailles d'une violence inconsidérée, il préféra laisser aller les événements; toutefois prévoyant «que si l'attaque se faisait à la Maison du Roi ou dans les rues, le Gouverneur, ses domestiques et ses amis ne se fussent mis en défense, ce qui eût causé un grand carnage dans lequel le Gouverneur eût indubitablement péri», il proposa que l'arrestation se fit «dans l'église, dans le temps qu'on serait disposé à entendre la messe ne doutant pas que la sainteté du lieu n'empêchât toute effusion de sang et les meurtres qui, hors de là, étaient inévitables.»

Duhal s'en fut à Sainte-Suzanne avertir Royer et les autres habitants, et le samedi soir, à minuit, tous arrivèrent à Saint-Denis chez Barrière, où l'on fit les derniers préparatifs. Robert Duhal, Julien Robert dit Laroche, Marc Vidot et Barrière furent désignés pour procéder à l'arrestation.

L'ARRESTATION DU GOUVERNEUR

Le dimanche matin 26 novembre, vingt-septième et dernier dimanche après la Pentecôte, Saint-Denis s'éveilla dans son calme habituel. La cloche de la chapelle sonna bientôt à toute volée pour appeler les habitants à la messe. En se rendant de la cure à l'Eglise, le Père Hyacinthe avait été accosté par trois des conjurés, mais c'est en vain qu'il combattit leur résolution; ils retournèrent trouver Firelin qui encourageait alors les ouvriers et tous ses partisans, en leur servant libéralement de l'eau-de-vie.

Lorsque Vauboulon se rendit à l'office, il fut bien un peu étonné de voir aux abords de la chapelle, sur l'esplanade où se dressent aujourd'hui les bâtiments de la Préfecture, une foule inaccoutumée et des gens de Sainte-Suzanne. Le Père Hyacinthe, vêtu de l'aube, se tenait debout au pied de l'autel, semblant attendre l'arrivée du gouverneur pour commencer ses fonctions. Habert de Vauboulon entra dans l'église, gagna dans le chœur la place réservée au représentant du Roi et s'agenouilla. Aussitôt les quatre hommes désignés d'avance se jetèrent sur lui : Robert prit son épée, Duhal et Vidot le maîtrisèrent, Barrière lui lia les mains. Il s'écria : «Mon Père! Mon Père! on m'assassine!», à quoi le Père Hyacinthe se tournant, répondit d'abord : «Ne craignez point, Monsieur, on n'en veut pas à votre vie; laissez-vous conduire, vous n'aurez aucun mal.» Firelin était au fond de l'église, l'épée au côté et deux pistolets en main, escorté des ouvriers, des habitants de Sainte-Suzanne et de ceux de Saint-Denis, tous criant sus au gouverneur! Le se-

crétaire de Vauboulon, Jean Bidon, esquissa un mouvement de défense : il tira son épée et frappa l'un des assistants, mais l'hostilité de la foule l'empêcha d'insister. Sentant qu'un massacre devenait imminent, le Curé de Bourbon changea d'attitude et prit résolument la tête de la conjuration. Il ôta son aube à la hâte : «Amarrez-moi ce coquin, criait-il, ce voleur et ennemi de la couronne et du public», puis, s'armant de la baguette du sacristain il fraya, dans la foule, une place au cortège : Vauboulon, étroitement entouré par les conspirateurs et suivi des habitants, fut conduit à la Maison du Roi, où Firelin le fit mettre aux fers et jeter au cachot.

Après quoi, dans l'allégresse, on revint à l'église où la messe, célébrée solennellement, fut suivie du chant du «Te Deum», puis, comme aux jours de grande fête, on hissa le pavillon royal qui fut salué de sept coups de canon, et l'on but force bouteilles de vin, empruntées sans doute, par Firelin, aux magasins de la Compagnie (911).

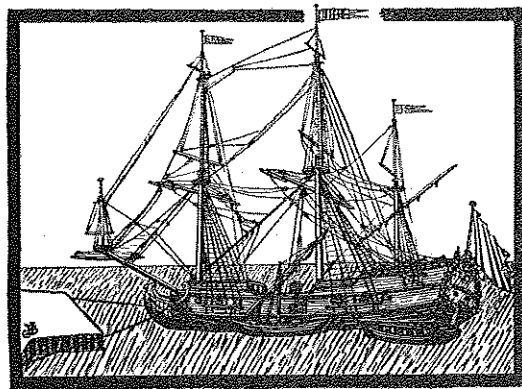
Le jour même un long procès-verbal du coup d'état du 26 novembre 1690 rédigé tout entier de la propre main du garde-magasin, fut signé avant tous par «Hyacinthe de Qumper, capucin, missionnaire et curé de l'Isle de Bourbon», cependant qu'une lettre du même portait pour Saint-Paul; le Capucin informait les habitants de ce qui s'était passé à Saint-Denis, déclarait nettement que c'était lui qui avait fait mettre le Gouverneur au cachot, et ajoutait : «Je suis dans l'Isle pour répondre de ce que j'ai fait au commissaire du Roy que j'attends, Dieu aidant, pour le plus tard au mois de septembre prochain. . . Je vous prie, ajoutait-il, à la fin de sa missive, comme très bons et très fidèles serviteurs de sa Majesté très Chrétienne, de vous tenir paisiblement en vos maisons et de vous mêler en rien dans cette affaire, car qui bougera ou parlera contre, sera mis au cachot comme rebelle au Roy et ennemi du repos et du bien public» (912). En même temps les ordonnances de Vauboulon étaient rapportées, et notamment, l'entière liberté de la chasse était rendue à tous. Les quelques partisans du gouverneur, tels que Bidon, son secrétaire, La Citerne son valet, et Paul Désiré, maître de chaloupe, furent envoyés en résidence forcée à Saint-Paul, avec interdiction de venir à Saint-Denis où ils auraient pu échafauder quelque tentative d'évasion pour leur maître.

Vraisemblablement accaparé par le souci des affaires publiques, le Curé de Bourbon paraît avoir interrompu son ministère pendant deux mois : aucun acte de baptême, ni de mariage, ne porte la date de décembre 1690 ou janvier 1691. C'est alors que se fit, sur l'initiative des chefs des révoltés, une enquête sur les déprédations du gouverneur (913) et que les habitants offrirent au Capucin de prendre le gouvernement de l'Isle. Il se refusa, alléguant son âge et son état de mis-

missionnaire. Il proposa Firelin «comme étant le plus distingué, qui, d'ailleurs était commis et préposé par la Compagnie des Indes à la direction de (son) commerce dans le pays» (914). Lorsque l'ordre fut assuré, le prêtre reprit ses courses apostoliques: les dimanches 4 et 11 février 1691, il célèbre à Saint-Paul et y administre deux baptêmes (915). Peut-être en profita-t-il pour s'assurer que les colons ne repousseraient pas son candidat-gouverneur. C'est à cette époque que fut écrite par le Père Hyacinthe à Firelin, une lettre non datée où il dit: «Je m'aperçois, dans toutes les maisons de St. Paul, ou peu s'en faut, qu'ils ont à présent des tasses d'argent à boire, et leur ayant demandé d'où ils les avaient eues, ils m'ont répondu qu'ils les ont il y a longtemps, mais qu'ils les cachaient lorsqu'ils virent que M. de Vauboulon prenait et s'accommodait de tout» (916).

Le dimanche 18 février (917), il est de retour à Saint-Denis pour plus d'un mois (918) et il en profite alors pour faire élire Firelin, commandant de Bourbon, le dimanche 4 mars 1691 (919).

RÉPUBLIQUE A «L'ILE D'EDEN» ?



Quelques jours plus tôt une escadre française était passée au large de Mascarin, mais les vents du Sud-Est l'avaient empêchée d'aborder l'île et d'y accomplir la mission dont elle était chargée; ce fut un malheur car elle eut pu fournir un successeur à Vauboulon et le repasser en France. Nous avons relaté plus haut le

départ de Lorient, le 24 février 1690, d'une flotte commandée par Abraham Duquesne-Guiton (920). A son expédition se rattache une tentative qui, si elle eût réussi, aurait probablement changé le cours de l'histoire de Bourbon. En effet, après la révocation de l'Edit de Nantes, les protestants français réfugiés en Hollande et ayant à leur tête le marquis Henri du Quesne, l'un des fils du Grand du Quesne, résolurent de fonder une république calviniste dans une «Ile d'Eden» qui devait être l'une des Mascareignes, de préférence Bourbon (921). Afin d'attirer les émigrants, le chef de l'entreprise fit imprimer un prospectus élogieux

* Vaisseau du XVIII^e siècle, d'après un dessin de Jouss — Bibliothèque Nationale, Estampes (45).

inspiré de la relation de Dubois (922), et il se mit en peine d'armer des vaisseaux à Amsterdam, lorsqu'il apprit qu'une escadre française était partie pour les Indes sous le commandement de son cousin Abraham Duquesne-Guiton. Celui-ci d'ailleurs avait reçu des ordres formels concernant Mascarin: une lettre du Roi, datée de «Versailles 14 janvier 1690» donnait au chef d'escadre les instructions suivantes:

«Sa Majesté est informée que les Srs Duquesne frères, fils du feu Sr. Duquesne, lieutenant général de ses armées, retirés en Hollande, y arment trois vaisseaux sur lesquels ils embarquent quelques familles de réfugiés français dans le dessein de s'aller établir à l'île de Bourbon elle veut qu'en cas que le temps auquel le Sr. Duquesne partira, des Indes lui permette de passer à la dite île Bourbon pour s'y rafraîchir, il emploie les forces qu'il commande pour en chasser les Srs Duquesne frères s'il trouve qu'ils soient arrivés. Il rencontrera pour cet effet des facilités avec les anciens habitants qui sont tous catholiques.» (923)

Eut-il vent de ces ordres? Toujours est-il que Henri Duquesne sembla renoncer partiellement à son projet: il se contenta d'envoyer à la découverte une petite frégate, l'«*Hirondelle*» qui fit voile d'Amsterdam le 10 Juillet 1690, six mois après l'escadre française. Celle-ci après une croisière dans le golfe du Bengale avait quitté Pondichéry le 24 Janvier 1691 pour rentrer en Europe en passant par Bourbon; mais ayant subi divers contretemps, les navires français se virent contraints de passer au large de Mascarin, sans s'y arrêter le samedi 24 février, quelques jours avant l'élection du nouveau commandant de l'île. Ils devaient rallier les côtes de France le 20 Août 1691 après avoir touché l'île de l'Ascension (5-7 mai) et la Martinique (4 juin-3 juillet) (924).

Quant à l'«*Hirondelle*» elle avait fait escale au Cap du 27 janvier au 5 février 1691, et ses passagers y apprirent que l'île Bourbon était toujours occupée par les Français. Après avoir subi un violent ouragan au début de mars, la frégate fut en vue de Mascarin le 3 avril (925). Malgré le vent, le petit bâtiment put s'approcher suffisamment de terre pour inspecter les lieux. Parmi les dix volontaires qu'elle portait, se trouvait un bourguignon quinquagénaire, François Leguat, qui fit de ses aventures une relation où il écrit à propos de Bourbon: «De l'endroit où nous nous arrêtaâmes pour jeter les yeux pendant quelques moments sur cet admirable pays, nous en découvrîmes diverses beautés. Des montagnes s'élèvent vers le milieu, mais toute la partie de l'île qui se présentait de notre côté nous parut être un pays presque uni. Et nous pouvions aisément discerner l'agréable mélange de bois, de ruisseaux et de plaines émaillées d'une ravissante verdure. Si notre vue était parfaitement satisfaite, notre odorat ne l'était pas moins, car l'air

était parfumé d'une odeur charmante qui venait de l'île et qui apparemment s'exhalait en partie des citronniers et des orangers qui y sont en grande abondance. Nous fûmes tous également frappés de cette suave odeur, à une certaine distance de l'île. Quelques-uns se plaignirent agréablement que ces parfums les avaient empêchés de dormir, et d'autres dirent qu'ils en avaient été si embaumés qu'ils se sentaient rafraîchis comme s'ils avaient été quinze jours à terre.»

Il ajoute plus loin : «Ce fut donc à notre très grand regret, je le dirai encore, que nous nous vîmes éloigner de cette île charmante que nous avions tant de fois désirée. Dans notre faiblesse et dans notre douleur nous consentîmes à ce que nous ne pouvions empêcher, et le commandant de notre «*Hirondelle*» s'efforça de nous persuader qu'il nous mettrait dans un lieu qui ne le céderait en rien à celui qui nous avait semblé si beau. Il n'y avait que cent cinquante lieues à faire pour trouver cette île nouvelle, mais les vents nous furent si contraires que nous ne fîmes que louvoyer pendant un mois entier» (926). Effectivement l'«*Hirondelle*» aborda le 30 avril 1691 à l'île Rodrigue où elle débarqua ses colons qui n'étaient d'ailleurs pas au bout de leurs aventures; une embarcation de leur fabrication leur permettra de quitter leur «Eden» pour Maurice, d'où ils gagneront les Indes. L'«*Hirondelle*», au retour, toucha Maurice, puis Bourbon le 25 août 1691, mais les habitants de Saint-Paul ne permirent pas à l'équipage de descendre à terre; après une relâche à Madagascar et au Cap de Bonne Espérance, la frégate fut capturée par un vaisseau du Roi de France l'«*Adroit*», et amenée à la Rochelle (927).

DEUX MORTS AU TABLEAU

La plupart des habitants virent, les uns avec curiosité, d'autres avec appréhension, ce navire qui s'efforçait d'approcher des côtes; mais tous, assurément, ressentirent une profonde amertume, lorsqu'après avoir observé le rivage, l'«*Hirondelle*», cédant au vent, repartit légèrement sans aborder.

Firelin était alors, ainsi que le Père Hyacinthe, à Sainte-Suzanne pour un baptême qui avait eu lieu le 2 avril et il faut remarquer que le nouveau commandant, malgré sa récente élection, se dit encore «*commissaire de la Compagnie Royale*» (928).

La vie reprit monotone; chacun s'affairait sur ses concessions, Firelin assumant à la fois la charge de commandant pour le Roi, et de garde-magasin pour la Compagnie, Hyacinthe continuait son va-et-vient entre les trois paroisses : le dimanche de Pâques, 15 avril, il est à Saint-Denis, les 22 et 24 à Saint-Paul (929), le dimanche 27 à Sainte-Suzanne (930). Le dimanche 17 juin, on le retrouve à Saint-Denis (931), mais à Saint-Paul où il dut se rendre pour la fête patronale (29 juin), il passe tout le mois de juillet (932). En août, le Capucin est à Sainte-Suzanne

(933) mais le 4 septembre il est à Saint-Denis (934), et le 6 à Saint-Paul (935). De nouveau à Sainte-Suzanne le dimanche 11 novembre, (936) il retourne à Saint-Paul pour le dimanche suivant et y demeure un mois (937). Ces diverses constatations, puisées aux archives, nous permettent d'affirmer que le curé de Bourbon résidait alternativement à Saint-Paul et à Sainte-Suzanne, et qu'il n'administrait les sacrements à Saint-Denis qu'au passage, en se rendant de l'une à l'autre de ses résidences.

C'est pendant ce dernier séjour du Capucin à Saint-Paul, qu'eut lieu, à Saint-Denis, l'arrestation de La Citerne, domestique de Vauboulon, par Firelin (938). Celui-ci «*écrivit au Père et lui manda qu'il avait fait emprisonner La Citerne parce qu'il avait été averti par un nommé Emmanuel de Mota, Portugais, qu'il avait fait complot de l'égorger (Firelin) en soupant, de mander le Père pour assister le dit Firelin qu'on dirait être tombé malade et qu'on lui en ferait autant; qu'on manderait le Père, sur lequel on tirerait, dans le chemin de St-Paul à St-Denis, deux ou trois coups de mousqueton, et qu'ensuite on tirerait aisément de prison le gouverneur*» (939). Le Père Hyacinthe avait déjà eu vent des desseins du valet, car le 28 octobre, il lui avait adressé une missive où il l'invitait à rester à Saint-Paul, à ne pas aller à Saint-Denis où il aurait sans doute l'imprudence d'essayer de voir son «*bon maître, si sage, si honnête, si bienfaisant à tous*. . . » (940). Firelin, dans sa lettre, pria le «*dit Père, de se rendre au plus tôt à Saint-Denis et d'y amener les habitants de Saint-Paul, parce que ceux de Sainte-Suzanne qu'il avait mandés, s'y trouveraient aussi*». Le Commandant ne disait pas pourquoi il rassemblait ainsi les colons, cependant «*le Père obéit à la lettre, il mène avec lui une partie des habitants, qui, avec ceux de Saint-Denis et de Sainte-Suzanne informèrent de l'attentat et condamnèrent La Citerne à tenir prison, jusqu'à ce qu'il fût arrivé quelque vaisseau de France*» (941). Ceci se passait après le dimanche 2 décembre (942).

Le Capucin reprit son ministère itinérant: le 14 décembre il est à Sainte-Suzanne (943) et y reste jusqu'en janvier (944); le lundi 21 janvier il fait un baptême à Saint-Denis (945); en février il est à Saint-Paul (946). C'est là qu'une autre lettre de Firelin l'atteignit, qui lui apprenait un nouveau méfait de La Citerne: il avait essayé de soudoyer son geôlier, et le Commandant alerté, avait trouvé «*la serrure de la porte presque détachée*»; le commis réclamait une fois de plus la présence urgente à Saint-Denis du Père et des habitants de Saint-Paul. Le moine, ne pouvant immédiatement se déplacer, suggéra à Firelin par lettre du 21 février 1692, de soumettre La Citerne à la question, afin de connaître le nom de ses complices.

Quand le Père Hyacinthe put se mettre en route avec les gens de Saint-Paul, il laissa ceux-ci à Saint-Denis et poursuivit son chemin jus-

qu'à Sainte-Suzanne, où il administra un baptême le mardi 5 mars (947). Retiré «dans son hospice pendant le jugement» qui eut lieu le 6 à Saint-Denis, à plusieurs lieues de distance, le Capucin «ne sollicita ni la mort, ni la vie, mais laissa un cours libre à la justice» (948) que rendait un groupe de trente-huit colons. Le Tribunal se prononça pour la peine capitale, mais comme on ne voulait pas laisser le condamné mourir sans les secours de la religion, il fallut bien le conduire jusqu'à Sainte-Suzanne où résidait le prêtre. «L'accusé fut conduit à la chapelle, lié; le père le confessa et le reconfessa plusieurs fois; il l'exhorta à souffrir la mort patiemment, comme c'était son devoir.» L'exécution eut lieu le jour même: La Citerne fut passé par les armes. Aussitôt après, le soir du 6 mars 1692, Hyacinthe écrivait à Firelin, demeuré à Saint-Denis, qu'il avait fait assembler les membres du tribunal chez Antoine Royer, capitaine de Sainte-Suzanne, «ils signèrent tous les papiers de grand cœur» écrit-il; il s'agit là de la sentence de condamnation et du procès-verbal d'exécution de La Citerne, que les trente-huit juges improvisés venus des trois quartiers de l'île, marquèrent soit de leur nom, soit d'une croix (949). Ni Firelin, ni Hyacinthe n'ont signé ces pièces.

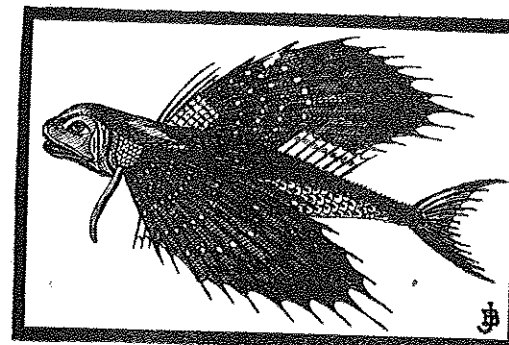
Le Curé de Bourbon repartit presque aussitôt : le dimanche suivant 10 mars, il est à Saint-Denis (950), et le 18 à Saint-Paul (951). Peut-être y demeura-t-il pour les fêtes de Pâques, le 7 avril; en tout cas on l'y voit de nouveau le dimanche de quasimodo 14 avril (952). Pour la fête de Saint-Paul, le 29 juin, il s'y rend encore (953), ainsi qu'en juillet (954) et en août (955). C'est là que l'atteignit la nouvelle de la mort de l'ex-gouverneur Vauboulon, survenue subitement au matin du dimanche 18 août 1692. Le Père Hyacinthe en dressa l'acte dans les registres de Saint-Paul, dans les termes suivants:

«Le dix-huitième d'août 1692, Henry Habert, sieur de Vauboulon, gouverneur de la part du roy en cette isle de Bourbon, fut trouvé mort d'une maladie de deux mois, en la prison de Saint-Denis, où il était depuis le 26^e novembre 1690, pour les mauvais traitements et les vexations exorbitantes qu'il faisait au peuple, ayant le même jour appris cette triste nouvelle, j'assemblay incontinent tous les habitants de ce quartier de l'isle (St. Paul), où je me trouvais alors, pour leur en faire part, et le lendemain, mesme mois et mesme année que dessus, je lui fis un service avec messe, où l'on fit cinq coups de mousqueterie. En foy de quoy, je soussigne F. Hyacinthe de Quimper, capucin missionnaire et curé de l'isle de Bourbon» (956).

Après avoir ainsi rendu, le lundi 19 août, les derniers devoirs à l'infortuné gouverneur, le moine se hâta de rejoindre Saint-Denis; il s'y

trouva le 24 (957). Le bruit courut que Vauboulon avait été empoisonné. Guët affirme que le Père Hyacinthe fit pratiquer l'autopsie, mais qu'on ne trouva aucune trace de poison. S'il est vrai qu'il avait les poumons gastés, son long séjour en prison et sa maladie de deux mois expliquent suffisamment cette mort rapide. Mais, tenace, le doute a subsisté. En 1710, Antoine Boucher reprendra l'effroyable accusation contre les «Antiens» habitants de Bourbon: «Personne n'ignore, écrira-t-il, que vous l'avez tenu une année entière dans un cachot noir, les fers aux pieds et aux mains, comme un misérable forçat ou voleur de grand chemin, et que, lassé de le garder dans cette pitoyable situation, vous l'avez empoisonné sans vouloir, quelques instances qu'il vous fit, Luy permettre de se concilier à Dieu par les sacrements de pénitence» (958).

RESTITUTIONS POSTHUMES



A peine M. de Vauboulon eut-il fermé les yeux, que tous ses créanciers affluèrent à Saint-Denis pour se faire régler sur sa succession. A eux se joignirent ceux qui se considéraient spoliés par les exigences financières de l'ex-gouverneur lors des concessions ou des na-

turalisations qu'il avait accordées; les objets ravis retrouvèrent leurs légitimes propriétaires. Ces restitutions posthumes commencèrent dès le 26 août 1692 et se prolongèrent jusqu'en 1693, chacun des bénéficiaires laissant au «Sr. Firelin, commandant de cette Isle Bourbon», un reçu en bonne et due forme de ce qu'il avait récupéré. Il faut noter que les quittances qui se rapportent aux concessions contiennent une clause anormale qui sera plus tard source de difficultés; on ne sait dans quel but, Firelin fit spécifier que les intéressés renonçaient «au contrat dudit S. de Vauboulon comme nuls», ce qui, juridiquement, annulait les concessions, alors que les sommes remboursées n'avaient absolument aucun rapport avec les contrats, puisque c'étaient des sommes extorquées à leur occasion, mais non mentionnées dans les pièces.

Jacques Maillot, Jean Blocman, recouvrèrent chacun 24 livres illégalement exigées au moment de la signature de concessions dont ils

² Le Trigle, poisson venant

étaient bénéficiaires; Jacques Barrière, 27 livres; Jacques Lauret, Guy Royer, Gilles Dennemont, Antoine Royer, Georges Damour, chacun 30 livres; Antoine Bellon, 36 livres; Athanase Touchard, 50; Julien Dailleau, 54; Pierre Martin, 60; Julien Robert, 72; François Mussard, 75; Antoine Payet, 84; Gilbert Wilman, 105; François Riequebourg, 150; Pierre Hibon, 180; Gilles Launay, en la personne de son gendre Jacques Auber, 240 livres; Lezin Rouillard et René Hoarau 165 livres à eux deux; Jacques Lauret se fit en outre payer «la somme de 85 livres dix sols tournois» «m'ayant esté, dit-il, injustement retenue par Mr. de Vauboulon, cy-devant gouverneur pour le Roi en cette isle, pour le nombre de cent quatorze journées de mon travail à raison de 15 sols par jour, tant pour l'avoir habillé que tout le monde de sa maison, et même fourny de soie». Paul Désiré récupère «quatorze aulnes de toiles étroite de celle de Mr. de Vauboulon, lui ayant rendu service»; Jean-Pitre Selim, dit Macaste, recouvra ses «trente-six livres tournois et une pièce de satin noir»; Jean Brun ses «deux matelats»; Talhoit son «cabinet des Indes». Julien Dailleau se fit payer «douze livres tournois pour quatre aulnes de damas blanc»; Samson Lebeau, 36 livres pour diverses marchandises. Guillaume Boyer, représenté par François Duhamel, 12 livres pour 400 livres de riz; Marc Vidot, 26 livres pour 200 livres de blé et 200 livres de riz. J. Bidon reçut 6 livres puis 100 livres. Emmanuel de Matte 25 livres 10 sols, puis 30 livres; Gilbert Wilman 105 livres; Pierre Martin, 148 livres; le Roy, 9 livres, puis 140, on ne sait trop pourquoi. Une pièce — le reçu de J. Bidon — laisse entendre qu'après la mort du Gouverneur, il y eut non seulement un inventaire de ses effets, mais encore vente de certains objets, en vue de réaliser sa succession (959).

LE «COMMANDANT» FIRELIN

C'EST en l'année 1692 que Firelin, «commis» — il avait d'abord écrit «Commandant» — commença de rédiger son «Mémoire» fait au sujet de l'Isle de Bourbon» (960) qui atteste qu'il était doué d'un esprit avisé et pratique. En «faisant le tour de l'isle», il étudie les côtes et les travaux qui pourraient améliorer la «Rivière d'Abord», où écrit-il, la chaloupe que j'ay fait faire y a entré plusieurs fois laquelle a 224 pieds de quille». Il vante Saint-Denis, sa rade, son climat. Il énumère les productions de Bourbon plus complètement qu'il ne l'avait fait dans son premier «estat» de 1690; préconise la culture de la canne à sucre, à condition que des «gens entendus» viennent organiser des «sucreries»; signale que les habitants font leur vendange toute l'année et en nourrissent leurs animaux», mais qu'ils ne savent tirer des cannes que la «raque» et qu'ils man-

quent d'alambics. «Le tabac, le blé, le ris», «presque toutes sortes de légumes», la vigne, le coton, «viendront bien», si des spécialistes apprenaient aux colons à en tirer parti. Firelin dénombre tout ce qui fait défaut à la population, en un «Estat de ce qui est nécessaire dans l'isle...»

- «quelques ingénieurs ou architectes pour les travaux,
- «un apothicaire qui connaisse bien les simples et en apporte des graines,
- «un ou deux maîtres escrivains pour instruire la jeunesse,
- «deux femmes ou filles vertueuses qui instruisent celles de l'isle et qui sçachent travailler,
- «deux petites cloches» aussi et toute une longue suite d'objets d'usage courant.

Le passage du «Mémoire» de Firelin qui concerne les «Cocos et arêques» est plein de saveur. «Il y a, dit-il, des arbres de cocos et depuis que nous sommes dans l'isle, les habitants en ont beaucoup planté quand ils en ont pu avoir du Père Hyacinthe comme étant dans son jardin, car il faut estre de ses amis pour en avoir. Du temps que j'en estoie (de ses amis), il m'en donne cinq ou six (noix), que je fis planter, mais du depuis je n'en ay pas pu avoir; il y a aussi deux arbres d'arrêque desquels on ne fait point d'estat» (961).

Ce texte nous permet de constater que l'accord ne dura pas longtemps entre le jeune commandant et le vieux capucin. Jusqu'à la mort de Vauboulon il y eut entre eux, nous l'avons vu, échange de correspondance car il était naturel que Firelin s'aidât de l'expérience et de l'autorité du pasteur de l'île. Mais la disparition du gouverneur lui enlevant toute crainte immédiate de perdre le pouvoir, le poussa peut-être à négliger les avis de son mentor. En tout cas, il ne paraît plus comme parrain ou témoin sur les registres de catholicité. Firelin, qui n'avait que vingt-cinq ans et était célibataire, se lia avec des colons de son âge et compromit sa précaire autorité dans de fâcheuses aventures; d'ailleurs les actes de son gouvernement sont extrêmement rares; une seule concession autographe nous est venue de lui et nous fournit sa signature: celle qu'il accorda, le 12 mai 1693, à Jean Brun et Jean Perrot, en remplacement de Robert à la Ravine des Chèvres (962); il est fait mention dans un autre titre d'un «contrat du sieur Firelin» avec le sieur Julien Dailleau au sujet d'une terre «entre les deux Rivières Saint-Jean» (963); il aurait aussi autorisé Pierre Hibon à prendre un terrain à Saint-Gilles pour y élever des animaux (964). Il semble avoir incité les habitants à faire de l'élevage dans le but d'obvier aux inconvénients de la liberté de la chasse, et pour compenser la dévastation

du gibier. Comme nous l'ont montré ses relations avec Vauboulon, Michel Firelin n'était pas d'un caractère facile; l'habitude du commandement ne fit qu'accentuer ses dispositions naturelles, et, comme son prédécesseur, il en vint trop souvent au cours des discussions, à donner des coups de canne. «Abusant de l'autorité qui lui avait été accordée dans l'Ile, et faisant aussi des exactions» (965), il finit par fatiguer ses administrés, qui, peut-être conseillés par leur chef spirituel, se soulevèrent contre lui, et, après avoir assiégé pendant trois jours la maison du commandant, le forcèrent à capituler et à résigner ses pouvoirs (29 avril 1694). «Poursuivi par les habitants», il fut «obligé de se réfugier dans les montagnes» (966). Son «exil ne se prolongea pas, puisque nous le voyons le 13 juin épouser une fille d'Antoine Royer, Marguerite, le jour même où la sœur de celle-ci, Geneviève, se mariait avec Jean-Baptiste Bidon, l'ancien secrétaire de Vauboulon.

Il se peut qu'après l'abdication de Firelin, le Père Hyacinthe ait momentanément exercé le commandement et organisé quelques battues contre les noirs «marrons»: selon certains, il aurait vigoureusement poursuivi les fuyards jusqu'à la Plaine des Cafres. Le nom du «Piton Hyacinthe», au-dessus du Tampon, serait un souvenir de cette randonnée, mais rien n'est moins certain, historiquement.

Les deux mariages Firelin-Royer et Bidon-Royer, du 13 juin 1694, se firent lors de l'un des très rares séjours à cette époque, du Père Hyacinthe dans la Partie-du-Vent. En effet, après la mort du Gouverneur et la prise effective du pouvoir par Firelin, le Capucin semble délaisser de plus en plus Sainte-Suzanne et Saint-Denis pour se cantonner à Saint-Paul. Les vingt actes de mariages et de baptêmes que nous avons de lui pour 1693, montre qu'il ne se rendit, de façon certaine, à Sainte-Suzanne, qu'une seule fois dans l'année, le 25 novembre (967), et peut-être aussi une fois à Saint-Denis, le 18 septembre (968). Pendant l'année 1694, après la démission de Firelin, le Père paraît à Sainte-Suzanne le 20 mai, mais dans la suite il ne s'y montrera plus. En juin et juillet, il se rend encore une fois à Saint-Denis pour une série de six mariages, dont ceux de Michel Firelin et de Jean-Baptiste Bidon (969); mais c'est pour la dernière fois comme l'attestent les vingt-neuf actes de l'année 1694. Jamais plus il ne quittera Saint-Paul entre juillet 1694 et juillet 1696, date où il cessera d'exercer à Bourbon, et les habitants de Sainte-Suzanne, Sainte-Marie et Saint-Denis durent se déplacer jusqu'à Saint-Paul pour les baptêmes et les mariages.

L'explication de cette attitude, si contraire aux habitudes antérieures du missionnaire, se trouve dans une «observation» qu'il a insérée au registre des Baptêmes pour les Paroisses de Saint-Denis et de Sainte-Su-

zanne. Cette note montre qu'un groupe d'opposition violente s'était constitué à Sainte-Suzanne contre le prêtre, autour d'Antoine Royer et de ses gendres, Bidon, Vidot, Firelin. Voici le texte: «Cet enfant (il s'agit de «François Daillaut, né le 3 décembre 1694, de Julien Daillaut et de Louise Fonsèque, de Ste-Suzanne») a été dix-sept mois sans être baptisé, par malice de son père et de sa mère, qui voulait avoir pour parrain Jean-Baptiste Bidon, homme qui n'avait pas fait ses Pâques, qui empêchait les noirs du Roy de faire leurs Pâques et de baptiser leurs enfants, ainsi que Marc Vidot, Anthoine Royer, la fille de Royer (Marguerite Royer, mariée à Firelin) dont les enfants ont un an passé et sont encore sans baptême, et ce Jullien Daillaut, dit la Rose, n'y aurait encore pas baptisé son enfant, n'y était qu'on demande sa fille (Marguerite Daillaut) et celle de sa femme (Monique Vincendo) en mariage, ce que j'ai refusé de faire que cet enfant n'eut été premièrement baptisé» (970).

Le Curé eut finalement gain de cause: François Dailleau, né le 3 décembre 1694 à Sainte-Suzanne fut porté à Saint-Paul pour y être baptisé le 7 mars 1696 (971). Le 9 juin 1696, furent baptisés ensemble à Saint-Paul toujours: 1/ — Michel Firelin, né à Sainte-Suzanne le 14 avril 1695 de Michel Firelin et Marguerite Royer (972) 2/ — Baptiste Royer, né à Sainte-Suzanne le 18 avril 1695 d'Anthoine Royer et Marguerite Texère (973); 3/ — Geneviève Vidot, née à Sainte-Suzanne le 8 octobre 1695 de Marc Vidot et de Marie Royer (974). Enfin pour clore ce retentissant Canossa, Victor Riverain et Marguerite Dailleau, François Garnier et Monique Vincendo, s'unissaient le 12 juin 1696 à Saint-Paul (975). Baptêmes et noces avaient dû se déplacer de douze lieues!

LE DIRECTOIRE DE SAINT-PAUL



Il faut dire que, lors de ces événements, Firelin n'était plus à Bourbon. En novembre 1694, le navire les «Joux» avait de nouveau jeté l'ancre devant Saint-Paul, parti de France en avril. Après le coup d'état qui avait dépouillé Firelin du pouvoir, les gens de Saint-Paul avaient constitué une sorte de Directoire chargé de régenter le pays, mais le Conseil des Six Anciens de Saint-Paul voyait son autorité contestée, spécialement par les habitants de la Région du Vent. Ils demandèrent l'appui du nouveau commandant

* Signature de L. Rouillard .. Ar.Co.Ré dossier 118

des «*Joux*», M. de Prades (976). Celui-ci, à la date du 3 décembre 1694, leur octroya une Ordonnance par laquelle il imposait aux habitants de Sainte-Suzanne et de Saint-Denis d'en référer «aux six principaux de Saint-Paul» pour les litiges de la chasse; ils pouvaient chasser «quand ils le jugeront à propos» mais seulement depuis «le Cap Saint-Bernard jusques à la Ravine de la Marre»; en cas de dégât considérable... «ils subiront les amendes ainsy que ceux de Saint-Paul»; «deux principaux habitants de Ste Suzanne... Jacques Lauret, dit St. Honoré, et Jacques Maillot, dit La Brière» devaient contrôler l'abattage et l'élevage du bétail, et «rendre compte aux six habitants de St-Paul» de ce qui se passerait dans la Région du Vent. L'acte se termine par l'énumération de ces magistrats d'un nouveau genre:

«Noms des Six plus Anciens habitants qui doivent entrer [en] connaissance des affaires de l'Isle de Bourbon et auxquels vous [gens de Saint-Denis] vous communiquerez les vôtres; scavoir, Athanase Touchard, Louis Caron, René Aro (Hoareau), François Mussard, Lezin Rouillard, Antoine P[ayet]» (977).

Lorsque les «*Joux*» remit à la voile, ce bâtiment prit à son bord Michel Firelin qui désirait chercher fortune ailleurs; ce dernier laissait à Bourbon sa jeune femme enceinte de six mois et était accompagné de quelques amis et peut-être du Frère Antoine de Lannion.

Les nouveaux passagers allaient au-devant d'aventures sensationnelles; le voilier ne put gagner Surate par crainte des navires ennemis qui s'y trouvaient; attaqué dans la mer d'Oman par deux pirates arabes, il ne s'échappa qu'en perdant son capitaine et quarante-sept hommes et se réfugia à Goa en mars 1695; il y était encore en décembre quand arriva l'escadre de Serquigny et fut vendu à Surate en 1697 (978).

OU EN EST LA COMPAGNIE?

DEPUIS le début de 1690, le navire les «*Joux*» était passé deux fois à Bourbon: l'une en septembre 1690, venant de Surate, l'autre en novembre 1694, venant de France. Mais c'était le seul bâtiment français qui eût utilisé cette escale bien qu'en cinq ans, quatorze vaisseaux aient quitté la France pour les Indes et que douze unités aient, dans le même temps, suivi le chemin du retour.

Comme nous l'avons dit plus haut, lorsque la flotte de Duquesne-Guiton partit le 24 février 1690 du port de Lorient, — avec ordre d'al-

ler faire la course dans le Golfe du Bengale — elle épuisait tous les crédits de la Compagnie et obligeait ses directeurs à attendre avec anxiété le retour toujours aléatoire des vaisseaux précédemment expédiés. L'escadre, comprenant le «*Gaillard*», l'«*Oiseau*» le «*Florissant*», l'«*Ecueil*» et deux frégates royales le «*Dragon*» et le «*Lion*», atteignit Pondichéry le 20 août en passant par le Canal de Mozambique et Anjouan (979). C'est en vain que, cette année-là, on attendit un retour. Fort heureusement l'année 1691 vit la situation s'améliorer: les «*Joux*» revinrent le 6 février de Surate; le «*Lonray*» et le «*Saint-Nicolas*» les 1er et 5 mars de Siam et de Coromandel; les trois cargaisons étaient considérables et produisirent, sur le marché de Nantes, un bénéfice de plus d'un million 200 mille livres, ce qui compensait la perte du «*Saint-Jean-Baptiste*» à Bourbon et de l'«*Oriflamme*» dans l'Atlantique (980). On put, dès juin, payer l'intérêt maritime et servir un dividende (981). Bientôt, à son tour, l'escadre de Duquesne mouillait Groix (18 août 1691); bien qu'elle n'eût capturé qu'un seul navire hollandais, son retour fut salué avec joie, car sa cargaison valait 1.800.000 livres (982). Il fut alors décidé d'envoyer aux Indes une forte expédition. Le «*Posillon des Indes*», frégate anglaise de 70 tonneaux, capturée par les unités royales et cédée à la Compagnie, partit pour en donner la nouvelle à François Martin; sorti de Port-Louis le 18 octobre 1691 (983), ce bâtiment abordait à Pondichéry le 3 juin suivant, après avoir échappé à une flotte hollandaise; il devait demeurer plusieurs années bloqué dans le Gange (984).

Une escadre, confiée au capitaine de frégate Dandennes, put enfin quitter le Port-Louis le 26 mars 1692 (985), avec trois mois de retard sur les ordres primitifs. Elle comprenait un vaisseau du Roi, le «*Fendant*» et trois navires de la Compagnie: le «*Florissant*», l'«*Ecueil*» et le «*Lonray*» (986) et parvint à Surate le 26 octobre (987).

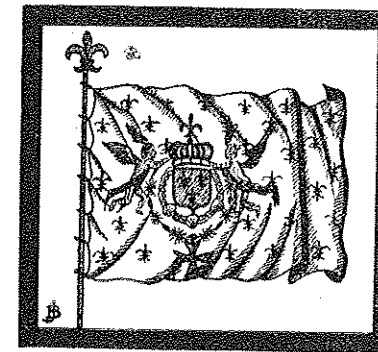
Entre temps, la cargaison de l'Escadre de Duquesne avait produit plus de deux millions de livres (988). On décida aussitôt d'armer une petite frégate pour l'envoyer au secours de Pondichéry: on craignait, à juste titre, que la flotte de Dandennes n'y pût parvenir; son départ ayant été tardif elle devait se heurter aux tempêtes de la mousson. Le 18 octobre, le «*Cerf-Volant*» s'éloigna du Port-Louis; il devait annoncer à Martin une aide prochaine, mais il fut capturé, le 24, par un corsaire hollandais (989). Le «*Gaillard*» fut équipé et dirigé, le 10 mars 1693, sur Pondichéry, mais il n'y put aborder à cause des Hollandais qui s'ap-

prêtaient à attaquer la place; le 18 septembre, le «*Gaillard*» se réfugia dans le Gange; il y retrouva le «*Posillon*» et l'«*Ecueil*», et avec eux y demeura bloqué (990).

Aucun bâtiment n'était rentré en France en 1692, ni en 1693, aussi attendait-on avec impatience le retour de l'escadre Dandennes. La dé-tendait-on avec impatience le retour de l'escadre Dandennes. La détresse de la Compagnie fut telle que ses Directeurs durent se cotiser pour solder les dettes les plus urgentes (991). Enfin le 14 mars 1694, le «*Fendant*», le «*Florissant*», et le «*Lonray*» mouillaient à Groix; l'«*Ecueil*», détaché à Pondichéry, avait dû chercher refuge dans le Gange (992). L'escadre avait été contrainte de toucher au Brésil et à la Martinique (993), l'état de guerre lui interdisant l'escale du Cap. Les cargaisons se vendirent mal et pour comble de malheur, une dépêche expédiée d'Alep vint annoncer, en juin, la prise de Pondichéry par les Hollandais le 9 septembre précédent (994).

Malgré l'envoi récent des «*Jeux*» en avril 1694, et la situation désastreuse de la Compagnie, on jugea qu'une expédition d'importance était absolument nécessaire pour rétablir aux Indes l'honneur du nom français. Trois vaisseaux du Roi, la «*Zélande*», le «*Médemblick*» et le «*Faucon*» furent affrétés; trois navires de la compagnie, le «*Florissant*», le «*Lonray*», et le «*Pontchartrain*», furent radoubés et armés en guerre; l'escadre confiée au Comte de Serquigny d'Aché, capitaine de vaisseau, avait pour mission de faire la course contre les ennemis du Roi, de débloquent l'«*Ecueil*» et le «*Gaillard*», de rapporter de fortes cargaisons (995). Elle mit à la voile le 1er avril 1695 (996), doubla le Cap de Bonne Espérance en août, toucha les Comores en septembre, - le «*Pontchartrain*» avarié y fut laissé en arrière, - gagna Goa le 22 décembre où elle s'adjoignit les «*Jeux*» dont nous avons conté l'escale à Bourbon et les mésaventures. La flotte française atteignit Surate le 14 janvier 1696 (997); mais le Mogol, mécontent de voir ses navires sans cesse capturés par les forbans de toutes nationalités, fit traîner les affaires; après une croisière sur les côtes du pays Malabar, Serquigny revint à Surate le 26 mars. L'apparition d'une division hollandaise l'obligea à prendre précipitamment le large, le 26 avril (998), sans même avoir chargé ses navires. Le «*Lonray*» fut dirigé sur le Bengale, mais jamais plus on n'entendit parler de lui (999). Le 2 juillet, les quatre bâtiments français, — les «*Jeux*» étant demeurés à Surate — accostaient à Saint-Denis de Bourbon conformément aux instructions reçues (1.000).

L'ESCADRE DE SERQUIGNY



Boucan de La Leu ... seront privés de chasse pour un mois de temps», et rappelle qu'on ne doit partir en expédition «que le vendredi au soleil levant» (1.001). Le «vingtroisième janvier 1696», il fallut revenir sur la même question et interdire de chasser le dimanche sous peine de «trente livres d'amende payables... la moitié au dénonciateur et l'autre... pour payer ceux qui iront à la recherche des noirs marrons» (1.002). En dehors de cette réglementation policière, ils n'interviennent guère dans la vie de leurs concitoyens: ainsi une vente faite le 7 décembre 1695, par Antoine Bellon à Elie Le Breton, d'une habitation située sur le bord du Bernica, n'est signée que des parties et des témoins, alors que précédemment ces actes étaient passés devant le gouverneur. La pièce signalée encore que «le prix et somme de trente-six livres tournois» reçues par le vendeur, ne sont que «pour les travaux... faits [par lui] sur la dite habitation savoir case, magasin et plantage», mais ne concernent aucunement le fonds (1.003).

Sur les entrefaites, en novembre 1695, un navire anglais avait déversé sur l'île un groupe de soixante-dix flibustiers, «littéralement cousus d'or». On sut, par la suite, que ces forbans avaient récemment pillé un navire richement chargé appartenant au Grand Mogol, et sans doute n'en étaient-ils pas à leur coup d'essai. «Parmi les flibustiers [débarqués], il y avait bien 25 François que les anglais avaient pris par force et tout le reste Anglois ou Danois» (1.004). Leur débarquement fut l'occasion d'une sorte de scission entre les habitants de Saint-Paul et ceux de la Partie-du-Vent. Bidon, gendre d'Antoine Royer et ancien secrétaire de Vauboulon, prit sur lui de les admettre dans l'île, sans consulter les «six élus habitants du quartier Saint-Paul». En conséquence, les flibus-

* Pavillon royal de la Marine française (XVIII^e siècle) «Bleu semé de fleurs de lys d'or» — Musée de la Marine

tiers se cantonnèrent dans les quartiers de Sainte-Suzanne et de Saint-Denis et commencèrent à y faire couler leur or. Mais lorsque ceux-ci, voulant reprendre la mer et leur vie d'aventure, sollicitèrent l'autorisation de «bâtir un bâtiment pour sortir de cette Isle, pour aller en Europe ou autres lieux où dieu les conduira», les «Six Elus» leur rétorquèrent, le 5 février 1696, qu'ils devaient s'adresser à «Mr. Bidon», «veu, Messieurs, disaient-ils, qu'il vous a donné entrée dans l'Isle, et qu'il a autant de pouvoir de vous en donner la sortie comme l'entrée, suivant les Ordres du Roy» (1.005). Bidon permit tout ce qu'on voulut, et une carcasse de navire ne tarda pas à s'édifier sur le rivage.

Lorsque le 2 juillet 1696, l'escadre française vint mouiller devant Saint-Denis, les habitants, qui n'avaient pas la conscience très à l'aise pour s'être enrichis des «richesses d'iniquité» introduites à Bourbon par les pirates, s'enfuirent précipitamment vers les bois; mais l'amiral les fit chercher et arrêter. Serquigny, en effet, avait appris aux Indes l'exploit des forbans anglais qui avait précisément causé la colère du Grand Mogol; mais bientôt, voyant les possibilités que présentait l'Isle de faire de bonnes affaires, le capitaine français s'apaisa. Son Journal de Campagne mentionne: «Chacun des flibustiers étant dépourvu de toutes choses, l'escadre a beaucoup profité de leur indigence et l'on a peu dire que c'estoit *l'Isle d'argent*, puisque l'on avoit couché au jeu jusqu'à 10.200 écus sur une seule carte, vendu un baril d'eau-de-vie 600 livres, tout le reste à proportion. Chacun s'est bien raffraîchi. Les plus gueux ont fait leur bourse et les malades se sont bien remis pour y avoir un air admirable». Sans être «gueux», le chef d'escadre qui paraît avoir eu la main heureuse au jeu, ne négligea pas de s'enrichir aux dépens des forbans et ce fut là l'origine d'une partie des profits considérables qu'il tira de son commandement.

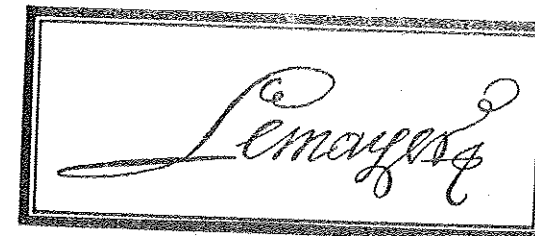
«Le 20 juillet, continue le Journal, nous partimes pour la rade de Saint-Paul, où nous mouillâmes le 22, la rade y étant meilleure.» C'est là que Serquigny prit, avant de repartir, quelques mesures heureuses qui visaient à rétablir l'Isle dans la paix et l'ordre. Une ordonnance du 6 août 1696 prescrit «à tous les habitants [de Bourbon] tant anciens que nouveaux mariez, même à ceux qui sont débarquez du dernier navire anglois qui a party de cette rade, lesquels espèrent rester dans l'Isle de se trouver le dimanche 12e de ce mois, au logis presbitaire de ce lieu [St. Paul], pour donner leurs noms et déclarations à M. Le Mayer, Directeur pour la Royale Compagnie des Indes Orientales de France, et d'apporter les contracts à eux délivrez par le deffunct Mr. de Vauboulon touchants leurs habitations, à peine d'estre contraints et punys comme désobéissants à la volonté du Roy» (1.006). Au jour dit, tous se présentèrent et M. Le Mayer contresigna les concessions (1.007), mais

les bénéficiaires se gardèrent bien de parler des renonciations qu'ils avaient signées entre les mains de Firelin. Ces opérations durèrent assez longtemps. Certains habitants produisirent une curieuse pièce du 22 août 1696, signée des «Ensien abitant de Lille de bourdon»: «f. mussard, L. Rouillard, St. Honoré, Touchard, Jullien Dalliaud, marque de René + houarault», qui certifiait que M. de la Haye avait donné à M. d'Orgeret ordre de donner des terres; qu'ainsi par exemple «la terre nommée Laplaine [avait] esté donnée à Gorge piolan Et à françois Riquebour» (1.008).

En même temps que se vérifiaient les concessions, un rapide recensement de l'île fut commencé qui contenait le «nombre et noms des chefs de famille... leur âge, le nombre de leurs enfants de tout sexe, esclaves et bestiaux» (1.009). Il devait être achevé par celui qui allait prendre la tête de la colonie, car il convenait de remplacer au plus tôt M. de Vauboulon.

Sur la proposition de «M. Le Mayer, Directeur de la Compagnie et capitaine commandant le *«Florissant»* ... » (1.010) le sieur Bastide «qui servoit de capitaine d'armes dans [ce] vaisseau ... homme fort sage, âgé de 45 ans» (1.011), fut nommé commandant de Bourbon «le 15 août 1696».

REPRESAILLES



Aux Indes, la flotte avait appris «par les officiers du vaisseau les *«Jeux»*» (1.012) le drame de l'emprisonnement et de la mort du dernier gouverneur de Bourbon.

Firelin, interrogé, n'avait pas pu se dérober, et Le Mayer l'avait ramené sur le *«Florissant»*. L'enquête, à Saint-Denis, avait fait connaître les noms des principaux coupables: «Vidot, Duhal, Robert et Barrière». Le 21 août, Le Mayer «estimant qu'il serait à propos de passer en France les sus-nommés» pria M. de Serquigny d'ordonner qu'ils soient «arrêtés afin de les ramener pour être fait ce que Sa Majesté aura pour agréable d'ordonner» (1.013). Ce qui fut exécuté le jour même. Firelin et le Père Hyacinthe devaient rentrer comme prévenus libérés.

D'autre part, «le P. Hyacinthe de Quimper, capucin faisant la fonction de pasteur dans l'isle, demandant de revenir en France, et même

* Signature de Le Mayer. Ar.Co.Ré. dossier 55, 22 août 1696

se trouvant embarrassé dans l'emprisonnement du gouverneur», on songea à lui donner un remplaçant. Il semble que dès l'apparition de la flotte en rade de Saint-Paul, le Père Hyacinthe se soit résolu à rentrer et ait résilié ses fonctions: ses derniers actes sont un mariage le 15 juillet (Antoine Brulot et Marie-Anne Hoarau) (1.014), un baptême le 16 juillet: Louise Auber (1.015). Le 29 avril précédent il avait reçu l'abjuration de «Thomas du Plat, chirurgien anglais», et sa profession de foi (1.016); mais lorsque le 1er août 1696 «René Estienne, Arabe de nation, adulte, âgé d'environ seize ans» reçoit «le baptême, avec toutes les cérémonies accoutumées, dans l'église paroissiale du quartier de Saint-Paul» c'est des mains d'un certain «Abel, aumônier du Roy sur le vaisseau le «Faucon» et l'acte est contresigné par «Gallot, aumônier du navire la «Zélande» (1.017). «M. d'Etchemendy, aumônier sur le vaisseau du Roy «le Médemblick» ... ayant bien voulu rester de bonne volonté... à la place du Capucin» (1.018), le nouveau curé de Bourbon commence de signer les registres le 10 août 1696 (1.019), jour où il administre un baptême à Sainte-Suzanne, et il ouvre un nouveau «registre des Baptêmes célébrés dans les Eglises de l'Ile Bourbon... le 22e août» suivant (1.020); le 29 août il préside à deux mariages qu'il signe «Jean d'Etchemendy, prêtre et Curé de l'Ile Bourbon» (1.021).

Une dernière décision fut prise par Monsieur de Serquigny concernant les flibustiers et leur barque en construction, «une frégate environ de 80 tonneaux». «Nous étant assemblés, dit son rapport, nous jugeâmes à propos de la faire brûler, ce que nous fîmes exécuter le 25e août 1696». Quinze de ces pirates, moyennant des présents considérables au chef d'escadre — vaisselle d'argent — bijoux — roupies d'or — trouvèrent à s'embarquer sur les vaisseaux français (1.022); «quelques-uns, continue le rapport, se sont mariés et établis dans l'isle»; parmi ces derniers, il faut citer Jean Nanesque, marié le 2 mai 1696 à Françoise Rivière, Victor Riverain, dit Tourangeau, marié le 12 juin 1696 à Marguerite Dailleau, François Garnier marié le même jour à Monique Vincenzo, Antoine Brulot, le 15 juillet à Marie-Anne Hoarau, François Aubert, le 29 août à Marie Caron, et Claude Ruelle, le 29 août également, avec Monique Caron, (1.023); Etienne Le Baillif, dit Langevin, François Bouché, Jacques Huet, Jacques Picard, Henry Grimaud, Denis Turpin et Louis Chauveau se marieront aussi plus tard dans l'Ile (1.024). Avant de regagner son bord, l'Amiral fit une ultime recommandation à Bastide, c'était «de ne souffrir point qu'on fournisse aucuns rafraichissements aux vaisseaux corsaires, ny de permettre qu'on y bâtisse aucun bâtiment».

Les six inculpés dans l'affaire Vauboulon furent embarqués, le Père Hyacinthe et Barrière sur le «Médemblick», Firelin et Duhal sur le «Florissant», Robert et Vidot sur le «Faucon». Les autres colons «comme vassaux de la Compagnie ayant délinqué» furent «condamnés à 2.000 livres d'amende, estimant les mieux châtier par leur bourse que les poursuivre criminellement». Six habitants qui avaient à régler en France leurs affaires personnelles demandèrent aussi à prendre place sur l'escadre: parmi eux se trouvaient Paul Désiré, maître de chaloupe, un certain «Herdy et sa femme», Jean-Baptiste Bidon et son épouse (1.025). Marguerite Royer, avec son fils, accompagnait son mari, Firelin.

La flotte laissait à Bastide, un lieutenant: Noël de Forges et un garde-magasin: René Le Pontho, ainsi sans doute que quelques nouveaux habitants. Le 4 septembre 1696 les quatre navires français reprenaient la mer. (1.026)

Tandis qu'il voguait lentement sur les flots, s'éloignant chaque jour un peu plus de ce Bourbon où la vie ne lui avait pas été particulièrement douce, le Père Hyacinthe devait se remémorer ce qu'il avait écrit quelques années plus tôt de Mascarin: «Les chemins sont chemins de tigres et d'ours, les rivières des torrents, la mer si roulante, brisante et remplie de requins qu'on n'oserait trop en approcher, crainte lors qu'on y pense le moins estre surpris et attiré de quelque grosse vague et englouti de requins. Point de pain, point de vin, point de ville, point de bourg, ni argent, ni or, ni rien de bon que l'air et l'eau; rien d'humain, de beau ny de consolant: tout inhumain, désagréable et chagrinant.

«On m'objectera peut-être au sujet de ce que je dis qu'il n'y a rien de bon, que la volaille, les bœufs, cochons, cabris dont j'ay parlé plus haut sont néanmoins bons: à cela je réponds qu'ils ne sont pas bons pour ceux de l'isle, parce qu'ils n'en mangent pas. Ils n'en prennent que pour en vendre aux navires qui passent pour en avoir, ou [pour avoir] du magasin [de la Compagnie] leurs petits besoins comme toile, habits, chapeaux, ustensiles... et ils vivent de riz à l'eau, de patates, de bananes, de citrouilles et d'autres semblables vilainies, quelques poissons ou quelques tortues de mer qu'on prend de temps en temps après des trente et quarante nuits de veille» (1.027). Ce tableau n'est pas flatté; il part d'un cœur aigri. Mais il faut reconnaître qu'il contient plus d'un trait parfaitement exact.

PROCES

L'ESCADRE de Serquigny doubla le Cap de Bonne Espérance le 7 octobre 1696 et fit escale à la Baie-de-tous-les-Saints du 7 novembre au 2 décembre. Le 21 janvier 1697, elle captura un navire espagnol de 350 tonneaux : «*Sainte-Thérèse de Notre-Dame-de-l'Etoile*» qui devait être le seul profit de cette coûteuse expédition et toucha Brest le 5 mars (1.028). Les six accusés, réunis sur le «*Florissant*» furent menés à Lorient où Barrière, Duhal, Robert et Vidot furent incarcérés. Le Père Hyacinthe se retira au Couvent d'Hennebont, tandis que Firelin, laissé en liberté, vaquait à ses affaires, ainsi que les colons embarqués librement.

L'affaire ne traîna pas. Dès le 13 mars, le Ministère de la Marine à Versailles, enjoignait à M. de Mauclerc, ordonnateur du Port-Louis, de rédiger un mémoire d'entente avec M. de Serquigny. Le Ministre fit lire ce mémoire au Roi qui fit donner l'ordre, le 20 mars, au Prévôt de Lorient d'arrêter le Capucin et Firelin, ce qu'on fit aussitôt. Le 23 mars, un Arrêt du Conseil d'Etat porta la cause devant l'Intendant de Bretagne à Rennes : Louis Béchameil, marquis de Nointel. En vain le provincial des Capucins écrivit-il à plusieurs reprises au Ministre pour faire relâcher le Père Hyacinthe; de son côté, André Enouff, vicaire général de Rennes, ne put obtenir qu'il fût déféré à l'officialité. Le 24 avril, M. de Nointel fut prié de terminer rapidement l'affaire. L'instruction fut dirigée par le Conseiller au présidial de Rennes, Mathurin Chérel de la Rivière; le procureur du Roi, André Joseph Pierre Greffier de Boislaunay, occupa le siège du ministère public; la présidence appartint à l'Intendant (1.029). Les interrogatoires portèrent surtout sur l'arrestation et la mort de Vauboulon et sur le procès de La Citerne; le reste — dilapidation des biens de la Compagnie, sévices sur les habitants — fut négligé. Firelin et les quatre accusés rejetèrent la plus grosse part des crimes sur le Père Hyacinthe, et leurs affirmations furent en général, confirmées par les témoignages des six colons de Bourbon dont plusieurs étaient, notoirement, ennemis personnels du Capucin. Celui-ci soutint, dans ses premiers interrogatoires des 7 et 8 mai, qu'en faisant mettre au cachot M. de Vauboulon, il avait voulu sauver la vie du gouverneur, car les colons avaient résolu de le massacrer; quant à La Citerne, après l'avoir sauvé une première fois, il n'avait pu le préserver de la fureur du peuple. Il le soutint encore le 20 mai, bien que, dans l'intervalle, Firelin pour se couvrir eût produit un paquet de documents — procès-verbal de la déposition de Vauboulon, interrogatoire et jugement de La Citerne, treize lettres du Capucin

qui démontraient la culpabilité du Père Hyacinthe. Mais les mêmes pièces étaient accablantes pour Firelin (1.030).

A défaut de témoins à décharge, l'ex-curé de Bourbon produisit des «témoins de moralité». Demons, capitaine du «*Médemblick*» certifie que, durant le voyage de retour, le moine avait eu une bonne conduite, témoigné de la dévotion, de la douceur, de la modestie et de la réserve; de Monteclair, capitaine en second, affirma qu'il reconnaissait le père «pour un saint religieux, ne faisant qu'un repas par jour, ne buvant que de l'eau et édifiant tout l'équipage» ... (1.031).

De son côté, Robert Duhal faisait intervenir sa parenté: François Duhal, recteur de Pleudihen, près de Dol, paroisse natale de l'accusé, versa au dossier une délibération de ses paroissiens où tous attestaient qu'il avait toujours vécu en homme d'honneur; ses cinq frères avaient servi dans la Marine, et l'un d'eux avait été tué à la Hougue... (1.032)

Le 23 mai, le Procureur du Roi déposa ses conclusions: il requit que les six accusés fussent déclarés coupables de la déposition et de l'emprisonnement du Gouverneur, ainsi que de la mort de La Citerne; il demanda, en conclusion, que Firelin fût condamné à mort, les quatre colons aux galères à perpétuité, le Père Hyacinthe à la prison perpétuelle. Les juges en décidèrent autrement: négligeant le meurtre de La Citerne, ils s'appliquèrent seulement à punir de façon exemplaire le crime de lèse-majesté que constituaient l'arrestation et l'emprisonnement du Représentant du Roi à l'Ile Bourbon.

Le 24 mai 1697, ils condamnèrent

à la potence :

«Michel Firelin, natif de Montivilliers, Normandie, 30 ans, commis de la Compagnie des Indes à l'Ile Bourbon»;

aux galères à perpétuité:

«Hyacinthe de Kerguelen, dit Hyacinthe de Quimper, prêtre, religieux capucin, 60 ans environ, aumônier à l'Ile Bourbon»;

«Jacques Barrière, dit des Rochers, 45 ans, natif de Limoges»;

«Robert Duhal, 39 ans, natif de Pleudihen, évêché de Dol»;

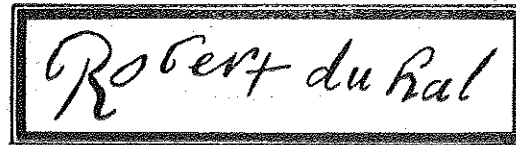
aux galères pour dix ans:

«Julien Robert, dit la Roche, 55 ans, natif de Champdenier en Poitou»

aux galères pour cinq ans:

«Marc Vidot, natif de Rovigné, ville dépendante de la République de Venise.»

EXECUTION



Les condamnés assistèrent à l'exécution de Firelin, à l'exception du Père Hyacinthe, qui, de plus, échappa aux galères: par lettre en date du 29 mai, le Comte de Pontchartrain le fit, sur l'ordre de Louis XIV, confier à ses supérieurs «pour le punir comme ils le jugeront à propos, Sa Majesté voulant bien s'en remettre à eux»; libéré le 31 mai, il se retira au Couvent des Capucins d'Hennebont et y finit paisiblement son existence tourmentée (1033).

Le 4 septembre 1697, Barrière, Robert et Vidot furent attachés à la «chaîne de Bretagne» et en compagnie de quarante-deux autres galériens (1.034), partirent pour Marseille. Duhal, on ne sait pour quoi, resta d'abord dix mois à Rennes, puis il en partit lui aussi, avec une chaîne de huit galériens pour Saint-Malo, où on l'employa aux travaux des fortifications. Transféré plus tard à la Bastille, il y mourut le 20 mai 1714. Il avait laissé à Bourbon sa femme, Thérèse Mollet: elle y vécut dans l'aisance et maria honorablement ses trois filles (1.035). Par l'intermédiaire des commandants des vaisseaux de passage à Bourbon, Thérèse Mollet avait fait parvenir plusieurs lettres de change à son beau-frère, Guillaume Duhal «pour le rachat de Robert Duhal». Elle spécifiait, en 1712, qu'on veuille bien lui renvoyer ses fonds, au cas où son mari serait mort ou si les démarches s'étaient avérées inutiles (1.036). Ainsi, à Bourbon, on était sans nouvelles des condamnés.

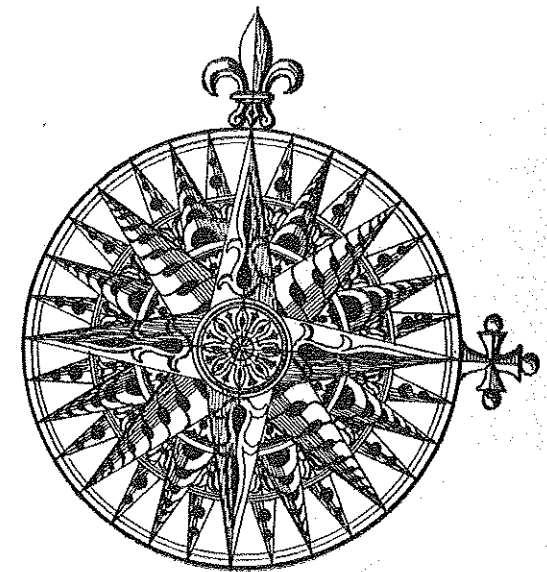
Des autres, on ne sait rien sinon que Marc Vidot mourut à Marseille, le 29 avril 1704 (1.037). Il laissait à Bourbon sa femme Marie Royer avec un garçon et deux filles. Julien Robert y avait eu de Perrine Campelle, cinq garçons et trois filles. Jacques Barrière laissait quatre filles — dont deux déjà mariées — et un garçon, avec sa femme, Ignace Texere (1.038).

Quant à Jean-Baptiste Bidon, ancien secrétaire de Vauboulon, s'il était rentré en France en 1697, c'est qu'il avait fortune faite. Il acquit bientôt la seigneurie des Brétimères, près d'Ancenis. La veuve de Michel Firelin, Marguerite Royer voulut rester en France, et tout naturellement demanda asile à l'époux de sa sœur, Bidon des Bréinières. Celui-ci, aidé de son frère Pierre Bidon des Rochettes, réussit quel-

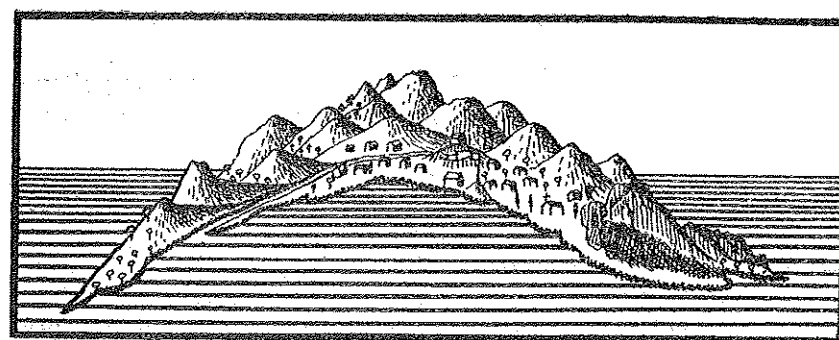
* Signature de Robert Duhal... Ar.Co.Ré dossier 118

ques années plus tard à faire enfermer la malheureuse sous prétexte d'inconduite; c'était, en réalité, pour s'approprier son bien qui s'élevait à plus de vingt mille écus, car Firelin avait fait, à Bourbon, un fructueux séjour. Après plusieurs années de captivité, l'infortunée veuve recouvra la liberté, intenta un procès et obtint que les frères Bidon fussent condamnés à lui verser une indemnité (1.039).

Du drame qui avait si violemment agité la population de Bourbon, il aurait dû sortir quelque bien, si l'aventure survenue à M. de Vauboulon avait pu décider les ministres de la Marine, à mettre plus de prudence dans le choix des gouverneurs qu'ils envoyaient, revêtus de pouvoirs très étendus, régir les îles lointaines.



* Rose des vents extraite d'un dessin de Jean Hugues de Linshot (1595), représentant Angra et l'île de Tercera aux Açores, in «Histoire de la Navigation de Jean Hugues de Linshot — Amsterdam 1658»

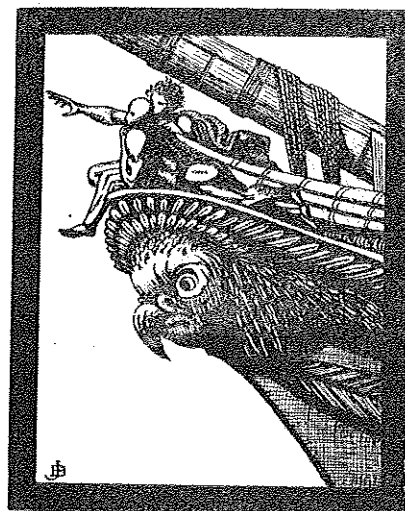


CHAPITRE ONZIÈME

BASTIDE ET DE LA COUR DE LA SAULAIE

1696-1701

PREMIÈRES ATTEINTES AU MONOPOLE DE LA COMPAGNIE.



l'inconvénient de sa position, très loin de France et trop près des Indes; quant aux ouragans, redoutables du 15 décembre au 15 mars, les vais-

* Saint-Paul vers 1720 vu par le P. Gaubil — Ar. Co. Ré. Registre P. pl. 6.

** Ornement de proue d'un vaisseau de 60 canons : Tête de hibou surmontée de deux hommes interrogeant l'espace, la Vieillesse pensive et la Jeunesse urgente.

Le Mayer, capitaine du «*Florissant*» et Directeur de la Compagnie des Indes, à peine débarqué à Lorient, adressait à Pontchartrain, Ministre de la Marine, une lettre sur Bourbon datée du 29 mars 1697 (1040). Il y disait que l'île pouvait procurer aux navires de la Compagnie «les rafraîchissements nécessaires, à très bon compte et en abondance... avec une très parfaite santé pour les équipages», choses précieuses au premier chef; aux Comores régnaient des fièvres mortelles, tandis qu'à Mascarin le climat était très sain et l'élevage des troupeaux facile, ce qui compensait

seaux pouvaient, en cette saison, faire escale à la Baie d'Antongil, seule possible en temps de guerre, avec Anjouan et Bourbon. Le Mayer, en conclusion, proposait d'envoyer un petit bâtiment qui déposerait à Bourbon un gouverneur, un prêtre et un garde-magasin avec «quelque secours», c'est-à-dire de l'outillage, puis continuerait son périple sur l'Inde; s'il partait en mai, il serait à Mascarin vers la mi-septembre et en novembre à Surate.

Malheureusement, la situation désastreuse de la Compagnie ne permettait pas à ses Directeurs de retenir, pour l'heure, semblable proposition. On avait espéré obtenir plus de quatre millions des cargaisons de la flotte de Serquigny, mais les vaisseaux étaient revenus à vide et seule la vente d'un bâtiment espagnol capturé avait produit quelque cent mille livres (1041). En 1696, il avait fallu la vente, absolument inopérée, de deux navires anglais richement chargés et pris par le marquis de Nesmond alors qu'ils revenaient des Indes, pour empêcher la ruine de la Compagnie française : son monopole lui permit d'exiger le tiers des bénéfices, ce qui lui fournit plus de 75.000 livres (1042). Semblable bonne fortune se reproduisit en 1697. Les corsaires malouins, dont Duguay-Trouin, s'étaient emparés de trois bâtiments anglais chargés de marchandises des Indes : leur vente rapporta, en mai, près de 800.000 livres à la Compagnie (1043). Ces rentrées de fonds qui empêchaient tout juste la faillite, ne permettaient pas d'envisager de nouveaux armements.

Un bilan, présenté à M. de Pontchartrain le 16 février 1697, avait avoué un déficit d'un million, mais on savait qu'il dépassait les deux millions (1044). Il fut un moment question de liquider l'ancienne société pour lui en substituer une nouvelle, plus vigoureuse, confiée à des financiers. La vente de mai, en permettant de solder les dettes les plus marquantes, fit écarter cette solution extrême et l'Assemblée Générale du 2 juillet autorisa les Directeurs à contracter un nouvel emprunt, en vue de préparer un nouvel armement, qui, grâce à la paix imminente, procurerait des bénéfices substantiels (1045).

L'arrivée du «*Pontchartrain*» au Port-Louis le 18 juillet 1698, ne fit que confirmer ce dessein : ce navire n'avait pu rapporter qu'un peu de poivre de Goa, mais Pilavoine qu'il ramenait, affirmait que les magasins de Surate contenaient pour 280.000 roupies de marchandises prêtes à charger (1046). Malgré la vente au Brésil, pour 12.000 livres, d'une petite flûte hollandaise de 120 tonneaux; la «*Wennolle*», prise au Cap en février (1047), le voyage du «*Pontchartrain*» n'avait eu que des résultats bien minces, mais cet échec était dû surtout à l'état de guerre, et plus que jamais, la nécessité se faisait jour de rétablir notre prestige et notre commerce aux Indes à la faveur de la paix qui se négociait à Ryswick. On envisagea, tout d'abord, l'envoi d'une flotte de dix

voiles : cinq bâtiments de guerre, deux brûlots et trois navires marchands, mais diverses circonstances intervinrent qui forcèrent à modifier ce projet. Le « *Saint-Jean* », petit bâtiment d'avis, fut armé et chargé; il partit en estafette, mais les passeports hollandais, anglais et espagnols, nécessaires pour naviguer au lendemain d'une guerre, se firent attendre : le départ n'eut lieu que le 2 décembre; les précautions prises n'empêchèrent pas le « *Saint-Jean* » d'être pillé par un corsaire anglais (1048).

Deux navires de la Compagnie, le « *Phélypeaux* » et l'« *Etoile d'Orient* » étaient prêts au départ, mais ils ne purent quitter Lorient que le 19 janvier 1698 (1049). Quelques jours après, quatre vaisseaux du Roi, venus de Brest au Port-Louis, appareillèrent à leur tour, mais la tempête les contraignit à rentrer au port, qu'ils ne quittèrent qu'en mars (1050) : c'étaient le « *Bon* », l'« *Indien* », la « *Zélande* » et le « *Castricum* » sous la conduite du Chevalier des Augiers, chef d'escadre. Cette flotte se proposait d'aller directement au Bengale avec les deux bâtiments de la Compagnie qui reviendraient aussitôt, chargés de marchandises des Indes; puis les vaisseaux du Roi débarqueraient à Merguy une garnison française si le gouvernement siamois consentait, de nouveau, à nous y céder un établissement; en même temps, l'un des vaisseaux reprendrait possession de Pondichéry que les hollandais avaient rendu à Ryswick (20 septembre 1697) (1051). Faisant un effort considérable pour restaurer son commerce, la Compagnie réussit encore à expédier à Surate, en avril 1698, le « *Pontchartrain* » capitaine Desmonts, et la « *Princesse de Savoie* » sous le commandement de Le Mayer (1052). Se rendant enfin aux raisons de ce dernier, les Directeurs envoyèrent, à contre-cœur, le « *Marchand-des-Indes* » (1053) à Bourbon « qui, disaient-ils, n'est point sur la route de [leurs] vaisseaux éant trop loin de l'Europe et trop près des Indes, pour y aller chercher des rafraîchissements qui sont également à toutes les nations qui en demandent... il n'y a pas un seul port, pas même une chétive baie... l'atterrage en est un danger continu, n'y ayant nul abri, mauvais ancrage, des courants affreux, ce qui a causé à la Compagnie le naufrage de son navire le « *Saint-Jean-Baptiste* », de son équipage et de sa cargaison, et dans son dernier voyage [en 1697], le « *Pontchartrain* » y a couru grand risque » (1054). Les Directeurs voulaient surtout faire l'économie des appointements d'un gouverneur, et trouvaient plus aisé d'utiliser l'escale du Cap, désormais accessible aux français (1055). Ils allaient jusqu'à affirmer qu'ils n'avaient jamais rien espéré de Bourbon qui n'était même pas une colonie française... Malgré leur évidente mauvaise volonté, ils finirent par adopter les conclusions de Le Mayer et firent passer à Bourbon, un gouverneur, deux missionnaires et de la

pacoille; le « *Marchand-des-Indes* » qui devait ensuite rallier Surate, partit de France le 13 avril 1698 (1056).

La Compagnie eut alors à souffrir d'une double atteinte à son monopole. L'armateur Jourdan de Grouée et ses associés avaient obtenu l'autorisation de commercer avec la Chine, et avaient armé pour Canton l'« *Amphitrite* » qui s'éloigna de la Rochelle le 6 mars 1698 (1057). A leur exemple, une autre Compagnie se forma bientôt pour l'exploitation du commerce dans la Mer du Sud (Pacifique) : le privilège de la Compagnie se trouvait ainsi restreint aux seules Indes Orientales (1058).

Le retour longtemps attendu du « *Postillon-des-Indes* » fit renaitre l'espoir. Parti du Bengale en janvier 1697, ce petit bâtiment avait flâné en cours de route : longue escale à Bourbon, longue escale au Brésil où ses officiers avaient commercé pour leur compte personnel, il n'arriva au Port-Louis que le 4 juillet 1698; mais sa cargaison d'une valeur de 50.000 livres, en produisit 207.000 à la vente qui se fit à Nantes, en septembre (1059). Aussitôt on mit en chantier un armement pour 1699, et tandis que s'activaient les travaux, le « *Postillon* » reprit la mer en novembre 1698, afin d'en informer les chefs des différents comptoirs des Indes (1060).

JOSEPH BASTIDE.



Le « *Postillon des Indes* » avait pris à son passage à Bourbon en 1697, une lettre adressée par le Commandant de l'Île, Joseph Bastide, au Ministre de la Marine (1061). Il y exposait ce qui s'était passé dans son gouvernement depuis le départ de l'Escadre de Serquigny, le 4 septembre 1696. Aidé de son lieutenant, Noël de Forges, il avait organisé une milice; des « habitants capables de porter les armes », il avait constitué deux compagnies; commandées par Denis Turpin et Henry Grimaud, elles avaient pour Enseignes Antoine Bruslot et François Garnier. René Le Pontho était toujours garde-magasin. Le 6 décembre 1696, une barque avait abordé à Saint-Denis, venant d'Anjouan; son commandant, Isaac Véret-Desmarais (1062), était capitaine du « *Saint-François* », qui s'était perdu à Mohély. De plus, écrit encore Bastide « il a passé par icy un bastiment le 10e de mars de l'année 1697, auquel l'houragan ne permit pas de moullier et tout ce que nous en pûmes dicerner estoit qu'il portoit pavillon blanc ce qui me fit ju-

* Signature de Bastide — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 20 may 1697.

ger que ce pouvoit estre le donray que nous attendions dans le mesme temps». (1063). Enfin, le 22 avril 1697, le «*Postillon des Indes*» arrivait, venant du Bengale, d'où il avait pu s'échapper en déjouant la vigilance hollandaise. Pendant près de six mois, il demeura à Bourbon afin d'y refaire ses approvisionnements ainsi que la santé de son équipage. Lorsqu'il repartit, en fin septembre ou début d'octobre, Bastide lui confia sa lettre à Pontchartrain qu'il date du 16 septembre 1697. Il y joignit le recensement qu'il avait commencé l'année précédente sur l'ordre de M. de Serquigny. Ce document se termine par cette phrase : «Total des personnes qui restent en cette isle : tant blancs que noirs sont au nombre de 488, tant grands que petits, qui sont à présent dans la résolution de réparer la mauvaise réputation qu'ils se sont contractez eux-mêmes par leur rébellion qu'ils avoient faite cy-devant, et ne les ayant point reconnus jusques à présent que pour gens obéissant aux ordres que je leur prescrite conformément comme on me les a laissez de la part du Roy» «Bastide». (1064)

C'était dire que son gouvernement s'était passé dans la paix et l'ordre rétablis. Du passage de Joseph Bastide à Bourbon, on ne sait rien d'autre, sinon qu'il accorda à partir de décembre 1696, de très nombreuses concessions; vingt-six pièces portent sa signature, dont une est du mois de décembre 1696, seize sont du mois de mars 1697, sept autres sont de la même année et deux de 1698 (1065).

L'ABBÉ JEAN D'ETCHEMENDY.

Jean D'Etchemendy ptre.

LE gouvernement spirituel de l'ancien aumônier du «*Médemblick*», l'abbé Jean d'Etchemendy, promu curé de Bourbon, semble avoir été aussi pacifique que le gouvernement temporel de Joseph Bastide. En deux ans, du 14 septembre 1696 à la mi-septembre 1698, il fit sept mariages et soixante-dix baptêmes (1066), tant à Sainte-Suzanne et Saint-Denis qu'à Saint-Paul. Parmi les baptisés, se trouvent vingt petits esclaves, nouvellement importés dont l'âge varie entre un an et demi et quinze ans, auxquels il faut ajouter une «négresse... âgée d'environ vingt ans». La plupart sont dits «nés de parents infidèles», «à Madagascar», ou «malgaches de nation» (1067); trois fillettes portent le dénomination «Ethiopiennes de nation» (1068), mais l'une d'elles est simultanément indiquée comme «née à Madagascar» (1069). C'est la seconde opération massive de traité qui ait laissé des traces dans les Archives de Bour-

* Signature de l'abbé Jean d'Etchemendy — Ar. Co. Ré. dossier 158, 2 février 1698.

bon, la première ayant eu lieu, nous l'avons signalé, dans les premiers mois de 1670 (1070). Il nous a été impossible d'identifier le navire négrier qui nous amena ce considérable chargement de «bois d'ébène», mais la confrontation des dates et les allures louches qu'il affecta pendant tout son voyage de retour des Indes, fait peser un lourd soupçon sur le «*Postillon-des-Indes*». En effet ce bâtiment, après avoir quitté le Bengale le 23 janvier 1697 (1071), n'avait atteint Bourbon que le 22 avril (1072); il avait mis trois mois pour un trajet qui, normalement, n'en prenait qu'un ou deux, et rien n'empêche de penser qu'il soit allé faire la traite sur les côtes africaines et malgaches avant d'aborder à Mascarin. Arrivé dans cette île le 22 avril, il se trouve que le premier esclave importé soit signalé le 26 mai suivant (1073). On ne voit pas non plus pourquoi ce navire est demeuré près de six mois à Bourbon : ne serait-ce pas pour y écouler sa marchandise humaine? de même qu'il employa plusieurs mois pour liquider au Brésil sa pacotille des Indes, au profit des officiers du bord (1074). Il fit tant et si bien, qu'il lui fallut dix-huit mois pour revenir des Indes alors qu'il en mettait huit ou neuf pour s'y rendre. Il se peut aussi que cette opération soit imputable soit à la barque d'Isaac Veret, soit à quelque corsaire, soit même au «*Pontchartrain*» qui toucha peut-être à Bourbon en décembre 1696 mais que Bastide ne signale pas dans sa lettre.

Malgré ces vingt-et-un baptêmes d'esclaves, il reste à l'actif de l'abbé Jean d'Etchemendy, du 14 septembre 1696 à la mi-septembre 1698, quarante-neuf baptêmes d'enfants nés dans l'île, ce qui manifeste une croissance normale et régulière du nombre des naissances qui correspond à l'accroissement de la population, comme l'indique le tableau suivant :

1690	—	16 naissances pour 324 personnes
1691	—	20 »
1692	—	10 »
1693	—	18 »
1694	—	18 »
1695	—	23 »
1696	—	21 » pour 488 personnes
1697	—	22 »
1698	—	23 »

Parmi les sept mariages que bénit Jean d'Etchemendy pendant son séjour, se trouve celui d'Isaach Veyret, de l'Evêché de Saint-Ange, et de Françoise, fille de Jacques Barrière, célébré à Saint-Denis, le 29 mai 1697 (1075). Il s'agit là du capitaine de ce mystérieux navire, le «*Saint-François*», qui se perdit aux Comores. Arrivé le 6 décembre 1696, en barque, il décide de renoncer aux aventures et ne tarde pas à

trouver à son goût l'une des filles de ce Jacques Barrière dont on ignore encore qu'il serait condamné aux galères. Mais avant son mariage, «Isaac Veyret, fils du légitime mariage d'Isaac Veyret et d'Esther Pennaud», âgé d'environ 42 ou 43 ans, doit faire abjuration et renoncer «à l'hérésie dans laquelle il a vécu» (1076). Il le fait à Saint-Paul, le 14 mai 1697, «entre les mains de Messire Louis de Lice, prêtre et missionnaire apostolique, qui, par hasard, s'est trouvé dans cette Ile». Ce même prêtre reçut encore l'abjuration, le 9 juillet suivant, «dans le quartier de St Jean, dans la maison du sieur Turpin», à Sainte-Suzanne, d'un certain «I. Luc de ..., de la ville de Dieppe, âgé d'environ 34 ans» (1077); puis, le 16 septembre, «en l'Eglise de Saint-Paul», celle de Jean Rose, anglais de nation, âgé d'environ 30 ans» (1078). Les trois abjurations se firent «avec le consentement du curé de Bourbon», et même en sa présence, sauf celle de Sainte-Suzanne. Un acte de baptême, du 29 août 1697, cite un certain «Mr Cité, missionnaire apostolique» (1079). Dans ces quatre textes, il s'agit assurément de Mr de Sicé, probablement prêtre des Missions Etrangères, dont le nom a été déformé. Missionnaire au Canada, il était passé aux Indes en 1682; il est en Chine en 1685 (1080) et Antoine Boucher nous apprendra plus tard que «Monseigneur de Sicé», à son passage à Bourbon, y avait reconnu Denis Turpin, rencontré jadis au Canada (1081). Mr de Sicé, revenant de Chine en 1697, avait dû s'embarquer aux Indes sur le «Postillon».

Le registre des décès qui nous est parvenu et qui, malheureusement, ne commence qu'à l'année 1697, porte onze inhumations faites par M. d'Etchemendy, du 25 janvier 1697 au 18 août 1698, ce qui est relativement peu pour une période de dix-neuf mois, mais, les âges des défunts dénotent une forte mortalité infantile dès cette époque : six des décès mentionnés, sur onze, se rapportent à des enfants.

LES BIENS D'UN RICHE HABITANT.

UNE pièce particulièrement précieuse, nous permet de pénétrer un peu dans la vie quotidienne des Bourbonnais aisés de ce temps-là : c'est l'Inventaire des choses appartenant à Madame Royer de ce qui s'est trouvé après la mort de son défunt mary» (1082). Il s'agit d'Antoine Royer, de «Bransion, diocèse de Chalon-s-Saône» (1083), maître-chirurgien, fixé dans l'Ile dès avant 1670; d'abord installé au Butor (Saint-Denis), il céda sa concession à Robert Duhal le 7 juillet 1687 (1084) et en acquit une autre à Sainte-Suzanne, entre Jean Brun et le cimetière, le 5 février 1690 (1085). Marié à Marguerite Texère, il en eut six enfants légitimes, trois garçons et trois filles, sans compter ses enfants naturels.

Conseiller du Père Bernardin, il avait décliné l'honneur d'être commandant de Bourbon, cédant la place à Drouillard. Il paraît avoir joué

un rôle important dans le complot contre M. de Vauboulon, et certains auteurs l'accusent d'avoir administré à cet infortuné gouverneur le «bouillon mortifère», qui l'aurait aidé à trépasser. Il maria deux de ses filles à Firelin et à Bidon. Il mourut le 2 février 1697 (1086), âgé d'environ cinquante ans.

L'inventaire fait le 3 février, mentionne comme personnel domestique : «7 negres : 2 hommes, 1 femme, 4 enfants»; et comme animaux «un cheval» — sans doute importé des Indes — «3 bœufs : un grand et deux petits»; 8 porcs à savoir : «3 truies, un vérat, 4 châtres»; «7 oys» et «10 coqs d'Inde tant petits que grands».

Pour l'exercice de son métier, le chirurgien Antoine Royer disposait d'un matériel rudimentaire : «2 ciseaux», «5 rasoirs», «un petit coffre de chirurgie et quelques médicaments», «une trousse garnie, une seringue», et «26 livres, tant de chirurgie que de décoction», c'est-à-dire de Botanique et d'Herboristerie.

On remarque dans cet inventaire, une réserve considérable d'étoffes : 39 pièces de divers tissus, magelipatam, gingand, chine, toile rayée, mousseline, toile blanche fine de coton, soye, toile bleue, brocard de Soually, toile é[crue] de coton, mouchoirs et serviettes ouvrées en pièces, 12 aunes de dentelle, 13 paquets de fil, 3 tapis.

Les objets précieux sont également en nombre — coquetterie ou goût de l'or — : «2.980 escus» d'or, «monnoys d'Espagne et autres», «18 livres de mitraille» ou menue monnaie, «1 collier doré», «2 chaînes d'argent», «17 bagues d'or» et un bracelet ou «organeau d'or», «8 pendants d'oreille d'or», «un petit bracelet et une médaille d'or», «2 chapelets de corail», «2 croix d'or et 2 barillets d'argent, fabrique morte», «2 croix d'argent», «15 boutons d'argent», «une agraffe d'argent», «2 croix d'argent», «une arme garnie d'argent», «un cachet d'argent».

Le linge de corps comprenait onze mouchoirs, douze chemises dont trois à demi-usées, douze «canesons» variés; et la garde-robe «une veste rouge et un justaucorps d'estamine», «1 justaucorps et une veste de drap blanc», «une culotte de chamoi» (on savait, chez Royer, tanner...), «5 chapeaux tant vieux que neufs».

L'outillage n'était pas négligé, tous les bras pouvaient travailler : 15 serpes, 4 ciseaux et quatre tarières, 2 scies grandes et une petite, un scie [de] long, 6 grattes, 2 gouges, 3 petits ciseaux et 4 marteaux, douze pioches, 6 haches, une grande meule de grès.

Mais le matériel de table et de cuisine était restreint : «deux nappes ouvrées», «2 cuillers et 2 fourchettes, une tasse et un pot d'argent», «une cuiller d'argent», «un mortier et le pilon de fonte», 15 bouteilles,

«3 plats de cuivre», «2 grils», «une lampe de fer», «8 touquins (?), une escuelle de faillance et deux pots», «un poillon».

La literie se composait de 2 courtépoin'es, 2 couvertes de laine rouge, 2 paires [de draps], 3 vieilles courtépoin'es, 2 matelas, «un morceau de toille à voile pour faire une paillasse»; mais de lit, point, pas plus d'ailleurs que tables ou chaises : en fait de meubles on ne mentionne qu'un deux coffres et «un petit cabinet» ou buffet; en somme à peu près ce que l'on trouve encore de nos jours, dans les plus modestes «cases», où l'habitude s'est conservée de manger avec ses doigts, assis sur ses talons, avec pour assiette, une feuille de bananier.

Il faut mentionner enfin une précaution qui n'effrayait pas nos ancêtres : «4 linceuls de toille de lin» pour parer à toute éventualité; on croyait en ce temps-là que l'homme est mortel et l'on y pensait parfois.

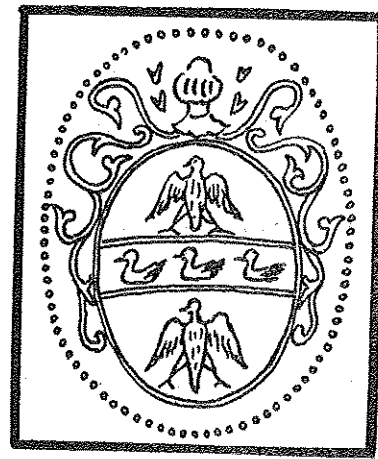
Le Registre des mariages nous permet de signaler comme définitivement installés dans l'île :

«François Bouché, fils légitime de Louis Bouché et de Marie... de Loche, de l'Archevêché de Tours», par son mariage avec Gabrielle Bellon, le 17 septembre 1696 (1087);

«Henry Grimaud, de l'Evêché de Blois», par son mariage avec Marie Touchard, le 23 septembre 1696 (1088);

«Jacques Picard, de l'Evêché de Luçon», par son mariage avec Louise Collin, le 1^{er} novembre 1696 (1089).

M. DE LA COUR ET MESSIEURS LES MISSIONNAIRES.



EN France, sur les instances de Le Mayer, les Directeurs de la Compagnie et le Roi avaient fini par s'intéresser à Bourbon, et le «Marchand des Indes», parti le 13 avril 1698, voguait sur l'Océan à destination de notre île. Le 4 juin, il relâchait à la Baie-de-tous-les-Sain's, d'où le sieur Darguibel, marchand de la Compagnie, pouvait écrire : «M. de la Cour, gouverneur, Madame sa femme et mademoiselle sa fille, messieurs les missionnaires, se portent bien... J'espère que je trouverai l'île Bourbon en bon état» (1090).

Protégé du Ministre de la Marine, le nouveau gouverneur avait été nommé par le Roi aux premiers jours de

* Armes de Jacques de la Cour de la Saulaie — d'après un sceau de cire relevé par M. Massinot — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 24 novembre 1698.

l'année 1698, mais la Compagnie lui avait tout d'abord marqué son opposition. Dès avant le 9 février, les Directeurs lui firent savoir qu'ils ne voulaient pas faire les frais d'un gouverneur pour une île qui ne leur avait rapporté jusque-là que des déboires. Ils arguaient que le précédent gouverneur nommé par le Roi, Vauboulois, avait émarginé au budget de la Marine. Cependant, sur les interventions répétées du Ministre, ils finirent par traiter avec le sieur de la Cour; le 1^{er} mars 1698, ils lui accordèrent une somme de quinze cent livres, qui, disent-ils, lui a été payée comptant, à condition qu'il ne pourrait prétendre de la Compagnie aucun gage ni appointements pendant le temps de son gouvernement. Bien que l'intéressé se fût déclaré satisfait de cet arrangement, «les Directeurs en considération de la protection que Monseigneur [de Pontchartrain] lui accordait, et pour l'engager à établir dans ladite île un bon commerce, lui promirent de lui donner un dixième de tous les profits qu'il pourrait procurer à la Compagnie sur les marchandises qui seraient apportées en France du crû de ladite île» (1091). «Jacques de la Cour, écuyer, sieur de la Saulaie» (1092), rejoignait son poste accompagné de sa femme, Anne de Touche, et de leur fille Marie-Louise de la Cour (1093).

Les missionnaires dont il est parlé plus haut étaient deux prêtres du Séminaire des Missions Etrangères de Paris, Messieurs Roulon (non pas «Roulleaux» comme on l'écrit habituellement) de la Vante, prêtre du diocèse de Bayeux, et Goulven Calvarin, du diocèse de Léon (1094). Voyant l'inertie des Directeurs de la Compagnie concernant «les ecclésiastiques qu'il faut envoyer en l'île de Bourbon, l'aumônier du «Médemblick» qui y est resté n'y étant demeuré qu'à condition d'être relevé incessamment», le Ministre de la Marine, Pontchartrain, était intervenu. Pour les presser d'agir, dans une lettre du 15 janvier 1698, il avait conseillé de s'adresser «au supérieur des Missions Etrangères» afin d'en obtenir «quelques sujets qui aient les qualités nécessaires pour remplir de pareilles places», car, disait-il, «il ne convient pas de prendre pour cela le premier venu, ny des religieux qui, n'ayant aucune expérience du monde, sont capables de tomber dans des excès dont les suites sont souvent funestes» (1095).

Comme précisément deux prêtres se disposaient à gagner la Chine, l'affaire ne traîna pas : ils s'arrêteraient à Bourbon aussi longtemps qu'une solution définitive n'aurait pas été trouvée. Le 16 février 1698, «Louis Antoine [de Noailles], par la miséricorde divine et la grâce du Saint-Siège apostolique, Archevêque de Paris, duc de St-Cloud, pair de France, commandeur de l'Ordre royal du Saint-Esprit» en faisait ses «vicaires généraux pour le spirituel dans l'île d'Afrique vulgairement nommée de Bourbon», laquelle, précisait l'Archevêque «dépend de notre

diocèse», ce qui est assez contestable puisqu'aucune décision romaine n'était intervenue dans ce sens. Les pouvoirs ainsi concédés à M.M. de la Vante et Calvarin étaient aussi étendus qu'ils pouvaient l'être; nous vous donnons, écrivait le Prélat, « à vous et à chacun de vous, le pouvoir solidaire et le mandat spécial de régir et d'administrer la diocèse au spirituel; de conférer tous bénéfices dont la collation dépendrait de nous, lorsqu'une juste raison l'exigera; de suspendre, d'interdire, d'excommunier; d'accomplir tous autres actes, de faire et de faire faire par d'autres, tout ce que l'on sait être de droit, de l'office du vicaire général et que nous-mêmes pourrions faire, même s'il s'agissait de questions plus importantes qui exigent un mandat spécial» (1096).

C'est munis de ces pouvoirs considérables, qu'à la mi-septembre 1698, ils débarquèrent à Bourbon (1097).

Il a été écrit que les «deux prêtres des Missions Etrangères mandatées par l'Archevêque de Paris... se fixèrent l'un à Saint-Paul, l'autre à Saint-Denis» (1098); nous pensons que c'est là une affirmation erronée. Malheureusement, de 1698 à 1704, nous ne possédons plus aucun acte de catholicité concernant Saint-Denis et Sainte-Suzanne (1099), cependant les registres de Saint-Paul montrent que les deux prêtres ont exercé à Saint-Paul à tour de rôle : «Roulleaux» y signe toutes les pièces jusqu'en fin d'année 1698 (1100); puis Calvarin signe en janvier, février et mars (1.101); ensuite c'est Roulleaux, d'avril 1699 au 7 février 1700 (1.102); puis encore Calvarin du 27 février au 28 juin (1.103); Roulleaux reprend la plume le 8 août 1700 et la tient jusqu'au 13 février 1701 (1.104); de nouveau c'est Calvarin du 14 mars au 26 mai (1.105); enfin Roulleaux du 28 juin au 4 juillet 1701 (1.106). Une dernière fois le 24 juillet (1.107), ce dernier signera un acte de baptême qui se trouve inclus dans la série de ceux qu'a signés son successeur comme «curé de Bourbon», Jean Auffray. Nous disons bien comme «curé de Bourbon», car si Henri Roulon de la Vante ne signe habituellement que «Roulleaux» — une fois cependant, le 28 décembre 1698 (1.108), il se donne les titres de «missionnaire apostolique et Curé de l'île Bourbon au quartier de Saint-Paul» — son compagnon se désigne communément comme étant «Goulven Calvarin, vicaire de Bourbon». Ceci donne à penser que les deux prêtres des Missions Etrangères, bien qu'ils fussent, tous les deux et de façon solidaire, vicaires généraux de l'Archevêque de Paris, s'entendirent, en arrivant dans l'île, pour que l'un fût «Curé» et l'autre son «vicaire». Tous les deux résidaient habituellement à Saint-Paul, car on les y trouve parfois simultanément, ainsi le 29 novembre 1699, les 19 janvier et 13 février 1701, une fois encore avant le 21 février, puis en fin juin (1.109); mais le «vicaire de Bourbon» ne signait les pièces qu'en l'absence de son «curé», ou lorsque celui-ci se trouvait momentanément empêché. Roulon s'absentait

régulièrement tous les ans, pendant trois mois environ, à l'époque de Pâques. Le reste de l'année peut-être était-ce le vicaire qui desservait de temps à autre la Partie du Vent.

BOURBON CENTRE DE FLIBUSTERIE.

Lorsqu'il débarqua, M. de la Cour voulut s'imposer dès l'abord à ses sujets par une mesure de justice et d'autorité. Les Tribunaux de France avaient dû établir la participation d'Antoine Royer à l'attentat contre Vauboulon et chargé le nouveau gouverneur de l'exécution de la sentence : «Où est Royer?» demanda M. de la Cour en arrivant. «On lui répondit : Il est mort depuis trois ou quatre ans. — J'en félicite sa veuve, répliqua le Gouverneur, car si je l'avais trouvé en vie, je le faisais pendre à cet arbre que voilà!» «M. de la Cour, note Pierre Cadet, ne fit guère que cet acte de fermeté. Il s'adonna bientôt au passe-temps, ne s'occupant qu'aux danses et à donner des fêtes» (1110). Ce «Gouverneur pour le Roi et Juge en toutes affaires civiles et criminelles» paraît n'avoir pas fait montre d'une particulière activité administrative. Aucune lettre, aucun mémoire ne nous sont venus de lui; par contre, trente-quatre pièces d'Archives — ventes, donations, concessions, contrats de mariage — portent sa signature. Les concessions qu'il accorda ont ceci de particulier qu'elles ne comportent aucun cens, sauf sur demande expresse du bénéficiaire, ou lorsqu'une redevance avait déjà été précédemment imposée sur une propriété. Peut-être faut-il chercher la raison de cette particularité dans le fait que de la Cour concéda des terres surtout dans le but de promouvoir l'élevage, comme l'avaient déjà fait avant lui Firelin et Bastide.

Il semble que M. de la Saulaie ait manifesté un sens aigu des affaires, cherché avant tout à tirer profit du poste qu'il occupait, et exploité l'accord, passé avec Compagnie, qui lui accordait un dixième sur les tractations commerciales de l'île. Des lettres, émanant de Bourbon et datées des 4 septembre et 27 novembre 1699, avisèrent les Directeurs que «ledit sieur de la Cour, bien loin de s'employer à procurer des avantages à la Compagnie, travaillait uniquement à détruire l'Isle en mettant des impositions de sa propre autorité, sans aucun titre, sur le sel et sur les autres denrées de l'Isle, même sur des troupeaux de bœufs qui appartiennent à la Compagnie, dont il retire des droits qu'il s'attribue injustement». Ces rapports furent apportés par la «Zélande», dont le Capitaine et les Officiers avaient bénéficié au passage des largesses du Gouverneur; ils avaient reçu en présent, bœufs, poules et cabris, pour prix de leurs complaisances. Ils consentirent ainsi à mener à la Martinique «un nommé Forget flibustier de l'Isle Bourbon», qui devait être la cheville ouvrière d'une entreprise de commerce intérieure entre les Antilles, l'Afrique, Madagascar et la Mer des Indes,

et dont on attribua le dessein à M. de la Cour. Il s'agissait d'armer à la Martinique «un navire de 120 tonneaux, pour aller à l'Île de Bourbon y porter du vin, de l'eau-de-vie et des alambics..., aller à la côte d'Afrique auparavant, y porter des marchandises, et ensuite embarquer des nègres et surtout des négresses pour l'Île de Bourbon; de là, revenir à l'Île de Sainte-Marie pour y acheter des marchandises des Indes où il y en a nombre; retourner à la côte d'Afrique, faire la traite des nègres, et ensuite revenir à la Martinique» (1111). Ce beau projet ne trouva pas sa réalisation complète; touchant Madagascar dans le but d'y commercer avec les forbans, le navire fut, par ceux-ci, capturé avec son équipage (1112).

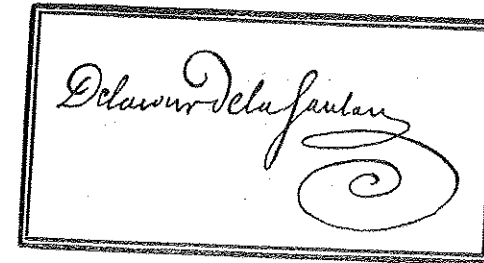
Ces mêmes lettres de septembre et novembre 1699 portent contre le Gouverneur de Bourbon d'autres accusations formelles, graves, celles de trafiquer avec les forbans, de faire par leur intermédiaire la traite des nègres, et de transformer Bourbon en un centre de fibusterie. «Il était arrivé à ladite Île, écrivait-on, le 6 janvier 1699, un brigantin forban anglais qui avait douze hommes d'équipage, chargé de farine, pain, vins, eaux-de-vie, sucre, chapeaux, bas, souliers, armes et poudres, pour assister les forbans; et le capitaine de ce brigantin, n'ayant pas trouvé dans l'Île un des forbans qu'il cherchait, il avait, par ordre dudit sieur de la Cour, négocié avec quelques habitants, même avec lui, du sucre, du vin, de la bière, des bas, chapeaux et souliers, pour environ 300 ou 400 Livres; il en était parti huit jours après pour Madagascar avec un chirurgien anglais que ledit sieur de la Cour avait fait embarquer avec ordre de sa part d'avertir tous les forbans de venir en bonne assurance en ladite Île et qu'il leur donnerait asile. Ce que ledit brigantin a fait, car aussitôt qu'il fut arrivé à Madagascar, il fit diligence pour vendre les marchandises, et après s'être chargé de 23 nègres et de 24 passagers, il retourna à l'Île de Bourbon, où, étant arrivé le 26 mai dernier (1699), il mit six fibustiers et deux créoles de la Barbade à terre avec les nègres, qu'il vendit 100 écus chacun, du nombre desquels ledit sieur de la Cour se fit donner le dixième. Ledit brigantin est party de l'Île de Bourbon le 31 mai 1699 pour s'en retourner à Madagascar avec de nouvelles assurances de la part dudit sieur de la Cour de donner asile, assistance et protection aux forbans, fibustiers et tous ceux qui viendront dans ladite Île.»

«A cette mauvaise conduite, on ajoute, disent les lettres, que ledit Sr de la Cour a permis aux fibustiers de construire à leurs dépens une double chaloupe pour faire la traite à Madagascar. Tout cela ensemble est une preuve certaine que ledit sieur de la Cour a des intelligences avec les forbans qui ne peuvent produire que la perte de cette Île, puisqu'il fait tout ce qu'il faut pour que les forbans s'en rendent maîtres» (112). Il n'y avait d'ailleurs pas de petits profits pour la fa-

mille de la Cour, puisque la femme du Gouverneur tenait «boutique de liqueurs au bout du Pont-Neuf» à Saint-Denis (1114).

Tous ces agissements ne furent évidemment pas sans provoquer les protestations des Pères de la Vante et Calvarin.

COLONS ET ESCLAVES.



Les actes de Baptêmes nous signalent, entre le début de 1699 et le 14 mai 1701, un apport de quarante-trois nouveaux esclaves, mâles et femelles, baptisés à Saint-Paul, parmi lesquels dix-neuf étaient des

enfants de 5 à 15 ans, dix-sept des adultes de 16 à 30 ans; des autres l'âge n'est pas mentionné. Beaucoup sont portés comme nés à Madagascar, l'un est dit «Mallebarien» (1115). Nous ignorons s'il y en eut d'autres baptisés à Saint-Denis et à Sainte-Suzanne.

Les dates de ces baptêmes, dont certains ont été conférés en groupe : treize le 19 avril (1116), quatre le 14 août 1699 (1117), quatre le 10 avril 1700 (1118), six le 14 mai (1119), semblent établir que tous les navires de cette époque faisaient la traite des Noirs à plus ou moins grande échelle. Ainsi, un certain «Etienne...», Enseigne de Vaisseau, est porté comme parrain d'un enfant de neuf ans, le 25 novembre 1699. Il s'agit là d'un Officier de la «Zélande», bâtiment de l'Escadre des Augiers, sous le commandement du Comte de Modène, qui fit seule escale à Bourbon, du 8 au 28 novembre 1699, venant de Pondichéry (1120). Dans la suite, il y eut encore à passer par Mascarin, au milieu de l'année 1700, la «Toison d'Or», capitaine Demons, venant aussi de Pondichéry; ce vaisseau de 500 tonneaux demeura quatre mois dans les eaux de l'Île (1121). Mais en fait de navires nous ayant à coup sûr amené une cargaison d'esclaves, en plus du brigantin anglais mentionné plus haut et «chargé de 26 nègres», nous ne pouvons citer avec certitude qu'un «fourban qui venoit de prendre sur cette coste [d'Afrique] un navire portugais qui y faisoit la traite»; sans doute faut-il identifier ce bâtiment avec le «navire fourban qui se perdit en 1701 contre le Cap de St-Denis où le houragan l'avoit jetté» (1122), puisque les «fourbans» du premier s'établirent dans l'Île; ils ne l'auraient pas fait sans y être contraints par la nécessité; par la même occasion, ils firent argent de la cargaison humaine de leur prise.

* Signature de Jacques de la Cour de la Salette — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 23 décembre 1700.

Parmi les autres actes intéressants de cette période, signalons d'abord, l'acte de baptême d'un Bellon Antoine, né le 9 août et baptisé le 12 août 1700 : parmi les signataires se trouve, « Vincent Robin de Saint-Germain, prêtre » (1123). Sans doute était-il venu à Bourbon à bord de la « Toison d'Or », mais n'a-t-il fait que passer ? ou bien s'est-il, dès cette date, installé à Saint-Denis, comme il le fera plus tard, nous ne saurions le dire vu la déficience des registres de Saint-Denis.

Au registre des mariages, nous relevons ceux de :

« Etienne Le Baillif, fils de René Le Baillif et de Louise Chopin de la paroisse St-Pierre en la ville Evêché d'Angers », avec Marie Hibon, le 25 février 1699 ;

« Pierre Folio, fils de Pierre et de Jeanne Pignon, de la paroisse St-Pierre des Cors, en Touraine », avec Françoise Cadet, le 9 septembre 1699 ; ancien fibustier, Pierre Folio était arrivé dans l'Île quelques mois plus tôt ;

« Pierre Parny, fils de Pierre Parny et de Louise Ariez, de la ville de Lerissay en Bourgogne », avec Barbe Mussard, veuve de Louis Chauveau, le 10 mai 1701, « en présence du Gouverneur » (1.124) ; « boulanger de profession », Pierre Parny « fut à l'Isle Bourbon avec M. de la Cour dont il était le domestique » (1125).

VUES DE « M. DE LA VANTHE ».

Monsieur Roulon de la Vante semble avoir pris grand intérêt à Bourbon et à son développement économique. Il fit à la Compagnie des rapports qui furent très goûtés puisqu'on les voit fréquemment cités par la suite :

« Monsieur de la Vante, craint que le raisin ne mûrisse pas également, y en ayant (à la fois) du gros meur, et du petit en verjus » (1129). « Que la grappe ne mûrisse pas toute à la fois... Je le pardonne à Mr. de la Vante qui n'a pas vu ses treilles que dans leur principe, lorsque (1131). « Mr. Lavante et tous ceux qui ont séjourné dans l'Île assurent les habitants n'avoient pas la pratique de les couper » (1130).

« Mr. de la Vante assure que les rochers... sont couverts [de coton] » « Mr Lavante et tous ceux qui ont séjourné dans l'Île assurent que le subrécargue d'un vaisseau hollandais qui toucha l'île fit présent d'un pied de giroflier à un habitant par reconnaissance » (1132). « M. de la Vanthe dit avoir vu croître deux ou trois plantes de poivrier qu'on avoit remis dans l'Île, que la seule négligence y a fait périr » (1133). « La nature fournit des araignées dont les toiles et les fils sont de la soye. M. de la Vante dit qu'une femme de l'Île en a tissé » (1134).

A propos de moutons « leurs laines paroist rude au toucher : peut-estre sela vient-il de se que l'on ne la sçait pas dégraisser. Il faudrait sur cela une instruction, aussi bien que pour la filler et le poil de chèvre, que Mr. de la Vante a très bien observé estre fort ras à l'Isle Bourbon » (1135). « Monsieur de la Vante a dit que l'étang de St. Paul pourroit contenir un bastiment de 5 à 600 tonneaux... Lorsqu'il a vu l'étang, il y avoit au dessous du banc des Roches, vers l'embouchure, un Bassin qui sans difficulté auroit contenus un pareil Bastiment » (1136).

Roulon et Calvarin donnèrent entière satisfaction à leurs ouailles comme à la Compagnie, et laissèrent dans l'Île après leur départ, un souvenir durable et des regrets unanimes. « Autrefois, écrira Hébert en 1708, nous avons eu Mrs Calvarin et Lavante, des Missions Etrangères, qui y ont fait grand bien » (1137). En 1711, la Compagnie, dans son mémoire à Parat dira : « Mr. de la Vanthe et Calvarin... ont servi l'Île, y ayant vécu en véritables pasteurs et laissé regret de les avoir perdus... » (1138) et plus loin on les désigne comme les « deux plus pieux prêtres que l'Île aura jamais » (1139).

Ces deux ecclésiastiques vivaient de peu, et uniquement des dons faits par les habitants, car le mémoire à Parat, cité plus haut, nous apprend que, seuls des prêtres de cette époque, « Mrs de la Vanthe et Calvarin... n'ont point eu d'appointement » (1140).

Comment des prêtres aussi saints purent-ils entrer en conflit avec le gouverneur ? Ils trouvèrent beaucoup à réformer dans les mœurs du gouvernement de la Colonie, et ils s'aliénèrent les Chefs et Notables en prêchant la restitution des biens acquis de connivence avec les écumeurs de mer. En tous cas, le fait demeure certain : « Mr. Lacour, rapporta Hébert, les a tellement fatigués qu'ils ont demandé leur retour » (1141). Si l'Isle les a perdus, répète la Compagnie, c'est « par le caprice du Sieur Lacour, gouverneur, et par l'inattention de ses commettans » (1142). Et encore : « Le Sr. Lacour a causé la retraite des deux plus pieux prêtres que l'Île aura jamais » (1143).

Ce n'est certes pas que les médiateurs aient fait défaut. En particulier, le Comte de Modène, commandant du Roi sur la « Zélande », et le trop célèbre Père Tachard — jésuite qui revenait du Siam à son bord — s'entremirent pendant l'escale qu'ils firent à Bourbon du 8 au 28 novembre 1699, pour réconcilier les autorités civiles et religieuses. Mais après leur départ, on se brouilla plus que jamais, et les deux missionnaires finirent par demander leur retour. Les Archives des Missions Etrangères nous apprennent qu'ils continuèrent ensemble, par la suite, leur œuvre apostolique au Canada.

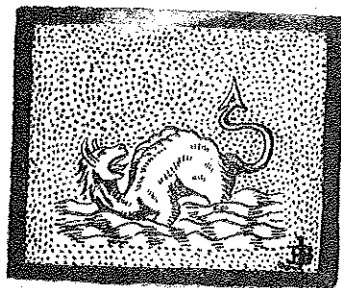
La conduite du Gouverneur de la Cour, connue à Paris, y fut jugée sévèrement. Le second du «*Bourbon*» Darguibel, fut «chargé de le ramener en France». Il le prit à son bord, lors de son escale à Mascarin, en juillet 1701, mais, étant d'intelligence avec lui, il le «laisa évader», aux Indes probablement (1144). Un rapport du Capitaine de la «*Toison d'Or*», du 15 janvier 1701, nous donne un aperçu de ce qu'était la Colonie de Bourbon, en la première année du XVIII^e siècle. L'île comprend alors «cent familles de gens mariés et... 600 communicants», c'est-à-dire 600 adultes faisant leurs Pâques. Le Gouverneur «est dans une maison couverte de paille et a devant la porte une terrasse avec une batterie de 10 canons de calibre de 10 livres. Il n'y a point de troupes; l'île n'est défendue que par les habitants. Les meilleures terres sont du côté de St-Paul; les habitants n'en cultivent que pour leurs besoins; elles rapportent du bled, du riz, des patates, des ignames, des ananas et autres produits de l'Amérique et autres légumes.

«Il y a une vingtaine d'habitants qui ont chacun environ 30 vaches, bœufs ou veaux; il n'y a point de moutons; il y a de cochons qui s'y sont rendus sauvages; il y a nombre de volailles et de dindes; il y a des chèvres, beaucoup de tortues de terre assez grosses; l'équipage de la «*Toison*» s'en est raffraîchi un long temps; il n'y a point de chevaux.

«Il y a trois bourgades : St-Denis, St-Paul, Ste-Suzanne. A la dernière, les maisons sont éloignées les unes des autres. Chaque habitant a sa maison et son terrain à cultiver.

«Il s'y est établi douze flibustiers, mais ce sont des gens, quand ils ont été trois mois à faire un métier, ils s'en lassent; si présentement ils trouvaient occasion de retourner en flibustiers, ils le feraient.» (1145)

LA COMPAGNIE AUX MAINS DE JEROME PHELYPEAUX.



Nous avons, au passage, cité la «*Zélande*» et la «*Toison d'Or*» qui sont venus à Bourbon en 1699 et 1700. La «*Zélande*», nous l'avons vu, appartenait à l'escadre des Augiers, partie de France au début de 1698, la «*Toison d'Or*», avec le «*Maurepas*», avait constitué l'armement de 1699, parti du Port-Louis, le 19 février, à destination de Pondichéry et du Bengale; le 7 avril suivant appareillaient, à leur tour, mais pour Surate, le «*Florissant*», capitaine de Joucoux, et l'«*Aurore*», capitaine

* Monstre marin d'après une carte ancienne (1759)

Marquaysac (1146). Bientôt après, avaient eu lieu, au Port-Louis, quelques retours : en fin juin la «*Princesse-de-Savoie*» partie de Surate le 1^{er} février précédent (1147); le 6 août le «*Phélypeaux*», le 21 août l'«*Etoile d'Orient*» venant tous deux du Bengale; la cargaison des trois bâtiments se vendit 3 millions 500.000 livres, avec un bénéfice net de 750.000 livres (1148). Ce succès fit renaître tous les espoirs d'un rapide et complet rétablissement de la Compagnie, et le nouveau ministre de la Marine, Jérôme Phélypeaux, comte de Maurepas, âgé de vingt-cinq ans, qui succédait à son père, le duc de Pontchartrain et prenait son nom, en septembre 1699, s'empessa de communiquer les projets du Roi aux Directeurs. Le 5 novembre suivant, une nouvelle escadre serait envoyée pour achever l'acquisition du port de Merguy, fonder un autre établissement sur la côte de Malabar, établir un représentant auprès du Mogol; il fallait intensifier les envois à Pondichéry et au Bengale (1149). L'Assemblée Générale du 10 décembre approuva le dessein d'armer quatre vaisseaux en 1700 (1150).

Quelques jours plus tard, le 25 décembre, abordait à Dieppe, le «*Marchand des Indes*», venant de Surate avec une bonne cargaison (1151); au début de février 1700, deux vaisseaux du Roi, l'«*Agréable*» et la «*Mutine*», sous les ordres de M. de Châteaumorant, quittaient Brest pour la rade de Groix d'où ils appareillaient à la fin du mois de février. Au Cap l'escadre immobilisée par la mauvaise volonté des Hollandais, se laissa rejoindre par les deux bâtiments que la Compagnie, au début de mars, expédiait à Pondichéry : le «*Phélypeaux*», capitaine Le Quentrec, et la «*Perle d'Orient*», capitaine Houssaye. Les quatre voiles prirent le Canal de Mozambique et atteignirent en août la côte orientale des Indes (1152), cependant que le «*Saint-Louis*», capitaine Le Mayer, et l'«*Etoile-d'Orient*», capitaine Clavé, partis de France pour Surate le 19 avril, touchaient Bombay le 26 août (1153).

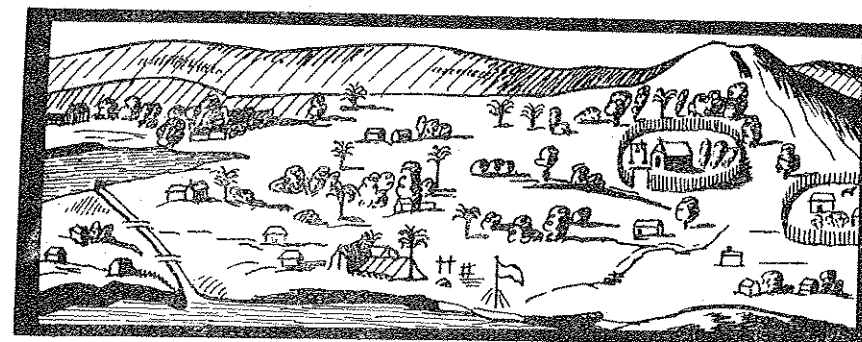
En France, étaient rentrés, d'abord la «*Zélande*» en fin mai; puis le 28 juillet, le «*Maurepas*» venant de Pondichéry, et l'«*Aurore*», de Surate, escortés par le «*Bon*» que montait des Augiers. Enfin le 1^{er} août, l'«*Amphitrite*» rentrait de Chine, escortée du «*Castricum*» (1154). C'est en vain que l'on attendit la «*Toison d'Or*» et le «*Florissant*», et non seulement la vente d'octobre ne produisait pas, loin de là, ce qu'on en escomptait, mais le naufrage, à l'île de Wight en décembre, d'une cargaison destinée à la Hollande, fit perdre encore à la Compagnie 250.000 livres (1155).

Partiellement rassurés par le retour tardif de la «*Toison d'Or*» le 28 décembre 1700, les Directeurs décidèrent le 2 janvier 1701 (1156), de faire un effort considérable afin de forcer le sort : le produit de la vente paierait une partie des dettes, un emprunt de 3 millions per-

mettrait un armement de cinq navires. De fait, le «*Maurepas*», le «*Pondichéry*» et le «*Marchand des Indes*» prirent la mer en février, à destination de Pondichéry — ils y seront le 17 juillet (1157) — et du Bengale. Puis en mars ou avril la «*Princesse-de-Savoie*» prit la route de Surate, tandis qu'instruits par l'heureuse expérience du «*Marchand des Indes*», les directeurs envoyaient le «*Bourbon*» (1158) vendre à Bourbon sa cargaison de matériel, avant de gagner Surate. Ce dernier bâtiment emportait à son bord, le nouveau gouverneur de Mascarin, Jean-Baptiste de Villers.



* Sceau royal 1690 — Ar. Co. Ré. — dossier 59.

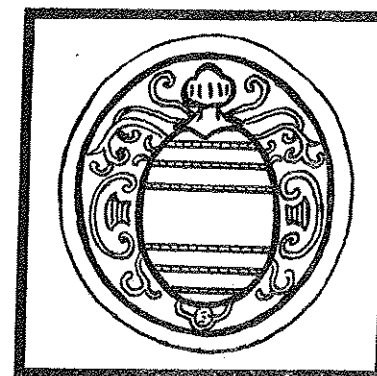


CHAPITRE DOUZIÈME

LES DÉBUTS DE M. DE VILLERS

1701-1705

DE VILLERS ET JEAN AUFFRAY.



Messire Jean-Baptiste de Villers» (1159), de Paris, était âgé d'environ trente ans en 1701 (1160), lorsque, sur présentation de M. Pelletyer (1161), il fut nommé, au début de l'année «Gouverneur pour le Roy et la Royale Compagnie des Indes, juge civil et criminel en Lisle de Bourbon» (1162). Dès le 8 janvier, il reçoit l'«Ordre et Instruction que Messieurs les Directeurs Généraux de la Compagnie des Indes Orientales désirent être exécutés en l'Isle le Bourbon» (1163), puis le 15, une autre «Instruction» plus détaillée (1164); enfin le 8 février on lui remit «les cartes des recensements faits par ses prédécesseurs» (1165) pour l'aider dans ses propres investigations, et il s'embarqua au Port-Louis, sur le «*Bourbon*», dès le mois de mars (1166). Les détails de la traversée, qui se fit de conserve avec la «*Princesse-de-Savoie*», nous manquent, ainsi d'ailleurs que la date d'arrivée des bâtiments dans les eaux de Mascarin, mais la dernière concession que nous ayons, signée

* Saint-Paul vu par Durot — Ar. Co. Ré. Registre P.

** Sceau des armes de de Villers d'après un cachet de cire relevé par M. Massinot — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 12 juin 1701

de La Cour, est du 13 mai 1701 (1167), et la première pièce d'Etat-Civil signée «de Villers» est un acte de baptême du 4 juillet (1168) où le nouveau gouverneur fait office de parrain; «Messire Pierre de la Marre du Boc, capitaine du vaisseau nommé «*le Bourbon*», avait déjà rempli la même fonction à Saint-Paul, la veille 3 juillet. On donne habituellement la date du 12 juin comme étant celle de la transmission des pouvoirs entre La Cour et de Villers; cette opinion est basée sur une concession accordée à Pierre Hibon, le 12 juin 1701 à la Rivière du Mât (1169), mais outre qu'il nous paraît anormal que le nouveau gouverneur ait signé une concession le jour même de son arrivée (1170), il n'est pas impossible que la date portée sur la pièce soit erronée; d'autre part, venir de France à Bourbon en moins de trois mois aurait constitué un record sensationnel pour les voiliers de ce temps-là.

Aussitôt débarqué, de Villers s'installa à Saint-Denis, selon les ordres reçus. «Les habitants ayant fait bâtir une maison pour le gouverneur, disaient ses Instructions, laquelle a été planchée et meublée par les ouvriers de la Compagnie, led. Sr. de Villers s'y logera avec le Sr. Pontho, garde-magasin de la Compagnie, qu'il nourrira avec luy à son dépens, et luy donnera pour le servir un Nègre de lad. Compagnie; lad. Compagnie luy donnant à cet effet la jouissance de toutes les redevances qui ont été mises sur les habitants de l'isle dont cy-joint est l'Etat» (1171).

Le «*Bourbon*» et la «*Princesse-de-Savoie*» demeurèrent à l'ancre jusqu'en fin juillet; ils appareillèrent pour Surate après le 24 juillet, jour où nous voyons le second du «*Bourbon*», le sieur Darguibel, servir de parrain à un adulte d'environ vingt ans, appelé Boci Martin, et «natif du Cap Vert en Afrique», qui se fit baptiser à Saint-Paul «après avoir renoncé au paganisme et fait sa profession de foi» (1172); mais aussi après le 27 juillet, date où le gouverneur écrivit une lettre à la Compagnie, et qu'il confia au «*Bourbon*» (1173). Pendant leur séjour, les capitaines Duboc et Garnier avaient en vain été sollicités de récupérer à l'aide de leurs chaloupes, les canons demeurés sur l'épave «du navire fourban qui se perdit en 1701 contre le Cap de St-Denis, où le houlagan l'avait jetté» (1174). Le 6 octobre seulement les deux bâtiments touchèrent à Surate; ils avaient pris à Bourbon l'ancien gouverneur de la Cour de la Saulaie et sa famille, ainsi que les deux prêtres des Missions Etrangères, Henri Roulon de la Vante et Goulven Calvarin qui préféraient rejoindre un autre champ d'apostolat; l'abbé «Roulleaux» célébra un dernier baptême à Saint-Paul, le 24 juillet 1701 (1175). Après leur retour en France, nous l'avons vu, les deux compagnons iront exercer leur ministère au Canada (1176).

L'«ordre et Instruction» à de Villers laisse entendre que «deux ecclésiastiques» devaient passer «avec luy, pour être Curés en ladite isle» de Bourbon. Sans doute y eut-il une défection puisque les registres de

catholicité ne révèlent, comme prêtre présent dans l'Ile, que le seul «Jan Auffray, curé de l'Ile Bourbon» entre le 19 juillet 1701 (1177), et le 1er mars 1702 (1178), si l'on excepte l'acte du 24 juillet signé par «Roulleaux» sur le départ. D'ailleurs les mêmes registres manifestent que le nouveau pasteur de l'Ile fut fréquemment absent de Saint-Paul pendant le second semestre de 1701, ce qui donne à penser qu'il dût se rendre quatre ou cinq fois dans la Partie-du-Vent pour y exercer son ministère, à moins que ces absences ne soient imputables à la maladie; ce prêtre en effet, si l'on en croit sa signature de plus en plus tremblée durant son séjour (1179), ne jouissait pas d'une bonne santé, au point qu'il dût rapidement demander son rapatriement.

Jean Auffray s'installa à Saint-Paul, non seulement parce que c'était le lieu de résidence de ses prédécesseurs, mais aussi parce que c'était de beaucoup, le quartier le plus peuplé. De Villers avait reçu, à son endroit, des instructions pleines d'attentions. «Il prendra soin, disaient les Directeurs, de lui faire donner le logement qu'occupe présentement le Curé qui est en fonction [et] qui doit sortir, et luy fera aussy donner les ustanciles qu'il a appartenans à la Compagnie» et s'il n'en a pas «la quantité suffisante, il la fera fournir des magasins de la Compagnie... et led. Sieur de Villers veillera que led. Sieur Curé soit traité honnestement dans l'habitation où il sera obligé d'aller à cause de l'éloignement des lieux; et luy donnera deux nègres de la Compagnie pour le servir dans la maison qui dépend de la Cure» (1180). D'autres instructions concernaient le prêtre que le gouverneur devait installer «en son quartier» de Saint-Denis, et à qui il aurait dû fournir «un logement honneste avec les untanciles appartnans à la Compagnie». D'ailleurs, il devait avoir «soin de soutenir et protéger dans toutes les fonctions ecclésiastiques et curiales, Mrs les Curez de Lad. isle, leur faisant port de tout respect et honneur.»

Avant le départ du «*Bourbon*», de Villers eut encore à régler une affaire religieuse «conjointement avec le Sieur Darguibel» représentant de la Compagnie et second du «*Bourbon*»; ils devaient examiner «si la somme de quatorze ou quinze écus qui aurait été remise [entre] les mains de François Muscard, habitant du quartier St. Paul, pour servir à bâtir une Eglise aura été entièrement employé; pour cet effet [le gouverneur] se fera représenter par led. Muscard le compte de dépense qu'il en aura fait, et s'il est bien déchargé par Mrs les Missionnaires» (1181). Nous ignorons les conclusions de cette enquête; elle dut au moins hâter la restauration de la Chapelle de Notre-Dame des Anges, dont nous aurons à parler plus loin. On sait, d'autre part, que le gouverneur, à la même époque, «avoit 302 écus pour l'Edifice d'une Eglise à Ste-Suzanne» (1182).

DE VILLERS PREND CONTACT

Le registre des mariages de Saint-Paul témoigne qu'en février 1702, se fixèrent à Bourbon par leur mariage : «Leroy Eustache, de l'île de Ste Croix en Amérique», et «Devos Simon, fils de Simon Devos, de la paroisse de Feyel (= Noyelles?), dans l'Evêché de... en Picardie»

Ces deux hommes faisaient partie de l'équipage du forban qui se brisa «contre le Cap de St-Denis» en 1701. Parmi les autres rescapés qui s'établirent dans l'île se trouvaient :

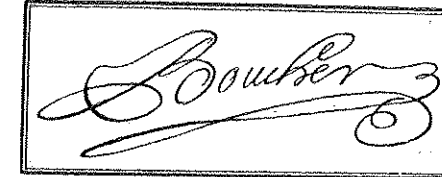
Pierre BOISSON,
André CHAMAN,
Jacques NAS,
Pierre NOEL, (1.183)

Plusieurs rapports et mémoires postérieurs signalent que les sieurs Duboc et Darguibel, revenant des Indes, s'arrêtèrent à Bourbon (1184), ce qui signifie que le «Bourbon» serait revenu dans les eaux de Mascarin dans les premiers mois de 1702 : il serait parti de Surate le 17 février, et devait atteindre la France en août (1185). Ce bâtiment, de même que la «Princesse-de-Savoie», avait été chargé de café. Il laissa dans l'île, en passant, plusieurs pieds de poivrier (1186)... et peut-être aussi des caféiers.

Jusqu'à la venue de Boucher, de Villers semble être demeuré dans l'expectative et s'être adonné à l'observation des habitants et à l'exploration de son île. Peut-être faut-il placer à cette époque, une excursion qu'il aurait faite sur les hauts plateaux, à la poursuite des noirs marrons, en compagnie du garde-magasin, René Le Pontho : d'où les noms de «Piton Villers» et «Bras-de-Pontho» donnés à un cratère volcanique et à une ravine de la Plaine-des-Cafres. En tout cas, il ne se pressa guère d'accorder des concessions. Mise à part celle, déjà citée, du 12 juin 1701, qui nous paraît suspecte, nous ne trouvons, pour l'année 1701, qu'un seul acte passé «en présence de M. de Villers», c'est une concession de terrain, à Saint-Paul, entre Henry Grimaud et Athanase Touchard, le 23 juillet (1187). M. de Villers avait pourtant, à ce sujet, reçu des instructions précises. «Il examinera toutes les terres qui se pourront défricher, disait le texte, et engagera les habitants d'y travailler, avec assurance que les terres qu'ils auront défrichées leur seront données en toute propriété par un contract, qui en sera dressé, qu'il signera conjointement avec les Curés, le Sr. Pontho garde-magasin, et autres témoins, la Compagnie ne se réservant qu'une redevance qui sera réglée à proportion des autres que payent les habitations qui sont établies dans l'île, de toutes lesquelles redevances lad. Compagnie accorde la jouissance aud. Sr. de Villers, pendant le temps de son gouvernement» (1188). En 1702, il ne fut pas beaucoup plus généreux qu'en 1701 : deux concessions seulement, l'une le 12 février à Pierre Boisson, l'autre du 18 février, à Pierre [Maillo*, dt.] Labrière, au Butor

(1189). Après quoi, de Villers écrivit deux lettres à la Compagnie en date du 24 mars et du 9 avril 1702 et les confia au Capitaine du «Maurepas».

ANTOINE BOUCHER



UNE flotte en effet, se balançait alors sur ses ancras, en rade de Saint-Paul. Partie de Pondichéry le 17 février, elle était arrivée à Bourbon dans la seconde quinzaine de mars et comprenait trois unités : le «Maurepas», le «Pondichéry» et le «Marchand des Indes», bientôt rejoints, sans doute, par la «Princesse-de-Savoie» et le «Bourbon», partis de Surate le même jour 17 février. La reprise des hostilités — guerre de succession d'Espagne — leur interdisait l'escale du Cap et ils s'étaient trouvés contraints de s'arrêter à Mascarin.

A bord du «Maurepas», un passager, commis de la Compagnie des Indes à Pondichéry, âgé de vingt-trois ans environ, le Sieur Antoine Labbé (1190) dit Boucher, retournait en France. Un rapport de 1708 prétendra qu'il avait été «renvoyé par Mr. Martin, étant débauché» (1191). Il était né à Brest ou dans une paroisse voisine vers 1679 (1192), mais n'était pas d'origine bretonne. «Il est fils d'un parisien, diront de lui les Directeurs de la Compagnie en 1710-1711, petit-fils d'un épicier du cimetière de St. Jean, parent de Mr. Savalette, nottaire à Paris, et d'autres bonnes familles» (1193). Son père se nommait Jean-Baptiste Boucher, et sa mère Jeanne Blanche Cassan était une flamande de Tourcoing (1194).

Lorsque les trois vaisseaux de la Compagnie abordèrent à Bourbon, René Le Pontho étant gravement malade, de Villers sollicita Boucher de vouloir bien demeurer à Mascarin, pour y remplir l'office de garde-magasin, ce qu'il accepta. Bientôt après, dans les premiers jours d'avril, les trois voiliers appareillèrent pour la France.

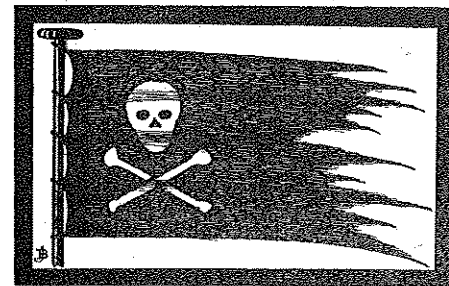
Sur l'un des trois navires s'était embarqué l'abbé Jean Auffray, obligé, par sa mauvaise santé, d'exiger son retour en France. L'un des aumôniers de bord, «Messire Pierre Marquer, de Quimper», alors âgé d'environ quarante-trois ans (1195), accepta de le remplacer et entra en fonctions le 2 avril 1702 (1196); il devait y rester jusqu'en 1709.

Le Pontho ne tarda pas à succomber : il mourut le 13 mai 1702. Boucher avait déjà pris son poste; le 6 avril, il avait contresigné la confirmation d'une concession accordée jadis à Julien Dailleau, par Firélin, «entre les deux rivières St. Jean» à Sainte-Suzanne, contre une redevance annuelle de «cinquante livres de riz en paille et douze poules». La pièce, et c'est la seule, est signée : «Labbé-Boucher» (1197).

* Signature d'Antoine Boucher — Ar. Co. Ré. Registre G1 — 25 juin 1704.

Aucune concession ne sera ni accordée, ni confirmée, à notre connaissance, avant 1703, mais trois ordonnances virent le jour avant la fin de l'an. Le 31 mai 1702, de Villers «enjoint de prendre garde de metre le feu en aucuns endroits sous peine à ceux qui y seroient surpris, si c'estoit des blancs, de six mois de cachot, et si c'estoit des Noirs, d'avoir le fouet et fleur de lys, avec promesse de donner quarante écus au dénonciateur» (1198). Le 12 septembre 1702 sortit une ordonnance sur la chasse à la tortue : elle n'était permise qu'une fois la semaine et sans chiens; l'infraction serait punie de douze écus d'amende; dont cinq iront à l'Eglise, cinq à la Compagnie et deux au dénonciateur; en cas de récidive les coupables seront châtiés corporellement (1199). Enfin, le 22 novembre, parut une ordonnance contre les voleurs : «si c'estoit des blancs», ils seraient «mis pendant un mois, festes et dimanches, au carcan avec la peau, ou plume, de ce qu'il aura volé, pendue au col, pour la première fois; et en cas de récidive, d'estre envoyez en france avec leur procès fait et parfait; et si c'estoit des Noirs, d'avoir le fouet et la fleur de lys pour la première fois, et pendus en cas de récidive» (1200). C'était là, pour de Villers, répondre aux ordres de la Compagnie qui lui avait prescrit d'avoir «soin de faire vivre les habitans chrétiens en paix et union, les discipliner et engager à cultiver les fruits et denrées de ladite isle, les exhortans de travailler et de ne pas faire les fainéans, [ce] qui est la cause de leurs querelles ordinaires, même de leurs séditions et révoltes». Avant tout il importait, si l'on voulait mettre l'île en valeur, d'éviter les destructions inutiles, spécialement occasionnées par les incendies. Le gouverneur «empêchera, avaient dit les Directeurs, que les Marchandiss que l'isle produira, ne soient vendues aux Etrangers, et qu'elles soient gardées pour estre portées en france par les vaisseaux de la Compagnie». «Il ne permettra pas que l'on défriche du costé de la mer, et que l'on abatte aucun arbre sans sa permission». «Les habitans ne prendront point plus de deux tortues de mer par semaine, et ne toucheront point au bois qui est sur le sable de St. Paul (1201).

HISTOIRE DE FORBANS



donner «aucune retraite ny secours à aucun corsaire ny forban de quel-

* Pavillon des vaisseaux forbans (37)

UN épisode, extrait du Journal de de Villers, nous permet de saisir sur le vif, les mœurs maritimes de l'époque et de voir comment nos insulaires savaient contraindre leur chef à enfreindre les Ordres de la Compagnie. Ceux-ci stipulaient que de Villers ne devait

que nation qu'il puisse être, à moins qu'il ne soit porteur d'une commission du Roy, contresignée du Secrétaire d'Etat, et sera deffendu aux habitans de ne rien vendre à peine destre mis au cachot pour estre menez en france par le premier navire» (1202). Le 18 juin 1702, un vaisseau de la Nouvelle Compagnie d'Angleterre, le «*Roucq*» (1203) — 40 canons; capitaine Jean Hanicon; marchand, Maître Rayt — jeta l'ancre à Saint-Paul. Depuis trois ans, il voyageait «en Chine, Bengale Suratte et autres lieux des Indes»; sa commission était régulière, et de Villers promit de lui fournir tout ce qui lui était nécessaire, non sans qu'un détachement, commandé par Jacques Béda, capitaine de Saint-Paul (1204), ne se soit, auparavant, assuré de l'identité de l'équipage par une visite à bord. L'anglais était encore en rade de Saint-Paul, quand apparurent et mouillèrent à ses côtés deux petits vaisseaux écossais, le «*Reitourne*» — 12 canons, 25 hommes — commandé par Robert Droman, et le «*Comtant*» brignatin aux ordres d'Alexandre Stouard. Le commandant du «*Reitourne*» s'étant rendu à bord du «*Roucq*», Hanicom le retient d'abord prisonnier sous prétexte que sa commission est irrégulière, puis il offre à de Villers de s'emparer des deux navires écossais; sur le refus du gouverneur français, l'anglais capture lui-même officiers et équipages écossais et les emmène à son bord.

Par précaution, car il craignait qu'on lui préparât quelque surprise, le Gouverneur de l'île maintint ses gens sous les armes. Bien lui en prit, car le lendemain matin, les capitaines anglais et écossais, parfaitement bons amis, vinrent à terre et Hanicom déclara à de Villers, qu'à y mieux regarder «les commissions écossaises étaient bonnes!». Pour les séparer, de Villers n'accepte de ravitailler les Ecossais qu'à Saint-Denis, mais «les vents et les courants se trouvèrent contraires» et les vaisseaux revinrent à Saint-Paul. Les capitaines écossais offrirent alors «de vendre quelques marchandises qu'ils avaient à leur bord, ainsi que quelques Nègres». De Villers refusa d'abord, «mais, écrit-il, les habitans me présentèrent une requête par laquelle ils me représentèrent le besoin où ils estoient de Noirs pour la culture de leurs terres, la Compagnie ne leur en ayant point envoyé depuis qu'ils habitoient dans l'isle. Je me trouvay obligé de permettre la vente desd. Noirs et deffendis aux habitans de donner plus de cent écus des plus grands et des plus forts, et depuis 40 jusqu'à 60 des autres; ils en vendirent seize tant grands que petits; après quoi, ayant pris les vivres et autres choses dont ils avaient besoin, ils remirent à la voile, et [s'en] furent à Madagascar comme nous l'avons su depuis.» C'est le 5 juillet que les Ecossais se dirigèrent vers l'Ouest; dans la nuit du 10 au 11 août, le «*Roucq*» appareilla vers l'Est.

Tout n'était pas encore fini, puisque le 19 août, l'un des navires écossais réapparut «à l'exception qu'il avait changé de capitaine et d'équipage» : des forbans anglais les avaient remplacés. Ceux-ci étaient déjà

passés à Bourbon autrefois, mais ils avaient perdu leur vaisseau à Maurice, et s'étaient réfugiés à Madagascar où ils avaient pris l'écosse (1205). Ils demandaient de l'eau et des vivres, promettant de bien payer. De Villers voulut les leur refuser et faire prendre les armes aux habitants, mais ceux-ci protestèrent : «il ne s'agissait pas du service du Roy, pour lequel ils estoient tous prêts à sacrifier leur vie et leurs biens; mais ils ne croyoient pas qu'il y eût de la nécessité à se faire casser la teste, pour deffendre ce qu'on [ne] leur demandoit qu'en payant». On fournit donc aux forbans ce qu'ils demandaient et, dans la nuit du 29 au 30 août, ils reprirent le large. «Dans cette occasion, conclut le Journal, les habitants furent trompés, car ils s'attendoient à faire de grands profits; mais lesd. forbans estoient tous gueux, à peine avoient-ils de quoy payer leurs vivres.»

Quant aux malheureux Noirs ainsi vendus par les Ecossais, quinze d'entre eux, de dix à vingt-sept ans, sont mentionnés au registre des baptêmes. Achetés par les gens de Saint-Paul, ils y furent baptisés depuis le 1er septembre (1206) jusqu'au 6 décembre 1702 (1207). La plupart sont «de Madagascar», deux sont «de Bengale» (1208), un est donné comme originaire «de la Guinée» (1209).

Il est à remarquer que, d'avril à décembre 1702, il n'existe aucun indice permettant de penser que Pierre Marquer se soit absenté de Saint-Paul.

DANGEREUX EXPÉDIENTS

L'année 1703 est d'abord marquée par un grand nombre de pièces administratives. Quinze de ces actes — donations ou concessions — sont venus à notre connaissance (1210), signés par de Villers et contresignés par Boucher. D'autre part, en l'année 1703, s'instaure la reprise du trafic maritime par Bourbon. En effet, la nouvelle des hostilités, en mai 1702, entre la France, l'Angleterre et la Hollande, ne parvint aux Indes qu'en fin novembre et décembre (1211). Aussi, lorsqu'au début de 1703, Du Livier, chef des Comptoirs du Bengale, et F. Martin, gouverneur de Pondichéry, eurent à expédier en France le «*Saint-Louis*» et l'«*Etoile-d'Orient*», ils enjoignirent aux capitaines de ne toucher qu'à Bourbon pour s'y approvisionner et de faire route ensuite directement vers la France (1212).

Ces deux unités faisaient partie de l'envoi de la Compagnie, en 1702. Le second semestre de l'année précédente avait vu les retour dans la métropole, le 8 juillet 1701, de l'«*Etoile-d'Orient*», venant de Surate, très richement chargée; les 27 et 29 août, du «*Saint-Louis*», retour de Surate, du «*Phélypeaux*» et de la «*Perle d'Orient*», de Pondichéry et du Bengale, escortés de deux navires royaux de Châteaumorant, l'«*Agréable*» et la «*Mutine*». Les cargaisons de cette flotte jointes à celle de la

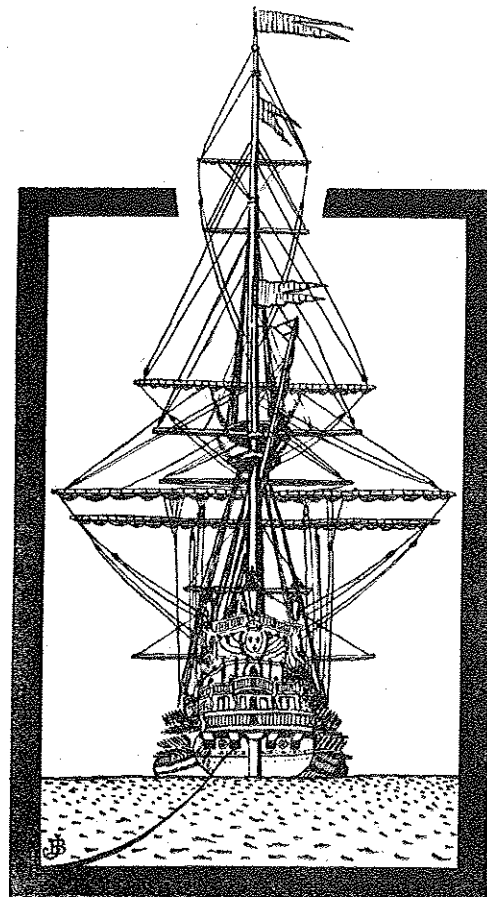
«*Toison d'Or*», précédemment rentrée le 28 décembre 1700, devaient produire près de cinq millions, mais l'imminence de la guerre et la prohibition portée contre les étoffes indiennes gênèrent la vente d'octobre qui n'atteignit même pas trois millions. C'était un désastre que le bilan faussé du 19 novembre suivant était incapable de voiler, et comme un nouvel emprunt régulier était désormais impossible, il fallut se résoudre à emprunter «à la grosse aventure», c'est-à-dire aux taux exorbitants de 50 % si la paix se maintenait et de 75 % en cas de guerre (1213). Les 800.000 livres obtenues de cette façon servirent immédiatement à équiper tant bien que mal, l'«*Etoile d'Orient*» et le «*Saint-Louis*» pour le Bengale, la «*Toison d'Or*» pour Surate. Les deux premiers s'éloignèrent de France le 5 mars 1702, le troisième en avril (1214), et touchèrent respectivement leurs destinations en juillet et août. Tandis qu'ils abordaient aux Indes, cinq bâtiments, malgré la surveillance des corsaires ennemis, regagnaient les côtes françaises en juillet, c'étaient : la «*Princesse-de-Savoie*» et le «*Bourbon*» partis de Surate en février, chargés de poivre, de coton et de café (1215); le «*Maurepas*», le «*Pondichéry*» et le «*Marchand des Indes*», venant du Bengale et du Coromandel (1216). La vente des marchandises, qui atteignit pourtant près de quatre millions et qui se solda, en définitive, par un déficit de 700.000 livres, fut incapable, malgré un prêt du Roi de 850.000 livres, de rétablir l'équilibre budgétaire de la Compagnie. Les Directeurs, en dépit d'un effort considérable pour payer les trois millions de dettes, voyaient se creuser de plus en plus profond le fossé qui les séparait des actionnaires qui se refusaient à toute augmentation de capital.

A la veille de sa ruine, la Compagnie, grâce à un renouvellement partiel du prêt royal, put encore armer deux bâtiments; le «*Maurepas*» et le «*Pondichéry*» sous le commandement d'un officier du Roi, le Chevalier de Fontenay, capitaine de frégate légère; mais les deux navires, uniquement armés en guerre, sans argent ni marchandises, devaient s'adonner à la course, c'est-à-dire s'efforcer de faire des prises afin de se procurer des fonds (1217). En raison des ordres tardifs, la petite escadre ne put appareiller que le 12 avril du Port-Louis (1218); son commandant avait le choix, à l'aller, entre la route du Mozambique et celle du large, par Bourbon; au retour, il devait toucher Mascarin.

Le «*Saint-Louis*» richement chargé par Du Livier, à Chandernagor, d'étoffes, de salpêtre, de poivre et de café, avait quitté Pondichéry le 5 février 1703, avec l'ordre formel, nous l'avons vu, de relâcher à Bourbon. L'«*Etoile d'Orient*» qui avait appareillé de Pondichéry avec la même consigne, le 14 octobre 1702, avait manqué l'escale de Mascarin; ses officiers, semble-t-il, préférèrent relâcher au Brésil pour y faire leurs affaires personnelles; le 26 mai 1703, en vue des côtes de Bretagne, elle

donna dans une flotte anglaise de vingt-cinq à trente voiles; trois vinrent l'attaquer et s'en emparèrent après sept heures de combat (1219). Plus heureux, le «*Saint-Louis*», après son escale à Bourbon, devait parvenir au Port-Louis, le 24 juin 1703, non sans avoir été pris en chasse par un anglais.

MONSEIGNEUR THOMAS MAILLARD DE TOURNON



CE voilier était arrivé à Saint-Denis, le 15 mars, commandé par M. Guillaume Houssaye et avait à son bord le sieur Luillier, de Tours. L'année précédente ce dernier avait conduit à Chardernagor, sur le «*Saint-Louis*», une sienne cousine, promise à Du Livier. Les noces célébrées, il rentrait en France. Luillier a laissé une relation de son passage à Bourbon, où nous relevons pour ce qui nous intéresse directement, la phrase suivante : «*Il y a trois églises dans l'île Bourbon savoir : St. Denis où demeure le gouverneur et où la Compagnie a son magasin; St. Paul et Ste Suzanne. Lorsque nous y sommes arrivés nous n'y avons trouvé qu'un prêtre* » (1220). Le lendemain 16 mars, le Gouverneur fit mettre à la voile pour Saint-Paul où l'on s'approvisionna; de Villers confia au capitaine

une lettre du 12 mars 1703 (1221) et le 18 mars, on appareilla.

Le 3 août 1703, vinrent mouiller à Saint-Denis, venant de France : le «*Maurepas*» commandé par Mr. le Chevalier de Fontenay et le «*Pondichéry*» par Mr. Monier, capitaine de brûlot. Sur ces vaisseaux s'étaient

* *Poupe d'un vaisseau de ligne de l'époque de Louis XIV d'après un atlas de Colbert — Bibliothèque du Service Hydrographique — Paris*

embarqués au Port-Louis, douze religieux et un légat pontifical à destination de l'Extrême-Orient. Thomas Maillard de Tournon, patriarche d'Antioche, futur cardinal, était envoyé par Clément XI aux Indes et en Chine afin d'enquêter sur les procédés des Jésuites, à propos des rites malabars et chinois. Son passage à Bourbon fut un événement sensationnel.

«*Sur le «Maurepas», raconte de Villers, estoit embarqué Mgr. le Patriarche de Tournon, qui mit pied à terre le 5 [août]. Je luy fis tirer onze coups de canons lorsqu'il débarqua, et luy fis dans la suite, tous les honneurs qui me furent possibles. Mgr. le Patriarche d'Antioche administra le Sacrement de la Confirmation dans l'Eglise de St. Denis le 6^e et se rembarqua le 8^e; et le 9^e [d'août], le vaisseau le «Maurepas» ayant reçu à St. Denis les rafraichissemens que l'on put luy fournir, il mit à la voile pour aller à St. Paul où il arriva le 10^e sur les dix à onze heures du soir; et led. vaisseau le «Pondichéry», ayant fait faire un mâ de hune à Ste Marie, resta à St. Denis jusqu'au dixième, qu'il mit aussy à la voile pour aller à St. Paul, où il arriva le 11^e sur les trois heures après-midy. Mgr. le Patriarche descendit à terre à St. Paul le 12^e et logea au presbytère, où il a tenu sa table; le 15, il administra le sacrement de la Confirmation* » (1222).

Nous savons par une note, insérée par «*Pierre Marquer, Curé de l'Île Bourbon*», au registre des baptêmes de Saint-Paul, que «*Monseigneur le Patriarche d'Antioche, de la Chine et des Indes Orientales, nommé Thomas Maillard de Tournon... visita la dite chapelle [Notre-Dame-des-AnGES], rebâtie par François Mussard et ses enfants, et les loua d'avoir fait cette charité, le seizième d'août mil sept cent trois* » (1223).

Contrairement à ce qu'on affirme communément, le même texte nous apprend que Mgr. de Tournon ne confirma pas «*toute la population de l'Île*». Dans l'église de Saint-Paul — le quartier le plus peuplé de l'île — le Patriarche d'Antioche donna la Confirmation seulement à «*plusieurs enfants*». C'est peut-être qu'aux autres enfants et aux adultes nés dans l'île, manquait la préparation requise et que tous se trouvèrent surpris par l'événement.

Mgr. de Tournon «*se rembarqua le 18^e, continue de Villers; lesd. vaisseaux, ayant reçu tous les rafraichissemens dont ils avaient besoin, mirent à la voile le 19^e pour aller à Pondichéry*». Cette visite du Patriarche d'Antioche devait être d'une souveraine importance pour l'avenir religieux de Bourbon : le Prélat n'avait pas été sans remarquer le manque de prêtres et, par suite, la détresse religieuse des habitants. Il en fit rapport au Pape lui-même; ce fut l'origine d'une suite de démarches qui devait aboutir, nous le verrons, au retour des Lazaristes et à la constitution d'une préfecture apostolique à Bourbon (1224).

L'aventure survenue dans l'île, lors du passage des trois vaisseaux anglais et écossais en 1702, avait dû éveiller les craintes du gouverneur, car une ordonnance du 17 septembre 1703 faisait obligation aux habitants d'être munis de munitions de guerre, d'avoir «chacun une arme boucanière... jusqu'aux garçons de quatorze ans», de s'assurer «d'une livre de poudre et trois livres de balles»; «ceux qui les dépenseraient inutilement» seraient condamnés à «payer un écu» (1225). Malheureusement ces dispositions vinrent un peu tard. Moins d'un mois après, le 14 octobre, deux vaisseaux anglais apparurent à la pointe de Saint-Gilles et s'en vinrent ancrer à Saint-Paul. Les habitants furent convoqués; trente-cinq se trouvèrent en état de porter les armes; on les cacha chez Gilles Launay pour dissimuler leur petit nombre aux Anglais qui paraissaient en force. Le plus grand des voiliers, commandé par M. Charles Richard, avait 18 pièces de canon et 350 hommes d'équipage; l'autre, commandé par M. Henri Foul comptait 46 canons et 250 hommes; leurs sept chaloupes pouvaient, d'un seul coup, déverser 400 hommes sur la plage.

L'officier anglais qui vint à terre en messager fut reçu par Jacques Auber, capitaine, et Pierre Gonneau, enseigne du Quartier. A ces ennemis de la France et du Roy, de Villers était décidé à refuser l'eau et le bois qu'ils demandaient, mais les habitants, impressionnés par le nombre des Anglais, firent une requête au gouverneur pour qu'il cédât à leurs exigences, ce qui fut fait. Pendant la durée des opérations, un lieutenant du bord demeura à terre comme otage, tandis que Boucher remplissait le même rôle sur un vaisseau. Le 17 octobre, les navires remirent à la voile (1226).

INTENSE TRAFIC A BOURBON

L'année 1704 vit passer à Bourbon sept bâtiments dont six en deux mois. Le «16 mars 1704, narre de Villers, ont paru deux vaisseaux et mouillé en la rade de St. Denis à midy. C'estoit deux vaisseaux de la Compagnie de Chine, l'un nommé le «*Chancelier de France*» et commandé par Monsieur Dessantous Noël, et l'autre le «*St. François*», commandé par Monsieur D'Anjean, tous deux de 24 pièces de canons, lesquels demandèrent des rafraichissements, ce que je leur accorday.» A bord se trouvait un prêtre qui vécut une curieuse aventure. «Sur led. vaisseau le «*Chancelier*», estoit embarqué Monsieur Bénard, procureur des Missions Etrangères à Canton, que Monsieur Dessantous avait enlevé sous prétexte de confesser quelqu'un et avoit fait mettre à la voile, lequel resta icy jusqu'à ce qu'il trouva occasion de s'en aller à la Chine.» Ce missionnaire ne demeura guère à Bourbon, car nous n'avons relevé aucune autre trace de lui dans les Archives. Il dut regagner la Chine par les Indes, peut-être par le «*Marchand des Indes*». «Lesdits vaisseaux, reprend de Villers,

restèrent icy jusqu'au 26^e [de mars] dans l'attente des vaisseaux le «*Maurepas*» et le «*Pondichéry*», que Nous leur faisons espérer devoir bientôt arriver; mais s'estant impatientés de ce qu'ils ne venoient pas, ils mirent à la voile led. jour 26^e pour aller au Brésil» (1227).

Trois jours plus tard, le 29 mars, le «*Maurepas*» et le «*Pondichéry*» mouillaient à Saint-Paul, «lesquels n'ayant point mouillé à Saint-Denis, raconte encore de Villers, le «*Maurepas*» y envoya sa chaloupe, dans laquelle estoit Monsieur de la Brosse, enseigne sur led. vaisseau, qui me trouva malade d'une fièvre continue qui m'avoit prise le 18 du même mois». Messieurs Delagarde et Le Blanc, Ecrivains à bord de ces navires, conformément aux ordres reçus des Directeurs Généraux de la Compagnie, firent rendre compte à Boucher — à défaut de René Le Pontho, décédé — puis l'installèrent officiellement comme garde-magasin, et «luy en délivrèrent commission» (1228); de même, le gouverneur leur remit deux sommes, «pour estre rendues en France à Messieurs les Directeurs généraux», «l'une de 2.500 écus, provenant du nommé Martin de Barilly, qui se tua en tirant un coup de canon le premier de l'an 1702; et l'autre de 1.500 écus, provenant du nommé Lamarre, qui se tua en allant chercher de la tortue.» Après s'être ravitaillés, les deux bâtiments «remirent à la voile la nuit du 7 au 8 [avril] pour aller en France» (1229). Ils devaient arriver le 15 août en rade de Groix (1230), bientôt suivis du «*Chancelier*» et du «*Saint-François*» qui s'étaient attardés au Brésil (1231).

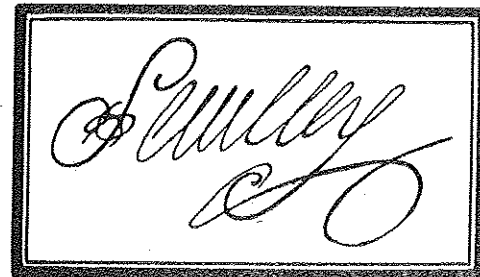
La vente de la seule cargaison du «*Saint-Louis*», rentré en France le 24 juin 1703, avait produit un bénéfice de 500.000 livres pour la Compagnie (1232), mais cette somme était encore insuffisante pour payer les dettes pressantes. Le déficit atteignit 3.800.000 livres au bilan du 1er novembre 1703 (1233).

L'arrivée à Belle-Isle, le 11 octobre, de la «*Toison d'Or*» avec une faible cargaison de poivre (1234), n'avait pas amélioré la situation et la nouvelle de la perte de l'«*Etoile d'Orient*» fit abandonner tout espoir. Cependant, à la faveur d'un nouveau prêt royal de 600.000 livres (1235), et grâce à la vente du «*Bourbon*», les Directeurs, une fois de plus, voulurent tenter la chance. Le «*Marchand des Indes*» partit de Lorient, sans cargaison, pour Pondichéry, le 7 janvier 1704 : il devait annoncer à F. Martin le prochain départ d'une Escadre, et avertir la petite flotte de Fontenay de la rupture inévitable de la France avec le Portugal (1236).

L'escadre en préparation, confiée au baron de Pallières (1237), capitaine de vaisseau, ne fut prête qu'en avril. Elle comprenait deux vaisseaux du Roi, l'«*Agréable*» — 50 canons, 364 hommes — et la «*Mutine*», frégate de 36 canons, 214 hommes d'équipage, cette dernière commandée par M. du Dresnay, et deux bâtiments de la Compagnie, le «*Saint-Louis*» — 40 canons, 140 hommes, capitaine Martin — et l'«*Aurore*» — 44 ca-

nons, 210 hommes, capitaine Houssaye. Le 22 avril, les quatre voiliers appareillèrent à destination de Pondichéry et Surate (1238). D'après les instructions reçues, de Pallières devait surtout aller vite, débarquer des renforts à Pondichéry si cette place n'était pas encore tombée aux mains des Hollandais, charger à Surate 1.500 balles de marchandises en souffrance, et rallier rapidement la France en ne touchant qu'à Bourbon, sans négliger de faire des prises à l'aller comme au retour (1239).

EVENEMENTS DIVERS



Bourbon, le 9 avril, un forban de 70 canons et 350 hommes, s'était présenté à Saint-Paul. Les habitants, cette fois encore, adressèrent au Gouverneur une requête appuyée par Pierre Marquer curé de l'île, pour qu'on fournisse aux flibustiers ce qu'ils demandaient. De Villers dut obtempérer, et le 12 avril, le vaisseau s'éloigna, non sans laisser à terre quelques membres de son équipage, parmi lesquels nous pouvons citer :

Jacques DELASTRE,
Joseph de GUIGNE,
Georges NOEL,
Pierre PRADAU,
Robert TARBY. (1240)

Le 3 mai suivant abordait à Saint-Denis, le «*Marchand-des-Indes*» commandé par M. Bouynot. Celui-ci n'avait pu joindre de Fontenay, déjà sur le chemin du retour, mais il avait pour Boucher une commission en règle «de Secrétaire, Procureur fiscal et Garde-Magasin». Il lui remit également un registre qui lui avait été confié à Lorient, par M. de Bouanges «Conseiller secrétaire du Roy, Directeur général de la Compagnie Royale des Indes Orientales». M. de Bouanges qui avait «côté et paraphé» le document, faisait au Secrétaire de Bourbon, l'obligation d'y «transcrire et insérer en détail, tous les jugements qui seront rendus par M. de Villers... contre les nègres seulement; les sentences définitives contre les habitants..., ... tous actes, obligations, contrats de mariage, donations, testaments, ventes, cessions et transports de tous biens tant meubles qu'immeubles... et généralement tous autres actes.» Ce registre fut commencé le 27 mai 1704; il se trouve encore aux Archives Coloniales de la Réunion (1241).

* Signature de Feuilley — Ar. Co. R. Registre G1.

A Bourbon, le 9 avril, un forban de 70 canons et 350 hommes, s'était présenté à Saint-Paul. Les habitants, cette fois encore, adressèrent au Gouverneur une requête appuyée par Pierre Marquer curé de l'île, pour qu'on fournisse aux flibustiers ce qu'ils demandaient.

Le même sieur Bouynot était encore chargé de remettre au Gouverneur de Villers les ordres et Instructions de la Compagnie signés et datés du 17 décembre 1703 (1242).

Le sieur Jean Feuilley qui voyageait en qualité de Lieutenant sur le «*Marchand-des-Indes*» était investi, par la Compagnie, d'une mission spéciale d'exploration et de cartographie à Bourbon par «*Ordre*» du 20 décembre 1703. Il devait rester dans l'île de mai 1704 jusqu'en avril 1705, et nous aurons à revenir sur le mémoire détaillé qu'il composa pendant son séjour (1243).

Nous supposons que c'est aussi par le «*Marchand-des-Indes*» qu'arriva à Bourbon «Messire Vincent Robin de St. Germain, de hennebont» âgé d'environ quarante-et-un ans, et qui fut «curé de St. Denis et de Ste Suzanne» (1244) de 1704 jusqu'en 1711. La première signature que nous ayons de lui est du 27 mai 1704 (1245). Nous pensons que St. Germain Robin n'était pas destiné à Bourbon, mais qu'il resta bénévolement dans cette île où il avait déjà fait escale en 1700, peut-être attiré, nous le verrons, par l'appât du gain. Le 21 mai, le «*Marchand-des-Indes*» reprenait la mer pour Pondichéry; sur ce navire «ont embarqué à l'île de Bourbon, dit Feuilley, un homme, sa femme, trois enfants, et quatre passagers, pour aller à Pondichéry» (1246).

C'est pendant l'escale à Bourbon, du «*Marchand des Indes*» qu'eut lieu, le 10 mai 1704, la «Bénédiction de la Chapelle de Notre Dame des Anges» à Saint-Paul, par «Pierre Marquer, Curé de l'île Bourbon»; «du Consentement — donné l'année précédente — de Monseigneur le Patriarche d'Antioche...» Deux mois plus tard, le 31 juillet 1704, une cloche fut offerte par Pierre Marquer et bénite par lui pour «la chapelle dédiée à Notre-Dame des Anges». Vincent Robin de Saint-Germain et Marie-Anne Mussard furent parrain et marraine de cette cloche qui se nomma «Anne-Vincente» (1247).

A titre documentaire, afin de faire connaître quelle pouvait être alors la richesse de l'île en numéraire et métaux précieux, nous transcrivons, en partie, l'inventaire dressé par Boucher, des biens qu'il confisqua au profit de la Compagnie, lors du décès «ab intestat» de «Pitre Nape, philibustier», le 13 juin 1704; cet ancien forban possédait :

«Cent quatre-vingts cinq Sequins Mores et arabes,
«En or et argeant cassé, la Valleur de 40 sequins,
«En poudre d'or sableuse, la pesanteur de mille sequins,
«En argeant, cent piastres d'Espagne (1248).

Signalons un jugement bien caractéristique de l'époque rendu le 26 août 1704 contre trois noirs «marrons» (1249), un homme et deux femmes : Martin Moyne était condamné «à avoir le tendon coupé au-dessous du talon droit»; sa femme Marie Moyne et Anne Roubasse, «à avoir le fouet et la fleur de lys en place publique» (1250).

Des dégâts ayant été commis, la chasse fut interdite le 4 septembre, jusqu'à ce que le coupable se fût dénoncé, (12 octobre). Le 9 septembre la population alertée suivait de Saint-Denis les évolutions de trois vaisseaux anglais qui filèrent sur Madagascar (1251). Enfin l'année 1704 vit le début de ces vols de canots qui se multiplièrent par la suite : les Noirs cherchaient, en s'échappant à rejoindre Madagascar. Le 28 octobre, «le canot de six rames appartenant à François Mussard, est enlevé par 2 nègres»; le 4 novembre, une Ordonnance impose aux habitants de mettre leurs canots à l'abri; mais le 8, c'est le canot de Mathurin Garnier, capitaine du quartier de Sainte-Suzanne qui disparaît avec 8 noirs, et le Gouverneur décide que les vols ou tentatives de ce genre seront punis de pendaison (1252).

Le 14 novembre, un petit bâtiment vint mouiller dans la rade de Saint-Denis; c'était le «Saint-Louis», «queiche d'environ 60 tonnes appartenante à la Compagnie, commandée par le Sieur de la Touche...» Le 20, ce navire gagna Saint-Paul, d'où, le 1er décembre, il repartit pour Pondichéry, portant à François Martin, qui s'y trouvait en difficulté, «l'argent qui estoit entre les mains du garde-magasin, provenu tant des effets de la Compagnie qui avoient estés vendus en laditte Isle, que celui qui estoit tombé aux mains de laditte Compagnie par droit de déshérence après la mort de Pitre Nape, décédé sans hoirs de corps» (1253).

Le Garde-magasin, Antoine Boucher, remplissait en conscience son rôle et obéissait ponctuellement aux ordres venus de France. Son «Journal», tenu jour après jour, relate les faits administratifs comme les circonstances de la vie privée des colons, les passages des vaisseaux, les difficultés auxquelles se heurte l'administration. Le «Journal» attribué à de Villers et celui de son second, sont identiques sur bien des points.

Une pièce, précieuse entre toutes, et dûe au même garde-magasin, est le Recensement de 1704. Etabli par quartiers, il mentionne le nom de chaque chef de famille, de sa femme, leur origine et leur âge, ainsi que celui des enfants et leurs prénoms. Il donne également le nom, l'âge, la provenance des esclaves. Les terres appartenant à chacun, les cultures qui s'y font sont énumérées. Ce document constitue, en lignes schématiques, la toile de fond de toute une époque à l'Ile d'Eden (1254).

Voici le tableau récapitulatif qui termine ce Recensement :

Quartier de	«Total de chaque espèce : chefs femmes veuves garçons filles Noirs Négresses						
	chefs	femmes	veuves	garçons	filles	Noirs	Négresses
Saint-Paul	44	42	7	87	64	129	66
Saint-Denis	18	17		21	15	61	23
Sainte-Suzanne	20	19	3	33	33	24	8
	82	78	10	141	112	214	97

«Total du nombre de personnes qu'il y a dans
l'isle de toutes les espèces 734

Hommes 82
femmes 78
veuves 10
garçons 141
filles 112

Noirs 214
Négresses 97

311 dont plus de moitié
sont créols nés dans
l'isle.»

423
+ 311

734

EXPLORATIONS

PENDANT qu'il fut à Bourbon, Feuilley s'efforça de remplir de son mieux la mission qui lui avait été confiée. Avant la fin de l'année, il accomplit six voyages d'exploration dans l'Ile, dont le point de départ fut toujours Saint-Denis. En voici la nomenclature :

1er juin-17 juillet : tour de l'Ile par terre, avec montée à «Sillaos».
16 août-5 septembre : exploration par mer des côtes jusqu'à la Rivière des Remparts.

15 septembre-29 septembre : exploration par mer des côtes est «jusques à cinq lieues au-dessus des Cascades».

13 octobre-20 octobre : visite des Montagnes «au-dessus du quartier de Saint-Denis, jusques à dix lieues à la ronde».

23 octobre-31 octobre : visite des Montagnes «au-dessus de Ste-Suzanne» et de «la Plaine des Cafres qui est sur le sommet des Montagnes».

11 décembre-23 décembre : visite des «Montagnes au-dessus des Calumets, endroits impraticables»; descente à l'«Etang du Gaulle» puis visite des Ravines qui sont «auprès et au-dessus de la Rivière de St. Estienne».

Au début de 1705, Feuilley accomplit une septième et dernière excursion. Du 7 janvier, au 22 janvier il se rendit «jusques aux environs des Montagnes où ce tient le feu» c'est-à-dire au Volcan, et revint par la «Rivière du Marsouin».

Ces diverses expéditions faites avec de Villers, Boucher et un groupe d'habitants, sont décrites très brièvement par Feuilley dans son «Journal». Ses observations géographiques et économiques sont consignées dans le rapport qu'il composa en «Réponses» aux Ordres de la Compagnie, à la fin de son séjour. Au contraire, les considérations d'ordre mé-

téorologique sont notées au jour le jour par Feuilley, dans son «Journal», ce qui en fait le plus ancien «Bulletin Météorologique» de Bourbon. Il y relève aussi le passage des navires, l'inventaire des biens de deux colons morts sans postérité, une révolte des Noirs et leur exécution : toutes choses trop particulières pour figurer dans son rapport général sur l'île.

Ce complot des Noirs fut découvert le 27 janvier 1705. Ils «avoient fait une ligue affin d'égorger hommes, femmes et enfants qu'ils auroient trouvés dans leurs demeurances, pour, après estres armés, venir assassiner le Gouverneur dans sa maison et tous ceux qui s'y seroient trouvés, pour se Rendre les Maîtres de l'Isle» (1253). Retirés dans les bois, les esclaves révoltés commencèrent d'exécuter leur projet le 11 février; mais vendus par un esclave fidèle, au moment où ils s'apprêtaient à exterminer la famille de Manuel Texer, à la Possession, l'un d'eux Pitre, fut tué sur place, et quatre autres capturés (1256). Les coupables, jugés le 19 février, furent condamnés : Sambo «à estre pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'ensuive» et exécuté le jour même à Saint-Denis; Sébastien devait «estre brûlé vif en place publique dans le quartier de Saint-Paul» (1257), mais il obtint pour «sauver son âme», qu'on lui fît d'abord «tirer dix coups de fusil au travers du corps»; ce qui fut fait le 20. Matthieu fut condamné par défaut à la même peine que Sébastien; capturé le 23 mars, «il fit une fort belle mort» et, auparavant, adressa «une exortation à ses camarades d'estre plus sages qu'il ne l'avait été». Les autres furent acquittés. De Villers explique la sévérité des sentences par la nécessité qu'il y avait de faire «un exemple capable de donner la terreur à ces Nègres pour que la vie du Public fût plus en sûreté, qu'elle n'a été jusqu'à présent» (1258).

Simultanément et pour la même raison, les peines contre les marrons devinrent plus sévères. En février 1705, Pierre, esclave d'Emmanuel de Matte a le pied coupé; il «était fugitif dans les bois depuis 6 mois et avait fait des dommages considérables dans les habitations (1259). Le 26 mars, l'esclave de Noël Tessier eut, pour le même délit — marronnage d'un an, et massacre de 150 bestiaux — la jambe gauche coupée au-dessus de la cheville» (1260). Ce sera désormais la sanction habituelle; «en leur coupant soit le pied, soit la jambe, explique Boucher, cela les empêchait de s'en aller et n'en rendent pas moins bon service à leurs maîtres...» (1261). «Si ce châtement a été fait, s'excuse de Villers, c'est que l'on a connu l'erreur qu'il y avait à leur donner le fouet et la fleur de lys, les noirs ne recevant cela que comme une brûlure, et plusieurs qui l'ont eu, s'estant vantés qu'ils ne s'en souciaient pas» (1262).

MEMOIRE DE FEUILLEY

Le 8 avril 1705, l'Escadre de France, revenant des Indes, apparut devant Saint-Denis (1263). Tandis que le «*Saint-Louis*», commandé par le sieur Martin, s'arrêtait pour mouiller, les trois autres bâtiments — la «*Mutine*», l'«*Agréable*», et l'«*Aurore*» — se rendaient directement à Saint-Paul. On apprit «que l'escadre avoit [fait] une prise considérable sur les Hollandois à la Coste des Indes, d'un vaisseau de 56 canons — le «*Phoenix d'Or*» — lequel on avoit donné à commander au Sr. Bouynot : et que [en] outre, ils avoient pris deux frégattes portugaises d'environ 30 canons, l'une desquelles ils avoient brûlés, et que l'autre il la leur avoient rendu pour retourner à Goa» (1264). A bord du «*Saint-Louis*» se trouvait comme simple passager, un Capucin de Madras, le Père Eusèbe, qui rentrait en France en vue d'essayer de mettre fin au conflit qui opposait Capucins et Jésuites dans les Indes (1265).

Feuilley s'empresse d'achever son mémoire. «A Saint-Denis, le neuvième jour d'avril mil sept cent cinq», il le fit certifier exact et signer par «Jean-Baptiste de Villers, gouverneur en l'Isle de Bourbon, Antoine Boucher, Secrétaire pour la Compagnie en Icelle», et un groupe d'habitants qui avaient «estés présents à toutes les recherches faites dans l'Isle par le Sieur Feuilley» (1266). Ce Rapport, très abondant et détaillé, fournit sur Bourbon des renseignements de toutes sortes, parmi lesquels nous nous contenterons de puiser ceux qui concernent notre sujet.

«Il y a dans l'Isle de Bourbon, écrit Feuilley, trois quartiers distingués : Saint-Paul, Saint-Denis et Sainte-Suzanne, qui sont trois paroisses séparées, ayant une Eglise dans chacun de ces quartiers et deux Chapelains pour les trois paroisses, l'un desquels dessert la paroisse de Saint-Paul qui est la plus grande, et l'autre les paroisses de St. Denis et Sainte-Suzanne, disant la messe les festes et Dimanches alternativement dans ces deux paroisses.

«Le quartier de St. Paul est éloigné de celui de St. Denis d'environ sept lieues; et de Saint-Denis à Ste Suzanne, il y en a cinq. Et comme le chemin qui est entre St. Paul et St. Denis est fort montagneux, le sieur Marquer, prestre, a esté placé dans la paroisse de St. Paul, et le Sr. de ST. Germain résidant à St. Denis, pouvant facilement aller de St. Denis à Ste Suzanne, le chemin estant plat et uny, dessert ces deux paroisses.

«Il n'y a point d'habitans ni esclaves sur l'isle de Bourbon qui ne soient catholiques Romains. Le service divin ce célèbre feste et dimanche à neuf heures, et pendant la messe on y preiche. Tous les habitans généralement y viennent et sont obligés d'y faire venir leurs enfans, noirs et négresses sous peine de l'amende, qui est de deux écus pour la pre-

mière fois et du cachot en cas de récidive; pour les noirs on leur donne le chabouc, qu'y est les attacher à un Potcau et les fouetter.

«Les habitants qu'y sont dans les quartiers de St. Paul et de St. Denis, peuvent entendre la messe tous les jours, qu'y se dit d'ordinaire à huit heures.»

Feuilley s'attarde ensuite longuement à décrire tout ce qu'il a vu dans ses voyages : terres, quartiers, pays plat non habité, montagnes, bois, bestiaux, chevaux, oiseaux, tortues, mouches à miel, arbres fruitiers, sel — qui se fait à la pointe au sel —, coton, cuirs, grains, moulins, ports et divers produits du sol et du sous-sol... A propos des esclaves, il signale que «les habitants de l'Isle de Bourbon demeurent d'accord que les noirs qu'y viennent de Madagascar sont séditeux et que ceux des Indes sont plus dociles; mais la différence qu'il y a entre ces deux sortes d'esclaves est bien grande car tous les Noirs qu'y viennent de Madagascar sont gros et puissants, forts au travail, et ceux des Indes beaucoup plus efféminés, lâches et sans force. Et un habitant préférera un esclave de Madagascar à deux des Indes.» Feuilley mentionne l'achat des seize faits aux Ecossais, et annonce, dans une phrase assez ambiguë, que la «Compagnie en fait venir des Indes dans ses vaisseaux qu'y toucheront à l'Isle.»

Il revient plus loin sur la question du culte. «Le sieur de Villers, dit-il, a eu entre les mains trois cents deux écus appartenant à l'Eglise, desquels il a fait bâtir une église dans le quartier de Ste Suzane, [et] fait parachever celle de St. Denis; et il envoy un mémoire de ce qu'il a employé et une copie des quittances de ceux qui ont travaillés. Et comme actuellement il revient des cazuels à l'Eglise, le sieur de Villers marque la somme qu'y luy reste en mains, servant à l'entretien desdites églises, tant pour les ornemens qu'autre chose qu'y ce trouve nécessaire.»

Effectivement, les registres d'Etat-Civil portent, en date du 10 avril 1705, que Mr de Villers fit «présent, à l'église de Saint-Denis en l'isle de Bourbon, d'un soleil d'argent pour l'exposition du St-Sacrement, d'un ciboire d'argent et doré par-dedans pour conserver les Stes hosties, d'un encensoir d'argent avec les chaînes de mesme, une navette et la culière d'argent, une lampe et un bénitier de cuivre, le tout pour servir en ladite église sans que ledit présent puisse estre donné ny transporté dans un autre, soit dedans ou hors de ladite Isle». Reçu en fut donné au Gouverneur le 20 avril suivant (1267).

A propos des concessions, Feuilley rapporte que «toutes les terres que possèdent les habitants dans l'Isle de Bourbon», leur ont été concédées «par contracts signés de ceux qu'y les leur ont accordés» mais que «depuis la réception du sieur Boucher en la charge de fiscal, il n'a point esté accordés aucunes terres aux habitants.» Ce qui est parfaitement vrai, puisque la dernière concession avait été attribuée en avril ou mai

1704 à Guy Dumesnil, et que l'année 1705 ne devait donner lieu à aucune pièce de ce genre, mais seulement à des ventes et «abornements» (1268).

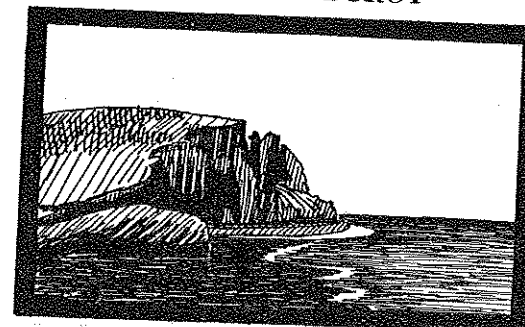
Peut-être faut-il en chercher la cause dans les nouvelles exigences de la Compagnie, laquelle demandait «que ceux à qu'y on en accordera dorénavant nourrissent pour son compte deux vaches, six brebis, six chèvres, deux truyes, six oyes, douze cannes, six poules d'Indes; douze poules communes et une ruche de mouches à miel.

Tous les habitants, expliquait Feuilley, disent d'une commune voix qu'ils aiment beaucoup mieux n'avoir point de terres que d'estres obligés à nourrir tant de diverses sortes d'animaux, [ils] estimeront plus en nourrir plus d'une sorte que peu de toutes ces sortes.»

«La raque que l'on fait en l'isle de Bourbon, dit-il encore, est très dangereuse à la santé quand on fait ordinaire d'en boire, et pour parler juste [elle] ne vaut rien du tout.» Il explique que c'est faute d'autres boissons que les habitants boivent et qu'il suffirait de leur envoyer des eaux-de-vie et vins de France pour rendre inutiles les «Allambies» qu'y coûtent aux habitants jusques à six et sept cents livres.»

Quant à la construction du port de la Rivière d'Abord, après avoir donné le détail des matériaux et outils nécessaires, Feuilley conclut que «les habitants disent n'estres pas en état ny n'avoir mesme la force d'entreprendre un travail sy fort. Ainsy la Compagnie seroit obligé d'envoyer de France des ouvriers pour cet effet.» (1269).

LES RÉFLEXIONS DE DUROT



A bord de l'«Agréable» se trouvait un voyageur, le sieur Durot, dont on ignore tout, mais qui laissa de sa randonnée aux Indes une relation qui n'est pas sans intérêt pour l'histoire de Bourbon (1270). Durot rapporte d'abord, au jour le jour, ce qui s'est passé

durant l'escale, puis il donne une description du quartier de Saint-Paul. En effet, seul le «Saint-Louis» s'arrêta à Saint-Denis le 8 avril pour y charger des rafraichissements qu'il devait partager ensuite avec le reste de l'Escadre qui rejoignit directement Saint-Paul, où s'ancrèrent l'«Agréable», la «Mutine» et l'«Aurore». Vers quatre heures du soir, M. Moreau, major, se rendit à terre en canot, et ramena Antoine Boucher

* Cap La Houssaye, d'après une photographie.

à bord de l'«Agréable» à défaut du Gouverneur qui était à Saint-Denis. Le fiscal apprit aux officiers que «les bœufs étaient fort rares et chers, mais que l'on trouvait en payant des cabris, cochons et volailles en abondance»; qu'ils se procureraient, de plus, «quantité de poisson» dans les étangs, pourvu qu'ils prennent la peine de faire pêcher par leurs mate-lots, «les habitants du pays étant tous trop paresseux pour prendre cette peine.»

Le lendemain, 9 avril, des voiles furent portées sur le rivage «pour dresser des tentes», une pour les malades qui étaient en petit nombre et deux autres pour les équipages qui, à tour de rôle, allaient à terre pour se reposer. Puis «le fiscal dépêcha des esclaves et quelques gens du pays dans les canots ou pirogues pour aller à la chasse aux tortues qui se trouvent abondamment dans les montagnes situées à une demie lieue de St. Paul sur le bord de la mer.» Chaque canot en rapporta 50 à 60, qui furent embarquées au nombre total d'environ 300, à raison de 3 livres par canot.

Le soir du 9, de Villers arriva à Saint-Paul — sans doute accompagné de Feuilley — et avertit les habitants des montagnes d'avoir à amener leurs bestiaux et denrées pour les vendre aux Vaisseaux. Le 11 avril, le «Saint-Louis» vint à son tour à Saint-Paul. On se hâta de s'approvisionner car l'amiral craignait «de manquer la mousson pour passer le Cap de Bonne-Espérance, la saison étant pour lors bien avancée.» Le poisson de l'étang fut d'un grand secours, ainsi que les tortues de terre, nous apprend Durot, qui s'étonne aussi de la cherté des denrées «dans un pays où abondent toutes choses»: un bœuf coûtait 8 écus, un cabri 2 écus, les dindons et les oies 1 écu, les chapons 30 sous, les canards 15 sous, les poules 10 sous.

Il raconte encore que trente fibustiers, des plus riches, «attendant la première occasion pour se rendre en France, demandèrent le passage en payant à M. de Pallière, ce qui leur fut accordé.»

Durot décrit Saint-Paul comme un village qui «peut avoir une lieue ou environ de long, les maisons qui le composent étant au nombre de 30 ou 35, mais fort éloignées» les unes des autres. «La maison du curé, continue-t-il, [est] composée de 3 pièces de plain-pied — c'est là que Durot logea pendant son séjour — Ce corps de logis est séparé de la cuisine et gaitat aux poules, canards et tortues, derrière laquelle passe un petit ruisseau d'eau vive, un petit angar ou toit soutenu de 4 piliers où on se met en plain soleil pour prendre le frais; ces trois pièces entourées d'une haye et d'un petit fossé joignant l'église qui est assez jolie, composée de deux petites chapelles et un maistre hostel, la dite église ayant trois sorties. Le clocher n'est composé que d'une bonne cloche et d'une autre fellée, le tout pandu et exposé en dehors de l'église sur trois pièces de bois formant un chambranle, exposées ainsy pour mieux faire entendre des habitations esloignées.» Il s'agit là de l'église

paroissiale de Saint-Paul que Pierre Marquer indique comme «dédiée à la Conception de Notre-Dame» à partir du jour où il bénit la chapelle reconstruite de Notre-Dame-des-Anges (10 mai 1704), peut-être pour les bien distinguer l'une de l'autre (1271).

«Derrière cette église, poursuit Durot, ainsy que derrière la maison du curé, ayant passé la petite rivière, on trouve quantité de papayers ainsi que quelques gros arbres portant le Tamarin... formant des promenades très agréables, tant par leur verdure que par le chant de plusieurs cyseaux, ce qui est souvent interrompu par les cris des chauves-souris qui y sont en abondance, auxquelles nous donnâmes une grande chasse pour en faire des fricassées, supléantes au manque de poules du curé pour les survenants et importuns.»

Les réflexions de Durot sur les mœurs des habitants de Bourbon valent d'être citées in-extenso; ce sont des tranches de vie si alertement campées qu'elles nous plongent dans l'ambiance de l'époque.

«Les habitants de cette île sont réputés françois, quoiqu'il y en ait provenant de femmes noires, ce qui vient de la première génération mulâtresse, ensuite créolle. Mais tirant leur origine de femmes et hommes françois que l'on y envoya il y a longtemps pour les multiplier, ils observent entr'eux les memes règles, jouissant des memes privilèges dans leur mariage et successions que nous faisons en France.

«Par le mot de créolles il ne faut pas entendre des personnes aucuement difformes de nature, tant les hommes que les femmes dont il s'en trouve de très jolies et fort bien faittes. Leur couleur de chair est un peu brune mais douce. L'habillement ordinaire des hommes est composé d'une chemise, une veste et un justaucorps ainsy que la culotte de taffetas ou d'étoffe légère, portant un mouchoir sur leur teste, noué derrière négligemment, et un chapeau, mais sans bas ny souliers, la chaleur du pays ainsy que quantité des sables ne leur permettant pas d'en porter.

«Les femmes commençant par leur teste, ne se servent point de coiffeures, portant aussi un mouchoir fin et garny de dentelles, noué par derrière, pour tenir leurs cheveux qu'elles ont assez beaux et dont elles prennent assez de soin, portant des boucles d'oreilles ainsy que des colliers d'or ou d'émaille rouge, de simples chemises fines leur découvrant la gorge qu'elles ont assez belle et bien placée. Leur chemise, fendue par le haut à la françoise n'est attachée que par 2 ou 3 petites boucles d'or rondes. Elles ne portent point de manteau ny de corset, mais une juppe des plus belles étoffes qu'elles peuvent trouver à acheter des vaisseaux, qu'elles font embles et un peu trainantes par derrière ce qui leur donne un air charmant, mais, ne portent point de bas ny souliers pour les memes raisons que les hommes, ce qui leur ride les jambes, leur otant le seul agrément qui leur manque, nous ayant parties presque toutes fort jolies, mais je crois plus par la longue absence de voir

des femmes blanches comme celles d'Europe que par leurs beautés personnelles.

«Le commerce d'amour n'est point banny de leur cour (?), mais il est à craindre pour leurs maris, sacrifiant tout à leur passion et aux dépens de leurs maris qu'ils (?) font assigner par dessous mains, et quelquefois par leurs amans, ce qui estoit arrivé peu de temps aussy avant notre arrivée. Un habitant, dont la femme étoit jolie et d'un cœur assez tendre, se trouvant absent pendant quelques jours, ensuite de quoy il fut trouvé poignardé dans un bois sans qu'on puisse trouver d'indice pour pouvoir poursuivre sa veuve, affectant d'une douleur extrême, quoyque dans le chemin de se remarier. Et quoyque les autres maris vivent dans une grande méfiance de leurs femmes, les enferment même lorsqu'ils vont quelque part, elles ne manquent guère à leur faire porter un croissant sur leur teste, la chaleur du pays ne les pouvant retenir dans une passion réglée. Elles aiment fort les françois, ne pouvant guère tenir contre leurs pressantes poursuites, trouvant de concert beaucoup de destours pour esloigner leurs maris, pouvant affirmer ce que j'avance par les observations que j'en ay faites sur le lieu. Mais entre les femmes galantes de cette île, ou du moins du village de St. Paul, il y en avoit une tenant sa maison au bord de l'estang, ayant une fille fort jolie portant le nom de «la Cadette», de moyenne taille, de très beaux yeux, les cheveux blonds et bouclés naturellement, et faite au tour, avec laquelle les officiers de marine connus en ces lieux par leurs fréquents voyages, passent leurs heures de récréation, se chargeant toujours pour récompense de quelques commissions d'habits ou etc. pour leur rapporter de France.» (1272)

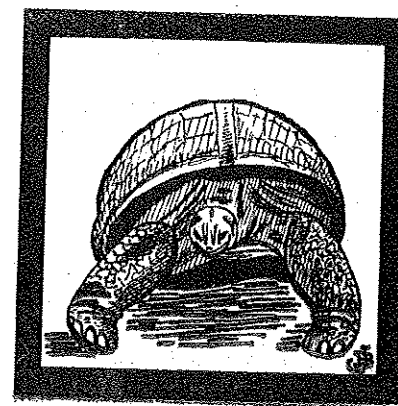
Durot s'étend aussi sur la condition des esclaves dont il attribue l'importation à Bourbon, aux flibustiers et aux officiers de la marine française. Ceux-ci, vendant à leur profit personnel les esclaves trouvés sur leurs prises frustraient le Roi et les équipages de la part qui leur revenait. Ils y avaient un fort profit, chaque esclave, homme ou femme, selon leur âge ou leur force, se vendant «3, 4 ou 500 livres», quelquefois 700 livres «la pièce». «Les habitans de cette ville, écrit Durot, sont servis par des naigres ou noirs esclaves» qui «appartiennent à leur maistre» leur vie durant, «ainsy que les enfants qui en peuvent provenir, étant de l'intérêt d'un maistre, lorsqu'il n'a qu'un naigre, de luy assortir une femme, dont aussi esclave (?), qu'il achète des vx. (= vaisseaux) s'il s'y en trouve, ou d'un habitant, pour la marier avec son nègre, faisant visiter avant que de les acheter s'ils sont propres à la génération pour luy rapporter plus de profit. Cependant, lorsqu'ils travaillent avec affection pour leur maistre, après un certain nombre d'années, ils reçoivent pour récompense quelque petit morceau de terre qu'ils cultivent à leur profit, et quelquefois aussi leur liberté sur leurs vieux jours.»

L'Escadre de M. de Pallières ne manqua pas de se conformer à cette coutume en train de s'établir : au passage, elle laissa, à Bourbon, quelques esclaves. Cinq d'entre eux sont au Registre des Baptêmes de Saint-Paul, tous âgés de 5 à 10 ans et venant de «Malabare», «de Mozambique» ou de «Madagascar». L'un d'eux fut baptisé solennellement le 14 avril 1705, en l'église paroissiale de Saint-Paul; originaire «de la Côte de Malabare, esclave de Monsieur Chazel, Commissaire de l'escadre commandée par Mr. le Baron de Pallière, âgé d'environ cinq à six ans». Il reçut les noms d'«Armand, René» et eut pour parrain et marraine «Armand, baron de Pallière, capitaine de vaisseau du Roi de France, et commandant ladite escadre dans les Indes Orientales, et Anne Bellon, au nom de Madame du Dresnay, épouse de Monsieur du Dresnay, capitaine de Vaisseau du Roy, commandant la «Mutine»». L'acte est signé : «Pierre Marquer, Curé de l'Île Bourbon — Cobec de Pallière — Du Dresnay — Marolles — Chazel — de Villers» (1273).

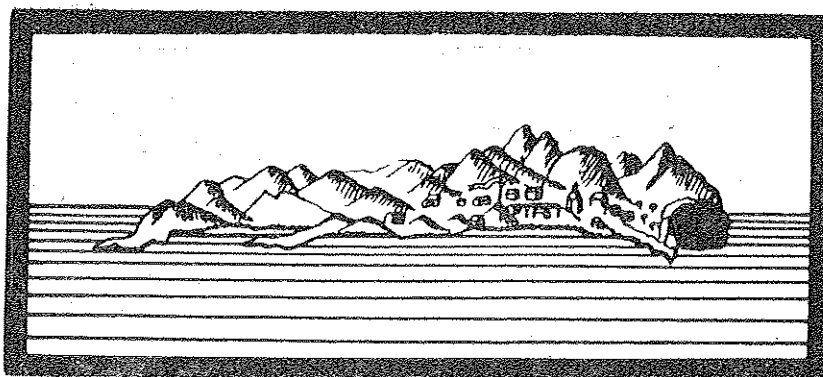
A Saint-Denis, furent vendus, et baptisés les 3, 4 et 10 mai 1705, huit esclaves, de 12 à 28 ans, dont l'origine n'est pas mentionnée dans les actes de baptême (1274).

Sur les navires de l'escadre, on chargea des «montres de tabac», des bois de toutes les espèces, des gommés de tacamaca, de terra merita, de benjoin, d'aloès... Le sieur Feuilley prit place sur l'«Aurore», bâtiment auquel le sieur de Villers confia le courrier destiné à la Compagnie.

Le 16 avril, le Gouverneur de l'Île vint à bord de l'«Agréable» pour un dîner d'adieu, à l'issue duquel il retourna à terre salué de cinq coups de canon. Le 17, on fit les derniers préparatifs de départ; le 18, à deux heures du matin, retentit le «dernier coup de canon de partance» et à quatre heures, toute l'escadre mit à la voile «pour France, ne devant faire aucune autre relâche en chemin» (1275). Elle devait arriver au complet à Brest et au Port-Louis, les 14 et 19 octobre 1705.



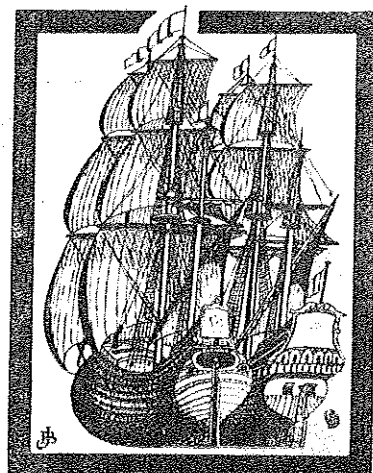
* Tortue géantissime d'après une photographie



CHAPITRE TREIZIÈME

M. DE VILLERS - DERNIÈRES ANNÉES BOURBON
1705-1710

DERNIÈRE EXPÉDITION DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES



* Vue de la rade de Saint-Denis au XVIII^e siècle — Ar. Co. Ré. — Registre P^r pl. 13.

** Flûte et pinasse d'après une gravure de l'ouvrage « Desseins et différentes manières de Vaisseaux que l'on voit dans les havres, Ports et Rivières depuis Nantes jusqu'à Bayonne » (1679) — Album exécuté pour Colbert, Bibliothèque du Service Hydrographique.

Au début d'octobre 1705, avait lieu, à Nantes, la vente des marchandises importées par le « *Maurepas* » et le « *Pondichéry* » ainsi que celles qui avaient été saisies sur le « *Cantorbéry* » ; elle rapporta à la Compagnie un bénéfice net d'environ 650.000 livres (1276). Les Directeurs s'empressèrent encore de payer quelques dettes, mais la résistance résolue des actionnaires empêcha la préparation d'une nouvelle expédition malgré les ordres formels et pressants du Ministre de la Marine (1277). Le retour de l'Escadre de Pallières n'améliora guère la situation, car cette flotte revenait sans les marchan-

dises de Surate qu'elle était allée chercher. La vente, en mai 1706, de la cargaison saisie sur le « *Phoenix d'Or* » permit pourtant de solder les frais de l'expédition, sans plus (1278). Mais les créanciers harcelaient les Directeurs impuissants même à payer les équipages. Ce n'est qu'en mars 1707 qu'ils parvinrent à acquitter une partie de ce qu'ils devaient aux matelots du « *Maurepas* » (1279) ; quant à ceux de l'escadre de Pallières, ils ne furent payés qu'en 1714 (1280).

Cependant les marchandises restées à Surate auraient pu fournir, par leur vente en France, à peu près de quoi solder les deux millions de dettes qui restaient et définitivement remettre à flot la Compagnie. Aussi, lorsque Jérôme de Pontchartrain proposa d'équiper une autre flotte (1281), les Directeurs acceptèrent son projet : ils firent armer trois vaisseaux au Port-Louis, et décidèrent même, dès le 30 décembre 1705, d'envoyer aux Indes l'un d'eux, Hébert, pour étudier sur place, les possibilités du commerce (1282). Pour augmenter les chances de succès commercial de cette flotte, on résolut de la diriger d'abord sur le Chili et le Pérou pour y liquider des marchandises françaises, dont le rapport servirait à financer son commerce aux Indes (1283).

Pour réaliser une telle entreprise les Directeurs se virent encore contraints d'emprunter 700.000 livres à 60 % d'intérêt (1284) et de négocier la vente de quelques navires. En mars 1706, ils réussirent à mettre en état le « *Maurepas* », le « *Saint-Louis* » et la « *Toison d'Or* » (1285), mais un différend survenu entre la Compagnie et les Officiers qui entendaient commercer pour leur compte personnel, retarda leur départ jusqu'en juillet 1706.

Cette expédition devait être un désastre. Partis de Penmarch le 14 juillet, les trois vaisseaux doublèrent le détroit Le Maire et le Cap Horn le 8 décembre 1706, et parvinrent le 28 en rade de la Conception (Chili), mais il s'y trouvait déjà une bonne douzaine de bâtiments français qui monnayaient leurs marchandises. La vente des cargaisons se fit mal, malgré un séjour prolongé de deux mois. Au Pérou, à Paracca (près de Lima), on n'eut pas plus de chance (1286). En septembre 1707, les vaisseaux retournèrent au Chili, où la division s'établit parmi les officiers dont bon nombre refusaient absolument de se rendre aux Indes, sous le prétexte de manquer de vivres. Hébert dut user de toute son autorité pour convaincre le capitaine de la Mare de Caen, commandant du « *Saint-Louis* » de reprendre la mer pour Pondichéry ; ils quittèrent la Conception le 26 décembre 1707 ; mais le « *Maurepas* » et la « *Toison d'Or* » revenaient directement en France et abordèrent au Port-Louis le 11 mai 1708. Les 150.000 piastres qu'ils rapportaient, payaient à peu près les emprunts d'armement, il manquait les 500.000 livres dûes pour les intérêts (1287). C'était le coup de grâce porté à la Compagnie. Afin d'éviter une faillite retentissante, Pontchartrain commença

de s'entremettre pour donner à la Compagnie, le secours de sociétés particulières.

AU SECOURS DE PONDICHÉRY

PENDANT ce temps, à Bourbon, la quiétude du pays, était sans cesse troublée par les Noirs qui tentaient de s'emparer des barques pour s'enfuir à Madagascar. Le 8 septembre 1705, on avait découvert un complot fomenté dans ce but par cinq d'entre eux. Le 16 novembre, le canot de Manuel de Matte fut effectivement enlevé, et de Villers crut devoir réunir une assemblée de vingt-sept notables, le 28 novembre 1705 (1288). Après délibération, il leur fit signer une ordonnance : ils s'engageaient eux-mêmes 1° à observer une réglementation stricte dans le but d'empêcher les « marrons » de voler leurs canots 2° de payer une amende de « cent trente escus pour chacun des noirs » qu'ils auraient laissé enlever une embarcation (1289). Ce fut peine perdue : le 15 mai 1706, le canot de la Compagnie disparaissait à son tour (1290). De nouveau, le Gouverneur convoqua l'assemblée des notables; cinquante habitants, cette fois, signèrent à Saint-Paul, le 7 juin 1706, une nouvelle ordonnance qui aggravait les dispositions de la précédente (1291). L'équipage de chaque canot sortant comporterait trois blancs; deux d'entre eux devaient garder l'esquif sur la rive, tandis que le troisième accompagnerait les esclaves à la chasse aux tortues; tout blanc dérogeant à cette règle, serait frappé d'une amende de cinquante écus, ainsi d'ailleurs que ceux qui négligeraient de dénoncer les infractions. Malgré ces précautions, le Journal de de Villers signale encore, le 5 août 1707, la désertion de deux noirs dans un petit canot; le 24 mai 1708, la fuite, par mer, de deux noirs et d'une négresse.

Le 14 juin 1706, on découvrit encore un complot d'esclaves : ils voulaient tuer François Bouché qui était affligé d'une jambe de bois (1292). Le 1er juillet, le chef de la conspiration, Marc Mare, traqué, se rendit à Antoine Payot, à Saint-Paul. Il fut condamné à être pendu et étranglé; l'exécution se fit le 14; son camarade, Henri devait recevoir « une fustigade par tous les nègres du quartier St. Paul, porter la chaîne pendant deux mois de temps, durant lesquels il seroit, festes et dimanches, au carcan, pendant le service divin, exposé à la vue du public, et, après les deux mois expirés, encor fustigé par tous les nègres du quartier de St. Paul » (1293).

Les navires forbans continuaient de fréquenter l'île. Le 18 septembre 1705, un anglais de 30 canons et 100 hommes d'équipage se présentait à Saint-Paul; les habitants appuyés par leur curé, Pierre Marquer, obtinrent du gouverneur, d'approvisionner le corsaire. Il repartit le 23 septembre, sans avoir pu cependant commercer avec les insulaires. Le même bâtiment, semble-t-il si l'on s'en réfère au nom du

capitaine, Thomas Ouet, et au nombre de canons, revint mouiller, mais à Saint-Denis, avec 200 hommes d'équipage cette fois, le 18 décembre 1706. De Villers refusa encore de l'approvisionner, mais une fois de plus, « M. de St. Germain, prêtre desservant les paroisses de St. Denis et de Ste Suzanne, appuya fort les raisons des habitants, et ayant pris du papier, une plume, et de l'ancre, il fit une requête, qu'il signa le premier, et après lui tous les habitants » et il la présenta au gouverneur. Il y exposait « qu'ils n'estoient point en état de résister à un navire dont l'équipage estoit de 200 hommes; qu'ils ne pouvoient rien avoir ny du magasin, ny des vaisseaux de France, sans argent, de quoy ils manquoient, et sans quoy ils ne pouvoient faire subsister leurs familles. » Le corsaire resta jusqu'au 20 décembre à Saint-Denis, se rendit à Saint-Paul, et repartit le 23 pour Madagascar. Un nommé Thomas Yousen, ajoute de Villers, qui était depuis trois ans dans l'île déserta à bord de ce navire, et ses biens furent saisis au profit de la Compagnie par Boucher. En partant, les forbans laissaient quelques esclaves dont ils avaient fait argent. Les 19 et 20 décembre 1706, furent ainsi baptisés à Saint-Denis trois adultes de 22 et 26 ans, « naigres d'un vaisseau fibustier », « natifs de la Bermude en Amérique », dont la provenance ne fait aucun doute.

Le passage des équipages corsaires n'allait ordinairement pas sans qu'ils laissent dans l'île, au départ, l'un ou l'autre des leurs, malade ou fatigué d'écumer les mers et désireux de se faire un foyer. C'est ainsi que, de 1704 à 1709, les registres de catholicité signalent, à Saint-Denis et à Saint-Paul, neuf abjurations d'hérétiques, en majorité anglais et hollandais, qui, en général, s'empressèrent de contracter mariage avec des filles du pays. Ainsi nous savons que le forban qui toucha Bourbon en décembre 1706 y déposa entre autres :

Jacques BOYER, de la Rochelle,

Patrick DROMAN, Irlandais,

Thomas ELGERT, de Londres,

Jean JANSON, Hollandais,

André RAU, de Muron en Saintonge,

Eldouard ROBERT, de Londres. (1294)

Quelques mois plus tard, le 19 mars 1707, arriva de Pondichéry, la quaihe « Saint-Louis », commandée par Bouynot. Ce petit bâtiment apportait la nouvelle de la mort de François Martin (1295) pour qui on célébra un service solennel à la demande du sieur Dulivier qui l'avait remplacé à Pondichéry. Cette place était dénuée de tout, et n'avait plus vu aucun vaisseau français depuis le passage de l'escadre de Pallières. Réduite aux abois, elle sollicitait des habitants de Bourbon que l'on savait riches, un emprunt qui fut couvert le 29 mars, bien qu'entre temps, le 27 mars, un cyclone eût ravagé l'île et mis en danger la quaihe qui

s'y trouvait à l'ancre. «Par le plus grand des bonheurs, écrit de Villers, la quaiche ne s'est pas perdue» grâce à un vœu «que nous fîmes aux Capucins de Pondichéry, pour lesquels nous avons fait faire aussy des quêtes sur cette isle» (1396). Malgré le désastre, les habitants consentirent à prêter 60.900 livres, au taux usité aux Indes, de 10 %. La liste des prêteurs conservés au Registre des Actes, nous renseigne sur la richesse de chacun d'eux :

«Mr. Vincent Robin de St. Germain, ptre et aumônier de ladite Compagnie... mil piastres vallant trois mil livres	3.000 L.
«Messire Pierre Marquer, prêtre desservant la paroisse de St. Paul... la somme de cinq cents piastres... deux barres et deux pains d'or pezt. ensemble sent cinquante et huit sequins à deux écus (6 livres) le secquin, font trois cent seize écus..., nonante et deux secquins more et arrabe qui font cent quatre vingt quatre écus — toutes lesquelles sommes jointes ensemble font celle de trois mil Livres	3.000 L
Anthoine Boucher, garde-magasin	3.000 L
Jacques Le Provost, chirurgien	3.000 L
Jacques Aubert, capitaine de St. Paul	1.800 L
Manuel de Matte	4.500 L
Augustin Panon	1.500 L
Anthoine Payet	1.500 L
Gilles Baudet	1.500 L
Mathurin Garnier, capitaine de Ste Suzanne	6.000 L
Jean Oulche	3.000 L
Godefroy Janson	3.000 L
J. B. de Villers	6.000 L
Pierre Bachelier	6.000 L
Pierre Héro	1.500 L
Gilles Launay	1.800 L
Robert Blanc	3.000 L
Henry Tate (?)	3.000 L
Gille de Memond (= Dennemont)	1.800 L

Au total 60.900 Livres qui furent versées dans la seule journée du 29 mars. Avec le prix de vente des marchandises apportées : 9.598 livres 10 sols et le prix du voyage de divers passagers — dont Pierre Bachelier, Emmanuel de Matte et Mathurin Garnier — pour Pondichéry 900 L., le «Saint-Louis» put emporter lors de son départ le 5 avril, la somme de 71.398 livres 10 sols (1297)

L'année 1707 vit encore la bénédiction de deux cloches à Bourbon; l'une, à l'église paroissiale de Saint-Paul, le 10 février, eut Mr de Villers pour parrain; l'autre, à Saint-Denis, le 23 avril, donnée par le Gouverneur, fut «nommée Antoinette-Jeanne» par Antoine Boucher et Jeanne Willman (1298).

Un mois plus tard, le 22 mai 1707, un forban anglais vint de nouveau solliciter l'aide des habitants de Saint-Paul. La scène coutumière se produisit une fois de plus et le gouverneur dut céder aux instances des colons appuyés par leur curé, Pierre Marquer : on fournit l'eau et les vivres, mais la défense de commercer fut maintenue.

Le Journal de de Villers signale encore pour la fin de l'année 1707 :
le 22 mai : une chaloupe aborde à Basse-Vallée avec trois anglais catholiques romains, déserteurs de Maurice;
le 5 août, désertion de 2 noirs dans un petit canot;
le 2 novembre, tremblement de terre;
le 12 novembre, 4 nègres abordent dans l'île ayant déserté de Maurice parce qu'ils étaient catholiques.

Enfin, le 17 novembre 1707, reparut à Saint-Denis la quaiche «Saint-Louis» venant de Pondichéry. De la part de Dulivier, elle venait encore chercher du numéraire à Bourbon. La vente de quatre «esclaves males» produisit 2.133 livres; c'était la première fois que la Compagnie elle-même se livrait à ce genre de commerce; trois de ces esclaves adultes, de 15 et 22 ans, figurent au registre des Baptêmes de Saint-Denis (21 novembre 1707, 17 janvier et 23 septembre 1708), dont l'un est dit «maur de nation». Le capitaine Bouynot écoula sa cargaison. Marchandises et esclaves, tant à Saint-Paul qu'à Saint-Denis, se vendirent 20.588 livres. Un nouvel emprunt, à 10 %, permit de recueillir encore 32.700 livres. Dans la nuit du 10 au 11 décembre, le «Saint-Louis» repartait pour les Indes avec son butin (1299). Il laissait à Boucher quelques denrées invendues, 200 livres à «Monsieur Labbé Marquer, acompte de ses appointements», des «pots de Raque donnés en présent aux Sieurs Aubert et du Mesnil, Capitaines des Quartier de St. Denis et St. Paul» pour leurs bons offices (valeur : 180 livres), et «1 coffre de vin de Perse donné aux Eglises de l'île pour dire leurs messes» (valeur : 210 livres)

Jean FREXEL,

Nicolas LEGRAS,

Louis ROUSSEAU, débarqués de la caiche se fixèrent dans l'île (1.300).

LE CHEVALIER G. HÉBERT



de l'ordre Royal^e, hospitalier et militaire de No^re-Dame du Mt. Carmel et de St. Lazare de Jérusalem, envoyé du Roy aux Indes, pour l'exécution des ordres de Sa Majesté, directeur général de la Royale Compagnie des Indes orientales, et en cette qualité un des Seigneurs de Lisle de Bourbon» (1302).

Cet important personnage se mit aussitôt en devoir de recueillir les renseignements qui lui permettraient d'écrire sur Bourbon un rapport à la Compagnie. Le 5 mai, il signe la mise en liberté de Louis Vel, esclave, au service de la Compagnie depuis quarante ans mais qui, blesé au bras droit, lui était à charge. Le même jour, il confie six noirs de la Compagnie, à Victor Riverain qui s'engage à entreprendre, à Sainte-Suzanne, la culture soignée du tabac (1303). Le 8 mai, le «Saint-Louis» est à Saint-Paul, d'où il appareille le 18 pour les Indes (1304) emmenant «quatre familles [de Bourbon] qui demandoient à passer à Pondichéry pour s'y établir»; par contre,

Yves LE BEGUE, et

Pierre LEBON obtinrent de quitter le bord pour demeurer à Bourbon (1305).

Hébert, pendant son séjour à Pondichéry — 12 février 1709 — se mit en devoir de noter ce qu'il avait observé à Bourbon, lors de son inspection, sous forme de lettre qu'il fit parvenir à Paris. Il note qu'après le double passage de la quaiche, «les habitants sont fournis au delà de ce qu'ils ont besoin, qui leur ont été apportées par les Flibustiers ou par les officiers qui y ont passé... Il paroît, continue-t-il, par les prêts qui nous ont été faits, que les habitants ont de l'argent; et qoyque l'on m'ait vanté qu'ils n'en avoient plus, j'estime qu'il peut y avoir encore plus de 200 mil écus entre tous les habitants et il faut bien qu'il y en ait puisque ils se vendent les uns aux autres ce qu'ils peuvent avoir besoin aussy cher même qu'au chily et au Pérou.» Ces abus étaient l'œuvre des flibustiers; ils avaient aussi «accoutumé les créoles au jeu, s'en étant trouvé qui ont mis jusqu'à mil écus sur une carte. Cela les

* Signature de Guillaume Hébert — Ar. Co. Ré. Registre G1 — 5 may 1708,

rend aussi paresseux, remarquait Hébert, et quant ils ont perdu leur argent, ils vollent les autres pour vivre.»

Lorsque l'envoyé du Roi et de la Compagnie était descendu à Saint-Denis, on l'avait salué «de cinq coups d'une batterie à moitié bouver-sée et sans affûts»; l'île était sur le point de manquer de poudre. La maison de la Compagnie, occupée par le Gouverneur résidant à Saint-Denis, tombait en ruine et menaçait d'être «renversée au premier ouragan». Hébert préconisait d'en faire une «de bois, à la mode du pays, qui couste peu de chose et qui sont très propres. Elles sont construites en bois d'Ebeine, que l'on met de sa longueur l'un sur l'autre et sont couvertes de feuilles de latanier.»

Depuis six ans, l'île avait échappé à la dévastation du cyclone, mais, remarque le visiteur «les habitants prétendèrent que quand ils manquent, les années n'en sont pas meilleures : les Terres se remplissent de chiendan et ne peuvent plus rapporter. Il est vrai que s'ils étoient aussi laborieux que nous sommes en France, ils viendraient bien à bout de l'arracher.»

Ses appréciations sur les prêtres et le gouverneur ne manquent pas de saveur. «La paroisse [de St. Denis], dit-il, est en bon ordre, je dis l'église. Elle est très bien fournie d'ornements. J'ay arrêté le compte de la fabrique, par lequel le Sr. de Villers, gouverneur, qui en prend le soin, est redevable de cent vingt trois livres cinq sols.»

«Le Sr. St. Germain en est le curé. Il a 120 écus que la Compagnie luy fait payer par an. Il est prestre breton, mais d'une avarice crasse. Il est gouteux. Il faut le relever et y envoyer quelqu'un qui fasse les catéchismes aux enfants et leur apprenne à lire et à écrire. Les habitants luy donneront quelque chose pour sa peine. Il va de tems en tems à Ste Suzane, distant de cinq lieues, pour y dire la messe. J'aurais voulu l'engager, comme faisait son prédécesseur, de dire les dimanches et festes deux messes par jour; il m'a dit pour toute raison qu'il n'en a pas la permission, [mais] il a bien celle de faire du commerce et d'acheter de la rèque qu'il revend ensuite au détail.» Hébert ajoute, ailleurs, qu'il se mêlait «même de commercer nonobstant les deffenses des St. Conciles; et après qu'il a dit la messe, il ne se met point en devoir d'exhorter ny d'enseigner les paroissiens. Il a 120 écus d'appointemens de la Compagnie, et il peut encore tirer au moins 80 écus des bastesmes mariages et enterremens, car on paye les uns et les autres assez chèrement.»

A Saint-Paul, le curé était encore Pierre Marquer; il n'est pas avare, dit Hébert, mais il boit au delà de sa soif et souvent est perclus des deux bras, en sorte qu'il ne peut pas dire la messe. Il est encore d'une merveilleuse négligence pour l'instruction de ses paroissiens, et luy ayant demandé son registre de batesmes, il y en avoit dix qui n'étoient

pas enregistrés. Je lui fis une grande avanie là-dessus. La cure luy vaut 200 écus au moins de casuel, outre les 100 écus que la Compagnie luy donne, ce que nous pouvons retrancher par la suite.»

La conclusion de tels faits vient de soi. «Nous devons tous, écrit Hébert à ses collègues Directeurs, avoir une grande attention d'avoir dans l'Isle Bourbon des prestres d'une vie exemplaire. Ceux qu'y sont ne sont pas capables de remplir les places de bons Curez... Il est de toute nécessité de relever ces deux prestres et de les faire repasser en France. Il est même de votre pitié d'avoir du zèle pour y établir de bons ecclésiastiques pour le secours spirituel des habitants de cette isle.» Il poursuit en rappelant le passage dans l'Isle des deux Pères des Missions Etrangères et leur mésentente avec de la Cour. Il souhaite que des prêtres du même Séminaire reviennent exercer à Bourbon et «y établissent le Rituel de Paris». A leur défaut, et si «Mrs de St. Lazare» refusaient de venir, il faudrait avoir recours aux Capucins «parce que tous les autres seraient capables de Thésauriser, et par là [de] faire du tort aux habitants et à la Compagnie, et ils ne manqueraient pas aussi de se rendre les maîtres de quelque terrain.»

Quant au «Sr. de Villers qui est gouverneur, [c'] est un homme d'esprit, dit Hébert. Il a du service... Il a gagné du bien; on dit que c'est au jeu.» A quoi les Directeurs répondront avec ironie en 1710 : «Nous avons ouy dire des merveilles de la bonté de l'air de l'Isle de Bourbon, mais on ne nous avoit point raporté qu'il donnast de l'esprit et du service, ny qu'en le quittant il retirast les présens qu'il avoit fait; car le Sr. de Villers... n'est point du tout celui que vous dépeignez. On raporte qu'il a vescu dans l'Isle très scandaleusement; qu'il a joué et gagné au jeu, même par violence...» (1306). «Il employa pour son utilité particulière, continue Hébert, 23 nègres qui appartiennent à la Compagnie... En bon français, le gouverneur ne songe qu'à luy. Il est vray que les 600 livres qu'on luy donne ne sont pas suffisans, étant encore obligé de nourrir le garde-magazin, ce qui est cause qu'il n'employa les Esclaves de la Compagnie que pour luy faire des vivres.»

De Boucher il est dit : «Il ne manque pas de génie. Son peu de santé l'a obligé de me demander son congé... Il a 400 livres d'appointemens et [est] nourry par le Gouverneur. Il a beaucoup gagné au jeu et a dépensé de même.» Ses écritures furent trouvées «en bonne forme»; «il n'y avoit personne pour le remplacer.»

Au milieu de nombreuses considérations économiques, G. Hébert donne quelques indications d'ordre ethnologique. «L'on nous avoit fait entendre, dit-il, qu'il n'y avoit point de filles dans l'Isle, et que cela obligeoit les créoles de se marier à des négresses. Aujourd'hui, il s'en trouve plus de 50 qui seront toutes mariables d'icy à 3 ans, mais il

n'y a pas tant de garçons à marier.» Et d'ailleurs : «Depuis quatre ans il n'y est mort que douze personnes et il s'y est fait 120 baptêmes. Si cela continue de la sorte voilà une isle où il se trouvera trop d'habitans, et par force il y en aura beaucoup qui seront obligez d'en sortir. Par le recensement que j'ay fait des habitans tant en hommes, femmes et enfans, il s'en trouve 460 et 374 esclaves nègres et négresses, en tout 835 (sic) personnes.» Nous verrons par le recensement de 1709 que ces chiffres ne sont qu'approximatifs.

«Il m'a paru, dit encore Hébert, que les terres ont été bien mal distribuées. Il y en a tel qui a cinq lieues de longueur sur deux lieues de largeur, et cela tout le long de la mer. Et comme j'ai dit qu'il falloit obliger ceux qui demandent des emplacements de les lever à la montagne, les autres s'y opposent, disant qu'ils seroient maîtres des vivres, mais c'est une erreur...»

Le 16 mai 1708, il fut statué que «qui vendra sa caze et son habitation et demandera un autre emplacement n'en pourra obtenir qu'en payant cent Ecus à la Compagnie; et qui, sans vendre sa caze et son habitation demandera un nouveau terrain dans les sables de St. Paul ou dans les terres vaines et vagues, n'en obtiendra qu'à la charge qu'après la mort du mary et de la femme l'emplacement et les édifices retourneront à la Compagnie» (1307).

Le Directeur de la Compagnie revient sur la question des flibustiers. Ils «ont, écrit-il, enrichy cette isle et y ont jetté beaucoup d'argent. Le gouverneur et les habitans prétendent qu'ils n'ont pu l'empêcher, mais l'utilité que chacun y a trouvé a levé tous les obstacles. Je leur ay cependant deffendu, de la part du Roy, d'en souffrir aucun par la suite. Il y a eu plusieurs flibustiers, soit anglais soit françois, qui ont quitté leurs vaisseaux et s'y sont établis, même qui s'y sont mariés. J'ay deffendu [au gouverneur] d'en souffrir aucun et que, le cas arrivant, de les envoyer en Europe ou à Pondichéry. L'on ne peut pas refuser les François qui, lassez du métier des Ecumeurs de mer, [ont dessein] de quitter ce métier, mais l'on doit refuser les étrangers, et encore plus leur permettre de s'y marier. J'y en ay vu plusieurs qui font très mauvais ménage. Et au surplus de tels gens sont capables de causer de la révolte et de se mutiner; car, comme ils sont adonnez à toutes sortes d'excez et que ce qu'ils ont gagné vient par des voyes indirectes, il s'en va de même par le jeu et par toutes sortes de débauches dont ils sont capables.»

Parlant de la guérison rapide de soixante matelots «malades de scorbut», il relate «une chose bien extraordinaire; c'est que tous les vaisseaux qui mouillent à cette Isle causent des Rhumes et des maux de gorges aux habitans et il n'y en a point d'exempts.» Il ajoute que les insu-

laïres «prétendent encore que lorsqu'il doit arriver des vaisseaux, ils en sont avertis par le chant des coqs, qui se fait entendre à des heures indues. Il peut y avoir foiblesse à le croire, mais tous les habitants, sans en excepter aucun, sont frapés de cette imagination.»

G. Hébert préconisait l'envoi à Bourbon de «deux femmes, veuves ou filles de 30 à 34 ans, pour élever les jeunes filles, leur apprendre à lire et à écrire, les instruire dans les principes de la Religion... [Car], disait-il, ce qui est le plus nécessaire aux femmes et aux filles, c'est l'éducation... qui pourra les retirer de l'oisiveté et par conséquent du dérèglement dans leurs mœurs.»

Quant au futur gouverneur, «choisissez, écrit-il à ses collègues de Paris, un homme qui ait sa femme, qu'il ait de l'esprit à pouvoir gouverner un peuple dur et composé «de libertains, car la plupart sont flibustiers ou l'ont été, et leurs enfants sont très mal élevés» (1308).

A propos des esclaves, le visiteur note que «les habitants demandent encore des esclaves [indiens qu'ils] aiment mieux que les caffres [ou nègres] qui, connaissant Madagascar cherchent les occasions de se sauver, au lieu que ceux des Indes sont plus dociles... Ils demandent plutôt des femelles, à cause des enfans qu'elles peuvent avoir, qui, étant créoles de l'isle, leur sont plus soumis» (1309). Afin de mieux faire saisir quelle était la situation vraiment inhumaine faite à ces esclaves, nous rapportons un marché conclu le 25 novembre 1708, entre le sieur de Villers et Victor Riverain. Un esclave mâle de la Compagnie s'étant uni à une esclave femelle de Riverain, celle-ci revient à la Compagnie. En compensation, Riverain aura droit à une négresse de son choix, au premier arrivage des Indes, ou à deux cents écus. Mais si ce contrat ne peut être satisfait du fait des circonstances, les enfans du couple noir, seront pendant quatre ans à «moitié profit», le premier appartenant à la Compagnie, le second à Riverain... et, ainsi de suite (1310).

Certains colons se rendaient coupables d'une odieuse cruauté envers leurs esclaves et, faisant leur justice eux-mêmes, punissaient les moindres écarts par d'inhumains traitements. Tel d'entre eux avait inventé l'affreux instrument de supplice qui consistait en une «plaque de fer qui prend de l'une à l'autre oreille à laquelle est attaché par le milieu un autre morceau de fer à peu près de la longueur de la bouche qui leur entre jusqu'à la gorge et leur empêche l'articulation de la langue et de manger. Ce morceau de fer couvre la bouche et les deux bouts viennent en serpentant jusqu'à derrière la tête où est un cadenas fermé à clé... et avec ce bel équipage [on] les enchaîne à un pilon pour piler du riz sans leur donner à manger quelquefois de trois jours...» Et si ce sont des femmes on les brûle «toutes vives» et elles sont renvo-

yées si malades «qu'elles en meurent, car c'est ordinairement les lieux que la pudeur ne permet pas de dire que l'[on] s'attache à brûler.» On citait le cas de petits enfans de noirs qu'on «laissait manger aux cochons.» (1311). Aucune réglementation précise n'était encore intervenue pour fixer les rapports entre maîtres et esclaves. Antoine Boucher se plaignait que «l'étendue du pouvoir» concédé aux chefs de la colonie fût «trop bornée» pour qu'on osât exercer «les rigoureux châtimens qu'auraient mérités toutes ces choses». Hébert s'en émut et donna «l'ordre de faire vendre les noirs de ceux qui les traiteraient avec trop de rigueur» (1312).

EGLISE ET CHAPELLE A SAINT-PAUL.

De Villers

G. HÉBERT parle encore des édifices du culte du quartier de Saint-Paul. «Le nommé Mussard, écrit-il, y a construit à ses dépens une chapelle sous l'invocation de la Vierge.» Il s'agit de la Cha-

pelle de Notre-Dame-des-Anges, pour laquelle François Mussard avait reçu une subvention comme nous l'avons vu plus haut. «Je luy en ay fait à sa requeste, continue le Directeur, — en date du 12 mai 1708 (1313) — une concession à luy et à ses héritiers, avec de certaines restrictions» (1314) à savoir qu'en cas d'abandon par lui ou ses enfans les ornemens de cette chapelle feraient retour à l'église de Saint-Paul (1315). L'inventaire dressé à la mort de F. Mussard, le 27 février 1711, nous permet de connaître en détail quel en était le mobilier :

«Un calice et sa patène d'argent avec sa boîte
une paire de burettes d'argent
un bassin d'argent
dix chandeliers de cuivre jaune
une pierre bénite sur l'autel
un Missel avec son pupitre
les cartons pour la messe
Un Diornée à l'usage de la chapelle
cinq devant d'autel de plusieurs couleurs
quatre chasubles avec leur garniture de plusieurs couleurs,
trois aubes de toile de coton avec leurs amis,
deux ceintures daube
six napes pour l'autel de toile de coton
une nape pour la communion

* Signature de de Villers — Ar. Co. Ré. Registre G1 — 18^e may 1702.

deux tapis pour couvrir l'autel
 un tapis qui sert de marchepied d'autel, de turquie
 seize morceaux de chittes pour la décoration de lad. chapelle
 neuf morceaux de chittes qui sont actuellement au service au tour de l'autel
 un Image de la Sainte Vierge de bois doré,
 deux crucifix
 trois grands et petits pour le service de la chapelle
 deux pièces armoises rouge
 deux morceaux de toille rayée de Carnagor
 un morceau de mousseline
 deux morceaux de chittes qui servent de rideaux
 douze petits tableaux
 un tapis à fleur
 un milié d'épingles
 quatre lavabos
 seize tableaux
 trois petits miroirs fermans;
 un miroir garni de plomb,
 une lampe
 deux voiles garnis de dentelle servans à la chapelle
 un éteignoir
 une grande et petite cloche
 deux coffres avec leur clef
 deux scabots
 deux buretes de porcelaine
 deux cuissins

«Lesquels dits ornements et autres choses cy-dessus... ont esté mis dans deux coffres qui sont à la chapelle de la Sainte Vierge et remis les clefs tant desd. coffres que de la chapelle à Marguerite Compiègne veuve de defunt François Mussard qui s'en est chargée», en présence des témoins.

Quant à l'église paroissiale que Pierre Marquer signale très fréquemment comme «dédiée à la Conception de Notre-Dame» (1316), elle était nous dit-on, «très bien fournie d'ornements» mais elle était «trop petite pour contenir les habitans.» Hébert avait ordonné «qu'on en bâtisse une autre neuve, de bois, aux frais des habitans, qui sera[it] plus grande.» Elle devait être, suivant les ordres reçus, «de bois de benjoin», et chacun devait «par corvée», aider à la construction. Les travaux devaient commencer en septembre.

Effectivement, nous apprend le Journal de de Villers, le 3 septembre 1708, «on commença de travailler à la construction d'une église de pierre au quartier de Saint-Paul... En premier lieu, pour la construction de

lad[ite] église, on commença par faire deux grands fours à chaux et ensuite, on transporta sur les lieux [le bois et les pierres], ainsy que les matériaux nécessaires à ce sujet; la conduite duquel travail fut remise à M. Aubert, cap[itaine] dud[it] quartier.» On creusa les fondations «à la longueur de 65 pieds de long et de 31 de large — ce qui donne 21 mètres sur 10 — non compris une sacristie de 15 pieds de long et de 10 de large — soit 5 mètres sur 3 — située au bout de l'église derrière le grand autel, et deux petites chapelles aux deux côtés, contenant seulement la place d'un autel, et qui forme une croix.» Le 18 octobre eut lieu la bénédiction de la première pierre, cérémonie dont le Curé de Saint-Paul dressa l'acte qui suit :

«L'an de grâce de N.S. J.C., mil sept cent huit, le huitième jour d'octobre, je certifie, Messire Pierre Marquer, avoir béni la première pierre fondamentale de l'Eglise dédiée à la Conversion de St-Paul, apostre, laquelle a été posée au fondement de cornière de l'Evangile, par Nous, Messire Jean-Baptiste de Villers, Gouverneur pour le Roy et la Royale Compagnie de France dans cette isle de Bourbon, par Antoine Boucher, procureur fiscal de ladite isle, le dit Messire Pierre Marquer, curé, et Jacques Auber, capitaine du quartier de la dite paroisse de St. Paul, avec toutes les solennités et sérémonies qui se doivent observer en pareil cas, et selon le rituel romain, en présence de tous les paroissiens.

C'est de quoy nous faisons foy les dits jours et an que dessus. Ainsy signé à l'original : Devillers, Boucher, Jacques Auber, P. F. Descazeaux, J. Le Prévost, Pierre Hibon, François Cozan, Bernardin Hoarau, parny, J. Léger, Jacques Auber (le jeune), Pierre Marquer, curé» (1317).

Pendant la durée des travaux, les cérémonies se firent dans la Chapelle de Notre-Dame-des-Anges, comme en font foi les actes de Baptême et de Mariage (1318). Menée rondement, la construction fut assez rapidement terminée, et en mars, on put songer à la Bénédiction de la nouvelle Eglise. Le Curé de Saint-Paul nous en a laissé le récit que voici :

«L'an de grâce mil sept cent neuf, le Vingt quatrième jour de Mars, j'ai soussigné Messire Pierre Marquer, curé, certifie avoir fait la bénédiction d'une nouvelle église paroissiale siuée au quartier Saint-Paul, dédiée à la conversion de Saint-Paul, qui a été refaite et augmentée beaucoup. Les cérémonies de la dite Eglise ont été-faites selon les formes accoutumées et ordonnées par notre Mère la Sainte Eglise Catholique, apostolique et romaine, en présence de Messire Jean-Baptiste de Villers, gouverneur pour le Roy et pour la royale Compagnie de France dans cette ile de Bourbon, Antoine Boucher, secrétaire pour la dite Compagnie, des sieurs Jacques Auber, capitaine du quartier de Saint-Paul, Jacques Le Prévost, Chirurgien Major pour la dite Compagnie, de Pierre Gonneau, enseigne du dit quartier, de François Ricquebourg...

de la dite paroisse, François Cozan, Prieur de la Confrérie de Notre-Dame du Mont-Carmel, Pierre Hibon, Etienne Hoareau, Henry Musard, et de tout le corps politique de la paroisse et des soussignés.»

«Fait à St. Paul, ce jour vingt-quatrième de mars 1709»

«Signé : Devillers, Boucher, J. le Prévost, Jacques Auber, P. Pierre Nicolas Legras, P. F. Descazeaux, F. de Ricquebourg, F. Cozan — Pierre Marquer, curé (1319).»

Le même jour, 24 mars 1709, aussitôt après la bénédiction de l'édifice il y eut «première messe à l'église de St. Paul, solennellement dite par Messire Pierre Marquer, où tous les habitants dud[it] quartier assistèrent en cérémonie» (1320).

Cette nouvelle église se dressait à l'emplacement de l'ancienne, à proximité de la place d'armes. Le Journal de de Villers déclare qu'elle fut «dédiée à St. Paul, sous l'invocation du St. Esprit, dont la fête se célébrera le jour de la conversion de St. Paul.» Il ajoute : «Le dessein est aussy de faire un jubé (ou tribune) au-dessus de la grande porte, avançant de dix pieds dans l'église et de toute la largeur. Ce qui ne peut faire qu'un très bon effet; cela contiendra beaucoup de monde, dont le nombre augmente tous les jours» (1321).

La construction de la nouvelle église de Saint-Paul est encore mentionnée dans le Recensement dit de 1709, qui fut commencé et continué durant l'année 1708, et achevé le «24^e de mars 1709» (1322). A la suite de la récapitulation des habitants, des bestiaux et des produits de la terre, il est noté que «Cette dernière année (1708) n'a pas été aussy fructueuse que les saisons de l'année, qui ont été toujours favorables, l'auraient permis; par raport à se que les habitants ont esté la plus grande partie de l'année occupez à la Construction d'une église qu'ils se battissent à St. Paul.»

La «Récolte de l'année 1708» vaut d'être relevée :

«Bled froment	31.700 Livres
Ris	111.050
Mil ou Bled des paigre (?)	120.720
Tabacq non compris celui de la Compagnie	4.210
Régimes de bannanes	8.821
Divers légumes et fruitages.»	

De même la récapitulation des «Bestiaux» nous renseigne sur la richesse de l'île en animaux domestiques :

«Bœufs, vaches et veaux	2.030
Cochons malles et femelles	1.486
Moutons malles et femelles	581
Cabris malles et femelles	4.529
Chevaux et jumans	130
Quantité de divers volailles.»	

Quant aux habitants, le même recensement nous apprend, qu'au début de 1709, ils étaient au nombre de 894, dont 387 noirs et répartis comme il suit :

«Hommes mariés chefs de famille	83	
hommes vœufs chefs de famille	5	
femmes mariées	83	
vœufves chefs de famille	12	507
garçons au-dessus de quatorze ans	52	
garçons au-dessous de quatorze ans	128	
filles au-dessus de douze ans	26	
filles au-dessous de douze ans	118	
Nègres malles au-dessus de quatorze ans	196	
Nègres malles au-dessous de quatorze ans	55	387
Nègresses au-dessus de douze ans	77	
Nègresses au-dessous de douze ans	59	

M. DE CHARANVILLE.



QUELQUES jours après l'inauguration de l'église de Saint-Paul et la clôture du recensement, le 6 avril 1709, un nouveau tremblement de terre terrifia les habitants de l'île. Heureusement, le 18 avril, l'apparition du «*Saint-Louis*» dans la rade de Saint-Paul, vint calmer les esprits (1323). Ce navire avait quitté l'Inde le 16 février 1709, y laissant le Chevalier Hébert en qualité de gouverneur du Port-Louis de Pondichéry (1324). Celui-ci, en raison du caractère insupportable du capitaine de la Marre lui avait substitué, au commandement du «*Saint-Louis*», le lieutenant de vaisseau de Boissieux. A bord du même bâtiment, se trouvaient deux personnages destinés à remplacer de Villers et Boucher, comme gouverneur et comme procureur fiscal de Bourbon; d'étaient respectivement : Michel François des Bordes, écuyer, sieur de Charanville, sous-brigadier des Troupes françaises aux Indes, et Pierre Deharamboure, secrétaire de la Compagnie (1325). Monsieur de Charanville était, en 1691, cadet sur le vaisseau l'«*Assuré*», puis il fut embarqué successivement sur d'autres navires à divers titres. En janvier 1703, il était sous-brigadier des gardes de la Marine à Rochefort, et c'est le 11 février

* Sceau de Charanville — Ar. Co. Ré. dossier 58 — 9 déc. 1709 — d'après un cathet de cire relevé par M. Massiot.

qu'il fut, par ordre de la Cour, nommé aux Indes. Il s'y rendit sur le «*Maurepas*», et fut fait, à Pondichéry, «Major de la Place et des troupes, fonction qu'il a exercée pendant cinq ans et demi». En 1709, il devint Enseigne de Vaisseau, et, en février 1710, fut envoyé à l'Ile de Bourbon (1326). Charanville et Deharamboure furent installés dans leurs fonctions, le 18 avril, par M. de Boissieux; ce jour-là, ils ouvrent officiellement à Saint-Denis le second registre des actes administratifs et le signent conjointement avec leurs prédécesseurs en charge (1327). Deux jours plus tard, Messire Pierre Marquer, désirant rentrer en France sur le «*Saint-Louis*», se désistait de ses fonctions de curé de Saint-Paul, après huit années de séjour ininterrompu. Le même jour, 21 avril, Charanville et Deharamboure cédaient «au R.P. Senet, le droit de continuer le registre des Baptêmes, mariages et enterrements, commencé par le Sieur Marquer, ci-devant curé de Saint-Paul...» (1328) lequel avait signé son dernier acte de baptême le 18 avril 1709.

Le «*Saint-Louis*» réparé, Pierre Marquer s'y embarqua avec de Villers et Boucher, et le 24 avril on mit à la voile. Mais le navire fort avarié, se mit à faire eau; il fallut revenir ancrer à Saint-Paul, le 26, et décharger le bâtiment afin de procéder à un radoubage sérieux qui devait durer plusieurs mois. Les marchandises débarquées furent entreposées dans l'église neuve (1329).

M. de Charanville ne fit qu'un bref séjour au gouvernement de Bourbon, où la Compagnie avait dessein de mettre en place un autre officier de Pondichéry. Durant son court intérim, le nouveau chef de la colonie donna entière satisfaction. «Il paraît que sa conduite, écriront de lui les Directeurs en 1710, a été tout autre [que celle de M. de Villers], du moins il ne nous en revient aucune plainte» (1330).

Pendant que le «*Saint-Louis*» réparait ses avaries, M. de Charanville eut le loisir de connaître sa juridiction, d'amorcer quelques réformes, de faire une ordonnance et d'écrire à Paris, vraisemblablement par le même «*Saint-Louis*». Dans sa lettre, il disait l'inutilité des six noirs prêtés à Riverain pour le travail du tabac; il donnait des renseignements sur le poivre à queue, sur les troupeaux de bœufs de la Compagnie et leur rapport possible (1331).

Son ordonnance qui est du 19 juillet 1709, imposait à chaque habitant de «clorre et aneindre ses plantages, pour empêcher les bestiaux d'y entrer» et renouvelait en les aggravant les prescriptions concernant les chiens «tant domestiques que sauvages»; «à l'égard de ceux-cy il a été ordonné qu'on les tueroit, et qu'au col des autres, on attacheroit un billet de bois assez long et assez pesant pour les empêcher de courir après les bestiaux et de les détruire».

M. de Charanville défendit «de jouer sur la parole, ny argent, ny meubles, Bijoux, esclaves, bestiaux, ny autres effets, ny de prêter de l'argent pour jouer», il ordonna aussi de sélectionner les chevaux, de construire des moulins à vent «qu'on dégarniroit lors de l'Ouragan qui averti toujours» (1332). Les mesures prises, peu nombreuses, témoignaient d'un esprit pratique, soucieux d'améliorer la vie sociale et économique du pays. Sa conduite à Bourbon justifie pleinement l'éloge que faisait de lui M. de Boissieux, aux Indes, en 1705, «qu'on ne pouvait faire un meilleur choix... ayant toutes les qualités nécessaires... comme d'estre très modéré en tout, beaucoup d'esprit et d'intelligence, sachant se faire craindre et aimer... et d'une grande exactitude pour tout ce qui regarde le service».

Il fut relevé de ses fonctions de Gouverneur, et, écrira-t-il, «obligé de repasser en France, par l'arrivée d'un gouverneur, nommé en France pour relever mon prédécesseur (Mr de Villers), la Cour n'étant pas informée que l'on y avait pourvu de Pondichéry». M. de Charanville fut ensuite «nommé pour servir à Cayenne, contre tous ses intérêts et inclinations», «pourvu alors seulement de la commission de capitaine réformé». En 1720, il y était toujours, avec «29 années de service, et demandait la majorité (?) en cas de Mouvement ou la Croix de St-Louis en attendant» (1333).

UN REDRESSEUR DE TORTS.

Le 18 juin 1709, un vaisseau de Saint-Malo — que nous croyons être le «*Saint-Malo*» ou le «*Saint-Jean-Baptiste*» qui se rendait à Pondichéry avec la Bien-Aimée (1334) — vint ancrer à Saint-Paul auprès du «*Saint-Louis*», «sans saluer ny le vaisseau, ny la terre, et sans avoir envoyé visiter M. de Boissieux, ny M. de Charanville»; les gens du malouin cependant «envoyèrent à terre faire leurs tentes et y loger leurs malades» (1335). Ce conflit dut se régler pacifiquement, car il n'a pas laissé d'autre trace. Ce n'est qu'en septembre que le «*Saint-Louis*» remis en état, put appareiller pour la France, si l'on en croit un acte de baptême du 4 septembre 1709. Ce baptême fut conféré par «Messire Pierre Marquer, prêtre aumônier du navire le «*Saint-Louis*», commandé par M. de Boissieux, lieutenant de vaisseau du Roi, du consentement du Révérend Père Senet, détenu malade», et le parrain fut «Messire J.B. de Villers, ci-devant gouverneur de la dite Ile [de Bourbon]» (1336)... Le «*Saint-Louis*» devait parvenir en France dans la seconde quinzaine de décembre 1709.

Le Frère Jean Senet que Pierre Marquer laissait comme curé de Saint-Paul, était un «religieux jacobin», c'est-à-dire «de l'ordre de St.

Dominique», il dépendait du «prieur de l'abbaye de Quimperlett» (1337). Sa santé, délabrée peut-être par un séjour aux Indes ou de longues navigations, le contraignit fréquemment, durant son séjour, à requérir l'aide des prêtres de passage pour l'accomplissement de son ministère. Ainsi, après avoir pris possession, le 21 avril 1709, de son nouveau poste — il était auparavant aumônier du «*Saint-Louis*» — il dut avoir recours à Pierre Marquer, le 4 septembre; puis du 8 octobre au 12 novembre, nous voyons, par le registre des baptêmes, que c'est le Père «Jean-Baptiste de Marsbodin, prêtre missionnaire apostolique» qui exerce à sa place (1338). Cet ecclésiastique, était arrivé dans l'île sur un vaisseau dont nous ignorons le nom et la provenance; peut-être revenait-il de Chine comme le fait penser la présence à bord d'un jésuite missionnaire qui en arrivait, le Père de la Motte, dont le zèle ardent provoqua un incident pendant qu'il faisait escale à Saint-Paul. En effet, le 10 novembre 1709, un forban vint jeter l'ancre dans la rade, et se mit à trafiquer avec les insulaires, comme c'était la coutume en pareil cas. Mais un trouble-fête survint. Le Père de la Motte, à la demande du Père Senet, malade de la poitrine, suppléait ce dernier dans le ministère paroissial. «Un jour de dimanche, raconte Pierre Cadet, chroniqueur de l'époque, il prit l'aube et l'étole, et fit l'exposition du Saint-Sacrement, puis s'étant passé une corde au col, il proposa au sieur de Charanville et au peuple de faire amende honorable à Jésus-Christ pour les secours qu'il prétendait avoir été donnés aux flibustiers par les habitants et leurs Chefs, ajoutant qu'il ne pouvait célébrer la messe sans cette condition. Le gouverneur, à cette sommation, lui répliqua qu'il n'avait aucun reproche à se faire sur cet article, que si quelques-uns étaient tombés dans cette faute, c'était à son insu. Le prêtre et le gouverneur achevèrent leur débat en latin, et après des contestations, M. de Charanville dit à ses esclaves : «Sortons d'ici, et allons-nous-en, car il n'y a point de messe aujourd'hui pour nous!» Les habitants défilèrent [ensuite] chez le gouverneur» (1339). Le conflit dut s'apaiser rapidement après le départ du missionnaire et du navire qui le portait, vers la mi-novembre. Les registres de catholicité révèlent qu'entre le 10 novembre et le 10 décembre 1709, six petits enfants noirs ont été baptisés, enfants naturels, entre six mois et trois ans, de négresses de Madagascar, «nouvellement» et même «tout nouvellement apportée [s] de là et vendu[es]», comme disent les textes (1340). Peut-être faut-il voir là, au moins en partie, la cause de l'indignation du missionnaire venu de Chine, car les dates et le lieu d'origine du chargement humain donnent à penser que le forban était porteur de cet arrivage d'esclaves malgaches,

FLOTTES MALOUINES.



été capturé dans l'Atlantique, l'année précédente, alors que le «*Curieux*» et le «*Diligent*», commandés respectivement par Godet de la Merveille et de Champloret le Brun, se rendaient à Socotora et Moka, pour y faire la traite du Café. Au retour, ils avaient pris aux Maldives, l'«*Esquivic*», et débarqué son équipage à Maurice, où la nécessité de caréner les avaient obligés à passer plus de deux mois. Le mauvais temps contraignit le «*Diligent*» à rejoindre à Saint-Paul le reste de la flotte, tandis que les officiers de l'expédition, descendus pour saluer le gouverneur, empruntaient la voie de terre et franchissaient la Montagne pour regagner leur bord (1349).

Les équipages passèrent, à Bourbon, les «fêtes» de Noël. «Le jour de la solennité, raconte l'un des voyageurs, nous assistâmes à la grand' messe, où il y avait assez de peuple, et nous y vîmes des femmes aussi blanches et d'un teint aussi frais qu'en France. Elles portent de petits corps et des jupes légères. Elles sont coiffées à la française. Les plus riches ont de la dentelle, mais la plupart vont les pieds nus. Les hommes et les femmes sont là tout-à-fait gracieux et obligeants...» Mais il ajoute plus loin : «On trouve, dans certains endroits un fort bon terrain, où l'on recueille du froment et du riz. Tout le travail de la campagne se fait par les esclaves, les habitants travaillant rarement.»

Précisément, pendant le séjour de la flotte malouine, «on faisait les informations» d'un complot. Quatre noirs de Madagascar avaient été arrêtés et mis aux fers, «accusés d'avoir comploté avec plusieurs autres contre la vie du gouverneur, des officiers et des principaux habitants. La catastrophe devait se passer à Noël...» (1342).

* Neptune et sa monture d'après un manuscrit enluminé «Les premières années de Jacques Devaulx, Au Havre de Grâce 1583».

UN mois plus tard, le 18 décembre 1709, le «*Diligent*», vaisseau malouin, parut à son tour, en rade de Saint-Denis, bientôt suivi, le 20, de trois autres qui s'en allèrent directement ancrer à Saint-Paul; c'étaient le «*Curieux*», autre malouin, et deux prises qu'ils avaient faites sur les Hollandais. L'un, le «*Grand-Vainqueur de Middelbourg*» avait

Les navires français, chassés par un cyclone, repartirent pour la France, à l'exception du «*Vainqueur*», le 28 décembre, avant la fin du procès criminel. Le verdict fut rendu le 14 janvier : deux accusés furent pendus (1343).

A quelques temps de là, deux autres bâtiments malouins, le «*Saint-Malo*» et le «*Saint-Jean-Baptiste*», rentrant de Pondichéry (1344), touchèrent à Mascarin, en mars 1710, et y passèrent douze jours (1345).

Sur chacun de ces vaisseaux français, se trouvaient des aumôniers (1346). Ceux du «*Curieux*» et du «*Diligent*» n'ont laissé aucune trace de leur passage dans les archives, tandis que «les deux capucins qui ont terré à l'Isle [de Bourbon] avec le «*Malo*» et le «*St. Jean*» se firent remarquer par leur peu de retenue dans leurs conversations» (1347).

Les deux derniers navires malouins avaient quitté Pondichéry, en février, en compagnie d'une «caïsche» ou petite frégate qui assurait la jonction entre les comptoirs français des Indes et Mascarin. Ce n'était plus alors la quèche «*Saint-Louis*»; le commandant Bouynot l'avait troquée jadis, en décembre 1708, à Merguy, contre un bâtiment arménien de plus fort tonnage, la «*Vierge*» (1348), avant de repasser en France sur le vaisseau «*Saint-Louis*» (1349). La «*Vierge*» n'arriva à Bourbon qu'après le départ du «*Saint-Louis*» et du «*Saint-Jean*», si bien qu'on la crut capturée par les Hollandais (1350). La première pièce d'archives qui mentionne formellement sa présence dans l'île, n'est que du 29 avril 1710 (1351), mais nous pensons pouvoir affirmer que la «*Vierge*» fut dans nos eaux à la mi-avril. Son but était, en fournissant des esclaves surtout «femelles» et diverses marchandises aux habitants de Bourbon, de faire de l'argent pour soulager Pondichéry. La vente n'eut lieu que «le 18^e du mois de may 1710» et rapporta 5.667 livres pour «20 esclaves vandus» — deux restèrent «invandus», deux moururent et un autre resta au service de la Compagnie (1352) — mais les registres de catholicité de Saint-Paul enregistrent des baptêmes indiens à partir du 19 avril. Du 19 avril au 22 avril, douze esclaves, âgés de huit ans à vingt-cinq ans, reçurent le baptême, quatre «mâles» et huit «femelles» (1353). La série des baptêmes d'esclaves reprend ensuite : du 7 juin au 27 août 1710, vingt-deux esclaves de six à vingt-cinq ans; du 13 au 19 octobre, trois esclaves de neuf à vingt ans sont baptisés à Saint-Paul. Nous n'avons pas pu établir quel fut le navire importateur de cette marchandise humaine (1354).

Son trafic terminé, la «*Vierge*» remit à la voile pour les Indes, après le 13 juin 1710, date où la frégate est encore signalée à Saint-Paul dans l'«Estat des journées et dépenses faites par les habitants qui ont travaillé à décharger les marchandises et à la mâture de la frégate la «*Vierge*»». Celle-ci sera, en août, dans l'Inde (1355).

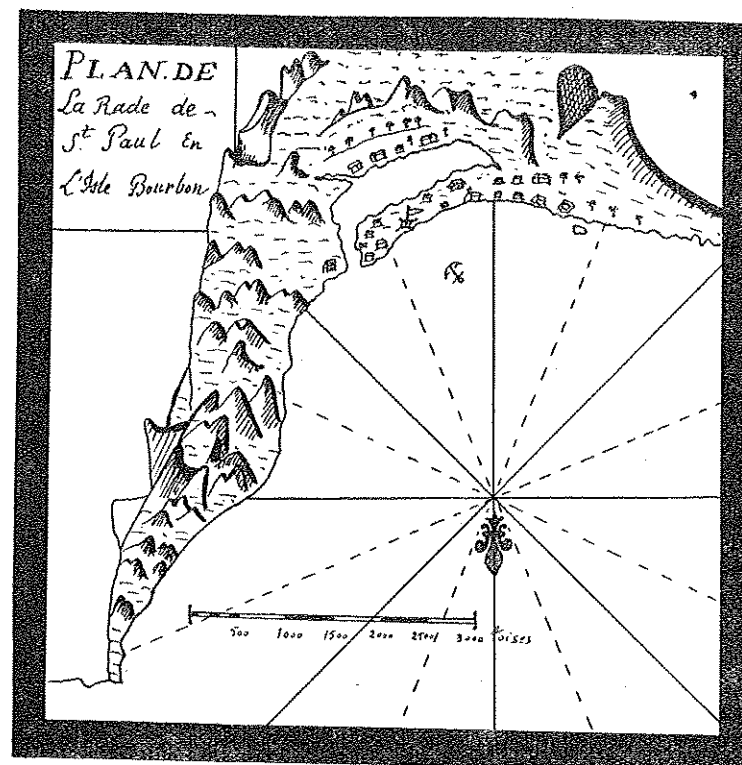
Pierre Antoine Parat, Ecuyer, sieur de Chaillenest, officier de l'armée royale, venu à Bourbon sur le «*Malo*» ou le «*Saint-Jean*», signe sa première pièce le 29 avril 1710 à Saint-Denis, où il s'est installé (1356). Il connaissait déjà Mascarin pour y avoir séjourné plusieurs mois l'année précédente. «Lieutenant de la Garnison» de Pondichéry, il repassait en France sur le «*Saint-Louis*», et faisait à Bourbon la longue escale que l'on sait, quand il apprit des Malouins, venus eux aussi au mouillage, qu'ils étaient porteurs de «Provisions de Gouverneur de cette Isle pour luy». Devant une telle perspective, notre voyageur renonce à la France, s'embarque sur le vaisseau de Saint-Malo, rejoint Pondichéry, où, nanti de ses feuilles de pouvoirs, il prend place, en février 1710, sur la flottille malouine, qui, en mars, le déposa à Mascarin (1357).

Deux prêtres sont alors dans l'île et s'occupent des intérêts spirituels des habitants : Messire Vincent Robin de Saint-Germain, curé de Saint-Denis et de Sainte-Suzanne, et le Révérend Père Senet, dominicain, curé de Saint-Paul, le premier atteint de la goutte, le second souffrant de la poitrine.

Un gros bâtiment de 36 canons, le «*Vainqueur*», commandé par le «Sieur [Pierre] de la Grande Maison, dit du Bournay» (1358), se balançait sur ses ancres en rade de Saint-Paul depuis Cinq mois, et devait y demeurer encore longtemps après le départ de la «*Vierge*» pour les Indes (1359).

Pierre Marquer
Curé de l'Isle de Bourbon

* Signature de Messire Pierre Marquer — Ar. Co. Ré. Registre G1.



CHAPITRE QUATORZIÈME

VERS UNE NOUVELLE ORGANISATION 1710-1714

FIN DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES.

Le retour en France du «*Maurepas*» et de la «*Toison d'Or*», rentrés le 11 mai 1708, à peu près vides, du Pérou et du Chili, avait, nous l'avons vu, sonné le glas de la Compagnie Française des Indes Orientales. Une ressource s'offrait cependant aux Directeurs et au Ministre de la Marine, pour amortir le remous de sa ruine : la Compagnie, en 1664, avait reçu un privilège valable pour cinquante ans à compter du 1er avril 1665; on allait donc pendant les quelques années de répit qui restaient jusqu'au 1er avril 1715, monnayer ce privilège; des sociétés particulières, moyen-nant finances, se chargeraient des armements et de l'exploitation com-

* Plan de la rade de Saint-Paul par Parat — Ar. Co. Ré. Registre P. pl. 6

merciale; les frais seraient minimes, le commerce des Indes assuré conformément aux ordres du Roi, les rentes touchées périodiquement serviraient à éteindre les dettes.



UN premier traité avait déjà été passé, le 21 avril 1706, avec la Société Jourdan et consorts, de Saint-Malo, mais l'opposition de la Compagnie de la Chine, fit échouer le projet d'une expédition aux Moluques et dans la mer de Chine. (1.360)

En 1707, la Compagnie avait obtenu du Ministre de la Marine, l'autorisation de faire, avec le sieur Martin de la Chapelle, autre armateur malouin, un traité (5 novembre 1707) lui concédant le droit d'envoyer deux vaisseaux dans le Golfe Persique et la Mer Rouge, pour y charger du café et diverses marchandises, contre une redevance de 7.000 livres (1.361). Le «*Curieux*» et le «*Diligent*» (1.362) partirent ainsi de Brest le 6 janvier 1708, et firent un voyage remarquable : ils rentrèrent en France le 8 mai 1710, après avoir touché Zocotora, Moka, Maurice et Bourbon, avec une cargaison de 1.300 milliers de café. En cours de route ils avaient rançonné deux navires anglais et capturé deux vaisseaux hollandais de 36 et 40 canons, le «*Grand Vainqueur de Middelbourg*» qu'ils avaient laissé à Mascarin, et l'«*Esquivic*» qu'ils ramenèrent à Saint-Malo (1.363).

Le 1er décembre 1708, un nouveau contrat fut signé avec les sieurs Crozat et de La Lande-Magon, père et fils, de Saint-Malo encore, leur donnant permission d'envoyer trois bâtiments aux Indes, contre un droit de 15 % sur la vente des cargaisons, 10 % sur les prises faites au-delà de la Ligne, et la prime sur les tonneaux exportés et importés. Le 16 février 1709, le «*Saint-Malo*», le «*Saint-Jean-Baptiste*» (28 canons et 115 hommes d'équipage), et la patache la «*Bien-Aimée*» (10 canons, 35 hommes) prirent la mer à Saint-Malo à destination d'Ougly, de Pondichéry, de la côte de Malabar (1.364). A l'aller, au retour, ils touchèrent à Bourbon, et revinrent au Port-Louis, le 23 août 1710.

Afin de régler l'arriéré de ce qu'elle devait à ses soldats et équipages, la Compagnie se voyait réduite à vendre aux Malouins, ses bateaux : le «*Pondichéry*», l'«*Aurore*», le «*Phélypeaux*» en 1707; la «*Perle d'Orient*» en 1708 (1.365); le «*Maurepas*», la «*Toison d'Or*» et la «*Princesse-de-Savoie*», en 1709 (1.366).

* Armes de la Compagnie française des Indes Orientales fondée en 1664 — Ar. Co. Ré. dossier 106

Un nouveau pacte fut conclu le 22 avril 1709, qui accordait à la Société Crozat des avantages encore plus étendus : en janvier 1710, le «*Maurepas*», le «*Lys-Brillac*», le «*François-d'Argouges*», l'«*Auguste*» prenaient la route des Indes, sous la direction du chef d'escadre de Raoul. Les Directeurs de la Compagnie avaient embarqué l'un des leurs, Hardancourt, comme commissaire (1.367).

Le «*Saint-Louis*», si longtemps attendu, — on savait qu'il avait quitté Pondichéry, le 16 février — était enfin arrivé le 17 décembre, après trois ans et demi de voyage. Sa cargaison, de quantité médiocre — 466 ballots d'étoffes de Pondichéry et 50 du Bengale, 15 tonneaux de poivre, 9 barriques d'indigo, 2 milliers de cannes, 2 de benjoin, 2 sacs de musc (1.368) — produisit un million et demi à la vente, grâce à la qualité et la rareté des produits (1.369) et permit de payer quelques dettes. Les droits perçus au retour des deux premières expéditions malouines en 1710, soldèrent encore un tiers des créances restantes (1.370), et les armateurs de Saint-Malo, stimulés par les résultats de leur trafic, se hâtèrent d'expédier à Moka une troisième flotte pour la traite du café : la «*Paix*» et le «*Diligent*» mirent à la voile au début de janvier 1711. La même année, en juin, deux autres navires, le «*Saint-Louis*» — vendu à son tour — et le «*François*» (1.371) partaient de Nantes pour le compte de deux autres armateurs malouins, Dumoulin et de Laye, en vertu d'un accord passé le 27 septembre 1710 (1.372).

Un traité conclu le 8 juin 1711, autorisa de nouveau Crozat et un négociant de Marseille, à faire la course aux Indes avec trois vaisseaux fournis par le Roi : en janvier, deux unités de plus de 1.000 tonneaux, l'«*Eclatant*» et le «*Fendant*», et la frégate «*Adélaïde*», quittaient le port de Toulon pour les Indes, sous le commandement de M. de Roquemador, capitaine de vaisseau du Roi (1.373). Un autre contrat du 5 février 1712, permettait à Louis Bille, bourgeois de Paris, et à ses associés, d'envoyer aux Indes, pour la course et le commerce, trois navires du Roi, à condition de verser à la Compagnie 10 % de la vente des marchandises et 15 % des prises. L'armement, composé du «*Jason*», du «*Mercur*», et de la frégate «*Vénus*», quitta Cadix le 20 juin 1713, avec, à sa tête, le capitaine Guymot du Coudray, capitaine de vaisseau (1.374). Ces deux dernières expéditions, comparables aux armements mixtes faits jadis par le Roi et la Compagnie, devaient être comme eux, beaucoup moins avantageux que les entreprises libres des malouins. Ceux-ci, le 8 février 1712, avaient vu rentrer au Port-Louis quatre de leurs vaisseaux : le «*Maurepas*», le «*Lys-Brillac*», le «*François-d'Argouges*» et l'«*Auguste*», précédés, un mois plus tôt, par l'arrivée à Morlaix du «*Nouveau-Georges*» qu'ils avaient pris aux Anglais, ce qui permit encore à la Compagnie de désintéresser quelques créanciers privilégiés : les retours des bâtiments malouins en 1710 et 1712 lui avaient rapporté deux millions et demi. Les armateurs de Saint-Malo avouaient

eux-mêmes des gains considérables sur les 20 millions de marchandises importées. Ils avaient fait plus de 4 millions en Hollande rien que par la vente du café (1.375).

Encouragés par de tels résultats, les Directeurs consentirent, le 20 juillet 1712, à céder à Crozat et à ses associés (1.376) le privilège de la Compagnie pour les trois ans qu'elle avait encore à jouir du monopole, c'est-à-dire jusqu'en mars 1715 (1.377). Aussitôt un nouvel envoi de quatre bâtiments fut préparé, qui partait de Saint-Malo le 23 mars 1713 : c'étaient le «*Lys-Brillac*», les «*Deux-Couronnes*», l'«*Auguste*» et le «*François-d'Argouges*», commandés par Dudemaine-Girard. Du Livier, sur l'«*Auguste*», allait remplacer Hébert, comme gouverneur de Pondichéry (1.378). Une petite frégate, la «*Paix*», quittait à son tour, Saint-Malo, le 19 juin, pour annoncer aux Comptoirs français des Indes, la prochaine conclusion de la paix avec l'Angleterre et la Hollande (1.379).

L'année 1713 vit le retour au Port-Louis de l'«*Adélaïde*» avec les marchandises du «*Sherburn*», pris sur les Anglais par l'escadre de Roquemador. En juin, les vaisseaux la «*Paix*» et le «*Diligent*» ramenèrent à Saint-Malo une prise hollandaise, le «*Beauparterre*» et les marchandises d'une prise anglaise, la «*Duchesse*», vendue aux Indes. Mais les deux vaisseaux du Roi, l'«*Eclatant*» et le «*Fendant*» ne reparurent plus, engloutis sans doute par quelque tempête au Cap (1.380).

En mars 1714, deux bâtiments malouins, le «*Chasseur*» et la «*Paix*» quittèrent la France pour Moka (1.381), tandis qu'en juillet, le «*Lys-Brillac*», l'«*Auguste*» et les «*Deux-Couronnes*», ramenant Hébert de Pondichéry, rentraient au port; on s'empessa de renvoyer l'«*Auguste*» à Moka dès le mois de novembre. La vente d'octobre produisit 7 millions (1.382).

Le privilège de la Compagnie touchait à sa fin, cependant, sans qu'elle se fût encore libérée totalement de ses dettes. Chaque retour, pourtant, lui donnait occasion d'éteindre une partie de celles-ci; les Malouins, pressentis à plusieurs reprises, s'étaient toujours refusés à les assumer. Les Directeurs de la Compagnie, et les armateurs de Saint-Malo, unis d'intérêt, pressèrent Pontchartrain, ministre de la Marine, d'obtenir du Roi un renouvellement du privilège de la Compagnie, ce qui fut accordé, le 29 septembre 1714, pour dix ans (1.383). Le 5 décembre suivant, un nouveau traité concédait aux armateurs malouins, pour dix ans cette fois, les droits de la Compagnie, à condition de lui payer 10 % de la vente et 5 % des prises en cas de guerre (1.384). Dès le 23 janvier 1715, le «*Lys-Brillac*» et les «*Deux-Couronnes*» reprenaient la mer, sous le

commandement de Dudemaine-Girard. Le Directeur Hébert qui avait obtenu une nomination de «général de la nation française» aux Indes, prit place sur l'un d'eux (1.385).

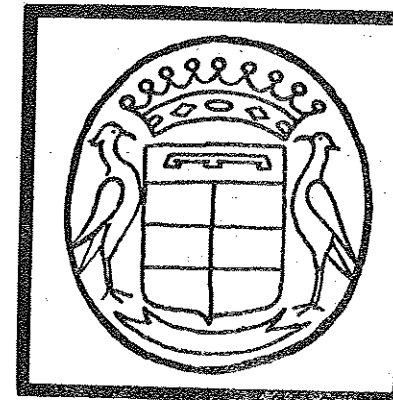
Le 9 mai 1715, le «Jason» de l'escadre du Coudray, accostait à Brest, tandis que le 11, au Port-Louis, avec la «Cloche», prise hollandaise (1.386), abordait le «Saint-Louis» de l'armement Dumoulin. Ce dernier bâtiment ramenait le chargement de diverses prises et la cargaison du «Français», confisqué aux Indes à cause de la désobéissance du chef de l'expédition, le capitaine Bouynot. Celui-ci, malgré la défense formelle qu'il en avait reçue, avait mené ses navires à la mer du Sud, au Pérou; puis, cinglant à travers le Pacifique, avait touché les Mariannes, Manille (février 1713); croisant du détroit de Singapour à celui de Malacca, il avait pris ou rançonné plusieurs vaisseaux portugais, hollandais, anglais; revenu à Manille pour y vendre ses prises, il en était reparti, en décembre 1713, pour Pondichéry, où il fut arrêté par Du Livier. Sa mort suspendit les poursuites (1.387).

Dans un grand Mémoire adressé au Comte de Toulouse, amiral de France, en date du 15 décembre 1715, les Malouins, enhardis par leurs succès étonnants et profitant de la réaction qui suivait la mort de Louis XIV, demandaient instamment au Régent et au Conseil de Régence, que leur Société puissante soit purement et simplement substituée à l'ancienne Compagnie en voie de liquidation (1.388). Mais on jugea cette décision prématurée et le «statu quo» fut maintenu.

L'année 1716 fut marquée par de nombreux retours : en février, le «Mercure» et la «Vénus», de l'armement du Coudray, la «Paix» et le «Chasseur» de Moka — ce dernier bâtiment avait pris possession de Maurice le 20 septembre 1715 —; en avril, l'«Auguste» de Moka; en juillet, le «Lys-Brillac» et les «Deux-Couronnes». Les ventes de septembre 1715 et d'octobre 1716 produisirent 18 millions (1.389).

Les derniers envois des Malouins en 1717 : la «Comtesse-de-Pontchartrain», l'«Indien» et le «Comte-de-Toulouse» en 1713, les «Deux-Couronnes» en 1719 ne profitèrent pas aux Malouins, car ils ne rentrèrent en France qu'après le fameux Edit de Réunion de mai 1717 (1.390) et leurs cargaisons furent vendues au profit de la Nouvelle «Compagnie des Indes» formée à l'instigation de Law de Lauriston; elle englobait déjà les Compagnies de la Louisiane, du Canada, du Sénégal, des Indes Orientales, de Chine, en attendant d'accaparer tout le commerce colonial français; elle se chargeait totalement, tant aux Indes qu'en France, des dettes de l'ancienne «Compagnie des Indes Orientales» dont elle signait ainsi l'arrêt de mort.

GOUVERNEMENT DE PARAT.



PIERRE Antoine Parat, nous l'avons vu, était arrivé à Bourbon en mars 1710, (1.391). Nous pensons qu'il avait apporté avec lui l'ordonnance de police concernant Bourbon et que les Directeurs, «de par le Roy», avaient signée «à Paris, au Bureau Général de la Compagnie royale des Indes orientales de France ce 19^e janvier 1709», et qu'il avait reçue aux Indes, puisqu'Hébert, alors à Pondichéry, signe le document avec ses collègues de Paris (1.392). Dès son arrivée, le nouveau gouverneur s'empresse de promulguer ce texte, qui n'est qu'un rappel des anciennes ordonnances : défense de manquer «au service divin... les dimanches et fêtes» (2^{èmes} paragraphe de l'ordonnance), de «jurer le saint nom de Dieu» (3^{ème} par.), «de piller, voler...» (6^{ème} par.), d'abattre les arbres (7^{ème} par.), «de prendre plus de deux tortues par semaine» (8^{ème} par.), de changer d'habitation (9^{ème} par.), de laisser divaguer les chiens (10^{ème} par.), de commercer avec les forbans (11^{ème} par.), d'aller à la chasse inconsidérément (12^{ème} et 13^{ème} par.), de laisser marier les blancs avec les noirs (14^{ème} par.). Mais cette ordonnance ne parut sans doute pas assez explicite aux habitants, car constatant les ravages causés aux tortues par les braconniers, le gouverneur, dès le 31 mai 1710, dut en réduire la consommation à six tortues par an et par personne, ce qui était encore considérable (1.393).

Vers la fin de l'année 1710, après le 19 septembre (1.394), le «Vainqueur», prise hollandaise laissée à Bourbon par les Malouins, aux ordres de Pierre Dubournay, mit enfin à la voile, ses réparations terminées; son capitaine laissait derrière lui plusieurs lettres de change pour solder les dépenses qu'il avait dû faire tant pour nourrir son équipage que pour payer les travaux effectués à son bord (1.395). Le «Vainqueur» rentra en France vers février 1711 (1.396).

Il fallut attendre ensuite la fin du mois d'avril 1711 pour voir de nouveau une flotte française dans les eaux de Saint-Denis et de Saint-Paul. L'escadre de Raoul, armée par Messieurs de Saint-Malo, avait quitté ce port en janvier 1710, emmenant avec elle «Louis Boivin d'Hardancourt, Commissaire général de la Compagnie pour la visite des comptoirs des Indes» (1.397). Arrivés à Pondichéry le 30 août, les navires français y

* Sceau du gouverneur P. A. Parat — Ar. Co. Ré. Registre G2 — 12 juil. 1711

furent leur négoce, puis deux d'entre eux poussèrent jusqu'à Merguy, tandis que les autres, croisant dans les eaux du Bengale, prenaient deux petits bâtiments anglais aussitôt vendus à Pondichéry d'où ils appareillèrent pour la France le 1er mars 1711. Ils ancrèrent à Bourbon avant le premier jour de mai et y demeurèrent jusqu'après le 3 septembre (1.398).

Durant leur séjour, les quatre commandants de la flotte, à savoir :

« Claude Raoul, capitaine du navire le *Maurepas* »

« Joseph Dudemaine-Girard, capitaine du *Lys-Brillac* »

« Pierre de la Vigne-Buisson, capitaine du *François d'Argouges*, »

« Bernard Beaulieu de Tréhouard, capitaine de l'*Auguste* », contractèrent auprès des habitants un emprunt de 3.555 piastres à 10 % « à compter du 1er août 1711 », « pour les rafraichissements de leurs vaisseaux » (1.399). Les prêteurs étaient : « J. Aubert, Pierre Hibon, François Cauzan, Simon Gruchet, Gilles Dennemont, Marie Touchard veuve Grimaud, François Ricquebourg, Veuve Gilles Launay, André Rault, Pierre Gonneau, Jacques Béda » (1.400) — tous de Saint-Paul. Les Pères Lazaristes leur contesteront plus tard le droit de « retirer de l'intérêt de cet argent prêté » (1.401).

Par la même flotte, étaient arrivés à Mascarin plusieurs personnages qui ont leur nom dans l'histoire de l'Ile. Dès le 1er Mai 1711, Henry Justamond signe ses premières pièces en qualité de « fiscal de l'Ile Bourbon », en lieu et place de Pierre Deharamboure qui rentre en France (1.402). Ce sont deux registres officiels qu'il cote, paraphe et délivre « à Monsieur Le Tondu, curé du Quartier de Saint-Denis et Sainte-Suzanne, pour lui servir à enregistrer les mariages, baptêmes et enterrements » (1.403). En effet, l'abbé de Saint-Germain Robin, malade de la goutte et fatigué d'un long séjour (1.404), demandait son retour en France. Un aumônier de l'Escadre, Mr Le Tondu, fut désigné pour le remplacer; mais, sans doute, le poste ne lui convint-il pas, avant le départ des navires, il obtint d'être réembarqué; ses derniers actes sont des 14 et 16 août 1711. Le 27 août, « frère Nicolas Laurent Duval », aumônier sur l'*Auguste*, quitte son bord, et est installé « curé de la paroisse de Saint-Denis ». Par acte du 2 septembre suivant, celui-ci, homme de précaution, constituait « son procureur général espécial (sic) », son frère « Jean Guillaume Duvall, employé dans les (manufactures) de tabac à Quaintin en Bretagne, lui donnant pouvoir en la qualité susdite, de recevoir de Messieurs les Armateurs de l'escadre des vaisseaux de St. Malo, commandée par M. Raoul, les salaires et par[t] de prises qui lui sont dûs » (1.405), ce qui nous renseigne à la fois sur les origines bretonnes du Père N. L. Duval, et sur les conditions faites aux aumôniers à bord des vaisseaux malouins.

Le Père Duval n'avait d'ailleurs pas attendu d'être installé curé de Saint-Denis pour s'occuper de ministère à Bourbon. Un acte de baptême du 22 juin 1711 porte sa signature, conjointement avec « le Rév. Père Dolu, missionnaire apostolique de la Compagnie de Jésus » qui fit la cérémonie à Saint-Paul, « du consentement du Rév. Père Senet, curé de la paroisse ». L'acte porte encore les signatures de Pierre Du Livier, évêque des Indes par Hébert (1.406), et celle de sa fillette « demoiselle Catherine Dulivier », marraine avec Pierre Léonard Gravé, capitaine en second du *Lys-Brillac*, comme compère (1.407). Il s'agit là du baptême de deux esclaves âgés de vingt-trois ans et dix-neuf ans, qui font partie d'un lot de dix-huit esclaves adultes, baptisés à Saint-Paul entre le 7 avril 1711 et le 16 avril 1712, dont nous ignorons la provenance. Pendant le même temps, à Saint-Denis, trois esclaves adultes seulement étaient baptisés, qui étaient originaires de la Côte du Malabar et du Coromandel (1.408). Nous savons encore du « Père C : h : f : Dolu s. j » probablement aumônier du *Lys-Brillac*, qu'avant de quitter l'Ile avec l'escadre de Raoul, il signa le 3 septembre 1711, en faveur du Père Senet, un billet où il reconnaissait avoir reçu du Curé de Saint-Paul, « la somme de vingt escus pour lui envoyer une barrique de vin de Bordeaux », ce qu'il promettait de faire dès son arrivée en France (1.409). L'Escadre y arriva le 8 février 1712.

A Paris, à la suite du rapport qu'Hébert avait envoyé de Pondichéry en 1709, on commençait à s'intéresser à Bourbon. Le 15 janvier 1711, un Edit du Roy prohibait, sous des peines très sévères, toute espèce de commerce « avec les pirates et forbans qui sont au-delà de la Ligne dans les Indes Orientales » (1.410). Le même jour, par Lettres patentes Louis XIV créait à Bourbon, un Conseil Provincial qui rendrait la justice en lieu et place de celui de Pondichéry, trop éloigné. Ce Conseil, pour juger, devait se composer de cinq membres au civil, de sept au criminel et ces membres devait être « les directeurs de la Compagnie, s'il s'en trouve dans l'Ile, le Gouverneur, les prêtres-curés, les marchands pour la Compagnie et ceux des habitants français domiciliés dans l'Ile qui seraient désignés par le Gouverneur » (1.411). Un mois plus tard, le 17 février 1711, les Directeurs de la Compagnie signaient, à Paris, un copieux « Mémoire sur l'Ile Bourbon adressé par la Cie des Indes au gouverneur Parat » (1.412). Il y est question de tout : géographie, agriculture, morale, religion, justice, botanique, minéralogie, élevage, commerce, médecine, etc... Les trois pièces prirent ensemble la route de l'Océan Indien vraisemblablement sur l'armement en course confié à M. de Roquemador, qui appareilla de Toulon en décembre 1711 ou janvier 1712. De juin à septembre, les deux vaisseaux de 1.000 tonneaux, le « *Fendant* » et l'« *Eclatant* », ainsi que la frégate l'« *Adélaïde* », commandée par le vieux Guillaume Houssaye, restèrent à l'ancre devant Saint-

Paul. Ils avaient apporté, pour Monsieur Parat, un Brevet de Chevalier de l'Ordre de Saint-Lazare, signé par le Roi au mois de février 1711, récompense de ses longs et loyaux services (1.413).

Sans nul doute, conformément aux ordres contenus dans la mémoire des Directeurs, M. Parat, ayant reçu les «Lettres Patentes du Roy», s'empresse d'en «faire faire la lecture après la messe paroissiale, d'abord à Saint-Denis, ensuite à St. Paul et Ste Suzanne, c'est-à-dire à chaque assemblée...» (1.414). Il fit lire en même temps l'ordonnance royale interdisant tout rapport avec les forbans, mais dut différer l'installation du Conseil Provincial chargé de rendre la Justice, car d'après le Mémoire des Directeurs il devait être pourvu par le vote au poste de Conseiller, les habitants de chacune des trois paroisses devant élire «celuy d'entr'eux qu'ils estimeront capable de remplir la fonction.» En cas de «caballe» «cette élection, dit le texte, se doit faire par billets roulés, dans lesquels chacun écrit le nom de celluy qu'il nommera. Ces billets seront mis dans une Boëtte en présence du Curé, qui ensuite l'ouvrira et comptera les voix par ces billets.» Après quoi le gouverneur devait donner provision aux élus, mais seulement «pour un an», «affin que chaque habitant puisse à son tour entrer au Conseil.» Etaient éligibles les seuls «naturels françois, catholiques d'origine, ou créols». Les provisions délivrées, une messe du Saint-Esprit célébrée à Saint-Denis au jour indiqué en présence de «Tous les membres du Conseil», ceux-ci réunis au Gouvernement devaient prêter serment après l'enregistrement des Lettres patentes (1.415). L'activité de ce Conseil Provincial ne se constate pas avant 1714 (1.416).

LA MORT DU PÈRE JEAN SENET.

Fr. Senet Curé des St. Pauls

Le Révérend Père Senet, Religieux dominicain et curé de l'Eglise paroissiale de St. Paul était de médiocre santé. Lors de l'escale de la flotte de Roquemador, son état devint brusquement alarmant. Son confrère, le Père «Nicolas, Laurent, Duval, religieux augustin, et curé de l'Eglise paroissiale de Saint-Denis» depuis un an, note au registre de Saint-Paul, qu'il assista, le 5 juillet 1712, au mariage de Henry Justamond avec Luce Payet, veuve Pierre Boucher, mariage célébré par Jean Senet, mais que celui-ci était «tombé malade sans l'enregistrer, de laquelle maladie il est mort» (1.417). Le registre des sépultures nous apprend ensuite que le 18 juillet, «le Révérend Père Senet, dominicain, étant malade, et ne

* Signature du R. Père Jean Senet — Ar. Co. Ré. Registre GA

pouvant faire ses fonctions», c'est «messire Gongony, prêtre-aumônier de vaisseau l'«Adélaïde», qui procède à l'inhumation d'un «caporal de la compagnie franche de la Marine, département de Toulon, commandé par Monsieur de Montvert, embarqué sur le vaisseau «le Fendant»» (1.418); il en fut de même le 2 août, pour l'inhumation de Thomas Guyol, «gendre de Monsieur Rocamadore» et «premier maître sur le vaisseau du Roi l'«Adélaïde»» (1.419). Enfin, dit le registre, «l'an de grâce 1712, le 19^e d'août a été inhumé dans le sancta sanctorum de l'église paroissiale de St. Paul, en l'île de Bourbon, le révérend Père Jean Senet, religieux dominicain et Curé de ladite paroisse, ayant reçu le sacrement de l'autel par les mains de Messire Gongony, Aumônier de l'«Adélaïde» et le Saint Sacrement de l'Extrême-Onction par moi, Frère Nicolas Laurans Duval, religieux augustin, et curé de l'église paroissiale de Saint-Denis, en la dite île. — Est mort le dit jour et an que dessus, sur les quatre heures du matin (1.420).

F.N.L. Duval, Curé de l'île de Bourbon» (1.421).

Effectivement par la mort de son confrère, le Père Duval devenait «curé de l'île de Bourbon» et c'est ainsi qu'il signera jusqu'à l'arrivée des Lazaristes, deux ans plus tard. Saint-Paul étant de beaucoup le quartier le plus peuplé, il vint y résider, mais auparavant, il fit dresser, le 22 août 1712, un «inventaire» par «Henry Justamond, procureur fiscal et secrétaire pour Messrs les Directeurs généraux» des «Effets appartenant à la dite Eglise» de Saint-Paul; de ces «effets» il reçut le dépôt «comme Curé de cette dite paroisse pour les remettre à celluy qui le relèvera.» De fait, l'acte porte une note marginale du 18 décembre 1714, signée Renou, où ce lazariste «reconnait avoir reçu du R. P. Duval, augustin... tout le contenu dans le présent inventaire» (1.422). Nous reproduisons cette pièce qui nous fournit de précieux renseignements sur la Bibliothèque des pasteurs de Saint-Paul aux premières années du XVIII^e siècle. La Cure possédait donc :

«deux thome de livre intitulé françois Silvieux In-folio,
deux thome Idem Estieux
deux thome Idem Bonnassina double
un thome Id. La Somme de st. Thomas daken
un thome id. du père Jean Estienne menochieux Jésuite,
un thome id. Jean Maldonna
un thome id. istoire Ecclesiastique
un Grand missel
deux thome id. oméy moral in-quarto
un thome id. ortuis pastom (?)
un thome id. Lanunieux
un thome id. françois Tollet in-ottavo

deux thome de sermons sur tous les Evangilles du Careme du Révéran
 père Nicolas de Digeon
 un thome id. de l'impie malheureux
 quatre thome intitulé anallize de l'Evangille
 deux thome id. anallize de l'epitre de st. paul
 deux thome id. de sermons de Cheminais
 une autre intitulé le nouveau Testament
 un autre Limitation de Jésus Christ
 deux thome anallise des actes des apôtres
 quatre thome Considération Chrétienne pour tous les jours de l'année,
 cinq thome omelies ou explications littérales et morale des Evangiles de
 tous les dimanches de l'année
 un thome id. Bonat
 un thome Instruction Chrétienne sur tous les Sacrements
 un thome Considération sur les prinsipalles actions d'un chrétien
 un thome Instruction sur le manuel
 un Dictionnaire Latin et françois
 un autre intitulé G'nomonica in versallis
 un thome intitulé deffence uiverselle de lucaristie
 une Bible sacrée
 quatre thome pratique de la profession chrétienne
 un Nouveau Testament
 un autre intitulé le paradis de l'âme
 un autre id. la Confession de St. Augustin
 un vieux id. Janicelly
 un id. Instruction du droit canon
 un id. somosacramentorum
 2 thome id. de mathématique
 un manuel des sérémonies de la messe
 Les anciens Registre de Baptistère, mariage et Enterrement, de mesme
 que les Journaliers.»

Deux autres inventaires (1.423) énumèrent les objets qui étaient la
 propriété personnelle du Père Senet et revenaient à son Ordre; ces ob-
 jets furent trouvés après sa mort soit au «presbitaire situé derrière
 l'église, où led. deffunt faisoit sa demeure ordinaire», soit «dans une
 petite maison de feuille, où le deffunt s'étoit fait transporter pour estre
 plus comodément, appartenant à gilles Dennemont.» «La vente des meu-
 bles et hardes du deffunt Révéran Père Senet» fut «faite publique»,
 le 1er septembre 1712, et les Archives nous ont transmis la liste des ac-
 quéreurs; l'adjudication produisit «trois cents soixante quatre escus
 trois quarts». Dans ses coffres, on trouva, «en plusieurs espèces de mo-
 noye dor et d'argent», une somme de «sept cent quatre vingt seize escus
 un quart et un réal, de mesme que quatre billets de change, montant en-
 semble à trois cent quarante escus», à savoir :

Du 13 juillet 1710 : un reçu de Pierre de Bournay au Père Senet, pour
 cent écus «qu'il a pretté pour les nécessités du Vaiss. *«le Vainqueur»*».

Du 16 septembre 1710 : une lettre de change de deux cents écus, prê-
 tés encore «pour les pressants besoins du vaisseau *«le Vainqueur»*»,
 somme regue en «piastres du Révéran père Senet, Religieux Jacobin,
 curé de St. Paul en l'isle de Bourbon... payables au Révéran Père Prieur
 de labbaye Blanche de Quimperlett, d'ordre de Saint-Dominique.»

Du 3 septembre : le billet concernant les vingt écus confiés par le Pè-
 re Senet au R. P. Dolu, jésuite, pour l'achat d'une barrique de vin de
 Bordeaux.

Du 30 août 1712 : Un reçu enfin où «René Gauden, prêtre», aumônier
 sur la flotte de Roquemador promet de «payer à son ordre, en France, en
 ce qu'il jugera à propos», vingt écus empruntés au Père Senet.

Avec les cent trente quatre écus, un réal, que lui devait la Compagnie
 «pour reste de ses apointemens» à raison de trois cents livres par an, la
 succession réalisée du Père Senet s'élevait au total «de mil six cent
 trante cinq escus un quart» (1.424), somme qui fut remise vraisembla-
 blement au commandant de l'*«Adélaïde»*, ainsi que le mémoire de Parat
 sur l'*«Etat présent de l'isle de Bourbon»*, adressé le 9 septembre 1712
 (1.425).

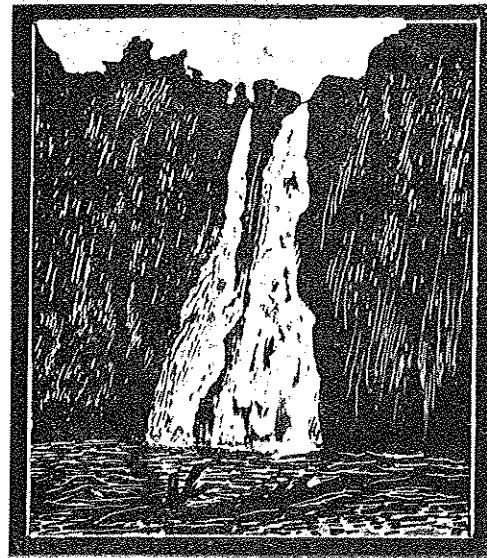
Après ces formalités funèbres, l'*«Adélaïde»*, chargée des marchandi-
 ses saisies sur le *«Sherburn»*, bâtiment anglais capturé durant le voyage
 d'aller, se dirigea sur la France, où elle arriva sans encombre le 18
 janvier 1713, tandis que le *«Fendant»* et l'*«Eclatant»*, après avoir tou-
 ché seuls à Pondichéry (1.426), en janvier 1713, disparurent corps et
 biens, on ne sait où ni comment.

Il est à croire que le passage des flottes françaises dans les rades de
 Bourbon produisit, dans l'économie de l'île et dans les mœurs des ha-
 bitants, une perturbation durable, car après chaque départ, il fallait
 qu'une ordonnance du gouverneur intervint pour faire rentrer hommes
 et choses dans l'ordre. Au lendemain du départ de l'Escadre de Raoul,
 le 21 novembre 1711, Parat et Justamond, sur plainte de plusieurs co-
 lons, font paraître une ordonnance au sujet des vols qui tendaient à se
 multiplier : les blancs qui seraient pris en flagrant délit seront envoyés
 en France pour être jugés, et les noirs pendus; quant à ceux qui ne
 cultiveront pas leurs terres, elles leur seront enlevées (1.427). Le 20
 novembre 1712, après le départ des Vaisseaux de Roquemador, une nou-
 velle ordonnance est nécessaire, taxant les denrées, interdisant la vente
 des volailles, exigeant la déclaration du nombre des troupeaux (1.428).
 Cette dernière pièce reflète bien ce que le Gouverneur de Bourbon écri-

vait au Comte de Pontchartrain : les habitants, disait-il, «qui augmentent tous les jours, se trouvent dans la rude extrémité de ne pouvoir vivre qu'avec beaucoup de peine. C'est que les tortues, cochons et cabris qui leur servaient de nourriture ont manqué, joint aussi à une grande mortalité qui s'est mise sur les bestiaux et les volailles, que les plus laborieux élèvent dans leurs habitations, qui dépérissent tous les jours, et qu'ils ont de la peine à conserver par les pillages que les faïnéants et voleurs, qui sont accoutumés de ne vivre que de tortue et de la chasse, leur font...» (1.429).

L'arrivée de deux nouveaux navires, en novembre 1712, ne dut guère améliorer la situation. C'étaient la «*Paix*», commandant Jean Agathange Locquet de la Lande, et le «*Diligent*», commandant Thomas Colin de la Briselaine (1.430), tous deux armés par les Malouins, et revenant de Moka principalement chargé de café. Ils séjournèrent à Saint-Paul en novembre et décembre, où ils perdirent plusieurs matelots. Peut-être demeurèrent-ils dans l'île jusqu'aux premiers mois de 1713. Le Père Blaise de la Mère de Dieu, religieux augustin déchaux espagnol, laissé malade à Bourbon et qui occupa la cure de Saint-Denis du 23 avril 1713 au 18 mars 1714, a bien pu venir sur l'un de ces bâtiments (1.431). En juin et juillet, ceux-ci rentrèrent à Saint-Malo, avec une prise hollandaise le «*Beauparterre*» et les marchandises d'une prise anglaise la «*Duchesse*».

ÉTAT DE L'ÎLE BOURBON VERS 1712



* Cascade de Ste-Suzanne à la Réunion, d'après une photographie.

GRACE aux divers recensements de l'époque et aux rapports de Parat et d'Antoine Boucher, il nous est possible de dresser un tableau de ce qu'était la population de Bourbon vers 1712.

Nous avons vu que le recensement de 1709 accusait un chiffre de 894 habitants, 507 blancs et 387 noirs. Boucher, avant de s'embarquer pour la France, avait probablement contribué à dresser la pièce qui porte le titre «Recensement de l'Isle Bourbon en avril 1710» et que la

flottille malouine apporta en France. Ce document offre la particularité de ne porter que sur l'élément masculin de la Colonie. Sa conclusion est la suivante :

«136 hommes capables de porter les armes,

Masles de tous âges à S. Paul	148
à S. Denis	67
à Ste Suzanne	50

265 »

L'année suivante, 1711, trois recensements furent établis. Le premier «fait pour M. Hardancourt», est une nomenclature des familles, alors au nombre de 109. Cette pièce, non signée, indique le nom des chefs de famille, leur origine, et, renseignement de valeur, depuis combien de temps ils sont dans l'île et parfois les circonstances de leur arrivée. De façon très incomplète, il mentionne de quels animaux domestiques les colons font l'élevage. Ce document a déjà été presque entièrement publié. Aussi nous nous contenterons d'y relever que Saint-Paul totalisait alors 61 familles, Saint-Denis 29, et Sainte-Suzanne 19.

Le deuxième recensement de cette même année énumère le nom de l'«homme», de la «femme», des enfants, et leur âge, ainsi que le nombre d'esclaves qu'ils ont à leur service. Par lui, nous savons, par exemple, qu'à Saint-Paul, Edouard Robert, 32 ans, est marié à Marianne Bellon, 19 ans; qu'ils ont une fille, Brigitte, de six mois, 2 grands noirs de 19 et 36 ans, une négresse de 20 ans, deux petits enfants noirs, et, détail qui n'apparaît que rarement dans les pièces de ce genre, qu'ils paient une rente de «6 poulets par an».

Enfin, le troisième recensement de 1711 porte, avec le nom du chef de famille, celui de sa femme, ceux de ses enfants et des esclaves, l'âge de chacun, et, dans certains cas, le cens payé annuellement. Il se résume en un tableau très expressif de la situation du pays au point de vue démographique :

Saint-Denis	hommes ..	28
	femmes ..	27
	veufve ..	1
	garçons ..	43
	filles	39
	Noirs	65
	Négresses	35

	Reports ..	138	65	35
Sainte-Suzanne	hommes ..	15		
	femmes ..	15		
	veufves ..	3		
	garçons ..	41		
	filles	35		
	Noirs		5	
	Négresses			2
Saint-Paul	hommes ..	50		
	femmes ..	50		
	veufves ..	11		
	garçons ..	107		
	filles	92		
	Noirs		243	
	Négresses			117
		557 Blancs	313 Noirs	154 Négresses

Ce qui donne un total général de 1.024 âmes. Ces deux derniers documents sont signés, le 2 septembre 1711, à «Saint-Paul de Bourbon», par Parat et Hardancourt, à la veille du départ de ce dernier.

Le recensement de l'année 1713 porte cette conclusion : «Par ce recensement, il paroît qu'il y a dans l'île de Bourbon en 1714 (sic) 1171 âmes

dont noirs	307	}	1111	années
négresses	231		538	
Européens et créoles.			633 »	(1432).

Ce total ne comprend ni l'Etat-major de l'île, ni les agents de la Compagnie, ce qui donne un chiffre assez peu différent de celui de 1.200 à 1.300 donné par A. Boucher et Parat dans leurs écrits.

Le «Mémoire» d'Antoine Boucher mériterait à lui seul toute une étude. Malgré son style incisif et volontiers outrancier, il contient une foule de traits saisis sur le vif qu'il nous faut pourtant négliger pour nous en tenir aux vucs d'ensemble. Un paragraphe expose l'origine des insulaires : «Les habitants, dit-il, aujourd'hui au nombre de douze à treize cens, qui forment la collonie de L'Isle Bourbon sont gens ramassez de toutes parts et de tous pays. Les premiers français quy s'y sont Etablis furent les restes de la déroutte de Madagascar; Les seconds sont les Créoles, les uns Blancs et les autres mulâtres, issus de ses premiers françois. Les autres habitants sont des Anglois, des Hollandois et autres Etrangers débarquez de plusieurs navires fourbans, quy, après avoir renoncé à cet infâme métier, abjurez Leurs hérésies et Embrassé la Re-

ligion Romaine, s'y sont Etablis et y ont épousé des filles de L'Isle. Les derniers habitants sont tous nègres, quy sont tous Esclaves.»

De cette variété découle le manque d'entente entre ces diverses classes de population. «L'on peut en général, dit l'auteur, appliquer à ses habitants se que l'on dit des moines : qu'ils se sont assemblés sans se connoître, qu'ils se pratiquent sans s'aymer, qu'ils se quittent vollontiers sans se regretter. Rien n'est plus vray. Il ne fut jamais pays où il y eût si peu d'union et de société civile. Ils se haysent d'inclination. Ils sont généralement paresseux, débauchez et adonnez à tous les vices, sur lesquels ils enrichissent (sic), parce qu'ils n'ent ont point encore esté corrigez. Ils sont sans éducation et sans connoissances des mistères; à peine sçavent-ils qu'il y a un Dieu, une Eglise et des Loix. J'en connois quy, à trante ans, ne sçavent pas leur pater. Ils sont ambitieux et enemy de la domination, et sans prévoyance pour l'avenir. Pourvu qu'ils vivent, et souvent aux dépens et à la destruction de leurs voisins, et qu'ils satisfassent à leurs débauches presques continuelles, ils ne se mettent guerre en peine du landemain ny [de] ce que deviendront leurs enfans, quy sont en nombres dans chaque familles.»

A. Boucher distinguait dans la population cinq classes principales, qui se jalousaient mutuellement et s'opposaient les unes aux autres :

- les anciens habitants, qui s'appuyaient sur leur ancienneté et leur origine française pour revendiquer, à l'exclusion des autres, les charges publiques et les honneurs ;
- les créoles blancs, nés dans l'île qui ne le cèdent qu'aux anciens ;
- les créoles mulâtres, qui se targuant de leur ascendance paternelle française, s'égalaien aux créoles blancs et voulaient avoir le pas sur les étrangers; ce qui corsait la situation, c'est que les anciens eux-mêmes exigeaient qu'on laissât leur fils, même lorsqu'ils étaient mulâtres, leur succéder dans les charges qu'ils exerçaient, d'où dissensions dans les assemblées, et la colonie pâtissait de ce manque d'entente ;
- les étrangers, anglais et hollandais naturalisés étaient hautains, remuants, fort entreprenants; ils souffraient de se voir écartés par les français et refusaient de fréquenter les mulâtres ;
- quant aux noirs esclaves, ils trouvaient le moyen de se diviser eux-mêmes en plusieurs catégories adverses : les noirs nés dans l'île en terre française, les noirs indiens, nés aux Indes de parents libres, les noirs malgaches nouvellement importés.

A chacune de ces classes, l'ancien Secrétaire de la Compagnie à Bourbon fait son procès, en termes qui vont jusqu'à la virulence.

Les anciens, envoyés à Madagascar en qualité de soldats ou d'artisans, illettrés pour la plupart, sont fiers d'avoir jadis gouverné l'île, de l'avoir peuplée; quelle éducation ont-ils donnée à leurs enfants, ils en ont fait «des bestes féroces, des débauchez» comme eux. Quant au gouvernement qu'ils ont exercé ce fut pour le plus grand malheur de Bourbon, d'où ils ont fait disparaître les tortues, le gibier, les poissons, par un gaspillage effréné des richesses naturelles. Les anciens sont allés jusqu'à la sédition, spécialement sous Vouboulon; ils ont pactisé avec les forbans, et bien qu'ayant tous un métier, ils n'ont rien su en faire, ni maisons, ni vaisselle, ni armes, ni meubles.

Les créoles blancs n'ont pour se préférer aux mulâtres, que leur couleur, et pour mépriser les étrangers, que leur origine française; ils sont fainéants alors que les mulâtres sont habiles et plutôt travailleurs; ils sont débauchés au dernier point, alors que les étrangers sont en général rangés.

Les créoles mulâtres, de leur côté, sont eux aussi débauchés; de plus ils sont volontiers insoumis et voleurs; les étrangers sont d'anciens pirates, ce qui les doit ramener à l'humilité, et leurs pareils mènent, à Madagascar, une vie de sauvages; c'est avec de l'argent mal acquis qu'ils ont acheté leurs terres.

Ce ne sont là, dit fréquemment A. Boucher, que des notes générales, communes à chaque catégorie, qui n'excluent pas des exceptions individuelles, d'autant plus remarquables.

Passant au Gouverneur, l'acerbé critique fait le procès d'Antoine Parat, qui, dit-il, «parois estre honeste homme... d'une stature à en imposer... hardy et capable d'un coup de main à la teste d'une troupe... en un mot, il est bon officier.» Mais il manque des qualités requises chez un gouverneur de Bourbon, qui se doit être «laborieux, curieux et attentif». C'est un malade : «de temps à autre, la teste, le visage et les jambes luy enflent sy prodigieusement qu'il n'oze se montrer tant il est monstrueux.» «mais surtout c'est un esprit tout affait borné... qu'y à peine sçait écrire son nom.» Il se considère à Bourbon «comme en exile pour n'y avoir pas les delices de Paris, et... ne supporte patiaement cette privation que dans la vue de faire fortune.» Aussi ne cherche-t-il qu'à se distraire : le jeu, la boisson, les compagnies galantes occupent le plus clair de ses journées. Le commerce des femmes ne peut que détourner un gouverneur de rendre une stricte justice, et le brouiller avec les ecclésiastiques qui voudront faire leur devoir et lui reprocher ses scandales. Parcourant ensuite le Mémoire adressé à Parat et daté du 17 février 1714, A. Boucher, à l'occasion de chaque paragraphe, se permet des observations, dont il s'excuse à la fin, mais sans aucun repentir. (1.433).

La parution de son «Mémoire pour servir à la connoissance particulière de l'isle Bourbon» ferait assurément scandale, puisqu'il y expose les défauts et les délits des premiers habitants de la Réunion, dont les descendants sont nombreux. Cependant, afin de donner un spécimen du genre adopté par ce La Bruyère de Bourbon, nous ne résistons pas au plaisir de citer quelques-uns de ses portraits mordants.

«Pierre Parny, Est de Bourgogne, âgé de 32 ans, il fut à l'isle Bourbon avec M. de la Cour, dont il estoit le domestique; il est boulanger de profession. Cet homme cy a eu de bonnes éducations, il sçait lire et écrire, et ne manque point d'esprit, et a même été fabrice (marguillier) de la paroisse de Saint-Paul, mais malin comme un asne rouge, mutin et désobéissant, grand raisonneur, vivant de mésintelligence avec sa femme et avec toute sa famille, cruel jusqu'à la barbarie à l'égard de ses noirs les maltraitant à tort et à travers, sans raison, et sans leur vouloir donner leur subsistance; aussi a-t-il beaucoup de peine à s'en conserver quelques; ils sont presque tous marons, il en a même eu un de pendu, et cela bien plutôt par sa faute que par celle de ces pauvres noirs, que l'on ne peut cependant s'empêcher de châtier lorsqu'ils sont tombé dans quelque grande faute. Avec toutes ces mauvaises qualités, il ne laisse pas d'être très laborieux, et à l'aide de quatre noirs et trois négresses qu'il possède, il cultive suffisamment de la terre pour vivre très commodément; il en possède à la montagne un espace considérable, dont il n'y a pas la dixième partie de défrichée... Il fait sa résidence sur les sables de Saint-Paul et fait élever ses bestiaux à Saint-Gilles, à un lieu appelé l'hermitage, dont le nombre est de 500 cabrits, 12 bœufs, 40 cochons et 10 moutons, et peut avoir 3 ou 400 écus d'argent comptant. Il a pour épouse Barbe Mussard, créole blanche, qui ne manque point d'esprit ny d'éducation et dont l'on ne peut rien dire du costé de la vertu; mais d'un esprit maussade et farouche, qui serait fâchée si elle se croyait une amie au monde, querelleuse et emportée, encor plus cruelle à ses noirs que son mary, dont elle est aussi bien la maîtresse que des autres. Ausy vivent-ils comme chiens et chats. Ils ont eu de ce mariage trois enfants; deux garçons et une fille, qui sont encor fort jeunes, et dont on ne peut jusqu'à présent sçavoir quelle sera l'éducation que de si bons père et mère leur donneront.»

«François Bouché, c'est un homme de 45 ans, il est de Loches, il resta à l'île Bourbon d'un vaisseau Forban, il y a environ 15 ans... il a eu la jambe coupée par le Sr. Prévost d'un abcès qui lui était venu au pied, lequel ayant été mal ouvert par un nommé Jacques Léger, habitant du quartier que son avarice avait fait choisir pour cela pour ne pas payer le chirurgien, il lui coupa une artère dont il ne put jamais arrêter le sang et il en fallut venir à couper la jambe pour lui sauver la vie, de sorte que cet homme porte actuellement une jambe de bois dont il se

sert presque avec la même facilité que s'il avait ses deux jambes naturelles, car il va partout dans les montagnes et vient de St. Gilles où il demeure, festes et dimanches, à St. Paul pour y entendre la messe, mettant, à la vérité, plus de temps à se rendre qu'un autre.

Cet homme est fort sage et très laborieux mais sans aucune éducation, ni métier. »

« Garielle B., créole blanche, sa femme, est plutôt un diable incarné qu'une femme, sans éducation et sans dévotion, étant quelquefois un mois entier sans venir à St. Paul pour y entendre la messe... » Elle était « d'une médisance diabolique, furieuse, emportée et maître absolue chez elle et même de son mari qui n'ouvrait pas la bouche devant elle, avant même qu'il eut la jambe coupée, Elle le fit sauter par la fenêtre, le sabre à la main... Ils ont quatre beaux enfants qu'elle élève comme des sauvages ou pour mieux dire comme des bêtes féroces; son beau-frère, Jacques Béda, avait pris l'ainé chez lui, auquel il avait donné de bons principes, de la lecture et de l'écriture, mais cela ne lui a pas plu... elle est très laborieuse et elle fait seule, lorsqu'elle est dans une habitation, plus que ne feraient trois bons noirs... Elle a 4 ou 5 négresses avec lesquelles elle cultive un grand espace de terre et vit fort à son aise... ils ont trente fois plus qu'ils ne sont en état de défricher... ils font le plus beau bled de toute l'Isle et apportent du pain au Curé... Ils possèdent 20 moutons, 12 bœufs, 50 cabris, 12 cochons et 1 cheval... 500 à 600 écus... et ont plusieurs pieds de vigne qu'ils laissent périr faute de soin. »

« François Cauzan est un créole mulâtre, âgé de 38 ans, honnête homme, sage comme un Caton, point buveur, ny joueur, fort obéissant et rendant service à qui il peut, bien attaché à la conduite de son ménage et à la culture de ses terres. Il a de très bonnes éductions. Il sait lire et écrire et est très bon charpentier. Il a pour épouse Louise Payet, créole mulâtresse, qui est, sans contredit, l'exemple de toutes les femmes de l'Isle, et à laquelle on ne peut attribuer pour tout défaut qu'un peu de vanité. D'ailleurs bonne ménagère, très sage, la meilleure lingère de toute l'Isle, et qui n'ayant point d'enfants a pris gratuitement sept à huit filles de ses parents ou de ses amis, auxquelles elle apprend la lingerie, et qu'elle élève avec toute l'éducation possible. Aussi ces filles sont-elles plus sages et mieux instruites qu'aucunes de l'Isle. »

« Nicolas Legras est un Parisien, âgé de 38 ans, c'est un cordonnier qui a sa femme à Paris. M. Bouynot l'amena sur la frégate « *Le Saint-Louis* » à l'Isle Bourbon où il gagne tout ce qu'il veut. Il vend ses souliers ordinairement 2 écus la Paire. L'usage en est très bon. Pour que les cuirs ne luy coûtent rien, il s'accommode avec certains habitants, comme Etienne Hoareau et d'autres, qui se donnent la peine de repasser des peaux. Il prend du cuir pour deux paires de souliers, et en rend une de faite, et l'autre est à son profit. Il ne luy en coûte rien pour vivre. Il lo-

ge et est nourri chez Gilles Dennemont, aux enfants duquel il montre à lire, sans que cela le détourne de son ouvrage. Il montre même à quelques autres enfants moyennant un écu par mois. Il est sûr que cet homme fera fortune, car il est fort ménager et sage. Il a eu même de bonnes éductions. Il sait le latin et a bien de bonnes qualités. Ce qui le fera réussir, c'est qu'aujourd'hui, presque tous les créoles se piquent de se chausser; ils appellent cela se mettre à la française. »

Comme on le voit, à Bourbon, il n'y avait pas que des sujets de tristesse. Il suffisait cependant de quelques mauvaises têtes pour créer le désordre. Ainsi, le 20 avril 1714, le Conseil Provincial dut se réunir pour juger le cas de Jacques Fontaine et de Jacques Picard, qui, au mépris des Ordonnances, avaient quitté leurs demeures pour s'adonner à la chasse, en terrain prohibé. Quatre autres ne tardèrent pas à suivre le mauvais exemple reçu. Devant l'inutilité des réprimandes, le Conseil fut convoqué de nouveau le 17 juillet — Frère Nicolas Laurent Duval était au nombre des conseillers — et décréta une amnistie générale des fugitifs. Quatre demeurèrent irréductibles, et le 28 août 1714, le Conseil frappa cette fois les délinquants de diverses peines (1.434).

L'ARRIVÉE DES LAZARISTES.



ve, par la mauvaise volonté du gouverneur de la Cour, était demeurée sans lendemain : il avait fallu depuis 1701 en revenir au système des aumôniers de passage.

Cependant la Compagnie n'avait pas, pour autant, abandonné son projet. Afin d'obtenir des pasteurs qui voulussent bien desservir ses vaisseaux, ses comptoirs et sa colonie de Bourbon, elle s'adressa à la Province de Saint-Yves des Récollets de Bretagne. Les Supérieurs de la Province — provincial et custode — ayant donné leur agrément, celui-ci fut enregistré au registre des délibérations de la Compagnie; celle-ci,

* Le Dronce d'après Bontekoë.

Le cours de notre récit a montré qu'en 1698, on avait pensé à régler définitivement la question du service religieux à Bourbon et que deux prêtres du Séminaire des Missions Étrangères, les Pères Roulon de la Vante et Goulven Calvarin y avaient été dépêchés par l'archevêque de Paris; mais cette tentati-

en retour, le 30 avril 1701, promet «aux dits révérends pères Récollets, de leur donner tous les ans un état des aumôniers dont ladite Compagnie aura besoin tant pour l'armement de ses vaisseaux que pour l'île de Bourbon et autres établissements dans les Indes, et qu'il leur sera payé, à chaque aumônier qui serviront sur les vaisseaux, trente livres par mois, et pour ceux qui resteront aux Indes trois cens livres par an, qui est le prix ordinaire.» Mais la Compagnie exigeait «des aumôniers d'une vertu exemplaire, qui ne soient sujets à aucuns vices qui pourraient donner du scandale aux équipages des vaisseaux et aux habitants des lieux où ils seront, lesquels ne pourront faire aucun commerce, tant aux Indes que sur les vaisseaux, à peine de perte de leurs appointements et confiscation des marchandises.» (1.435).

Muni de cet accord de principe, le Père Saturnin Dirop, «ministre provincial de l'ordre des Frères Mineurs Récollets de la Province de Saint-Yves en France», s'adressa au Saint-siège en vue d'obtenir les pouvoirs de Préfet Apostolique de Bourbon «avec faculté requise d'y diriger les frères idoines et nécessaires et d'y accorder aux mêmes frères les pouvoirs nécessaires et opportuns» (1.436). Les premiers missionnaires récollets devaient s'embarquer au début de 1702, il y avait donc urgence.

Fortement appuyée par le Supérieur général de l'Ordre, la requête fut favorablement accueillie; la Congrégation de la Propagande, le 14 novembre 1701, nomma «pour une durée de quatre ans, Préfet des Missions des Frères mineurs Récollets de St. François dans l'île Bourbon... le Père Saturnin Dirop, du dit ordre...» et le 24 novembre, le Pape Clément XI, lui concédait les pouvoirs habituellement accordés aux Préfets apostoliques (1.437). Pour une raison inconnue, ces accords ne furent jamais suivis d'effet.

Il fallut le passage à Bourbon, en 1703, de Monseigneur Thomas de Tournon pour attirer de nouveau l'attention de Rome sur l'île. Le prélat exposa la grossièreté des mœurs, l'insuffisance du pasteur alors en exercice, le fait que Mascarin ne dépendait d'aucun Supérieur Ecclésiastique. Le 24 septembre 1704, la Congrégation spécialement chargée, au sein de la Propagande, des affaires des Indes Orientales, décida de faire intervenir le Nonce de Paris auprès de la Cour de France, afin d'obtenir pour Bourbon «des pasteurs soit de Saint-Lazare, soit du Séminaire parisien des Missions Etrangères, au choix du Roi». (1.438).

Le Nonce soumit le projet au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, lequel en référa au Ministre de la Marine, (1.439) qui écrivit à la Compagnie (1.440). Les Directeurs répondirent poliment qu'ils ne voyaient aucun inconvénient au projet pontifical, mais... qu'ils avaient

pourvu au bien spirituel de l'île par l'envoi de deux prêtres en août 1704 (1.441). Le 23 mars 1705, le Nonce mandait à Rome «qu'il ne trouvait pas à la Cour de France un climat propice à supporter les frais de l'établissement proposé.» (1.442).

Le Nonce, malgré cette tentative vaine, s'aboucha avec les Jacobins de Paris, et présenta, en 1706, un nouveau mémoire, qui, après avoir suivi la même filière, reçut des Directeurs le même accueil que précédemment. Le 23 avril, ils firent savoir que «les habitants de cette île [de Bourbon] ne pouvant s'accomoder avec les religieux, leur ont demandé des prêtres séculiers» et qu'ils devaient leur en envoyer prochainement (1.443).

Malgré ce troisième échec, Rome s'obstina. Au début de 1711, le Préfet de la Propagande lui-même intervint et fit savoir au Supérieur général des Lazaristes à Paris que «l'île de Mascarin manquant de prêtres, la Sacrée Congrégation lui serait infiniment reconnaissante d'y envoyer quelques-uns de ses religieux. Ils seraient régis par la Sacrée Congrégation elle-même.» Le Supérieur ayant donné bien volontiers son accord de principe (1.444), le Nonce, à Paris, fut prié d'en instruire le Gouvernement français, et de notifier au ministre, clairement bien qu'avec délicatesse, «que les prêtres établis à Bourbon ne pouvaient exercer de fonctions curiales s'ils n'en recevaient le soin de la Sacrée Congrégation. Ils se trouvaient en effet en pays infidèle dépourvu d'ordinaire qui fût propre. Conséquemment, il appartenait au Saint-Siège de leur accorder les pouvoirs canoniques» (1.445). Cette remarque éclaira l'épineuse question de la juridiction des premiers prêtres qui ont exercé à Bourbon : d'après la Cour Romaine, ils étaient dénués de tout pouvoir régulier; ils ne pouvaient utiliser transitoirement, que la juridiction à eux conférée par leur titre d'aumônier de marine, ou de missionnaire apostolique.

L'accord se fit. Le Révérend Père Bonnet, supérieur de Saint-Lazare, «était prêt à envoyer quatre missionnaires et un frère lai»; le Roi exigeait seulement que «les prêtres fussent régnicoles et choisis par leur supérieur» (1.446). Finalement, le 25 janvier 1712, la Congrégation de la Propagande «acquiesçait à la fondation dans l'île Bourbon, vulgairement appelée Mascareigne, d'une mission dont elle n'aurait pas la charge et qui serait desservie par des prêtres français de Saint-Lazare au nombre de quatre, savoir un préfet et trois missionnaires, plus un frère lai, tous choisis par le supérieur général de cette société. A leur intention elle expédiait au nonce, avec les pouvoirs pour ce requis, des lettres patentes sans indication du nom des bénéficiaires, qu'il remettrait au supérieur de la Mission, lequel à son tour les délivrerait à ceux qu'il aurait choisis» (1.447).

Le 1^{er} novembre 1712, le Supérieur des Lazaristes notifia officiellement à Messieurs Daniel Renou, Louis Criais, Jacques Houbert et Jean-René Abot qu'ils iraient évangéliser Bourbon (1.448). Les Directeurs de la Compagnie cette fois se montrèrent accessibles. Il est vrai que les rapports reçus depuis lors, sur l'état religieux de l'île, avaient dû leur donner à réfléchir et leur ouvrir les yeux. Le 22 décembre 1712, ces Messieurs conclurent avec le Supérieur de Saint-Lazare, un concordat en douze articles qui réglait la situation future des Lazaristes à Bourbon, et exigeait entre autres choses que les missionnaires, pour exercer les fonctions curiales, requièrent les pouvoirs de l'Archevêque de Paris (1.449). Conformément à cette clause les quatre prêtres désignés se présentèrent devant le Cardinal de Noailles qui s'empressa, le 26 décembre, de conférer au chef de la mission, le Père Renou, préfet apostolique, les pouvoirs de vicaire général pour l'île Bourbon. Une lettre du ministre Pontchartrain au gouverneur Parat l'avisait, le 29 décembre 1712, du départ imminent des Lazaristes, et lui ordonnait de renvoyer en France les prêtres qui pourraient se trouver encore à Mascarin à l'arrivée des nouveaux venus (1.450).

Les Pères Renou, Criais, Houbert et Abot, suivis du frère Joseph Moutardier, s'acheminèrent, au début de 1713, vers Saint-Malo, où ils prirent place sur deux navires en partance pour Pondichéry; de là, pensait-on, ils trouveraient aisément à s'embarquer pour Bourbon. A peine étaient-ils au large qu'une effroyable tempête assaillit les vaisseaux, et, après les avoir rudement ballotés pendant une quinzaine de jours, les rejeta, presque désarmés, l'un à Saint-Malo, l'autre à Plymouth. Quand les réparations, nécessaires après de pareilles secousses, eurent été effectuées, on remit à la voile pour arriver en fin d'année à Pondichéry (1.451). Ce voyage fut, pour les missionnaires, sans histoire; les religieux s'y conformèrent scrupuleusement, sans nul doute, aux directives, remarquables d'esprit sacerdotal et apostolique, que leur supérieur général leur avait données au départ.

Arrivés aux Indes, les Lazaristes eurent la désagréable surprise d'apprendre que, d'ici longtemps, aucun navire ne passerait de Pondichéry à Bourbon. Le fait était d'autant plus décevant que la Compagnie n'avait charge des missionnaires que durant la traversée; étant à terre, ils devaient eux-mêmes pourvoir à leurs besoins, et l'escale promettait d'être longue (1.452). Malgré les protestations qu'ils adressèrent à Paris, il leur fallut rester sur place près d'un an.

A vrai dire, les Lazaristes avaient joué de malheur. Nous savons, en effet, que la flotte Dudemaine-Girard, comptant quatre unités, quitta Saint-Malo le 23 mars 1713, pour arriver à Pondichéry le 24 septembre suivant. Le *«Lys-Brillac»*, les *«Deux-Couronnes»*, l'*«Auguste»* et le *«François-d'Argouges»*, qui composaient cette escadre, s'arrêtèrent à

Bourbon, à leur voyage d'aller en juillet 1713. Nous ne comprenons pas pourquoi les missionnaires destinés à Mascarin empruntèrent une autre voie pour gagner leur mission, à moins que cette escale ait été imprévue au départ et fortuite.

Le registre de baptêmes de Saint-Paul signale que, le Père Duval étant malade depuis le 2 juin, «Jacques Even, prêtre aumônier dans le vaisseau l'*«Auguste»*, administra trois baptêmes les 26 et 27 juillet 1713. Il baptisa notamment Marie Monique Gruchet qui eut pour parrain l'*«Ecuyer Gilles Anice, sieur du Vanhariot, capitaine du vaisseau l'*«Auguste»*», et pour marraine «Marie Monique de Bruix, dame Du Livier»*. Le Gouverneur nommé de Pondichéry était, en effet, à bord de l'*«Auguste»* et rejoignait son poste, où il devait relever G. Hébert destitué.

Nous savons également que la flotte de Guymont du Coudray, et spécialement le *«Mercure»* qui laissa des malades dans l'île, partie d'Europe en juin 1713, s'arrêta à Bourbon et aurait pu y déposer les Lazaristes (1.453).

Autre malchance, nos Lazaristes virent arriver à Pondichéry, en février et mars 1714, le *«Saint-Louis»* et le *«Français»* qui revenaient du Pérou à travers le Pacifique et qui étaient demeurés longtemps à pirater aux alentours du détroit de Malacca. Le chef de l'expédition, Bouynot, par crainte peut-être de représailles, dûment méritées par son insoumission, dépêcha directement sur Bourbon, sans le faire toucher aux Indes, un navire, la *«Cloche»*, qu'il avait pris aux Hollandais dans les mers de Chine. Les registres de Saint-Paul nous apprennent que ce bâtiment était à Mascarin dès le 17 mai 1714, et que «Messire Louis des Portes, Ecuyer, sieur de Saint-Nudert», était «Capitaine en second du vaisseau la *«Cloche»*, commandé par le sieur Pierre de la Roche-Oger.» «Le Révérend Père Thomas, religieux augustin, [comme le Père Duval,] et aumônier du vaisseau», exerça le ministère à Saint-Paul, en août et septembre, à la place du Père Duval qui était «pour lors à Saint-Denis». On se demande ce qu'il y pouvait faire, car, du 21 avril au 23 septembre 1714, tous les actes de cette paroisse sont signés du Père Matthias de Saint-Michel, religieux augustin déchaux espagnol, peut-être venu, lui aussi, sur la *«Cloche»*, et reparti avec elle (1.454).

Pendant la longue escale qu'il fit à Bourbon, l'équipage de la *«Cloche»* y vit arriver et repartir, vers le 25 juin 1714, un «vaisseau anglais» qui laissa dans l'île une partie de sa cargaison humaine, «petites négresses» de Madagascar en majorité, qui furent baptisées peu de temps après leur arrivée (1.455).

Voici le tableau des apports d'esclaves faits à Bourbon au cours des années 1713 et 1714, d'après les registres de catholicité :

St-Paul	1713		7 adultes hommes
	1714	février, avril,	3 adultes dont 1 femme
		fin juin	9 enfants dont 3 filles
		juillet	35 enfants dont 15 filles
		août	11 adultes, dont 5 femmes enceintes qui accouchèrent à Bourbon,
		leurs	5 bébés
		et	2 autres enfants
St-Denis	1713		2 adultes hommes
	1714	juillet, août	3 femmes et leurs
		septembre	3 bébés nés à Bourbon
Ste-Suzanne			6 autres enfants.
			Néant.

D'après le registre des sépultures, mentionnons, le 14 avril 1714, la mort de Jeanne de la Croix, veuve de Claude Mollet et femme de Pierre Hibon, qui fit partie du tout premier contingent de femmes blanches importées dans l'île; le 24 août 1714, le décès de Pierre Gonneau, qui avait, à Saint-Paul, exercé des charges importantes (1456).

En octobre 1714, les Lazaristes obtinrent de s'embarquer sur le «*Saint-Louis*», qui, en compagnie du «*Jason*», appareilla le 14 pour la France, avec dessein de relâcher à Bourbon. Le 8 décembre (1457), les disciples de Monsieur Vincent mettaient enfin le pied sur le sol de Mascarin et se répartissaient les paroisses, conformément aux ordres reçus : Mr. Daniel Renou, Préfet apostolique et Supérieur religieux, à Saint-Denis avec le Frère Joseph Moutardier; Mr. Louis Criaïs, assistant du Supérieur, à Saint-Paul avec Mr. Jean René Abot, Procureur de la mission; Mr. Jacques Houbert, à Sainte-Suzanne. «L'an de grâce mil sept cent quatorze, le quatorzième jour du mois de décembre» un premier baptême est signé «L. Criaïs, prêtre de la Mission et Curé de la paroisse de Saint-Paul» (1458). Monsieur Renou, «prêtre de la Congrégation de la Mission, Sup. de la mission de l'île de Bourbon, Préfet apostolique», prit officiellement possession, d'abord de la cure de Saint-Denis, puis de celle de Saint-Paul le 18 décembre 1714; il n'y avait pas encore de presbytère à Sainte-Suzanne à cette date (1459). Le Père Nicolas Laurent Duval, augustin, qui assurait seul le service de l'île, reçut décharge des biens d'Eglise qu'il laissait (1460), se retira immédiatement, et atteignit la France, sur le «*Saint-Louis*», le 11 mai 1715.

Le Gouverneur Parat s'empessa de rendre compte au Ministre : «Les quatre missionnaires qu'on attendait en cette île, écrivit-il, y sont arrivés sur le vaisseau le «*Saint-Louis*». Ils ont été distribués aux quar-

tiers de Saint-Denis, Saint-Paul et Sainte-Suzanne, où ils instruisent sans intérêt [c'est-à-dire gratuitement] les jeunes gens, d'une manière édifiante. Ils espèrent que cette éducation rendra les habitants plus soumis qu'ils n'ont été par le passé. Ces quatre missionnaires suffisent en cette île, n'y ayant pas de naturels du pays» (1461).

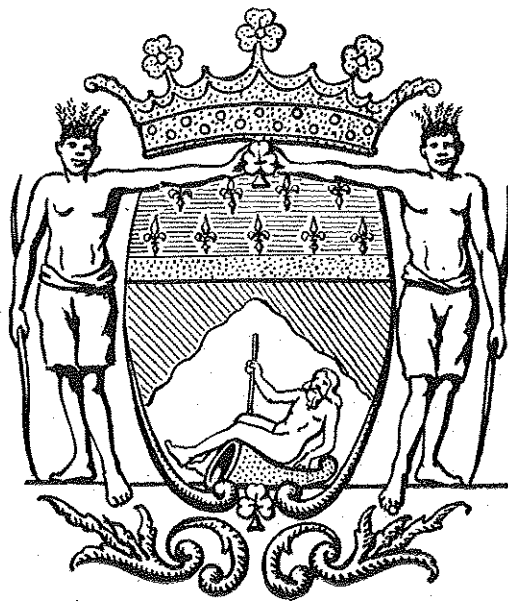
*

* *

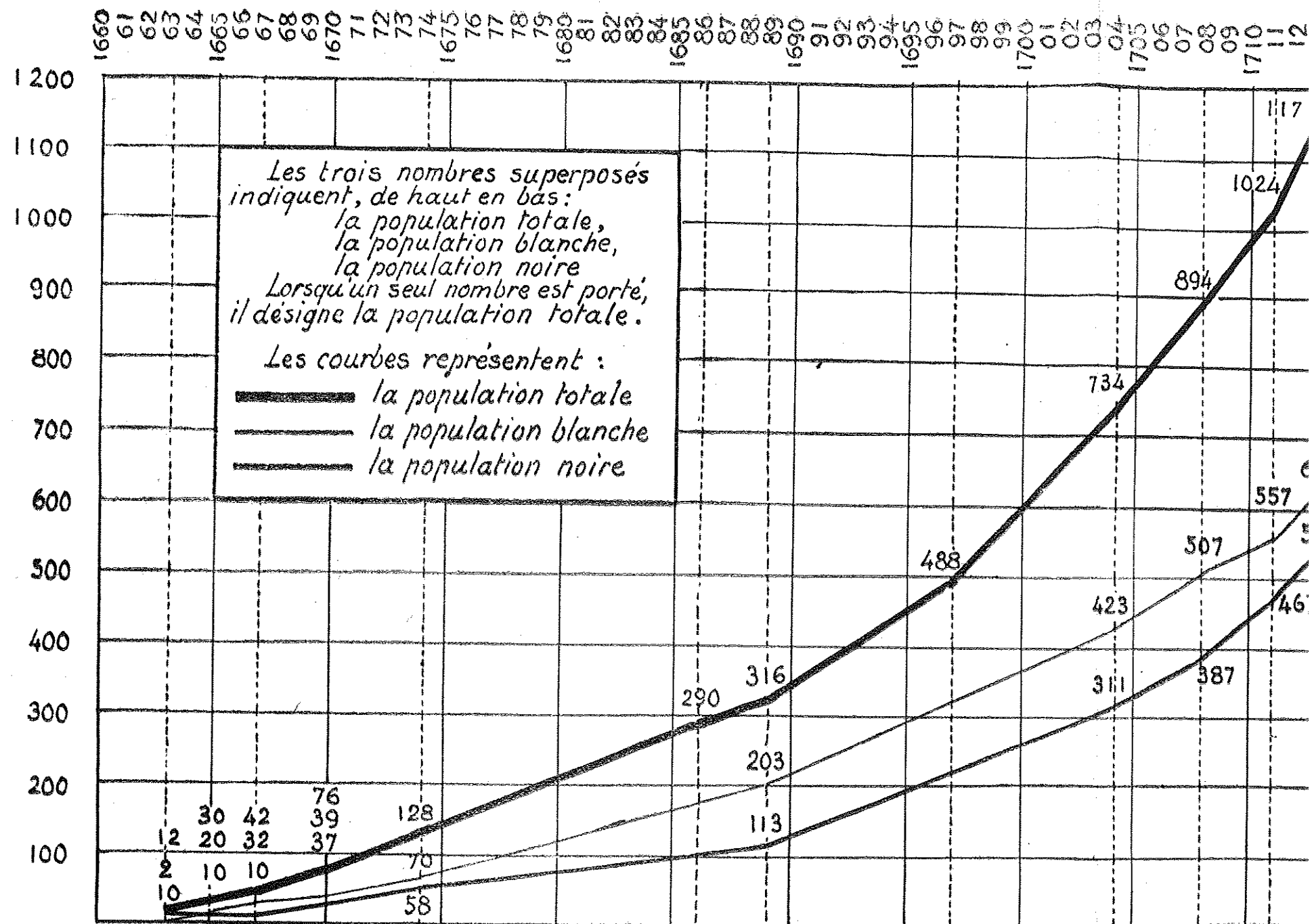
L'arrivée des Lazaristes à Bourbon, en 1714, met fin à la première période de l'Histoire religieuse de la Réunion, celle des temps héroïques de l'Évangélisation. A cette date, la Chrétienté de Bourbon est née; elle est sortie du chaos primitif. Une population stable de près de 2.000 âmes l'habite désormais de façon définitive et le Saint-Siège vient de lui donner le statut canonique de Préfecture apostolique. Ses pasteurs ne seront plus des aumôniers d'occasion débarqués là au hasard des navigations, mais seront recrutés de façon régulière et sûre parmi les prêtres de la Congrégation de la Mission. Ceux-ci s'acquitteront de leur tâche d'évangéliser Mascarin jusqu'au delà de la Grande Révolution de 1789. Cette organisation religieuse de l'île, qui précédait de quelques années la constitution, en 1719, de la seconde «Compagnie des Indes», laquelle s'éteignit en 1770, devait lui survivre quelque trente ans; elle correspondit au splendide essor que connut Bourbon au XVIII^e siècle, grâce à la culture du café.

La première période de l'Histoire religieuse de la Réunion, nous l'avons vu, comporte quelques pages tristes et affligeantes, quelques-unes qui sont vraiment belles et réconfortantes, parmi beaucoup d'autres qui sont tout bonnement humaines. Il n'y a pas là de quoi s'étonner. L'Histoire de l'Eglise à Bourbon s'intègre parfaitement dans la magnifique fresque

de l'Histoire générale de l'Eglise universelle. Quelques saints, quelques médiocres, sur une grisaille de commune honnêteté, voilà ce que produit l'humanité sous l'influx des grâces de la Rédemption. Ce n'est déjà pas si mal, et Dieu, qui nous connaît bien, se contente de ce résultat. L'Eglise est un immense Corps dont, certes, la tête, le Christ, est dans les Cieux, mais dont certains membres, par nécessité inéluctable, adhèrent fortement au sol de la planète et pourtant coopèrent ainsi à l'harmonie de l'ensemble.



* Armes de la Nouvelle Compagnie française des Indes — Ar. Co. Ré. d'après un sceau de cire relevé par M. Massinot. «Un écusson de sinople, à la pointe ondulée d'argent, sur laquelle est couché un fleuve au naturel, appuyé sur une corne d'abondance d'or; au chef d'azur semé de fleurs de lys d'or; ayant deux sauvages pour supports et une couronne tréflée.»



EVOLUTION DE LA POPULATION DE BOURBON DE 1663 A 1714



NOTES

CHAPITRE PREMIER

PRÉHISTOIRE.

- (1) — Henri Duquesne — Recueil de quelques mémoires servans d'instruction pour l'établissement de l'isle d'Eden. A Amsterdam, chez Henri Desbordes, dans le Kalver-Straat, près le Dam. M.DC.LX.XIX.
Dans «Voyages anciens à l'Ile Bourbon», par A. Lounon, Librairie Leroux, 108 Bd. St-Germain, Paris 1935, p. 121.
- (2) — Abbé Carré — Voyage des Indes orientales mêlé de plusieurs histoires curieuses, par Mr. Carré, tome premier. A Paris, chez la veuve de Claude Barbin, au Palais, sur le second perron de la Sainte-Chapelle. M.DC.XCIX.
Dans «Voyages Anciens», Lounon, page 67.
- (3) — Carpeau du Saussay — Voyage de Madagascar, connu aussi sous le nom de l'isle de St-Laurent, par M. de V., commissaire provincial de l'artillerie de France, dédié à S.A.S.M. le prince de Conty. A Paris chez Jean-Luc Nyon, librairie au premier pavillon des Quatre Nations à Sainte-Monique. M.DCC.XXII.
Dans «Voyages Anciens», A. Lounon, p. 61.

FORMATION GEOLOGIQUE.

- (4) — «L'Ile de la Réunion» (Ancienne Ile Bourbon) par Raphaël Barquisseau, Hippolyte Foucque et Hubert Jacob de Cordemoy, E. Larose, 11, Rue Victor Cousin, Paris 1925, p. 146.
- (5) — Ibidem, p. 147.
- (6) — Ibid. p. 147-148.
- (7) — Ibid. p. 151.

MALAIS, CHINOIS, ARABES OU PERSANS?

- (8) — «On dit que lorsque l'état des affaires en Chine fut troublé par les rebellions et que la tyrannie et la confusion devinrent extrêmes dans l'Inde, les habitants de la Chine transportèrent leur commerce à Zaledj et dans les autres îles qui en dépendent...» Edrisi (voir note 12).
D'après Guillaïn, Documents sur l'Afrique Orientale, Arthur Bertrand, Paris 1856, Tome I. p. 217.
- (9) — «Histoire de Madagascar, ses habitants et ses missionnaires» par le P. de la Vaissière, Victor Lecoffre, Paris 1884, t I, p. IX.

LES ARABES.

- (10) — Opinion exprimée également par M. Reinaud dans ses « Fragments Arabes et Persans » et Pauthier dans son « Livre de Marco Polo ».

- (11) — Massoudi, Les Prairies d'Or.

Masoudi ou Massoudi (Abdoul-Hasan-Ali) est né à Bagdag, au début du X^e siècle et mort aux Vieux-Caire (Fostah) en 956.

Toute sa vie se passa à voyager. Il visita la Perse, l'Inde, Ceylan, la Transoxiane, l'Arménie, l'Empire Grec, l'Afrique orientale, l'Égypte, une partie de l'Espagne; il semble bien qu'il ait aussi parcouru la grande île malgache. Ses explorations durèrent vingt-sept ans.

On connaît de lui :

« Mémoires du temps (Akhbar-Alzemann), volumineuse composition, aujourd'hui perdue.

« Prairies d'or et mines de pierres précieuses » (Moroudj-Eddeheheb) qui paraît être un abrégé du premier. Il décrit entre autres, Madagascar. Ce dernier ouvrage a été traduit par Barbier de Meynard et Payet de Courtelle, Paris 1861-64, en 9 volumes;

« Livre de la manière d'acquérir l'honneur » (Ketab altanbyh), qui se trouve à la Bibliothèque Nationale de Paris; édité par Goeje, Leyde, 1894 (d'après « Dictionnaire général de Biographie et d'Histoire », Dezobry et Bachelet, Paris, Delagrave, 1873, et « Grande Encyclopédie »).

EDRISI.

- (12) — Edrisi : né à Ceuta (Maroc); mort vers 1180.

Il vint étudier à Cordoue l'astronomie, la géographie et la médecine. Il visita l'Europe méditerranéenne, l'Asie Mineure... Retenu en Sicile par Roger II, roi normand des Deux-Siciles, Edrisi grava, pour ce prince, sur un planisphère d'argent la forme de la terre telle qu'on la supposait alors, divisée en sept climats parallèles, le premier commençant vers l'Équateur et le septième comprenant les pays de l'extrême Nord et limité par l'Océan Ténébreux. Il écrivit ensuite pour l'intelligence de ce planisphère un traité qu'il intitula : « Récréation de celui qui désire parcourir les horizons » (Nozhat Al Mochtâq fi Ikhtitâq al Afaq). Cet ouvrage, divisé d'après l'ordre des sept climats, chaque climat comprenant à son tour dix sections, est le traité géographique le plus complet que les Arabes nous aient laissé. Il constitua un document précieux pour la géographie du commencement du Moyen-Age. Des exemplaires manuscrits de l'ouvrage se trouvent dans les Bibliothèques de Paris et d'Oxford. Un abrégé en arabe, imprimé à Rome en 1952, a été traduit en latin, sous le titre de « Géographia Nubiensis », Paris 1619. Plusieurs parties en ont été publiées séparément :

« Edrisii Africa », par Hartmann, Goettingue, 1796.

« Edrisii Hispania », par Hartmann, Marbourg 1803.

« Description Espanâ », par Conde, Madrid 1799.

Une traduction française complète a été donnée par A. Jaubert :

« Géographie d'Edrisi », 2 volumes, Paris 1836-1840.

Enfin, une excellente édition de la partie concernant l'Espagne et l'Afrique a été publiée par Dozy et Goeje : « Edrisi, description de l'Espagne et de l'Afrique », avec traduction française et notes, Leyde, 1866.

(d'après Reinaud : Géographie d'Aboulféda).

MARCO POLO.

- (13) — Marco Polo, né à Venise, en 1254, partit en 1271 avec son père et son oncle pour parcourir lentement l'Asie Occidentale et la Tartarie, Bada-

khan, les sources de l'Oxus, Khotan, le désert de Gobi, Taagout, l'extrémité Nord-Ouest de la Chine, la Mongolie. Il demeure trois ans gouverneur d'une province, puis accompagne par mer des ambassadeurs persans qui retournent dans leur pays et visite la Perse, l'Arménie, Constantinople, et l'Italie. De retour à Venise en 1295, alors que Venise guerroyait contre Gênes, Marco Polo arme une galère et la commande. Fait prisonnier en 1296 à la bataille du golfe de Layas, il ne recouvra sa liberté qu'en 1298. Dans sa prison, il avait dicté son « Livre de Marco Polo » à son compagnon de captivité, un pisan, Rusticiano, qui le rédigea en français. Huit ans plus tard, un gentilhomme français, Thibaud de Cepoy, fut autorisé, par Marco Polo lui-même, à écrire une autre relation plus correcte. Marco Polo mourut vers 1323.

À la Bibliothèque de Paris, on trouve plusieurs manuscrits du XIV^e siècle des « Voyages de Marco Polo » (ms 7367); le ms 8323, connu sous le titre : « Le livre des Merveilles » est orné de miniatures.

- (14) — Les Arabes transportaient les épices par bateau à travers l'Océan Indien et la Mer Rouge, puis par caravanes jusqu'aux ports d'Alexandrie et de la Mer Noire. Gênois et Vénitiens venaient les y chercher pour les déverser à prix d'or sur le marché européen.

L'EPOPEE PORTUGAISE.

- (15) — Ces dates sont empruntées à l'ouvrage de Guillaïn, « Documents sur l'Afrique Orientale ».
- (16) — Au profit de la couronne du Portugal, don Henri, en 1438, avait déjà obtenu du Pape Martin V la donation perpétuelle de toutes les terres et îles à découvrir entre le Cap Bojador et l'Inde. Une indulgence plénière était accordée à tous ceux qui périraient au cours de ces expéditions dont l'un des buts essentiels était de soustraire ces vastes contrées aux païens et aux infidèles. Jean II (1481-1495) obtint le renouvellement de ces privilèges.
- (17) — « Les Lusiades » écrites par Camoens en 1572 (Paris, Didot, 1819), racontent le premier voyage de Vasco de Gama, de Lisbonne à Calicut (1498); les Portugais en ont fait leur épopée nationale.
- (18) — « St-Gabriel », 120 tonneaux, capitaine-mor (chef d'escadre) : Vasco de Gama;
« St-Raphaël », 100 tonneaux, capitaine : Paul de Gama;
« Berrio », 50 tonneaux, capitaine : Nicolas Coelho
et un transport d'approvisionnement de 200 tonneaux.
- (19) — D'après le « Roteiro da viagem que em descobrimento da India pelo cabo de Boa-Esperança fez dom Vasco da Gama en 1497 ». Bibliothèque de Porto, ms 804, publié par Diogo Kopke et Ant. da Costa Paiva, Porto, 1838. Cf. « Voyages Anciens et Modernes » de Charton, aux bureaux du Magasin Pittoresque, Paris 1869, tome III, pp. 209 et suivantes.

LES ILES.

- (20) — « Histoire des Colonies Françaises et de l'Expansion de la France dans le Monde », Madagascar du XVI^e siècle à 1811, par Henri Froideveaux, Plon Paris 1933, p. 4. L'étude sur Îles de France et de Bourbon est de P. Crespin.

Un article très fouillé, dû à la plume d'un Lazariste, le P. Canitrot, (Revue de l'Histoire des Colonies Françaises, 1921, II^e trimestre), précise les dates des différents abordages portugais sur les côtes malgaches.

L'auteur ne donne pas de références, mais il est assez clair qu'il a travaillé sur les textes publiés dans la «Collection des Ouvrages Anciens concernant Madagascar», sous la direction de MM. Grandidier, Charles-Roux, Cl. Delhorbe, H. Froideveaux et G. Grandidier, Paris 1903.

(21) — «Mémoire géographique sur la mer des Indes», par J. Codine, Challamel, Paris 1868, p. 208.

(22) — «Les Origines de l'Île Bourbon et de la colonisation française à Madagascar», Guët, Ch. Bayle, Paris 1888, p. 6.

(23) — Cardinal Saraiva, Index publié en 1841, puis en 1848. Les éléments de cet index sont empruntés aux Archives du Portugal.

PILOTES ET CARTES ARABES.

(24) — A Mozambique, le Gouverneur fournit deux pilotes à Vasco de Gama, puis celui de Mélinde, deux autres. (Guillain, III, p. 317. Charton, III, p. 239-241.) Le pilote arabe qui conduisit Vasco de Gama de la côte d'Afrique à Calicut, se nommait Malemo Cana (Joam de Barros, Asia, decada prima... Lixboa, 1552). Il lui aurait montré une carte de toute la côte de l'Inde dressée selon la coutume des Maures, sur des méridiens et des parallèles très rapprochés, et sans rose des vents (ibid.)

La carte d'un pilote maure, Omar, n'aurait pas été étrangère aux succès d'Alphonse Albuquerque dans le golfe d'Oman et le golfe Persique.

(25) — Ce sont :

Cantino, 1502 (Bibliothèque d'Este à Modène) ;

Carnerio, 1502 (Buache) ;

Globe de Francfort-sur-le-Mein, première moitié du XVI^e siècle, (Atlas Jomard) ;

Mappemonde de Ruysch, 1508 (Géographie de Ptolémée. Edition de Verise, 1508) ;

Cf. notre recension des diverses cartes anciennes de l'Océan Indien, à paraître.

CARTES LATINES.

(26) — ... «Car selon que les jours dediez à la mémoire des saints trepassez escheoient, ainsi imposoyent-ils les noms aux pays, isles et rivières qu'ils avoyent découvertes le jour de tel saint ou de telle sainte.»

Osorius, «De Rebus gestis Emmanuelis regis Lusitaniæ», traduite en français par Simon Goulart sous le titre : «Histoire du Portugal» (in 8°, Cologne 1610).

(27) — «Histoire de la Grande Isle de Madagascar» composée par le sieur de Flacourt, Directeur général de la Compagnie Française de l'Orient, et Commandant pour sa Majesté dans ladite Isle et Isles Adjacentes, Paris, chez Pierre l'Amy, au second pilier de la grande Salle du Palais, au Grand César, 1658, (1^{ère} édition), p. 258.

La seconde édition de cet ouvrage, parue après la mort de son auteur mais préparée par lui, est de 1661.

L'ÎLE DÉLAISSÉE.

(28) — «Lindas da India» (XVI^e siècle).

(29) — «Cronica del Rey dom Joao III».

(30) — dans A. Loughon, «Voyages anciens», p. 3.

(31) — Guillain, p. 389.

PROLIFÉRATION DES ILES.

(32) — Dans la relation de son voyage de 1611, Saris parlant de la mauvaise position sur les cartes de l'Île de Juan de Nova conclut «que les Portugais ont eu dessein de tromper les Navigateurs des autres Nations et de les faire tomber dans ces courans impétueux, qui suivant ses observations, tournent beaucoup plus à l'Ouest qu'au Nord-Est et au Sud-Est...» (dans Prévost, Histoire Générale des voyages, tome I, p. 123).

(33) — Linshot = Jean-Hugues Linshoten, hollandais (1563-1611).

Il suit aux Indes, Fonseca, archevêque de Goa. Il quitte l'Extrême-Orient en 1589 sur le «Santa Cruz» (avec le «Santa Maria», et le «St-Christophe»). Rentré en Hollande, il publie une relation «Voyage aux Indes Portugaises» en hollandais (La Haye, 1591) souvent rééditée jusqu'en 1696, traduite en latin «Navigatio ac Itinerarium in Orientalem sive Lusitanorum Indiam». Peu de temps après, il se joint à l'expédition entreprise par Guillaume Barentz en 1594, à la recherche d'une route des Indes par le Nord et qui aboutit à la découverte de la Nouvelle-Zemble et des Îles d'Orange. Il accompagne aussi la seconde expédition qui passa l'hiver de 1596 à la Nouvelle-Zemble. (D'après la Grande Encyclopédie et l'Histoire Générale des Voyages t. I, p. 318, et t. XV, p. 106).

En français il existe une «Histoire de la Navigation de Jean-Hugues de Linshot, hollandais, et de son voyage des Indes Orientales» (6 décembre 1579-3 septembre 1592), Amsterdam, 1610. L'édition de 1638, Amsterdam, comporte en seconde partie le «Grand Routier de mer de Jean-Hugues de Linshot, hollandais». (Bibliothèque de Saint-Denis, Réunion).

LES ÉTRANGERS.

(34) — Pierre Crignon, pilote de la «Pensée» et astronome, «Discours de la Navigation de Jean et Raoul Parmentier» (= capitaines de la «Pensée» et du «Sacre», 200 et 120 tonneaux). Une partie des équipages fut massacrée sur les côtes malgaches. Cette flotte fut décimée par la maladie et les deux Parmentier devaient périr à Sumatra où ils avaient abordé le 31 octobre 1529. (Edit. Ch. Schefer, 1883.)

A la suite de cette expédition, François I^{er} en 1537 et 1542, tenta par deux déclarations de susciter dans son royaume le goût des explorations lointaines.

(35) — «Voyages aventureux du Capitaine Jean-Alphonse Saintongeais», Rouen, Mallard, 1578, p. 55.

(36) — Les Anglais, jusque-là, n'avaient cessé d'équiper force vaisseaux qui avaient pris, inutilement peut-être, la route des Indes, mais qui «bravaient sur les mers ouvertes à tous les vaisseaux d'Europe», les carraques portugaises et leur enlevaient les richesses dont elles étaient chargées. (D'après Prévost, I, p. 36.)

(37) — Guillain, p. 312.

(38) — Stephens partit de Lisbonne le 4 avril 1579 sur une flotte portugaise et pour son propre compte. De Goa, le 10 novembre 1579, il adressa, par lettre, à son père, la relation de son voyage, le priant de la répandre parmi ses compatriotes. Dans sa collection, «the principal navigations voyages, etc...» (1598-1599) Hackluyt a conservé cette précieuse pièce. Une autre lettre de Stephens fait supposer qu'il appartenait à la Compagnie de Jésus et qu'il passa le reste de sa vie au collège de Goa. (D'après Prévost, I, p. 282 et suiv.)

- (39) — Le 15 novembre 1577, Drake quitta Plymouth pour un voyage des plus aventureux et qui devait durer jusqu'au 3 novembre 1580. Il fit un tour du monde complet, passa par l'Amérique, Java et regagna sa patrie par le Cap de Bonne Espérance. « Ses coups de main contre les Espagnols au milieu de la paix, les déprédations, les incendies... qui l'avaient enrichi » le firent considérer comme un forban par une grande partie de l'opinion, jusqu'à ce que la reine Elisabeth lui conférât le titre de chevalier, en 1581, (D'après Charton, tome IV p. 83 à 113.)
- (40) — Cavendish, comme Stephens, boucla le tour du monde. Il devait périr au Brésil, lors d'une seconde expédition.
- (41) — On ne sait trop quels furent les instigateurs du voyage de Lancaster, dont la relation est attribuée à son lieutenant Edmond Barker. Trois vaisseaux quittèrent Plymouth, le 10 avril 1591, se dirigeant vers le Brésil, puis le Cap de Bonne Espérance, qui n'est doublé que par le seul navire de Lancaster. Celui-ci atteint Malacca, revient par les Maldives, le Canal de Mozambique, renonce à aller au Brésil, mais dérive sur les côtes américaines. Le 15 novembre 1593 alors que Lancaster tente de suppléer au manque de vivres par une chasse organisée à Mona, son bateau disparaît avec les quelques gens de son équipage restés à bord. Lui et ses vingt-deux compagnons se nourrissent d'oiseaux et de coquillages, jusqu'à ce que, attirés par leurs feux, deux vaisseaux dieppois, dont « la Louise », viennent à leur secours et les conduisent à St-Domingue. Un autre navire de Dieppe, (capitaine la Noue) ramène Lancaster en France le 19 mai 1593 d'où il regagne sa patrie le 24 du même mois. (D'après Prévost, I, p. 384.)
- (42) — La relation de Davis, conservée par Purchas et Harris, est considérée comme « l'une des principales clefs qui ouvrirent la route des Indes Orientales aux Anglais ». Il s'engagea comme pilote sur un vaisseau hollandais pour servir son pays. A son retour il adressa le récit détaillé de ses observations — sur les forces et le commerce portugais, les mœurs, le langage, la religion... des peuplades rencontrées, — à Robert, comte d'Essex dans une lettre datée d'août 1599. (D'après Prévost, I, p. 367.)
- (43) — Prévost, I, p. 368.
On trouve dans Prévost d'intéressants détails sur de nombreuses expéditions. Rarement livre mérita aussi bien son titre :
« Histoire générale des Voyages ou
Nouvelle collection de toutes les relations
de voyage par mer et par terre qui ont été publiées jusqu'à présent
dans les différentes langues de toutes les Nations connues
Contenant
ce qu'il y a de plus remarquable, de plus utile, et de mieux avéré dans
les Pays ou les Voyageurs ont pénétré,
Touchant
leur situation, leur étendue, leurs limites, leurs divisions, leur climat, leur
terroir, leurs productions, leurs lacs, leurs rivières, leurs montagnes,
leurs mines, leurs cités et leurs principales villes, leurs ports, leurs rades,
leurs édifices, etc...
Avec les mœurs et les usages des Habitans, leur religion, leur gouverne-
ment, leurs arts et leurs sciences, leur commerce et leurs manufactures;
Pour former un système complet d'histoire et de géographie moderne,
qui représentera l'état actuel de toutes les nations;
Enrichi de cartes géographiques nouvellement composées sur les obser-
vations les plus authentiques,

de plans et de perspectives, de figures d'animaux, de végétaux, habits, Antiquités, etc...

A Paris, chez Didot, libraire, quai des Augustins, à la Bible d'Or,
Avec approbation et privilège du Roi.

L'ouvrage de l'abbé Prévost comprend vingt tomes, le premier est daté de 1746, le dernier de 1789, (format in-4°).

- (44) — Avant les Hollandais, les Anglais, en 1527, avaient déjà cherché à atteindre l'Orient par le Nord. En 1551, « la Compagnie pour la découverte des Pays Inconnus » arme une expédition par cette voie avec Sébastien Cabot, qui découvre la Russie et l'Amérique Septentrionale.
(D'après Prévost, I, p. XI.)

(45) — Prévost, VIII, p. 68, 78, 79; Guillain, I, p. 385.

(46) — « Relation du Second Voyage des Hollandais aux Indes Orientales. » Amsterdam, 1754.

LES « COMPAGNIES » NORDIQUES.

- (47) — Les Danois se fixeront à Tranquebar dans l'Inde en 1616, sous la protection du roi de Tanjaour. Pendant deux siècles ils s'adonneront exclusivement au commerce, grâce à une neutralité qu'ils s'appliquent habilement à faire subsister.

(48) — C'est la relation Davis (note 42) qui détermina la fondation de cette « Compagnie des Indes ». Une flotte Lancaster-Davis fut équipée en 1601. (D'après Prévost, I, p. 380.)

(49) — Adrien d'Epinaï, « Renseignements pour servir à l'Histoire de l'Ile de France jusqu'à l'année 1810, inclusivement », Ile Maurice, Dupuis 1890.

(50) — En 1580, le Portugal avait été annexé par Philippe II d'Espagne (1556 — 1598). La dynastie de Bragance lui rendit son autonomie, en accédant au trône, en 1640.

(51) — Prévost, VIII, p. 18, 69...

(52) — Louis Pauliat, « Louis XIV et la Compagnie des Indes Orientales (1664) ». Paris, Camann-Lévy, 1886, p. 33.

LES « COMPAGNIES » FRANÇAISES.

(53) — Froideveaux, Histoire des Colonies françaises... Madagascar... p. 8.

(54) — François Martin de Vitré, « Description du premier voyage que les Marchands français de Saint-Malo, de Vitré et de Laval ont fait aux Indes Orientales » (en 1602), édité en 1619 — dans « Collection des Ouvrages Anciens... », Granditier, tome I, p. 280, 289.

François Pyrard édita « Le discours du voyage des Français aux Indes Orientales... dédié à la Reine Régente », en 1611; puis, en 1615, une relation plus complète, « Voyage contenant la navigation aux Indes Orientales, aux Moluques et au Brésil... »

(D'après Prévost, VIII p. 198 à 269 et Charton V p. 238 à 285).

(55) — D'Epinaï, p. 22. Voir notre article sur « la Compagnie de 1604 ».

(56) — Froideveaux, p. 10. A. de Beaulieu conformément aux ordres de « Messieurs de la Compagnie » se proposait de mener « droit à Bantam » ses trois vaisseaux. Mais le gros temps le contraignit de pénétrer, le 21 mai 1620, dans la baie de St-Augustin où il fit une escale de deux semaines.

- (57) — Le capitaine de Régimont fut un de ceux qui furent envoyés en 1630 sur les côtes de Malabar et de Coromandel (Indes). «Il montait un navire de 300 tonneaux et de 16 pièces de canon. Il en revint en 1632, mon point uniquement chargé de bois d'ébène qu'il devait couper à l'Ile Maurice mais encombré des plus riches marchandises. Richelieu n'accorda aucune créance au rapport de Régimont disant qu'il avait rencontré dans le golfe Persique trois vaisseaux persans qui avaient exigé le salut, et que, sur son refus, ces vaisseaux lui avaient livré combat, et qu'il avait eu le bonheur d'en prendre deux. Ce capitaine trop heureux en course passa trois mois à la Bastille.»

R.P. Engelvin, «Histoire anecdotique de Bourbon La Réunion», Tananarive 1940, p. 166.

VISITEURS OCCASIONNELS.

- (58) — Guillaume Verhuc, «Supplémentum nonæ partis Indiæ orientalis, auctore Gotardo Arthusio dantiscano : Continuation du premier voyage aux Indes orientales de l'amiral Verhuff, 1613, de Bry fratre» dans «Collection des ouvrages anciens...» t. III, p. 483.
- (59) — Le voyage de Samuel Castleton effectué pour le compte de la «Compagnie des Indes» (anglaise) a été relaté par John Tatton, son pilote. Le «Journal de Tatton» nous a été conservé par Purchass dans «His Pilgrims» 1625, reproduit dans «Collection des ouvrages anciens...» t. I, p. 492 à 495. Voir Prévost, I, p. 114 à 119.
- (60) — Lettres des Pères Jésuites portugais envoyés en mission à Madagascar (1616-1617) : Rapport du R.P. Manoel d'Almeida, du 25 mai 1616, sur le voyage de Goa à Maurice et à Madagascar, dans «Collection des ouvrages anciens...» II, p. 118.
- (61) — L'Odyssée de Bontekoë constitue un véritable roman d'aventure, où, un jour, il fut même question de «manger les mousses» comme dans la chanson du «Petit Navire». Prévost, VIII, p. 417 à 450.
- (62) — «Relation ou Journal du voyage de Bontekoë aux Indes orientales. In Relations de divers voyages curieux qui n'ont point été publiés ou qui ont été traduits d'Hackluyt, de Purchass et d'autres voyageurs anglais, hollandais, portugais, allemands, espagnols, et de quelques Persans, Arabes et autres auteurs orientaux; enrichies de figures de plantes non décrites, d'animaux inconnus à l'Europe et de cartes géographiques de pays dont on n'a point donné de carte. Première partie à Paris, M.DC.LXIII.» Il y a dans cette édition quatre parties en trois volumes. La meilleure édition fut faite à Paris en 1696, en deux volumes. «Collection des Ouvrages Anciens...» II, p. 290 et s.
- (63) — Ce texte est à rapprocher du suivant :
«En juin 1602, Adriaan Maartzen Blok vint avec les navires le «Hoorn», le «Lion Vert», et l'«Eckhinsen», bâtiments qui faisaient partie de la flotte... et resta (à Maurice) jusqu'au 8 septembre.» Dans Histoire du Comp-toir Néerlandais sur la côte de Malabar, de notre commerce au Japon, ainsi que l'histoire du Cap de Bonne Espérance et de l'Ile Maurice, et des biens, richesses, et pays lui appartenant; ornée de plusieurs plans et gravures par François Valentyn, nouvellement ministre protestant à Amboine, Banda, etc. 5ème volume, 2ème partie, 7ème chapitre, Cf. aussi Prévost, VIII, p. 420.
- (64) — «Voyages Anciens», A. Loughnon, p. 14.
Prévost nous fait savoir (VIII, pp. 449 et 450) que le «Middelburg» avait

quitté Batavia avec la «Nouvelle Hollande» commandée par Bontekoë, et le «Goude». Ce dernier disparut dans une tempête par 22° de latitude entre le 13 et le 16 mars. La «Nouvelle Hollande» désarmée partagea ce qui lui resta de mâture avec le «Middelburg», totalement démâté sauf le mât d'artimon. Les deux vaisseaux se séparèrent le 22 mars et tâchèrent d'atteindre la Baie de St-Louis à Madagascar. Le «Middelburg», après être passé en vue de Bourbon est entrainé à la Baie d'Antongil; c'est en vain qu'il essaya de rejoindre la «Nouvelle Hollande» qui rentra seule. On sut plus tard que le «Middelburg» était passé au Cap de Bonne Espérance où ses officiers laissèrent des lettres. Puis par le Portugal on apprit qu'à Ste-Hélène, il avait combattu contre deux carraques portugaises dont l'une fut incendiée. Jamais plus on ne revit ce vaisseau, ni ses hommes.

- (65) — Thomas Herbert, «Relation du voyage de Perse et des Indes Orientales traduite de l'anglais de Thomas Herbert; avec les révolutions arrivées au royaume de Siam l'an mil six cens quarante-sept, traduites du flamand de Jérémie van Vliet. A Paris, chez Jean Dupuis, rue St-Jacques, à la Couronne d'or, M.DC.LXIII.»

Dans «Voyages Anciens», de A. Loughnon, pp. 14, 15, 16.

ENFIN PARAISSENT LES FRANÇAIS.

- (66) — «St-Alexis», flûte de 300 tonneaux, 22 canons, «pour combattre Espagnols et Mahométans», 73 hommes, 13 garçons. Capitaine Alonse Goubert de Dieppe, et 10 officiers de tous grades.
- (67) — François Cauche, «Relation du voyage que François Cauche, de Rouen, a fait à Madagascar, isles adjacentes et costes d'Afrique. Recueilli par le sieur Morisot avec des notes en marge. In Relations véritables et curieuses de l'isle de Madagascar et du Brésil, avec l'histoire de la dernière guerre faite au Brésil entre les Portugais et les Hollandais, trois relations d'Egypte et une du royaume de Perse.» A Paris, chez Augustin Courbé, au Palais de la Galerie des Merciers, à la Palme, 1651.
Dans «Voyages Anciens...» de A. Loughnon, p. 18.
- (68) — Départ de Hollande : 31 décembre 1637; arrivé à Maurice : 6 mai 1638. D'Epinau, p. 30; «Voyages Anciens...» p. 19; Prince Roland Bonaparte, «le Premier Etablissement des Néerlandais à l'Ile Maurice» dans «Collection des Ouvrages Anciens concernant Madagascar» t. II, p. 463 et ss. Voir aussi sur François Cauche :
— P. Kaepelin, «Les Escales Françaises sur la route de l'Inde» Chaillemel, Paris 1908.
— A. Toussaint, «Port-Louis, deux siècles d'Histoire (1735-1935)», Port-Louis (Ile Maurice) 1936;
— Pitot, «T'Eylandt Mauritius», Port-Louis, Coignet et Cie, 1905.
- (69) — Flacourt, p. 194.
- (70) — Voir notre article sur «la véracité du récit de François Cauche».

CONCLUSION

- (71) — «Voyages Anciens...» de A. Loughnon, p. 19, 20, 21, et Paul Kaepelin, «les Escales françaises...» p. 16.
- (72) — Ainsi, François Valentyn, qui signe ses ouvrages «François Valentyn, nouvellement ministre protestant à Amboine, Banda, etc», a voyagé sur les flottes néerlandaises au début du XVIIIe siècle. Il est demeuré plus

de vingt ans dans les Indes et a séjourné à Maurice. En plus de son « Histoire du Comptoir Néerlandais sur la Côte de Malabar » (note 63), il publia une « Description de l'Inde Orientale ancienne et moderne », Amsterdam, 1724-1726, 8 volumes in-folio.

La flotte hollandaise de C. Van Neck et Warwick, qui relâcha à Maurice le 17 septembre 1598, avait des pasteurs à bord de ses vaisseaux. Le 20, nous dit-on, « le pasteur du vaisseau vice-amiral leur fit un Sermon ». « Collection des Ouvrages Anciens » I p. 240.

A. de Beaulieu avait des prêtres sur ses navires lors de son voyage aux Comores en 1620-1622. « Un jour qu'un des prêtres disait la messe... » lit-on dans Thévenot, « Relation des voyages curieux », 1673, 2ème partie, voyage de Beaulieu, reproduit dans « Collection des Ouvrages Anciens... » t. II p. 349.

De même, lors du passage à Madagascar du « Sacre » et de la « Pensée », « ce jour (29 juillet 1529) fut dite une Messe et ung « Dirige » pour les trépassés... ». Discours de la Navigation de Jean et Raoul Parmentier, édité par Ch. Schefer, 1883, reproduit dans « Collection des Ouvrages Anciens... » t. I, p. 76 à 85.

CHAPITRE SECOND

RICHELIEU.

(73) — Le Cardinal avait à réagir contre toute une partie de l'opinion qui jugeait, comme l'avait dit Sully, que l'organisation d'une grande Compagnie commerciale visait une entreprise « trop esloignée et, par conséquent disproportionnée au naturel et à la cervelle des Français ». Un passage des « Mémoires du Cardinal de Richelieu » (livre XVIII, année 1627) met en vive clarté à la fois les vues réalistes et hardies du Grand Ministre et la part qu'il eut dans la politique maritime et coloniale de la France. Lorsque les Etats Généraux de Hollande solliciteront l'appui de la France contre la Maison d'Autriche, Richelieu mettra au nombre de ses conditions la clause que les Hollandais devront « assistance à nos marchands trafiquant aux Indes Orientales et Occidentales » (Traité de Compiègne, 20 juillet 1624).

(74) — Une trêve de dix ans avait été conclue entre Hollande et Portugal au sujet de l'Extrême-Orient (1641). C'était l'époque où les Portugais étaient occupés à secouer le joug espagnol (1640). Les Hollandais profitèrent pour s'emparer, malgré la trêve, des places de Ceylan et accaparer le commerce de la Cannelle.

RIGAULT

(75) — « Recueil des Testaments politiques du Cardinal de Richelieu, du Duc de Lorraine, de M. Colbert et de M. de Louvois, divisé en IV Volumes. » Amsterdam — chez Zacharie Chatelain — Sur le Dam — M. DCCXLIX. Tome II, Testament de Richelieu seconde partie, chapitre 1er, section IV, p. 83.

Richelieu avait vu déjà l'échec de deux Compagnies françaises de Navigation qu'il avait patronnées. On s'explique la réserve du Ministre quand on lui soumit les projets d'une nouvelle tentative du même genre, et on imagine quelle habileté Rigault dut déployer pour le convaincre. Rigault, il est vrai avait fait, avec Régimont, en 1637 et dans les années suivantes, d'heureux voyages à Madagascar (« Collection des Ouvrages Anciens... » t. VII p. 4). Il avait auparavant pris part à la fameuse campagne de « la lune », qui détruisit, le 29 juillet 1609, sous la Goulette, la flotte tunisienne, 23 vaisseaux et 1600 canons.

(76) — « Histoire de la Grande Isle de Madagascar » par le sieur de Flacourt... p. 193. Comme nous l'avons déjà signalé, cet ouvrage, édité une première fois en 1658, parut une seconde fois par les soins de son auteur, en 1661, après sa mort. En 1913, une nouvelle édition vit le jour sous les auspices de l'Union Coloniale de Paris. Nos références sont prises dans la première édition (1658). Cette édition contient en appendice, avec pagination spéciale de 1 à 42, trois documents qui ne manquent pas d'intérêt :

1/ « Cause pour laquelle les Intéresses de la Compagnie n'ont pas fait de grands profits à Madagascar. »

2/ « Avantages que l'on peut retirer en l'establissement des Colonies à Madagascar pour la Religion et le Commerce. »

3/ « Moyens dont il se faut précautionner contre les ma- »

ladies du païs et pour se garantir tant sur terre que sur mer, soit en allant, soit en retournant.»

Nous citons ces derniers textes sous le nom de Flacourt-Supplément.

(77) — Voici les dates de ces divers événements :

22 janvier 1642, accord préliminaire,

29 janvier 1642, octroi du privilège par Richelieu à Rigault et à ses associés du commerce de «Madagascar ainsi que dans les Isles et sur les côtes adjacentes» («Collection des Ouvrages Anciens...» VII p. 192, 193),

15 février 1642, Lettres patentes signées par Louis XIII,

30 avril 1642, réunion des Associés,

24 juin 1642, «concession pour dix années... pour y ériger colonies et commerce...» par le Cardinal de Richelieu,

20 septembre 1643, ratification par la Régente Anne d'Autriche au nom de Louis XIV («Collection des Ouvrages Anciens... VII p. 204, 205).

(78) — Ces associés étaient :

Rigault,

Pierre d'Aligre, conseiller du Roi, Commissaire ordinaire de la Marine,

Julius de Loynes, conseiller, secrétaire du Roi et général de la Marine,

l'un des quatre Directeurs de la «Compagnie des Isles d'Amérique» de 1635,

Levasseur, conseiller du Roi, trésorier de la Marine,

Pierre de Beausse, conseiller du Roi, premier commis des parties casuelles de Sa Majesté,

Nicolas Fouquet, conseiller du Roi, maître des requêtes ordinaires de son hôtel,

Jacques Berruyer, sieur de Manselmont, l'un des quatre Directeurs de la «Compagnie des Isles d'Amérique» de 1635,

Paris Desmartins, marchand de Paris, banquier de la «Compagnie des Isles d'Amérique»,

Desgorris, marchand de Paris.

LE «SAINT-LOUIS» ET LE «SAINT-LAURENT».

(79) — Flacourt, p. 194. Le second était Jean Régimon. D'après Flacourt (Supplément p. 3), Cocquet était huguenot ainsi que Pronis et Foucquem-bourg.

(80) — Instructions à Rigault.

(81) — Lettre du Père Nacquard, 5 février 1650, dans «Mémoires de la Congrégation de la Mission». Le «St-Laurent» partit en 1642 «sans prestres ny religieux», Flacourt-Supplément p. 3.

(82) — On constate, par les dates que nous donnons, à la suite de Flacourt, combien est fantaisiste l'assertion qui prétend que Pronis aurait pris possession de l'île Bourbon le 29 juin 1642, fête de St-Pierre et St-Paul, d'où le nom donné depuis à cet endroit de l'île : «Saint-Paul».

(83) — F. Cauche devait se trouver parmi ces «six ou huit François».

(84) — «...ils vendirent la poudre, le plomb et la plupart de ce qu'ils purent détourner... Ce qui a, après, causé la mort de beaucoup de François...» (Flacourt, p. 196).

...en juillet 1650, «les Rohandrian (tribu malgache), avaient cinq mousquets qu'ils avaient eu des débris du Navire de Cocquet et des matelots de Goubert...» (Flacourt, p. 273).

(85) — Flacourt p. 195.

(86) — H. Froideveaux, «Les Lazaristes à Madagascar au XVII^e siècle», Pous-sielgue, Paris, sans date, p. 28. Dans sa lettre du 5 février 1650, le Père Nacquard parle d'un «diacre qui est mort».

(87) — Flacourt p. 197.

JACQUES PRONIS.

(88) — La plupart des auteurs s'accordent pour dire que Pronis était nor-mand. Flacourt écrit qu'il «estoit hérétique, Rochelois et mal affectionné à la Religion Catholique». Gabriel Gravier, dans son ouvrage «Madagas-car» Delagrave, Paris 1904, p. 34, affirme que «Jacques Pronis, chef de la petite colonie, était d'une famille huguenote, marchande et rochel-loise. Il est né le 6 octobre 1619, ainsi qu'en fait foi cet extrait du registre du temple Saint-Yvon de la Rochelle : «Le samedi 12 octobre 1619, ont estez baptisez par Monsr. Merlin, Jacques, fils de Jacques borny et de Elysabet Desaye : parrin jehan Scothousse, mayraine Elayne Martemans. L'enfant est né le 6 dudit mois.»

(89) — Le «Royal», vaisseau de la Compagnie, 400 tonneaux, capitaine l'Or-meil, âgé de soixante-dix ans; départ de Dieppe, 25 mars 1644; Baie d'Antongil et Ile Sainte-Marie, juillet-septembre 1644; Mangafia et Fort-Dauphin, septembre 1644. Il «partit le mois de janvier 1646, chargé d'hé-bène, de cuirs et de cire». (Flacourt p. 199, 200)

(90) — Flacourt p. 204 et s.

JEAN FOUCQUEMBOURG.

(91) — Voir l'odyssée de Lelièvre après son meurtre dans Flacourt p. 200 et s. Il fut finalement condamné à «estre rompu vif sur un eschaffaut en place de Grève».

(92) — M. de Bellebarbe était à Madagascar «deux ou trois ans avant que M. Nacquard y vint» (lettre de M. Mounier au Maréchal de la Meillera-ye). Un seul navire a pu l'y amener, le «St-Laurent».

LES LIGUEURS.

(93) — On peut citer parmi les victimes de Pronis : Romar, Rafatene, et Razau. (Flacourt p. 211 à 213).

(94) — Flacourt p. 209. Pronis livra cinquante esclaves et Le Bourg vingt-trois.

FLACOURT EN VOYAGE.

(95) — Flacourt p. 216.

(96) — Flacourt p. 217-218.

(97) — Flacourt p. 225, 226, 227, 228.

(98) — Flacourt p. 237.

(99) — Flacourt p. 242.

(100) — Lettre du Père Nacquard, 5 février 1650.

FLACOURT A MADAGASCAR.

(101) — Les instructions à Flacourt demandaient le renvoi de Pronis en France. (Flacourt-Supplément p. 8.)

(102) — Flacourt p. 214 et Flacourt-Supplément p. 8.

(103) — Flacourt p. 295 à 303.

(104) — Flacourt p. 293.

ladies du pays et pour se garantir tant sur terre que sur mer, soit en allant, soit en retournant.»

Nous citons ces derniers textes sous le nom de Flacourt-Supplément.

(77) — Voici les dates de ces divers événements :

22 janvier 1642, accord préliminaire,
29 janvier 1642, octroi du privilège par Richelieu à Rigault et à ses associés du commerce de «Madagascar ainsi que dans les Isles et sur les côtes adjacentes» («Collection des Ouvrages Anciens...» VII p. 192, 193),
15 février 1642, Lettres patentes signées par Louis XIII,
30 avril 1642, réunion des Associés,
24 juin 1642, «concession pour dix années... pour y ériger colonies et commerce...» par le Cardinal de Richelieu,
20 septembre 1643, ratification par la Régente Anne d'Autriche au nom de Louis XIV («Collection des Ouvrages Anciens... VII p. 204, 205).

(78) — Ces associés étaient :

Rigault,
Pierre d'Aligre, conseiller du Roi, Commissaire ordinaire de la Marine,
Julius de Loynes, conseiller, secrétaire du Roi et général de la Marine,
l'un des quatre Directeurs de la «Compagnie des Isles d'Amérique» de 1635,
Levasseur, conseiller du Roi, trésorier de la Marine,
Pierre de Beausse, conseiller du Roi, premier commis des parties casuelles de Sa Majesté,
Nicolas Fouquet, conseiller du Roi, maître des requêtes ordinaires de son hôtel,
Jacques Berruyer, sieur de Manselmont, l'un des quatre Directeurs de la «Compagnie des Isles d'Amérique» de 1635,
Paris Desmartins, marchand de Paris, banquier de la «Compagnie des Isles d'Amérique»,
Desgorris, marchand de Paris.

LE «SAINT-LOUIS» ET LE «SAINT-LAURENT».

(79) — Flacourt, p. 194. Le second était Jean Régimon. D'après Flacourt (Supplément p. 3), Cocquet était huguenot ainsi que Pronis et Foucquem-bourg.

(80) — Instructions à Rigault.

(81) — Lettre du Père Nacquard, 5 février 1650, dans «Mémoires de la Congrégation de la Mission». Le «*St-Laurent*» partit en 1642 «sans prestres ny religieux», Flacourt-Supplément p. 3.

(82) — On constate, par les dates que nous donnons, à la suite de Flacourt, combien est fantaisiste l'assertion qui prétend que Pronis aurait pris possession de l'île Bourbon le 29 juin 1642, fête de St-Pierre et St-Paul, d'où le nom donné depuis à cet endroit de l'île : «Saint-Paul».

(83) — F. Cauche devait se trouver parmi ces «six ou huit François».

(84) — «...ils vendirent la poudre, le plomb et la plupart de ce qu'ils purent détourner... Ce qui a, après, causé la mort de beaucoup de François...» (Flacourt, p. 196).

...en juillet 1650, «les Rohandrian (tribu malgache), avaient cinq mousquets qu'ils avaient eu des débris du Navire de Cocquet et des matelots de Goubert...» (Flacourt, p. 273).

(85) — Flacourt p. 195.

(86) — H. Froideveaux, «Les Lazaristes à Madagascar au XVII^e siècle», Pous-sielgue, Paris, sans date, p. 28. Dans sa lettre du 5 février 1650, le Père Nacquard parle d'un «diacre qui est mort».

(87) — Flacourt p. 197.

JACQUES PRONIS.

(88) — La plupart des auteurs s'accordent pour dire que Pronis était nor-mand. Flacourt écrit qu'il «estoit hérétique, Rochelois et mal affectionné à la Religion Catholique». Gabriel Gravier, dans son ouvrage «Madagas-car» Delagrave, Paris 1904, p. 34, affirme que «Jacques Pronis, chef de la petite colonie, était d'une famille huguenote, marchande et rochel-loise. Il est né le 6 octobre 1619, ainsi qu'en fait foi cet extrait du registre du temple Saint-Yvon de la Rochelle : «Le samedi 12 octobre 1619, ont estez baptisez par Monsr. Merlin, Jacques, fils de Jacques borny et de Elysabet Desaye : parrin jehan Scothousse, mayraine Elayne Martemans. L'enfant est né le 6 dudit mois.»

(89) — Le «*Royal*», vaisseau de la Compagnie, 400 tonneaux, capitaine l'Or-meil, âgé de soixante-dix ans; départ de Dieppe, 25 mars 1644; Baie d'Antongil et Ile Sainte-Marie, juillet-septembre 1644; Mangafia et Fort-Dauphin, septembre 1644. Il «partit le mois de janvier 1646, chargé d'hé-bène, de cuirs et de cire». (Flacourt p. 199, 200)

(90) — Flacourt p. 204 et s.

JEAN FOUCQUEMBOURG.

(91) — Voir l'odyssée de Lelièvre après son meurtre dans Flacourt p. 200 et s. Il fut finalement condamné à «estre rompu vif sur un eschaffaut en place de Grève».

(92) — M. de Bellebarbe était à Madagascar «deux ou trois ans avant que M. Nacquard y vint» (lettre de M. Mounier au Maréchal de la Meillera-ye). Un seul navire a pu l'y amener, le «*St-Laurent*».

LES LIGUEURS.

(93) — On peut citer parmi les victimes de Pronis : Romar, Rafatene, et Razau. (Flacourt p. 211 à 213).

(94) — Flacourt p. 209. Pronis livra cinquante esclaves et Le Bourg vingt-trois.

FLACOURT EN VOYAGE.

(95) — Flacourt p. 216.

(96) — Flacourt p. 217-218.

(97) — Flacourt p. 225, 226, 227, 228.

(98) — Flacourt p. 237.

(99) — Flacourt p. 242.

(100) — Lettre du Père Nacquard, 5 février 1650.

FLACOURT A MADAGASCAR.

(101) — Les instructions à Flacourt demandaient le renvoi de Pronis en France. (Flacourt-Supplément p. 8.)

(102) — Flacourt p. 214 et Flacourt-Supplément p. 8.

(103) — Flacourt p. 295 à 303.

(104) — Flacourt p. 293.

Bourdaisse Toussaint, né à Blois en 1618,
reçu au Séminaire de St-Lazare le 6 octobre 1645
vœux émis le 7 octobre 1647
ordonné prêtre en 1651
décédé à Madagascar le 23 juin 1657.
(Mém. IX p. 117-348, Notices III p. 180-214)

- (136) — Souchu de Rennefort p. 109 et 110, nous apprend ce qu'il advint de cette fille de Pronis : un chef malgache en fit l'une de ses femmes
Souchu de Rennefort présente ainsi son ouvrage :

«Mémoires pour servir à l'Histoire des Indes Orientales, contenant la Navigation des quatre premiers vaisseaux de la Compagnie; l'Établissement d'un Conseil Souverain à l'Isle de Madagascar, pour le Gouvernement des Indes Orientales;

Le voyage de M. de Montdevergue, Vice-Roy des Indes et Admiral des Mers par delà l'Equateur;

Le récit succinct de Monsieur de la Haye, successeur de Montdevergue; l'abandonnement de l'Isle de Madagascar; la prise et la perte de la ville de San Thomé sur la côte de Coromandel;

un entretien de l'Auteur avec un Philosophe sur le procédé de Grand Œuvre;

les particularités les plus considérables des Négociations des François aux Indes depuis 1665 jusques en 1674 et plusieurs autres très-curieuses
Par M. S. de R.

A Paris, chez Arnoul Seneuze, rue de la Harpe, vis-à-vis la rue des Mathurins, à la Sphère; Daniel Hortemels, rue Saint-Jacques, au Mécenas, M.DC. LXXXVIII. Avec privilège du Roy. in-4.

Réimprimé suivant la copie de Paris, à Leyde, 1688 in-12. Cette édition hollandaise porte le nom de l'auteur.

Dans sa relation, Urbain Souchu de Rennefort se présente lui-même ainsi : «Le sieur de Rennefort, à qui l'on venait de supprimer une charge de Trésorier des Gardes du Corps du Roy, eut pour récompense les Lettres de Secrétaire de ce Conseil» (= Conseil Souverain de Madagascar). C'est à ce titre qu'il partit en 1665 avec la première expédition armée par la Compagnie Française des Indes Orientales. Il ne toucha pas Bourbon, mais décrivit l'île d'après les récits qu'il recueillit de Payen, son compagnon de voyage et de captivité lors de son retour. Par lui, nous savons la plupart des événements qui se produisirent dans la Grande Ile, après le départ de Flacourt et sa mort. Bien que son œuvre soit un peu confuse, et les faits rapportés sans grand souci d'ordre chronologique, elle constitue un document précieux. Le style de l'auteur ne manque pas de pittoresque. Son naufrage et sa captivité en Angleterre y sont complaisamment racontés. Comme conclusion à l'histoire de ses déboires et sous forme de dialogue entre un «philosophe» et l'auteur lui-même, Souchu étale des réflexions quelque peu alambiquées. Il déplore en terminant sa première partie que la Compagnie «ne profitât (point) de quelques expériences qui luy avoient coûté la perte de son bien, le naufrage et la prison». Il ne fit pas partie des autres expéditions et ne les narra que sur la foi de récits entendus. Il s'est aussi attaché à décrire les mœurs des Malgaches, leur religion, le pays et ses productions.

- (137) — Sur les instances de la Meilleraie, Saint Vincent de Paul avait consenti à embarquer trois nouveaux missionnaires sur les navires armés par le Maréchal et qui quittèrent l'île de Ré le 1^{er} novembre 1655,

C'étaient :

M. Dufour, né en 1618 à Allanches, diocèse de Clermont en Auvergne, reçu au Séminaire de St-Lazare de Paris en 1644, vœux en 1646, dirige les maisons de Saintes, désigné pour Madagascar dès 1650, va à Sedan en attendant le départ de 1655.

Au Cap de Bonne-Espérance, passe sur le «Grand Armand» et arrive au Fort-Dauphin le 29 mai 1656, part aussitôt pour Sainte-Marie et y meurt le 18 août 1656.
M. Prévost, né à la Roche-Goyon, diocèse de Rouen, en 1612, reçu au Séminaire de St-Lazare en 1646, meurt à Sainte-Marie de Madagascar après M. Dufour en 1656.

M. Mathurin de Belleville, né à Brix, diocèse de Coutances, en 1624, reçu au Séminaire le 1^{er} mai 1654, décédé sur le «Grand Armand», le 18 novembre 1655.

Un prêtre séculier, M. Coderon, de Dieppe, était à bord de la «Duchesse». Quelques jours avant le départ, il tomba de la poulaine dans la mer. Malgré les efforts surhumains de l'équipage, on ne parvint pas à le sauver.

(D'après «Histoire de la Mission fondée à Madagascar par Saint Vincent de Paul», anonyme et sans date, «Les Saints» Paris, Bonne Presse, préface du 19 juillet 1895, p. 47 à 56. Cet ouvrage est composé en majeure partie d'extraits des Mémoires de la Congrégation de la Mission.

Mousnier Jean, François, né à Saintes en 1625, reçu au Séminaire de St-Lazare le 19 déc. 1643, vœux émis le 1^{er} janvier 1646, ordonné prêtre en 1649, décédé à Madagascar le 24 mai 1655.

(Mém. IX p. 159-221, Notices III p. 129)

- (138) — Annales de la Congrégation de la Mission, Lettres du Père Estienne.
(139) — Les quatre vaisseaux qui composaient cette flotte étaient :
la «Duchesse», 500 tonneaux, capitaine de la Roche Saint-André,
la «Maréchale», 450 tx
le «Grand-Armand», 350 tx, capitaine Régimont,
une flûte de 200 tx.

A bord de la flotte se trouvaient 800 hommes, tant matelots que soldats, mais ce nombre fut tellement réduit par la mort que la petite escadre ne put repartir de Madagascar qu'en février 1657 et n'atteignit Saint-Nazaire que fort péniblement.

Le Journal de la «Maréchale» serait à la Bibliothèque Nationale de Paris. On en trouve une analyse dans «Vieux papiers du temps des Iles», 2^{ème} série, Paris 1931, in-8, de Maurice Besson, p. 121-127.

ANTOINE COUILLARD A BOURBON.

- (140) — Evolutions du «Saint-Georges» :
4 mars 1655 : Fort-Dauphin
15 mai 1655 : départ pour Ste-Marie
4 juillet 1655 : massacre de 4 français et du capitaine de la Forest
15 juillet 1655 : départ pour la Mer Rouge
perte des deux lieutenants et de 40 hommes
le pilote ramène le navire à Ste-Marie

24 octobre-2 novembre 1655 : séjour à Mascarin
 19 janvier 1656 : départ du Port-Dauphin pour la France.
 (D'après la « Relation de ce qui s'est passé à Madagascar depuis le
 12 février 1655, jusqu'au 19 janvier 1656 » — Flacourt, 2ème éd. 1661)

(141) — « Mémoire du sieur Anthoine Thaureau » ou Couillard, dans Flacourt 1661.

(142) — Flacourt p. 371.

RETOUR DE FLACOURT.

(143) — Flacourt p. 378, 379. La « Revue de Madagascar » (Nouvelle série, n° 4, Janvier 1949, p. 39) donne, sous la signature du Père H. Poisson, un article élogieux sur « Flacourt naturaliste ».

(144) — Flacourt, p. 380.

(145) — Né en 1602, Charles de la Porte, duc de la Meilleraye, était cousin germain de Richelieu. Dès 1632, il est nommé lieutenant général pour le roi en Bretagne et Gouverneur de la ville et du château de Nantes.

En 1658, Flacourt dédie son « Histoire de la Grande Isle de Madagascar » à Messire Charles de la Porte, duc de la Meilleraye, pair, Maréchal et Grand Maître de l'Artillerie de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant général pour Sa Majesté en ses pais et Duché de Bretagne, Gouverneur des Villes et Citadelles de Nantes et du Port-Louis, Baron de Parthenay, Saint-Maixent et Sillé-le-Guillaume...

Le Maréchal, Gouverneur du Port-Louis, avait des droits particuliers sur le port et sur la ville, car son beau-père et lui-même avaient participé aux dépenses engagées pour la construction des fortifications.

En 1642, le Maréchal est l'un des principaux actionnaires de la Compagnie de l'Orient. Après la mort de Rigault (1652), c'est pratiquement lui qui sauvera de l'abandon la colonie malgache. Ni les procès que lui intentèrent les « Intéressés », ni même la condamnation du Tribunal de l'Amirauté en 1659, ne diminuèrent son ardeur.

C'est lui qui encouragea les projets de voyage du tout jeune homme qu'est Carpeau du Saussay en 1662, et qui lui promet à son retour « un vaisseau à commander ». « Pour me persuader davantage du plaisir qu'il y a à voyager, écrit Carpeau, (le Maréchal) ajouta qu'il aurait voulu être à l'âge où j'étais, pour pouvoir faire ce voyage. Je n'eus pas beaucoup de peine à le croire puisqu'il était très tourmenté de la goutte et qu'il avait blanchi sous les armes en servant le Roy ».

Un an après, le Duc de la Meilleraye cherche encore à intéresser des bailleurs de fonds à ses expéditions. Il avait adopté le point de vue de Flacourt, et cet homme énergique, que les déboires n'avaient pas découragé, avait des vues précises de colonisation. Il avait aussi un sens pratique qui promettait une exploitation rationnelle des richesses exotiques. Il mourut avant de réaliser ses projets le 7 février 1664.

Henri Froideveaux, dans une étude parue en 1915 dans la « Revue de l'Histoire des Colonies Françaises » (IV^e trimestre), attribue, après Margry, deux mémoires « d'une écriture ancienne », conservée dans la liasse 1663 du carton C5 1 des Archives anciennes du Ministère des Colonies, au Maréchal de la Meilleraye. Ces mémoires sont ainsi titrés « Mémoires pour soutenir l'établissement fait par Monsieur de la Meilleraye à Madagascar, 1663 ».

(146) — Voir notre étude (à paraître) sur les « Tractations entre Flacourt et le Duc de la Meilleraye ».

EXPEDITIONS CONCURRENTES.

(147) — Nous savons vu que des missionnaires lazaristes s'étaient rendus à Madagascar avec l'escadre de M. de la Meilleraye qui partit de Nantes en fin octobre 1655. Le « Saint-Jacques », armé conjointement par le Maréchal et la Compagnie, devait aussi emmener deux prêtres de la Mission dans cette Ile, MM. Herbron et Boussordée, ainsi que le Frère Christophe de Launay. Mais avant que le navire ait quitté Saint-Nazaire, une furieuse tempête s'éleva. Le 2 novembre 1656, dans l'après-midi, les eaux de la Loire, refoulées par un terrible vent d'Ouest, inondèrent les rives, noyant quatre mille bestiaux et submergeant chaloupes et gabarres qui sillonnaient le fleuve. Le « Saint-Jacques » rompit ses quatre ancres et, jeté sur un rocher, s'y brisa. On ne compta qu'une vingtaine de rescapés sur les 141 matelots et passagers déjà embarqués. Les deux Pères étaient encore à terre au moment du naufrage. Le Frère, qui était à bord, réussit à se sauver sur un radeau avec 16 ou 17 personnes, en faisant une voile de son manteau; seul, un des passagers de cet esquif de fortune mourut de froid.

(148) — En mars 1658, un départ de missionnaires est organisé sur une flotte de la Meilleraye. Avec le Frère Christophe et le plus âgé des quatre Noirs que Flacourt avait ramenés en France, quatre Lazaristes s'embarquèrent :

M. Le Blanc, né le 15 juillet 1625, à Roye en Picardie, reçu au Séminaire de St-Lazare le 20 novembre 1649, vœux le 21 novembre 1653.

M. Arnoud, né à Cayen, diocèse d'Amiens, en 1628, reçu au Séminaire de Paris le 22 novembre 1654, vœux en novembre 1656, prêtre en 1658.

M. Desfontaines, né le 9 septembre 1630 à Brilleux-Sirberton, diocèse d'Arras, reçu au Séminaire le 22 avril 1653, vœux le 25 avril 1655.

M. d'Averoult, né à Béthune, le 20 janvier 1614, prêtre avant d'entrer au Séminaire de Saint-Lazare à Paris, le 13 avril 1653, vœux le 13 janvier 1656.

Une tempête surprit le navire et fit rage huit jours durant; le vaisseau, démonté, dut relâcher à Lisbonne; lorsqu'il réussit à reprendre la mer, il fut capturé par une galère espagnole (cf. lettre « A Mrs Arnould et Desfontaines, prêtres de la Compagnie de Saint-Lazare, pris sur mer en allant à Madagascar et menés en Galicidie, 25 août 1658, Bibliothèque Nationale, collection Margry, Français, Nouvelles Acquisitions, manuscrit 9342 folio 36) et les Lazaristes revinrent en France. Le 4 décembre 1659, la « Maréchalle » quittait le Port-Louis pour la Rochelle; surprise par la tempête, elle perd sa chaloupe, casse son grand écouet, sa grande voile est déchiquetée.

Cinq Pères Lazaristes étaient partis de Paris, le 4 novembre 1659, pour s'embarquer sur la « Maréchalle » à la Rochelle, à destination de Madagascar. Le 13 novembre, ils quittent Saint-Nazaire pour gagner la Rochelle par mer. A peine affrontent-ils l'océan que la tempête les assaille et fait dériver leur barque vers le golfe de Gascogne. Aux Araignes de Bordeaux, leur grand mât se brise, la grand'voile est perdue. Ils évitent de justesse le banc de Soulac, sont poussés vers l'Espagne, puis ramenés vers Bordeaux, restent trois jours à la dérive,

Ils vécurent ainsi «quinze jours dans la détresse et les angoisses» et firent un vœu. Ils étaient trente-six personnes à bord. Enfin le 21 décembre, le pilote d'une chaloupe de pêche les remorque jusqu'à Saint-Jean-de-Luz... et ils en sont quittes pour payer soixante livres au patron et quelques pots d'eau-de-vie à ses gens. Il fallait rejoindre au plus tôt la Rochelle. «Nous partîmes en poste, le 23 décembre, allant nuit et jour. Nous mîmes six jours et demi pour aller jusqu'à la Rochelle, où nous arrivâmes à la grande surprise de tous ceux qui nous croyaient submergés». C'était le 29 décembre au soir, et ils avaient fait dans la neige, une randonnée des plus pénible.

La «*Maréchalle*», réparée, quittait la Rochelle le 18 janvier 1660, commandée par le Capitaine Véron, avec quatre Pères Lazaristes à son bord :

Estienne-Delberre Nicolas, né à Paris le 17 septembre 1634, d'une riche famille. Après de vives instances, il obtint la faveur d'être reçu au Séminaire de Saint-Lazare, le 8 août 1653. M. Estienne avait une infirmité incompatible avec le ministère sacerdotal : «sa main gauche n'était qu'une masse de chair ronde où il ne paraissait que le bout du pouce et d'un autre doigt...»; une dispense lui fut accordée; il prononça ses vœux le 9 août 1655 et fut ordonné prêtre le 31 août 1659.

M. Desfontaines,

M. d'Averoult,

M. Feydin, né à Allanches, diocèse de Saint-Flour,

prêtre depuis treize ans quand il fut

reçu au Séminaire de St-Lazare le 8 septembre 1568. Il fit ses

vœux au Cap de Bonne-Espérance.

Le Frère Patte, qui avait fait des études de chirurgie, et

M. Boutenet, jeune homme qui partait avec les prêtres pour les aider, étaient aussi sur la «*Maréchalle*».

Naufragés au Cap de Bonne-Espérance le 20 mai, ils reviendront en France par Amsterdam en juillet 1661. Ce n'est qu'en 1663, sur le «*Saint-Charles*», que le Père Estienne atteindra Madagascar, avec le Frère Patte.

(D'après Mémoires de la Congrégation de la Mission t. IX)

- (149) — François Charpentier, de l'Académie Française, «Relation de l'Etablissement de la Compagnie Française pour le Commerce des Indes Orientales» dédiée au Roy avec «Le Recueil de toutes les pièces concernant le mesme Etablissement». A Paris, chez Sébastien Cramoisy et Sébastien Mabre-Cramoisy, Imprimeurs du Roy, rue Saint-Jacques, aux Cigognes.

M.DC.LXVI. Avec privilège du Roy p. 32.

Sur les six pères Récollets disparus avec Flacourt, voir «Eloge de feu M. de Flacourt, Directeur général de la Compagnie Française d'Orient et commandant pour sa Majesté très Chrétienne en l'Isle de Madagascar et Isles adjacentes, auteur de l'Histoire de ces mêmes Isles, avec la relation de son naufrage», sans nom d'auteur, ni date, mais qui parut en même temps que la seconde édition de l'«Histoire de Madagascar», en 1661. Cet «Eloge...» vient d'être publié dans la «Revue de Madagascar» N° 4, janvier 1949, dans un numéro consacré à Flacourt. De cette pièce, écrit M. G. Grandidier, «on ne connaît que deux exemplaires, un à la Bibliothèque Nationale, auquel il manque les huit dernières pages, et un autre, complet celui-là, dans la Bibliothèque de M.

Prosper d'Epinay, dont un des ancêtres a été le premier procureur général des Indes...»

- (150) — Hubert Hugo, ancien agent de la Compagnie Hollandaise des Indes, après son expédition corsaire sur l'«*Aigle Noir*», prit du service dans la Compagnie Française des Indes Orientales de 1664, et fit partie du premier armement envoyé à Madagascar (expédition de Beausse).

François Valentyn nous apprend que, dans la suite, le sieur Hugo se remit au service des Hollandais et qu'il séjourna quelque temps à Suratte. Puis il se rendit à Batavia, avec sa femme, et, finalement, à l'Île Maurice en 1671, comme gouverneur, poste qu'il occupa jusqu'en 1677.

- (151) — Souchu de Rennefort, p. 45 et 46.

LA MORT DE FLACOURT.

- (152) — «Cause pour laquelle les Intéressez de la Compagnie n'ont pas fait de grands profits à Madagascar.»

«Avantages que l'on peut retirer en l'establisement des colonies à Madagascar pour la Religion et pour le Commerce».

(Dans 1re édition de Flacourt, 1658)

- (153) — Petit Catéchisme avec la prière du matin et du soir, que les missionnaires font et enseignent aux néophytes et catéchumènes de l'Isle de Madagascar. Le tout en français et en cette langue (malgache). Contenant trente instructions. Paris, Georges Iosse, in-8.

- (154) — Lettre de Vincent de Paul à la Meilleraye, 12 janvier 1658.

- (155) — Pauliat, p. 11.

- (156) — Traduction libre de : «Per mare, per terram, perque auras Astra secutus Elatus mediis ignibus Astra tenet.»

LE «SAINT-CHARLES».

- (157) — Massacres et représailles au Fort-Dauphin :

Duperrier, choisi par Pronis mourant pour lui succéder, se fait livrer comme otages le fils aîné de chacun des Grands, puis pour venger le meurtre de la Forest et de quatre français (note 140), il les fait exécuter avec les Grands qu'il a fait saisir.

Gueston, qui succède à Duperrier, est contraint, devant la haine croissante des Indigènes, de grouper les cases des français (lettres du Père Bourdais et du Père Estienne).

Du Rivau (ou Durivau), successeur de Gueston, ne fit pas mieux. Malade et découragé, il s'embarqua sur le «*Postillon*», capitaine de Bolian (ou Boullan). Ce navire hollandais avait quitté Batavia le 13 janvier 1661. Il fit escale au Fort-Dauphin, prit à son bord du Rivau et un autre gentilhomme français, M. Chatnet, et chargea 29 pièces de canon provenant d'un navire français échoué. Il était de retour à Batavia le 15 octobre 1661 («Collection des Ouvrages Anciens...» t. III p. 287).

Champmargou, envoyé naguère par le Maréchal de la Meilleraye, reste seul maître, mais n'améliore pas la situation (Bibl. Nat. Margry, Fr. Nlle Acq. ms 9342 f. 82).

- (158) — La Case, de son vrai nom Le Vacher, était arrivé à Madagascar en 1656, sur l'un des vaisseaux de la Meilleraye. Originaire de la Rochelle, son grand-père avait exercé en cette ville les fonctions de maire, et ses

frères y étaient avocats. Il avait certainement le goût des aventures; ses qualités brillantes le rendent tout de suite populaire auprès des Indigènes qui l'appelleront «Ilakassy» et même «Dian Pousse» du nom, nous dit Souchu, «d'un grand qui avait autrefois assujéty l'Isle, et dont ils récitent des miracles de valeur». La Case restera légendaire, et on connaît des manuscrits antaïmores, rédigés en malgache et écrits en caractères arabes, qui célèbrent ses hauts faits. Comme le constate Souchu, «il serait trop long de rapporter le détail de toutes ses victoires».

Champmargou tentera de le faire assassiner, et la Case se retirera chez les Malgaches qu'il soumettra et qui en feront leur chef. Il épouse une princesse malgache Dian Nong. (Souchu p. 110, 129).

Rentré en grâce à l'arrivée de de Beausse, la Case, devenu lieutenant, ravitaille le Fort par ses razzias. De la Haye le fit «Major» en 1670. La Case mourut le 23 juin 1671 et fut remplacé par La Bretesche, qui épousa l'une de ses filles (20 juillet 1671).

(159) — Souchu de Rennefort, p. 63.

(160) — Ibid. p. 64 et 65.

(161) — Carpeau du Saussay p. 10 et s.

(162) — Souchu de Rennefort, p. 49.

Kergadiou, capitaine et Le Tourneur, son second, étaient français. Le patron, les deux pilotes, le contre-maître étaient hollandais (Journal de bord du capitaine du navire hollandais «Lansmeer», dans «Voyages Anciens...» de A. Loughon, p. 33). Il y avait à bord 180 personnes (Lettre du P. Estienne).

(163) — Souchu de Rennefort, p. 49.

(164) — Carpeau du Saussay, p. 7 et 8.

(165) — Le Père Estienne, le Père Manié et quinze personnes débarquent à l'anse des Gallions afin de joindre le Fort-Dauphin par voie de terre, pour annoncer l'arrivée du «Saint-Georges», mais celui-ci, ayant trouvé le vent, les y devança. (Lettre du Père Estienne dans Charpentier p. 36 à 46).

(166) — Souchu de Rennefort, p. 65.

LE PÈRE ESTIENNE ET SES COMPAGNONS.

(167) — Souchu de Rennefort, p. 42.

(168) — cf. note 148. Monsieur de la Meilleraye pensait, dès la fin de l'année 1661, envoyer un nouveau navire vers la Grande Ile, mais le départ fut différé. Avec le Père Estienne, nommé pour sept ans Préfet Apostolique, s'embarqueront sur le «Saint-Charles», un autre lazariste, M. Manié; un prêtre séculier, M. Frachey; les Frères Patte et Lebrun, ainsi que Nicolas l'un des petits noirs emmenés autrefois en France par Flacourt et que l'on rapatriait. («Histoire de la Mission fondée à Madagascar» p. 72)

(169) — Souchu de Rennefort, p. 51 et 53, et Carpeau du Saussay, p. 186.

(170) — Souchu de Rennefort, p. 55 et 238; Carpeau du Saussay, p. 193, 194, 239. Estienne Delberre Nicolas, né à Paris le 17 septembre 1634, reçu au Séminaire de St-Lazare le 8 août 1653, vœux émis le 9 août 1655.

ordonné prêtre le 31 août 1659, décédé à Madagascar le 27 février 1664. (Mém. IX p. 374-494, Notices III p. 350-368)

Patte Philippe, coadjuteur, né à Vigny (S & O), dioc. de Rouen, en 1620, reçu à Paris le 5 avril 1656, vœux émis le 16 avril 1658, décédé à Madagascar le 4 mars 1664. (Mém. IX p. 391-493, Notices III p. 369-371)

Souchu et Carpeau disent l'un, que Patte est mort avant Estienne, l'autre, qu'ils furent tués ensemble.

(171) — Souchu de Rennefort, p. 57 et s., Carpeau de Saussay, p. 218 et 230.

(172) — Souchu de Rennefort, p. 69.

(173) — Ibid. p. 82 et Lettre du Père Estienne, Charpentier, p. 36 à 46.

(174) — de la Vaissière, p. 18.

PAYEN A BOURBON.

(175) — «Relâche à Maurice et Bourbon du Yacht «Lansmeer...» Batavia 1664, dans «Collection des Ouvrages Anciens» III p. 304-305 et dans «Voyages Anciens...» de A. Loughon, p. 33.

(176) — Lettre du Père Estienne, Charpentier p. 38.

CONCLUSION.

(177) — Flacourt p. 246.

(178) — Lettre de St Vincent de Paul à Mgr le Duc de la Meilleraye, 12 janvier 1658 (B.N. Margry ms 9342 f. 35).

(179) — Répétition d'Oraison de St Vincent de P. du 19 février 1656, et lettre à M. de la Meilleraye, 12 novembre 1659.

(180) — Lettres du P. Bourdais, 19 février 1657, et du P. Nacquard, 5 février 1650, à St Vincent de Paul (A. N. Fonds de St-Lazare, M. 214).

CHAPITRE TROISIÈME

(181) — Il nous a semblé utile de reprendre en détail l'histoire de la Compagnie et de sa création, car les historiens consultés nous ont paru avoir, par leurs interprétations, faussé un tant soit peu la réalité des faits telle qu'elle nous apparaît dans Charpentier, qui est à peu près l'unique source en cette matière. On sait en effet, que des lacunes existent dans la correspondance de Colbert de 1661 à 1669, et que l'on ne possède plus sa correspondance relative à la fondation des Compagnies des Indes Orientales et Occidentales.

(182) — «Propositions des Marchands de Tours, Nantes, la Rochelle et autres lieux, concernant le commerce des Grandes Indes» (B.N. Margry ms 9342 f. 59 et A.C.2 2, f. 9) Voir le texte partiel du mémoire d'Hubert Hugo dans P. Kaepelin, «Les Escales françaises sur la route des Indes».

(183) — Cf. Louis XIV (1661-1715) par Philippe Sagnac et A. de St-Léger. Collection «Peuples et Civilisations» — Presses Universitaires, Paris 1949, passim.

PROPAGANDE.

(184) — Mélanges Colbert, volume 119, p. 273 (Bibl. Nat. Département des Manuscrits).

(185) — Une rente annuelle de 1.500 livres fut allouée à Charpentier, en 1664, «en considération de son application aux Belles-Lettres». La rente de Corneille était de 2.000 livres, celle de Racine de 1.500, celle de Boileau 1.200, celle de Molière 1.000, et celle de Chapelain... 3.000! («Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert», publiés pour le Ministère des Finances par Pierre Clément, Paris, Imprimerie Nationale, 1864-1882, tome V p. 476).

(186) — Lettre du Comte d'Estrade à Colbert, 17 avril 1664 (Mélanges Colbert, vol. 120, p. 222).

ELABORATION DES STATUTS.

(187) — Charpentier, p. 6 et 191.

(188) — Ibid. p. 6.

(189) — Ibid. p. 7 et 8

(190) — Ibid. p. 8 et 9. D'après le texte de la «Relation...» de Charpentier, c'est le 27 mai que le Roi aurait signé les 10 articles et les aurait remis aux délégués. La pièce elle-même, reproduite en appendice par Charpentier (p. 213) avec les annotations, porte : «Examiné et arrêté par mon Conseil le dernier jour de may 1664. Signé LOUIS».

(191) — Charpentier p. 10.

ACQUISITION D'UNE FLOTTE.

(192) — Charpentier p. 18, 19, 20.

RECRUTEMENT DU PERSONNEL.

(193) — Charpentier p. 21. Les Armes définitives sont décrites dans l'Article 42 de la Déclaration du Roy : Charpentier p. 217 et s.

(194) — Voir le texte de cette affiche dans Charpentier p. 23.

CONSTITUTION DU CAPITAL.

(195) — Charpentier p. 48.

(196) — Ibid. p. 49, 54, 55.

(197) — Ibid. p. 56.

(198) — Souchu de Rennefort, p. 4.

(199) — Charpentier p. 49 et 50. Sous Louis XIV fut frappé l'écu blanc en argent valant, comme l'écu d'or, 60 sous ou 3 livres.

APPROBATION ROYALE.

(200) — Charpentier p. 63, 64, 217, 247, 248.

(201) — Ibid. p. 251 à 263.

(202) — Ibid. p. 66.

Des lettres patentes du Roi, du 30 octobre 1664, accordèrent «permission de bâtir une corderie au Havre et une place à bâtir des vaisseaux». (Dernis t. I p. 91).

Dernis, «Recueil et collection des titres concernant la Compagnie des Indes Orientales établie au mois d'août 1664», Paris 1755-1756, 4 volumes in-4°.

(203) — Charpentier donne le détail des sept livres «touchant les choses» et des trois livres «touchant les personnes», p. 59 à 62.

(204) — Ce rayonnement est dû, il faut le dire, en grande partie à l'action des Missionnaires français. Notamment, jusqu'au XIXe siècle, la France sera la nation missionnaire par excellence.

LE PREMIER ARMEMENT.

(205) — Charpentier p. 70.

(206) — Ibid. p. 72.

(207) — Pierre de Beausse, Conseiller du Roi, premier commis des parties casuelles de Sa Majesté, avait été l'un des associés de la Compagnie de l'Orient. C'était le frère utérin de Flacourt et celui-ci lui avait laissé tous ses papiers. De Beausse, âgé de 67 ans en 1665, était alchimiste et cherchait la pierre philosophale.

(208) — Charpentier p. 88.

(209) — Ibid. p. 74.

(210) — Ibid. p. 85.

(211) — Ibid. p. 77.

SOUCIS D'ORDRE RELIGIEUX ET HUMANITAIRE.

(212) — Clément, II p. 428.

(213) — Introduction à la «Relation...» de Charpentier.

(214) — Charpentier p. 68 et 69.

- (215) — Ibid. p. 71.
 (216) — Ibid. p. 312.
 (217) — Ibid. p. 75.
 (218) — Ibid. p. 236.
 (219) — Ibid. p. 306.
 (220) — Cette réglementation était observée. Un récit de Carpeau du Saussay en fait foi (p. 256).
 Deux français en tournée avaient fait la connaissance de femmes du pays des Machicors. Ils ont « pendant neuf jours » éprouvé « ce qu'elles savent faire : ils en furent si contents qu'ils les emmenèrent au Fort-Dauphin; mais Messieurs de la Mission, qui ne souffrent point ces sortes de commerces, que le moins qu'ils peuvent, les obligèrent de les quitter ou de les épouser en face de l'Eglise. Nos deux français aimèrent mieux les marier que des les renvoyer. Elles furent instruites à la Religion Catholique, baptisées et ensuite mariées ». Par la suite, nos deux Français obligèrent leurs femmes à se confesser. Indiscrètement, Carpeau apprit d'elles qu'elles ne disaient en confession que des « choses indifférentes »... Il crut de son devoir « d'en donner avis aux Pères de la Mission »...
 (221) — Charpentier p. 76.
 Voir l'histoire de Panôla, jeune malgache élevé parmi les pages de Monsieur de la Meilleraye, marié à Paris, Officier d'Infanterie en France (Souchu de R. p. 60), et d'un autre jeune malgache élevé à l'Hôtel-Dieu de Paris (Registre de délibération de l'Hôtel-Dieu d'après « l'Inventaire sommaire » publié en 1884, t. II, art. 6426).
 (222) — Charpentier p. 78, 79, 80, 81.
 (223) — Ibid. p. 82.
 (224) — Ibid. p. 81. C'est nous-même qui soulignons.
 Il est vrai que le paragraphe XXVIII de la « Déclaration du Roy » concède à la Compagnie « mesme le droit d'Esclavage » dans toutes les « Terres, Places et Isles qu'elle pourra conquérir »; ce droit était alors compris généralement, comme l'indique la suite du même paragraphe, parmi les « droits utiles » inhérents à la « Souveraineté esdits pays » et s'exerçait à plein dans les Iles d'Amérique.
 (225) — Charpentier p. 76 et 77.
 DEPART DE LA FLOTTE.
 (226) — Souchu de Rennefort p. 9.
 (227) — « Capitaine fort expérimenté »; lieutenant : Parmentier (Souchu de R. p. 6).
 (228) — Urbain Souchu de Rennefort (note 136) était, d'après Guët, le protégé du chancelier de Pontchartrain, son condisciple au Collège d'Harcourt.
 (229) — Sur Le Tourneur, lieutenant, voir Souchu p. 15, 16, 105.
 (230) — De Montaubon était auparavant Conseiller au présidial d'Angers.
 (231) — « Boussardet » selon Souchu de R.; « Boussordée », selon Guët; « Bous-sordec », d'après les Mémoires de la Congrégation de la Mission.

- (232) — « Flûte » selon Guët; « frégate », selon Kaepelin.
 P. Kaepelin est l'auteur d'une importante étude sur « La Compagnie des Indes Orientales et François Martin », Paris, Auguste Challamel, 17 rue Jacob, 1908.
 (233) — Des Essarts, lieutenant (Souchu p. 9);
 La Poupardrie, lieutenant (Souchu p. 12, 154).
 (234) — Les dénominations de vaisseaux ainsi que le nombre de leurs canons diffèrent dans Souchu de R. et dans Kaepelin. Ce dernier se réfère à une « supplique des Syndics à Colbert pour obtenir du Roy quatre passe-ports pour les quatre vaisseaux » (Affaires Etrangères, Asie, 2-F-21). On sait que la flûte était un bâtiment de guerre réservé au transport du matériel, d'où fort tonnage et faible armement. L'« Etat de la Marine du Roy au 1er janvier 1677 » (Clément t. III 2 p. 688) mentionne quatorze grandes flûtes allant de 300 à 600 tonneaux, mais n'ayant que 12 à 20 canons; les neuf petites flûtes de 60 à 100 tonneaux ont 2 ou 4 canons; la « Dieppoise », de 160 tonneaux, compte 12 canons.
 Les frégates étaient armées pour la course et la guerre, d'où un tonnage faible relativement au nombre des canons. Le même « Etat » mentionne treize « frégates légères » de 120 à 250 tonneaux portant de 10 à 28 pièces, entre autres deux frégates de 200 tonneaux et 28 canons.
 (235) — Souchu n'indique pas le tonnage; Charpentier et Kaepelin ne sont pas d'accord pour le tonnage des Vaisseaux.
 (236) — Girardin remplaça, au dernier moment, de la Clocheterie de la Rochelle « qui avait quitté pour un mécontentement » (Souchu de R. p. 10). Sur M. de la Clocheterie, ses aventures et ses mésaventures voir Souchu de R. p. 6 et 7, et Clément, t. III 2 p. 133 et 604.
 (237) — de la Vaissière, p. 18; Souchu de R. p. 18 et 19.
 Prévost (t. VIII p. 564), parlant de cet accident et de ses victimes, écrit : « De ce nombre était M. Barsabette, Prêtre de la Maison de St Lazare de Paris ».
 Boussordec Charles, né à Chatelandron (Côtes-du-Nord), en 1609, reçu à St-Lazare le 21 août 1654, vœux à Luçon, faux départ pour Madagascar en 1656, décédé sur les côtes du Cap-Vert, le 31 mars 1665. (Mém. IX p. 508-525)
 (238) — Souchu de R. p. 33 et 34.
 (239) — Ibid. p. 35 et 36.
 (240) — Ibid. p. 36 et 38.
 DE BEAUSSE AU FORT-DAUPHIN
 (241) — Souchu de R. p. 47.
 (242) — Ibid. p. 67. Les autres étaient morts :
 40 massacrés,
 3 empoisonnés,
 8 tués, de ceux qui couraient à la vengeance du Père Estienne,
 12 morts de maladie.
 (243) — En août 1665, M. Manié revint des Matatanes; il « n'y avait baptisé que trois personnes, parce qu'il ne savait pas assez la langue du Pays pour se faire entendre » (Souchu de R. p. 82).

(244) — Souchu de R. p. 47 et 48.

RELACHE A BOURBON.

(245) — D'après le récit de François Martin. Celui-ci, né à Paris en 1634, mort à Pondichéry en 1706, voyageait sur l'*Aigle-Blanc*, c'est donc un témoin oculaire. Il écrivit des «Mémoires sur l'établissement des colonies françaises aux Indes Orientales... depuis 1664 jusqu'en 1696». Malgré ce titre, elles s'arrêtent à février 1694. L'original, écrit et corrigé de la main de Fr. Martin, est conservé aux Archives Nationales de Paris (T 1169); une copie, due à P. Margry, existe à la Bibliothèque Nationale (collection Margry, Fr. Nles Acq. ms 9348 à 9351); en 1931, A. Martineau en a fait une édition en trois volumes, avec introduction de Henri Froideveaux : «Mémoires de François Martin, Fondateur de Pondichéry (1665-1694)», Paris, Société de l'Histoire des Colonies françaises et Librairie Larose, 11 rue Victor Cousin.

Souchu de R. raconte les mêmes faits concernant le passage de la flotte à Bourbon, mais les dates varient. Il se trouvait alors au Fort-Dauphin et ne fut renseigné que plus tard par Payen qui revint avec lui en France sur la «Vierge-de-bon-Port» en 1666. Selon Souchu de R., le «Taureau» était à Saint-Paul le 9 juillet; la «Vierge-de-bon-Port», le 14; l'*Aigle-Blanc*, après avoir accosté à l'est de l'île le 14, aurait gagné Saint-Paul le 20.

Mémoires de Fr. Martin, édition Martineau, t. I p. 12 et 13.
Souchu de R. p. 84.

(246) — Souchu de R. p. 86 et 87.

(247) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 13 et 14.

(248) — Ibid. p. 13.

(249) — Souchu de R. p. 85 et 86.

(250) — Ibid. p. 85.

(251) — M. Bourrot faisait fonction d'aumônier sur l'*Aigle-Blanc* (Souchu p. 33).

Bourrot Louis, né à la Celle-sous-Chantemerle (Troyes), le 24 mars 1626, reçu à Saint-Lazare le 21 mai 1663, décédé à Madagascar au début de janvier 1670.

(252) — Souchu de R. p. 85.

(253) — Les dates ne concordent pas :

	Souchu de Rennefort	François Martin
«Aigle-Blanc»	2 août	8 août
«Taureau»	6 août	10 août
«Vierge-de-bon-Port»	6 août	10 août

(254) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 48.

(255) — Souchu de R. p. 87 — Archives Coloniales de la Réunion, dossier 54, pièce 6.

Malgré l'affirmation de J. Hermann, «Colonisation de l'île Bourbon et fondation du quartier Saint-Pierre, La Bourdonnais» — 1 vol. in-8 Ch. Delagrave Paris (1898) (p. 50), reprise par tous les auteurs y compris Brunet, en 1947, «Trois cents ans de colonisation française à Bourbon» — Paris 1948 — il n'est pas certain que le compagnon de Payen fût Pierre Pau. En effet, les actes d'Etat-Civil de Saint-Paul (copie

faite en 1860 sur ordre du Gouverneur — les originaux sont aujourd'hui perdus) portent que «Estienne Pau» né «du mariage de Pierre Pau, jardinier de Lyon, et d'Anne Billard sa femme» (acte de Baptême n° 1 = B. 1), «native de Moulins en Bourbonnais» (B. 9), fut baptisé à Bourbon, le 7 août 1667. Anne Billard, dans cette hypothèse, devait donc se trouver avec Pierre Pau à Bourbon ou à Madagascar avant novembre 1666. Elle pouvait en effet être venue soit sur le «Saint-Georges» en 1663, comme Denize Guérin (dos. 54, pièce 2), soit sur la flotte de de Beausse (1665), soit sur le «Saint-Louis» (janvier 1666). Mais ce n'est pas prouvé. De plus, c'est en contradiction avec une tradition qui veut qu'aucune femme française ne soit venue à Bourbon avant février 1667 (flotte de Montdevergue). Cependant, l'existence d'un Anthoine Billard en 1670 (dos. 54, pièce 24) et le remariage d'Anne Billard, en octobre 1670, au Fort-Dauphin, où elle possède une «case» (dos. 54, pièce 26), permettent de penser que la jeune femme avait des attaches antérieures avec Madagascar.

RIVALITES ET DEBOIRES A MADAGASCAR.

(256) — Voir le panégyrique du Président par son Secrétaire, Souchu de R. p. 95 et 96.

MOUVEMENT DES VAISSEAUX.

(257) — Peut-être resta-t-elle tout simplement au port dans la crainte d'une catastrophe, car la «Vierge-de-bon-Port» «avait fait vingt fois le voyage de l'Amérique et fut l'objet de vingt paris qui se firent au Fort-Dauphin qu'elle ne pourroit pas doubler le Cap de Bonne-Espérance». Souchu de R. p. 117.

(258) — Le cœur du Président fut jeté dans la Manche, parce qu'on craignit qu'il portât malheur au navire. Souchu de R. p. 151.

(259) — Souchu de R. p. 152, 156, 165, 171, 187.

(260) — Dernis, t. I p. 139.

(261) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 21 et s.

(262) — Galemboule est aujourd'hui Fénérive; Antongil est Maroantsetra.

(263) — Souchu de R. p. 221.

(264) — Guët p. 72.

(265) — Souchu de R. p. 90.

(266) — Le second de Kergadiou, le Tourneur mourut à Galemboule, vraisemblablement empoisonné par le capitaine de l'*Aigle-Blanc* (Souchu de R. p. 103, 104, 105).

(267) — Sur Kergadiou, Hervé de Kersaint-Gilly, seigneur de Kergadiou, voir B. de La Rogerie, Les Bretons aux Iles de France et de Bourbon (Maurice et la Réunion) au XVII^e et au XVIII^e siècle, dans «Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne» — 12^e année — Tome XII, 1931, 2^eme partie et Souchu de Rennefort p. 105 et 106.

(268) — Carpeau du Saussay p. 72.

(269) — Carpeau du Saussay se trouvait à terre avec Champmargou au moment du naufrage dont il apprit le détail par six matelots rescapés. C'est lui qui donne la date du 11 juillet (Carpeau du Saussay p. 123, 130 170, 178), Fr. Martin, qui apprit l'événement le 26 septembre, de la bouche

- du maître de Chaloupe du «*Taureau*», donne une version un peu différente (Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 69, 70 et 79).
- (270) — Le «*Saint-Louis*», envoyé pour reconnaître les côtes de Madagascar, perdit son capitaine, de la Vigne, un commis, Guibillon, et neuf soldats ou matelots, qui furent tous assassinés par les Malgaches. (Carpeau du Saussay p. 179; Souchu de R. p. 221; «*Mémoires de l'Isle Dauphine du 1er octobre 1668*», Bibl. Nat. ms 9342 f. 67; Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 76 à 78).
- (271) — Souchu de R. p. 90.
- (272) — D'après Fr. Martin (Mémoires, éd. Martineau, I p. 60 et 68), le «*Saint-Paul*» était de retour dans la région de Galemboile le 17 avril 1666; il en partit pour le Fort-Dauphin le 27 août.
- (273) — Voir Carpeau du Saussay p. 90, 91, 94, 95.
- LA COLONIE NAISSANTE.
- (274) — Renaud, d'après Souchu de R.
- (275) — Guët p. 78.
- (276) — Guët p. 67 et Mémoire s'Etienne Regnault (Arch. Colon. C3, 1 — Liasse 1681).
- (277) — Lacaze p. 52. «*L'Isle Bourbon, l'Isle de France, Madagascar*», recherches historiques par le Dr. Honoré Lacaze, A. Parent, rue Monsieur-le-Prince, Paris 1880.
- (278) — J. Hermann p. 50.
- (279) — «*Vieux-Saint-Paul*» : qualificatif trouvé dans les titres de 1670 et fréquemment employé dans le Recensement de 1709.
- (280) — Pajot p. 7. «*Simple renseignements sur l'Isle Bourbon*», par Elie Pajot, Challamel éditeur, Paris 1887.
- (281) — Thomas P.L.U., «*Essai de Statistique de l'Isle Bourbon, considérée dans sa topographie, sa population, son agriculture, son commerce, etc...* suivi d'un projet de colonisation de l'intérieur de cette île». 2 volumes Bachelier éditeur, Paris 1828.
- (282) — Guët p. 71.
- (283) — Carpeau du Saussay p. 72 et Instructions remises à Montdevergue, 17 novembre 1665, AC. C5. 1. Hasse 1665.
- (284) — Carpeau du Saussay p. 75 et 79.
- (285) — Ibid. p. 73 à 89.
- (286) — Vingt jours d'après Montdevergue.
- (287) — Carpeau laisse entendre que ce fut avant le deuxième passage du «*Taureau*» donc avant mai; Montdevergue, dans son rapport (voir plus loin), désignera le mois d'août.
- (288) — Mission à l'Isle Bourbon du sieur Feuilley en 1704; AC. C3. 2. et dans Recueil Trimestriel, tome IV, n° 29, p. 30.
«*Recueil Trimestriel de Documents et Travaux Inédits, pour servir à l'Histoire des Mascareignes Françaises*», publié par A. Lougnon, Imprimerie Drouhet, Saint-Denis, Réunion, 1933-1949.

- (289) — Dépôt des Cartes et Plans de la Marine, Paris, portefeuille 218. En nous appuyant sur les Mémoires de Fr. Martin (éd. Martineau I p. 17), nous pensons pouvoir dater cette carte d'avant 1667.
- (290) — M. de Champmargou tente, mais en vain, le tour de l'Isle en chaloupe. Carpeau du Saussay, p. 86-87.
- (291) — Aux abords de ce qui est devenu Vohémar.
- (292) — Cuveron, Maximilien, François, né à Arras le 6 janvier 1634, reçu à Paris (St-Lazare) le 1er décembre 1656, ordonné prêtre en 1657, vœux à Paris en présence de M. de Lespinay, le 3 déc. 1658, arrivé à Madagascar le 10 juillet 1665, décédé à Madagascar en 1666. (Mém. IX p. 506-533)
D'après François Martin (Mémoires, éd. Martineau, I p. 70), Cuveron, «après avoir gagné la terre», serait retourné «à bord pour aider à sauver des malades» et aurait «péri dans cette action charitable».
- (293) — On sait que les houcres «*Saint-Louis*» et «*Saint-Jacques*» étaient montés par 122 hommes dont 50 colons et deux chefs de colonies. Quant à la qualité des colons recrutés, il est intéressant de citer une lettre (DXL) de Guy Patin à Falconet, du 9 juin 1665 : «On cherche ici des gueux et des misérables, tant hommes que femmes, pour les envoyer à Madagascar, afin de travailler et d'y peupler le pays. Cela déchargera un peu la France de tant de gens oisifs qui y abondent; mais il me semble qu'il serait bon d'y envoyer aussi des moines, car nous en avons beaucoup trop, et ici et ailleurs; ils n'aiment pas à travailler, au moins serviraient-ils à peupler, et ils ne servent ici à rien du tout...» (Clément III2 p. 415). L'exagération est manifeste, mais elle ne saurait enlever la part de vrai que contiennent ces lignes. Guy Patin et Falconet étaient des médecins. Faut-il rapprocher ce texte d'une phrase de Regnault dans son Mémoire, disant que certains colons étaient des «gens que l'on avait tiré de l'hospice général» ?
- (294) — Mémoire de Regnault, AC. C3. 1. Liasse 1681. Une copie de ce Mémoire existe aux Archives Coloniales de la Réunion, dossier 58, «Copies modernes de documents anciens», ainsi qu'à la Bibliothèque Nationale de Paris, collection Margry, Fr. Niles Acq. ms 9342 f. 133 à 135.

CHAPITRE QUATRIÈME

SECONDE EXPEDITION.

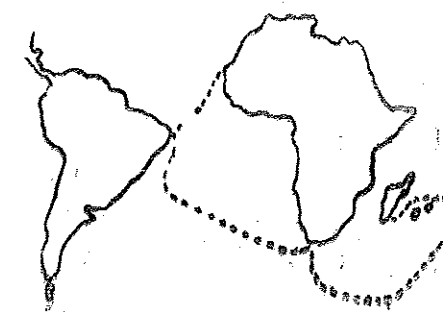
- (295) — Ce premier armement avait coûté 504.111 livres 14 sols 3 deniers, y compris 115.500 livres en réaux et marchandises pour le commerce. (Dernis I p. 139).
- (296) — Charpentier p. 112, 115, 116.
- (297) — Mélanges Colbert, vol. 121 bis, p. 655 et 946.
Voir notre article (à paraître) sur Caron.
- (298) — Arch. Aff. Etr. Asie 3 f. 17. Cf. sur Mr de Ligne, hollandais, B.N. Margry ms 9342 f. 90 et Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 100-101.
- (299) — Bebbber, Mariage et du Pont (Mémoires de Fr. Martin, I p. 203).
- (300) — La Boullaye le Gout, «Voyages et Observations», Paris 1653 puis 1657.
- (301) — Voir dans Charpentier p. 23 et 313 le texte de l'affiche, et les «Instructions pour l'engagement des Colons...»
- (302) — Cet armement devait coûter 59.195 livres 8 sols 6 deniers. (Pauliat p. 206).
- (303) — Voir notre article à paraître sur «François de Lopo, marquis de Montdevergue».
- (304) — Souchu de R. sous-titre de ses «Mémoires...» et p. 90.
- (305) — Voir notre article (à paraître) sur Mr de Faye.
- (306) — Arch. Col. C2. 2. f.231.

LA FLOTTE DE MONTDEVERGUE.

- (307) — Le nombre des canons est emprunté à Souchu de Rennefort, le tonnage à Pauliat et à Kaepelin.
- (308) — Le «Beaufort» était commandé par le Chevalier d'Humières, Le «Mercœur», par le sieur de Ruelle, L'«Infante», par le sieur de Kervin. (Souchu de R. p. 190).
- (309) — En mettant en regard les deux listes données par Souchu de R. (p. 190 et 191) des vaisseaux et de leurs capitaines, on obtient la répartition suivante :
- | | |
|--|--|
| de Montdevergue, Amiral, était à bord du | «St-Jean-Baptiste», avec deux lieutenants, de Lopo et Vimont (Souchu de R. p. 217) |
| de la Giraudière, | «Marie» capitaine : de Favet, |
| | premier Officier de la Flotte, : était sur le |
| | «Terrou» capitaine : de Boispéan |
| | «Saint-Charles» .. » la Garenne |
| | «Mazarine» » Gournay |
| | «Duchesse» » la Buche |
| | «Saint-Denis» » Chanlatte |

«Saint-Jean»	»	Louvel
«Saint-Luc»	»	Firlin
«Saint-Robert» ...	»	la Moësse

- (310) — Souchu de R. p. 191.
- (311) — Ces quatre Compagnies étaient commandées par «les sieurs Bechon, capitaine au Régiment de Duras; de Nez, de Navarre; de Merlimont, de Sahulemberg; et Derguien, de la Fère». Le premier et le dernier devaient périr avant d'atteindre Madagascar. (Souchu de R. p. 191).
- (312) — Pauliat p. 212.
- (313) — Lettre de Montdevergue, 20 février 1668, dans «Voyages Anciens...» de A. Loughon, p. 66. et Arch. de la Marine, B4. 3. f. 181.
- (314) — Pauliat p. 212 et Souchu de R. p. 191. Le décompte donnerait une trentaine d'enfants.
- (315) — Engelvin p. 13 et Mémoires de la Congrégation de la Mission.
- (316) — Kaepelin, «la Compagnie des Indes...» p. 12 et Dernis I p. 139.
«IL ENTREPREND UN LONG VOYAGE».
- (317) — Pauliat p. 217.
- (318) — Souchu de R. p. 195.
- (319) — Ibid. p. 239.
- (320) — Marque de l'Amiral.
- (321) — Souchu de R. p. 197.
- (322) — Fernambouc est aujourd'hui Pernambuco ou Recife. Les Directeurs envoyèrent du Brésil deux séries semblables de dépêches par deux voies différentes (Souchu de R. p. 211).
- (323) — Souchu de R. p. 198. Le capitaine du «Saint-Jacques» fut destitué.
- (324) — Souchu de R. p. 213.
- (325) — Itinéraire de la Flotte :
2 novembre : Fernambouc
10 décembre : cent lieues à l'est des Récifs Abrolhos (Amérique)
12 décembre : Isle de la Trinité (Martin Vaz)
16 décembre : Cap de Bonne-Espérance : False-Bay
17 décembre : » » : Baye de la Table (Le Cap).
- (326) — Souchu de R. p. 218. La baie de Saldaigne ou de Saldanha est ouverte sur l'Atlantique, au Sud-Ouest de l'Afrique, entre la Baie de Sainte-Hélène et le Cap, à environ 100 kilomètres au nord de Capetown.
- (327) — Le Cap de Bonne-Espérance se trouve par environ 34° Sud et 16° Est.
- (328) — Voici le schéma de cette navigation assez singulière, mais habituelle à cette époque :



ESCALE A BOURBON.

- (329) — Instructions, 17 novembre 1665, AC. C5. 1. liasse 1665.
 (330) — Lettre de Montdevergue, 20 février 1668, AM. B4. 3. f. 181.
 (331) — Souchu de R. p. 219.
 (332) — Lettre de Montdevergue, 20 février 1668.
 (333) — Deux houcres sont venus à Bourbon, d'où ils sont allés directement vers «Galemboulle et Antongil pour la provision du ris» (Souchu de R. p. 219 et 223). Nous savons aussi, par Montdevergue quels navires ont rallié directement le Fort-Dauphin; ce sont la «Mazarine», la frégate la «Paix», la «Duchesse» et le houcre (de) la Moësse. D'autre part, le «Saint-Denis» est disparu depuis Ténériffe, le «Saint-Jean» depuis le Cap, et la «Saumaque» est restée au Cap pour se faire radoubier. Il reste donc que seuls le «Saint-Luc» et le «Saint-Jacques» ont pu venir à Bourbon avec la Flotte de Montdevergue.
 (334) — Souchu de R. p. 219.
 ARRIVÉE A MADAGASCAR.
 (335) — Lettre de Montdevergue, 20 février 1668.
 Souchu de R. donne des dates différentes. «Le vingt-quatrième février... terre fut vue et reconnue pour celle de l'Isle Mascareigne...» «Le quatrième mars, douze jours après être arrivés, la Flotte lève l'ancre. «Le dixième mars, terre parut à la hauteur de vingt quatre degrez et demy...» (p. 219 et 220).
 (336) — Souchu de R. p. 220.
 (337) — Ibid. p. 221 et 222. Chérut, désigné pour passer aux Indes avec Caron, devra rester au Fort-Dauphin à cause du désordre de ses livres de comptes. Il en mourra de chagrin «quelque temps après» (Mémoires de Fr. Martin éd. Martineau, I p. 126 — cf. lettre de Caron, 15 octobre 1667, B. N. Margry ms 9342 f. 90).
 (338) — D'après Souchu de R. p. 220. La seconde flotte ne fut guère plus heureuse que la première; la mort y fit rapidement de profonds ravages, cf. lettre de de Faye et Caron à la Compagnie, B.N. Margry ms 9342 f. 92.
 (339) — «Les pièces de 58 sols» devaient être «reques pour 4 francs». Souchu de R. donne le détail des soldes, p. 222.
 (340) — «Les Directeurs... redonnèrent à 2 sols ce qui leur en coûtait 5» (Ibid.)
 (341) — Souchu de R. p. 223.
 (342) — Ibid. p. 226.
 (343) — Ibid. p. 224.
 (344) — Ibid. p. 226.

LE CLERGE DE MADAGASCAR.

- (345) — Souchu de R. p. 224.
 (346) — Roguet, Marin, Ignace, né à Marchies (Pas-de-Calais) en janvier 1634, reçu à Paris (St-Lazare) le 10 août 1658, vœux à Paris le 16 août 1660, départ pour Madagascar, le 14 mars 1666, départ du Fort-Dauphin, le 4 septembre 1674, retour à Paris, le 27 juillet 1676, par Mozambique et l'Inde, décédé à Paris, le 8 octobre 1676.
 (Mém. IX p. 508, 543, 546, 583, 590, 591, 593)
 Nous parlerons de Jourdié, plus tard, à propos de Bourbon.
 (347) — L'abbé Carré avait été chargé, par Colbert, d'accompagner Caron dans les Indes et de rédiger une relation des événements sans omettre de dé-

- crire les pays traversés. C'est ainsi qu'il écrivit son «Voyage aux Indes», publiés à Paris en 1699, chez Claude Barbin, in-12 en deux volumes, dédié à Madame la Duchesse de Montfort. Il suivit Caron jusqu'au 21 février 1671, date à laquelle il partit de Surate «sur un vaisseau anglais qui faisait voile à Bander-Abassy, d'où il prit son chemin par terre jusqu'au bord de la Méditerranée». Il avait, pour cela, «parcouru la Perse, d'où il s'était rendu en divers endroits de la Turquie, pour, finalement, s'embarquer à «Saïde» sur un vaisseau français (capitaine Coulon), qui le ramena à Marseille, le 9 octobre 1671. Il fit, par la suite, un second voyage aux Indes.
 (348) — Des quatre prêtres disparus durant le voyage, nous connaissons trois noms : Leroy, Grohan, Brisjone. Des quatre frères lazaristes, trois sont complètement identifiés : Gallet, Pilliers et Bouche; du quatrième, nous ne connaissons que le nom : Bourgoïn. Les Récollets (2 Pères et 1 Frère) nous sont encore inconnus.
 Leroy, Charles, né à St-Pierre de Fontenay (Avranches), le 2 juin 1631, reçu à St-Lazare, étant prêtre, le 31 octobre 1664, décédé en mer, le 15 décembre 1666. (Mém. IX p. 543)
 Grohan, décédé en mer, entre Ténériffe et le Brésil, le 15 décembre 1666. (Mém. IX p. 543).
 Brisjone, François, né à Tréfumel, (dioc. St-Malo), le 13 avril 16.., ordonné prêtre le 7 juin 1653, reçu à Richelieu, le 7 août 1654, départ pour Madagascar, le 14 mars 1666, débarqué malade aux Canaries. (Mém. IX p. 543)
 Gallet, Guillaume, coadjuteur, né à Allemant (dioc. Troyes) en 1636, reçu à Paris, le 9 août 1663, vœux à Paris le 23 août 1665, arrivé à Madagascar en 1667, décédé le 30 août 1674, massacré par les indigènes. (Mém. IX p. 543, 580, 592)
 Pilliers, Pierre, coadjuteur, né à Jossigny-en-Brie, le 16 avril 1633, reçu à Paris (St-Lazare), le 24 juillet 1663, vœux émis, le 25 juillet 1665, arrivé à Madagascar en 1667, massacré par les indigènes le 30 août 1674. (Mém. IX p. 543, 580, 592)
 Bouche, Jean, coadjuteur, né à Escarbotin, diocèse d'Amiens, en 1643, reçu à Paris, le 29 novembre 1662, vœux émis le 8 décembre 1664, noyé à Madagascar en 1668. (Mém. IX p. 562)
 Le Père Manié, arrivé en 1663, avec le Père Estienne, venait de mourir quand arriva la flotte de Montdevergue.
 Manié, Michel, né à Douai le 8 octobre 1636, reçu à Paris (St-Lazare), le 2 janvier 1658, vœux émis le 3 janvier 1660, décédé à Madagascar en février 1667. (Mém. IX p. 458, 530, 533).
 (349) — Mémoires de la Congrégation de la Mission (Relation de M. Bourrot et Lettres du Père Roguet) et Froideveaux, «Les Lazaristes à Madagascar au XVIII^e siècle», p. 232.
 (350) — Les «Mémoires de la Congrégation de la Mission» affirment que l'établissement de Madagascar, entre 1648 et 1674, coûta aux Lazaristes

«trente-et-un prêtres et dix frères, outre la perte de quatre prêtres séculiers». Nous pensons avoir retrouvé la plupart des prêtres et frères qui sont passés à la Grande Ile à cette époque.

DE FAYE ET CARON.

- (351) — Départ de France, le 23 décembre 1666; arrivée au Fort-Dauphin en août 1667.
- (352) — Souchu de R. p. 242. Vers le 15 octobre, d'après Fr. Martin, Mémoires, éd. Martineau, I p. 108.
- (353) — Le «*St-Jean*» quitta le Fort-Dauphin le 2 octobre 1668 (Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 139).
- (354) — François Martin, rentré au Fort-Dauphin le 2 septembre 1667, repartit pour Galemboulle sur le houcra «*St-Jean*»; ce bâtiment relâcha à Bourbon du 27 octobre au 5 novembre; il arriva à Galemboulle le 11 novembre et y trouva le houcra «*St-Robert*», parti en même temps que lui du Fort-Dauphin, mais arrivé quinze jours plus tôt parce qu'il était venu directement sans toucher Bourbon.
- (355) — La «*Force*», 500 tonneaux, et l'«*Aigle d'Or*», 600 tx, partis du Port-Louis le 20 mars 1668, devaient toucher Bourbon. L'«*Aigle d'Or*» ne le put faire à cause de l'inexpérience des pilotes (B.N. Margry ms 9342 f. 69), mais arriva au Fort-Dauphin le 28 août 1668. La «*Force*» relâcha à Mascarin du 4 au 22 septembre, et toucha le Fort-Dauphin le dernier jour de septembre 1668.

VICISSITUDES D'UN VICE-ROI.

- (356) — De Belleville, successeur de Fr. Martin à Galemboulle, ne fut pas à la hauteur de sa tâche; il fallut le rappeler, abandonner Galemboulle, puis Sainte-Marie et Antongil; envoyer chercher des vivres jusqu'à Surate. (Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 230).
- (357) — On ira jusqu'à accuser Montdevergue d'avoir contraint les officiers à rebrousser chemin.

LES COMPAGNONS DE REGNAULT.

- (358) — Souchu de R. p. 219.
- (359) — Barquisseau, Guet, Brunet...
- (360) — Jean Bellon, François Mussard et Claude Mollet.
Jean Bellon eut d'Antoinette Arnaud, un fils «*Estienne*», baptisé le 12 octobre 1667. Antoinette Arnaud faisant partie du groupe de femmes (B. 2) venues sur le «*Saint-Jean*», le 22 février 1667, il faut, ou que l'enfant ne soit pas de Jean Bellon, ou que celui-ci se soit trouvé avec Antoinette Arnaud à bord de la flotte, au moment de la conception de l'enfant.
François Mussard se maria, au Fort-Dauphin, le 27 novembre 1668, avec Marguerite Compiègne (Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièce 18). Aucune trace de lui à Bourbon avant 1670.
Claude Mollet et Jeanne de la Croix se sont mariés «au bourg de Saint-Denis, en l'église d'Oléron, le quinzième jour de janvier mil six cent soixante six» (Arch. Col. Réunion, dos. 118, n° 6). Ce couple n'a donc pu arriver qu'en 1667 à Bourbon.
- (361) — Le recensement de 1711, indique François Ricquebourg, Pierre Hibon et Athanase Touchard comme étant du «détris de Madagascar». Ils ne seraient donc venus à Bourbon qu'en 1676.

- (362) — Voir notre article (à paraître) sur «les premiers compagnons de Regnault».

- (363) — Ils firent dans l'Ile de gros dégâts. (Mém. de Fr. Martin, I p. 109).

CINQ JEUNES FILLES SUR UN ROCHER.

- (364) — Barquisseau p. 41 — Guët p. 93.
- (365) — Voir note 360. Antoinette Arnaud naquit vers 1643 (Recensement 1709).
- (366) — Claude Mollet, dit Labry, «de Lens diocèse de Paris» (B. 40, 45, 48, 59, 72, 96, 127), «natif de Roissy-en-Brexe, Evêché de Paris» (Arch. Col. Réunion, dos. 118, acte n° 1).
Les références aux pièces d'Etat-Civil de la Mairie de Saint-Paul (anciens registres de catholicité de l'Ile Bourbon) sont indiquées comme suit :
B.3 = acte de baptême n° 3,
M.2 = » mariage n° 2,
S.5 = » sépulture n° 5. Cf. note 382.
- (367) — Arch. Col. Réunion, dos. 118, n° 1 et 3 Cf. aussi B. 12, 40, 45, 48, 59, 61, 64, 68, 72, 96, 129, 137. Jeanne de la Croix naquit vers 1652 (Rect 1709) et mourut le 14 avril 1714 (S. 76). Veuve de Claude Mollet, elle s'était remariée à Pierre Hibon (B. 147), entre 1681 et 1685.

- (368) — B. 1 et B. 5.

- (369) — René Hoarau, dont le nom est si diversement orthographié dans les archives (voir B. 35, 46, 50, 68, 70, 76, 106, 86, 90 et Arch. Col. Réunion, Registre A1 des Ordonnances du Conseil Provincial 1674-1724), né vers 1640, mourut le 7 juillet 1706 (S. 27).
Le contrat de mariage, conclu le 1er avril 1667, au Fort-Dauphin, entre Laurens Louis Le Jeune et Marie Compiègne, cite parmi les amis un certain «Regnault Harault» (Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièce 8). René Hoarau serait-il passé par Madagascar avant de se fixer à Bourbon?

- (370) — B. 35. Cf. aussi B. 26, 36, 40, 41, 46, 47, 50, 51, 54, 68, 73, 77, 78, 87, 101, 102 b, 127, 133, 145, 147.

- (371) — B. 11, 31, 34, 35, 46, 58, 74, 80.

- (372) — B. 11. Hervé Dennemont et Léonarde Pillé eurent aussi deux filles, Geneviève (née le 6 juin 1673) et Suzanne (née le 15 septembre 1674), toutes deux baptisées le 25 novembre 1674 (B. 46, 104 et 157, 121, 139, Rect. 1731). Léonarde Pillé se remariera à Jean Brun dit Joly-Cœur vers 1679.

- (373) — François Mussard naquit vers 1635 (Rect 1709 et S. 41) et mourut le 1er février 1711 (S. 41) à 75 ans.

- (374) — Arch. Col. Réunion, dos. 54, Fort-Dauphin.

- (375) — Voir notre étude (à paraître) sur le registre d'insinuations du Fort-Dauphin, conservé aux Archives de la Réunion, dossier 54.

VISITES A MASCARIN.

- (376) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 109.

- (377) — Ibid.

- (378) — Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièce 14.

- (379) — Mémoires de Fr. Martin, I p. 109.

- (380) — Partis du Fort-Dauphin, le 15 octobre d'après Kaepelin, le 27 d'après Souchu de Rennefort.
- (381) — Voir notre article (à paraître) sur «L'affaire Marcara».
- (382) — Ces actes d'Etat-Civil ne sont que des copies, authentiques mais maladroites, effectuées «conformément à l'arrêté de M. le Gouverneur en date du 30 octobre 1860», sur les registres de catholicité des paroisses déposés aux archives communales en 1793. Ces copies furent faites en 1862 pour les baptêmes, en 1864 pour les décès; les mariages furent relevés à une date inconnue. Non seulement ces copies se ressentent de l'ignorance ou de la négligence du copiste, mais elles comportent des «lacunes» absolument irréparables. En effet, les Archives du Ministère de la France d'Outre-Mer possèdent les doubles originaux de ces registres de catholicité, mais seulement à partir de 1704, et, là encore, il y a des lacunes.
- (383) — B. 1.
- (384) — Partie de France le 20 mars 1668. la «Force» avait à bord le sieur Dellon, médecin de la Compagnie des Indes, qui laissa de son passage une description de Bourbon (Cf. «Voyages Anciens...» de A. Loughon, p. 69 à 74), et vraisemblablement le Père Montmasson, embarqué peut-être au Fort-Dauphin, et qui demeurera quelques temps à Bourbon.
- (385) — B. 3.
- (386) — B. 4 et 36. «Mirebault» avait été «relégué et exilé dans l'île de Bourbon pour avoir été l'auteur de la mort de deux nègres». Le 3 mars 1670, de Grandmaison, rédigeant un mémoire sur les ordres de Champmargou, demandait à Colbert «une lettre de cachet pour le rappel du nommé Mirebault (B. N. Margry ms 9342 f. 82 et AC C5A. 1. 1642-1754).
- (387) — B. 3.
- (388) — Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièce 15.
- (389) — «Hustache Jaro» de la paroisse Saint-Eustache de Paris n'est autre qu'Eustache Yard dit des Lauriers. Cf. B. 8, 27, 31, 34, 39 confrontés avec Arch. Col. Réunion, dos. 54 pièces 15 et dossier 58, concession du 1er mars 1690.
- (390) — Cf. B. 11, du 23 septembre 1669, où le parrain est M. de Launay.
- (391) — B. 21. Urville (Manche) à 58 kilomètres de Saint-Lô.
- (392) — Cf. B. 5 «Rainé Hérault, du pays d'Anjou», parrain.
- (393) — La «Force» fit escale à Bourbon du 4 au 22 septembre 1668, puis atteignit le Fort-Dauphin «le dernier septembre au matin» (Mémoire de l'île Dauphine du 1er octobre 1668, B. N. Margry, ms 9342 f. 69).
- (394) — Le «Saint-Paul», parti du Port-Louis le 10 ou le 13 avril 1669, apportait à Madagascar une importante correspondance du Roi et de Colbert destinée à Montdevergue, de Faye et Caron. A bord, étaient le Père Vacher et le Père Langlois. Le «Saint-Paul» atteignit le Fort-Dauphin le 2 octobre 1669.
- (395) — B. 9, 25 avril; B. 10, 29 juin 1669.

- (396) — B. 10. Les Archives indiquent un Claude Delorme au Fort-Dauphin le 20 mars 1666; un Mattieu de Lorme, également au Fort-Dauphin, les 31 mars, 21 août et 27 août 1667 (Arch. Col. Réunion, dos. 54). Etaient-ils apparentés avec Magdeleine Delorme?
- (397) — Souchu de R. p. 363, 364.
- (398) — Arch. Col. Réunion, dos. 157 et Registres A 1 et G 1.
- (399) — Relation de Dubois, dans «Voyages Anciens...» de A. Loughon p. 76 et 77.
- (400) — B. 11 et 62. L'origine de Hervé Dennemont nous est inconnue.
B. 12. Berneuil-Picardie, arrondissement de Doullens, 28 kilomètres d'Amiens.
- (401) — B. 17, 18, 19, 22, 26, 28, 29, 37, 39, 40. Moulins-Engilbert est à 15 kilomètres de Château-Chinon (Nièvre).
- (402) — Brancion (Saône-et-Loire), 29 kilomètres de Mâcon.
B. 20, 41, 43, 46, 56, 81, 88. Antoine Royer est marié avant 1679 à Marguerite Fereire ou Texere. Cf. B. 90, 111, et M. 34.
- (403) — B. 23, 80, 97, 131. Michel Esparon se marie vers 1679 à Françoise Chatelain veuve de Jacques Le Lièvre (B. 102 bis). Saint-Chamond est à 13 kilomètres de Saint-Etienne (Loire).
- (404) — B. 24, 87, 125, 126, 146, 156, 159, 160. Né vers 1637 (Rect 1709), marié à Marguerite Compiègne le 27 novembre 1668, au Fort-Dauphin (Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièce 18) François Mussard, eut trois enfants et mourut le 1er février 1711 (S. 41).
- (405) — B. 26. Cette Elisabeth Houareau serait-elle une sœur de René Hoarau? En tout cas, la femme de René Hoarau fut marraine de son premier enfant le 30 juin 1670. Dans la suite il n'existe dans la colonie, aucune trace ni de Henry Mangroles, ni de Elisabeth Houarau, ni de leur enfant. Il se peut qu'il y ait erreur de copiste; en effet, nous trouvons, dans les actes, une Elisabeth «Harno» ou «Hanno». Dans ce cas, veuve de Mangroles, Elisabeth se serait vite remariée avec Athanase Touchard. Cf. B. 58, 60, 70, 73, 98 bis, 160; Arch. Col. Réunion, dos. 118; Rect 1709. La «Veuve Touchard Athanase» mourut le 3 août 1729, à 75 ans (S. 710).
- (406) — B. 32, 52, 66.
La fameuse Françoise Chatelain de Cressy ou de Lorcy se mariera, au Fort-Dauphin, en 1674, avec Jacques Le Lièvre de Sauval, enseigne de Compagnie. Selon nous, elle ne fut pas veuve le jour de son mariage, comme on le dit, puisqu'on la mentionne encore en 1676 à Bourbon comme «femme de Jacques Le Lièvre» (B. 52), et que celui-ci figure encore dans les actes en 1678, 6 mars. Cf. note 567. Dans la suite, Françoise Chatelain se remaria trois fois :
— à Michel Esparon d'Acutias dit Latour, gentilhomme provençal, en 1678,
— à Jacques Carré du Talhouët, lieutenant de Vaisseau du Roi, en 1690,
— à Augustin Panon, le 17 juillet 1694. (D'après la «Descendance de Françoise Chatelain de Clorcy» par Vincent Boyer de la Giroday).
- (407) — B. 33.
- (408) — B. 38.

LA POPULATION DE BOURBON AVANT 1671.

6 couples Français-Française	Pierre Pau	— Anne Billard (j. 1670)
	Jean Bellon	— Antoinette Arnaud
	Hervé Dennemont	— Léonarde Pillé
	René Hoarau	— Marie Baudry
	Claude Mollet	— Jeanne de la Croix
2 couples Français-Malgache	François Mussard	— Marguerite Compiègne
	Henry Mangroles	— Elisabeth Houarau (?)
	Jean Mirebaud	— Anne Randranar.

(410) — Magdeleine Delorme.

(411) — Voir notre étude sur «les premiers esclaves à Bourbon».

(412) — En même temps que ces malgaches sont fort probablement venus à Bourbon les français dont les noms apparaissent dans les actes de Baptêmes à cette époque. Il est même possible, comme cela se fera fréquemment plus tard, que certains aient assuré le parrainage de leurs propres serviteurs (Pierre Véron, Antoine Royer, Michel Esparon, François Mussard, Jacques Le Lièvre, Gabriel Mouron).

A cette époque, les navires qui, à notre connaissance, sont passés de Madagascar aux Indes et ont pu se ravitailler à Bourbon avant d'affronter l'Océan Indien, sont les suivants :

le «*Salomon*» — il était au Fort-Dauphin le 9 mars 1669 (Souchu de R. p. 277), à Surate en mi-avril (Martin);

la «*Couronne*», la «*Mazarine*», le «*Petit-Saint-Jean*» — ils quittèrent le Fort-Dauphin le 12 août 1669 (Sottas, «*Histoire de la Compagnie Royale des Indes Orientales*» 1664-1719, Plon-Nourrit, Paris 1905, p. 28);

le «*Saint-Paul*», qui arriva à Surate avant le 8 mai 1670 (Kaepelin p. 63) et a dû partir du Fort-Dauphin en mars ou avril.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les échanges entre Madagascar et Bourbon ont été plus fréquentes sans doute que les textes subsistants ne le donnent à penser.

BOURBON S'ORGANISE.

(413) — Fr. Martin — relate son double passage dans l'Ile en 1665 et 1667; — plus tard, aux Indes, il écrit sa description de Bourbon. Montdevergue — touche Bourbon en 1667, description février 1668; Carré — touche Bourbon en 1667 (octobre); Dellon — en septembre 1668; Dubois — en octobre 1669; Vacher — en octobre 1669.

(414) — Voir notre étude (à paraître) sur les «Premiers colons de Ste-Suzanne»

(415) — L'odyssée extraordinaire du houere «Saint-Denis» mériterait d'être contée en détail. Ses éléments se trouvent dans Souchu de R., Montdevergue, Fr. Martin et les Archives.

(416) — Mémoires de François Martin, éd. Martineau, I p. 15 à 21.

(417) — Il semble qu'aux Indes François Martin et Etienne Regnault se soient entretenus des possibilités de Mascarin, tant leurs vues sont semblables sur le développement économique possible de l'Ile.

(418) — Dellon «*Relation d'un voyage des Indes Orientales*», dédiée à Monseigneur l'Evêque de Meaux, par Mr Dellon, docteur en médecine. A Paris chez Claude Barbin, au Palais, sur le Perron de la Sainte Chapelle. M.

DC. LXXXV. Il existe deux autres éditions, l'une à Amsterdam 1699, l'autre à Cologne 1771.

(419) — Dubois, «*Les Voyages faits par le sieur B. D. aux isles Dauphine ou Madagascar, et Bourbon ou Mascarenne, es années 1669-70-71 et 72. Dans laquelle il est curieusement traité du Cap vert, de la ville de Surate, des isles de Sainte-Hélène, ou de l'Ascension. Ensemble les mœurs, religions, forces, gouvernemens et coutumes des habitans des dites isles, avec l'histoire naturelle du pays*». A Paris, chez Claude Barbin, au Palais, sur le second perron de la Sainte Chapelle. M. DC. LXXIV.

(420) — Dellon, dans «*Voyages Anciens...*» de A. Loughnon, p. 73.

(421) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 15.

(422) — Dellon, dans «*Voyages Anciens...*» p. 70.

(423) — Abbé Carré, dans «*Voyages Anciens...*» p. 67.

LE CLERGE DE BOURBON.

(424) — Ce nom est souvent estropié. On trouve : «Louis anonyme de Matos» (Pajot) «dom Louis Matotino de Matos» (J. Hermann), «P. Monime de Matos» (Archives), «Louis de Lamonime de Matos» (A. Loughnon).

(425) — Il nous est impossible de dire de façon certaine pour quelle destination s'est embarqué le Père de Matos. A-t-il repris un poste d'Aumônier de marine? est-il retourné au Brésil ou au Portugal? s'est-il rendu aux Indes? Les Capucins (= Cordeliers) étaient arrivés aux Indes en 1636; les Capucins français étaient à Madras depuis 1640 (Guida delle Missioni Cattoliche, Roma, Union Missionnaire du Clergé, 1934 p. 585 b et 137 a).

(426) — Guët p. 93.

(427) — Pajot p. 7 parle de «l'église en bois, bâtie au «Vieux-Saint-Paul». Elle a subsisté longtemps. Elle est d'ailleurs nettement indiquée sur le plan de Saint-Paul dressé en 1720, et encore dans l'Hydrographie française de Belin sur une carte datée de 1763».

Nous avons vu figurer cette antique Eglise du Vieux-Saint-Paul sur les cartes suivantes :

— carte manuscrite de Flacourt,
— carte éditée par Flacourt (1658),
— prototype de Feuilley (1704) (douteux)
— carte de Boucher et Feuilley (1710),
— plan du quartier de Saint-Paul (1720?) par Etienne Champion, avec la mention «Ancienne Eglise de Saint-Paul».

(428) — «La paroisse dite de Saint-Jacques, Vieux Saint-Paul» (J. Hermann p. 50).

(429) — B. 1.

(430) — B. 2. Anne Billard, bientôt veuve de Pierre Pau, se remariera au Fort-Dauphin, le 18 novembre 1670, avec le soldat Michel La Dubé (Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièce 26).

(431) — B. 3.

(432) — Farchi, «*Petite Histoire de la Réunion*», les Presses Universitaires, Paris 1937.

(433) — Guët p. 98.

- (434) — Pierre Pau et Anne Billard; Jean Bellon et Antoinette Arnaud; Claude Mollet et Jeanne de la Croix.
- (435) — Jean Mirebeaud et Anne Randranar.
- (436) — François Mussard et Marguerite Compiègne.
- (437) — Acte de fondation des Lazaristes, 28 mars 1648, confirmé en 1653.
- (438) — Les Mariages dits «clandestins», aux termes du Concile de Trente, sont ceux qui sont conclus par simple consentement mutuel des futurs, sans la présence du «propre curé» (témoin qualifié) et de deux ou trois témoins. Le décret «Tametsi» des déclarait désormais invalides. Ils ont toutefois continué d'être reconnus valides dans les paroisses où les décrets de Trente n'ont pas été promulgués. En 1667, Bourbon était-il érigé en «paroisse» et «cure»? Les actes de baptême, tant de Matos que de Jourdié, le disent; mais l'érection fut-elle canonique? Et les décrets de Trente y furent-ils promulgués, qui imposaient la forme tridentine pour la validité des Mariages?
- Les décrets réformateurs du Concile concernant les mariages ne s'imposèrent que très lentement. C'est le Code de Droit Canonique de 1917 qui mit un point final à la lente progression victorieuse de la réforme catholique sur cette question. Cf. Dictionnaire de Théologie catholique, art. «mariage» et «Propre curé»; Dictionnaire de Droit Canonique, passim; Dictionnaire des connaissances religieuses, passim.
- Le Code de Droit Canonique, reproduisant les dispositions du décret «Ne temere», conserve quelques traces de l'ancienne législation sur la validité des mariages «clandestins»: de nos jours, en cas de danger de mort, et même en cas d'absence prolongée d'un prêtre ayant juridiction curiale, deux chrétiens peuvent s'unir par le sacrement de mariage par simple consentement devant deux témoins ordinaires.
- Canon 1098, 1° et 2°.
- S.C. Concilii, décret «Ne temere», 2 août 1907, art. VIII, A.S.S. p. 527
- Romana et aliarum, 27 juillet 1908, ad V, A.S.S. p. 511
- S.C. de Sacramentis
- Romana et aliarum, 13 mars 1910, ad I et III A.S.S. p. 193
- 31 janvier 1916, A.S.S. p. 36.
- (439) — B. 4.
- (440) — Le Père de Matos a pu s'embarquer aussi sur le houcra «Saint-Denis» ou sur la «Couronne» qui partirent du Fort-Dauphin le 2 août 1668, à destination de Sacator et Surate (Souchu de R. p. 247). Ces deux navires ont pu toucher Bourbon avant de cingler vers les Indes, ne serait-ce que pour y faire de «nouvelles provisions».
- (441) — B. 4 et 6;
- (442) — «Histoire abrégée de l'Ile Bourbon ou de la Réunion depuis sa découverte jusqu'en 1880», par un professeur d'histoire, p. 14.
- Almanach religieux de l'Ile de la Réunion, année 1863, p. 74.
- (443) — B. 4 à 41, sauf 9, 10, 11 qui sont de Montmasson.
- (444) — Jean Bellon et Antoinette Arnaud habitaient Saint-Denis «au bord de la rivière des Butors» (B. 41). Cette appellation géographique existe encore à Saint-Denis.
- Sur le «butor» de Bourbon, aujourd'hui totalement disparu, voir la description de Dubois et les explications de J. Hermann.
- (445) — Le Recueil Trimestriel... n° 34, indique 1668.

- (446) — Almanach religieux, 1863, p. 74. Le P. Engelvin dit également qu'il est venu en 1669 (p. 99). Voir aussi «Notice historique, géographique et religieuse sur l'Ile Bourbon ou de la Réunion», Versailles 1863, par Frère Hiéronymo, p. 7.
- (447) — Souchu de R. p. 227 et Mémoires de Fr. Martin, I p. 199 et S.
- (448) — B. 9, 10, 11.
- (449) — Dans l'Almanach religieux de la Réunion, 1863, on trouve que le Père Montmasson, «n'échappa au massacre de Fort-Dauphin et ne rentra miraculeusement en France que pour aller chercher une mort plus glorieuse au nord de l'Afrique. Devenu Vicaire Apostolique de la Régence d'Alger, il fut, en 1683 (sic), attaché à la bouche d'un canon et lancé sur les vaisseaux du Maréchal d'Estrées» (p. 74).
- Montmasson, Michel, né à S-Silvestre (Hte-Savoie), dioc. de Genève en 1639
- reçu à St-Lazare le 9 mai 1664,
- arrivé à Madagascar en 1665,
- vœux en octobre 1667,
- quitte Madagascar en 1674,
- rentre à Paris par Mozambique et l'Inde, le 27 juillet 1676,
- arrivé à Alger en 1684,
- mort à Alger, le 5 juillet 1688.
- (Mém. IX p. 506-593 Notices III p. 644-667)
- (450) — Collection des Ouvrages Anciens... t. III p. 344.
- Domingo Fernando Navarette, de l'Ordre des Prêcheurs, professeur de théologie au collège et à l'Université de Saint-Thomas de Manille, puis missionnaire en Chine et Supérieur de cette Mission. En 1671, il se rendait à Rome, dans le but de faire nommer Evêque le Père Lo (1616-1691), prêtre chinois de grande vertu, qui fut le premier évêque chinois. Après son escale à Bourbon, il rencontra au Fort-Dauphin (1671), Mgr Pallu, qui allait au Siam, et le détermina à écrire à Rome (lettre du 3 août 1671) en faveur du Père Lo. Le Père Navarette devint par la suite procureur général à la Cour de Madrid pour la Province de Rosario des Philippines. (Voir «Revue... des deux Mondes», 1er février 1949, l'article de Mgr Gillet, sur «le plus ancien évêque de Chine...»).
- (451) — «Histoire abrégée de l'Ile Bourbon» paragraphe 15.
- «Almanach religieux du diocèse de Saint-Denis» 1883 p. 84, 85. «Noël Tessier était le seul habitant de Sainte-Marie» (avant 1670). Les fils et gendres de Noël Tessier doteront plus tard la paroisse de Sainte-Marie et donneront les terres occupées aujourd'hui par le cimetière, l'église et le presbytère.

CHAPITRE CINQUIEME

INEXTRICABLES DIFFICULTES.

- (452) — Dernis I p. 132 et Jégou, « Histoire de la fondation de Lorient ».
- (453) — Souchu de Rennefort, p. 152 à 156.
- (454) — Cet équipement coûta 100.000 livres dont 45.000 en marchandises.
- (455) — Dernis I p. 139, 147 et 151.
- (456) — Ibid. p. 153, 154, 159, 161, 167, 170.
- (457) — Carpeau du Saussay (p. 298) écrit que le « *Saint-Paul* » avait chargé « cuirs de bœuf, cristaux, bois d'Ebène, et de l'Aloès »; Kaepelin (p. 18) affirme que sa cargaison « ne consistait qu'en soixante bûches de bois d'Ebène ».
- (458) — Dernis I p. 170. Situation de la Compagnie en juillet 1667 :
- | | |
|--------------------------------------|-------------------------|
| Recettes : versements des intéressés | 3.415.196 L. 13 s. 4 d. |
| » du Roi | 2.000.000 |
| Dépenses : Expédition des 18 vaisx. | 5.415.196 L. 13 s. 4 d. |
| Reste à la Compagnie | 2.649.893 L. 8 s. 5 d. |
- dont 13 Vx et plus de 14 sur chantier.

- (459) — Guerre de Dévolution avec l'Espagne.
- « IL FAUT ABANDONNER MADAGASCAR ! ».
- (460) — Dernis I p. 187, 191, 198.
- (461) — Arch. Col. C5. 1. liasse 1667-1668.
- (462) — Arch. Col. Réunion, dossier 54, passim.
- (463) — Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales, B. N. ms 6231 f. 4; Souchu de R. p. 243.
- (464) — Des lettres de Caron, parvenues par voie de terre, probablement par l'intermédiaire des Capucins d'Ispahan et des Carmes de Bassora, étaient arrivées en mai 1668.

L'ILE DAUPHINE PASSE AU DOMAINE ROYAL.

- (465) — « Copie du procès-verbal ou résultat de ce qui s'est passé au Louvre en présence de Sa Majesté... » le 15 décembre 1668, B.N. Margry ms 9342 f. 93.
- (466) — AC. C2. 62, f. 39.
- (467) — Souchu de R. p. 249.
- (468) — Lettres de Colbert du 22 janvier 1669 (Dernis I p. 228; AC. C5. 1. liasse 1669); « Mémoire sur l'Estat présent de la Compagnie... dans l'Isle Dauphine et dans les Indes » (Clément III2 p. 418) du 8 mars 1669; Mémoire du 30 mars 1669 (Clément III2 p. 434); Lettres du Roi du 9 mars

1669 (Clément III2 p. 427); du 30 mars 1669 (Ibid. p. 431). Les lettres du Roi et de Colbert sont aux Arch. Col. AC. C5. 1. liasse 1669.

- (469) — Lettre au sieur Caron, 31 mars 1669; à Monsieur de Faye, 31 mars 1669 (Clément III2 p. 436 et 439).
- (470) — Caron à Colbert, 9 janvier 1669, AC. C2. 62. f. 42.
- (471) — Arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 12 novembre 1670, seule pièce officielle qui mentionne l'abandon de Madagascar par la Compagnie et qui en est postérieure d'une année.

L'ESCADRE DE PERSE.

- (472) — Original avec signature et cachets, AC. C2. 62. f. 4.
- (473) — Instructions à Mr de la Haye, Versailles, 4 décembre 1669, dans Clément III2 p. 461.
- (474) — Lettre de Louis XIV au Supérieur des Capucins, St-Germain-en-Laye, janvier 1670, Arch. Mar., Ordres du Roi, 1670, f. 1 et dans Clément III2 p. 472.
- (475) — Souchu de R. p. 380; Pauliat p. 307; Sottas p. 43.
- M. de Turelles était, en 1652, capitaine de Galère à Marseille. Il mourut sur le « *Navarre* » aux Indes le 20 avril 1672 (Prévost, VIII p. 637; Clément III2 p. 84), le 23 avril d'après Martin I. p. 338.
- Voir dans Souchu de R. p. 380 et d'Epinay p. 56, le nom des autres capitaines de la flotte.
- Sur les difficultés que l'on eut à lever des équipages, voir les lettres du Roi et de Colbert, des 8 mars et 19 avril 1669, dans Clément III 1 p. 119 et 120.
- « Le « *Jules* », construit à Brest à forfait en 1661, l'année de la mort du Cardinal Mazarin, dont il portait le prénom, était un vaisseau armé de 18 pièces de canon de fonte et de 20 de fer... » (Sottas p. 49).

HEUREUX QUI COMME ULYSSE...

- (476) — Abbé Carré à Colbert, 22 janvier 1674, AC. C2. 62. f. 286.
- (477) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 304.
- (478) — Souchu de R. p. 380 et 381; Pauliat p. 331.
- (479) — Mémoires de Fr. Martin, I p. 305; Souchu de R. p. 380 et s.
- Montdevergue s'embarqua le 9 février 1671, surveillé à son insu par quatre sergents. Il débarqua au Port-Louis le 22 juillet 1671, fut enterré à la Citadelle de cette ville, puis au Château de Saumur où il mourut en janvier 1672. On l'avait rendu responsable de l'échec de la colonisation à Madagascar.
- Voir AC. F3. 238 f. 193-197; le procès, AC. C5. 1; Dernis I p. 267.
- (480) — Sur le « *Phoenix* » s'étaient embarqués en France « le sieur Pallu, Evêque d'Héliopolis, et d'autres missionnaires qui allaient à Siam et à la Cochinchine ». « La flûte l'« *Indienne* » avoit rencontré vers la hauteur du Cap de Bonne-Espérance, le vaisseau le « *Phoenix* », (dont) presque tous les matelots estoient morts ou hors d'estat de servir, et il se seroit sans doute perdu, si le capitaine la Clide ne luy eût donné trente hommes pour l'aider à le mener à Madagascar où il arriva aussi » (Souchu, p. 380). Durant son escale au Fort-Dauphin, Mgr Pallu donna la confirmation et conféra avec le R. P. Navarette des intérêts de la Mission de Chine (note

450). Les autres navires de la Compagnie, le «*Dauphin Couronné*» et le «*Vantour*», étaient passés directement du Cap aux Indes, conformément aux instructions données à de la Haye (Clément III2 p. 463). L'Evêque d'Héliopolis, mené par le «*Phœnix*» à Surate, s'y embarqua sur le «*Vantour*», au début de 1672, pour passer à Bantam et de là au Siam.

(487) — D'après Dubois, dans «*Voyages Anciens...*» de A. Loughnon p. 78.

VILLEGIATURE A L'ILE D'EDEN.

(482) — Les diverses relations de cette époque sont en désaccord pour les dates sans que nous ayons pu expliquer ces divergences. Voir, Bellanger, F. Boyer et Dubois, dans «*Voyages Anciens...*» p. 110, 102 et 79, et Souchu de Rennefort p. 383.

DUBOIS, secrétaire et Intendant de Champmargou, faisait partie de l'expédition, mais il était fort mal en point «étant demeuré perclus de tous ses membres» comme il le dit lui-même... ce qui a pu troubler ses esprits. cf. note 419.

FRANÇOIS BOYER était de suite de de la Haye. Il est l'auteur présumé d'un «*Journal du voyage des Grandes Indes*, contenant tout ce qui s'y est fait et passé par l'Escadre de Sa Majesté envoyée sous le commandement de Mr de la Haye, depuis son départ de la Rochelle au mois de mars 1670. Avec une description exacte de toutes les isles, villes, ports, bayes, rades, forces, richesses, trafic, mœurs et religion des Indiens. Ensemble la relation de la prise de San Thomé sur le Roy de Golconde, et plusieurs combats donnez contre les Indiens et Hollandois, jusques à sa sortie de ladite ville au mois de septembre». A Orléans, et se vend à Paris, chez Robert et Nicolas Pepie, rue S. Jacques au grand S. Bazille, 1698.

LOUIS AUGUSTE BELLANGER, sieur de Lospinay, gentilhomme vendômois, était comme F. Boyer, de la suite du Vice-Roi. On a de lui «*Mémoires de L. A. Bellanger de Lospinay, vendômois, sur son voyage aux Indes Orientales*» (1670-1675), publiés sur le manuscrit original et annotés par Henry Froideveaux, docteur ès-lettres, secrétaire-archiviste... Vendôme, typographie Charles Huet, 1895.

Mr du Tremblay, Commissaire de l'Escadre de M. de la Haye, écrivit un «*Journal*» de bord, resté inédit (AM. B4, 4 f. 80 et s.; copie à B. N. Margry ms 9345 f. 48 et s.)

Ce récit a l'avantage d'avoir été écrit au jour le jour. Avant de partir pour les Indes, du Tremblay était, en 1667, commissaire ordinaire de la Marine à la Rochelle; il passa à Rochefort, en 1670, avec le même grade, puis s'embarqua avec M. de la Haye (Clément III2 p. 548).

Souchu de Rennefort reproduit les dates de Dubois, dont il a pu s'inspirer pour rédiger la dernière partie de son ouvrage (1688), puisque Dubois est rentré en France sur le «*Barbault*» au début de 1673.

(483) — Antoine CADET, de Sézanne-en-Brie (B. 128 et Rt 1711), «chandelier» (Rt 1690), n. vers 1644 (Rt 1719), épousa avant 1686

(B. 128) Louise Nativel, née à Madagascar vers 1667 (Rt 1735). Il en eut trois garçons qui vécurent (Rts 1704 et 1719), et deux filles qui moururent en bas âge (B. 128 et 159). Antoine Cadet passa aux Indes avec sa famille en mai 1708 (Mémoire pour servir... d'Antoine Boucher, B. N. ms 9643) et revint à Bourbon en 1710. Il mourut le 13 août 1726 à 82 ans (S. 296) et Louise Nativel lui survécut jusqu'après 1735 (Rt 1735).

— Louis CARON, dit «la Pie» (B. 132), de Caudan près Lorient en Bretagne (Rt 1711), né vers 1641 (Rts 1709 et 1704), marié à Monique Péreire, des Indes, vers 1679; il en eut au moins dix enfants

(Rts 1690 et 1704); il mourut entre 1714 et 1719 (Rts); sa femme mourut à 75 ans le 4 août 1724 (S. 316).

— Guy ROYER, dit «l'Eveillé» (B. 182), naquit à Paris vers 1650 (Rt 1704); marié à Françoise Rosaire, des Indes, vers 1678

(B. 76), puis à Catherine Bellon vers 1687 (B. 182), il mourut le 27 avril 1719 (S. 146) à 75 ans.

— Julien DAILLEAU, dit «la Rose» (B. 83), de Sablé (Rt 1711), «natif de la paroisse de la Vuse, premier veneur du Roy, à quatre lieues du Mans» (B. 178), armurier (Rt 1690), né vers 1651 (Rt 1709), marié 1° à Domingue Rosaire, des Indes, avant 1680 (B. 83), dont il eut un garçon et deux filles (Rt 1690), puis 2° à Louise Fonsèque, des Indes, le 17 juin 1691 (M. 12); veuf entre 1704 et 1708, il mourut noyé dans la Rivière Saint-Denis le 10 février 1712 (Arch. Min. F. O. M., Etat-civil, Saint-Denis).

— Jacques LAURET, dit «Saint-Honoré», de Nevers (Rt 1711), né vers 1645 (Rt 1709), maître-tailleur (Rt 1690), marié d'abord à Vincentes Félive, des Indes, vers 1681 (B. 94 et S. 12), il en eut au moins 7 enfants (Rt 1704); veuf le 20 octobre 1698 (S. 12), il épousa Marie-Anne Fontaine le 3 novembre 1699 (M. 61) et en eut au moins deux enfants (Rt 1719).

— Pierre NATIVEL, tailleur de pierre (Rt 1690), né vers 1638 (S. 23), marié avant 1167 (Rt 1704). Sa femme est nommée soit Marie Fargin (B. 41), soit Marie Varay (M. 4.), soit Thérèse Paul B. 56-74-102-153), soit Thérèse Son (M. 14 et Rt 1708), soit Marie Varach (Rts 1704-1713-1719); ils eurent une dizaine d'enfants dont sept survécurent : seule, Louise naquit à Madagascar en 1667; les autres sont nés à Mascarin : 1671, 1674, 1675, 1677, 1679, 1681, 1682, 1685... Pierre Nativel mourut le 4 novembre 1701 (S. 23); sa femme avait 68 ans en 1719 (Rt 1719).

— Jacques FONTAINE, «menuisier, natif de la rue Neuve-St-Martin, paroisse St Nicolas des Champs à Paris» (B. 146), marié à Marie-Anne Sane, dont il eut au moins onze enfants, tous nés à Mascarin en 1672, 1673, 1675, 1676... (B. 43, 49, 51, 62, 71, 146, 149, 167, 168, 169, 170); il mourut avant décembre 1703 (Ar. Co. Ré. dos. 59, concession du 8 déc. 1703 aux enfants de feu Jacques Fontaine); sa femme lui survécut jusqu'au 19 mai 1709 (S. 32).

(484) — L'«*Indienne*» et le «*Saint-Jacques*» selon F. Boyer; l'«*Indienne*», le «*Saint-Jacques*» et le «*Saint-Jean-de-Bayonne*», d'après Dubois.

DEJA L'INDISCIPLINE.

(485) — Cf. J. Hermann p. 54 et Azéma, «*Histoire de l'île de Bourbon*».

(486) — Souchu de R. p. 384.

(487) — Journal de du Tremblay

(488) — Cette pierre sculptée a été retrouvée en 1823, au-dessous de la place d'armes, à Saint-Denis, entre la rue de la Victoire (ancienne rue Royale), et le «*bancassal*», construit sur le rivage en 1771 et démoli en 1937 pour raison d'urbanisme (H. Mondon, dans le Recueil Trimestriel n° 38, 1942). Elle a subi un dernier outrage : un «*artiste*» l'a recouverte de peinture à l'huile en même temps que les murs environnants; le relief est souligné de peinture noire!

(489) — F. Boyer, dans «*Voyages Anciens...*» p. 105.

(490) — B. 41.

- (491) — Jusqu'à l'arrivée du cordelier François Bonnet en novembre 1674. Le Frère Denis de Quimper, capucin, fit 3 baptêmes, à son passage en escale, le 20 novembre 1672.
- (492) — Voir dans Clément III 1 p. 119 et 147, note 2, un La Bretesche de Paris.
- (493) — Lettres et Rapports de Champmargou, 28 octobre 1671, AC. C5A. 1. 1642-1754.
- (494) — Prévost, VIII p. 628; Pauliat p. 347.
- (495) — Voir notre article sur «Jacob Blanquet de la Haye», dans le «Traité d'Union», Saint-Denis, Réunion, 1950.
- BOURBON, ESCALE DE LA MER DES INDES.**
- (496) — Kaepelin, «Escalaes Françaises sur la route de l'Inde», p. 58.
- (497) — Mémoire de de la Haye, 1er août 1671, AC. C3. 1 et B.N. Margry ms 9342 f. 100.
- (498) — Dubois, dans «Voyages Anciens...» p. 80.
- (499) — Ibid. Le «Breton» portait 100.000 livres à de la Haye (Ordres du Roy, Instructions pour le Capitaine Regnier-Duclos, 19 septembre 1670, dans Sottas p. 47), qu'il rejoindra à Goa le 25 janvier 1672 (Prévost VII p. 630). Le houcra en question devait être le «Saint-Louis», dont Sottas (p. 54) nous dit qu'il avait Chanlatte pour capitaine à son départ du Port-Louis. Le «Saint-Louis» arrive d'ailleurs à Goa un jour après le «Breton» et semble bien l'avoir suivi.
- Le «Guillot» et le «Barbault» tiraient leur nom de leurs capitaines respectifs; le «Saint-Denis» était commandé par le capitaine Fouillard.
- (500) — Voir notre étude (à paraître) sur les mouvements de vaisseaux entre France et Indes, de 1670 à 1719, et les escales faites à Bourbon.
- (501) — Le «Saint-Esprit».
- (502) — Instructions à l'«Eléphant», 28 septembre 1673, AM. B2. 21 f. 43
 » au «Coche», 3 août 1674, AC. B6. (1674) f. 37
 » au «Hardi», 5 avril 1675, AC. B6. (1675) f. 9
- (503) — Le «Jules» fera naufrage à Lisbonne. Voir notre article sur «Caron».
- (504) — Le «Robin» disparut et n'arriva pas en France.
- (505) — Ce sont : l'«Aigle d'Or», la «Couronne», le «Dauphin Couronné» en 1672; le «Vautour» en 1673; le «Soleil d'Orient», en 1674.
- JACQUES DE LA HURE OU LES MEFAITS DU «COUP DE BAMBOU».**
- (506) — «Archives de France, série M.M. 530 à 533» (?)
- (507) — Crestien, «Causeries Historiques», Paris 1881, Challamel, p. 20.
- (508) — Journal de voyage du «Breton», AM. B4. 5. f. 356-361.
- (509) — Dubois, dans «Voyages Anciens...» p. 81. Cf. lettre de Drouillard, 30 novembre 1688, B. N. Margry, ms 9342 f. 206.
- (510) — Notes de l'abbé Davelu, curé de Saint-Paul, sur l'île Bourbon, 1753, AC. F3. 1.; le «quartier Véron», si l'on en croit la carte de Feuilly de 1704, se trouvait à Saint-Denis, vers le «Butor».

- (511) — Bellanger, dans «Voyages Anciens...» p. 115. Dubois ne parle pas du meurtre de Véron; celui-ci semblerait donc postérieur au départ de Dubois qui s'effectuera le 4 septembre 1672, sur le «Barbault».
- L'ORDRE RETABLI.**
- (512) — AC. B6. f. 4. Cf. copie de la lettre à de la Haye et de la commission en blanc remise à Beauregard, Arch. Col. Réunion, dos. 158. La lettre destinée à de la Haye a pu lui parvenir par voie de terre, mais aucun texte n'en fait état. Beauregard, capitaine de la «Dunkerquoise», fera périr son bâtiment devant le Fort-Dauphin en mars 1674, comme nous le verrons. Il fera bénéficier d'Orgeret de la commission de Gouverneur de Bourbon que Louis XIV lui avait remise en blanc, mais seulement en février 1676, lorsqu'il passera par Bourbon sur l'«Heureuse».
- (513) — Rapport de Ricous, 17 décembre 1680, Arch. Col. Réunion, dossier 118 et AC. C3. 1.
- (514) — Bellanger de Lespinau, dans «Voyages Anciens...» p. 114-115.
- (515) — Les pièces de son procès sont aux Archives Nationales. Cf. note 506.
- (516) — Le texte authentique et original de l'Ordonnance de de la Haye fut envoyé en 1718 au dépôt des Chartes des Colonies à Versailles, en exécution de l'Edit de juin 1776 qui créait ce dépôt. En 1888, il s'y trouvait encore, classe parmi les «Codes des Colonies». Les Archives Coloniales de la Réunion n'en possèdent qu'une copie mutilée. Cf. Arch. Nat. F3 208 f. 17 à 20.
- (517) — Bellanger de Lespinau, dans «Voyages Anciens...» p. 115.
- (518) — Ibid.
- (519) — L'acte de baptême n° 42, 20 novembre 1672, signale une femme dont le nom est de consonance indienne, «Marie Mandemarvan», mariée à Denis Arnou, et installée avec lui «à la Ravine des Chèvres, en l'île de Bourbon». La femme de Denis «Arnoul» ou «Arnould» s'appelle Marie Morem dans M. 16 et M. 24. Ailleurs cette femme est dite de Madagascar. Quoi qu'il en soit de ses origines, des Indiens ont pu passer antérieurement à Bourbon sur la «Couronne», en avril 1671, ou sur le «Barbault» en août 1672.
- (520) — Denis ARNOU, marié à Marie Morem ou Mahon; a deux enfants à Mascarin en novembre 1672 (B. 42) et en 1677 (B. 61);
 il meurt avant 1690 (Rt 1690).
 — Nicolas PROU, marié à Marie Toute, il en a une fille, Hélène, le 26 août 1674 (B. 127), signe la lettre du 16 novembre 1678, et meurt aussitôt après; sa femme est remariée dès 1679.
 — Julien ROBERT, marié à Péline Campelle, il en eut six enfants au moins (Rt 1690); inculpé dans l'affaire Vauboulon, les pièces du procès indiquent qu'il était depuis vingt-cinq ans dans l'île, soit 1672.
 — Jean PERROT, ses parents étaient de l'île d'Ouessant (M. 29), né vers 1651 (Rt 1711), marié à Anne Brun, de Mascarin, le 1er août 1695, «ancien de Madagascar», (A. Boucher), «du Croisic, depuis 1674 dans l'île» (Rt 1711), meurt entre 1714 et 1719 (Rcts).
- AUMONIER D'OCCASION.**
- (521) — B. 41, 42, 43, 44. Le «Jules» ne paraît pas être allé à Saint-Paul. Le Frère Denis de Quimper échappera au naufrage du «Jules», dans la

rivière de Lisbonne, le 5 avril 1673. (Lettres de Colbert, Clément III 2 p. 562 et III 1 p. 210).

(522) — B. 127 et B. 146.

(523) — B. 45 et 46. Ces deux actes dressés «selon le rapport du père et de la mère» et signés «Bernardin de Quimper, Capucin», ont fait penser à des lecteurs que ce prêtre était passé, dans l'Ile, en novembre 1674. Ce ne sont que des actes de notoriété dressés après coup. Nous savons d'ailleurs que le Père Bernardin accompagna M. Baron, à San Thomé, «tant dans son transport que dans son retour» à Surate, soit d'avril 1673 au 26 août 1675. Il ne pouvait donc pas être à Mascarin en 1674. Cf. Mémoire du Père Bernardin; Mémoires de Fr. Martin I, et correspondance de Baron, AC. C2. 62. f. 314-318.

(524) — Tableau des Baptêmes conférés à Bourbon de 1667 à 1674 :

1667 :	2 baptêmes d'enfants	
1668 :	5 »	
1669 :	4 »	
1670 :	3 »	
1671 :	5 »	
1672 :	4 »	
1673 :		
1674 :	5 »	

et 22 baptêmes d'adultes

Il faut remarquer que le Père Jourdié a quitté l'Ile en 1671, que le Père Denis de Quimper y a fait, au passage, 4 baptêmes en 1672, qu'aucun prêtre n'a visité les colons en 1673, que les baptêmes de 1674 ont été administrés par les aumôniers du «Velse» et du «Ramequin».

(525) — B. 47.

(526) — Souchu de Rennefort p. 387; Pauliat p. 390.

(527) — Souchu de R. p. 387 et Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, I p. 674.

CHAPITRE SIXIÈME

ACTIVITES MARITIMES DE 1670 A 1674

(528) — «Mémoire pour la Compagnie des Indes Orientales», Paris 30 novembre 1670, dans Clément III 2 p. 507 et 508.

(529) — Dernis I p. 261.

(530) — Ibid. p. 252.

(531) — Lettre de Colbert à Colbert du Terron, AM. B2. 14. f. 167.

(532) — D'après Kaepelin p. 35 Sottas donne, comme date de Départ, décembre 1670.

(533) — Kaepelin p. 34; Sottas p. 55.

(534) — «Propositions sur les avantages que l'on pourrait tirer des Etats de Hollande pour l'augmentation du commerce du Royaume», rédigées par Colbert, dans Clément II p. 659. Voir dans Kaepelin p. 36, une note du 8 juillet 1672, où Colbert jugeait souhaitable «que la Compagnie des Indes Orientales d'Hollande fût partagée également entre les Français et les Hollandais...» et où il prévoyait en détail la réalisation pratique de ce projet.

(535) — «Ordres du Roy», 7 février 1672.

(536) — La Compagnie aux Directeurs de Surate, 26 août 1673, AC. C2. 4. f. 168.

(537) — AM. B2. 24. f. 97 et 282.

(538) — Sottas p. 56.

(539) — Ibid. p. 57.

(540) — Ils furent vendus à Surate, le «Saint-Paul», 250 tx, 18.000 livres
le «Saint-François», 600 tx, 45.000 livres.

(541) — AC. C2. 62. f. 39, et «Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales», B. N. ms 6231 f. 4 et 5.

(542) — Kaepelin p. 37.

(543) — L'«Aigle d'Or» avait du relâcher à Lisbonne à cause de la guerre; Colbert envoya un vaisseau du Roi pour l'escorter (AM. B2. 18. f. 208). Le «Dauphin Couronné», qui avait quitté Surate le jour où de la Haye y arrivait, toucha à Belle-Ile en juin (Dernis I p. 271, 276).

L'ordonnance royale qui prescrivait aux Directeurs de verser un dividende de 5 % à ceux qui avaient versé toute leur souscription était signée Louis et Colbert (AC. C2. 3. f. 146), mais il ne fut pas question de cette répartition lors de l'Assemblée générale de 1675.

(544) — Le «Vautour» avait quitté Bantam le 22 octobre 1672 (AC. C2. 4. f. 168); en relâchant à l'Ile de Sainte-Hélène, il tomba sur une flotte hollandaise qui cherchait à s'emparer de l'Ile. En coupant ses câbles, il put s'échapper avec quelques navires anglais et gagna avec eux la Baie de Tous-les-Saints au Brésil, avant de regagner la France (Sottas p. 36). Il ne rapportait que 136.000 livres de marchandises, ce qui était loin de couvrir les frais de l'armement.

(545) — Dernis I p. 271.

LA «DUNKERQUOISE».

- (546) — Dernis I p. 290.
 (547) — Le Roy à Mr de la Haye, 27 février 1673, AC. F3. 238. f. 215.
 (548) — Sottas p. 47; Kaepelin p. 654.
 (549) — La capitulation de Trinquemalé eut lieu le 19 juillet 1672, et l'occupation de San-Thomé le 25 juillet 1672.
 (550) — Instructions du Roy au capitaine de Beauregard, 27 février 1673, AC. B5. f. 11 et Arch. Col. Réunion, dos. 118;
 (551) — Ce texte donne à penser que Regnault, l'ancien Gouverneur de Bourbon, était rentré en France, d'où il se serait trouvé prêt à repartir au début de 1673. On le retrouve aux Indes :
 en 1679, sous-marchand au comptoir de Surate (Etat des Employés au service de la Compagnie qui sont aux Indes, 31 août 1679, AC. C2. 5. f. 10)
 en 1680, il est employé à Souwali, Brodera, et Ahménabad.
 en 1686, il passe à Pondichéry,
 en 1687, à Ougly (Bengale) (Fr. Martin II passim).
 Ce Regnault serait mort à Ougly le 4 septembre 1688 (Fr. Martin III p. 1)
 Cependant les Archives des Colonies signalent un Regnault à Chandernagor jusqu'après 1704 (par exemple Arch. Col. C2. 65. f. 138 et AC. C2. 67. f. 175).

PREOCCUPATIONS MERCANTILES.

- (552) — Souchu de R. p. 388.
 (553) — Lettre de la Bretesche à Colbert, 28 février 1674, AC. C5. 1. 1674.
 (554) — Dans sa lettre du 28 février 1674 à Colbert, la Bretesche rappelle qu'il avait envoyé une autre lettre au même, «en date du premier Février 1673, par la voie du navire le «Robin», commandé par le sieur de Courbaçon...» (AC. C5. 1. 1674).
 (555) — Champmargou était à Madagascar depuis environ 1654, si l'on en croit sa lettre du 29 octobre 1671 à Mgr. Colbert, où il affirme : «Il y a dix-sept ans que je suis dans l'Isle...» (AC. C5. 1. 1674 et B. N. Margry ms 9342 f. 102. On sait qu'en réalité Champmargou était arrivé par la flotte de la Roche Saint-André, en 1656.
 (556) — Souchu de R. p. 388.
 (557) — Pauliat p. 372.
 (558) — Souchu de R. p. 388 et lettre de la Bretesche du 28 février 1674.
 (559) — Cf. note 349.
 (560) — Souchu de R. p. 388.
 (561) — Lettre de la Bretesche, 22 août 1674, AC. C5. 1. 1674.

LE «BLANC-PIGNON».

- (562) — «Ordres du Roy», 10 novembre 1673.
 (563) — Le 4 mars 1671, le «Soleil d'Orient», commandant Lebreda (d'Estra «Relation ou Journal d'un voyage fait aux Indes Orientales» Paris 1677 in-12 p. 2), quittait le Fort-Louis ayant à son bord le Directeur Gueston. Démâté par la tempête à une centaine de lieues du port, il dut se réfugier à la Rochelle. Gueston s'embarque alors sur le «Saint-Esprit». Le 12 mars 1672, le «Soleil d'Orient» appareille de la Rochelle avec de Boispéan pour capitaine. Il partait avec 200.000 livres destinées à de la Haye («Ordres du Roy», 7 février 1672). Il fut forcé de relâcher à la côte de

Mozambique, à cause de son équipage décimé par la maladie. En septembre 1673, on le trouve à Surate après une traversée de 17 mois. Il quitte ce comptoir le 4 janvier 1674 pour rejoindre la Rochelle le 12 juillet 1674 «avec les livres de Surate et de l'île Dauphine». (D'après Dernis, H. Weber, «La Compagnie française des Indes» (1604-1875) Paris 1904, Kaepelin, Sottas).

- (564) — Souchu de Rennefort, p. 389.
 (565) — Lettre de La Bretesche à Colbert, 22 août 1674 (AC. C5. 1. 1674).
 (566) — Souchu de R. p. 390.
 (567) — Aussi, jusqu'à preuve du contraire, et en nous appuyant sur les raisons énoncées à la note 406, nous tenons pour légende l'histoire de Françoise Chatelain, mariée au Fort-Dauphin avec Jacques Le Lièvre et veuve le jour même de ses noces. Notre thèse est confirmée par la lettre de la Bretesche du 10 décembre 1675, où il affirme catégoriquement que le Gouverneur de Mozambique confisqua pour ses hommes toutes les françaises libres, filles ou veuves, lors du passage des rescapés du Fort-Dauphin. Il ne laissa partir que les femmes, mariées à des Français, qui se trouvaient en compagnie de leurs maris.
 (568) — Souchu de R. p. 390, et «Mémoires sur la Compagnie des Indes Orientales» B. N. ms 6231 f. 8.
 (569) — Rapport de la Bretesche à Colbert, Daman, 9 décembre 1675 (AC. C5. 1. 1675). Fr. Martin, «sur le rapport de gens qui étaient sur les lieux», affirme que la Bretesche n'était pas à la hauteur de sa tâche. Averti longtemps à l'avance que les Noirs préparaient une conjuration contre les Français, il en négligea l'avis. La veille même du massacre, il fut de nouveau alerté, mais il «ne s'en mit pas plus en peine». Après le massacre, il prit la tête de trente ou quarante hommes afin de sauver «quelques français qui tenaient encore dans leurs habitations», mais «son peu de résolution» fit bientôt abandonner cette entreprise. Malgré l'avis des anciens qui prétendaient qu'on était «assez fort pour se soutenir», il fit évacuer le Fort-Dauphin en sauvant son bien qui était assez considérable, car il «avait assez bien fait ses affaires depuis qu'il était en charge». En partant, «on laissa à la discrétion des Noirs quantité de choses qui étaient dans le Fort; on abandonna des Français qui étaient allés chez un Grand de ces quartiers, notre ami; on laissa aussi deux Françaises qui étaient dans leurs habitations». (Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, II p. 29 et 30).

LES RESCAPES

- (570) — Dans sa lettre à Colbert du 9 décembre 1675, la Bretesche écrit : «Je fus obligé d'en laisser à trois lieues de là» (= une partie des survivants français que la Bretesche ramenait de la campagne). Peut-être faut-il identifier ces malheureux avec ceux dont parle Pauliat (p. 374) : «Un certain nombre des Français dont les communications avaient été coupées avec Fort-Dauphin lors de l'attaque des indigènes, s'étaient échappés de leur côté, en traversant l'île jusqu'à la baie de Saint-Augustin (= Tuléar), d'où grâce à des navires de passage, ils avaient pu se faire transporter, qui dans une direction, qui dans une autre».
 (571) — Il est vraisemblable que les deux frères lazaristes survivants et le «prestre missionnaire» destiné à Bourbon, sont morts pendant cette traversée pénible, car on sait qu'ils sont morts en mer (Annales de la Congrégation de la Mission).

- (572) — Lettre de la Bretesche, 9 décembre 1675.
- (573) — Voici les dates qui jalonnent l'histoire de Françoise Chatelain et de son premier mari :
 « 20 juillet 1670 » — Jacques le Lièvre, de Rouen, parrain à Bourbon (B. 32)
 1674, 1675, 1676 — Françoise Chatelain à Madagascar, Mozambique et Surate,
 mai 1676 — Françoise Ch. arrive à Bourbon sur le «*St-Robert*»
 « 18 octobre 1676 » — «*Françoise de Cressy*, femme de Jacques le Lièvre»,
 marraine à Bourbon (B. 52).
 « 12 avril 1677 » — «*Françoise Chatelain de Cressy*», marraine (B. 57)
 « 6 mars 1678 » — «*Jacques le Lièvre*», parrain (B. 66)
 12 septembre 1680 — baptême de Marie Esparon, née du «*légitime ma-*
 (ou 1681) riage entre Michel Esparon, dit Latour, et Fran-
 çoise Chatelain» (B. 102 bis).
- (574) — Lettre de la Bretesche, 9 décembre 1675.
- (575) — Le «*Rubis*» avait pour commandant M. de l'Estrille et était à Mo-
 zambique avant le «*Blanc-Pignon*» (Lettre de la Bretesche, 9 déc. 1675).
- (576) — Baron à Colbert, 23 décembre 1675, AC. C2. 62. f. 318.
- (577) — La Bretesche à Colbert, Daman, 9 décembre 1675. La Bretesche expli-
 quait ainsi l'abandon du Fort-Dauphin : «... quelques habitants, voyant
 que je ne voulais point consentir à leur demande (d'embarquement), di-
 rent qu'ils m'assassineraient, et, quand on ne voudrait pas les embar-
 quer, qu'ils s'en iraient de l'autre côté de l'île; ce que voyant, j'ai été
 obligé à y consentir».
- (578) — Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, II p. 169.
- (579) — Baron à Colbert, 24 janvier 1676, AC. C2. 62. f. 323.
- LE «DEBRIS DE MADAGASCAR» A BOURBON.**
- (580) — Le «*Blanc-Pignon*», le «*Rubis*», et divers bâtiments portugais qui se
 trouvèrent avec eux à Mozambique (Lettre de la Bretesche).
- (581) — Le «*Saint-Robert*» avait quitté Surate le 5 avril («*Mémoire du R.P.*
 Bernardin sur l'île Bourbon», Brest 1687, AC. C3. 1); il atteignit Bour-
 bon en mai.
- (582) — Mémoire du Père Bernardin, dans Recueil Trimestriel n° 29 p. 57 et s.
LA FIN D'UNE ODYSSEE TRAGIQUE.
- (583) — Georges DAMOUR, de Pantin (Rt 1711), était né vers 1640 (Rt 1704)
 arrivé à Bourbon en 1676 (Rt 1711), «un de ces
 anciens de Madagascar» (A. Boucher, f. 31), il épousa Marie Assob
 (ou Tout) vers 1679 (B. 92) et eut une nombreuse postérité (B. 124,
 126, 215...).
- (584) — Pierre HIBON, de Calais (Rt 1711), paroisse Notre-Dame (Rt 1719),
 né vers 1643 (S. 299), ancien de Madagascar (Rts 1690
 et 1711 — A. Boucher), potier et maçon (A. Boucher), marié à Jeanne
 de la Croix, veuve de Claude Mollet, vers 1684; meurt le 7 septembre
 1726 (S. 299).
- (585) — Samson LEBEAU, dit «la Fleur», de Tours (Rts), né vers 1655 (Rt
 1709), «du débris de Madagascar» (Rt 1711), «de
 ces anciens de Madagascar» (A. Boucher, f. 39), épouse Domingue Ro-
 saire, des Indes (Rts 1690, 1704, 1709, 1711 et B. 112, 201, 212...), meurt le
 31 mars 1720 («*Répertoire des Actes de Naissances, Mariages et Décès*
 de 1704 à 1766, Extrait des Registres déposés à la Mairie du quartier de

- Ste Suzanne, île Bourbon, 1er novembre 1823» — ce «*Répertoire...*» est
 la seule trace qui soit restée à Bourbon des premiers registres de catho-
 licité de Ste-Suzanne; heureusement une copie, originale mais incomplète,
 de ces registres subsiste aux Archives du Ministère de la F.O.M. —
 Le même «*Répertoire*» ajoute à propos de Samson Lebeau «en cette
 île en 1688».)
- (586) — Jacques MAILLOT, dit «la Brière», de Normandie, laboureur (Rt
 1711), né vers 1651 (Rt 1709), soldat à Madagascar
 avec de Montdevergue, «de la déroute de Madagascar» (A. Boucher
 f. 22), épouse Andrée Têxère, des Indes, vers 1679 (B. 89 et Rt 1690) puis
 Marie-Madeleine Dailleau, vers 1700 (Rt 1709), «depuis 35 ans dans
 l'île» (Rt 1711).
- (587) — Pierre MARTIN, de Gascogne (Rt 1711), de «Bourdau» (Rt 1709),
 maître-tailleur (B. 64), «couturier de l'archevêché
 d'Auch (B. 195), passé à Madagascar avec Mr de la Haye, vint à Bour-
 bon «après la déroute de Madagascar et le massacre qu'on y fit des
 français» (A. Boucher, f. 26), marié à Nicole Coulon, soit au Fort-Dau-
 phin en 1674, soit à Bourbon après mai 1676; leur premier enfant est du
 23 décembre 1677 (B. 64); Nicole Coulon, de Paris (Rts 1704 et 1709)
 mourut le 18 août 1713 (Arch. Min. F.O.M., Saint-Denis); Pierre Martin
 a 83 ans en 1714 (Rt).
- (588) — François RICQUEBOURG, d'Amiens, paroisse de Saint-Germain (B. 172)
 né vers 1645 (S. 324), «ferandier» (Rt 1711),
 «du débris de Madagascar» (Rt 1711), «ancien de Madagascar» (A. Bou-
 cher), marié à Anne Bellon vers 1687 (B. 171 et Rt 1690), décédé le 29
 janvier 1728 (S. 324).
- (589) — Lézin ROUILLARD, de Lyon (Rt 1711), du Pont-de-Clay (S. 15), du
 «Bourg des Havants de St Mauril au Pont de Sé
 (B. 162), diocèse d'Angoulême (Abbé Maujean, B. N. Margry ms 9340; Îles
 de France et de Bourbon : copie des registres de l'Etat-civil de Saint-
 Paul dans l'île Bourbon 1667-1704, f. 217, et de Saint-Denis dans la mê-
 me île 1691-1718, f. 218); né vers 1636, il mourut le 7 septembre 1699 (S. 13).
 Il avait épousé clandestinement, dit l'abbé Maujean, la veuve de Jean
 Bellon, Antoinette Arnaud (B. 162), «à minuit, le jour du départ de sa
 révérence», le Père Bernardin, c'est-à-dire le 30 novembre 1686. Il semble
 n'en avoir eu qu'un enfant qui mourut quelques jours après sa nais-
 sance (B. 162).
- (590) — D'après Bourde de la Rogerie, «Les Bretons aux Îles de France et
 de Bourbon (Maurice et Réunion), au XVIIe et au XVIIIe siècle» (Mé-
 moires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne, t. XII
 1931, 2e partie), Noël Texier, d'Elven, aurait, en 1697, quitté la France
 «depuis longtemps»; «Breton du débris de Madagascar» (Rt 1711), «ve-
 nu à l'île de Bourbon après la déroute de Madagascar» (A. Boucher),
 il était laboureur (Rt 1711), établi à Ste Marie (Rt 1690 marié à Anne
 Mous (B. 200), ou Jeanne Mous (B. 210), il eut beaucoup d'enfants
 (B. 200, 210, 227... Rt 1709). Il serait né à Vannes vers 1634 (Rt 1704).
- (591) — Athanase TOUCHARD, laboureur, d'Issy près Paris (Rt 1711), né
 vers 1643 (Rt 1709), «du débris de Madagascar»
 (Rt 1711), «un de ces anciens de Madagascar... vit comme un saint»
 (A. Boucher), marié à Elisabeth Harno (cf. note 405) vers 1676 (B. 58)
 il meurt le 16 août 1715 (S. 93).

- (592) — Pierre COLLIN, arrivé dans l'Ile en 1676 (B. 52), marié à Catherine Mise (M. 38 et Rt 1690), eut deux filles, mourut avant 1690.
- (593) — François CAUZAN, né en 1672 à Madagascar, de Paul Cauzan et de Anne Case (M. 17); sa mère épousa en secondes noces Gilles Launay vers 1678; François Cauzan se marie le 29 juin 1692 à Louise Payet (M. 17); Antoine Boucher fait l'éloge de ce couple. François Cauzan mourut le 7 juin 1715 (S. 88).
— François GRONDIN, fils d'Estienne Grondin et de Louise Siaxam (M. 24), né à Madagascar vers 1672 (Rt 1709), épouse Jeanne Arnou, veuve Brocus, le 6 juin 1694 (M. 24 et Rt 1709).
- (594) — François DUHAMEL, dit «la Vannée» (B. 112), de Normandie près Coutances (Rt 1711), «ancien de Madagascar où il a servi comme soldat» (A. Boucher), «depuis 1677 dans l'Ile» (Rt 1711), «Concierger de la Maison Royale de Sainte-Suzanne» (B. 112), il épouse Laurence Mila, veuve de Guillaume Boyer vers 1690 (Rts).
— Antoine PAYET, dit «la Roche» (B. 170), du Dauphiné (Rt 1709), né vers 1640 (S. 37), «ancien de Madagascar où il a servy comme soldat» (A. Boucher), marié à Louise Siaxam en 1677 (B. 79, 131 et Rts), décédé le 7 mai 1710 (S. 37).
— François RIVIERE, dit «Champagne» (B. 103), né vers 1647 (S. 24), obtient une concession le 23 décembre 1677, épouse Marie-Anne Case vers 1680 (B. 103), puis Thérèse Héros, des Indes, vers 1689 (B. 239), 5 enfants (Rt 1709), décédé le 14 janvier 1702 (S. 24).
— François VALLEE, de Normandie, né vers 1644 (Rt 1704), signe la lettre du 16 novembre 1678, épouse Marie Mahon, veuve Arnou (Rts 1690, 1704, 1709 et A. Boucher), meurt sans enfants le 3 juillet 1707 (Arch. Min. F.O.M. Saint-Denis).
- (595) — Claude LAVALIERE, concession obtenue le 23 décembre 1677 (Ar. Co. Ré. dos. 106, pièce 6).
— Antoine PITOU, marié à Marie Touth (M. 90) il eut un fils à Bourbon vers 1677 (A. Boucher).
- (596) — Jacques CARRE, dit «Talhoët», d'Hennebont (la Rogerie), «cy-devant commis de la Compagnie» (Rt 1690) «à Surate, dans les magasins» (Camenhen, B.N. Margry ms 9342 f. 179), marié à Françoise Chatelain avant 1687 (Journal de Drouillard), il mourut avant 1694 (M. 26 et B. 217).
- (597) — Cf. notes 406 et 573.
- (598) — Mémoire du Père Bernardin.
- (599) — Ibidem.
- (600) — B. 49.
- (601) — B. 47, 48, 49, 50.
- (602) — B. 51.
- (603) — B. 52.
- (604) — L'«Heureuse», flûte de 700 tonneaux, partie le 13 février 1675 du Port-Louis pour Surate, se trouvait dans les eaux de Bourbon en juin-juillet, pour arriver en octobre aux Indes. François Malart, séculier, devait être aumônier sur l'«Heureuse»; son insistance à repartir de Bourbon pour les Indes montre assez qu'il venait de France. Quant au Corde-

- lier François Bonnet, il était naturel qu'il rejoignit un couvent de son Ordre aux Indes, après son séjour à Mascarin.
- (605) — B. 51 à 54 et B. 57.
- (606) — Guët p. 128.
- (607) — Partis du Port-Louis le 10 février 1676, ils firent escale à Bourbon du 3 au 21 juillet.
- (608) — En 1674, nous avons compté 128 personnes. En 1686, le recensement du Père Bernardin révèle environ 290 habitants, comme nous le verrons. Ce qui donne moins de 200 personnes pour 1676.
- (609) — Journal du «Vantour» (capitaine Le Rond), 1676 (AM. B4. 7. f. 211-214), tenu par André Boureau-Deslandes, agent de la Compagnie, futur gendre de François Martin, et futur fondateur de Chandernagor, anobli par Louis XIV en 1703, mort à Saint-Domingue en 1707. Celui-ci qualifiait aussi Bourbon de «véritable Paradis Terrestre... la terre, écrivait-il, en est si excellente qu'elle produit beaucoup de choses sans les semer, l'air si salubre que... lorsqu'un navire y aborde, quelques malades qu'il ait il est assuré en huit ou dix jours de les revoir sur pied... on peut tirer de cette île des mats, des planches de doublage...» Il déclare la rade de Saint-Denis «assez bonne», mais lui préfère celle de Saint-Paul. Quant à la troisième habitation, celle de Sainte Suzanne, c'est un «endroit délicieux, mais «point de mouillage pour les navires».
- Sur le «Vantour», voir aussi Mémoires de Fr Martin, éd. Martineau, II p. 78.
- HENRI HESSE D'ORGERET.
- (610) — Arch. Col. Réunion, dos. 95, actes de vente, St-Paul, 1677-1734, n° 1.
- (611) — Ibid., dos. 106, actes de vente, partie du Vent, 1677-1768, n° 6. Cf. Hermann p. 56.
- GERMAIN DE FLEURIMOND.
- (612) — B. 47.
- (613) — AC. C3. 1. et B. N. Margry ms 9342 f. 156.
- (614) — Les mots entre parenthèses ne se trouvent pas dans le texte produit par Guët p. 133.
- PETITION DES HABITANTS.
- (615) — Le «Rossignols», houcre de 90 tonneaux, avait quitté le Port-Louis pour Surate, le 10 février 1676, avec le «Vantour». Avec lui, il fit escale à Bourbon du 3 au 21 juillet (Journal du «Vantour»). Au retour, il partit de Surate pour le Port-Louis de Brefagne, le 7 octobre 1678, passa quelques jours à Bourbon en novembre, et accosta au Port-Louis le 25 mars 1679.
- (616) — Ouvrier faisant des outils propres à «tailler».
- (617) — Arch. du Min. de la France d'O-M., Recensements, Bourbon, 1678-1719. Copie de cette pièce, B.N. Margry ms 9342 f. 157, ainsi que dans Lacaze p. 77 et s.
- (618) — Voici les signataires de cette lettre des habitants à Colbert : F. Musard — Pierre Hibon — Jacque Fontaine — Pierre Colin — Claude de Chauffour — F. Riquebourg — Marque dudit + s. Gilles Launay — + le-dit R. Hoarau — Nicolas Prou — Hervé Dennemont — + dudit s. Guillaume Girard — + Jean Bellon — + Pierre Nativel — + François Penhoët — Jacques Georges — Georges Piolant — + François Vallée — + Robert Vigoureux — Jean Présien.

- (619) — «panicum costatum» épine à trois pointes (Crestien p. 23); «tribulus terrestris» (L.) (Hermann p. 57).

- (620) — Mémoire du Père Bernardin.

LE PÈRE BONAVENTURE DE PARTHENAY.

- (621) — Baptêmes du 14 mai 1679 (B. 77, 79, 130); baptême du 1er juin 1679 (B. 73). Mémoires de Fr. Martin, éd. Martineau, II p. 193, 213, 258.

JURIDICTION DES CAPUCINS.

- (622) — «Mémoires de la Congrégation de la Mission», t. IX p. 577 (Paris 1867).

- (623) — Lettre de Louis XIV aux Capucins, dans «Les Lazaristes à Madagascar au XVII^e siècle» par H. Froideveaux, p. 244.

- (624) — Louis XIV au supérieur des capucins, Arch. Marin. Ordres du Roy, 1670. f. 1, dans Clément III 2 p. 472. cf. note n° 474.

- (625) — M. 1 et 3.

- (626) — Déclaration du Roy, août 1664, art. XXX, dans Charpentier p. 217 et s.

PREMIERE CHAPELLE A SAINT-DENIS.

- (627) — La rue St-Louis est aujourd'hui la rue Rontaunay (Géographie de l'Ile de la Réunion, 1696, IIe partie, p. 178). Le «Plan de Saint-Denis» dressé par Paradis en 1733 indique que «l'église» (n° 1 du plan) était encore alors derrière le Gouvernement, tandis que l'emplacement où s'élève actuellement la Cathédrale (b du plan) porte la mention «destiné pour une église». Au contraire, sur le «plan de Saint-Denis», dressé par Guyomar en 1742, on trouve, sous le n° 15, «l'église» à l'emplacement actuel de la Cathédrale, mais la Chapelle primitive est encore figurée derrière le Gouvernement sans aucune indication écrite (Arch. du Dépôt des Cartes et Plans de la Marine, pf. 218, div. 2).

- (628) — Mgr H. Mondon, «Notice historique et descriptive concernant la Cathédrale de Saint-Denis», dans Recueil Trimestriel n° 38, 1942, p. 141.

- (629) — B. 8.

- (630) — B. 4 et 6.

- (631) — B. 9 et 10, 12 à 24.

- (632) — B. 41 à 44.

- (633) — B. 48.

- (634) — B. 66.

- (635) — B. 91 (= 138). Baptême relevé en double par l'abbé Camenhen en 1689.

- (636) — B. 92.

PREMIERE CHAPELLE A SAINT-PAUL.

- (637) — B. 9, 10, 12 à 24.

- (638) — B. 4 et 6.

- (639) — Arch. du Dépôt des Cartes et Plans de la Marine, pf. 218, div. 2.

- (640) — Nous ne savons pas sur quels documents le Père Engelvin a pu s'appuyer pour affirmer («Histoire anecdotique de Bourbon-La Réunion», Pitot de la Beaujardière, Tananarive, 1940, p. 113), qu'il y avait à «Saint-Denis... une chapelle en bois depuis 1669», à «Sainte-Suzanne... une chapelle en bois depuis 1667», à «Sainte-Marie... une chapelle en bois en 1669».

CHAPITRE SEPTIÈME

LE PÈRE BERNARDIN.

- (641) — Mémoire du Père Bernardin.

- (642) — «Généalogie séraphique des mille premiers religieux de la Province de Bretagne», par le Père Balthazar de Bellême, Bibl. de Rennes ms 275.

- (643) — B. N. Mélanges Colbert, vol. 170, f. 341.

- (644) — Mémoire du P. Bernardin.

- (645) — Lettre de Fleurimond, 20 novembre 1678.

- (646) — Mémoire du P. Bernardin.

- (647) — Mémoire du Chevalier de Ricous, mai 1681, AC. C3. 1.

- (648) — Mémoire du P. Bernardin.

- (649) — Ibid.

- (650) — Peut-être faut-il attribuer au gouvernement du P. Bernardin l'exode des Habitants vers les montagnes que raconte Ricous dans son rapport du 8 septembre 1681. Nulle part ailleurs nous n'avons trouvé trace de cet exode. Ricous n'étant renseigné que par ouï-dire, il a pu confondre et amplifier ce qui n'était peut-être que le récit de la fuite des noirs marrons.

- (651) — Rapport de Ricous, 8 septembre 1681. Cf. note 661. Ce même vaisseau aurait porté aux Indes la nouvelle de la mort de Fleurimond; l'«Heureuse» l'aurait ensuite portée de Surate en France.

- (652) — Le «Soleil d'Orient» (Cf. note 563) fut réarmé en 1677 pour les Indes mais il ne put pas forcer le blocus ennemi; nouvel essai infructueux en 1678. Ces deux tentatives coûtèrent 200.000 livres à la Compagnie.

Enfin, le 1er février 1679, le «Soleil d'Orient» cingla vers les Indes où on l'utilisa «d'Inde en Inde» jusqu'en septembre 1681, date à laquelle il quitta Bantam avec, à son bord, les Ambassadeurs de Siam et une importante cargaison de poivre. Il toucha Bourbon du 1er octobre au 1er novembre 1681, et, depuis, «ce vaisseau, dira-t-on à l'Assemblée des Directeurs de la Compagnie du 17 avril 1684, n'a plus donné de ses nouvelles; il est supposé péri».

Les uns pensèrent qu'un ouragan avait causé sa perte (Mémoires de Fr. Martin II p. 399); d'autres crurent qu'il avait été incendié; le P. Bernardin, en passant au Cap, entendit une conversation qui le persuada que le vaisseau avait été la proie des hollandais.

La disparition de ce navire, en plus de nombreuses vies humaines, coûta 600.000 livres à la Compagnie sans compter le prix du bâtiment. (Mémoire du P. Bernardin, Derris I, Kaepelin, Sottas, Weber, d'Estra...)

Jacques Boureau, «commissaire général de la Royale Compagnie de France» fut parmi les victimes. Pendant son séjour à Bourbon il fut parrain de Marie-Anne Mussard, née le 21 juin 1681 (B. 104), dont il avait connu les parents au Fort-Dauphin en 1668 (Arch. Col. Réunion, dos. 54, pièces 14 et 18). Il était le frère de André Boureau-Deslandes, écrivain du «Vautour».

- (653) — Gaspard LAUTRET, dit «Lafortune» (B. 165), né vers 1657 (S. 13), marié à Sabine Rabelle, des Indes (Rt 1690), ver

1679 (Rt 1709 et B. 84), décédé le 28 décembre 1698 (S. 13); sa femme lui survit jusqu'au 7 septembre 1712 (S. 61).

— Guillaume BOYER, marié à Laurence Mila (B. 105), des Indes (Rt 1690), dont il eut trois garçons; sa veuve est remariée à François Duhamel avant 1692 (R. T. p. 374).

— Jean BRUN, dit «Joly-Cœur» (B. 80), de Bourgogne (Rt 1709), marié à Léonarde Pillé, veuve Dennemont, vers 1679, il en eut un premier enfant le 14 février 1680 (B. 80); en 1683, on le trouve remarié à Anne Haar (B. 183; cf. B. 5).

— Jean JULLIEN, dit «Loustant» (B. 111), né vers 1640 (Rt 1709), du Dauphiné (Rt 1711), «ancien de Madagascar, de Lyon» (A. Boucher), laboureur (Rt 1711), marié à Louise Manjac, de Madagascar, il n'en eut aucun enfant; «depuis 1679 dans l'Isle» (Rt 1711); le 22 octobre 1699, «Jean Jullien et son épouse Louise Manjac... n'ayant point d'enfant entre eux depuis leurs espousailles» font donation de «tous les biens leur appartenant», à François Cauzan «pour les nourritures et aliments que ledit François Cauzan fournira aux dits... durant leur vie» (Ar. Co. Ré. dos. 108, «actes de donation 1687-1769»). Louise Manjac mourut le 6 mars 1708, à «plus de 80 ans» (Répertoire... de Ste-Suzanne) et Jean Jullien le 30 avril 1714 (Arch. Min. F.O.M. St-Denis).

— Emmanuel TEXER DE MOTTE, «de la ville de Porto dans le Royaume de Portugal» (M. 28), né vers 1666 (Rt 1704), «natif des Indes» (Rt 1711), déjà «marié à une créole de cette Isle, a un garçon» en 1690 (Rt), marié à Louise Royer le 29 juin 1693 (M. 28); en 1709, sa femme est Anne Nativel (Rt); il «passa avec toute sa famille sur la quai che le St-Louis... en 1707, au mois d'avril pour aller à Pondichéry» (A. Boucher f. 25), il en revint avant 1709; en 1711, il «a toutes les terres de la Possession» (Rt) et 10 enfants; en 1719, il a 52 ans, Anne Nativel, 40 ans, et ils ont 11 enfants. Emmanuel Texer (= Técher) pratiquait la chirurgie, la médecine; il était aussi menuisier-charpentier.

— François VINCENDO, dit «Discret»; marié à Louise Fonsèque, des Indes (Rt 1690), il en a une fille, Monique, le 6 juin 1683 (B. 110); il mourut en fin 1690; sa femme est remariée dès 1691 avec Julien Dailleau (M. 12) et meurt le 4 février 1706 (Arch. Min. F.O.M. St-Denis).

— Marc VIDOT, de Rovigno dans les Etats de Venise (procès), épouse Marie Royer, fille d'Antoine Royer (B. 117, 189, 198, 233); il meurt aux galères le 29 avril 1704 (la Rogerie).

LA COMPAGNIE EN DIFFICULTE.

(654) — L'article XLVI de la «Déclaration du Roy, portant établissement de la Compagnie pour le Commerce des Indes Orientales» (1664), prévoyait une prime de «cinquante livres tournois» pour chaque tonneau de marchandises exportées et une prime de «soixante-quinze livres» par tonneau de marchandises importées.

(655) — Barbot du Hautmesnil était capitaine de l'«Heureuse», et Blondeau des Ardilliers celui de la «Royale». L'arrivée de ces deux bâtiments à Surate le 1er novembre, y produisit une petite révolution; les créanciers de la Compagnie, qui s'était endettée pour plus de 900.000 livres, se saisirent, pour se payer, des fonds des particuliers en même temps que de ceux envoyés par la Compagnie.

(656) — Le «Coche», capitaine de Barbot du Hautmesnil, 500 tonneaux, du Roi, qui le louait à la Compagnie. Le «Saint-François-d'Assise» avait été loué aux Malouins à raison de 4.800 livres par mois (6 mois payable d'avance). Ce fut le premier vaisseau envoyé directement à Pondichéry.

(657) — Le «Saint-Antoine», capitaine François de Launay. La «Vierge-sans-Macule», 270 tx, 24 canons, capitaine Saudre le Fer.

(658) — Dernis I p. 367.

CAUSES D'ABANDON DE BOURBON.

(659) — AC. C3. 1. 1681.

(660) — Le rapport de Ricous du 8 septembre 1681 expose à propos de Mr de Lestritte «les prétentions qu'il avait sur cette ile, dont il a déjà demandé la souveraineté à Monseigneur Colbert...»

(661) — Le Chevalier de Ricous a fait plusieurs rapports sur Bourbon, dont voici les principaux :

- | | | |
|-----------|----------------|---|
| 1 — Brest | — 12 mai 1681 | — «Réflexions touchant les intérêts de Sa Majesté aux Grandes Indes». |
| 2 — Brest | — 19 mai 1681 | — «Mémoire pour la disposition de l'Ile Bourbon». |
| 3 — | — 23 août 1681 | — «Mémoire de toutes les choses nécessaires pour l'établissement de l'Ile Bourbon». |

4 — Brest — 8 septembre 1681 —

5 — St-Germain — 17 décembre 1686 — à Seignelay.

Ces pièces sont aux Archives Coloniales de Paris, C3. 1. Les Archives de la Réunion, dos. 158, possèdent la copie des pièces 1, 4 et 5.

Ricous dressa aussi plusieurs cartes de Bourbon qui sont aux Archives du dépôt des Cartes et Plans de la Marine pf. 218, div. 2, pièce 2, et dont les photographies se trouvent aux Archives de la Réunion.

Les premiers rapports de Ricous avaient attiré l'attention de Seignelay qui, par lettre du 29 juin 1681, lui avait demandé des renseignements complémentaires (B. N. Margry ms 9342 f. 159); le 19 août 1681, par lettre, Ricous annonçait un nouveau rapport (AC. C3. 1).

ACTIVITES APOSTOLIQUES.

(662) — B. 91.

(663) — B. 107.

(664) — B. 114.

(665) — B. 80.

(666) — Lettre-Mémoire du Père Hyacinthe, AC. C3. 1. Une copie de cette lettre existe aux Archives de la Réunion, dossier 158.

(667) — B. 115.

RETOUR EN FRANCE DU CAPUCIN.

(668) — «Jonchée, sieur des Ourmes ou des Ormais, de St-Malo. Un membre de cette très nombreuse famille, Th. Jonchée, sieur de la Goletterie, regut en 1736, une concession de terrain à l'Ile de France», (La Rogerie, Mémoires de la Société d'Histoire... p. 246).

(669) — Robert DUHAL, forgeron (Rt 1690), de Pleudihen, depuis 1686 dans l'Ile (procès), marié à Thérèse Mollet le 14 mars 1687 (M. 3), signe une vente le 7 juillet 1687 (Ar. Co. Ré. dos. 106), con-

damné aux galères à Rennes, meurt en prison à Paris le 20 mai 1714 (la Rogerie).

(670) — B. 12a.

(671) — B. 150, 176, 178. Cf. Mémoires de Fr. Martin II p. 548.

(672) — Mémoire du P. Bernardin.

MEMOIRE SUR BOURBON.

(673) — Julien Dailleau, dans la Colonie depuis 1671 (Rect 1711) avait été engagé par la Compagnie «en qualité d'armurier», mais n'ayant pas été payé de son travail, il avait dû «s'adonner à la culture de la terre.» Arch. Col. Réunion, concessions, dossier 59, requête de Julien Dailleau au Gouverneur Vauboulon, 20 juin 1690.

(674) — On ignore le sens de cette expression. Bory de Saint-Vincent suppose, tout-à-fait gratuitement, que les Portugais auraient pris terre à cet endroit, en découvrant l'île, d'où ce nom de Rivière d'Abord («Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique», Paris, an XIII, vol. III p. 177). C'est la carte de Ricous, 31 janvier 1681, qui mentionne, pour la première fois, cette expression.

SEIGNELAY, «CHEF PERPETUEL...» DE LA COMPAGNIE.

(675) — Dernis I p. 369-390.

(676) — Dernis I p. 397 et 403.

(677) — Ibid. p. 425 et suivantes.

(678) — Le siège de la Compagnie était alors rue Pavée, paroisse Saint-Sauveur, Dernis I p. 434.

(679) — AC. C2. 7. f. 218.

(680) — AM. B2. 52. f. 49, 51 et 93.

(681) — Sur la «Royale» avaient pris place Pilavoine, Madame Martin et sa fille (Mémoires de Fr. Martin II p. 414). Sur Fr. Martin, qui avait quitté Paris depuis 22 ans sans dire adieu à sa femme, et qui la retrouva après ce long temps où il ne lui avait donné aucun signe de vie, voir «Journal d'un voyage aux Indes Orientales» par Challes, dans Sottas, p. 320 et s. Par lettre du 29 décembre 1683 (AC. C2. 5. f. 52) les Directeurs avaient avisé Martin qu'ils accorderaient le passage à sa femme dès qu'elle le leur demanderait.

(682) — Fr. Martin à la Compagnie, 5 février 1685, AC. C2. 63 f. 7.
et AC. C2. 5. f. 199.

(683) — AC. C2. 7. f. 218 et 219.

(684) — Effets et dettes de la Compagnie, 9 novembre 1686, AC. C2. 5. f. 198.

(685) — Cf. Lanier, «Relations de la France et du Royaume de Siam de 1662 à 1703», dans Mémoires de la Société des Sciences Morales, des lettres et des Arts de Seine-et-Oise, Versailles, T. XIII, 1883, Ch. VI, p. 129-334.

(686) — Ces vaisseaux étaient le «Gaillard», l'«Oiseau», la «Maligne», accompagnés de trois flûtes, la «Loire», la «Normande» et le «Dromadaire». Ils transportaient 636 officiers et soldats (AM. B2. 61. f. 175 et B4. 11. f. 504). A bord se trouvaient deux envoyés du Roi, de la Loubère et Céberet du Boullay. Ce dernier, choisi parmi les Directeurs de la Compagnie, était chargé d'une mission extraordinaire qui lui donnait des pouvoirs considérables (Délibération de la Compagnie, 1er février 1687, Dernis I p. 475-476).

(687) — AC. C2. 7. f. 218 et 219; Mémoires de Fr. Martin, II p. 489. Les «Jeux», étaient «du port de 300 tonneaux environ, armé de 24 pièces de canon.

86 hommes d'équipage» (Journal du Navire les «Jeux», B. N. Margry ms 9343 f. 1).

(688) — AC. C2. 7. f. 218.

(689) — AC. C2. 6. f. 17.

(690) — AC. C2. 6. f. 57.

(691) — AC. C2. 7. f. 219 et Dernis I p. 483.

(692) — Ordres d'armement, AM. B2. 62 et 65.

(693) — AC. C2. 7. f. 219.

(694) — Ibid. f. 220 et C2. 6. f. 92.

(695) — 14 mai 1688, AM. B2. 66. f. 337.

(696) — L'«Oiseau» ramenait Céberet, et le «Gaillard» avait à son bord de la Loubère et le Père Tachard.

(697) — AC. C2. 7. f. 219.

(698) — Ibid. f. 220 et 221.

(699) — De Lagny à Seignelay, 24 juillet 1689, AM. B7. 495. f. 218.

(700) — Seignelay à de Lagny, AM. B2. 70. f. 80. 93. 125.

(701) — AC. C2. 6 f. 108.

(702) — AM. B3. 60. f. 405.

LA FIN DU PERE BERNARDIN.

(703) — Guët p. 157.

CHAPITRE HUITIÈME

- (704) — B. 176.
- (705) — On trouve des familles. «Drouillard» aussi bien à St-Malo qu'aux environs de Lorient et Quimper. Le Père Bernardin nous apprend que Drouillard était apparenté à Mr de Lestrille qui était, lui, originaire de la Rochelle et protestant. Une phrase de Drouillard laisse entendre qu'il était lui aussi d'origine réformée; il écrit le 30 novembre 1688 : «... le peu de temps qu'il y a que j'ai l'honneur d'estre catholique, apostolique et romain...» (B. N. Margry ms 9342 f. 205).
- (706) — Arch. des Col. C3. 1. lettre de Drouillard du 14 may 1690. En 1682, Drouillard se trouvait dans le Royaume de Siam (Revue Maritime et Coloniale t. III p. 397). Voir actes de Baptême de Jeanne (27 février 1678), et d'Elizabeth (28 avril 1680), filles de J. B. Drouillard et de Marie Diès, Arch. Min. de la France d'O-M., Inde Pondichéry, Etat civil, paroisse N. D. des Anges Baptêmes et mariages 1676-1718. G 1 125.
- (707) — Lettre de Drouillard du 30 novembre 1688.
- (708) — L'acte B. 128 nous permet d'affirmer que le «Saint-François-d'Assises» mouilla devant Saint-Denis.
- (709) — La Rogerie, p. 246.
- PREMIERE ORDONNANCE.
- (710) — Des copies de cette Ordonnance existent aux Archives Coloniales de la Réunion (Arch. Col. Réunion, dos. 157, «Code de l'Île Bourbon», 1674-1767) et à la Bibliothèque Nationale (B. N. Margry ms 9342 f. 176).
- PREMIERE CABALLE.
- (711) — Journal de Drouillard :
à Paris — Archives des Colonies, C3. 1,
Bibliothèque Nationale, collection Margry, ms 9342, f. 167 et s.
à la Réunion — copie fragmentaire du Journal, Arch. Col. Réunion, dos. 158.
- (712) — Martin Gore ou Borne, dit «Champagne de Cocombres» (B. 83 et 144). Les Archives du Fort-Dauphin mentionnent une propriété de Cocombres qui dépendait du Fort-Dauphin. Peut-être ce surnom vient-il d'un séjour fait, là-bas, par Martin Gore.
- (713) — Ce fut avant le 18 janvier 1687, si l'on s'en rapporte aux nombreuses signatures anglaises qui figurent au bas du contrat de mariage de Robert du Hal et de Thérèse Mollet (Arch. Col. Réunion, dossier 158, contrats de mariage 1687-1743, n° 3).
- (714) — B. 136.
- (715) — Mémoire du P. Bernardin.
- (716) — B. 137.
— Jacques BEDA, ou Isaac BEDATA, né vers 1668 à Amsterdam (Rt 1704) «fils d'un fameux ministre d'Amsterdam, que son père envoya aux Indes» (A. Boucher f. 57), pris par des forbans, il aborda à Bourbon en 1686 (Rt 1711), épouse Jeanne Bellon le 14 mars 1687, meurt sans enfants le 25 novembre 1723 (S. 239).

- Jean Pitre SEKELING, ou SELINGUE, né vers 1653 (Rt 1704), hollandais «du Brabant» (Rt 1709), «depuis 24 ans dans l'Isle» (Rt 1711), épousa Marthe Mahon, de Madagascar, mais il n'en eut aucun enfant (A. Boucher, f. 33).
- Jean Macaste SELIN, (appelé parfois «Pitre Sekeling Jean») «natif de la Ville d'Amsterdam», se maria en 1688 avec Hélène Prou (M. 7) et en eut trois enfants (B. 317, 208, 216); Hélène Prou se remaria vers 1696 avec Jacques Fontaine (Rt 1704).
- Jean BLOQUEMAN, «natif de la Ville d'Amsterdam», épouse Antoinette Nativel le 12 mars 1687 (M. 4), il en a deux filles (A. Boucher, f. 60), meurt avant 1703, date à laquelle on trouve sa femme remariée à Jean Fontaine (Rt 1704).
- Henry BROCUS, hollandais, marié à Jeanne Arnou, en a un fils, meurt en 1693; sa veuve se remarie le 6 juin 1694 avec François Grondin (M. 24).
- Gilbert WILLMAN ou VULMAN, né vers 1658 (Rt 1704), hollandais (Rt 1690 et 1711), allemand (Rt 1704 1709), «depuis 24 ans dans l'Isle» (Rt 1711), marié à Jeanne Royer vers 1689 (B. 190), avait cinq enfants en 1704 (Rt).
- PASSAGE DE L'«ORIFLAMME».
- (717) — Dans l'acte de mariage n° 4 (M. 4), l'abbé Camenhén affirme qu'il a «proclamé les bans, pendant trois dimanches, au prône» de ses grandes messes, et que le mariage a eu lieu le 12 mars 1687. Or, en 1687, Pâques étant le 30 mars, le 12 fut un mercredi et les bans auraient été publiés les dimanches 9 mars, 2 mars et 23 février. C'est donc que l'«Oriflamme» aurait été à Saint-Paul avant cette date; ce qui est parfaitement plausible si ce navire a quitté Surate le 27 janvier 1687, et s'il a eu bon vent. Cependant cette déduction n'a de valeur que si le texte de Camenhén est exact; or, nous verrons plus tard que l'on ne peut pas trop s'y fier, l'abbé étant très fantaisiste et n'ayant écrit les actes qu'en 1689 et de mémoire. Le Journal de Drouillard raconte que l'«Oriflamme» avait «relâché dans cette Isle... du 12^e du dit mois» de mars.
- (718) — M. 1 — Abjuration d'«Isaach Bedata» et mariage du même avec «Belon Anne» (= Jeanne).
M. 2 — Mariage de «André Bernardo et Suzanne d'Almon» (= Denne-mont),
M. 3 — Mariage de «Robert du Hal et de Thérèse Mollet»,
M. 5 — Mariage de «Antoine Mahay et de Magdeleine Mitef».
- (719) — M. 4 — Mariage de «Blogman Jean et Antoinette Nativel».
- (720) — Gilles DUGAIN de St-Malo (Rt 1709 et 1711), «matelot déposé du navire l'«Oriflamme», marié à Cécile Mous (B. 202) ou Cécile Case (Rt 1704 et 1709) le 29 juin 1687 (M. 6), il en eut 6 enfants (Rt 1714).
— Nicolas PETIT né vers 1649, de l'Evêché de Chartres (S. 10), figure au Journal de Drouillard (1687), meurt le 4 mai 1699 (S. 10).
- LEDIT SIEUR HOMONIER CAMENHEN.
- (721) — B. 108, 121 et 174.
- (722) — Guët p. 147.

(723) — Cf. «Journal d'un voyage aux Indes Orientales par une escadre de six vaisseaux commandés par M. Duquesne, 1690-1691», La Haye 1721, 3 volumes in-12. L'auteur de cet ouvrage est de Challes. Sottas reproduit ce Journal. Sur la vie des prêtres à bord, voir Sottas p. 195, 208, 313, 334...

(724) — B. 118.

(725) — B. 174.

(726) — B. 121.

UN CURE «CABALISTE».

(727) — Instructions au sieur Feuilly, 20 décembre 1703, AC. C3. 2 et dans Recueil Trimestriel n° 29 p. 6.

(728) — B. N. Margry ms 9342 f. 177. Un extrait de cette lettre est aux Archives de la Réunion, dos. 157.

(729) — Carré dit Tahoët «appartenait à une famille plus notable que la plupart de ses compagnons; ses parents possédaient le petit fief de Talhoët dans la paroisse de Languidic. Les Carré n'avaient aucune parenté avec la famille de Talhouët». («Généalogie de la maison de Talhouët», par A. de Boillisle, Paris 1870, in-4, p. 397, cité par la Rogerie). Le commis de la Compagnie signait «Talhoit», forme française de Talhoët. Camenhen disait de lui : «Messieurs de la Compagnie (l') ont trouvé voltant tout dans leur magasin à Surate et ont avoué qu'ils ne lui confieront pas pour un denier de marchandise; n'a-t-il pas diverty des piesses destoffe du magasin dy sy (= d'ici) du temps de Mr fleurimond...» (Lettre de Camenhen, B. N. Margry ms 9342 f. 179). On connaît plusieurs lettres de Talhoit à Drouillard, qui dénotent un certain degré d'instruction pour l'époque. (B. N. Ibid. f. 194 et ss.)

OU LA LUTTE EST CHAUDE.

(730) — B. 111.

(731) — D'après les archives locales, voici quels étaient les enfants de Françoise Chatelain en 1687 : Marie Esparon, née le 12 sept. 1680 (B. 102 bis)
Suzanne Esparon,
Bernardin Carré.

(732) — Journal de Drouillard.

(733) — M. 6.

AUTRES ESCARMOUCHES.

(734) — B. 143.

(735) — B. 141.

VAINS ESPOIRS DE DEPART.

(736) — B. 136.

(737) — L'appellation de «Rivière du Mast» est due aux douze ligueurs et figure sur la carte de Flacourt. Elle se rapporterait au mât de pavillon que les déportés auraient dressé à l'embouchure de la Rivière afin d'attirer l'attention des navires.

(738) — B. 111.

DERNIERS MALHEURS DE DROUILLARD.

(739) — B. 109, 111, 112, 113, et 143.

(740) — Journal des «Jeux», B. N. Margry ms 9343 f. 1.

(741) — Mémoires de Fr. Martin, III p. 43.

Le Mémoire de G. Houssaye, capitaine des «Jeux», indique que l'équipage du «Saint-François-Xavier» est demeuré à Bourbon «pendant deux ans» B. N. Margry ms 9343 f. 21.

(742) — Déposition de l'équipage des «Jeux», Brest, 2 mars 1691, Arch. C. C3. 1. et B. N. Margry ms 9343 f. 52 et 53.

(743) — Lettres de Drouillard, AC. C3. 1. et B. N. Margry ms 9343 f. 54-55, 50-51.

(744) — Le navire les «Jeux» avait touché Bourbon, d'abord du 24 septembre au 14 octobre 1689, puis du 25 juin au 14 septembre 1690, (Journal des «Jeux» B. N. Margry ms 9343 f. 1, 2, 3).

(745) — Lettre de Drouillard, 8 juin 1691, «à Brest», à Mr de Lagny, AC. C3. 1.

(746) — Lettre de Le Mayer, Brésil, 4 août 1693, AC. C2. 64. f. 45.

(747) — Lettre de Martin, Deslandes et Pellé, Ougly, 21 novembre 1696, AC. C2. 64. f. 169.

PACIFIQUES ACTIVITES.

(748) — B. 167 bis. — B. 140, 159, 162 et 163. — B. 155 (16 janvier 1689).

(749) — B. 118.

(750) — B. 174.

(751) — B. 118.

(752) — Ibid.

GAI ! GAI ! MARIONS-NOUS !

(753) — Registre des actes de Baptême, passim.

(754) — B. 143 — 24 février	1688
B. 165 — 19 avril	»
B. 163 — 2 juin	»
B. 181 — 29 juin	»
B. 182 — 2 septembre	;
B. 158 — 3 septembre	»
B. 171 — 22 septembre	»
B. 140 — 17 octobre	»

(755) — B. 155 — 8 janvier	1689	
B. 112 — 22 avril	»	1688 : 8 baptêmes
B. 113 — 2 mai	»	1689 : 7 »
B. 109 — 3 mai	»	date inconnue 1 »
B. 125 — 4 juin	»	
B. 160 — 1 ^{er} juillet	»	
B. 161 — 21 août	»	total 16 baptêmes.

(756) — B. 162.

(757) — M. 1.

(758) — M. 2.

(759) — M. 3.

(760) — M. 4.

(761) — M. 6 et B. 202.

(762) — M. 7.

(763) — Arch. Col. Réunion, dos. 118, contrats de mariage 1687-1743, n° 5.

(764) — B. 159.

LA CONGREGATION DU MONT-CARMEL.

(765) — B. 160.

(766) — B. 179, 108 et 128.

(767) — B. 179 et Pierre Cadet (cf. note 780).

(768) — B. N. Margry ms 9342 f. 195.

(769) — AC. C3. 1. et B. N. Margry ms 9343 f. 22 et s. Les lettres du Père Hyacinthe sont aussi aux Archives d'Ille-et-Vilaine, C. 2620, cote G.

(770) — B. N. Margry, ms 9342 f. 192.

(771) — Ibid. f. 174, 177, 186, 191, 198, 203 : lettres de Camenhen.

Dans le même manuscrit, les lettres de Talhoit, Ricquebourg, etc, sont incluses dans le Journal de Drouillard (f. 167 jusqu'à 206).

LA PAROISSE DE LA CONCEPTION A SAINT-PAUL.

(772) — B. 128, 180 — et B. 118, 121, 128, 133, 134, 139, 146, 152, 155, 174, M. 1, M. 2, M. 3, M. 4.

(773) — B. 126, 130, 140, et 167.

(774) — B. 91, 129, 138.

(775) — Arch. Col. Réunion, dos. 118, contrats de Mariage, n° 5.

(776) — Ibid. dos. 158, copies modernes...

PAROISSE SAINT-ETIENNE A SAINTE-SUZANNE.

(777) — B. 11, 112, 113, 171.

(778) — B. 109.

(779) — B. 136, 137.

(780) — Pierre Cadet, né vers 1693, à Bourbon, fixa, après 1740, quelques traditions locales qui nous sont parvenues sous le titre : «Notes sur l'histoire de Bourbon, apprises de Pierre Cadet, dont le récit se trouve conforme à celui des autres habitants plus anciens que lui». (Arch. Nat. Fonds de Saint-Lazare, M. 214 et B. N. Margry ms 9345 f. 181).

(781) — Michel FREMONT, dit «le Brodeur» (B. 109), figure aux actes le 3 mai 1689 (B. 109), marié à une femme de Madagascar (Rt 1690), Marie Case (Rt 1704, 1709 et 1711), ancienne esclave de la Compagnie (A. Boucher), meurt avant 1704 (Rt).

— Arzul ou Ursul GUICHARD, du Port-Louis, né vers 1669 (Rt 1704), marié avant 1690 (Rt) avec Catherine Héro (Rt 1704, 1709 et 1711), des Indes (Rt 1690), sept enfants (A. Boucher).

(782) — D'après le Journal du navire les «Jeux», cette unité, mouillée le samedi 24 septembre 1689, à 8 heures du matin, devant Saint-Denis, leva l'ancre le mercredi 28 pour la «Possession du Roy», d'où elle rallia la rade de Saint-Paul, le jeudi 29. Elle en repartit le 14 octobre pour les Indes (B. N. Margry ms 9343 f. 1 et 2).

CHAPITRE NEUVIÈME

(783) — Archives Coloniales de la Réunion, dossier 158, «Copies modernes de documents anciens». Voir aussi B. 185 et B. 237. La plupart des auteurs, répétant Guët, donnent le 1er décembre comme date d'installation, mais nous craignons que cette indication ne soit basée sur une mauvaise lecture.

(784) — B. 186.

(785) — Arch. Col. Réunion, Registre A1 et dossier 157, «Code de l'Île Bourbon, 1674-1767, copies effectuées dans la deuxième moitié du siècle dernier des Ordonnances des Gouverneurs, des délibérations et des Arrêts de règlement du Conseil Provincial et du Conseil Supérieur». La lettre d'amnistie est datée du 5 décembre 1689 dans la copie de la Bib. Nat. Margry ms 9343 f. 5, tandis qu'elle l'est du 15 aux Arch. Col. de la Réunion. Reg. A 1.

(786) — 1re Ordonnance : 18 décembre 1689 à Saint-Denis

2me	»	: 28	»	»	»
3me	»	: 9	janvier	1690	»
4me	»	: 10	»	»	»
5me	»	: 20	»	»	»
6me	»	: 27	mars	»	»

(787) — B. 186 et 240.

(788) — Lettre du Père Hyacinthe de Quimper, 22 août 1690, AC. C3. 1; B. N. Margry ms 9343 f. 26; Arch. Col. Ré. dos. 158.

(789) — Guët p. 160.

(790) — Arch. Col. Ré. dossier 59, cachet de cire.

(791) — Contrairement à ce que pense la Rogerie p. 253, note 27.

(792) — Lettre du Roy aux habitants de Bourbon, 20 mars 1689, AC. Extrême-Orient Siam, Reg. 27.

PASSAGERS DU «SAINT-JEAN-BAPTISTE».

(793) — B. 190 — «Gilbert Joseph de Blot de Chauvigny, qui se (disait) estre de la bourgade de Gal, proche Montluçon et Moulins» (Journal des «Jeux», B. N. Margry ms 9343 f. 3) avait apparemment des liens de parenté avec le chansonnier satirique dont parle Mme de Sévigné, César Blot, baron de Chauvigny (1610-1655) célèbre par ses débauches, son esprit et son opposition à Mazarin.

(794) — M. 37 et B. 247. Nicolas Leroy se marie, le 18 septembre 1693, à Françoise «Bariée», fille de Jaques Barrière et d'Ignace Texere; Françoise Barrière était née le 11 juin 1690.

(795) — La Rogerie p. 260. En 1691, la Citerne avait 22 ans.

(796) — M. 34 — B. 231 et 239.

(797) — B. 280 — M. 18 — Rect 1709. Jaques Auber épouse Anne Launay, le 27 juillet 1692 (M. 18). Cette dernière, née le 10 janvier 1680 (B. 78), fille de Gilles Launay et de Anne Case (Veuve Cauzan), meurt le 6 novembre 1716 (S. 106).

- (798) — M. 19 et Rect 1709. Jean Gruchet épouse Jeanne Bellon, fille de Jean Bellon et d'Antoinette Arnaud, le 28 juillet 1692. Jeanne Bellon était née le 4 novembre 1676 (B. 55).
- (799) — M. 21 et Rect 1704 et 1709. Elie Le Breton se marie, le 31 mai 1693, à Madeleine Bellon, et meurt, le 8 novembre 1705, à Saint-Paul (S. 25). Madeleine Bellon, née le 18 septembre 1678, était fille de Jean Bellon et d'Antoinette Arnaud (B. 69).
- (800) — B. 220 et 301 — M. 25 — Rect 1709. Pierre Gonneau, marié à Marie Anne Mussard le 26 juillet 1694, mourut le 24 août 1714 (S. 77) à St-Paul. Marie Anne Mussard, fille de François Mussard et de Marguerite Compiègne, était née le 21 juin 1681; elle mourut le 11 septembre 1714 (B. 104, 157 et S. 79).
- (801) — Arch. Col. Ré., dos. 118, contrats de mariage, n° 2 — Rect 1709 — Contrat d'Augustin Panon avec la Compagnie dans Recueil Trim. n° 9 p. 343 — M. 26. Augustin Panon épouse Françoise Chatelain, déjà trois fois veuve, le 17 juillet 1694. Elle mourra, le 3 septembre 1730, et Augustin Panon, le 14 février 1745.
- (802) — Rect 1690 et M. 27. Julien Lespinay se marie, en juin 1694, à Marie Lauret, née le 29 ? baptisée en décembre 1681, fille de Jacques Lauret et de Vincente Sélive ou Félicie (B. 94).
- (803) — B. 219 et 279 — Rect 1690. Pierre Lesueur se marie, le 8 janvier 1696, à Marie Royer, fille de Guy Royer et de Françoise Rosaire (M. 31), née le 12 juillet 1681 (B. 101).
- (804) — M. 32 et B. 228. Gueneville se marie le 12 février 1696, à Marie «Barrière», fille de Jacques Barrière et d'Ignace Texere; l'acte de Baptême de Marie Barrière ne nous est pas parvenu.
- (805) — M. 35. Jean-Baptiste Bidon épouse, le 13 juin 1694, Geneviève Royer, fille d'Antoinette Royer et de Marguerite Texere. Geneviève R. était née le 26 août 1680 (B. 90, 90 bis et 106).
- LA TRAVERSE.*
- (806) — Lettre du Père Hyacinthe de Quimper, 22 août 1690, et Déposition de l'équipage des «Jeux», AC. C3. 1. et B. N. Margry ms 9343.
- (807) — Lettre du P. Hyacinthe.
- (808) — Ibid.
- (809) — «Généalogie séraphique...» par le p. Balthazar de Bellême, Bibl. de Rennes ms 275.
- (810) — «Procès du P. Hyacinthe» dans Crestien p. 79. et B. N. Margry ms 9345 f. 167 et s.
- (811) — Pièces du procès soumises, en 1697, à l'intendant et aux juges de Rennes, Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 2619-2620.
Le P. Hyacinthe, en 1686, fut chargé de catéchiser un des matelots barbaresques d'un corsaire jeté sur la côte de Cornouailles (La Rogerie p. 252, en note).
- (812) — Lettre du P. Hyacinthe.
- (813) — Ibid.
- INSTALLATION DE M. DE VAUBOULON.*
- (814) — Arch. Col. Extrême-Orient, Siam, Reg. 27 f. 106 à 114.
- (815) — AC. C3. 1 et AC. C1. 27.
- (816) — Arch. Col. Ré. dos. 123, Baux 1690-1767, 2 février 1690.

PREMIERES ORDONNANCES DE VAUBOULON.

- (817) — Ar. Co. Ré. Reg. A 1 1674-1724 et dos. 157.
- (818) — Journal des «Jeux» (B. N. Margry ms 9343 f. 2). Les «Jeux», arrivés à Saint-Denis le 25 juin 1690, appareillèrent le 16 juillet au matin pour Saint-Paul, où ils arrivèrent «à une heure d'après-midi». Ils amenaient le Gouverneur de Vauboulon qui demeura du 16 au 30 juillet à Saint-Paul, «où, dit le Journal, il n'avait pas encore été depuis son arrivée en l'isle qui fut le 5 Xbre 1689». Les «Jeux» demeurèrent «mouillez en la rade de St-Paul depuis le dimanche 16 juillet jusqu'au 14e jour de septembres».
- Lettre du capitaine Duboys-Dessablons, 19 février 1691, Brest, AC. C3. 1
- AUTRES ORDONNANCES.*
- (819) — «Modèle de requête à présenter au Conseil de l'Ille Bourbon», 10 novembre 1717 (pour la restitution des sommes reçues de Frelin), dans Recueil Trim. n° 10 p. 377. Cf. Déclaration du Roy, août 1664, articles XXVIII et XXIX, dans Charpentier.
- (820) — Copie du contrat passé à Nantes, le 11 février 1689, entre Pierre Grilleau, stipulant pour la Compagnie des Indes, et le toulonnais Augustin Panon, dans Recueil Trim. n° 9 p. 343 et s.
- (821) — Arch. Col. Ré. dos. 59, «concessions-expéditions originales, 1688-1747, (Partie Sous-le-Vent)».
- (822) — Ibid. dos. 61, «concessions-copies et extraits, 1690-1715, (Partie Sous-le-Vent)».
- (823) — Charpentier p. 331, «Instructions pour l'engagement des colons pour l'Isle Dauphine».
- (824) — Ibid.
- (825) — «Etude sur le Domaine Colonial à la Réunion» par René Maydell-Legras, dans Recueil Trim. n° 39 p. 207. Mr René Legras est le distingué Directeur du Service de l'Enregistrement et des Domaines à la Réunion.
- (826) — Déclaration du Roy, août 1664, art. XXIX, dans Charpentier.
- (827) — René Legras, «Etude sur le Domaine Colonial...»
- AVANT M. DE VAUBOULON.*
- (828) — Arch. Col. Ré. dos. 54, «Fort-Dauphin», pièce 15.
- (829) — Ibid. dos. 59.
- (830) — Ibid. dos. 95, «Actes de Vente, 1677-1734, à Saint-Paul»
- (831) — Ibid. dos. 106, «Actes de Vente, 1677-1768, Partie-de-Vent»
- (832) — Ibid. dos. 95.
- (833) — Ibid.
- (834) — Ibid. dos. 106.
- (835) — Ibid.
- (836) — Ibid. dos. 59.
- (837) — Ibid. dos. 95.
- Pendant le Gouvernement de Drouillard, on trouve encore :
- le 10 septembre 1687, à St-Paul, un partage entre Julien Dalleau et Antoine Payet, de l'habitation nommée l'Ilette, que leur a vendue Drouillard (Arch. Col. Ré. dos. 125, «dépôts, conventions diverses, 1687-1767»).
- le 18 décembre 1687, une donation de André Brocus à André Brun, son filleul, d'une habitation à Ste-Suzanne; l'acte est daté de St-Denis et porte une signature hollandaise, Henrick... mais non celle de Drouillard (Ibid. dos. 108, «Actes de donation, 1687-1769»).

- le 23 février 1688, un acte traitant de la succession d'Hervé Dennemont, acte qui sera suivi d'une sentence de Vauboulon au sujet du partage de l'héritage d'Hervé Dennemont entre ses ayant-droit (Ibid. dos. 139, «successions — Inventaires — Partages — Saint-Paul 1688-1729»).
- (838) — Arch. Col. Ré. dos. 95.
- (839) — «Receus et Quittances des habitants de l'Isle de Bourbon, touchant l'argent... injustement prises par feu Monsieur Habert de Vauboulon...» dans Recueil Trim. n° 10 p. 376.
- (840) — Ibid.
- (841) — Arch. Col. Ré. dos. 59 et Recueil Trim. n° 10 p. 372 : «Quittance de Firelin au sieur Jacques Lauret».
- (842) — «Receus et Quittances...» Ibid. p. 377.
- LES CONCESSIONS DE M. DE VAUBOULON.*
- (843) — Deux autres pièces existent mais qui font double emploi.
- (844) — «Receus et Quittances...» ibid. p. 376.
- (845) — Arch. Col. Ré. dos. 59, 60, 61.
- (846) — Ibid. dos. 59 et 61.
- (847) — «Receus et Quittances...» Ibid. p. 376.
- (848) — Arch. Col. Ré. dos. 58.
- (849) — Guët p. 175.
- (850) — Arch. Col. Ré. dos. 61.
- (851) — Ibid. dos. 60.
- (852) — Ibid. dos. 58.
- (853) — Ibid.
- (854) — Ibid.
- (855) — Ibid. Registre G 1, feuillet volant.
- (856) — Ibid. dos. 58.
- (857) — Antoine Payet, dit la Roche, et Samson Lebeau, dit la Fleur de Tours.
- (858) — Arch. Col. Ré. dos. 58.
- (859) — Ibid. dos. 59.
- (860) — Ibid.
- (861) — Ibid.
- (862) — Ibid. dos. 58.
- (863) — Ibid. dos. 59.
- (864) — François Duhamel ne fit que recueillir la succession de Guillaume Boyer, dont il avait épousé la veuve, Geneviève Mila.
- (865) — «Quittances délivrées par Firelin...» dans Recueil Trim. n° 10 p. 372.
- (866) — Voir à ce sujet les pièces produites par M. A. Loughon dans son étude sur «Les biens de Pierre Benoist-Dumas à Bourbon» dans Recueil Trimestriel n° 37, 38, 39, 40, 41 et 42.
- AUTRES REALISATIONS DU SIEUR DE VAUBOULON.*
- (867) — AC. C3. 3. «Mémoire... au Gouverneur Parat» (1711).
- (868) — AC. C3. 2. Instructions à Feuilley, 20 déc. 1703.
- (869) — Méraïn ou merrain : nom donné aux planches obtenues en débitant les troncs d'arbres dans le sens des rayons médullaires et dont on fait des panneaux, des douves de tonneaux.

- (870) — AC. C3. 2. Instructions à Feuilley, 20 décembre 1703.
- (871) — Ibid. 3. «Mémoires... au Gouverneur Parat» (1711) et Mémoires d'A. Boucher.
- LES EXACTIONS DU GOUVERNEUR.*
- (872) — Lettre du Père Hyacinthe.
- (873) — Ancienne Etude de M^e Gaston Lassays, boîte 1689-1729. Cf Recueil Trim. n° 10.
- (874) — Lettre du P. Hyacinthe.
- TRACASSERIES ANTICLERICALES.*
- (875) — Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 2620, cotes A et AB.
- (876) — Arch. Col. Ré. dos. 158. Cf. B. 185 et 237.
- (877) — Ibid.
- (878) — Dans l'Eglise, en ex-voto, une béquille et une ngure de cire représentant un petit enfant, témoignaient de la reconnaissance d'une infirme qui avait recouvré, dans la chapelle, l'usage de ses membres, et d'une autre femme, qui, en mal d'enfant, fut délivrée dès qu'on lui eut passé un scapulaire.
- (879) — Lettre du P. Hyacinthe, passim.
- PLAINTES.*
- (880) — Mémoire non signé, qui ne peu têtre que du capitaine Houssaye, AC. C3. 1. 1690. Sur un ton moins virulent, toutes les accusations soulevées par le Père Hyacinthe s'y retrouvent.
- LETTRE DU PERE HYACINTHE.*
- (881) — Lettre du Père Hyacinthe de Quimper.
- JOURNAL DE FIRELIN.*
- (882) — «Mémoire de Firelin, commis en ladite isle», AC. C3. 1.
- (883) — Journal des «Jeu».
- LE RECENSEMENT DE FIRELIN.*
- (884) — Voir notre étude (à paraître) sur les «premiers recensements de Bourbon». Le recensement de Firelin (1690) se trouve aux Archives du Ministère de la France d'Outre-Mer, Bourbon, Etat-Civil, Recensements.
- (885) — C'est à dessein que nous n'employons pas le mot «créole» qui n'est pas compris, à la Réunion, dans son sens strictement technique d'enfant né à la colonie de parents européens.
- (886) — Le Recensement de Firelin est suivi d'un «Estat des denrées et marchandises qu'on peut faire à l'Isle Bourbon».
- LA CHRETIENTE DE BOURBON EN 1690.*
- (887) — B. 187.
- (888) — B. 189.
- (889) — B. 190.
- (890) — B. 238, 239 et M. 8.
- (891) — B. 240 et 241.
- (892) — Journal de Firelin et Lettre du P. Hyacinthe.
- (893) — B. 191 et 310.
- (894) — M. 9.
- (895) — B. 243.

- (896) — B. 242, 243 et suivants.
 (897) — Arch. Col. Ré. dos. 59.
 (898) — M. 10.
 (899) — A la Bibliothèque de Saint-Denis (Réunion), le Code Noir est inclus dans un recueil de textes sous le titre de «Lettres patentes de décembre 1723, concernant le régime des esclaves à l'Ile Bourbon, ensemble le Code Noir de mars 1685 dans les Colonies, Ordonnances 83» sous la référence 58 E. Le Code Noir y est présenté sous sa double forme : tel qu'il était applicable aux Antilles et à la Guyane, et, en vis-à-vis, tel qu'il le devint à Bourbon.
- Les Archives de la Réunion possèdent en outre, au dossier 47, un original authentique sur parchemin de l'«Ordonnance du Roi concernant les esclaves nègres des Iles de Bourbon et de France» — «donné à Versailles, au mois de décembre l'an de grâce mil sept cent vingt trois, et de notre règne le neufviesme». signé LOUIS
 contresigné Phéliepeaux visé Fleuri au

CHAPITRE DIXIÈME

SIGNES AVANT-COUREURS.

- (900) — B. 311.
 (901) — B. 244.
 (902) — B. 311 bis et 312.
 (903) — Lettre-Mémoire du Père Hyacinthe, 22 août-13 septembre, AC. C3. 1.
 (904) — Archives d'Ille-et-Vilaine C. 2620. Cf. Crestien, «Procès du P. Hyacinthe».
 (905) — Ibid.
 (906) — Pièces du Procès, Arch. d'Ille-et-Vilaine C. 2620.
 (907) — B. 313.
 (908) — B. 245.
 (909) — Pièces du Procès.
 (910) — Id.

L'ARRESTATION DU GOUVERNEUR.

- (911) — Pièces du Procès.
 (912) — Arch. d'Ille-et-Vilaine C. 2620, cote G.
 (913) — Ibid.
 (914) — Pièces du Procès.
 (915) — B. 246 et 247.
 (916) — Lettre sans date, Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 2620, cote G.
 (917) — M. 10.
 (918) — B. 315.
 (919) — Pièces du Procès.

REPUBLIQUE A L'ILE D'EDEN.

- (920) — Les vaisseaux de la Compagnie étaient commandés par des officiers du Roi qui devaient s'appliquer davantage à la course aux dépens des ennemis de l'Etat, qu'au commerce (De Lagny à Pontchartrain, mars 1691, AC. C2. 6. f. 156). Voir le Journal d'un voyage aux Indes Orientales de de Challes dans Sottas p. 165.
 (921) — La lettre de Ricous, du 8 septembre 1681 (Arch. Col. Ré. dos. 158), nous apprend que déjà les protestants avaient eu des visées sur Bourbon.
 (922) — Henri Duquesne, «Recueil de quelques mémoires servans d'instruction pour l'établissement de l'Ile d'Eden», A. Amsterdam, chez Henri Desbordes, dans le Kalver Straat, près le Dam M.DC.LXXXIX — relié à la suite d'une «Nouvelle relation d'un voyage aux Indes Orientales» par Dellon.
 «Un projet de République à l'Ile d'Eden (Ile Bourbon) en 1689 par le marquis Henri Du Quesne...» précédée d'une notice par Th. Sauzier, Paris Dufossé 1887.
 (923) — Arch. Col. Ré. dos. 158 et B. N. Margry ms 9343 f. 9.
 (924) — «Journal d'un voyage aux Indes Orientales», dans Sottas p. 318.

- (925) — D'après François Leguat, «Voyages et aventures de François Leguat et de ses compagnons en deux isles désertes des Indes Orientales; avec la relation des choses les plus remarquables qu'ils ont observées dans l'isle Maurice, à Batavia, au Cap de Bonne-Espérance, dans l'isle Ste-Hélène et en d'autres endroits de leur route. Le tout enrichi de cartes et de figures.» A Amsterdam, chez Jean Louis de Lorme, M.DCC.VIII.
- (926) — D'après F. Leguat, «Voyages et aventures...» p. 42 et 58.
- (927) — Lettre de l'intendant Michel Bégon. Il rapporte qu'on trouva à bord les papiers d'Henri Du Quesne. Les projets de ce dernier étaient connus aux Indes (Lettre de Fr. Martin, Pondichéry, 22 janvier 1691, AC. C2. 63. f. 161). Cf. l'«Interrogatoire du nommé Vallean, de l'Isle de Ré», capitaine de l'«Hirondelle», et les renseignements fournis sur l'île par un «nègre nommé Arre», enlevé lors du passage à Bourbon (B. N. Margry ms 9343 f. 60).

DEUX MORTS AU TABLEAU.

- (928) — B. 316.
- (929) — M. 14.
- (930) — B. 317.
- (931) — M. 12.
- (932) — B. 248, 249, 250, 251, 252.
- (933) — M. 13.
- (934) — B. 199.
- (935) — B. 253.
- (936) — B. 200.
- (937) — B. 254, 255, 256, 257.
- (938) — Procès du P. Hyacinthe.
- (939) — Id.
- (940) — Id.
- (941) — Id.
- (942) — B. 257.
- (943) — B. 201.
- (944) — B. 202.
- (945) — B. 193.
- (946) — M. 16 et B. 258.
- (947) — B. 194.
- (948) — Pièces du Procès.
- (949) — 21 signatures et 17 marques figurent sur ce procès-verbal. Les signataires ne pouvaient pas tous être de Sainte-Suzanne, car ce quartier ne comprenait alors qu'une quinzaine de familles. Le procès-verbal est aux Archives d'Ille-et-Vilaine. C. 2620.
- (950) — B. 195.
- (951) — B. 259.
- (952) — M. 16.
- (953) — M. 17.
- (954) — M. 18 et 19.
- (955) — B. 260 et M. 20.

- (956) — Cet acte de décès figurait dans un registre d'Etat-Civil de Saint-Paul, parmi des «constatations du Frère Lannion», nous dit Hermann. Ce registre qui existait encore lorsque Crestien, puis Hermann, publièrent leurs ouvrages, le premier en 1881, l'autre en 1898, a, de nos jours, disparu.

(957) — B. 196.

(958) — Mémoires d'Antoine Boucher, 1710, AC. C3. 3.

RESTITUTIONS POSTHUMES.

- (959) — «Receus et Quittances des habitants de l'île de Bourbon, touchant l'argent... injustement prises par feu Monsieur Habert de Vauboulon...» dans Recueil Trim. n° 10.

LE «COMMANDANT» FIRELIN.

- (960) — AC. C3. 1. 1692.
- (961) — AC. C3. 1 et la Rogerie p. 261-262.
- (962) — Arch. Col. Ré. dos. 58, «concessions de Vauboulon».
- (963) — Ibid. «concessions de Villers»
- (964) — Hermann p. 97.
- (965) — Pièces du Procès.
- (966) — Ibid.
- (967) — B. 210.
- (968) — M. 37.
- (969) — M. 34 et 35.
- (970) — B. 229.
- (971) — B. 229.
- (972) — B. 231.
- (973) — B. 232.
- (974) — B. 233.
- (975) — M. 43 et 44.

LE DIRECTOIRE DE SAINT-PAUL.

- (976) — Les «Jeux» parurent à Bourbon après avoir touché Antongil (Le Mayer à Pontchartrain, 29 mars 1697, Arch. du Dépôt des Cartes et Plans de la Marine vol. 853 div. 8).
Sur la mort de Mr de Prades, tué dans un combat naval, en mars 1695, voir «Relation de ce qui s'est passé...» (AC. C2. 64. f. 180-183).
- (977) — Arch. Col. Ré. Reg. A1 et B. N. Margry ms 9343 f. 62.
- (978) — «Relation de la campagne faite aux Indes Orientales par l'escadre du Roi, commandée par Mr de Serquigny l'an 1695, 1696 et 1697» (AC. C2. 64. f. 136-139). Voir une autre relation dont l'auteur anonyme était probablement l'écrivain du «Faucon» (ibid. f. 149-162). Les «Jeux» furent vendus aux Indes par J.B. Martin, successeur de Pilavoine à Surate, pour 14.300 roupies.

OU EN EST LA COMPAGNIE ?

- (979) — Voir sur cette expédition le «Journal d'un Voyage...» de Challes.

				Capitaines :	
«Gaillard»	48 canons	450 hommes	-	Duquesne-Guiton	
«Oiseaux»	48 »	450 »	-	chevalier d'Aire	
«Florissant»	38 »	350 »	-	M. de Jayeux	
«Ecueil»	38 »	350 »	-	M. Hurtain (mort en voyage)	
«Dragon»	24 »	50 »	-	de Quistilit (mort en mer)	
«Lion»			-	de Chamoreau,	

Des Instructions étaient données pour l'escale à Anjouan, et Seignelay prescrivait l'escale d'Amérique pour le temps de guerre (mars 1689, AM. B2. 69. f. 215). L'organisation de l'escadre avait été prévue par le Ministre (Seignelay à de Lagny, AM. B2. 70. f. 80, 93, 135).

- (980) — Sottas (p. 114) écrit que l'«*Oriflamme*» «périt dans un combat avec une frégate anglaise au débouquement des Iles d'Amérique». En réalité, il périt, le 27 février 1691, sur les côtes de Bretagne (AM. B2. 77. f. 311, 339, 371, 428; les Directeurs à Martin, 22 septembre 1691, AC. C2. 6. f. 249).
- (981) — AC. C2. 6. f. 159, 168, 170 et suiv., 182, 188 à 208.
- (982) — Céberet à Pontchartrain, Lorient, 19 août 1691, AM. B3. 65. f. 309. Cf. AC. C2. 6. f. 152.
- (983) — AC. C2. 7. f. 220. Le «*Postillon*» était mauvais voilier, on ne lui constitua qu'une cargaison insignifiante (Fr. Martin à la Compagnie, février 1697, AC. C2. 64. f. 265).
- (984) — Martin à la Compagnie, 30 septembre 1692, AC. C2. 64. f. 12; Dans le Gange, le «*Postillon*» se trouvait sous la protection du Mogol.
- (985) — Céberet à Pontchartrain, AM. B3. 69. f. 226.
L'escadre de Dandennes comprenait :
Du Roi : «*Fendant*» 800 tx capitaine : Dandennes
De la Compagnie :
«*Florissant*» 600 tx, » : Chanlatte avec à bord le commissaire de l'escadre : Le Mayer.
«*Ecueil*» 500 tx, capitaine : Mousnier. Ce navire sera dépecé en 1699 (AM. B5. 2).
«*Lourey*» 500 tx, capitaine : Desmonts.
- Les Instructions de navigation prévoyaient l'escale d'Anjouan à l'aller; celle du Brésil et de la Martinique au retour.
- Jean Le Mayer, que nous retrouverons plus loin mêlé à l'histoire de Bourbon, appartenait à une famille de marchands de vin de Brest qui donna des échevins et des maires à la ville. Enseigne de vaisseau du port de Brest, il prit du service à la Compagnie, en devint un officier apprécié, Capitaine, Commissaire d'escadre, capitaine du port de Lorient, Directeur de la Compagnie... En 1690, il était à bord de l'escadre de Duquesne-Guiton avec son fils de douze ans et demi. Dans une rencontre avec un bâtiment anglais, le jeune garçon se conduisit vaillamment et de Challes célèbre sa bravoure dans son «*Journal*...».
- (986) — Ces trois derniers navires, pris dans une tempête, durent relâcher à Groix jusqu'au 22 avril, AC. C2. 7. f. 222.
- (987) — Pilavoine à la Compagnie, 24 janvier 1693, AC. C2. 64. f. 58.
- (988) — Dernis I p. 548 et s.
- (989) — Pontchartrain à Céberet, aux Directeurs, juillet 1692, AM. B2. 85 f. 25 116, 288. «*Cerf-Volant*», 150 tx, capitaine Ponto.
- (990) — Deslandes à Pilavoine, 27 septembre 1693, AC. C2. 64. f. 110. Capitaine Faucher.
- (991) — AC. C2. 7. f. 3.
- (992) — AC. C2. 7. f. 222. et Deslandes à Pilavoine, 27 septembre 1693, AC. C2. 64. f. 110.
- (993) — Après avoir perdu 180 hommes de maladie, l'escadre relâcha au Brésil, le 5 juillet 1693; le «*Fendant*» avait deux voies d'eau, était pourri. Ses réparations entraînèrent des frais considérables que Le Mayer eut

bien du mal à payer. La flotte relâcha ensuite trois mois à la Martinique (AC. C2. 64. f. 47).

- (994) — Dépêche venue d'Alep, 7 avril 1694, AC. C2. 64. f. 125.
- (995) — Les Directeurs à Pontchartrain, 15 janvier 1695, AC. C2. 7. f. 23.
- (996) — Céberet à Pontchartrain, AM. B3. 90. f. 80, 88, 93.

Composition de cette flotte :

Du Roi :

«*Zélande*», armé à Brest, 50 canons, 300 hommes, commandant : de Serquigny. Entré dans la Marine comme volontaire, le 22 mars 1671, le Comte de Serquigny, originaire de Bayeux, était enseigne de vaisseau le 28 mars 1672; lieutenant de vaisseau, le 8 décembre 1675; capitaine de vaisseau le 6 janvier 1682; chef d'escadre, le 27 décembre 1707. Il mourut le 7 décembre 1713.

«*Médemblick*», arme au Port-Louis, 50 canons, 300 hommes, commandant : Desmons,
«*Faucon*», armé à Rochefort 50 canons, 250 hommes, commandant : de Grosbois.

A la Compagnie, armés à Lorient :

«*Florissant*» 50 canons 250 hommes, capitaine : Le Mayer,
«*Pontchartrain*», 44 canons, 200 hommes, » : Desmonts,
«*Lourey*» 28 » 90 » » : Stephan.

Après escale à Gorée en mai, et à Anjouan en septembre, la flotte, à cause de la saison, gagna péniblement les côtes d'Arabie; une forte mortalité atteignit ses équipages.

- (997) — Relation du Père Tachard, passager avec d'autres ecclésiastiques, B. N. ms 19.030 f. 170-178. J.-B. Martin, l'ancien second de Pondichéry, rapatrié après la chute de cette ville, avait pris place sur cette escadre; il devait relever Pilavoine à Surate.
- (998) — Rapport de Serquigny, AC. C2. 64. f. 136-139; Relation de l'Ecrivain du «*Faucon*», Ibid. f. 149-162; Relation du Père Tachard, f. 184 à 187.
- (999) — Procès-verbal du 29 avril 1696, AC. C2. 64. f. 138; et B. N. Margry ms 9353 f. 302.
- (1000) — Instructions de Pontchartrain à Serquigny, 8 janvier 1695, AM. B4. 17. f. 411, 422, avec notes de la main du ministre.

L'ESCADRE DE SERQUIGNY.

- (1001) — Arch. Col. Ré. Reg. A1 et B. N. Margry ms 9343 f. 63.
- (1002) — Ibid.
- (1003) — Arch. Col. Ré. dos. 95.
- (1004) — Rapport de Serquigny.
- (1005) — Arch. Col. Ré. Reg. A1.
- (1006) — Ibid. et B. N. Margry ms 9343 f. 64.
- (1007) — Ainsi, à titre d'exemple, sont contresignées par Le Mayer :

— la concession faite à Jacques Lauret, par Vauboulon, et qui lui avait été enlevée par les «habitants de St-Paul, dans le temps de leur révolte du Père Hyacinthe, capucin...» lui est restituée le 24 août 1696 par Le Mayer (dossier 59) ;

— la concession faite à Jean Jullien, le 27 février 1690, par Vauboulon (dossier 58),

— celle à Guillaume Boyer du 1er mars 1690, par Vauboulon.

Les titulaires de concessions accordées par Firelin s'empressèrent aussi de les faire contresigner, ainsi celle du 12 mai 1693, accordée à Jean Brun et Jean Perrot, est approuvée par Le Mayer, qui y ajoute un cens (dossier 58).

- (1008) — Rrch. Col. Ré. dos. 59.
 (1009) — Ordonnance de Serquigny, 6 août 1696, Arch. Col. Ré. Reg. A 1. Dans le dossier 157, on donne cette pièce comme étant du 1er août.
 (1010) — Journal de Serquigny.
 (1011) — Ibid.
 REPRESAILLES.
 (1012) — Journal de Serquigny.
 (1013) — Ibid.
 (1014) — M. 3.
 (1015) — B. 308.
 (1016) — B. 306.
 (1017) — B. 309.
 (1018) — Journal de Serquigny.
 (1019) — B. 318.
 (1020) — B. 319.
 (1021) — M. 40 et 41.
 (1022) — La Rogerie p. 270. Cf. B. N. Margry ms 9343 f. 67.
 (1023) — Jean NANESQUE, «fils de Jan Nanesque et de Jacquemine Lanique, de Bruges en Flandre» (M. 39), est appelé Vanesquin par Bastide (Rect 1696-97), Van Hessche dans d'autres pièces. Sa femme, Françoise Rivière, fille de François Rivière et de Marie-Anne Case, fut baptisée le 24 mai 1681 (B. 103).

— Victor RIVERAIN, «fils de Victor Riverain et d'Hélène Guignon, tourangeaux (M. 43), épouse Marguerite Dailleau, fille de Jullien Dailleau et de Dominique Rosaire, née le 19 décembre 1682 (B. 178).

— François GARNIER, «fils d'André Garnier et d'Isabelle Babin, poitevins» (M. 44), se marie à Monique Vincendo, baptisée le 6 juin 1683 (B. 110) fille de François Vincendo et de Louis Fonsèque.

— Antoine BRULOT, «fils de Thomas Brulot et d'Hyacinthe Martin» (M. 33), épouse Marie-Anne Hoarau, fille de René Hoarau et de Marie Baudry. L'acte de baptême de M.-A. Hoarau ne nous est pas parvenu.

— François AUBERT, «fils d'Alain Aubert et de Julienne Dupont, de l'Evêché de Vannes» (M. 40), épouse Marie Caron, fille de Louis Caron et de Marie Pérère. Marie Caron est née le 2 mars 1684 (B. 132), ou le 9 janvier 1683 (B. 133).

— Claude RUELLE, «fils de Jean Ruelle et de Martine Toulé, de l'Evêché de Langres» (M. 41), épouse Monique Caron, fille de Louis Caron et de Monique Pérère. L'acte de Monique Caron ne nous est pas parvenu par suite d'une confusion qui attribue un double acte de baptême à Marie Caron, sa sœur (B. 132 et 133).

- (1024) — Etienne LE BAILLIE, «fils de René Le Baillif et de Louise Chopin, de la Paroisse St Pierre, en la ville et évêché d'Angers», épouse, le 25 fé-

vrier 1699, «Marie Hibon, fille de Pierre Hibon et de Jeanne de la Croix» (M. 52), née le 2 juin 1688 (ou 1681) (B. 180).

— François BOUCHÉ, «fils de Louis Bouché et de Marie... de Loche, de l'archevêché de Tours», épouse, le 17 septembre 1696, «Gabrielle, fille légitime de feu Jean Bellon et d'Antoinette Arnaud, de l'archevêché de Lyon» (M. 45), née le 25 janvier 1681 (B. 95).

— Jacques HUET, de Rouen, né vers 1660, épouse Gironne Maillot vers 1701; la jeune demoiselle était née vers 1689 (Rect 1709 et Mémoires d'Antoine Boucher).

— Jacques PICARD, «de l'Evêché de Luçon», épouse Louise Collin, le 1er novembre 1696 (M. 48), née en 1683 (Rect 1709), fille de Pierre Collin et de Catherine Mise. Jacques Picard, condamné le 7 septembre 1705, (Arch. Col. Ré. Reg. G 1) fut envoyé à Pondichéry.

— Henri GRIMAUD, «de l'Evêché de Blois», épouse, le 23 septembre 1696, Marie Touchard (M. 46), née le 13 mai 1679 (B. 73), fille d'Athanase Touchard et d'Elisabeth Hanno.

— Denis TURPIN de la Rochelle, né vers 1649 (Rt 1704), «a la mauvaise réputation d'avoir assassiné un homme au Canada» (A. Boucher, f. 30), marié vers 1696 à Françoise Lebeau (Rt 1704).

— Louis CHAUVÉAU, figure aux actes le 20 avril 1696 (B. 224), épouse Barbe Mussard vers 1700 (B. 156) mais meurt sans enfants le 19 janvier 1701 (S. 18); sa veuve se remarie dès le 10 mai 1701 à Pierre Parny.

- (1025) — Pièces du Procès, Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 2620.

- (1026) — Lettre de Bastide à Pontchartrain, 16 septembre 1697, AC. C3. 1 et Journal de Serquigny.

- (1027) — Lettre-Mémoire du P. Hyacinthe, 22 août 1690.

PROCES.

- (1028) — Rapport de Serquigny, AC. C2. 64. f. 139 — Relation de l'Ecrivain du «Faucon», Ibid. f. 156.

- (1029) — Pièces du Procès.

- (1030) — Ibid.

- (1031) — Ibid.

- (1032) — Ibid. Un autre Duhai, Julien, devait devenir sous-prieur de l'Abbaye de Beaufort, en 1704. Robert Duhai avait beaucoup voyagé, il savait l'arabe et le parlait avec le Père Hyacinthe.

EXECUTION.

- (1033) — Pièces du Procès.

- (1034) — Arch. d'Ille-et-Vilaine, série B, Parlement, registre d'écrou.

- (1035) — Recensement de 1690, mention marginale postérieure. Arch. Min. F.O.M. Dépôt des papiers publics des Colonies — Recensements Bourbon, 1678-1719.

- (1036) — Arch. Col. Ré. Reg. G2, 11 septembre 1715.

- (1037) — Recensement de 1690, mention marginale postérieure.

(1038) — Etat-Civil local.

(1039) — Quelques pièces de ce procès subsistent dans les dossiers du Parlement de Bretagne, Arch. d'Ille-et-Vilaine. L'arrêt de la Cour, du 27 juillet 1713, a disparu, mais on en connaît en partie la teneur par un inventaire des arrêts conservés au greffe.

CHAPITRE ONZIÈME

PREMIÈRES ATTEINTES AU MONOPOLE DE LA COMPAGNIE

- (1040) — Archives du Dépôt des Cartes de la Marine, vol. 85-3, div. 8.
 (1041) — AM. B3. 98, fol. 170 et Rapport de Serquigny, f. 139 (AC. C2. 64).
 Relation du «Faucon», f. 156 (AC.C2. 64).
 (1042) — Pontchartrain à de Nesmond et à Desclouzeaux, 10 septembre 1696, AM. B2 108, f. 582 et 584 et «Etat par année du commerce fait aux Indes Orientales de 1685 à 1706», Bibl. Nat. Ms. Fr. 16.737. Cette récapitulation, faite seulement en 1709, au moment de la ruine de la Compagnie, est par conséquent postérieure aux faits.
 (1043) — «Etat par année...»
 (1044) — AC. C2. 7, f. 101 et Etat dressé, par Bernard, des affaires de la Compagnie, AC. C2 7, f. 80.
 (1045) — De Bercy, 13 février 1697, AC.C2.7, f. 101 (sur les emprunts). L'Assemblée du 2 juillet 1697 donna lieu à un procès-verbal : AC.C2.7, f. 121, Derris I, p. 123.
 (1046) — J.-B. Martin et les marchands de Surate à la Compagnie, 25 juillet 1696, AC. C2 64, f. 184, 188. Martin et Deslandes à la Compagnie, 21 novembre 1696; Ibid. f. 168 V°. Pilavoine était à bord.
 (1047) — Sur la demande des Directeurs, le Ministre accorda à la Compagnie le profit intégral de la prise (au lieu de le partager avec le Roi selon l'ordonnance du 19 janvier 1695 — Le Mayer à Mgr. 19 juillet, AM.B3.98, f. 322 — Pontchartrain à de Mauclerc, 24 juillet; aux Directeurs, 31 juillet, AM.B2 126, f. 136, 188 — Les Directeurs à Mgr, 4 novembre et 10 décembre 1698, AC.C2.8, f. 49 et 61.
 (1048) — Le Mayer à Pontchartrain, AM. B3. 98, f. 325, 333. Le «Saint-Jean» parvint aux Indes cependant, mais avec une perte de 44.000 livres, AC.C2.9, f. 221 V°. Il avait relâché au Brésil du 17 février au 10 mars 1698 (B. N. Margry, ms 9343, f. 78).
 (1049) — Lettre de Pontchartrain à de Mauclerc (qui avait remplacé Céberet), commissaire ordonnateur à Lorient; à Le Mayer; à des Augiers, novembre et décembre 1697, janvier 1698, AM.B2.127, f. 285, 288, 351, 460; B2. 122, f. 416, 435, 467; B2. 131, f. 30, 250, 269, 271, 303, 376. Lettres de Le Mayer ou de Mauclerc à Mgr. B3. 98, f. 314, 329, 333, 336; B3. 102, f. 131, 134, 263, 266.
 «Phéliepeaux», 400 tonneaux.
 «Etoile d'Orient», 350 tonneaux.
 (1050) — Du Roi : «Bon» avec le chef d'escadre, Commandant des Augiers; «Indien», commandant de Pradines; ce navire se perdra aux Indes; «Zélande», commandant : comte de Modène; «Castricum», commandant : de la Roche-Herculle.
 Suivant les Instructions (signées du Roi et de Pontchartrain, père et fils, à Marly le 7 janvier 1698, AM.B4. 19, f. 113, 119) l'Escadre relâcha au Cap et aux Comores à l'aller; à Ste-Hélène au retour.

- (1051) — Le traité de Ryswick (AM.B7. 498, f. 341) rétablit la paix et ses premiers articles sont d'ordre général (reproduction des articles II à VI du traité de Nimègue). L'article VIII qui concerne uniquement Pondichéry, fut discuté jusqu'à la veille de sa signature.
- (1052) — «*Pontchartrain*», 500 tonneaux.
«*Princesse-de-Savoie*», 800 tonneaux, AM.B3. 98, f. 323; B3. 102, f. 267, 269. Les Directeurs à Mgr, décembre 1698, AC.C2. 8, f. 63.
- (1053) — «*Marchand des Indes*», 140 tonneaux, chargé de pacotille à vendre à Bourbon avant de gagner Surate, AM.B3. 98..., (mêmes références que ci-dessus).
- (1054) — Les Directeurs à Pontchartrain, 9 février 1698, AC. C2, 8 f. 11 et B. N. Margry Fr. Nlles Acq. ms 9343, f. 85.
- (1055) — De la Closure à Pontchartrain, 10 janvier 1698, AC. C2. 64, f. 263.
- (1056) — AM. B3. 98 (voir note ci-dessus : N° 1053).
- (1057) — Madrolle «*Les premiers voyages à la Chine. La Compagnie de Chine (1698-1719)*» — Paris 1901, in-8, XXXVII et p. 1-64; XXXIX-LV. Dernis II, p. 229-232.
Par un concordat signé en janvier 1698 avec Jourdan, la Compagnie et cet armateur avaient convenu que 5 % du produit des cargaisons reviendraient à la Compagnie. Lors du retour de l'*Amphitrite* les Directeurs durent se contenter de 2,5 %. Sur l'invitation de Pontchartrain, une nouvelle convention fut passée entre la Nouvelle Compagnie (Jourdan et ses associés l'avaient constituée), le 23 octobre 1700. La Compagnie des Indes Orientales percevrait régulièrement 25.000 livres par an, quelles que soient les rentrées, mais elle abandonnait à la société Jourdan tous ses privilèges pour le commerce de la Chine pendant le temps que durait encore son monopole. Cet accord scindait nettement les deux entreprises; il fut homologué le 9 novembre 1700. La «*Compagnie royale de Chine*» ne reçut ses lettres patentes de fondation qu'en octobre 1705.
- (1058) — Dernis I, p. 650-660. Un seul navire, le «*Nécessaire*», fut armé à la Rochelle par cette Compagnie en décembre 1698. Il se perdit sur la côte de Bretagne (Jégou «*Histoire de Lorient, port de guerre*», p. 137).
- (1059) — Lettres des Directeurs à Pontchartrain, 3 février, 9 et 23 août 1698, AC.C2. 8, f. 9, 28, 39 et 43; arrêt du Conseil du 22 juillet 1698, Dernis I, p. 647. Etat des ventes de la Compagnie, AC. C2. 8, f. 189. Lettre de Darguibel aux Directeurs, 13 juin 1698, Baie-de-tous-les-Saints, B. N. Margry, ms. 9343, f. 78 et cf. AC. C3. 1. 1698.
- (1060) — Les Directeurs à Pontchartrain, 18 et 23 octobre 1698, AC.C2. 8, f. 47 et 48.
- JOSEPH BASTIDE
- (1061) — Bastide, gouverneur de Bourbon, à Pontchartrain, 16 septembre 1697, AC.C3. 1, liasse 1697.
- (1062) — On trouve le nom de «*Desmarais*» dans les concessions de Sainte-Suzanne.
- (1063) — Lettre
- (1064) — Lettre de Bastide, AC. C3. 1. et B. N. Margry, ms 9343, f. 69.
- (1065) — Les Archives Coloniales de la Réunion conservent 21 actes de concessions de J. Bastide (dossiers 58, 59 et 60). Güet en signale 4 de plus, et l'on en trouve encore deux autres dans les copies de Margry (B. N. ms. 9343, f. 68).

L'ABBE JEAN D'ETCHEMENDY.

- (1066) — Les mariages et les baptêmes qui eurent lieu pendant le séjour de l'escadre de Serquigny n'y sont évidemment pas comptés.
- (1067) — B. 334, 342, 349..., 256, 357, 358, 367...
- (1068) — B. 363, 264.
- (1069) — B. 365.
- (1070) — Cf. note N° 412.
- (1071) — Martin et Deslandes à la Compagnie, 16 janvier 1697, AC.C2. 64, f. 245 et février 1697, ibid. f. 265. Deux vaisseaux hollandais lancés à sa poursuite n'avaient pas pu l'atteindre à son départ des Indes.
- (1072) — Lettre de Bastide du 16 septembre 1697.
- (1073) — B. 334.
- (1074) — Le «*Postillon*» ne rentra en France que le 4 juillet 1698. Il avait relâché au Brésil du 21 décembre 1697 au 31 mars 1698.
- (1075) — M. 49.
- (1076) — B. 515.
- (1077) — B. 516.
- (1078) — B. 517.
- (1079) — B. 340.
- (1080) — Mémoires de Martin, édit. Martineau, II p. 306, 389.
- (1081) — Mémoire pour servir à la connaissance... d'Ant. Boucher, B. N. Margry ms 9346, f. 30.

LES BIENS D'UN RICHE «HABITANT»

- (1082) — Arch. Col. Réunion, dossier 128, Successions, Inventaires et partages, St. Denis 1697-1763. Par erreur, l'inventaire est intitulé «*Guy Royer*» au lieu d'Antoine Royer. Guy Royer vécut jusqu'au 27 avril 1719 (S. 146). On le trouve d'ailleurs mentionné dans de très nombreux actes d'Archives jusqu'à la date de son décès, B. 396 (1669), B. 518 (1704)...
- (1083) — B. 20.
- (1084) — Arch. Col. Réunion, dos. 106.
- (1085) — Ibid. dos. 58.
- (1086) — S. 2.
- (1087) — M. 45 Cf. note n° 1.024.
- (1088) — M. 46. Cf. note n° 1.024.
- (1089) — M. 48. Cf. note n° 1.024.
- B.M. ROULON DE LA VANTE ET CALVARIN
- (1090) — AC. C3. 1, 1698 et B. N. Margry ms 9343, f. 78.
- (1091) — B. N. Margry ms 9343, f. 85 et 88.
- (1092) — Arch. Col. Réunion, dos. 58, concessions.
- (1093) — B. 390.
- (1094) — Le nom exact des Missionnaires nous est fourni par les Archives du Séminaire des Missions Etrangères. En ce qui concerne Mr. Roulon de la Vante, d'autres pièces d'archives portent «*de la Vente*» ou «*de la Vanthe*»; les actes d'Etat-civil de Bourbon ont comme signature «*Roulleaux*»; peut-être est-ce là une erreur de copiste.

- (1095) — Rapport de Le Mayer aux Directeurs et Lettre de Pontchartrain à la Compagnie, Versailles 15 janvier 1698 (AM. B2. 131, f. 96 et B. N. Margry 9345, f. 184). Cf. Recueil Trimestriel N° 34, p. 90.
- (1096) «Additions au mémoire présenté à Mgr l'Archevêque de Paris par P. A. Caulier, prêtre de la Congrégation de la Mission, en 1772». (Archives Lazaristes, registre 1504).
- (1097) D'après les Archives du Séminaire des Missions Etrangères de Paris M. Henri Roulon de la Vante et M. Goulven Calvarin quittèrent le Séminaire le 10 mars 1698 pour se rendre à leur port d'embarquement.
- (1098) — Notes Historiques sur l'Isle de Bourbon, par Mr. Davelu, curé de St. Paul (Arch. Nat. F3, 1, f. 1 à 13). Cf. Recueil Trimestriel N° 17 «L'organisation religieuse des Iles de France et de Bourbon, au temps de Mahé de la Bourdonnais» par Mr. le Chanoine H. Mondon, p. 217.
- (1099) — Les actes de catholicité de Sainte-Suzanne furent portés, jusqu'en 1704, sur les Registres de Saint-Denis, et ceux-ci sont perdus. En 1704, à l'arrivée de l'abbé de Saint Germain Robin, Sainte-Suzanne commença d'avoir des registres autonomes. La plupart d'entre eux sont conservés aux Archives du Ministère de la France d'Outre-Mer; les doubles authentiques, longtemps conservés à la Mairie de Sainte-Suzanne, auraient été brûlés en 1926. Il n'en reste qu'un «Répertoire...» dressé en 1823. Les registres authentiques de Saint-Denis, après 1704, sont également pour la plupart aux Archives du Ministère.
- (1100) — B. 390, 391 et S. 12 et 13.
- (1101) — B. 392 à 395 et S. 14.
- (1102) — B. 396 à 414 et S. 15 à 17.
- (1103) — B. 415 à 428.
- (1104) — B. 429 à 438.
- (1105) — B. 439 à 447 et S. 18 à 21.
- (1106) — B. 448 à 450.
- (1107) — B. 453.
- (1108) — S. 13.
- (1109) — 29 novembre 1699 = M. 62.
19 janvier 1701 = S. 18 et 19
13 février 1701 = B. 438 et S. 20
21 février 1701 = M. 68
fin juin 1701 = M. 70

BOURBON, CENTRE DE FLIBUSTERIE.

- (1110) — Arch. Nat. M 214, n° 5 et B. N. Margry ms 9345, f. 181.
- (1111) — Lettre de Mr. Bazin à la Compagnie, 7 juin 1700, AC. C3. 1 et B. N. Margry ms 9343, f. 90.
- (1112) — «Mémoire pour servir à la connaissance particulière de chaque habitant de l'isle de Bourbon, divisés par les quartiers qu'ils habitent» d'Antoine Boucher (B. N. Margry ms 9346 f. 24 et 25). Joseph de Guigné, ancien officier de cavalerie, garde-magasin à la Martinique, fut embarqué sur le vaisseau de Forget et capturé par les forbans à Madagascar en même temps que le reste de l'équipage. Ceux-ci l'utilisèrent comme pilote et chirurgien avant de le déposer à Bourbon en 1704.
- (1113) — Lettre des Directeurs, 13 juin 1700, B. N. Margry ms 9343, f. 88 et 89.
- (1114) — Lettre de Mr. Bazin, 7 juin 1700.

COLONS ET ESCLAVES

- (1115) — B. 149.
- (1116) — B. 396.
- (1117) — B. 403.
- (1118) — B. 417 à 420.
- (1119) — B. 446.
- (1120) — Le contrôleur de Mézy à Pontchartrain, 19 mars 1700, AM. B4. 20, f. 450.
- (1121) — Dernis II p. 90. Le Capitaine de la «Toison d'Or» a laissé divers renseignements dans ses «Questions et réponses sur l'Ile Bourbon» (B. N. Margry ms 9345, f. 163).
- (1122) — «Mémoire d'Antoine Boucher en 1710 sur Bourbon» dans Recueil Trimestriel n° 36, p. 345 et 355.
- (1123) — B. 430.
- (1124) — Estienne Le Baillif (M. 52)
Pierre Folio (M. 60)
Pierre Parny (M. 69)
- (1125) — Antoine Boucher, «Mémoire pour servir...» B. N. Margry ms 9346 f. 67.
- (1126) — Ibidem f. 56.
- (1127) — S. 15.
- (1128) — S. 18 et 31.
- VUES DE «M. DE LA VANTE»
- (1129) — «Mémoire sur l'Ile Bourbon, adressé par la Compagnie des Indes au Gouverneur Parat, le 17 février 1711», AC. C3. 3 et dans Recueil Trimestriel n° 35, p. 187.
- (1130) — «Mémoire d'Antoine Boucher...» AC. C3. 3 et dans Rec. Trim n° 36 p. 322.
- (1131) — «Mémoire... au gouverneur Parat...» AC. C3. 3 et dans Rec. Trim. n° 35, p. 216.
- (1132) — Ibid. p. 219.
- (1133) — Ibid. p. 227.
- (1134) — Ibid. p. 231.
- (1135) — «Mémoire d'Ant. Boucher...» AC. C3. 3 et dans Rec. Trim. n° 36, p. 339.
- (1136) — Ibid. p. 347.
- (1137) — «Rapport d'Hébert sur l'Ile Bourbon en 1708, avec les apostilles de la Compagnie des Indes», AC. C2. 13 et dans Recueil Trim. n° 33, p. 58.
- (1138) — «Mémoire... au Gouverneur Parat...» dans Rec. Trim. n° 35, p. 250.
- (1139) — Ibid. p. 253.
- (1140) — Ibid. p. 251.
- (1141) — «Rapport d'Hébert...» AC. C2. 13 et dans Rec. Trim. n° 33, p. 58.
- (1142) — «Mémoire... au Gouverneur Parat...» AC. C3. 3 et dans Rec. Trim. n° 35 p. 250.
- (1143) — Ibid. p. 253.
- (1144) — Les Directeurs au Ministre de la Marine, 25 juin 1706, B. N. Margry ms 9343, f. 96.

(1145) — Cf. note n° 1.121.

LA COMPAGNIE AUX MAINS DE JEROME PHELYPEAUX.

(1146) — «*Toison d'Or*», capitaine Demons, 500 tonneaux,
«*Maurepas*», » Faucher, 500 » , 40 canons,
«*Florissant*», » , 700 » ,
«*Aurore*», » , 900 » ,

En décembre 1700, le «*Florissant*» était en si mauvais état à son retour de Perse à Surate, que son équipage et son artillerie furent placés sur l'escadre de Chateaumorant, et le navire avarié fut vendu par Pilavoine qui avait repris la tête du comptoir de Surate. (Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 10 décembre 1699, AC. C2. 8, f. 112, et Lettres de Mauclerc à Pontchartrain, 9 février, 9 et 23 mars 1700, AM. B3. 105, 340, 350, 362).

(1147) — Dernis I p. 407.

(1148) — Procès-verbal... 10 décembre 1699, AC. C2. 8, f. 113 et Etat des ventes de la Compagnie, Ibid. f. 189.

(1149) — Dernis I p. 674.

(1150) — Procès-verbal... 10 déc. 1699, AC. C2. 8

Arrêt du 23 mars 1700, dans Dernis II p. 1.

(1151) — Etat des Ventes, AC. C2. 8, f. 189.

(1152) — «*Agréable*», vaisseau de 3ème rang, 50 canons,
«*Mutine*», » , 32 canons,

Ces deux navires arrivèrent le 22 août à Pondichéry avec le «*Phélypeaux*» et la «*Perle d'Orient*» (200 tx). Les deux premiers avaient eu, à bord de nombreux scorbutiques qui se guérissent à Anjouan où les quatre bâtiments firent escale pour se ravitailler. Le 2 septembre 1700, la «*Perle d'Orient*» fut envoyée au Bengale (Martin et de Challenge à la Compagnie, 6 octobre 1700, AC. C2. 65, f. 89 — Rapport de Luzençay à Pontchartrain, 28 août 1701, AM. B4. 21, f. 547, 556).

(1153) — A bord du «*Saint-Louis*» se trouvait Pilavoine. Le Mayer et Mauclerc à Mgr., 15 et 19 mars, 5 et 16 avril 1700, AM. B3. 109, f. 63, 190, 76, 79; Lettres de Pilavoine, Martin, Deslandes..., AC. C2. 65.

(1154) — Les Directeurs à Pontchartrain, 1er août 1700, AC. C2. 8, f. 215; des Augiers à Pontchartrain, 28 juillet 1700, AM. B4. 20, f. 452.

(1155) — Les Directeurs à Pontchartrain, 29 décembre 1700, AC. C2. 8, f. 245 et Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 24 janvier 1702, dans Dernis II p. 91 et B. N. Margry, ms 9353, f. 295.

(1156) — Ibid.

(1157) — Le «*Pondichéry*», frégate de 500 tonneaux, venait d'être achetée par la Compagnie à des armateurs de Saint-Malo, AM. B3. 109, f. 179.

(1158) — «*Princesse de Savoie*», 800 tonneaux,
«*Bourbon*», » 240 »

Le premier arrivera le 6 octobre 1701 à Surate, le second un peu plus tard (Dernis II p. 23 et Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales, B. N. ms 6231, f. 28).

CHAPITRE DOUZIÈME

DE VILLERS ET JEAN AUFFRAY

(1159) — B. 450.

(1160) — Recensement de 1709.

(1161) — «Rapport de G. Hébert sur l'île Bourbon en 1708, avec les apostilles de la Compagnie des Indes» — Archives Coloniales, C2. 13 et dans Recueil Trimestriel N° 33, p. 44. Hébert parle de «M. Pelletyer, notre confrère...»

(1162) — Archives Coloniales de la Réunion, Registre G1 : «Jugements rendus par le Gouverneur portant répression des crimes et délits commis par «les nègres seulement». Des sentences définitives contre les habitants. Des actes, contrats de mariages, donations...»
«Du 27 mai 1704 au 10 mars 1710».

(1163) — L'«Ordre et Instructions» à de Villers a été publié par le «Bulletin of the New-York public Library, Astor Lenox and Tilden Foundation», January 1909, volume XIII, number 1 — N.-Y. 1909 — Ce même numéro a publié le «Journal de de Villers».

(1164) — «Ordre de la Compagnie des Indes Orientales au Sr. Feuilley», 20 décembre 1703, article 5, AC. C3. 2, Correspondance générale de Bourbon.

(1165) — Ibid. article 3

(1166) — Pour arriver à Bourbon dans les premiers jours de juin, il faut comme l'indique Sottas) que le «*Bourbon*» et la «*Princesse-de-Savoie*» aient quitté la France, au plus tard, dans les premiers jours de mars.

(1167) — Arch. Col. Réunion, dossier 59.

(1168) — B. 450.

(1169) — Arch. Col. Réunion, dossier 58

(1170) — La pièce est contresignée par Boucher, le 4 avril 1707.

(1171) — «Ordre et Instruction...» à de Villers.

(1172) — B. 453.

(1173) — L'«Ordre de la Compagnie des Indes Orientales au Sr. Feuilley...» donne le 25 juillet comme date de la lettre.
Lettre confiée au «*Bourbon*» — Lettre de de Villers du 12 mars 1703, AC. C3. 2.

(1174) — «Réponses que Feuilley fournit aux ordres (à) lui mise en main par messieurs les directeurs généraux de France de la Royale Compagnie des Indes Orientales, Répondant à chacune des articles par les Veues et observations qu'il a faite pendant son séjour En l'isle de Bourbon qu'y a esté depuis le 21e mai (1704) jusques aux 18e avril 1705.» AC. C3. 2, et dans Rec. Trim. N° 36, p. 148.

«Mémoires d'Ant. Boucher...» dans Rec. Trim. N° 36, p. 345 et 355 et AC. C3. 3.

(1175) — B. 453.

(1176) — Renseignements gracieusement fournis par le R. Père Chabagno, secrétaire au Séminaire des Missions Etrangères de Paris.

- (1177) — B. 451.
 (1178) — B. 513.
 (1179) — Arch. Col. Réunion, dossier 158.
 (1180) — «Ordre et Instruction...» à de Villers.
 (1181) — Ibid.
 (1182) — «Ordre de la Compagnie... au Sr. Feuillet», AC. C3. 2 et Rec. Trim. N° 29, p. 21.
 (1183) — Eustache LEROY, M. 75.
 Simon DEVAU, M. 76.
 Pierre BOISSON, né vers 1678 à la Tremblade, près de la Rochelle, épousa la veuve de Pierre Lesueur, Marie Royer (Rts 1704 — 1709 — 1711 — Mémoire d'Antoine Boucher)
 André CHAMAN, de Saint-Malo, né vers 1677, épousa Angélique Caron. (Ibidem).
 Jacques NAS, dit «la Rencontre», de Saintes, né vers 1674, armurier, épousa Elisabeth Damour vers 1702 (Ibidem).
 Pierre NOEL, de l'île de St-Christophe en Amérique, né vers 1674, épousa Marie Lauret, veuve de Julien Lépinay, vers 1703 (Ibidem).
 (1184) — «Ordre de la Compagnie», au Sr. Feuillet, AC. C3. 2, et Rec. Trim. N° 29, p. 14.
 «Mémoire de la Compagnie», au sieur Parat, 17 février, AC. C3. 3 et Rec. Trim. N° 35, p. 227.
 (1185) — Pontchartrain à de Mauclerc, 2 août 1702, AM. B2. 162, f. 296.
 (1186) — «Ordre de la Compagnie» au Sr. Feuillet, Rec. Trim. N° 29, p. 14.
 (1187) — Arch. Col. Réunion, dossier 61. Henri Grimaud s'embarqua avec sa famille «sur les vaisseaux la «Princesse» et le «Bourbon», pour aller à Surate, pour delà passer en France sur les mêmes vaisseaux; mais ledit Grimaud étant mort à Calicut, (sa) femme, au retour de ces vaisseaux à l'île Bourbon, s'y débarqua avec 3 enfants...» («Mémoire pour servir à la connaissance...» de A. Boucher, B. N. Margry ms 9346 f. 64).
 (1188) — «Ordre et Instruction...»
 (1189) — Arch. Col. dossier 58
 ANTOINE BOUCHER
 (1190) — «Notes historiques sur l'île de Bourbon de 1506 à 1753», de M. l'abbé Davelu, curé de Saint-Paul. AC. F3, 1, f. 1 à 13.
 Arch. Col. Réunion, dossier 158
 Ibid. dossier 58 : concession à Julien Dailleau, 6 avril 1702.
 (1191) — «Rapport de G. Hébert...» AC. C2. 13 et Rec. Trim. N° 33, p. 61.
 (1192) — Recensement 1709 et AC. C3. 2
 (1193) — «Rapport de G. Hébert...» Apostilles de la Compagnie, Rec. Trim. N° 33, p. 61.
 (1194) — Archives du Morhiban, acte de tutelle des enfants d'Antoine Boucher-Desforges, Sénéchaussée d'Hennebont, 12 août 1726, 22 mars 1727.
 (1195) — Recensement de 1709
 (1196) — Le Registre des Baptêmes, B. 466, porte «le 2e mars 1702». Nous pensons que c'est un «lapsus» : partie de Pondichéry le 17 février, la flotte ne pouvait être à Bourbon avant le 15 mars. Elle n'y fut vraisemblablement que le 24 mars, jour où de Villers commença à rédiger sa seconde lettre.

- (1197) — Arch. Col. Réunion, dossier 58.
 (1198) — Journal de de Villers
 (1199) — Ibid.
 (1200) — Journal de de Villers.
 (1201) — «Ordre et Instruction» à de Villers, 8 janvier 1701.

HISTOIRE DE FORBANS

- (1202) — «Ordre et Instruction» à de Villers
 (1203) — Les réponses de Feuillet à la Compagnie, donnent un récit similaire, où le navire anglais se nomme le «Rouc» (Rec. Trim. N° 30, p. 143). Ant. Boucher dans son Journal de l'île Bourbon» (AC. C3. 2), narre les mêmes faits.
 (1204) — Il avait succédé, dans cette charge, à Henry Grimaud (Lettre de J.-Bastide, AC. C3. 1) et à Louis Chauveau, décédé le 19 juin 1701 (S. 18).
 (1205) — Nous pensons qu'il faut attribuer au retour de l'écossais, l'introduction à Bourbon de trois nouveaux esclaves «Henry, Augustin et Jean, trois noirs esclaves de Jacques Auber... de Madagascar, de 15 à 18 ans...» dont le baptême eut lieu à Saint-Paul, le 27 mars 1703 (B. 485).
 (1206) — B. 472
 (1207) — B. 481
 (1208) — B. 479 et 480
 (1209) — B. 476

DANGEREUX EXPÉDIENTS.

- (1210) — Journal de de Villers et Arch. Col. Réunion, dossiers 58, 59, 61 et 108.
 (1211) — Pilavoine à la Compagnie, 13 mars 1703, AC. C2. 67, f. 115.
 Journal de Martin, AC. C2. 66, f. 168 — Martin à Pontchartrain, 5 février 1703, AC. C2. 67, f. 5.
 (1212) — Le Conseil d'Ougly à la Compagnie, 12 janvier 1703, AC. C2. 67, f. 39
 (1213) — Pontchartrain aux Directeurs, 9 et 19 novembre 1701, AM. B2. 156, f. 352-390 — Délibération des Directeurs, 21 novembre et 1er décembre 1701, Dernis II, p. 76 et 77.
 (1214) — Le Mayer à Pontchartrain, AM. B2. 113, f. 250-252.
 (1215) — Journal de Martin, f. 44 et 159 — Lettre de Surate, 6 février 1702, ibid. f. 273, 278, 280, 283.
 (1216) — Pontchartrain à de Mauclerc, 2 août 1702, AM. B2. 162, f. 296.
 (1217) — Mémoire des Directeurs à de Fontenay, AC. C2 (2ème série) 3, f. 98 — Pontchartrain à de Fontenay, 7 et 14 mars 1703, AM. B2. 167, f. 539 et 600 — Instructions à de Fontenay, 14 mars 1703, AM. B2. 166, f. 44, 53.
 (1218) — Relation de de Fontenay, AM. B4. 25, f. 386.
 (1219) — Lettre des officiers de l'«Etoile-d'Orient», 12 juillet 1703, Dernis II p. 152.

MONSIEUR THOMAS MAILLARD DE TOURNON.

- (1220) — «Voyage du Sr. Luillier aux Grandes Indes», Paris, 1705, in-12, p. 147 à 154 — Journal de de Villers, AC. C3. 2, liasse 1701-1705
 (1221) — AC. C3. 2, liasse 1701-1705.
 (1222) — Journal de de Villers.
 (1223) — B. 514.

- (1224) — Arrivée le 6 novembre à Pondichéry, la flotte reprit la mer peu après et le 20 décembre, dans le détroit de Malacca, captura le «Cantorbery» qui fut vendu ensuite aux Indes.
- (1225) — Journal de de Villers.
INTENSE TRAFIC A BOURBON.
- (1227) — Journal de de Villers.
- (1228) — Nous pensons qu'il faut attribuer à Le Blanc ou à Delagarde la copie d'un rapport sur Bourbon, conservée aux Archives Coloniales de la Réunion, dossier 158, et qui porte le titre fallacieux d'«Extraits des Mémoires d'Antoine Boucher 1704-1710».
- (1229) — Journal de de Villers.
- (1230) — Relation de Fontenay, AC. C2. 67, f. 391 — Relation de Mousnier, AC. C2. 67, f. 399.
- (1231) — Sottas p. 429.
- (1232) — Mémoire sur la Compagnie des Indes 1709, B. N. ms. fr. 16.737, f. 10.
- (1233) — AC. C2. 9, f. 123 v° et 125.
- (1234) — Les Directeurs à Pontchartrain, 16 octobre 1703, AC. C2. 9, f. 119.
- (1235) — Dettes de la Compagnie au Roi 1706, AC. C2. 9, f. 69.
- (1236) — Les Directeurs à Pontchartrain, décembre 1703, AC. C2. 9, f. 126 — De Luzançay à Pontchartrain, 7 janvier 1704, AM. B3. 124, f. 103 — Pontchartrain à Fontenay, 12 décembre 1703, AM. B2. 170, f. 580 — Mémoire du Roi à Fontenay, 12 décembre 1703, AM. B2. 166, f. 136.
- (1237) — Lettres de Pontchartrain, décembre 1703 et janvier 1704, AM. B2. 170, f. 664 et AM. B2. 174, f. 20, 75, 138, 206, 269 et 274.
- (1238) — Lettres de Pontchartrain à de Pallières et de Luzançay, janvier et avril 1704, AM. B3. 174 et 175 — de Luzançay à Pontchartrain, AM. B3. 124 — Relation de Chazel, AM. B4. 26, f. 493.
- (1239) — Mémoire pour servir d'instruction au baron de Pallières, Marly, 6 février 1704, AM. B4. 26, f. 448.
EVENEMENTS DIVERS.
- (1240) — Journal de de Villers.
— Jacques DELASTRE, d'Ostende, né vers 1665, marié le 14 juillet 1704 à Geneviève Damour.
— Guy DUMESNIL, dit «Darentier» ou «de la Rentière», né vers 1671 en Flandre, ancien Cadet de Cambrai, épousa Marie-Anne Willman le 23 juillet 1704, s'établit au Butor de St-Denis et devint Capitaine de Ste-Suzanne.
— Joseph de GUIGNE, dit «la Cerisaie», de Saumur, né vers 1668, ancien officier, fit un séjour aux Antilles épousa à Bourbon Françoise Carré le 24 novembre 1704, s'établit à la Rivière-des-Pluies, devint Enseigne de Ste-Suzanne et Greffier.
— Georges NOEL, de Londres, né vers 1678, horloger, épousa Catherine Royer le 9 septembre 1704 (M. 79).
— Pierre PRADAU, de Bordeaux, né vers 1674, épousa Hyacinthe Carré le 24 novembre 1704.
— Robert TARBY, dit «Robin», écossais, né vers 1677, épousa Anne Dugain le 19 mars 1705.
(Rts 1704, 1709, 1711, 1713 —, Mémoires d'Antoine Boucher — Arch. Min. F.O.M. Etat-civil, St-Denis et Ste-Suzanne).

- (1241) — Arch. Col. Réunion, Registre G1, Introduction.
- (1242) — Ibid.
- (1243) — «Ordre de la Compagnie» au Sr. Feuilley et «Réponses que Feuilley...» AC. C3. 2 et Rec. Trim. N° 29 et 30.
- (1244) — Recensement de 1709.
- (1245) — Arch. du Min. de la F.O.M., Ile Bourbon, Etat-civil St. Denis, 1704-1748, Baptême du 27 mai 1704, de Anne de Matte.
- (1246) — Journal de Feuilley. D'après Ant. Boucher ms 9346 f. 22 il s'agirait d'un nommé Goudron.
- (1247) — B. 514 et Arch. Min. F.O.M. Registre G. 22, Bourbon, Etat-Civil, St. Paul, 1704-1746, 31 juillet 1705.
- (1248) — Sequin = monnaie frappée à Venise et pesant 3 gr. 559.
Journal de de Villers et Journal de Feuilley, 13 juin 1704.
- (1249) — On appelait «marrons», les nègres qui s'enfuyaient dans les montagnes.
- (1250) — Journal de de Villers et Registre G1, 26 août 1704.
- (1251) — Journal de Feuilley.
- (1252) — Journal de de Villers.
- (1253) — Journal de Feuilley.
- (1254) — Journal d'Ant. Boucher (AC. C3. 2) et Recensement de 1704 (Arch. Min. F.O.M.). Voir nos études (à paraître) sur «les premiers recensements de Bourbon» et «la vie à Bourbon, au début du XVII^e siècle».
- (1255) — Journal de Feuilley.
- (1256) — D'après le Journal de de Villers et de Boucher, AC. C3. 2.
- (1257) — Arch. Col. Réunion, Registre G1, 19 février 1705.
- (1258) — Journal de de Villers et de Boucher.
- (1259) — Ibid.
- (1260) — Arch. Col. Réunion, Registre G1, 24 mars 1705.
- (1261) — AC. C3. 2. On trouve quelques extraits du Journal de Boucher aux Archives de la Réunion (dossier 158) «Extraits des Mémoires d'Antoine Boucher», 1704-1710; la copie est assez peu conforme au véritable texte.
- (1262) — Journal de de Villers, février 1705.
- (1263) — La flotte de Pallières quitta la France en avril 1704, elle n'atteignit Pondichéry que le 17 janvier 1705, après une navigation difficile.
Le détail de cette navigation est narrée dans : la «Relation du voyage des Indes Orientales par les vaisseaux du Roi, commandés par M. le baron de Pallières, en 1704 et 1705», Vigo, 24 septembre 1705 : c'est le rapport de Chazel, commissaire à la suite de l'escadre, AM. B4. 26, f. 493-500 — et dans la «Relation du voyage des Indes à commencer du 23 avril 1704», rapport du commandant de Pallières, ibid. f. 508-515 — «Relation de la navigation et expédition faites par les vaisseaux du Roi, l'«Agréable» et la «Mutine», aux côtes d'Asie et leur croisière pendant leur route», par du Dresnay, capitaine de la «Mutine», ibid. f. 526-539. Ces trois pièces étaient destinées au ministre Pontchartrain. Cf. aussi : Martin à la Compagnie, 19 février 1705, AC. C2. 67, f. 249 et Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales, B. N. 6231, f. 34 v°.
- (1264) — Journal de Feuilley, 8 avril 1705.

- (1265) — Martin et les Conseillers de Pondichéry, 19 février 1705, AC. C2. 67 f. 282 v°.
- (1266) — Réponses de Feuilley aux ordres de la Compagnie.
- (1267) — Arch. Min. F.O.M. Bourbon, Etat-civil, St-Denis 1704-1748, 10 avril 1705.
- (1268) — Arch. Col. Réunion, dossier 58 — Journal de de Villers. Ibid. dossiers 59, 90, 93, 95, 106.
- (1269) — Réponses de Feuilley aux ordres de la Compagnie, passim.
LES REFLEXIONS DE DUROT.
- (1270) — Durot : «Journal de Voyage», Bibliothèque Carnegie (Curepipe, Ile Maurice), édité partiellement dans le Recueil Trimestriel N° 20, p. 381 et s. et dans «Voyages Anciens...» de A. Lounnon, p. 149 et s.
- (1271) — B. 520 et suivants
- (1272) — Journal de voyage de Durot.
- (1273) — B. 531, 532 et 534.
- (1274) — Arch. Min. F.O.M. Ile Bourbon, Etat-civil, St-Denis 1704-1748. 3, 4 et 10 mai 1705.
- (1275) — Journal de Voyage de Durot.

CHAPITRE TREIZIÈME

DERNIERE EXPEDITION DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES

- (1276) — Etat par année, B.N. ms 16.737, f. 35.
- (1277) — Versailles, 8 décembre 1704, AM. B2. 177, f. 627.
- (1278) — Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales du 6 novembre 1708, B. N. ms 16.737, f. 11.
- (1279) — AC. C2. 12, f. 139, 144, 146, 148 et 200.
- (1280) — Pontchartrain à Clairambault, 10 janvier 1714, AM. B2. 237, f. 49
- (1281) — AM. B2. 182, f. 586.
- (1282) — Délibération du 30 décembre 1705, AC. C2. 9, f. 251.
- (1283) — Instructions pour Hébert, 29 mai 1706, AC. C2. 12, f. 114.
- (1284) — Assemblée des Directeurs, 26 mars 1706, AM. B7. 504, f. 65.
- (1285) — Capitaine de la «Toison d'Or» : de Boisloré,
du «Maurepas» : enseigne de vaisseau de la Vérune.
du «Saint-Louis» : capitaine de flûte, de la Mare de Caen.
Celui-ci connaissait les mers du Sud pour y avoir navigué comme flibustier.
- (1286) — Feuilley, 3ème Lieutenant du «Maurepas», fut tué à Pisco, au Pérou (Rapport d'Hébert, 12 février 1709).
- (1287) — Mémoire des Directeurs, 1708, B. N. ms. fr. 16.737, f. 11.
AU SECOURS DE PONDICHÉRY.
- (1288) — Journal de de Villers.
- (1289) — Archives Coloniales de la Réunion, Registre G1, 28 novembre 1705, et dossier 157.
- (1290) — Journal de de Villers.
- (1291) — Arch. Col. Réunion, Registre G1, 7 juin 1717, et dossier 50.
- (1292) — Voir dans le «Mémoire pour servir à la connaissance particulière de chaque habitant de l'île de Bourbon...» d'Antoine Boucher, le portrait qu'il fait de François Bouché; ce passage du Mémoire existe aux Arch. Col. Réunion, dossier 158; le «Mémoire» a été recopié par Margry, B. N. ms. 9346, f. 20.
- (1293) — Arch. Col. Réunion, Registre G1, 14 juillet 1706, et Journal de de Villers.
- (1294) — Journal de de Villers.
Archives du Min de la F.O.M., Bourbon, Etat-civil, Saint-Denis 1704-1748, et Saint-Paul 1704-1746.
«Mémoire pour servir...» d'Antoine Boucher. Recensements de 1709-1711-1713.
- Jacques BOYER, né à la Rochelle, paroisse de St-Nicolas, vers 1682, marié à Jeanne Willman le 5 septembre 1707
- Patrick DROMAN, irlandais, né vers 1671, marié à Anne Guichard vers 1710.

- Thomas ELGERT, de Londres, né vers 1679, marié à Raphaëlle Royer le 10 février 1707.
 - Jean JANSON, hollandais, né vers 1677, marié à Mare Dugain le 7 février 1707.
 - André RAU, né à Muron-en-Saintonge vers 1668, marié à Thérèse Duhal le 14 juin 1707.
 - Edouard ROBERT, de Londres, né vers 1679, marié à Marie-Anne Bellon le 28 février 1707.
- (1295) — François Martin mourut le 31 décembre 1706 à 72 ans, (Arch. Min. F.O.M. Inde, Pondichéry, Etat-civil, paroisse de N.-D. des Anges, décès 1687-1748 f. 20 G 1 126) après trois ans de séjour à Madagascar et trente-huit ans de séjour ininterrompu dans l'Inde. Il venait d'achever, à Pondichéry, le Fort-Louis. Anobli par Lettre royale de février 1692 (Arch. Nat. Ordonnances de Louis XIV, X 1 A 8694, f. 60), il en avait reçu la nouvelle par l'escadre Dandenne en octobre 1692, mais les Lettres elles-mêmes ne lui étaient parvenues qu'en 1694. Le 1er juillet 1701, il avait été fait chevalier de St-Lazare et du Mont-Carmel. Ses armes étaient «de gueules au chevron d'argent accompagné en chef de deux siaux (seaux) au naturel, et en pointe un chêne d'or en face sur un terrasse de sinople» (Armorial... des ordres... de N.D. du Mt-Carmel et de St Lazare de Jérusalem, B. N. ms fr. Cabinet des titres, 32.399, f. 342 et 31. 796, f. 26).
- (1296) — Journal de de Villers.
- (1297) — Arch. Col. Réunion, Registre G 1, 29 mars 1707 et Journal de de Villers.
- (1298) — Arch. Min. F.O.M. Bourbon, Etat-civil, St. Denis 1704-1748, St. Paul 1704-1746.
- (1299) — La liste des souscripteurs se trouve dans le Registre G 1 (Arch. Col. Réunion), à la date du 10 décembre 1707. — Journal de de Villers.
- (1300) — Arch. Col. Réunion, Registre G 1. et Ant. Boucher ms 9346 f. 25 et 71.
- LE CHEVALIER HEBERT.**
- (1301) — Journal de de Villers.
- (1302) — Arch. Col. Réunion, Reg. G 1.
- (1303) — Ibid.
- (1304) — Journal de de Villers
- (1305) — Rapport d'Hébert, AC. C2. 13 et Recueil Trim. n° 33 p. 68.
- Yves LE BEGUE, né vers 1689 (Rt 1711), de Bretagne, depuis 1708 dans l'Isle venu sur le St-Louis (Rt 1711), épouse Jeanne Tessier vers 1710 (Rts 1711 et 1713).
 - Pierre LEBON, né vers 1683 (Rt 1713), «fils de Pierre Lebon et d'Hélène Pellehade, de la paroisse de Toussaints de Rennes en Bretagne» (M. 107), «depuis 1708 dans l'Isle, venu par le St Louis» (Rt 1711), épouse Jeanne Lépinay le 18 mai 1711 (M. 107). Les familles de Pierre Folio et d'Antoine Cadet quittèrent l'Isle au moins pour un temps (Ant. Boucher, ms 9346 f. 43 et 67.)
- (1306) — Denis Turpin, ses dettes et ses procès, cf. Hermann p. 110, 111.
- (1307) — «Mémoire sur l'Isle Bourbon... adressé au Gouverneur Parat», AC. C3. 3 et Recueil Trimestriel N° 35, p. 268. Les Directeurs stipulent que M. Hébert n'a pas l'intention de s'opposer au droit «si naturel» de

l'héritage en ligne directe et chargent Parat de décider de l'application de la mesure prise.

- (1308) — Un rapport de 1704, dû probablement aux écrivains du «Maurcpas» et du «Pondichéry» expose les difficultés qui surgissaient à cette époque, à Bourbon à toute occasion, et suggérait les moyens de remédier à cet état de fait (Arch. Col. dossier 158).
- (1309) — Rapport de G. Hébert, AC. C2. 13 et Rec. Trim. N° 35, p. 73.
- (1310) — Arch. Col Réunion, Reg. G 1, 25 novembre 1708.
- (1311) — Arch. Col. Réunion, «Extraits du Journal de Boucher»
- (1312) — Ibid.

EGLISE ET CHAPELLE A ST. PAUL.

- (1313) — Arch. Col. Réunion, Regitre G2 «ouvert le 19 avril 1709» : il fait suite au Registre G1. Le dernier acte qui y figure est du 7 août 1716, mais on en trouve un du 4 décembre 1716, à l'une des dernières pages. L'inventaire de la chapelle de Notre-des-Anges s'y trouve à la date du 27 février 1711. Cette pièce mentionne que «la chapelle invoquée à la Sainte Vierge (fut) accordée au defunt françois mussard par M. le Ch. Hébert par contract du douze may mil sept cens huit pour en prendre le soin durant sa vie».
 - (1314) — Rapport de G. Hébert.
 - (1315) — Hermann p. 123.
 - (1316) — Le dernier acte qui porte cette mention est du 4 septembre 1708, (B. 611).
 - (1317) — Arch. Min F.O.M. Reg. G22. Etat-civil. St.Paul 1704-1746 18 octobre 1708
 - (1318) — B. 615, 25 octobre 1708 à B. 620 du 20 mars 1709 M. 94 et 95 des 24 et 27 novembre 1708.
 - (1319) — Copié par Meersmann, curé de St-Gilles-les-hauts (Réunion) Archives manuscrites de la paroisse (fin du XIX^e s.)
 - (1320) — Journal de de Villers, 24 mars 1709.
 - (1321) — Journal de de Villers.
 - (1322) — Arch. Col. Réunion, dossier 62, «Recensement général 1709 et 1732» et Ach. Min. F.O.M., Etat-Civil, Recensements Bourbon, 1678-1719 (Recensement 1709).
- M. DE CHARANVILLE.**
- (1323) — Journal de de Villers.
 - (1324) — Arch. Col. Réunion, Registre G2, 18 mai 1710.
 - (1325) — Arch. Col. Réunion Registre G 1 et Journal de de Villers. Arrive également par le «St-Louis» en 1709, pour remplacer Jacques Le Pré-vost en qualité de chirurgien-major de l'Isle Bourbon». Jacques Macé, 24 ans, né en 1685 à Hennebont (Rt 1735).
 - (1326) — B. N. Margry, ms. 9343, f. 142.
 - (1327) — Arch. Col. Réunion, Lettre d'Introduction du Registre G2. Les Registres de Baptêmes de St. Denis et de Se Suzanne furent remis par Boucher à de Haramboure le 18 avril 1709 (Arch. Min. F.O.M. Etat-civil, St. Denis, Ste Suzanne).
 - (1328) — B. 623.
 - (1329) — Journal de de Villers

- (1330) — Réponses de la Compagnie au Rapport d'Hébert, AC. C2. 13. et Recueil Trimestriel N° 33, p. 44.
- (1331) — Ibid. Rec. Trim. N° 33, p. 46, 47 et 64.
- (1332) — Mémoire sur l'île Bourbon adressé par la Compagnie des Indes au gouverneur Parat le 17 février 1711, AC. C3. 3. et Recueil Trimestriel N° 35, p. 211, 212, 264, 265, 218.
- (1333) — AC. C2. 67, f. 285, lettre de de Boissieux, Pondichéry, 18 février 1705, B. N. Margry, ms. 9343, f. 142.
- UN REDRESSEUR DE TORTS.
- (1334) — «*St-Malo*», 28 canons, 115 hommes.
«*St-Jean-Baptiste*», 28 canons, 115 hommes,
«*Bien-Aimée*», dite aussi «*la Guinguette*», patache, 10 canons 35 hommes.
Ils avaient quitté St-Malo le 16 février et atteignirent Pondichéry le 17 août, d'où ils repartirent en février 1710.
- (1335) — Journal de de Villers.
- (1336) — B. 737 : c'est le baptême d'un certain «*Antoine* enfant mâle, naturel de Marie Touchard, veuve de (Henri) Grimaud». Cet enfant, selon la tradition, était le fils d'Antoine Boucher.
- (1337) — Arch. Col. Réunion, G2, Inventaire des biens du Père Jean Senet.
- (1338) — B. 635 à 638, 738 à 740; S. 33.
- (1339) — P. Cadet. A. N. Fonds de St-Lazare M. 214 et B. N. Margry ms 9345 f. 181. Copie dans Murmann.
- (1340) — B. 738 à 744.
- FLOTTE MALOINES.
- (1341) — Le «*voyage de l'Arabie Heureuse*» est la «*narration par un capitaine de vaisseau (celui du «*Curieux*» p. 4 et directeur d'une compagnie de Négocians de St-Malo); elle est rapportée par La Roque : «*Voyage de l'Arabie Heureuse par l'Océan oriental et le détroit de la Mer Rouge. Fait par les François pour la première fois dans les années 1708, 1709. Avec la relation particulière d'un voyage fait du port de Moka à la cour du roy d'Yémen dans la seconde expédition des années 1711, 1712 et 1713; un mémoire concernant l'arbre et le fruit du café, dressé sur les observations de ceux qui ont fait ce dernier voyage; et un traité historique de l'origine et du progrès du café tant dans l'Asie que dans l'Europe, de son introduction en France et de l'établissement de son usage à Paris. Chez André Cailleau, sur le quay des Augustins, près la rue Pavée, à Saint-André. M. DCC. XVI. In 12.*»
La flotte était composée du «*Curieux*», 50 canons, que commandait M. Gollet de la Merveille, et du «*Diligent*» de 50 canons avec M. de Champloret le Brun. Ils quittèrent Brest, le 6 janvier 1708, rançonnèrent deux prises avant Cadix, s'emparèrent du «*Grand Vainqueur de Middelburg*» avant l'île de l'Assomption. Le 10 décembre 1708, les vaisseaux s'éloignent de Zocotora et atteignent Moka le 3 janvier 1709. Ils remettent à la voile le 20 août, passent à Maurice avec deux prises, y restent du 7 octobre au 16 décembre, puis vont à Bourbon et sont de retour à Saint-Malo le 8 mai 1710.*
- (1342) — Ibid. Dans «*Voyages Anciens...*» p. 156.
- (1343) — Rapports présentés au greffe de l'Amirauté de St. Malo, le 10 mai 1710, par Sérot de la Croix, capitaine du «*Curieux*», et par le bourgeois Gollet de la Merveille.

- Mémoire sur l'île Bourbon... AC. C3. 3 et Rec. Trim. N° 35 p. 237.
- (1344) — Cf. note 1334 — Les trois vaisseaux étaient partis à destination d'Ougly, Pondichéry et des côtes de Malabar. Ils quittèrent St. Malo le 16 février 1709, atteignirent Pondichéry le 17 août 1709, d'où ils repartirent en février 1710. Ils touchèrent Bourbon à l'aller et au retour.
- (1345) — Réponse des Directeurs au Rapport d'Hébert, AC. C2. 13, et Rec. Trim. N° 33, p. 36.
- (1346) — «*Voyage de l'Arabie Heureuse...*» p. 46.
- (1347) — Réponse des Directeurs au Rapport d'Hébert, dans Rec. Trim. N° 33, p. 39.
- (1348) — Kaepplén p. 610.
- (1349) — Le sieur Bouynot est à Bourbon avec le «*St-Louis*» :
le 1er juin 1709 (Arch. Col. Réunion, Registre G1, contrat de mariage entre Patrice Droman et Anne Guichard)
le 23 août 1709, (ibid., donation d'Henry Bouynot à Margot Larrose),
Il n'y est plus le 18 novembre 1709, jour où Charanville signe un prêt en son nom.
- (1350) — Réponse des Directeurs au Rapport d'Hébert, Rec. Trim. N° 33, p. 36
- (1351) — Arch. Col. Réunion, Reg. G2, dernières volontés d'Estevan Perera, matelot à bord de la «*Vierge*».
- (1352) — Arch. Col. Réunion, Reg. G2, «*Estat de la vente des Négresses...*, 18 may 1710».
- (1353) — B. 745 à 747 ont rapport à des enfants d'esclaves nés dans l'île, B. 748 à 756, à 12 esclaves nouvellement importés, de 8 à 25 ans.
- (1354) — B. 758 à 780, B. 782 et 783.
- (1355) — Arch. Col. Réunion, Reg. G2 et B. N. ms 6231, f. 44.
- (1356) — Ibid. Reg. G2 et dossier 58 des Arch. Col. Réunion, 9 novembre 1715.
Hébert n'avait été envoyé dans l'Inde que pour une mission temporaire; mais Fr. Martin était mort et le premier acte d'Hébert fut de s'emparer du poste de gouverneur en reléguant Du Livier au second rang. Prenant soin d'écarter de Boissieux, commandant de la garnison, en le nommant à la place de la Marre de Caen, au commandement du «*Saint-Louis*», il se trouva le maître unique du complot. Lorsque le vaisseau arriva en France et en apporta la nouvelle, les Directeurs estimèrent que leurs intérêts ne pouvaient être mieux défendus que par l'un d'entre eux. Le 9 janvier 1709, ils obtenaient la nomination officielle d'Hébert (AC. F3. 238, f. 293), comme gouverneur de Pondichéry. Le 16 janvier, Pontchartrain donna son approbation mais refusa les lettres de noblesse sollicitées pour lui (AM. B2. 213, f. 6).
Hébert reprit ses fonctions «*avec autant de hauteur et de liberté que les plus expérimentés qui ont paru dans la colonie*» (jugement de l'ingénieur de Nyon), et se posa en détracteur de Fr. Martin. Il s'attira aussi l'animosité des Jésuites qui se plaignirent de lui à la Compagnie «*fort aigrement*» (AC. C2. 13, f. 302). L'absence de navires lui rendait la situation difficile. Du Livier en février 1712, réussissait, en France, à se faire attribuer le poste de gouverneur de Pondichéry, (AC. F3. 238, f. 239 et 339), il s'embarqua sur l'«*Auguste*», en mars 1713. Il apportait à Hébert l'offre du gouvernement de Bourbon; celui-ci refusa ce qu'il considérait comme une disgrâce et rentra en France par l'escadre de Dudemaine-Girard qui toucha le Port-Louis le 14 juillet 1714. En six mois, Hébert réalisa sa réconciliation avec les

Jésuites et se fit nommer «Général de la Nation française» aux Indes. Il repartit, le 23 janvier 1715 («*Lys-Brillac*» et «*Deux-Couronnes*») et arriva, le 18 juillet à Pondichéry (AM. B2. 241, f. 66). Du Livier, au bout de peu de temps, demanda son rappel; Hébert, de nouveau, demeura le seul maître; mais il ne tarda pas à exaspérer les Malouins qui s'en plaignirent, en décembre 1717, et posèrent l'ultimatum suivant : ou Hébert serait, dans les vingt-quatre heures, remplacé par Hardancourt, alors à Chandernagor, ou tous les armements à destination des Indes seraient suspendus. Le Conseil de la Marine dut se soumettre et destituer Hébert (Somme des Malouins et Délibération des Directeurs, 24 novembre 1717, AC. C2. 14, f. 255; Mémoire des Malouins pour le Conseil de la Marine, 30 décembre, id., f. 260-171; Nomination d'Hardancourt, 1er janvier 1718, AC. F3. 238, f. 379; Le Conseil de la Marine aux Directeurs de la Cie des Indes à St. Malo, 7 août 1717, AM. B2. 249, f. 66 v°; Hébert, à de la Prévostière, à Hardancourt, 1er janvier 1718, id. B2. 251, f. 1, 2). Une commission fut nommée pour enquêter sur ses agissements (arrêt royal du 7 février 1718, AC. C2. 14, f. 289-298). Une procédure contre Hébert et son fils fut ouverte; les deux Hébert, avec les pièces de leur procès, furent envoyés en France sur le «*Comte-de-Toulouse*» qui toucha le Port-Louis en mai ou juin 1719; ils furent finalement condamnés (AC. C2. 70, f. 251, 259, 261, 283 et s., 319, 325 — AC. C2. 14, f. 304, 327 — AM. B2. 256, f. 41, 52...).

(1357) — B. N. ms. 6231, f. 44.

(1358) — Arch. Col. Réunion, Registre G2, Inventaire des biens du Père Jean Senet, 1er septembre 1712.

(1359) — B. 659; B. 748, 773, 778, 780 — M. 99, 100.

D'après l'acte B. 659, le «*Vainqueur*» ne serait parti de Bourbon qu'après le 19 septembre 1710.

CHAPITRE QUATORZIÈME

FIN DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES.

(1360) — Arch. Col. C2. 12. f. 16-28 et 172.

(1361) — Arch. de la Marine, B2. 199. f. 366 — B2. 206. f. 160 — B7. 505. f. 8

(1362) — Chacun d'eux avait 50 canons.

(1363) — La Roque, «*Voyage de l'Arabie Heureuse*», passim.

(1364) — AM. B3. 184. f. 157 — Mémoire des Malouins, 15 décembre, AC. C2. 14 f. 206.

(1365) — AC. C2. 12. f. 206, 218, 265 — C2. 13. f. 93.

(1366) — AM. B2. 215. f. 1179 — B2. 216. f. 84, 268, 409, 551. — AC. C2. 13. f. 146 et 147.

(1367) — AC. C2. 13. f. 192.

(1368) — Etat de la cargaison du «*St. Louis*», AM. B3. 170. f. 703.

(1369) — AM. B. 220. f. 508, 554, 872 à 874, 1139, 1142, 1145.
AC. C2. 14. f. 20, 24, 28, 30, 32, 38 et 89.

(1370) — Procès-verbal de Bignon, prévôt des Marchands et arrêt du Conseil d'état, 4 mai 1711, Dernis II, p. 432.

(1371) — Le «*St-Louis*» : 40 canons et 200 hommes,
Le «*Français*» : 30 » 130 »

(1372) — Dernis II, p. 353 et 357.

(1373) — Dernis II, p. 444 — Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales, B. N. 6231, f. 50.

(1374) — Dernis II, p. 457 — AM. B2. 228. f. 770 et 888 — B2. 231. f. 556.

(1375) — Mémoire des Malouins, 15 décembre 1715, AC. C2. 14. f. 207.

(1376) — C'étaient : Granville-Loquet, Lalande-Magon, Beauvais le Fer, Colombière-Gris, Lafaudre le Fer, Chapelle-Martin et Chapdelaine.

(1377) — Traité entre la Compagnie et la Société Crozat, 20 juillet Dernis II, p. 483 et 493 — Mémoire des Malouins, 15 décembre 1715.

(1378) — AM. B2. 231. II f. 335 — AM. B2. 234. f. 46, 85, 165 et 380 — AC. F3. 238. f. 329 et 339.

(1379) — AM. B2. 234. II. f. 398 — Traité d'Utrecht — 1713, avril et juillet.

(1380) — Du Livier à Pontchartrain, 10 février 1716, AC. C2. 69. f. 188 v°.

(1381) — AM. B2. 237. f. 23 et 236.

(1382) — AC. C2. 14. f. 289.

(1383) — Dernis II p. 629.

(1384) — Dernis II, p. 637 — AM. B2. 241. f. 220 — AC. C2. 14. f. 208.

(1385) — AM. B2. 241. f. 66 et 182.

(1386) — AM. B2. 230. f. 168, 178, 192, 218, 251, 257.

AM. B2. 241. f. 625, 627, 658, 677.

AM. B2. 242. f. 212.

Dernis II, p. 667, 676, 678, 681.

(1387) — Kaepelin p. 590, 599, 600 et 623.

- (1420) — L'inventaire porte sept heures du matin.
 (1421) — S. 60.
 (1422) — Arch. Col. Réunion, Registre G2, août 1712 : Inventaire des biens du Père Jean Senet.
 (1423) — Les deux autres inventaires donnent la liste des hardes du missionnaire et des objets d'usage commun qui lui servaient quotidiennement.
 (1424) — Arch. Col. Réunion, Reg. G2, Inventaire du Père Senet.
 (1425) — Mémoire de Parat du 9 septembre 1712, Recueil Trimestriel N° 3.
 (1426) — Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales, B. N. ms. 6231, f. 50.
 (1427) — Arch. Col. Réunion, Registre A 1, 21 novembre 1711.
 (1428) — Ibid., 20 novembre 1712.
 (1429) — Mémoire de Parat, 9 septembre 1712.
 (1430) — Rôle d'équipage aux Archives de la Marine à Brest, C6. 53 et Arch. Col. Réunion, Registre G2, 5 décembre 1712 et 19 décembre 1712.
 (1431) — S. 63 à 67 et Arch. F.O.M. Bourbon, Etat-Civil, St. Denis 23 avril 1713 à 30 janvier 1714.

ETAT DE L'ILE BOURBON VERS 1712.

- (1432) — Arch. du Min. de la F.O.M., Bourbon, Etat-civil, Recensements.
 (1433) — AC. C3. 3, Mémoire d'Antoine Boucher.
 (1434) — Arch. Col. Réunion, Registre A 1, 20 avril 1714, 17 juillet 1714 et 28 août 1714.

L'ARRIVÉE DES LAZARISTES.

- (1435) — Archives du Finistère, 23 H. 16
 (1436) — Ibid.
 (1437) — Ibid.
 (1438) — Arch. de la Propagande, année 1711, vol. 81, f. 460 v°.
 (1439) — Arch. du Min. des Affaires Etrangères, Rome, vol. 451, f. 82.
 (1440) — AM. B2. 180, f. 426.
 (1441) — AM. B2. 180, f. 653.
 (1442) — Arch. de la Propagande, 1711, vol. 81, f. 461 v°.
 (1443) — AC. F5. A8., AM. B2. 188, f. 421.
 (1444) — Arch. de la Propagande, 1711, vol. 81, f. 461 v°.
 (1445) — Ibid.
 (1446) — Arch. de la Propagande, 1712, vol. 82, f. 43 et 44.
 (1447) — Ibid., vol. 82, f. 44 et 45.
 (1448) — Arch. Nat. S. 6717, cette pièce, manuscrit latin, mériterait une analyse, mais elle appartient plutôt à la seconde période de l'histoire religieuse de Bourbon.
 (1449) — Traité fait entre la Compagnie et MM. de Saint-Lazare, AC. F3. 206, même remarque que précédemment
 (1450) — AC. F3. 208.
 (1451) — Annales de la Congrégation de la Mission.

- (1452) — Traité fait entre la Compagnie et les Messieurs de Saint-Lazare, 22 décembre 1712, art. 10, AC. F3. 206; cf. Recueil Trimestriel N° 34, p. 122.
 (1453) — B. 789 b à 792 b et Arch. Min. F.O.M., Bourbon, Etat-civil, St. Denis 1er janvier 1715.
 (1454) — B. 840, 857 à 860, 868 à 873, et Arch. Min. F.O.M., Bourbon, Etat-civil, St. Denis, registre des deux pères espagnols, 21 avril — 23 septembre 1714, et S. 77.
 (1455) — B. 852, 855, 864, 886 et Arch. Min. F.O.M. Bourbon, Etat-civil, St-Denis et St-Paul.
 (1456) — S. 76 et 77.
 (1457) — Caulier, lazariste, cf. Recueil Trimestriel N° 24, p. 164.
 (1458) — B. 887 et Arch. Min. F.O.M. Bourbon, Etat-civil, St-Paul.
 (1459) — Traité entre la Compagnie et Messieurs de St-Lazare, art. 6 (AC. F3. 206).
 (1460) — Arch. Col. Réunion, Registre G2, Inventaire des biens du R. P. Senet, note marginale.
 (1461) — AM. B 1. 14, f. 29.

INDEX

DES NOMS PROPRES DE PERSONNES

Les nombres entre parenthèses renvoient aux notes.
Les autres nombres renvoient aux pages.

ABEL, prêtre — 222.
ABOT (Jean René), lazariste — 316 — 318.
ALBUQUERQUE, 8 — 9 — (24).
ALEXANDRE VI, 8.
ALIGRE (d'), 20 — (78).
ALMEIDA, navigateur — 8.
ALMEIDA (Manoel d'), jésuite — 14 — (60).
ALMERAS, lazariste — 79 — 102.
ANDRADE (François d'), 11.
ANGELEAUME, 25 — 31 — 32 — (124).
ANGO, 12.
ANICE (Gilles, sieur du Vanhariot), 317.
ANJEAN (d'), 258.
ANNE D'AUTRICHE, (77).
ANTOINE DE LANNION, capucin — 143 — 170 — 190 — 192 — 195 — 216 — (956).
ARCHAMBAULT (Jacquette), 170.
ARIEZ (Louise), 242.
ARNAUD (Antoinette), 81 — 83 — 89 — (360) — (365) — (409) — (434) — (444) — (589) — (798) — (1024).
ARNOU (Denis), 108 — (519) — (520).
ARNOU (Jeanne), (593) — (716).
ARNOUD, lazariste — (148).
AUBER (Jacques), 170 — 186 — 212 — 258 — 276 — 277 — 284 — 285 — 300 — (797).
AUBER (Jacques), le jeune — 285.
AUBER (Louise), 222.
AUBERT, 128.
AUBERT (François), 222 — (1023).
AUFFRAY (Jean), prêtre — 238 — 247 — 249 — 251.
AUGER, 118 — 130.
AUGIERS (chevalier des), 230 — 241 — 244 — 245 — (1050).
AVEROULT (d'), lazariste — (148).

BACHELIER (Pierre), 276.
BAGNI (Jacques), cardinal — 44.
BAILLOT, 68.
BARBOT DU HAUTMESNIL, (655) — (656).
BARENTZ (Guillaume), (33).
BARILLY (Martin de), 259.

BARKER (Edmond), (41).
BARON, directeur de la Cie — 110 — 117 — 118 — 119 — 130 — (523).
BARON, capitaine — 115 — 120.
BARQUER (Jacques), 62.
BARRE (Anne Marie de), 242.
BARRIERE (Jacques), 156 — 186 — 203 — 204 — 212 — 221 — 223 — 224 — 225 — 226 — 233 — 234 — (794) — (804).
BARTHELEMY, prêtre — 165.
BASTIDE (Joseph), 185 — 186 — 221 — 222 — 223 — 228 — 231 — 232 — 233 — 239.
BATAILLE, 68.
BAUDET (Gilles), 276.
BAUDRY, marchand — 55 — 60 — 63 — 67 — 77.
BAUDRY (Marie), 82 — 102 — 108 — (409) — 1023).
BEAULIEU (Augustin de), 14 — 16 — (56) — (72).
BEAULIEU DE TREHOUARD (Bernard), 300.
BEAUREGARD (de), 105 — 112 — 113 — 114 — 117 — 122 — (512).
BEAUSSE (de), 20 — 55 — 59 — 60 — 63 — 64 — 72 — 77 — (78) — (158) — (207).
BÉCHAMEIL (Louis), Marquis de Nointel — 224.
BECHON, (311).
BÉDA (Jacques), 148 — 163 — 186 — 253 — 300 — 312 — (716) — (718).
BELLANGER DE L'EPINAY, 105 — (482).
BELLAVOINE, 150.
BELLEBARBE (de), prêtre — 23 — 25 — 30 — 44 — 78 — (92).
BELLEVILLE (de), marchand — (356).
BELLEVILLE (Mathurin de), prêtre — 35 — (137).
BELLON (Jean), 80 — 82 — 83 — 89 — (360) — (409) — (434) — (444) — (589) — (618) — (798) — (1024).
BELLON (Estienne), 82 — 89 — 91 — (360).
BELLON (Antoine), 163 — 166 — 186 — 212 — 219 — (242).
BELLON (Jeanne), 163 — (716) — (718) — (798).
BELLON (Gabrielle), 236 — (1024).
BELLON (Anne), 270 — (588).
BELLON (Marianne), 307.
BELLON (Catherine), (483).
BELLON (Madeleine), (799).
BÉNARD, prêtre — 258.
BERLIOZ (Jacques), 153.
BERNARDIN de QUIMPER, capucin — 108 — 118 — 119 — 120 — 121 — 122 — 126 — 127 — 129 — 130 — 131 — 135 — 136 — 137 — 138 — 139 — 140 — 143 — 144 — 145 — 146 — 162 — 163 — 170 — 171 — 174 — 190 — 191 — 193 — 234 — (523) — (589) — (650) — (652).
BERNARDO (André), 163 — (718).
BERNICA, 121 — 127.
BERNIER, 97.
BERRUYER, 15 — 19 — 37 — (78).
BIDON (Jean Baptiste), 171 — 177 — 187 — 202 — 205 — 212 — 214 — 215 — 219 — 220 — 223 — 226 — 227 — 235 — (805).
BIENASSIS (de), 172.
BIERNE (de), 83.
BILLAIN, 44.
BILLARD (Anne), 82 — 83 — 89 — (255) — (409) — (430) — (434).
BILLARD (Antoine), (255).
BILLE (Louis), 296.
BLAISE DE LA MÈRE DE DIEU, augustin — 306.

BLANC (Robert), 276.
 BLANCHARD, 60.
 BLANQUET DE LA HAYE (Jacob), 80 — 97 — 98 — 99 — 101 — 102 — 103 —
 104 — 105 — 106 — 107 — 108 — 109 — 111 — 112 — 113 — 118 — 120 —
 121 — 122 — 125 — 130 — 146 — 155 — 174 — 182 — 189 — 202 — 221 —
 (136) — (158) — (563).
 BLOCK (Adriaan Maartzen), 15 — (63).
 BLONDEAU DES ARDILLIERS, (655).
 BLOQUEMAN (Jean), 148 — 153 — 211 — (716) — (719).
 BLÔT, 110 — 111.
 BOCI (Martin), 248.
 BOILEAU, (185).
 BOISPEAN (de), 73 — (309) — (363).
 BOISSIEUX (de), 287 — 288 — 289 — (1356).
 BOISSON (Pierre), 250 — (1183).
 BONAVENTURE DE PARTHENAY, capucin — 125.
 BONNET (François), prêtre — 107 — 108 — 119 — 120 — 126 — 127 — (491) —
 (604).
 BONNET, lazariste — 315.
 BONTEKOE (Willem Ysbrantz), 15 — 313 — (61) — (62) — (64).
 BOUANGES (de), 260.
 BOUCHE, frère — (348).
 BOUCHÉ (François), 222 — 236 — 274 — 311 — (1024) — (1292).
 BOUCHER (Antoine), 99 — 128 — 185 — 211 — 234 — 250 — 251 — 254 —
 258 — 259 — 260 — 261 — 262 — 263 — 264 — 266 — 267 — 275 — 276 —
 277 — 280 — 282 — 285 — 287 — 288 — 306 — 308 — 309 — 310 — 311 —
 (1170) — (1327) — (1336).
 BOULLAYE LE GOUT (de la), 72 — 97.
 BOURDAISE, lazariste — 33 — 34 — 35 — 44 — 46 — 47 — (133) — (135).
 BOUREAU-DESLANDES (André), 120 — (609) — (652).
 BOURGOIN (Jean), frère — 114 — (348).
 BOURROT, lazariste — 60 — 62 — 70 — 78 — (251).
 BOUSSORDET, lazariste — 60 — (147) — (231) — (237).
 BOUTENET, (148).
 BOUYNOT, 260 — 264 — 275 — 277 — 292 — 298 — 312 — 317 — (1349).
 BOYER (François), 100 — (482).
 BOYER (Guillaume), 132 — 186 — 212 — (594) — (653) — (864) — (1007).
 BOYER (Jacques), 275 — (1294).
 BRESTÈCHE (de la), 102 — 113 — 115 — 116 — 117 — (158) — (554) — (569) —
 (570) — (577).
 BRISJONC, lazariste — (348).
 BROCUS (Henri), 186 — 192 — 201 — (593) — (716) — (837).
 BROUSSE (de la), 259.
 BRUX (Marie Monique de), dame Du Livier — 317.
 BRULOT (Antoine), 222 — 231 — (1023).
 BRUN (Jean), 132 — 185 — 186 — 189 — 212 — 213 — 234 — (372) — (653) —
 (1007).
 BRUN (Anne), (520).
 BRY (de), 14.
 BUDEE, 59 — 77.
 CABOT (Sébastien), 10 — (44).
 CADEAU, 55 — 59.
 CADET (Antoine), 99 — 164 — 186 — (483) — (1305).

CADET (Pierre), 166 — 239 — 290 — (780).
 CADET (François), 242.
 CALVARIN (Goulven), missions Etrangères — 237 — 238 — 241 — 243 —
 248 — 313 — (1097).
 CALVE, 192.
 CAMENHEN (Georges), prêtre — 108 — 135 — 136 — 149 — 150 — 151 — 153 —
 154 — 155 — 156 — 157 — 158 — 159 — 160 — 161 — 162 — 163 — 164 —
 165 — 166 — 175 — 176 — 177 — 178 — 190 — 195 — 196 — 199 — (717) —
 (729).
 CAMOENS, (17).
 CAMPILLE (Périne), 226 — (520).
 CANDOLLE (Daniel de), 83.
 CARON, directeur de la Cie, 72 — 73 — 75 — 77 — 78 — 79 — 80 — 83 — 90 —
 95 — 96 — 97 — 104 — 110 — 112 — (337) — (347) — (464).
 CARON (Louis), 99 — 185 — 216 — (483) — (1023).
 CARON (Marie), 222 — (1023).
 CARON (Monique), 222 — (1023).
 CARPEAU DU SAUSSAY, 1 — 40 — 65 — 67 — 68 — (3) — (145) — (269).
 CARRÉ, prêtre — 1 — 78 — 80 — 83 — 89 — (2) — (347) — (413).
 CARRÉ-TALHOIT (Jacques), 119 — 151 — 153 — 154 — 156 — 157 — 164 —
 187 — 189 — 198 — 212 — (406) — (596) — (729).
 CASET, 37 — 46.
 CASSAN (Jeanne Blanche), 251.
 CASTLETON (Samuel), 14 — (59).
 CAUZAN (Paul), 119 — (593).
 CAUZAN (François), 119 — 285 — 300 — 312 — (593) — (653).
 CAUCHE (François), 9 — 15 — 16 — 21 — (67) — (83).
 CAVENDISH (Thomas), 12 — (40).
 CAZE (Cécile), 163 — (720).
 CAZE (Anne), dame Gilles Launay — 300 — (594) — (797).
 CÉBERET, 193 — (686) — (696).
 CHAMAN (André), 250 — (1183).
 CHAMPION (de), 128.
 CHAMPLAIN, 18.
 CHAMPLORÉ LE BRUN, 291 — (1341).
 CHAMPMARGOU (de), 35 — 40 — 42 — 55 — 60 — 64 — 65 — 67 — 68 — 69 —
 76 — 79 — 84 — 98 — 100 — 102 — 113 — (157) — (158) — (269) — (290) —
 (555).
 CHANLATTE, 73 — 87 — 103 — (309) — (499) — (985).
 CHAPELAIN, 185.
 CHARANVILLE (Michel François Desbordes de), 287 — 288 — 289 — 290 —
 (1391).
 CHARPENTIER (François), 49 — 50 — 52 — 55 — 58 — 79 — 109 — 140 —
 191 — (149) — (181) — (185).
 CHATEAUMORANT (de), 245 — 254 — (1146).
 CHATELAIN DE CRESSY (Françoise), 112 — 116 — 119 — 154 — (408) —
 (406) — (567) — (573) — (596) — (731) — (801).
 CHAUFFOUR (Claude de), (618).
 CHAUVÉAU (Louis), 222 — 242 — (1024) — (1204).
 CHAUVIGNY (Joseph Gilbert de Blot de), 170 — 173 — 184 — 185 — 186 —
 191 — 192 — 193 — 194 — 195 — 196 — (793).
 CHAZEL, 270.
 CHEREIL DE LA RIVIERE (Mathurin), 224.
 CHERUY, 55 — 60 — 63 — 77 — 78 — (337).

CHESNAY (l'Ingénieur du), 119 — 150 — 151 — 155 — 160.
 CHOPIN (Louise), 242.
 CLAVE, 245.
 CLEMENT XI, 257 — 314.
 COCQUET, 20 — (79).
 CODERON, prêtre — 34 — (137).
 CODINE, 9.
 COISLIN (de), 150 — 169.
 COLAS (Catherine), 170.
 COLBERT (Jean Baptiste), 49 — 50 — 55 — 59 — 66 — 71 — 75 — 79 — 80 —
 94 — 95 — 96 — 97 — 98 — 104 — 110 — 111 — 112 — 117 — 122 — 124 —
 132 — 133 — 134 — 135 — 140 — 256 — 272 — (181) — (347) — (534) —
 (543).
 COLBERT DU TERRON, 50 — 97.
 COLIN DE LA BRISELAINÉ (Thomas), 305.
 COLIN (Pierre), 80 — 119 — (592) — (618) — (1024).
 COLLIN (Louise), 236 — (1024).
 COMPÈGNE (Jacques), 82.
 » (Marguerite), 82 — 148 — 284 — (360) — (404) — (409) — (436) —
 (800).
 » (Marie), 82 — (369).
 CONSTANTIN (Jean Baptiste Robert), 171 — 196.
 CORNEILLE (185).
 CORNUEL, 66 — 77.
 CORRÉA (Gaspard), 11.
 COTS (des), 26.
 COUDRAY (Guymont du), 298 — 317.
 COUILLARD (Antoine), 32 — 33 — 35 — 36.
 COULON (Nicole), 112 — 116 — 118 — 119 — (587).
 COURTOREILLE (Jean), 154.
 COVILHAM (Pierre), 9.
 CRESTIEN, 104.
 CRIAIS (Louis), lazariste — 316 — 318.
 CRIGNON, 8 — (34).
 CROZAT, 295 — 296 — 297.
 CUNCHA (da), 9 — 11.
 CUVERON, lazariste — 59 — 65 — 67 — 68 — 69 — 70 — 78 — (292).
 DAILLEAU (Julien), 99 — 148 — 181 — 182 — 185 — 189 — 212 — 213 — 215 —
 221 — 251 — (483) — (653) — (673) — (837) — (1023).
 DAILLEAU (François), 215.
 DAILLEAU (Marguerite), 215 — 222 — (1023).
 DAILLEAU (Marie-Madeleine), (586).
 DAMOUR (Georges), 118 — 186 — 212 — (583).
 DAMOUR (Geneviève), 203 — (1240).
 DANDENNES, 161 — 218 — (985).
 DANGO (Joseph), 132 — (653).
 DARGUIBEL, 236 — 244 — 248 — 249 — 250.
 DAVID, 44.
 DAVIS, 12 — (42) — (48).
 DECHESNAY (Jeanne), 170.
 DEHARAMBOURE (Pierre), 287 — 288 — 300 — (1327).
 DELAGARDE, 259 — (1228).
 DELASTRE (Jacques), 260 — (1240).

DELLON, (384) — (413) — (418).
 DELORME (Madeleine), 84 — (396).
 DEMONS, 225 — 241 — (996) — (1146).
 DENIS DE QUIMPER, capucin — 104 — 108 — 127 — (491) — (581) — (524).
 DENNEMONT (Hervé), 80 — 82 — 84 — 186 — (372) — (400) — (409) — (618) —
 (653) — (837).
 DENNEMONT (Gilles), 82 — 186 — 212 — 276 — 300 — 304 — 313.
 DENNEMONT (Suzanne), 163 — 166 — (718).
 DENYON 128.
 DÉPINAY, 67.
 DERGUIEN, (311).
 DESCAZEAUX (P. F.), 285.
 DESCHAMPS, 44.
 DESFONTAINES, lazariste — (148).
 DESGORRIS, (78).
 DESIRÉ (Paul), 205 — 212 — 223.
 DESMARTINS, 15 — 19 — 20 — 96 — (78).
 DESMONTS, 230 — (985) — (996).
 DESSANTOUS (Noël), 258.
 DEVAU (Simon), 250 — (1183).
 DEVAULX (Jacques), 149 — 291.
 DIAZ (Barthelemy), 8.
 DIÉGO FERNANDEZ PÉREIRA, 9.
 DIÉGO RIBERO, 10.
 DIÈS (Marie), 145 — (706).
 DIGART (Grégoire), 15.
 DIOGO DIAS, 9.
 DIROP (Saturnin), récollet — 314.
 DOLU, jésuite — 301 — 305 — (1409).
 DOMINGUE DE LA CONCEPTION, prêtre — 165 — 166.
 DONNÉE (Marie), 170.
 DRAKE (Francis), 12 — (39).
 DRESNAY (du), 260 — 270.
 DROMAN (Patrick), 275 — (1294).
 DROMAN (Robert), 253.
 DROUILLARD (Jean-Baptiste), 136 — 145 — 146 — 147 — 148 — 149 — 150 —
 151 — 152 — 153 — 154 — 155 — 156 — 157 — 158 — 159 — 160 — 161 —
 163 — 166 — 169 — 183 — 184 — 234 — (705) — (706) — (837).
 DUBOC, voir la Marre du Boc.
 DUBOIS, 84 — 100 — 104 — 207 — (413) — (482).
 DUBOIS, jésuite — 110.
 DUBOIS DES SABLONS (Guillaume), 171 — 172 — 177 — 191 — 196.
 DUBOURNAY (Pierre de la Grande maison, dit), 293 — 299 — 305 — (1395).
 DUDEMAINE GIRARD (Joseph), 297 — 300 — 316 — (1356).
 DUFOUR, lazariste — 34 — 35 — 44 — (137).
 DUGAIN (Gilles), 150 — 155 — 192 — (720).
 DUGUAY-TROUIN, 229.
 DUHAL (Robert), 136 — 154 — 183 — 203 — 204 — 221 — 222 — 223 — 224 —
 225 — 226 — 234 — (669) — (713) — (718) — (1032).
 DUHAL (François), 225.
 DUHAL (Guillaume), 226.
 DUHAMEL (François), 119 — 198 — 199 — 212 — (594) — (653) — (864).
 DULAURIER, 5.
 DULIVIER, 254 — 255 — 256 — 275 — 277 — 297 — 298 — 301 — (1356) —
 (1398) — (1406).

DULIVIER (Catherine), 301.
 DUMESNIL (Guy), 260 — 277 — (1240).
 DUMOULIN, 296 — 298.
 DUPERRIER, 35 — 40 — (157).
 DUPONT, 44.
 DUPORT (Jacqueline), 170.
 DUQUESNE (Henry), 1 — 206 — 207 — (1).
 DUQUESNE-GUITON, 143 — 206 — 207 — 216 — 217 — (979).
 DUROT, 247 — 267 — 268 — 270.
 DUVAL (Nicolas, Laurent), augustin — 300 — 301 — 302 — 313 — 317 — 318 — (1398).
 DUVAL (Jean, Guillaume), 300.
 EDOUARD IV (d'Angleterre), 12.
 EDRISI, 5 — 6 — (8) — (12).
 ELGERT (Thomas), 275 — (1294).
 ELISABETH (d'Angleterre), 13 — (39).
 EMERIQUE, carme — 165.
 EMMANUEL, cordelier — 136.
 ENOUFF (André), prêtre — 224.
 EPINAY (d'), 73.
 ESGUILLON (duchesse d'), 40.
 ESPARON (Michel), 84 — 154 — (403) — (406) — (412) — (573).
 » (Marie), (573) — (731).
 » (Suzanne), (731).
 ESSARTS (des), (233).
 ESTIENNE, lazariste — 35 — 40 — 41 — 42 — 45 — 46 — 60 — (135) — (148) — (165) — (168) — (170).
 ESTIENNE (René), 222.
 ESTRADÉ (d'), 50.
 ETCHÈMENDY (Jean d'), 222 — 232 — 233 — 234.
 EUSEBE, capucin — 265.
 EVEN (Jacques), prêtre — 317.
 FALCONET, (293).
 FARGIN (Marie), 102.
 FAVET (de), 73 — (309).
 FAYE (de), 72 — 73 — 75 — 77 — 78 — 79 — 80 — 95 — 96 — 97 — 110.
 FEBVRE, 150.
 FELIVE (Vincente), (483) — (802).
 FERMANEL, 50.
 FEUILLEY (Jean), 128 — 187 — 260 — 261 — 263 — 264 — 265 — 266 — 267 — 271 — (1286).
 FEYDIN, lazariste (148).
 FIN, 171.
 FIRELIN (Michel), 170 — 177 — 195 — 196 — 199 — 202 — 203 — 204 — 205 — 206 — 208 — 209 — 210 — 211 — 212 — 213 — 214 — 215 — 216 — 221 — 223 — 224 — 225 — 226 — 227 — 235 — 239 — 251.
 FIRLIN, 73 — (309).
 FLACOURT (Etienne de), 16 — 20 — 24 — 25 — 26 — 27 — 28 — 29 — 30 — 31 — 32 — 33 — 34 — 35 — 36 — 37 — 38 — 39 — 40 — 41 — 43 — 45 — 46 — 47 — 94 — (27) — (76) — (129) — (130) — (131) — (148) — (149) — (168) — (207).
 FLACHIER, prêtre — 40 — 41 — 42 — 60 — 61 — 64 — 78.

FLEURIMONT (de), 107 — 122 — 123 — 124 — 125 — 128 — 129 — 130 — 136 — 144 — 191 — (651).
 FLEURVILLE (de), 171 — 173.
 FLEURY, 200.
 FOLIO (Pierre), 242 — (1305).
 FONSECA, (33).
 FONSEQUE (Louis), 215 — (483) — (653) — (1023).
 FONTAINE (Jacques), 80 — 100 — 147 — 148 — 154 — 155 — 156 — 158 — 164 — 175 — 181 — 185 — 313 — (483) — (618) — (716).
 » (Marie-Anne), (483).
 FONTENAY (de), 255 — 256 — 259 — 260.
 FONTENEAU (Jean), 12.
 FOREST DES ROYERS (de la), 38 — (140).
 FORÉ (René), 33.
 FORGES (chevalier de), 114.
 FORGES (Noël de), 223 — 231.
 FORGET, 239 — (1112).
 FOUCQUEMBOURG (Jean), 20 — 22 — (79) — (91).
 FOUL (Henri), 258.
 FOUQUET, 20 — 33 — 34 — 37 — 38 — 46 — 51 — (78).
 FRACHEY, prêtre — 40 — 78 — 79 — (168).
 FRANÇOIS 1^{er} — (34).
 FRANÇOIS-XAVIER (St), 11 — 16.
 FRÉMONT (Michel), 167 — (781).
 FREXEL (Jean), 277.
 FROMENTIN (Laurent), prêtre — 172 — 177.
 FROTTET DE LA BARDELIÈRE, 13.
 GALLET (Guillaume), frère — 114 — 116 — (348).
 GALLOT, 222.
 GAMA (Vasco de), 8 — 9.
 GARLES (Jean), 30.
 GARNIER, capitaine — 248.
 GARNIER (François), 215 — 222 — 231 — (1023).
 » (Mathurin), 262 — 276.
 GAUBIL, prêtre — 126 — 127 — 128 — 228.
 GAUDEN (René), prêtre — 305 — (1413).
 GEORGES (Jacques), 186 — (618).
 GÉRARD-LE-ROY, 14.
 GIRARD (Guillaume), (618).
 GIRARDIN, 60 — 77 — (236).
 GIRAUDIÈRE (de la), 73.
 GIRON DE LA MARTINETTE, 96.
 GOAZCAER, 34.
 GODET DE LA MERVEILLE, 291 — (1341) — (1345) — (1395) — (1396) — (1398).
 GONDREE, lazariste — 24 — 26 — 29 — 30 — 44 — 45 — 47 — (118).
 GONGONY, prêtre — 303 — (1413).
 GONNEAU (Pierre), 170 — 258 — 285 — 300 — 318 — (800).
 GOOYER, 16.
 GOSSELIN, 38.
 GOUBERT (Alouse), 15 — 28.
 » (Salomon), 15.
 GOUJON, 110.
 GOURNAY, 79.

GRAND (Jean), 192.
 GRANDIDIER, 10 — 12.
 GRAVÉ (Pierre, Léonard), 301 — (1398).
 GREFFIER DE BOISLAUNAY (André, Joseph, Pierre), 224.
 GRIMAUD (Henri), 222 — 231 — 236 — 250 — (1024) — (1187) — (1204) — (1326).
 GROHAN, lazariste, (348).
 GRONDIN (François), 119 — (593) — (716).
 » (Estienne), 119 — (593).
 GROUT DU CLOS-NEUF, 13.
 GRUCHET (Jean), 170 — (798).
 » (Simon), 300.
 » (Marie Monique), 317.
 GUÉNEVILLE (Antoine), 171 — (804).
 GUERIN (Denise), (255).
 GUESTON, 40 — (157) — (563).
 GUESTON, directeur de la Cie, 96 — 110 — 111.
 GUET, 144 — 169 — 211 — (22).
 GUIBILLON, (270).
 GUICHARD (Arzul), 167 — 203 — (780).
 GUIGNÉ (Joseph de), 260 — (1112) — (1240).
 GUILLAUME D'ORANGE, 111.
 GUVITAY (Bastienne), 170.
 GUYMONT DU COUDRAY, 296.
 GUYOL (Thomas), 303.

 HAINAUT (de), 172.
 HANICON (Jean), 253.
 HARDANCOURT (Louis Boivin d'), 296 — 299 — 307 — 308 — (1356) — (1398).
 HAYE (Blanquet de la), voir Blanquet.
 HÉBERT (Guillaume, André), 243 — 273 — 277 — 278 — 279 — 280 — 281 —
 282 — 283 — 284 — 287 — 297 — 299 — 301 — 317 — (1307) — (1313) —
 (1356) — (1406).
 HENRI LE NAVIGATEUR, 8 — (16).
 HENRI IV (de France), 14.
 HENRI (esclave), 274.
 HENRY, 68.
 HÉRAULT (René), 83 — 182.
 HERBERT (Thomas), 9 — 15 — (65).
 HERBRON, lazariste — (147).
 HERDY, 223.
 HERMANN (Jules), 66 — 86.
 HÉRO (Pierre), 276.
 HIBON (Pierre), 80 — 118 — 148 — 184 — 212 — 213 — 248 — 285 — 300 —
 318 — (361) — (367) — (584) — (618) — (1024).
 HIBON (Marie), 242 — (1024).
 HOAREAU (René), 80 — 82 — 147 — 156 — 182 — 185 — 212 — 216 — 221 —
 (369) — (392) — (409) — (618) — (1023).
 HOAREAU (Estienne), 82 — 285 — 313.
 HOAREAU (Marie-Anne), 222.
 HOAREAU (Bernardin), 285.
 HONABISOHE, 148 — 166.
 HOUBERT (Jacques), lazariste — 316 — 318.
 HOUDRY, 55 — 60 — 63 — 66 — 77.
 HOUSSAYE (Guillaume), 160 — 167 — 191 — 192 — 195 — 245 — 256 — 260 —
 267 — 301 — (890) — (1413).

HOUTMAN (Corneille), 12.
 HOUBE (Elisabeth), 185 — (405) — (591).
 HUET (Jacques), 222 — (1024).
 HUGO (Hubert), 38 — 49 — (150) — (182).
 HUMIERES (chevalier d'), (308).
 HURE (de la), 101 — 102 — 103 — 104 — 105 — 106 — 108 — 112 — 113 — 117 —
 121.
 HYACINTHE DE QUIMPER, capucin — 136 — 143 — 165 — 166 — 170 —
 171 — 172 — 174 — 175 — 176 — 177 — 178 — 179 — 190 — 191 — 192 —
 193 — 194 — 195 — 196 — 199 — 201 — 202 — 203 — 204 — 205 — 206 —
 208 — 209 — 210 — 211 — 213 — 214 — 221 — 222 — 223 — 224 — 225 —
 226 — (811) — (880) — (1032).

 INNOCENT X, 44.

 JACOB (Edme), 83.
 JACQUES (Père), 128.
 JACQUES D'ANGOULEME, capucin — 126 — 149 — 163.
 JANSON (Godefroy), 276.
 JANSON (Jean), 275 — (1294).
 JANT, 49.
 JEAN II (de Portugal), 8 — 12 — (16).
 JONCHEE (des Ormas), capitaine — 136 — 146 — 160 — (668).
 JOUAULT (François), 171.
 JOUCOUX (de), 245.
 JOURDAN DE GROUÉE, 231 — 295 — (1057).
 JOURDIÉ (Jean), lazariste — 48 — 78 — 80 — 83 — 89 — 90 — 91 — 92 —
 102 — 127 — (524).
 JULLIEN (Jean), 132 — 185 — (653) — (1007).
 JUSTAMOND (Henri), 300 — 302 — 303 — 305.

 KERGADIOU, 38 — 40 — 49 — 51 — 54 — 60 — 61 — 64 — 65 — 67 — 77 —
 (162) — (267).
 KERGOFF (Martial), prêtre — 195 — 199.
 KERGUELEN DE KERBIQUET, 172.
 KERVIN (de), (308).

 LA BUCHE, 73 — (309).
 LA CASE, 35 — 40 — 64 — 77 — 79 — 98 — 102 — 115 — (158).
 LA CITERNE, 170 — 205 — 209 — 210 — 224 — 225 — (795).
 LA CLOCHETERIE, (236).
 LA COUR DE LA SAULAIE (Jacques de), 228 — 236 — 237 — 239 — 240 —
 241 — 242 — 243 — 248 — 313.
 LA CROIX (Jeanne de), 82 — 318 — (360) — (367) — (409) — (434) — (584) —
 (1024).
 LAFERRIÈRE (Mlle de), 112 — 114 — 116.
 LA GARENNE, 73 — (309).
 LAGUY (de), 160 — 161 — 169 — 177.
 LA LANDE (Jean Agathange Locquet de), 306.
 LA LANDE MAGON (de), 295.
 LALAIN (de), 72.
 LAMANIÈRE, 171.
 LAMARRE, 259.
 LA MARE (Jean), 83 — 89.
 LA MARE DE CAEN, 273 — 277 — 287 — (1285) — (1356).

LA MARRE DU BOC (Pierre de), 248 — 250.
 LA MOESSE, 73 — (309).
 LANCASTER, 12 — (41) — (48).
 LANGLOIS, prêtre — 84 — 89 — (394).
 LANOUE, (41).
 LA POUPARDRIE, (233).
 LA REYNIE (de), 169.
 LAURANS (Louis, le Jeune), 82 — (369).
 LAUNAY (Gilles), 80 — 83 — 148 — 151 — 154 — 182 — 185 — 212 — 258 — 276 — (618) — (797).
 LAUNAY (Anne), (797).
 LAUNAY (Christophe de), frère — (147) — (148).
 LAURET (Jacques), dit St-Honoré — 99 — 148 — 176 — 182 — 183 — 184 — 186 — 212 — 216 — 221 — (483) — (802) — (1007).
 LAUTRET (Gaspard), 132 — 166 — 183 — 184 — 185 — (653).
 LAVALLIERE (Claude) — 119 — 121 — 183 — (595).
 LAW DE LAURISTON, 298.
 LAYE (de), 296.
 LE BAILLIF (Etienne), 222 — 242 — (1024).
 LE BAILLIF (René), 242.
 LEBEAU (Samson), 118 — 187 — 212 — (585) — (857).
 LE BÈGUE (Yves), 278 — (1305).
 LE BLANC, 259 — (1228).
 LE BLANC, lazarisite — (148).
 LEBON (Pierre), 278 — (1305).
 LE BOURG (Roger), 23 — 25 — 26 — 28 — 29 — (94).
 LE BRETON (Elie), 170 — 219 — (799).
 LEBRUN (Guillaume), 40 — (168).
 LE CLERC (Jean), (27).
 LEGENDRE (Catherine), 171.
 LÈGER (Jacques), 242 — 285 — 312.
 LEGRAS (René), 181 — 182 — 183 — 285.
 LEGRAS (Nicolas), 277 — 312.
 LEGUAT (François), 9 — 68 — 207.
 LELIÈVRE, 22 — (91).
 LE LIEVRE (Jacques), 84 — 116 — 119 — (403) — (406) — (412) — (567) — (573).
 LE MAYER (Jean), 161 — 184 — 185 — 186 — 220 — 221 — 228 — 229 — 230 — 236 — 245 — (985) — (993) — (1007).
 LE PONTHO René), 223 — 231 — 248 — 250 — 251 — 259.
 LE PRÉVOST (Jacques), 276 — 285 — (1326).
 LE ROND, capitaine — 133.
 LE QUENTREC, 245.
 LE ROY (Claude), 22 — 23 — 24 — 25 — 26 — 31.
 LEROY (Nicolas Armand), 170 — 187 — 195 — 212 — (794).
 LEROY (Eustache), 250 — (1183).
 LEROY (Charles), lazarisite — (348).
 LESPINAY (Julien), 170 — (802) — (1183).
 LESTRILLE (de), 134 — 135 — (660) — (705).
 LESUEUR (Pierre), 170 — (803) — (1183).
 LE TESTU (Guillaume), 71.
 LE TONDU, prêtre — 300.
 LE TOURNEUR, 77 — (162) — (229) — (266).
 LE VACHER, dit la Case — 35 — (158).
 LEVASSEUR, (78).

LINSHOTEN, 11 — 12 — 110 — 129 — 227 — (33).
 LO, prêtre — (450).
 LOHYER, 60.
 LOPES DESIGUERA (Jacques), 9.
 LOPIS DE MONTDEVERGUE — voir Montdevergue.
 LOPIS (de), 97 — (309).
 LOUBÈRE (de la), 686 — 696.
 LOUIS XIII, 48 — 77.
 LOUIS XIV, 22 — 49 — 50 — 80 — 94 — 95 — 96 — 97 — 112 — 113 — 118 — 125 — 126 — 132 — 169 — 173 — 174 — 226 — 298 — 301 — (77) — (183) — (190) — (199).
 LOUIS XV, 200 — (899).
 LOUVEL, 73 — (309).
 LOUVOIS, 141.
 LOYNES (de), 32 — (78) — (129).
 LUILLIER, 256.
 MACE (Jacques), (1326).
 MAILLARD, lazarisite — 44.
 MAILLOT (Jacques), 118 — 186 — 211 — 216 — (586).
 MAILLOT (Pierre), 250.
 MALART (François), prêtre — 119 — 120 — 126 — 130 — (604).
 MANGROLES (Henry), 84 — (409).
 MANIE (Michel), lazarisite — 40 — 42 — 61 — 78 — (165) — (168) — (243) — (348).
 MARCARA, 83.
 MARCHAIS, 60.
 MARCO POLO, 6 — 13.
 MARE (Marc), 274.
 MARIANO (Luiz), jésuite — 14 — 16 — 30 — (120).
 MAROLLES, 270.
 MAROVOULE, 32 — 35.
 MARQUAYSAC, 245.
 MARQUER (Pierre), prêtre — 250 — 254 — 257 — 260 — 261 — 265 — 268 — 270 — 274 — 276 — 277 — 279 — 284 — 285 — 286 — 288 — 289 — 290 — 293.
 MARSBODIN (Jean-Baptiste de), prêtre — 290.
 MARTIAL (Père) — voir Kergoff.
 MARTIN (François), 60 — 62 — 79 — 80 — 82 — 83 — 117 — 125 — 160 — 167 — 217 — 251 — 254 — 259 — 262 — 275 — (245) — (354) — (413) — (417) — (569) — (681) — (1295).
 MARTIN DE VITRÉ (François), (54).
 MARTIN, capitaine, 260 — 264.
 MARTIN (Jean-Baptiste), (978) — (997).
 MARTIN (Pierre), 116 — 118 — 186 — 212 — (587).
 MARTIN V, (16).
 MARTIN DE LA CHAPELLE, 295.
 MARTYRS (Père des), carme — 164 — 165.
 MARVAL (Dian), 22.
 MASCARENHAS (Pierre), 9 — 10.
 MASSOUDI, 5 — (11).
 MATHIAS DE ST-MICHEL, augustin — 317.
 MATOS (Louis de Lanonino de), cordelier — 75 — 76 — 81 — 83 — 89 — 90 — 92 — (424) — (440).
 MATTE (Emmanuel de), 186 — 212 — 264 — 274 — 276.
 MATTHIEU, esclave — 264.

MAUCLERC (de), 224.
 MAURICE (Louise), 170.
 MAZARIN, cardinal — 49 — (475).
 MAZARIN (duc de), 52.
 MEILLERAYE (de la), 20 — 33 — 34 — 35 — 36 — 37 — 38 — 39 — 46 — 52 —
 60 — 76 — (137) — (145) — (147) — (148) — (168) — (221).
 MERLIMONT (de), (311).
 MESUREUR, 171.
 MILLE (Yves de), prêtre — 137.
 MINSER (Gérard), frère — 114.
 MIREBEAUD (Jean), 83 — 89 — (385) — (409) — (435).
 MIREBEAUD (Jeanne), 89.
 MODÈNE (comte de), 241 — 243 — (1050).
 MOLAC (de), trinitaire — 108.
 MOLIERE, (185).
 MOLLET (Claude), 80 — 82 — 108 — 121 — 183 — 318 — (330) — (366) — (367) —
 (409) — (434) — (584).
 MOLLET (Thérèse), 163 — 226 — (669) — (713) — (718).
 MONIER, capitaine — 256 — (985).
 MONTAUBON (de), 55 — 60 — 63 — 64 — 77 — (230).
 MONTDEVERGUE (François Loris de), 72 — 73 — 74 — 75 — 76 — 77 —
 78 — 79 — 80 — 82 — 89 — 90 — 92 — 95 — 96 — 97 — 98 — 111 — 189 —
 (136) — (309) — (333) — (367) — (413).
 MONTECLAIR (de), 225.
 MONTENY (Marguerite), 82.
 MONTMASSON (Michel), 48 — 60 — 62 — 70 — 78 — 89 — 91 — 92 — 102 —
 114 — 127 — (384) — (449).
 MONTVERT (de), 302.
 MOREAU, major d'Escadre — 267.
 MOTTE (de la), jésuite — 290.
 MOUTARDIER (Joseph), frère — 316 — 318.
 MOUNIER (Jean), lazariste — 34 — 44 — 45 — (92) — (137).
 MOURON (Gabriel), 85 — (412).
 MOYNE (Martin), 261.
 MUSSARD (François), 80 — 82 — 84 — 121 — 127 — 147 — 148 — 154 —
 155 — 164 — 175 — 182 — 183 — 184 — 186 — 212 — 216 — 221 — 249 —
 257 — 262 — 283 — 284 — (360) — (373) — (404) — (409) — (412) —
 (436) — (479) — (618) — (800) — (1313).
 MUSSARD (Barbe), 242 — 311 — (1024).
 MUSSARD (Marie-Anne), 261 — (800).
 MUSSARD (Henry), 285.
 NACQUARD (Charles), lazariste — 24 — 29 — 30 — 34 — 43 — 44 — 45 — 47 —
 (81) — (92) — (119).
 NANESQUE (Jean), 222 — (1023).
 NAPE ((Pitre), 261 — 262.
 NAS (Jacques), 250 — (1183).
 NATIVEL (Pierre), 100 — 102 — 156 — 185 — 186 — (483) — (618).
 NATIVEL (Antoinette), 163 — (716) — (719).
 NATIVEL (François), 164.
 NATIVEL (Louise), 164 — (483).
 NATIVEL (Anne), (653).
 NAVARETTE, dominicain — 92 — (450) — (480).
 NERY (Jean), 183.
 NESMOND (de), marquis — 229.

NETS (Charles de), 14.
 NEZ (de), (311).
 NICOLAS, malgache — 41.
 NOEL (Pierre), 250 — (1183).
 NOEL (Georges), 260 — (1240).
 NOAILLES (Louis Antoine de), archevêque — 237 — 316.
 OLIVEIRA (Domingo Luiz de), 151.
 ORGERET (d'), 106 — 107 — 117 — 118 — 119 — 120 — 121 — 122 — 134 —
 136 — 182 — 183 — 184 — 191 — 221 — (512).
 OUET (Thomas), 274.
 OULCHE (Jean), 276.
 PALLIÈRES (Armand de), 259 — 260 — 268 — 270 — 273 — 275 — (1260).
 PALLU (Mgr), (450) — (480).
 PANOLA, malgache — (221).
 PANON (Augustin), 170 — 180 — 276 — (406) — (801) — (820).
 PARADIS, 126.
 PARAT DE CHAILLENEST (Pierre, Antoine), 126 — 128 — 187 — 243 —
 293 — 294 — 299 — 301 — 302 — 305 — 306 — 308 — 310 — 311 — 316 —
 318 — (1307) — (1391).
 PARISOT, 60.
 PARMENTIER (Jean et Raoult), (34) — (72).
 PARNY (Pierre), 242 — 285 — 311 — (1024).
 PATIN (Guy), (293).
 PATSAVAN, 148 — 166.
 PATTE (Philippe), frère — 40 — 41 — (148) — (168) — (170).
 PAU (Pierre), 82 — 83 — (255) — (409) — (430) — (434).
 PAU (Estienne), 83 — 89 — (255).
 PAYEN (Louis), 42 — 61 — 62 — 63 — 64 — (136) — (245) — (255).
 PAYET (Antoine), 119 — 157 — 185 — 212 — 216 — 274 — 276 — (594) — (837) —
 (857).
 PAYET (Luce), 302 — 312.
 PELLETYER, 247.
 PENHOUE (François), (618).
 PENNAUD (Esther), 234.
 PEREIRA, capitaine — 9.
 PEREIRA (Manoël), 153 — 160.
 PEREIRE (Monique), (483).
 PERROT (Pierre), 160.
 PERROT (Jean), 108 — 213 — (520) — (1007).
 PETIT (Nicolas), 150 — (720).
 PHELYPEAUX (Jérôme), 169 — 200 — 244 — 245 — 273 — (899).
 PHILIPPE II D'ESPAGNE, (50).
 PICARD (Jacques), 222 — 236 — 313 — (1024).
 PIERRE, esclave — 264.
 PIGNON (Jeanne), 242.
 PILAVOINE, 83 — 229 — (681) — (978) — (997) — (1046) — (1146) — (1153).
 PILIERS (Pierre), frère — 114 — 116 — (348).
 PILLE (Léonarde), 82 — 84 — (372) — (409) — (653).
 PIOLAN (Georges), 182 — (618).
 PIQUES, 96.
 PITOU (Antoine), 119 — (595).
 PITRE, esclave — 263.
 PLAT (Thomas de), 222.

POMADE (Pierre), frère — 60.
 PONTCHARTRAIN (de), 161 — 226 — 228 — 229 — 232 — 237 — 245 — 297 —
 305 — 316 — (228) — (1050) — (1356).
 PORTES (Louis des —, sieur de St-Nudert), 317.
 POTTEREAU (Marguerite), 83.
 POULET, 150.
 PRADAU (Jean), 171.
 PRADAU (Pierre), 260 — (1240).
 PRADES (de), 216 — 221 — (976).
 PRÉAUX-MERCEY (de), 84 — 97.
 PRÉSIEN (Jean), (618).
 PRÉVOST, lazariste — 35 — (137).
 PRÉVOST (Jacques), chirurgien — 311.
 PRÉVOST, prêtre — (43) — (64) — (237).
 PRONIS (Jacques), 20 — 21 — 22 — 23 — 24 — 25 — 26 — 29 — 30 — 32 —
 33 — 34 — 35 — 40 — (79) — (82) — (88) — (93) — (94) — (101) — (135) —
 (136) — (157).
 PROU (Nicolas), 108 — (520) — (618).
 PROU (Hélène), 163 — (520) — (716).
 PTOLEMÉE, 7.
 PYRARD (François), 54.
 RACINE, (185).
 RAGOLIN (Suzanne), 132 — (653).
 RAMACH (Dian), 21.
 RANDRANAR (Anne), 83 — 89 — (409) — (435).
 RANICAZE, 26 — (121).
 RAOUL (Claude de), 296 — 299 — 300 — 301 — 305.
 RAU (André), 275 — 300 — (1294).
 RAVEL (Dian), 24.
 RAYT, 253.
 RAZILLY (Isaac de), 18.
 RÉGIMONT, 21 — (57) — (75) — (79) — (139).
 REGNAULT (Etienne), 63 — 66 — 67 — 75 — 80 — 81 — 82 — 83 — 84 —
 86 — 87 — 89 — 100 — 101 — 102 — 105 — 106 — 112 — 113 — 127 —
 134 — 146 — 166 — 182 — (293) — (294) — (417) — (551).
 RÉGNIER-DUCLOS, 103.
 REINEL, 10.
 RENAUD (Antoinette) — voir Arnaud.
 RENOU (Daniel), lazariste — 303 — 316 — 318.
 RIBERO (Diégo), 10.
 RICHARD (Charles), 258.
 RICHELIEU (cardinal de), 18 — 19 — (57) — (73) — (75) — (77).
 RICOUS (de), 105 — 134 — 135 — (650) — (661).
 RICQUEBOURG (François), 80 — 118 — 154 — 182 — 186 — 212 — 221 — 285 —
 300 — (361) — (588) — (618).
 RIGAULT, 15 — 19 — 20 — 37 — (75) — (77) — (78) — (80) — (145).
 RIVAU (du), 40 — (157).
 RIVERAIN (Victor), 215 — 222 — 278 — 282 — 288 — (1023).
 RIVIÈRE (François), 119 — 121 — 148 — 183 — 184 — 187 — (594) — (1025).
 RIVIÈRE (Françoise), 222.
 ROBERT (Julien), 108 — 185 — 204 — 212 — 213 — 221 — 223 — 224 — 225 —
 226 — (520).
 ROBERT (Edouard), 275 — 307 — (1294).

ROBIN DE ST-GERMAIN (Vincent), prêtre — 242 — 261 — 265 — 275 —
 276 — 279 — 293 — 300 — (1099).
 ROCHE-OGER (Pierre de la), 317.
 ROCHE-ST-ANDRÉ (de la), 35 — (139) — (555).
 ROCHE (de la), 73.
 ROGUET (Ignace), lazariste — 77 — 78 — 102 — 103 — 113 — 114 — 125 —
 (346).
 ROQUEMADOR (de), 296 — 297 — 301 — 302 — 303 — 305 — (1413).
 ROUBASSE (Anne), 261.
 ROUILLARD (Lézin), 118 — 182 — 185 — 212 — 215 — 216 — 221 — 242 — (589).
 ROULON DE LA VANTE — Missions Etrangères — 237 — 238 — 241 — 242 —
 243 — 248 — 249 — 313 — (1094) — (1097).
 ROUSSEAU (Louis), 277.
 ROUSSELET, 55 — 60 — 77.
 ROSAIRE (Françoise), (483) — (803).
 ROSAIRE (Domingue), (483) — (585) — (1023).
 ROSE (Jean), 234.
 ROYER (Antoine), 84 — 146 — 147 — 148 — 156 — 183 — 185 — 203 — 204 —
 210 — 212 — 214 — 215 — 219 — 234 — 235 — 239 — (402) — (412) —
 (653) — (805) — (1082).
 ROYER (Guy), 99 — 154 — 184 — 186 — 198 — 212 — (483) — (803) — (1082).
 ROYER (Baptiste), 215.
 ROYER (Marguerite), 215 — 223 — 226.
 ROYER (Marie), 215 — 226 — (653) — (803) — (1183).
 RUCHE (Françoise), 171.
 RUELLE (Claude), 222 — (1023).
 RURELLE (de), (308).
 SAINTONGEOIS (Jean Alphonse), 12 — (35).
 SAMBO, esclave — 263.
 SARAIVA (Cardinal), 9 — (23).
 SAULAIE (Jacques de la Cour de la), voir à La Cour.
 SAVALETTE, 251.
 SÉBASTIEN, esclave — 263.
 SEIGNELAY (de), 134 — 135 — 140 — 141 — 142 — 143 — 160 — 196 — (979).
 SEKELING (Jean Pitre), 148 — 183 — 186 — 189 — 212 — (716).
 SELIN (Jean Macaste), 148 — (716).
 SENAULT, capitaine — 131.
 SENEAU (René), 83.
 SENET (Jean), dominicain — 288 — 289 — 290 — 293 — 301 — 302 — 303 —
 304 — 305.
 SERQUIGNY D'ACHÉ (de), 218 — 219 — 220 — 221 — 222 — 224 — 229 —
 231 — 232 — (996).
 SIARAM (Louise), 164 — (593) — (594).
 SICÉ (de), prêtre — 234.
 SIQUEIRA (Jacques Lopez de), 9.
 SOAREZ, 9.
 SORNAY, 128.
 SOUCHU DE RENNEFORT (Urbain), 37 — 53 — 59 — 60 — 61 — 62 — 64 —
 65 — 66 — 75 — 77 — 78 — 101 — 105 — 114 — (136) — (228) — (245).
 STEPHENS, 12 — 14 — (38).
 STOUARD (Alexandre), 263.
 SULLY, 169 — (73).

TACHARD, jésuite — 243 — (696).
 TARBAY (Robert), 260 — (1240).
 TANTAS (Anne), 170.
 TATE (Henry), 276.
 TATTON (John), (59).
 TESSIER (Noël), 118 — 185 — 264 — (451) — (590).
 TEXER (= Têcher) DE MOTTE (Emmanuel), 132 — 185 — 209 — 263 — (653).
 TEXERE (Marguerite), 215 — 234 — (402) — (805).
 TEXERE (Ignace), 226 — (794) — (804).
 TEXERE (Andrée), (586).
 THOMAS, augustin — 317.
 TOUCHARD (Athanase), 80 — 118 — 164 — 182 — 184 — 200 — 212 — 216 — 221 — 250 — (361) — (591) — (1024).
 TOUCHE (de la), 262.
 TOULOUSE (Comte de), 298.
 TOURNON (Thomas Maillard de), évêque — 256 — 257 — 314.
 TREMBLAY (du), 100 — 101 — (482).
 TRUCHOT DE LA CHESNAYE, 60 — 64.
 TURELLES-THIBALLIER (de), 98 — 100 — (475).
 TURPIN (Denis), 222 — 231 — 234 — (1024).
 TYCHO, 7.

VACHER, prêtre — 84 — 89 — (394) — (413).
 VALENTYN (François), (63) — (72) — (150).
 VALLÉE (François), 80 — 119 — 148 — 185 — (594) — (618).
 VAN NEK, 12 — (72).
 VASCO DE GAMA, 8 — 9 — (17) — (18) — (19) — (24).
 VAUBOULON (Henry Habert de), 136 — 143 — 166 — 168 — 169 — 171 — 172 — 173 — 174 — 175 — 176 — 177 — 180 — 181 — 182 — 184 — 185 — 186 — 187 — 188 — 189 — 190 — 191 — 193 — 194 — 195 — 196 — 200 — 202 — 203 — 204 — 205 — 206 — 209 — 210 — 211 — 212 — 213 — 214 — 219 — 220 — 221 — 223 — 224 — 226 — 227 — 235 — 237 — 239 — 310 — (818).
 VEAU, 68.
 VEL (Louis), 278.
 VERET-DESMARIS (Isaac), 231 — 233 — 234.
 VERGIER (du), 39.
 VERHUFF (Pierre, Guillaume), 14 — (58).
 VERNIER (Marie), 170.
 VERON, capitaine — 38 — 59 — 60 — 64 — 66 — 67 — (148).
 VERON (Pierre), garde-magasin, 84 — 105 — (412) — (511).
 VIDOT (Marc), 132 — 185 — 204 — 212 — 215 — 221 — 223 — 224 — 225 — 226 — (653).
 VIDOT (Geneviève), 215.
 VIGNE (de la), 67 — (270).
 VIGNE-BUISSON (Pierre de la), 300.
 VIGOUREUX (Robert), 85 — (618).
 VILLERS (Jean-Baptiste de), 185 — 246 — 247 — 248 — 249 — 250 — 251 — 252 — 253 — 254 — 256 — 257 — 258 — 259 — 260 — 262 — 263 — 264 — 265 — 266 — 267 — 270 — 271 — 272 — 274 — 275 — 276 — 277 — 279 — 280 — 282 — 283 — 284 — 285 — 286 — 287 — 288 — 289.
 VIMONT, (309).
 VINCENDO (François), 132 — 185 — (653) — (1023).
 VINCENDO (Monique), 215 — 222 — (653) — (1023).

VINCENT DE PAUL (St), 24 — 32 — 34 — 39 — 41 — 44 — 45 — 46 — 47 — 48 — 79 — 102 — 114 — 318 — (137).

WARWICK, (72).
 WILLMAN (Gilbert), 148 — 186 — 212 — (716).
 WILLMAN (Jeanne), 276.
 WILLMAN (Marie-Anne), 1240.

YARD (Eustache), 83 — 182 — (389).
 YOUSEN (Thomas), 275.

ERRATA

au lieu de :	lire :
p. 3, carte, Piton Boris	Piton Bory
p. 4, dernière ligne, que de courants	que des courants
p. 16, 35 ^e ligne, du «Sacre» et de la «Pensée»	du «Sacre» et de la «Pensée»
p. 46, 37 ^e ligne, et le Père se réjouissait	et le Père Nacquard se réjouissait
p. 50, avant-dernière ligne, dirigeaient	dirigeraient
p. 60, 16 ^e ligne, l'«Aigle Blanc»	l'«Aigle Blanc»
p. 68, 7 ^e ligne, ls Bayes	les Bayes
29 ^e ligne, rafraichissements... Callemboule	rafraichissements... Galemboule
p. 83, 6 ^e ligne, commandant	«commandant
p. 99, 23 ^e ligne, Guy Roger	Guy ROYER
p. 99, Cadet, Caron, Dailleau, Lauret, Nativel, Fontaine	CADET, CARON, DAILLEAU, LAU- RET, NATIVEL, FONTAINE
p. 108, Arnou, Prou, Robert, Perrot	ARNOU, PROU, ROBERT, PERROT
p. 123, dernière ligne, cette lettre dans	cette lettre, dans sa brièveté, donne un aperçu très net de ce qu'était Mascarin à la fin de 1678.
p. 127, 26 ^e ligne, au for Saint-Denis	au fort

au lieu de :	lire :
p. 132, 14 ^e ligne, Joseph Dango	DANGO
18 ^e ligne, Rovigno	Rovigno
p. 133, 17 ^e ligne, au Port-Louis	du Port-Louis
p. 149 32 ^e ligne, un lieu	un lieu
p. 164, 34 ^e ligne, 18 juillet	28 juillet
p. 167, 7 ^e ligne, «Lonray»	«Lonray»
p. 170, Auber, Gruchet, Lebreton, Gonneau, Panon, Lespinay, Lesueur,	AUBER, GRUCHET, LEBRETON, GONNEAU, PANON, LESPINAY, LESUEUR,
p. 171, Gueneville, Bidon	GUENEVILLE, BIDON
29 ^e ligne, héritier	hériter
p. 186, 36 & 37 ^e ligne, (864) (865)	(862) (863)
p. 190, 17 & 20 ^e ligne, partiger Intrigués	partager Intrigué
p. 195, 15 ^e ligne, tous le monde	tout le monde
p. 206, 37 ^e ligne, Grand du Quesne	grand du Quesne
p. 213, 19 ^e ligne, donne	donna
p. 218, 6 ^e ligne, à supprimer	
p. 225, avant-dernière ligne, Rovigné	Rovigno
p. 229, 38 ^e ligne, de 120 tonneaux; la «Wennolle»	de 120 tonneaux, la «Wennolle»
p. 232, dernière ligne, traité	traite
p. 237 40 ^e ligne, Saint-Sège	Saint-Siège
p. 238, 14 ^e ligne, mandatées	inmandatés
p. 242, 30 ^e ligne, à supprimer	
32 ^e ligne, sont couverts (de coton)»	sont couverts (de coton)» (1131).

au lieu de :	lire :
p. 249, 2 ^e et 26 ^e ligne, Jean appartenans	Jean appartenans
p. 250, dernière ligne, dit	dit
p. 261, avant-dernière ligne, Roubasse	Boubasse
p. 263, 1 ^{re} ligne, en romain	
p. 272, titre Dernières années Bourbon	Dernières années à Bourbon
p. 276, 6 ^e ligne, conservés	conservée
p. 279, 13 ^e ligne, prétendèrent	prétendent
p. 287, 27 ^e ligne, Port-Louis	Fort-Louis
p. 287, 27 ^e ligne, billet	billet
p. 289, 24 ^e ligne, la Bien-Aimée	la «Bien-Aimée»
p. 291, 20 ^e ligne, les avaient obligés	les avait obligés
p. 292, 20 ^e ligne, du «Saint-Louis» et du «St-Jean»	du «St-Malo» et du «St-Jean»
p. 293, 20 ^e ligne, Cinq mois	cinq mois
p. 300, 30 ^e ligne, ne lui convint-il pas, avant	ne lui convint-il pas, car, avant
p. 302, 3 ^e et 4 ^e lignes, er la mémoire	et le mémoire
p. 304, 19 ^e ligne, universelle	universelle
p. 305, 14 ^e ligne, Ave	Avec
20 ^e ligne, (1.425)	«à Monseigneur le Comte de Pont- chartrain, Ministre et Secrétaire d'E- tat» (1.425).
p. 306, 14 ^e ligne, chargé de café	chargés de café
p. 308, 28 ^e ligne, donné par	indiqué par
p. 310, 37 ^e ligne, brouiller	brouiller
p. 313, 39 ^e ligne, Récollets	Récollets

au lieu de :

lire :

p. 315, 22 ^e ligne, ordinaire qui fût propre	Ordinaire qui lui fût propre
p. 317, 25 ^e ligne, dès le 17 mai	avant le 17 mai
p. 318, 21 ^e ligne, appareilla	appareilla

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	VII
Bibliographie	XI
Tableau chronologique	XVII
CHAPITRE PREMIER — Des Origines jusqu'à 1640	1
Préhistoire ; formation géologique ; Malais, Chinois, Arabes ou Persans ; les Arabes ; Edrisi ; Marco Polo ; l'Epopée portugaise ; les Iles ; pilotes et cartes arabes ; cartes latines ; l'île délaissée ; prolifération des îles ; les étrangers ; les « compagnies » nordiques ; les « compagnies » françaises ; visiteurs occasionnels ; enfin paraissent les français ; conclusion.	
CHAPITRE II — « Madagascar et Isles adjacentes », 1640-1663	18
Richelieu ; Rigault ; la « Compagnie française de l'Orient » ; le « Saint-Louis » et le « Saint-Laurent » ; Jacques Pronis ; Jean Foucquemont ; les ligueurs ; Flacourt en voyage ; Flacourt à Madagascar ; « Bourbon » ; « Messieurs Nacquard et Gondrée » ; le Fort-Dauphin aux abois ; « Marovoule » alias Antoine Couillard ; le « Saint-Georges » et l'« Ours » à Madagascar ; « Messieurs Bourdais et Mounier » ; Antoine Couillard à Bourbon ; retour de Flacourt ; expéditions concurrentes ; la mort de Flacourt ; le « Saint-Charles » ; le Père Estienne et ses compagnons ; Payen à Bourbon ; conclusion.	
CHAPITRE III — La Compagnie française des Indes orientales. Sa première expédition, 1663-1666	49
Préliminaires ; propagande ; élaboration des statuts ; acquisition d'une flotte ; recrutement du personnel ; constitution du capital ; approbation royale ; le premier armement ; soucis d'ordre religieux et humanitaire ; départ de la flotte ; de Beausse au Fort-Dauphin ; relâche à Bourbon ; rivalités et déboires à Madagascar ; mouvement des vaisseaux ; la colonie naissante de Bourbon.	

CHAPITRE IV — La Flotte de Montdevergue, 1666-1670	71
Seconde expédition ; la flotte de Montdevergue ; « Il entreprit un long voyage... » ; escale à Bourbon ; arrivée à Madagascar ; le clergé de Madagascar ; de Faye et Caron ; vicissitudes d'un Vice-Roy ; les compagnons de Regnault ; « Cinq jeunes filles sur un rocher » ; visites à Mascarin ; la population de Bourbon avant 1671 ; Bourbon s'organise ; le clergé de Bourbon.	
CHAPITRE V — L'Escadre de Perse, 1670-1674	94
Inextricables difficultés ; il faut abandonner Madagascar ; l'île Dauphine passe au domaine royal ; l'Escadre de Perse ; « Heureux qui, comme Ulysse... » ; villégiature à l'île d'Eden ; déjà l'indiscipline ; Bourbon, escale de la Mer des Indes ; Jacques de la Hure ou les méfaits du « coup de bambou » ; l'ordre rétabli ; aumôniers d'occasion ; retour de M. l'Amiral.	
CHAPITRE VI — Une étrange aventure, 1674-1680	110
Activités maritimes de 1670 à 1674 ; la « Dunkerquoise » ; préoccupations mercantiles ; le « Blanc-Pignon » ; massacre du Fort-Dauphin ; les rescapes ; le « débris de Madagascar » à Bourbon ; la fin d'une odyssée tragique ; Henri Hesse d'Orgeret ; German de Fleurimond ; pétition des dix-neuf habitants ; le Père Bonaventure de Parthenay ; juridiction des capucins ; première chapelle à Saint-Denis ; nouvelle chapelle à Saint-Paul.	
CHAPITRE VII — Capucin et Gouverneur, 1680-1686	129
Le Père Bernardin ; la Compagnie en difficulté ; causes d'abandon de Bourbon ; activités apostoliques ; retour en France du Capucin ; mémoire sur Bourbon ; Seignelay, « Chef perpétuel... » de la Compagnie ; la fin du Père Bernardin.	
CHAPITRE VIII — Un curé cabaleur, 1686-1689	145
Jean-Baptiste Drouillard ; première Ordonnance ; première cabale ; passage de l'« Oriflamme » ; « l'édit sieur homonier » Camenhen ; un curé « cabaliste » ; où la lutte est cénacle ; autres escarmouches ; vains espoirs de départ ; derniers malheurs de Drouillard ; pacifiques activités ; gai, gai, marions-nous ! la congrégation du Mont-Carmel ; la paroisse de la Conception à Saint-Paul ; paroisse Saint-Etienne à Sainte-Suzanne.	
CHAPITRE IX — Le Sire de Vauboulon, 1689-1690	168
Henry Habert, Chevalier, seigneur de Vauboulon ; passagers du « Saint-Jean-Baptiste » ; la traversée ; installation de M. de Vauboulon ; premières Ordonnances de M. de Vauboulon ; autres Ordonnances ; la propriété foncière à Bourbon ; avant M. de Vauboulon ; les concessions de M. de Vauboulon ; autres réalisations ; les exactions du Gouverneur ; tracasseries anticléricales ; plaintes ; lettres du Père Hyacinthe ; journal de Firelin ; le recensement de Firelin ; la chrétienté de Bourbon en 1690.	

CHAPITRE X — Le Drame, 1690-1697	201
Signes avant-coureurs ; l'arrestation du Gouverneur ; république à « l'île d'Eden » ? deux morts au tableau ; restitutions posthumes ; le « commandant » Firelin ; le Directoire de Saint-Paul ; où en est la Compagnie ? l'escadre de Serquigny ; représailles ; procès.	
CHAPITRE XI — Bastide et de la Cour de la Saulaie, 1696-1701	228
Premières atteintes au monopole de la Compagnie ; Joseph Bastide ; l'abbé Jean d'Etchémendy ; les biens d'un riche habitant ; M. de la Cour et Messieurs les missionnaires ; Bourbon centre de flibusterie ; colons et esclaves ; vues de « M. de la Vanthe » ; la Compagnie aux mains de Jérôme Phélypeaux.	
CHAPITRE XII — Les débuts de M. de Villers, 1701-1705	247
De Villers et Jean Auffray ; de Villers prend contact ; Antoine Boucher ; histoires de forbans ; dangereux expédients ; Monseigneur Thomas Maillard de Tournon ; intense trafic à Bourbon ; événements divers ; explorations ; mémoire de Feuilley ; les réflexions de Durot.	
CHAPITRE XIII — M. de Villers — Dernières années à Bourbon, 1705-1710	272
Dernières expéditions de la Compagnie des Indes Orientales ; au secours de Pondichéry ; le Chevalier G. Hébert ; église et chapelle à Saint-Paul ; M. de Charanville ; un redresseur de torts ; flottes malouines.	
CHAPITRE XIV — Vers une nouvelle Organisation, 1710-1714	294
Fin de la Compagnie des Indes Orientales ; gouvernement de Parat ; la mort du Père Jean Senet ; état de l'île Bourbon vers 1712 ; l'arrivée des Lazaristes.	
Notes	321
Index des noms propres	426
Table des matières.	



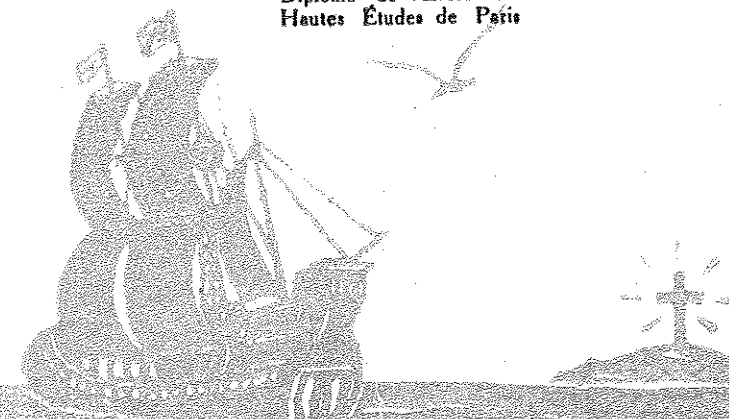
HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA RÉUNION

NAISSANCE D'UNE CHRÉTIENTÉ

BOURBON

DES ORIGINES JUSQU'EN 1714

PAR
Jean BARASSIN
Diplômé de l'École des
Hautes Études de Paris



IMPRIMERIE CAZAL
42, rue Alexis de Villeneuve
Saint-Denis
REUNION

MAISON PROVINCIALE
des P.P. du Saint-Esprit
393, Rue des Pyrénées
PARIS

B.U. AIX LETTRES



D 050 252734 5

1953